

CANIER
D
VALLESIA

BEIMEFFE
Z V
VALLESIA

15

JOSEF GUNTERN

L'ÉCOLE VALAISANNE *AU XX^e SIÈCLE*



De l'école
de six mois
aux hautes écoles
spécialisées
et universitaires

2

Médiathèque VS Mediathek



1010720128

Josef Guntern

L'école valaisanne au XX^e siècle
De l'école de six mois aux hautes écoles spécialisées et universitaires

Traduction et adaptation du livre *Die Walliser Schule im 20. Jahrhundert*,
par Florence Allet, Nathalie Pfefferlé, Alain Cordonier, Gilbert Fournier,
Jean-Pierre Salamin et Victor Zuchuat.

Ouvrage publié à la demande du Département de l'éducation,
de la culture et du sport (DECS)

R004306120

Sion 2006

15 8821/15

Cet ouvrage a été publié avec l'appui

- du Canton du Valais - Encouragement à la culture,
- du Service de la formation tertiaire de l'Etat du Valais,
- de la Loterie Romande.



© 2006 by Vallesia, Archives de l'Etat du Valais, CH-1951 Sion

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tout pays

Imprimerie:

Centre Rhodanien d'Impression - Saint-Augustin SA, 1890 Saint-Maurice

ISBN 2-9700382-6-9

Table des matières

Préface	11
---------	----

Introduction	13
--------------	----

Chapitre I

L'école publique valaisanne dans les premières décennies du XX^e siècle et l'évolution de l'école normale jusqu'à sa suppression	15
---	-----------

L'école publique – La situation au début du siècle – Les travaux préparatoires de la loi scolaire de 1907 – Une aide fédérale bienvenue pour l'école valaisanne – (20) Le long chemin jusqu'à la loi scolaire de 1946 – Les cours post-scolaires – La soupe scolaire – Les cours de vacances ou cours d'été
(30) L'école normale – La formation du personnel enseignant, ou l'école normale jusqu'en 1994.

Chapitre II

Des écoles moyennes aux écoles secondaires et industrielles (Cycles d'orientation dès 1974)	43
--	-----------

La loi sur l'enseignement secondaire de 1910 – La «grande Ecole et Collège de Bagnes» (1766) – L'Ecole secondaire de l'Abbaye de Saint-Maurice (1838) – L'école secondaire des filles de l'Institut Saint-Joseph de Monthey (1860) – L'Ecole secondaire des filles de Sion (1885), de la Planta, du Sacré-Cœur, puis Centre scolaire de Saint-Guérin – L'Ecole secondaire des garçons de Martigny, le Collège Sainte-Marie (1889) – L'Ecole moyenne de Monthey (1895) et l'Ecole industrielle (1918). Le Cycle du Reposieux – L'école moyenne à l'Institut Sainte-Ursule (1898) et au Collège de Brigue (1904) – (53) L'Ecole industrielle des garçons de Sion (1911) et l'Ecole secondaire des Collines (1962) – L'Ecole secondaire des garçons de Sierre: Goubing (1927), Borzuat (1951) – L'Ecole secondaire des filles de Sierre: Les Buissonnets (1928), Les Liddes (1964) – L'Ecole secondaire des filles de Martigny (1935) – L'Ecole secondaire de Viège (1935) – (60) L'«initiative de Zurich» – L'Ecole secondaire de Gampel (1945) – L'Ecole secondaire de Zermatt (1946) – L'Ecole secondaire de Loèche (1947) – L'Ecole secondaire de Saint-Nicolas (1949) – L'Ecole secondaire de Fiesch (1949) – L'Ecole secondaire de Saas-Grund (1950) – L'Ecole secondaire de langue allemande de Sierre (1950) – L'Ecole secondaire de Stalden (1951) – Le règlement de 1953 – L'Ecole secondaire régionale de Mörel (1953) – L'Ecole secondaire de langue allemande de Sion (1953) – L'Ecole secondaire de Rarogne (1957) – L'Ecole secondaire d'Orsières (1959) – L'Ecole secondaire et ménagère régionale de Kippel (1960) – (77) L'Ecole secondaire du Haut-Plateau: de Montana et Randogne (1960) au Centre scolaire régional de Crans-Montana (1965) – L'Ecole secondaire d'Hérémence (1961), Hérens/Euseigne (1974) – L'Ecole secondaire de Münster (1961) – L'Ecole secondaire de Granges/Grône (1962) et le Cycle d'orientation régional de Grône (1974) – L'Ecole secondaire de Naters (1962) – Le Pensionnat du Sacré-Cœur, la Tuilerie,

Saint-Maurice (1963) – L'Ecole secondaire de Loèche-les-Bains (1963) – L'Ecole secondaire des filles de Brigue (1964-1974) – L'Ecole secondaire de Tourtemagne (1965-1976) – L'Ecole secondaire de Vouvry (1946, 1970) – L'Ecole secondaire régionale du Sud du district de Brigue (1971, 1974).

Chapitre III

Autour de la loi sur l'instruction publique de 1962

89

La préparation de la loi et ses premières mises en application – L'esprit du temps – Les écoles évangéliques réformées en Valais – L'enseignement primaire – L'école enfantine – Les écoles ménagères et l'instruction des filles – Les classes de promotion – (105) Les débuts de l'enseignement spécialisé – Le Service médico-pédagogique (1930) – Des classes de développement à la création d'un Office d'aide spécialisée pour enfants et adolescents – Les institutions au service de l'enfant en difficulté – (121) La situation des enseignants après la Deuxième Guerre mondiale, une lente amélioration – Le conseiller d'Etat Marcel Gross (1953-1969).

Chapitre IV

Le cycle d'orientation, une bonne formation de base pour tous

127

Les écoles secondaires et latines (1962-1974) – La loi de 1971 sur l'organisation du système scolaire valaisan – Le décret de 1972 sur l'introduction du cycle d'orientation – Les objectifs et les modalités – (137) La planification de l'emplacement des centres – Le programme – (148) La formation du personnel enseignant – Des opinions divergentes – La Commission d'évaluation du cycle d'orientation – Le conseiller d'Etat Antoine Zufferey (1969-1981) – Le projet de loi de 1983 sur l'instruction publique – (156) La loi du 16 mai 1986 – Le décret du 13 mai 1987 – De la semaine de cinq jours à celle de quatre jours et demi (1991) – L'école primaire et le cycle d'orientation dans les années 1990 et les mesures d'économie.

Chapitre V

La formation professionnelle

175

La première loi sur la formation professionnelle (1903) – Les arrêtés du Conseil d'Etat de 1918 à 1925 – Sion, ville pionnière – (181) La loi fédérale de 1930 – La loi d'application valaisanne (1935) de la loi fédérale de 1930 – Le Centre de formation professionnelle de Sion et la planification cantonale – Vers une nouvelle loi – La loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 décembre 2002, une loi cadre – L'Ecole professionnelle et artisanale de Brigue – L'Ecole artisanale de Viège – L'Ecole artisanale de Martigny – L'Ecole artisanale de Monthey – (198) L'Ecole cantonale d'agriculture, d'Ecône à Châteauneuf – L'Ecole et le Centre d'agriculture du Haut-Valais, à Viège – L'Ecole d'infirmières et d'aides-infirmières de Sion (1944) – L'Ecole d'aides-soignantes (1934) et d'infirmières (1964) Sancta Maria, à Viège – L'Ecole valaisanne de soins infirmiers en psychiatrie, à Malévoz/Monthey – L'Ecole de physiothérapie de Loèche-les-Bains – Les Ecoles de nurses de Sion et de Sierre – Les nouvelles filières de formation pour les soins infirmiers (EVSI) (1994-2002, une situation transitoire) –

L'«Allgemeine Musikschule Oberwallis» (AMO) (1964) – L'Ecole de théâtre à Martigny – L'information scolaire et professionnelle (ISP).

Chapitre VI

La formation commerciale et les écoles de commerce

213

Les débuts de la formation commerciale – L'Ecole de commerce cantonale, section de l'Ecole industrielle supérieure de Sion (1911) – L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles de Sainte-Ursule, à Brigue (1913) – L'Ecole supérieure de commerce des jeunes filles de la Ville de Sion (1914) – L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles des Buissonnets, à Sierre (1928) – L'Ecole supérieure de commerce des jeunes gens de Goubing, à Sierre (1929) – L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes gens du Collège de Saint-Maurice (1929) – L'Ecole supérieure de commerce Sainte-Jeanne-Antide, à Martigny (1930) – (221) L'Ecole supérieure de commerce des jeunes gens de Sainte-Marie, à Martigny (1942) – L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles de Saint-Joseph, à Monthey (1943) – L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes gens du Collège de Brigue (1952) – L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles du Sacré-Cœur, à Saint-Maurice – Les écoles de commerce «privées» et le rôle des ordres religieux – La maturité professionnelle commerciale (MPC) (1994) – Les écoles de commerce pour sportifs et artistes, à Brigue et à Martigny (1986).

Chapitre VII

Du gymnase en huit ans à la réforme de la maturité de 1995

229

Les gymnases valaisans (1848-1910) – La création de l'Ecole industrielle supérieure (EIS) à Sion en 1911 – Le gymnase dans les dernières décennies du XX^e siècle – L'ordonnance fédérale sur la réglementation de la reconnaissance des certificats de maturité (ORRM 95) – (244) Le Collège de Saint-Maurice – Le Collège Regina Pacis, de Saint-Maurice – Le Collège de Sion – (255) De l'Ecole des Dames Blanches au Lycée-Collège de la Planta – Le Collège Spiritus Sanctus de Brigue – (263) L'Ecole préprofessionnelle (EPP) (1964), une initiative de l'Institut Sainte-Ursule à Brigue – L'école de degré diplôme (EDD) (1969).

Chapitre VIII

La création des écoles tertiaires et leur évolution

269

Le Technicum de Suisse centrale à Lucerne/«Zentralschweizerisches Technikum Luzern» (ZTL) – L'Ecole Suisse de Tourisme (EST) 1982/1983, 1985 – L'Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA) à Viège et à Saint-Maurice (1988) – (279) L'Ecole technique d'informatique (ETI/ETC) à Sierre (1986-1988) – L'Ecole d'ingénieurs du Valais (EIV) (1988) – De l'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS) à la Haute Ecole valaisanne (HEVs) – Les hautes écoles spécialisées en Valais – (296) La Haute Ecole spécialisée santé-social Valais (HEVs2) – La «Fernfachhochschule Schweiz» (FFHS) ou Haute Ecole spécialisée suisse d'études à distance de Brigue (1998) – Le Conservatoire cantonal de musique (1949) – Vers une haute école de musique? – L'Ecole cantonale des beaux

arts de Sion (ECBA) (1949)/L'Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV) (1998) – La Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR) – Les écoles tertiaires privées avec diplôme universitaire – Le conseiller d'Etat Bernard Comby (1978-1992).

Chapitre IX

Le Valais et les universités

311

Accords intercantonaux sur les contributions financières aux universités – Les relations avec les universités – (319) La loi cantonale du 2 février 2001 sur la formation et la recherche universitaires – L'Institut Kurt Bösch (IKB) (1989), l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) (1999) – Le Centre universitaire à distance de Brigue et la Fondation «Fernstudien Schweiz» (FS-CH) – La Haute Ecole européenne pour professionnels/«European Graduate School» (EGS) à Loèche et Saas-Fee – Le conseiller d'Etat Serge Sierro (1992-2001).

Chapitre X

Le corps enseignant face à l'évolution de la formation continue et de la société

331

Les associations d'enseignants – La formation continue des enseignants – De nouvelles voies pour la formation permanente et continue – (339) Ecole et société – Les associations de parents – Ecole et famille – Du côté des étudiants – Le conseiller d'Etat Claude Roch (2001-...).

Chapitre XI

L'école et son riche environnement

349

La Conférence des directeurs de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CDIP-SR/TI) – L'Institut romand de recherches et de documentation pédagogique (IRDP) (1970) – La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de la Suisse centrale (IEDK) (1965) – La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) (1897) – (354) Deux offices valaisans: l'Office de recherche et de documentation pédagogiques (ORDP) (1987) et l'Office de documentation et d'information scolaires (ODIS) – L'information du personnel enseignant: les publications pédagogiques valaisannes et suisses – (362) Les constructions scolaires – La prévention de la santé – Le Service dentaire scolaire – L'aide de l'Etat à la formation.

Chapitre XII

La responsabilité politique de l'Etat et des communes

375

Les commissions cantonales – Les commissions communales – Les inspectrices et les inspecteurs – Les conseillers pédagogiques – Les directions d'écoles – Les titulaires de classe – La médiation scolaire – (384) Les services du Département de l'instruction publique – Du Département de l'instruction publique (DIP) au Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS) – En guise de conclusion: la jeunesse valaisanne en 1995.

Abréviations	393
Bases légales importantes de 1848 à 2001	397
Sources et bibliographie	399
Index des noms de personnes	409
Crédit des illustrations	417

Préface

L'école et la formation constituent la base de notre société. Aussi bien l'apport de connaissances solides que la formation continue et permanente renforcent toute communauté qui a foi en un développement harmonieux. L'école représente l'élément essentiel de la vie moderne et elle concerne, tôt ou tard, chaque citoyenne ou citoyen.

Le présent ouvrage, adaptation et traduction du livre paru en allemand en 2003, a été commandité à notre souhait.

L'œuvre entend saisir l'école valaisanne du XX^e siècle dans son ensemble, de l'école enfantine jusqu'aux hautes écoles spécialisées et universitaires. Sont aussi présentées les collaborations intercantionales (Suisse romande, Suisse centrale, Confédération) qui sont d'une grande importance pour notre pays et dont en tant que chef de Département, j'estime particulièrement la valeur.

De même, les efforts appréciables de l'Etat et des communes, qui consacrent à l'enseignement et à l'éducation une part considérable de leurs dépenses, doivent être reconnus comme très méritoires, aussi bien que le travail des députés au Grand Conseil et les services rendus par des personnalités politiques. Pour toutes les questions scolaires, les parents, les enseignants et les services du Département sont d'importants partenaires. Derrière tout progrès se trouvent des êtres humains.

Finalement, j'aimerais remercier très sincèrement l'auteur de son travail. Il a entrepris il y a quelques années ces recherches de sa propre initiative et à ses propres frais, et d'entente avec mes prédécesseurs. En tant qu'ancien professeur d'école secondaire et de collègue, inspecteur et chef de service de l'enseignement secondaire, il était particulièrement bien préparé à cette tâche. Ses relations avec la Suisse romande et la Suisse centrale et ses bons rapports avec les deux parties du canton ont été extrêmement utiles.

Selon le vœu de l'auteur, il est à souhaiter que cette vue d'ensemble de l'école suscite des recherches particulières qui pourraient ramener à la lumière encore beaucoup de trésors.

J'aimerais ici remercier tous les collaborateurs et collaboratrices du Département et en particulier M. Hans-Robert Ammann et M^{me} Florence Allet.

Le chef du Département de l'éducation,
de la culture et du sport
Claude Roch, conseiller d'Etat

Introduction

Plusieurs auteurs francophones se sont intéressés à l'histoire de l'école en Valais au Moyen Age et au XIX^e siècle. Le père marianiste Louis Boucard étudia spécialement les années 1798 à 1830. Le père capucin Maxime Farquet traita l'école des années 1830 à 1910. Richard Métrailler enchaîna jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Deux récentes œuvres importantes peuvent aussi être mentionnées: *Les Collèges en Valais de 1870 à 1925*, *Tradition ou modernisation*, de Benjamin Roduit, et *Vocation: régent, institutrice: jeux et enjeux autour des écoles normales du Valais romand (1846-1994)*, de Danièle Périsset Bagnoud.

L'école est la locomotive de la civilisation et de la culture. Après la parution du livre *Die Walliser Schule im 20. Jahrhundert. Von der Sechsmonatsschule zur Hochschule Wallis*, où j'essayais de relever les efforts des communes et des bourgeoisies, de l'Etat et des Eglises avec toutes les congrégations, des parents et surtout du corps enseignant à tous les niveaux, le Département de l'éducation, de la culture et du sport – ayant en vue la formation de nos futurs enseignants de la HEP – souhaita une adaptation condensée en français. Plusieurs personnes, intéressées par nos écoles, notre système scolaire et le développement culturel et économique de notre canton, ont offert spontanément leur collaboration à cette entreprise complexe. Ils ont permis ainsi l'adaptation et la réalisation de cet ouvrage.

Je remercie toutes les personnes qui ont encouragé et soutenu l'édition, en particulier M. Claude Roch, chef du DECS et commanditaire de cet ouvrage, M. Hans-Robert Ammann, archiviste cantonal, responsable des publications des *Cahiers de Vallesia*, ainsi que M. Gilbert Fournier, ancien collaborateur du DECS pour les affaires universitaires.

Les travaux de traduction/adaptation ont été réalisés par M^{mes} Florence Allet et Nathalie Pfefferlé, ainsi que par MM. Alain Cordonier, Jean-Pierre Salamin et Victor Zuchuat. M^{me} Florence Allet a effectué l'essentiel du travail de coordination, correction et rédaction générale. M^{me} Danielle Allet-Zwissig a assumé la relecture finale du texte. J'adresse un grand merci à M. Stefan Bumann qui, comme chef du Service de la formation tertiaire, duquel dépend la HEP, est soucieux de voir la formation future de nos enseignants se faire dans la conscience de tous les efforts de nos ancêtres pour le développement et le progrès de l'école valaisanne. M. Jacques Dussez mérite notre reconnaissance pour les photographies et le personnel des Archives cantonales, pour sa serviabilité et sa disponibilité.

Pour les compléments d'information et le contrôle des décisions et initiatives du DECS au cours de ces dernières années, j'ai pu compter sur la bienveillante collaboration de MM. les chefs de service Stefan Bumann, Jacques Darioly, Jean-François Lovey et Walter Schnyder, ainsi que de M^{mes} Gabriela Cotting, Francine Crettenand, Nadia Revaz, Danièle Tissonnier, MM. Joël Grau, Roger Mathieu, René-Pierre Métrailler, Jean-Paul Praplan, Roger Sauthier et Max Schmid. Qu'ils soient tous cordialement remerciés!

Josef Guntern

CHAPITRE I

L'école publique valaisanne dans les premières décennies du XX^e siècle et l'évolution de l'école normale jusqu'à sa suppression

L'école publique

La situation au début du siècle

En 1911, le chanoine Xavier de Cocatrix, membre du Conseil de l'instruction publique et préfet des études, résuma dans l'*Annuaire pour l'enseignement suisse* les efforts cantonaux et communaux en Valais pour la formation de la jeunesse. Il se référa également aux initiatives fédérales qui, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, développèrent et soutinrent la formation professionnelle. Au début du XX^e siècle, quelques textes de loi apparurent ainsi sur le plan cantonal. Xavier de Cocatrix put effectivement attirer l'attention sur les efforts et les progrès. Il acheva son rapport avec la conviction que notre canton n'avait pas omis de maintenir les écoles primaires et secondaires à la hauteur des exigences de l'époque¹.

La vision de Xavier de Cocatrix était néanmoins trop idéalisée, tout comme celle de Ferdinand Schmid². Il serait cependant faux d'imputer seulement à l'Etat ou aux communes la responsabilité de tous les manques. Le gouvernement oligarchique et politiquement unilatéral, une partie du clergé, et parmi le peuple la peur de la nouveauté avaient créé une situation insatisfaisante³. L'attitude de la population, à savoir son indolence et son manque d'intérêt, était principalement à l'origine de la médiocrité de la formation scolaire. Dans ce canton vivant surtout de l'agriculture, beaucoup s'interrogeaient sur l'utilité de l'école. Ainsi, la plupart du temps, ni les députés communaux ni les parents ne s'intéressaient à une meilleure formation. D'autres raisons s'ajoutaient: les caisses des communes étaient souvent vides, la durée de la scolarité, trop courte, les trajets jusqu'à l'école, très longs, sans parler des classes, trop chargées, qui regroupaient fréquemment plusieurs degrés, souvent de la première à la huitième année. Le dialecte ainsi que la transhumance dans des lieux isolés augmentaient encore les difficultés⁴.

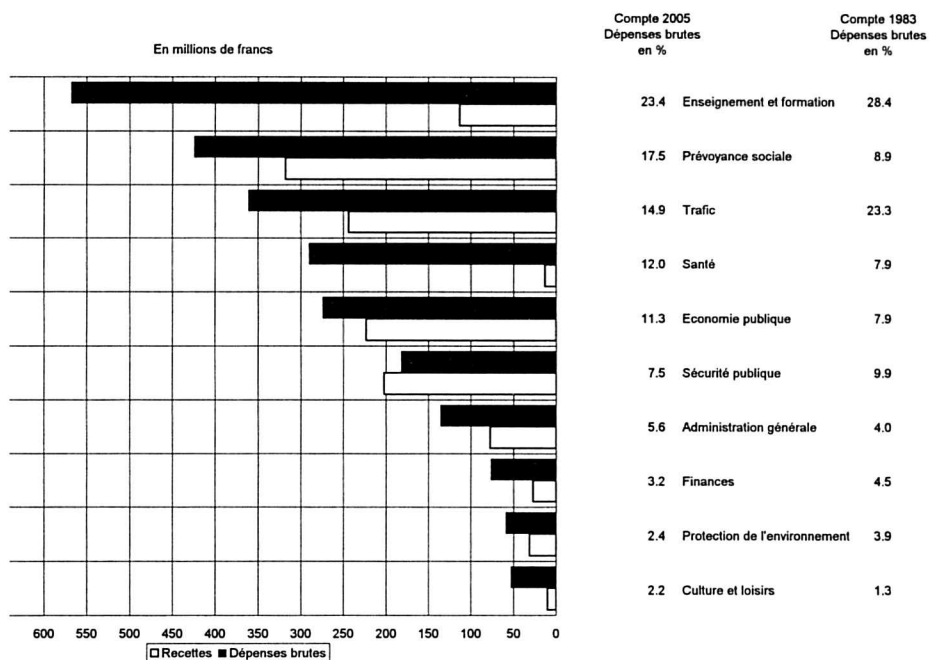
¹ *Annuaire de l'instruction publique en Suisse*, année 1911, p. 241-254.

² Ferdinand SCHMID, «Geschichtliches über das Unterrichtswesen im Kanton Wallis», in *Blätter aus der Walliser Geschichte*, vol. 2, 1896-1901, p. 97-198.

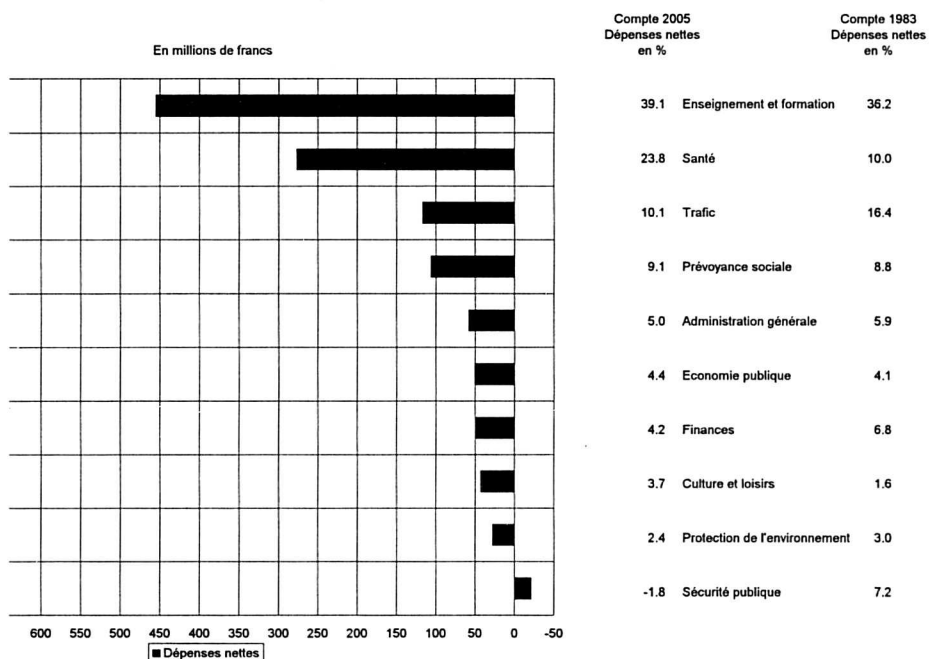
³ Elisabeth ROUX, *La vie politique en Valais 1875-1905*, Mémoire, Fribourg, 1976, p. 59-66.

⁴ E. ROUX, *La vie politique*, p. 111; Andreas WEISSEN, *Schulreform und sozioökonomischer Wandel im Kanton Wallis*, Mémoire, Brig, 1985, p. 39-44. Voir aussi Richard MÉTRAILLER, *L'école primaire en Valais durant la deuxième partie du XIX^e siècle et son processus de popularisation jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale*, Mémoire, Fribourg, 1978.

Répartition fonctionnelle des dépenses brutes et des recettes



Répartition fonctionnelle des dépenses nettes



Les travaux préparatoires de la loi scolaire de 1907

Sous l'énergique impulsion du conseiller d'Etat Achille Chappaz (1854-1902) furent amorcés les travaux préparatoires d'une nouvelle loi. Partant de l'idée de renforcer les dispositions de la loi scolaire de 1873, et selon le principe d'une refonte visant à réorganiser les écoles primaires, le parlement prit en 1899 la décision de limiter la nouvelle loi aux cours complémentaires, aux cours préparatoires à l'école de recrues, à l'école normale, ainsi qu'aux cours industriels et commerciaux. Il faut également mentionner la contribution d'Achille Chappaz à l'amélioration des conditions du personnel enseignant, et sa volonté affichée de développer les écoles secondaires et professionnelles. C'est à lui que l'on doit les premiers projets d'une loi sur la formation professionnelle, avec comme objectif la structuration d'un enseignement en économie domestique, cuisine et broderie.

Le travail préparatoire de la loi scolaire de 1907 commença dès 1905 sous la direction du conseiller d'Etat Joseph Burgener. Cette loi se limitait à l'enseignement public et aux écoles normales. Des progrès méritent d'être soulignés: à la demande des parents et dans la mesure où une fréquentation régulière d'au moins 40 élèves était assurée, les communes étaient obligées d'ouvrir une classe enfantine mixte (art. 10). Les soins pour la santé et l'hygiène devinrent obligatoires; une visite sanitaire devait avoir lieu, au moins une fois par année, dans chaque école publique ou école libre (art. 39); le médecin était en outre chargé de contrôler les normes sanitaires des locaux scolaires, comme la construction, l'éclairage, le chauffage, le renouvellement de l'air, le mobilier, la propreté, les accès, etc. L'Etat prenait soin des enfants handicapés et pouvait participer au financement des établissements spécialisés correspondants (art. 47). Chaque absence injustifiée aux cours post-scolaires et aux cours de préparation au recrutement pouvait être sanctionnée par des amendes. Tous les dimanches, aux habituels lieux d'annonces, les communes devaient proclamer les sanctions prises en raison d'absences injustifiées. Le dessin et la gymnastique furent introduits dans le programme de l'école publique. Un minimum de 50 élèves permettait l'ouverture d'une nouvelle classe. Le législateur créa, selon le modèle du Conseil de l'instruction publique, une commission cantonale de sept membres pour l'école publique (art. 108). Le peuple accepta la loi le 1^{er} juin 1907 par 4002 oui contre 2174 non. Les coûts de l'instruction publique passèrent à la charge des communes.

Un office d'information au service des écoles (1910)

En 1910, le Conseil d'Etat établit un règlement pour le Musée pédagogique, qui existait depuis 1849, mais qui fut alors transformé en un office d'information centralisé et rattaché au Service de l'enseignement public⁵. Il disposait d'une collection sélectionnée de plans de construction et de matériel scolaire, de livres et de journaux, de règlements, de documents, etc. Le prêt était également possible par la poste,

⁵ Article 34 de la loi du 31.05.1849; règlement du 14.10.1910.

pourvu que les frais de port fussent payés à l'avance. L'office présentait, en plus, de la documentation sur «les travaux manuels féminins» et des «objets qui s'inspiraient de la méthode Froebel»⁶.

Plusieurs initiatives touchant à l'école virent le jour durant les premières années du siècle. Malheureusement, la Première Guerre mondiale et les crises subséquentes en empêchèrent le développement continu. En conséquence, ce ne furent que quelques insignifiantes impulsions visant à l'amélioration de l'école valaisanne qui se succédèrent de 1914 à 1925.

Une aide fédérale bienvenue pour l'école valaisanne

Au début du XX^e siècle, la Confédération contribua à l'évolution du paysage scolaire. L'engagement du Conseil fédéral en faveur des questions scolaires cantonales avait été auparavant fortement refroidi par le verdict sans appel du peuple suisse contre le présumé secrétaire fédéral ou «bailli scolaire» de 1882⁷. Cependant, après 1884, les décisions prises par la Confédération furent favorables à l'enseignement professionnel (industriel, commercial et agricole), tout comme aux cours itinérants et aux écoles ménagères. Pour cette raison, la question de savoir pourquoi une telle aide n'aurait pas pu être accordée également à l'enseignement public se posa de nouveau dans les années 1890.

En 1892, l'Association suisse des enseignants en prit l'initiative en réclamant une subvention pour l'école publique, afin d'assurer un enseignement primaire «suffisant». Une motion mit le sujet en discussion au Conseil national. Un violent débat de trois jours s'ensuivit, dans lequel la majorité libérale-radical, comme en 1872 (préparation de la Constitution fédérale de 1874) et 1882 (souhait de l'élection d'un secrétaire fédéral), se prononça en faveur d'une école sans confession. Finalement, les députés trouvèrent une formulation neutre, qui prévoyait «un enseignement primaire suffisant». Bien que le Conseil fédéral fût favorable à la requête, l'intervention serait toutefois restée lettre morte si la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP), fondée en 1897, n'avait pas persévéré pour la mener à bonne fin. L'autorisation de subventions fut réglée dans l'article 27 *bis* de la Constitution fédérale, accepté le 4 octobre 1902: «Des contributions sont apportées aux cantons pour un soutien dans l'accomplissement de leurs obligations dans le domaine de l'ensei-

⁶ Friedrich Froebel (1782-1852) fonda en 1837 une institution et instaura une méthode d'éducation et de formation des enfants par le jeu autonome. Les jeux étaient conçus comme une forme de travail autodidacte préparant les enfants à l'école. Voir aussi chapitre 3, «L'école enfantine».

⁷ Maxence FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910. Histoire et organisation», in *Vallesia* 1949, t. 4, p. 116-118, 125 et suivantes. Voir aussi «La dispute sur l'instruction publique dans la révision constitutionnelle fédérale de 1872/1874 et les débats sur le bailli scolaire», in *La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, 1897-1997: sa création, son histoire, son œuvre*, Hans BADERTSCHER, éd., Haupt, Berne, 1997 [ci-après *La CDIP 1897-1997*], p. 15-23. Par l'arrêté du 14 juin 1882, le Conseil fédéral voulait nommer un secrétaire (appelé «bailli scolaire» par le peuple) pour enquêter sur la qualité de l'enseignement dans les cantons. Le peuple suisse refusa ce projet par un référendum, à une écrasante majorité.

Répartition hebdomadaire des heures de travail.

Branches	Degré inf.		Degré moy.		Degré sup.	
	Garç.	Filles	Garç.	Filles	Garç.	Filles
Religion	3	3	3	3	3	3
Langue maternelle et le- çon de choses . . .	4	3	8½	7	8½	7
Arithmétique, géométrie .	4	3	5	4½	6	5
Histoire et géographie .	½	—	3	1	3	2
Lecture	5½	5	3	3	2	2
Ecriture	3½	2	2	1½	2	1
Dessin	1	—	1	1	1	1
Chant	1	1	1	1	1	1
Gymnastique	—	—	1	—	1	—
Ouvrages manuels . .	—	6	—	6	—	7
Economie domestique .	—	—	—	—	—	2
Récréation	2½	2	2½	2	2½	2
Total	25	25	30	30	30	33

Plan d'études pour les écoles primaires, 1929.

gnement primaire [...]»⁸. Les résultats de la votation fédérale en Valais méritent une brève remarque: 8434 Valaisans acceptèrent la modification de la Constitution, et 3491 s'y opposèrent⁹. Le Conseil fédéral établit dans les années 1903, 1930 et 1953 les ordonnances nécessaires, ainsi que des adaptations et améliorations. Les ultimes dispositions suivirent en 1970 et 1986, cette dernière date marquant la suppression des subventions.

Nous pouvons être reconnaissants de ces subventions fédérales. Une comparaison avec le modeste budget du Département durant la première moitié du siècle rend leur valeur très significative. Leur influence psychologique n'était pas non plus des moindres, puisque les montants devaient être répartis en différentes rubriques. Des points faibles particuliers étaient ainsi mis à découvert, tels que la formation des

⁸ Hans-Ulrich GRUNDER, «Du désir de coordination à la fondation de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) en 1897», in *La CDIP 1897-1997*, p. 11-29.

⁹ *Bulletin officiel* 1902, n° 49, p. 1866-1868; Emil KLÖTI, «Der Kampf um die eidgenössische Schulsubvention», in *Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz*, 1901, année 15, Zürich, 1903, p. 1-51.

enseignants, les bâtiments scolaires, les caisses de pension, le matériel scolaire, les écoles spécialisées, etc. Dans les années 1955-1970, les montants s'élevaient régulièrement à plus de 300 000 francs. En outre, la Confédération versait des subventions aux écoles professionnelles et ménagères, aux écoles de commerce, aux musées des métiers, aux bibliothèques, etc.¹⁰

Le canton obtint en plus durant des décennies une aide importante pour l'éducation physique, dans le cadre de «Jeunesse et sport». En l'an 2000, les montants s'élevèrent à 3 139 170 francs. S'y ajoutaient encore les subsides du Sport-Toto de 2 106 303 francs. Une année plus tard, la Confédération octroya 3 528 742 francs et le Sport-Toto, 2 104 590 francs¹¹. A partir des années 1980 et 1990, l'aide fédérale prit un poids particulier dans la création et la gestion des écoles tertiaires, en plus du soutien régulier attribué à la formation professionnelle.

Le long chemin jusqu'à la loi scolaire de 1946

La Première Guerre mondiale interrompt les courageuses initiatives en faveur de l'enseignement et étouffa le renouveau du début du siècle. Les années suivantes doivent être décrites comme une période de stagnation causée par les crises des années 1920 et 1930 et par la Deuxième Guerre mondiale.

La motion Crittin

Le Département s'était soucié en 1924 déjà de la nécessité d'une modification totale ou partielle de la loi scolaire. L'idée ne fut pas contestée, mais les difficultés économiques en empêchèrent la réalisation. Le 16 novembre 1929, le député Camille Crittin (1888-1973) déposa une motion qui réclamait une nouvelle loi scolaire. Bien qu'il eût préféré inclure tous les degrés scolaires, il mit l'accent sur l'école primaire. Le dynamique conseiller d'Etat Oskar Walpen (1883-1931) aborda ce travail, mais sa mort précoce retarda la démarche. Ce fut seulement trois ans et deux mois plus tard, le 17 janvier 1933, que le député Crittin put développer sa motion¹². Il critiqua les faiblesses connues de l'école primaire: elle devait moins entraîner la mémoire, mais en revanche développer la réflexion et l'observation. En plus, Crittin dénonçait le manque d'hygiène dans beaucoup d'écoles et exigeait une formation ménagère obligatoire pour les garçons et les filles, ainsi que des cours de puériculture pour ces dernières¹³.

¹⁰ Voir *Comptes et budget de l'Etat* 1920, p. 7.

¹¹ *Rapport de gestion du Conseil d'Etat du canton du Valais* [RGCE] 2000, p. 71; 2001, p. 63.

¹² *Bulletin des séances du Grand Conseil du canton du Valais* [BGC], session prorogée de novembre 1932, janvier 1933, p. 57-96; André GUEX, *Le demi-siècle de Maurice Troillet: essai sur l'aventure d'une génération*, 3 vol., Martigny, 1971, vol. 2, p. 26 et suivantes.

¹³ M. FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910», p. 215-221.

Les difficiles années 1930

Le conseiller d'Etat Raymond Loretan (1885-1963) commença en 1936 les travaux préparatoires pour la nouvelle loi et en établit les principes¹⁴. Le programme devait avant tout se concentrer sur l'éducation et renoncer à la spécialisation. C'était un heureux abandon d'un inintelligent apprentissage par cœur, en vigueur jusqu'alors. Les idées de Jean Piaget (1896-1980), Edouard Claparède (1873-1940) et Maria Montessori (1870-1952) pénétrèrent frileusement dans notre univers pédagogique. L'enseignant devait mieux tenir compte des capacités de l'enfant et le former au jugement. Le développement de la conscience morale, la formation du caractère, la discipline, les vertus sociales, le sens de la responsabilité, etc., prirent plus de poids¹⁵.

D'autre part, ni les conditions politiques ni les conditions économiques n'offraient une image réjouissante à cette époque. En 1934, le pugilat sur la Planta des politiciens Maurice Troillet et Kaspar von Stockalper symbolisa le climat politique. En 1933 et 1936, le gel anéantit presque toute la récolte. S'ajoutaient encore le chômage¹⁶ et la menace du national-socialisme. Ce n'est pas pour rien que les écoles tentèrent de revvaloriser l'éducation civique¹⁷.

Les travaux préparatoires

Lors de la session du Grand Conseil du 13 mai 1941, le député Crittin attira l'attention de Cyrille Pitteloud (chef du Département depuis 1937) sur sa précédente motion déposée en 1929 (!), qui exigeait une révision totale de la loi scolaire. Il demanda si Pitteloud avait l'intention de reléguer cette requête aux oubliettes, ce que ce dernier, naturellement, nia¹⁸. Il semble que la session de novembre 1941 fut importante pour la préparation de la loi. Viktor Petrig déposa sa motion pour l'ouverture d'écoles secondaires, tandis que Moritz Kämpfen demanda une augmentation des subventions fédérales pour l'école, en fonction du nombre d'élèves et non pas d'après le nombre d'habitants du canton¹⁹.

Ecoles secondaires ou écoles ménagères?

Durant le débat sur le budget, tous les problèmes ajournés furent discutés. Le conseiller d'Etat Cyrille Pitteloud dut répondre à la pétition des sociétés valaisannes

¹⁴ M. FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910», p. 217.

¹⁵ A. GUX, *Troillet*, vol. 2, p. 60.

¹⁶ A. GUX, *Troillet*, vol. 2, p. 53 et suivantes, 58-59, 66-75; Arthur FIBICHER, *Walliser Geschichte*, 3 tomes, Sitten, 1983-1995, t. 3.1, p. 278-290.

¹⁷ Emma Lucia BÄHLER, «Die staatsbürgerliche Erziehung der schweizerischen Jugend in den Jahren 1939/1940», in *Archiv für das schweizerische Unterrichtswesen*, année 1940, p. 32.

¹⁸ Archives de l'Etat du Valais [AEV], Fonds 1001-263/8, et 1001-138/10 et 11; BGC, session prorogée de novembre 1932, janvier 1933, p. 57-96.

¹⁹ AEV, Fonds 1001-139/20 et 54; Fonds 1001-264/50. La répartition des subventions fédérales d'après le nombre d'élèves fut décidée seulement en 1953.

de Zurich et de Suisse romande demandant l'ouverture d'écoles secondaires²⁰, et il promit un rapport du Conseil d'Etat. Le canton manquait pourtant d'argent. L'Etat avait un urgent besoin de subventions plus élevées pour la construction et l'entretien de bâtiments scolaires, ce qui demandait cependant une base juridique. L'école ménagère était aussi à développer et elle avait absolument besoin d'enseignantes bien formées. La discussion révélait différentes tendances, en partie contradictoires. Alors que quelques députés réclamaient l'ouverture d'écoles secondaires, d'autres désiraient conserver le système en vigueur et d'autres encore souhaitaient la réalisation de la motion Crittin. Moritz Kämpfen expliqua avec raison que c'était tout d'abord la mentalité qui devait changer: «Quand nous aurons une fois pour toutes changé nos idées, nous trouverons alors l'argent pour l'expansion de l'école, et même pour tous les degrés.» Dans sa réponse, le conseiller d'Etat Pitteloud mit en évidence ce qui avait déjà été accompli au cours des années précédentes. Le Valais occupait une bonne position sur l'échelle suisse. L'enseignement secondaire n'était pas resté à la traîne. Il fallait intéresser les garçons à l'agriculture et les filles aux cours ménagers: «Ainsi, nous formons une jeunesse qualifiée pour nos besoins directs.» Lors de cette séance, les représentants de l'école se trouvèrent dans une position difficile, parce que les députés délibérèrent également d'un décret pour l'amélioration urgente et nécessaire des finances de l'Etat²¹.

Les mauvaises conditions salariales des enseignants

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la situation n'était en aucun cas réjouissante. Quelques articles de journaux nous le prouvent. Un enseignant écrivait que «les enseignants sont moins bien payés qu'un manoeuvre. Chaque forestier ou inspecteur de bétail reçoit de la commune un supplément conforme au renchérissement. Il n'y a qu'à l'enseignant que l'on conteste une rémunération équitable [...]». Un autre relatait que le plancher de son école était parsemé de gros trous, d'où surgissait parfois une souris qui se prêtait sans façon à l'enseignement pratique durant les heures de classe²².

Les principales innovations de la loi scolaire de 1946

La loi scolaire de 1946 n'était pas un ouvrage révolutionnaire, mais elle apportait plusieurs amorces pour des solutions futures. En plus d'un statut légal accordé à l'enseignement ménager pour les jeunes filles de 14 à 16 ans, la loi contenait essentiellement les nouvelles clauses suivantes: une classe comptant plus de 40 élèves devait être dédoublée, de même qu'une classe à niveaux multiples au-delà de 35 élèves déjà (art. 7). S'il y avait deux classes dans une commune, la règle exigeait de séparer les

²⁰ Voir chapitre 2, «L'initiative de Zurich».

²¹ AEV, Fonds 1001-264/5 et 14 et Fonds 1001-271/17.

²² *Walliser Volksfreund* [WVF], n° 68, 24.08.1945; n° 69, 28.08.1945.

sexes. Un garçon qui n'avait pas réussi l'examen de sortie devait de nouveau suivre l'école primaire durant trois mois au minimum, la plupart du temps du début décembre à la fin février. Le Service médical scolaire gagna en importance. Les autres améliorations étaient l'introduction du contrôle radiophotographique, ainsi que la revalorisation du dentiste scolaire et du Service médico-pédagogique (art. 51-58). La commune devait s'occuper des enfants peu doués ou sous-alimentés, et si nécessaire leur assurer nourriture et logement (art. 59). L'Etat subventionnait les cours de vacances, les établissements pour les enfants malades ou handicapés et l'alimentation des enfants de parents peu aisés. Les caisses maladie reconnues par l'Etat furent également soutenues (art. 60).

Les progrès supplémentaires

Un chapitre concernait le matériel et les locaux scolaires. En plus d'une subvention de base de 30% pour les coûts de construction et de transformation, l'Etat pouvait accorder un montant différentiel jusqu'à 30% (art. 68 et 69), ce qui représentait un progrès fondamental. Les bourgeoisies prenaient part au chauffage et à l'éclairage jusqu'à 40%, et de surcroît à la construction et à l'aménagement des bâtiments scolaires jusqu'à 30% (art. 71 et 72). Les brevets d'enseignement restaient en vigueur: autorisation d'enseigner (un an), certificat temporaire (quatre ans), brevet de capacité après un nouvel examen. Le Département était habilité à établir le nombre de candidates et de candidats pour l'admission à l'école normale, ce qui avalisait le *numerus clausus*. Un nombre d'au moins 25 enfants permettait aux parents d'exiger l'ouverture d'une classe d'école enfantine. Elle devait en règle générale être confiée à une institutrice spécialisée (art. 9). D'autres articles spécifiques concernaient les écoles libres, les cours post-scolaires ou complémentaires, le nouveau Service de l'enseignement primaire, les sanctions, les devoirs et compétences du personnel enseignant, les commissions scolaires, les inspecteurs scolaires, la commission cantonale de l'enseignement primaire et les écoles normales. La scolarité obligatoire put être étendue jusqu'à l'âge de 16 ans²³.

L'article 103 était également important. Le Grand Conseil avait la compétence, sur demande du Conseil d'Etat, d'adapter par décret les traitements du personnel enseignant aux conditions particulières. L'école secondaire était juste mentionnée en passant, dans l'article 19. L'article 104 toutefois était déterminant, puisqu'il prévoyait pour ces écoles un subside de base de 40%, ainsi qu'une subvention supplémentaire jusqu'à 30% pour le traitement de leur personnel enseignant²⁴.

²³ A. GUEX, *Troillet*, vol. 2, p. 65 et suivantes.

²⁴ BGC, session de mai 1946, p. 3 et suivantes, 28 et suivantes; session de novembre, p. 3 et suivantes; *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais* [RL] 42, 1947, p. 33; M. FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910», p. 219 et suivantes; R. MÉTRAILLER, *L'école primaire*, p. 50-52.

Les améliorations des années 1950

Dans les années 1950, la durée de l'année scolaire à l'école primaire put être allongée dans beaucoup de cas. Les *Rapports de gestion* annoncèrent de tels succès avec satisfaction. En 1958, 36 communes étaient concernées, 34 l'année suivante et encore 32 en 1961. Les effectifs des élèves augmentaient au point que souvent les normaliennes et les normaliens devaient déjà enseigner durant leur quatrième année de formation. De plus, le Département regretta à plusieurs reprises que les cours post-scolaires décentralisés fussent difficiles à organiser dans le Haut-Valais, par manque de locaux²⁵.

Un succès de la loi de 1946: le statut de l'enseignement ménager

Le point fort de la loi consistait sans aucun doute en l'amélioration de l'enseignement ménager. Pour la première fois dans la législation valaisanne, la fréquentation de l'école ménagère fut déclarée obligatoire (art. 1). Les communes devaient ouvrir une telle classe dès que le nombre de 12 élèves était atteint. Cette obligation devait être remplie aussitôt réunies les conditions touchant les locaux et le personnel enseignant, mais au plus tard dans les dix ans qui suivaient la loi. A partir de ce moment, le Conseil d'Etat pouvait aussi accorder l'ouverture pour moins de 12 élèves. Plusieurs communes avaient le droit de se regrouper pour la fondation et la direction d'une école commune. Là où malgré tous les efforts aucune école ménagère ne voyait le jour, des cours d'économie domestique devaient être donnés. Toutes les jeunes filles de 14 à 16 ans furent obligées de fréquenter l'école ménagère. Une différence existait ainsi entre l'enseignement obligatoire des garçons et celui des filles: huit ans pour les garçons, sept ans plus deux, soit neuf ans pour les filles.

L'exécution des décisions se révéla difficile. Beaucoup de filles refusaient d'aller à l'école plus longtemps que les garçons. Le Département dut faire pression par le biais des ordonnances du Conseil d'Etat, qui devaient être établies pour chaque nouvelle école. La première fut promulguée le 20 octobre 1948, déclarant obligatoire l'enseignement en économie domestique pour une vingtaine de communes réparties dans l'ensemble du canton.

Les progrès de l'école ménagère dans les années 1950

Par la suite, année après année, le Département pressa les communes d'ouvrir des écoles secondaires et préconisa aussi des solutions régionales. L'école ménagère gagnait lentement du prestige en raison des établissements bien équipés qui se construisaient. Cependant, les parents pensaient souvent que les filles devaient chercher une place et travailler afin d'aider la famille. Dans les communes, locaux et personnel enseignant qualifié manquaient souvent. Dans les endroits isolés, les com-

²⁵ RGCE 1958, p. 103-104; 1959, p. 100-101; 1960, p. 111; 1961, p. 115 et suivantes.

Répartition hebdomadaire des heures de travail

Branches	Degré inf.		Degré moy.		Degré sup.	
	Garç.	Filles	Garç.	Filles	Garç.	Filles
Religion	3	3	3	3	3	3
Langue maternelle et le- çon de choses	4	3	8	7	8	7
Arithmétique, géométrie .	4	3	5	4 ^{1/2}	6	5
Histoire et géographie . .	1/2	—	3	1	3	2
Lecture	5 ^{1/2}	5	3	3	2	2
Ecriture	3 ^{1/2}	2	2	1 ^{1/2}	2	1
Dessin	1	—	1	1	1	1
Chant	1	1	1	1	1	1
Gymnastique	2	1	2	1	2	1
Ouvrages manuels . . .	—	6	—	6	—	7
Economie domestique . .	—	—	—	—	—	2
Récréation	2 ^{1/2}	2	2	2	2	2
Total	27	26	30	31	30	34

Plan d'études pour les écoles primaires, 1949.

munes redoutaient les frais de transport et de nourriture, surtout lorsque les solutions régionales leur incombait.

Les progrès furent néanmoins remarquables. En 1959, le Valais romand comptait 40 écoles ménagères avec 130 enseignantes, et le Haut-Valais 22 écoles avec 31 institutrices. De plus, 10 institutrices étrangères au canton enseignaient dans le Haut-Valais et 17 dans le Valais romand. Deux ans plus tard, la partie francophone du canton dénombrait 100 classes (avec 8 enseignantes de Belgique) et la partie germanophone 37 (avec 9 enseignantes de Suisse allemande)²⁶.

Le mérite des écoles ménagères

Les écoles ménagères étaient souvent critiquées dans l'opinion publique. Elles étaient trop peu prestigieuses pour bien des parents, et les élèves n'étaient pas toujours

²⁶ RGCE 1959, p. 109; 1961, p. 118. Voir aussi «L'école et la formation des filles. Commission d'études sur la condition féminine en Valais», réd. Cilette Cretton-Deslarzes, numéro spécial de *L'Ecole valaisanne*, Sion, ODIS, avril 1986.

très enthousiastes. Nul doute cependant que ces écoles furent extrêmement importantes, surtout dans les temps de crise et de guerre. La nourriture de beaucoup de familles, auparavant souvent rudimentaire et monotone, devint plus saine, plus diversifiée et parfois même meilleur marché. Ces écoles eurent certainement un effet à long terme. Leurs expériences profitèrent aux cycles d'orientation de façon indirecte. Dans les années 1950, le «demi-siècle dans lequel tout fut changé» commença. En 1950, 41,47% des personnes travaillaient encore dans le secteur primaire en Valais, et elles n'étaient plus que 3,36% en 1990²⁷.

Les cours post-scolaires

Les cours post-scolaires ou cours de répétition, création de la loi de 1873 (art. 7), étaient destinés à renforcer et élargir les connaissances acquises à l'école primaire. En 1876, le Conseil d'Etat rapporta que ces cours avaient déjà commencé à la fin décembre et qu'ils dureraient jusqu'au début avril. La majorité des communes y étaient favorables, excepté quelques communes du Valais central²⁸. Par la suite, cette école – d'abord nommée également cours du soir – évolua quelquefois dans l'ombre des cours préparatoires à l'examen pédagogique du recrutement (introduits en 1879). Les deux formations, cours post-scolaires et préparatoires, visaient le même but: l'amélioration de la formation insuffisante de l'école publique. En raison des mauvais résultats des recrues valaisannes aux examens fédéraux, les politiciens tentèrent, dans les décennies suivantes, de corriger par de meilleures performances scolaires l'impression catastrophique donnée aux Confédérés.

Le programme des cours

Les cours post-scolaires (ou cours de répétition) étaient destinés aux jeunes hommes de 15 à 19 ans qui ne fréquentaient pas une école supérieure ou qui ne commençaient pas un apprentissage. Le programme comprenait 100 heures de cours, et par la suite 120, englobant l'enseignement religieux, la lecture et la rédaction, le calcul et la comptabilité, l'instruction civique, les sciences naturelles, le dessin, le chant et la gymnastique. L'enseignement de la religion était confié à des religieux. Au début, les cours avaient souvent lieu le soir, trois fois deux heures par semaine durant quatre mois. La plupart du temps, l'instituteur du village y enseignait en plus de ses classes primaires, et parfois des «maîtres itinérants» extérieurs étaient engagés. Le programme paraissait probablement souvent trop théorique et n'intéressait nullement les jeunes. L'inspecteur Augustin Lamon rapporta déjà en 1887 au sujet du district de Sion que les progrès n'étaient pas brillants. Les cours avaient parfois lieu le matin de 6 à 8 heures²⁹! En 1889, le Département déplorait en outre la grande indiscipline qui régnait le soir par cette désignation peu glorieuse: «Les écoles les plus préjudiciables

²⁷ *Annuaire statistique du canton du Valais* 2002, p. 118.

²⁸ *RGCE* 1876, p. 41.

²⁹ *RGCE* 1887, p. 39.

aux bonnes mœurs». Pour cette raison, les enseignants essayèrent assez rapidement de donner un caractère pratique à leur enseignement. Ainsi, la commune de Lens, qui disposait d'une société agricole, proposa à ses élèves concernés des cours sur l'arboriculture et la viticulture, et le Conseil d'Etat consentit à les déclarer obligatoires³⁰. Au cours de l'année 1896, le gouvernement décida que les cours post-scolaires devraient par la suite être donnés seulement par des enseignants diplômés. Plusieurs communes pouvaient s'associer pour cette réalisation. A la fin du XIX^e siècle, le Département publia dans les *Rapports de gestion* la liste des cours organisés. Il engagea également des religieux pour renforcer les effectifs des enseignants. Le salaire était de 30 à 50 francs pour la totalité du cours. Souvent, l'indemnité versée à l'instituteur du village était comprise dans son traitement³¹.

La loi scolaire de 1907 décrivait fort justement les cours post-scolaires comme «cours complémentaires». Le règlement du 5 novembre 1910 les nomma cependant «cours de formation continue». Dès lors, cette définition semblait être devenue la norme, même si le langage populaire parlait toujours de cours post-scolaires et d'école à la semaine («Wochenschule»).

Les plans d'études de 1916 et 1933

En 1916, le chef du Département, Joseph Burgener, publia un plan d'études de sept pages et décrivit également les moyens d'enseignement. Le programme contenait des matières indispensables, telles que l'arpentage, le commerce, la circulation et les impôts, une introduction à la comptabilité, les problèmes liés à la santé, l'agronomie, l'alimentation du bétail et l'exploitation d'une entreprise. La durée des cours fut allongée à 120 heures. En 1933, le conseiller d'Etat Raymond Loretan signa un programme semblable, qui incluait désormais également les fruits, le vin, les céréales et les plantes sarclées. Les politiciens, les enseignants et les autorités scolaires portèrent aussi leur attention sur les cours complémentaires des autres cantons³².

L'engagement du Département

Le Département se soucia sérieusement de ces cours dans les années qui suivirent. En 1965, il enregistra 1833 élèves et attira l'attention sur le nouveau règlement de 1964, qui devait assurer une meilleure préparation à la vie pratique. Les diplômés des classes de promotion nouvellement créées étaient exemptés de la fréquentation de ces cours, dans la mesure où ils avaient suivi leur scolarité jusqu'à 16 ans et pouvaient présenter un certificat de fin d'études. Ces décisions devaient revaloriser les classes de promotion³³. L'année suivante déjà, le Département se posa cependant la question de

³⁰ *RGCE* 1889, p. 12; 1896, p. 20.

³¹ *RGCE* 1896, p. 29 et années suivantes.

³² Emma Lucia BÄHLER, «Die allgemeinen Fortbildungsschulen für Jünglinge in der Schweiz», in *Archiv*, année 1925, p. 3 et dans la même optique, Adolf ROEMER, «Zur Aufgabe und geistigen Haltung der Fortbildungsschule», in *Archiv*, année 1943, p. 13.

³³ *RGCE* 1965, p. 124-125.

savoir comment les cours complémentaires seraient poursuivis. Malgré un programme adéquat, beaucoup de jeunes n'appréciaient pas de devoir accepter une perte de travail et un manque à gagner de trois semaines. En 1967, le *Rapport de gestion* du Conseil d'Etat annonça encore 368 participants aux cours dans le Haut-Valais et 583 dans la partie francophone du canton. Le Haut-Valais centralisa alors ses cours de la même façon que le Valais romand. Néanmoins, le gouvernement se demanda, en 1967, s'il n'était pas préférable de les remplacer dans tout le canton par une neuvième année scolaire. Cela aurait cependant entraîné la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans pour tous les garçons³⁴. Le Département constata aussi que les subventions fédérales pour la formation agricole incluse dans ces cours diminuaient. Avec l'introduction des classes de promotion et la préparation du cycle d'orientation, les cours post-scolaires disparurent en 1971, sans regret manifeste de la population.

L'article nécrologique dans le *Rapport de gestion* annonçait: «Ces écoles avaient toute leur légitimité dans le passé, lorsque la plupart des garçons ne pouvaient fréquenter ni l'école secondaire ni l'école professionnelle.»³⁵ Il est tout de même justifié de se demander si le gouvernement n'a pas conservé ces cours trop longtemps. Ce maintien tenait sans doute au fait que les enseignants envoyés dans ces écoles complémentaires avaient été très souvent appréciés, et que leur enseignement avait profité aux jeunes gens. Dans l'opinion publique cependant, ce ne furent que les événements négatifs qui restèrent en mémoire.

La soupe scolaire

Il est difficile de déterminer à quel moment exactement les fondations religieuses ou bienfaitrices, les bourgeoisies ou les communes se mirent à offrir ce que l'on appelle les soupes scolaires à chaque élève dont le chemin de l'école était long. Le *Rapport de gestion* pour 1897 spécifiait déjà les détails des distributions de soupes scolaires. Il apparaît qu'autour de 1898, les communes abritant des hameaux isolés considéraient la soupe scolaire comme un moyen efficace de lutter contre l'école à la demi-journée³⁶.

Dès 1919, les frais pour les soupes scolaires figurèrent dans les *Comptes de l'Etat*. Le canton profitait déjà depuis 1903 des subventions fédérales annuelles, d'où il prélevait à chaque fois une somme pour la soupe scolaire. En 1919, dix-sept communes, dont cinq du Bas-Valais, reçurent des montants de ce fonds³⁷. En 1921, le Grand Conseil décida de libérer 6000 francs supplémentaires, tirés des taxes sur l'alcool, pour la soupe scolaire. De 1922 à 1932, la participation annuelle de l'Etat s'éleva à environ 2000 francs, augmentée d'une aide fédérale de 1000 francs par année. Les soupes scolaires furent reconnues officiellement par la loi scolaire de 1946, qui fixa leur subventionnement dans les articles 33 et 34.

³⁴ RGCE 1967, p. 120-121; 1969, p. 143-144.

³⁵ RGCE 1971, p. 134.

³⁶ Walliser Bote [WB], 04.12.1998, p. 15.

³⁷ *Comptes de l'Etat* 1919, p. 24; 1920, p. 25; RGCE 1920, p. 57-58; 1922, p. 60 et suivantes.

Les soupes scolaires, ou plus tard les repas scolaires, furent également nécessaires à partir de l'introduction dans les écoles régionales de journées d'école complètes (horaire continu). En 1960, l'administration cantonale se réjouit de ce que la plupart des communes ne proposaient plus de simples soupes, mais qu'elles offraient de véritables repas. Dans quelques endroits, les communes chargèrent les écoles ménagères de la préparation des repas. Ainsi, la théorie était jointe à la pratique. En 1962, le Département considéra les repas scolaires comme «une question pas entièrement insignifiante pour l'activité scolaire». En 1965, il confia le contrôle de ces repas aux inspectrices de l'enseignement ménager et remarqua qu'elles en prenaient assurément «bien soin». Avec l'extension des écoles régionales et la tendance croissante aux journées d'école à horaire continu, la mise en place de la «soupe scolaire» se développa et elle figura dans le budget et les comptes des communes et de l'Etat sous cette désignation³⁸. En l'an 2000, les *Comptes de l'Etat* enregistrèrent 130 155 francs pour les repas scolaires dans les écoles primaires et 430 175 francs dans les cycles d'orientation. En 2005, les montants s'élevaient respectivement à 153 623 francs et 479 285 francs³⁹.

Les cours de vacances ou cours d'été

Par cours d'été, nous entendons un enseignement facultatif durant les vacances. Cette notion doit être considérée pour le passé dans une acception plus large que celle d'aujourd'hui. Ainsi, la commune de Chamoson introduisit déjà pour l'été 1875 un cours post-scolaire mixte de trois mois. S'agissait-il ici d'un cours facultatif pour les écoliers désœuvrés ou d'une sorte de cours post-scolaire?⁴⁰ Les lois de 1849, 1873 et 1907 ne contiennent nulle trace de telles écoles.

Le règlement du 28 avril 1928 résumait les conditions générales pour l'organisation des cours d'été. Il fallait préalablement soumettre le programme au Département, et un cours devait compter au moins 20 enfants en âge de scolarité. L'enseignement devait être donné autant que possible en plein air. L'Etat allouait 50% du traitement légal des enseignants, à condition que fussent dispensées 30 heures de cours par semaine. Si l'enseignant se contentait d'une heure de cours par jour, le montant de l'Etat diminuait de 30%. Le règlement du 11 septembre 1935 concernant les cours d'été amena quelques modifications. Les cours ne devaient pas durer plus de deux mois; la subvention étatique devait s'élever à 40% du traitement légal, et à 25-30% seulement si l'enseignant donnait moins de 30 heures de cours par semaine.

L'Etat promit de continuer à subventionner les cours d'été, reconnus par la loi de 1946. La loi de 1962 les mentionna expressément dans l'article 120b comme cours de vacances. Dans les années 1960, le Département justifia l'organisation des cours d'été par les longues vacances. (Cet argument tomba au tournant du siècle.) Des considérations caritatives et sociales légitimaient cependant leur organisation. Le *Rapport de*

³⁸ RGCE 1960, p. 119; 1961, p. 124; 1962, p. 122; 1965, p. 133.

³⁹ *Comptes de l'Etat* 2000, p. 172; 2005, p. 171.

⁴⁰ RGCE 1874, tab. 5, «La commune de Chamoson a encore une école mixte de répétition pendant 3 mois d'été».

gestion pour 1961 les considéra comme un précieux rallongement de la période scolaire, celui de 1965 recommanda leur nécessité sanitaire⁴¹. Les *Comptes de l'Etat* de 2000 et 2001 établirent encore à cette fin des subventions s'élevant à 8853 francs et 19 156 francs⁴².



L'Ecole normale des filles, à Sion.

L'école normale

L'école normale en trois ans (1904)

Au début du XX^e siècle, l'événement le plus marquant pour l'instruction des maîtres fut l'allongement de leur formation à trois ans, qui était attendu depuis longtemps. Cette question se révéla finalement si urgente que le gouvernement la traita même avant la nouvelle loi scolaire. Il s'agissait en fait de modifier l'article 67 de la loi de 1873. En 1903, le rapporteur loua au Grand Conseil le bien-fondé du message du Conseil d'Etat et expliqua que l'école normale en trois ans à la place de deux était absolument nécessaire. La qualité de la formation l'exigeait, et cette amélioration allait être financièrement supportable, car la Confédération allouait à présent des subventions. Durant les délibérations, des députés se plaignirent toutefois que des étrangers et des religieuses confisquaient des places aux enseignants valaisans. Une interpellation semblable réclama encore en 1918 au Grand Conseil le remplacement des professeurs étrangers de l'Ecole normale des garçons par des indigènes.

⁴¹ RGCE 1961, p. 120; 1965, p. 127-128.

⁴² *Comptes de l'Etat* 2000, p. 172; 2001, p. 174.

L'internat, les cours préparatoires et les classes d'application

A partir de 1904, la période de formation à l'école normale durait donc trois années de dix mois. De plus, l'ouverture des classes d'application marqua un important tournant⁴³.

Les futurs enseignants devaient en principe être internes (art. 7). L'Etat évaluait, selon les résultats de l'examen d'admission ou de l'année scolaire écoulée, sa participation aux frais de chaque élève pour l'année qui allait commencer. Avant l'attribution du certificat de capacité définitif, un examen devait être passé. Le Département reconnaissait l'équivalence des brevets d'enseignement obtenus hors du canton, mais un nouvel examen pouvait être exigé. Bien que la loi de 1907 eût exigé que l'école normale se fit en trois ans, le chef du Département se prononça déjà en 1913 au Grand Conseil pour une extension supplémentaire de la scolarité; en 1920, les ursulines à Sion introduisirent un cours préparatoire. Dès lors, l'école durait en réalité quatre ans pour les futures enseignantes⁴⁴. En 1935, l'Etat se demanda en outre si l'Ecole normale des garçons devait aussi introduire une filière administrative, ce qui provoqua l'opposition de l'Ecole industrielle et des marianistes⁴⁵.

La loi de 1907 et le règlement de 1909 prévoyaient des classes d'application ou cours pratiques. Alors que l'Ecole normale des garçons de Sion put déjà en ouvrir une en 1907, le problème se posait dans les deux autres écoles existantes. L'Ecole normale des filles de Sion ne put tout d'abord pas concrétiser le projet, c'est pourquoi les sœurs firent de nécessité vertu et utilisèrent les classes des filles de la ville à titre d'exercice. Elles pensaient que grâce à cette solution, la candidate se trouverait devant une classe réelle, souvent avec un matériel insuffisant et des élèves provenant de tous niveaux. C'était plus réaliste que de former les jeunes filles dans des classes modèles avec des élèves choisies, en disposant de tout le confort et de tous les moyens d'enseignement. A Brigue, l'école d'application débuta en 1914. Dès 1945, les écoles normales firent assister leurs candidats à des cours durant trois semaines dans une école communale. Dans les dernières décennies du siècle, les enseignants de l'école normale rendaient visite aux stagiaires et les encadraient⁴⁶.

L'aide apportée à l'Etat par les ursulines

Au début du siècle, l'allongement officiel de l'école normale à trois ans posa des problèmes de place. Après que l'Ecole normale des garçons de Sion fut aménagée plus ou moins confortablement au collège, et que l'Institut Sainte-Ursule de Brigue eut

⁴³ BGC, session de mai 1903, p. 197-205; session de novembre 1903, p. 90, 132-137; Rudolf LORETAN, «Das Lehrerseminar in Sitten», in *Walliser Schule* 1958/1959, année 3, p. 198; M. FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910», p. 215 et suivantes.

⁴⁴ RGCE 1920, p. 51.

⁴⁵ Danièle PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice: jeux et enjeux autour des écoles normales du Valais romand (1846-1994)*, Thèse de doctorat, Genève, 2000, p. 200.

⁴⁶ Hélène RUEDIN, *Historique de l'école normale des élèves institutrices françaises du canton du Valais à Sion*, document dactylographié, Sion, 1913, p. 8 et suivantes; *Rapport annuel Sainte-Ursule* 1998/1999, p. 6; R. LORETAN, «Lehrerseminar», 1958/1959, p. 134 et suivantes; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 252 et suivantes, 260.

construit en 1901/1902 un bâtiment scolaire moderne qui obtint partout des louanges, l'Ecole des jeunes filles de Sion dut aussi chercher une meilleure solution. Elle était hébergée depuis des années dans l'ancienne maison des chanoines du Grand-Saint-Bernard (aujourd'hui l'Economat de l'Etat). Il s'y trouvait des salles de classe ou d'étude et des dortoirs, mais les repas devaient être pris à l'extérieur⁴⁷. Les locaux étaient insuffisants depuis des dizaines d'années. Pour cette raison, l'Etat voulait surélever le bâtiment d'un étage et il en présenta la demande au Grand Conseil. La commission du Grand Conseil n'entra pas en matière, parce que la solution était inadéquate. Le parlement suivit cet avis et la ville de Sion fut satisfaite, car elle s'opposait à la surélévation, qui aurait enlaidi la belle église Saint-Théodule⁴⁸. Finalement, en 1914, les ursulines vinrent en aide au parcimonieux Etat et aux communes économes en érigeant à leurs frais la nouvelle Ecole normale des filles au nord de la ville⁴⁹. La même année, les ursulines de Brigue prirent en charge les coûts de l'agrandissement de l'Institut Sainte-Ursule⁵⁰.

Les cours préparatoires à l'école normale (1936)

Pour les garçons, le décret du 13 novembre 1936 complémentaire à la loi scolaire de 1907 exigeait un cours préparatoire. Celui-ci débuta en 1937. Le cours signifiait en réalité un allongement de l'école normale à quatre ans. En raison du manque de places disponibles à Sion, les marianistes se chargèrent de ce cours à Martigny. Les ursulines de Sion et de Brigue continuèrent comme jusqu'alors leurs propres cours préparatoires, non officiels.

L'école normale en quatre ans (1936)

Dans le décret complémentaire de 1936, le Conseil d'Etat justifia l'allongement de l'école normale à quatre ans également par la volonté de «combattre efficacement la pléthore d'enseignants». Probablement pour faciliter le passage du décret au Grand Conseil, le Conseil d'Etat décrivit la première année comme un «cours préparatoire de dix mois». Il est clair qu'elle devint bientôt partie intégrante de l'école normale de quatre ans. Dès 1940, les ursulines de Sion et de Brigue rouvrirent un cours d'introduction facultatif, avec lequel leur école normale durait déjà cinq ans, vingt ans avant l'obligation légale⁵¹.

Les élèves des cours préparatoires étaient «généralement tenus de prendre pension et logement dans les internats qui étaient affiliés aux écoles normales». Cette décision empêcha dès le début de l'école normale quelques candidates et candidats des écoles de Brigue, de Sion et de leurs environs de choisir cette profession. Des réflexions

⁴⁷ F. SCHMID, «Unterrichtswesen», p. 157 et suivantes.

⁴⁸ BGC, session de mai 1904, p. 65-71.

⁴⁹ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 244-247.

⁵⁰ *Rapport annuel Sainte-Ursule*, 1998/1999, p. 6; *Gruss aus St. Ursula*, Brig, 2002, n° 3, p. 5; Maria Immaculata AUER, «Ursulinen Brig», in *Helvetia Sacra*, VIII/1, p. 223 et suivantes.

⁵¹ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 200 et suivantes.



Une école ménagère d'autrefois.

pédagogiques s'élevèrent, semble-t-il, face à cette prescription. Déjà vers 1960, les directions assouplirent graduellement la règle. Elle fut supprimée seulement dans les années 1966-1971, sous la pression des députés du Grand Conseil.

Admission dans les écoles normales (1932):

	Inscrits	Admis
Enseignants du Bas-Valais	43	12
Enseignants du Haut-Valais	30	9
Enseignantes du Bas-Valais	32	16
Enseignantes du Haut-Valais	21	11

(BGC, session prorogée de novembre 1932, janvier 1933, p. 81)

La formation des maîtresses ménagères à Sion et à Brigue (1941/1942)

À la demande de l'Etat, les couvents Sainte-Ursule de Sion et de Brigue ouvrirent à leurs frais une école d'économie ménagère, à Sion en 1941 et en automne 1942 à Brigue. Les premières candidates terminèrent les quatre ans de formation avec le titre officiel de «maîtresse ménagère». Durant les années suivantes, les effectifs diminuèrent. Après deux ans de formation en commun avec les futures maîtresses primaires, les candidates suivaient des cours de chimie, de physique et de travaux ménagers, à la

place de branches telles que le français, la géographie et l'histoire. En quatrième année, elles recevaient un enseignement spécialisé, et dès lors les candidates de Brigue devaient en outre vivre en communauté, où elles géraient elles-mêmes leur ménage. La quatrième année (l'année scolaire débutait après Pâques) fut tout d'abord prolongée d'un trimestre. Dès 1951, il fut exigé, tout comme à Sion, une formation en cinq ans.

Entre 1955 et 1959, les responsables testèrent de manière réitérée la future voie de formation. Les difficultés étaient multiples; le petit nombre d'élèves, ainsi que l'intérêt relativement modéré des communes et régions responsables de la création de telles classes ne rendaient pas cette profession particulièrement attractive. Le Département pensa également à un même lieu de formation pour les aides familiales, les maîtresses de travaux ménagers et les employées de maison. Il ne fut cependant pas possible de concrétiser le projet sous cette forme⁵². C'est assez tardivement que le canton prit en charge la formation des enseignants en travaux manuels et ménagers (appelés ultérieurement «activités créatrices manuelles») pour les classes primaires: en 1951 à Sion et en 1969 à Brigue. Dans le Valais romand, l'Institut de Vérollez assumait depuis longtemps déjà le rôle de pionnier dans ce domaine.

L'âge d'or des écoles normales (1947-1964)

Danièle Périsset Bagnoud décrit la période de 1947 à 1964 comme l'«âge d'or» des écoles normales. Ce fut toutefois aussi une période de bouleversements laissant apparaître toujours plus visiblement une transformation des valeurs. L'essor de l'industrie et du commerce après les années de crise nécessita une meilleure formation scolaire. Dans les écoles normales, il fallait faire face aux fluctuations du nombre d'enseignants. Par ailleurs se poursuivaient les attaques contre une formation des enseignants laissée à la responsabilité des congrégations, particulièrement dans le Valais romand. Ces critiques n'ébranlèrent toutefois pas les structures existantes. Des réformes internes et externes essayèrent d'améliorer la situation. En 1955, la motion [Joseph] Moulin (1892-1966) engloba toutes les questions en suspens et demanda une meilleure formation de base ainsi qu'une culture générale plus étendue avant l'admission à l'école normale, en vue d'une sélection plus minutieuse des candidats. La réponse du Conseil d'Etat à la motion se fonda en grande partie sur un rapport du directeur de l'Ecole normale, Rudolf Loretan (1954-1966)⁵³.

En 1958, le Département soumit au Grand Conseil un document important qui orienta les dernières décennies du siècle, avec la construction à Sion de l'Ecole professionnelle et du nouveau bâtiment de l'Ecole normale des garçons⁵⁴. Le Conseil d'Etat se donna beaucoup de peine pour la préparation de ce décret, afin de présenter l'école

⁵² R. MÉTRAILLER, *L'école primaire*, p. 52; Ines VENETZ, *Die Entwicklung des hauswirtschaftlichen Unterrichts im Oberwallis 1828-1987*, Diplomarbeit, Visp, 1988, p. 54 et suivantes.

⁵³ BGC, session prorogée de mai 1955, p. 194-217; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 269-306.

⁵⁴ Projet de décret concernant l'attribution d'un crédit de 30 millions de francs pour l'agriculture, la formation professionnelle et l'éducation; RGCE 1958, p. 105-129; BGC, session de mai 1958, p. 93-155.

normale des marianistes sous un meilleur jour. Dans une rétrospective historique sur les débuts difficiles au XIX^e siècle, il rendit hommage aux services que la congrégation avait rendus à l'Etat et à la population durant plus de cent ans, souvent dans des conditions pénibles. Le gouvernement connaissait les reproches adressés aux marianistes, souvent étrangers; mais il voyait également des avantages à cet état de fait, car ces enseignants apportaient fréquemment aussi «l'étendue de l'horizon intellectuel» à un Valais longtemps fermé sur lui-même.

Il fut aisé au Département de souligner dans son message le manque de place de l'Ecole normale des garçons et les désavantages de la «cohabitation» avec le Collège de Sion, ce que les statistiques confirmaient. Déjà pour l'année scolaire 1957/1958, vingt candidats de l'Ecole normale des garçons avaient dû trouver logis à l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf. Parfois, les germanophones devaient se contenter de l'ancien bâtiment du sel, la «Villa Durchzug» (courant d'air). La situation était insupportable pour l'école normale et pour le collège. Le Conseil d'Etat proposa pour cette raison la construction de l'Ecole normale des garçons au nord de la ville de Sion, où il acheta 17 238 m² de terrain. L'emplacement, d'une situation plus calme, se trouvait à proximité du Petit Séminaire. L'Etat vendit une parcelle de terrain aux marianistes, qui érigèrent à leurs frais un bâtiment pour la congrégation⁵⁵. Le programme de construction prévoyait un complexe pour 250 élèves: un bâtiment pour l'école et l'internat, une chapelle, une salle de gymnastique, plus tard une piscine publique, des places de jeux et de détente, une école d'application. A l'internat, 190 lits devaient trouver place. Un concours d'architecture estima les coûts à 5 millions de francs, rénovation du collège comprise. En 1962, l'Etat inaugura la nouvelle Ecole normale des garçons⁵⁶.

L'école normale en cinq ans (1962)

La loi scolaire de 1962 introduisit finalement la formation en cinq ans pour tous les enseignants du degré primaire. Les articles 66 à 69 en définissaient les principes. Les décisions effectives suivirent dans le règlement supplémentaire du 21 avril 1964 concernant les dispositions de la formation des maîtres, qui permit aussi aux étudiants des collèges l'entrée aux écoles normales. En automne 1963, l'Ecole normale des filles, à Sion, ouvrit une école secondaire, qui remplaça ce que l'on appelait le «cours préparatoire»⁵⁷. Les écoles portèrent alors une attention soutenue à l'enseignement pratique sous forme de stages dans les écoles de Sion et de Brigue. D'une manière générale, la loi scolaire de 1962 revalorisa les écoles normales et les plaça à la hauteur des écoles secondaires du 2^e degré.

⁵⁵ BGC, session de mai 1958, p. 141, 149, 211; RL 52, 1958, p. 212.

⁵⁶ RGCE 1962, p. 111, 124; RGCE 1963, p. 125.

⁵⁷ RGCE 1963, p. 126-127; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice*, p. 290 et suivantes.

Les signes d'une «nouvelle» époque (1964-1974)

Après «l'âge d'or» suivirent des années de turbulences entre 1964 et 1974⁵⁸. Les interventions au Grand Conseil contre les écoles normales se multiplièrent et l'insécurité au sein même des écoles se généralisa. Trois importants représentants et «défenseurs» de l'école normale cessèrent leurs activités: le directeur Rudolf Loretan en 1966, le conseiller d'Etat Marcel Gross et Sœur Angèle Vaudan en 1969⁵⁹. A l'Ecole normale des garçons commença la période de la coresponsabilité des élèves, appelée «cogestion»⁶⁰. Le Département en ajusta les programmes. Les trois premières années étaient centrées sur la culture générale, les deux suivantes sur la préparation professionnelle. Des branches à option comme l'anglais furent offertes, et les classes de stage furent développées en 1969. En revanche, le cours d'agriculture disparut en 1966. Malgré ces nouveautés, le prestige de l'école normale baissa et le Département montra son mécontentement. Les trois ouvertures, à savoir la coresponsabilité des élèves, l'ajustement des programmes et la suppression du cours d'agriculture ne permirent pas de juguler la crise de l'Ecole normale des garçons⁶¹. La qualité déclinante et l'enthousiasme faibissant des candidats peuvent expliquer la baisse de prestige des écoles normales face aux collèges.

La formation des maîtresses enfantines (1970 et 1975) et les maîtresses Montessori

Ni la loi de 1946 ni l'exécution du règlement de 1947 ne semblaient manifester particulièrement le souci de la formation des maîtresses enfantines. Une maîtresse primaire engagée comme maîtresse enfantine n'encourait aucune perte de salaire. Cette situation était probablement due au fait que le Département, en collaboration avec l'AMI (Association Montessori Internationale), avait créé une voie de formation d'après la méthode Maria Montessori. Les éducatrices, qui étaient des maîtresses diplômées ou des élèves de l'école normale ayant une année supplémentaire de formation, voulaient spécialement encourager le développement harmonieux de l'enfant sans transmission particulière de connaissances. Cette école forma environ quarante maîtresses en dix ans. De 1946 à 1958, l'Ecole normale de Sion tint une classe de stage Montessori⁶².

Le règlement de 1964⁶³ fixa quelques conditions à cette formation. L'article 8 prescrivait que les aspirantes devaient encore accomplir une année de stage après le diplôme d'enseignante; l'article 30 exigeait de plus un âge minimal de 20-25 ans. Les premiers examens pour l'obtention du diplôme Montessori en Valais eurent lieu en 1962⁶⁴. En 1970, le Département supprima cette formation et ouvrit ses propres écoles à Sion et à Brigue.

⁵⁸ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 307-342.

⁵⁹ *RGCE* 1969, p. 120, 157.

⁶⁰ Léo BIOLLAZ, *La participation des élèves à l'école normale des instituteurs du Valais 1966-1974*, Genève, 1974; Jean-Luc BAGNOUD, «La Charte des étudiants de l'école normale», in *Echo normalien*, 1974, n° 30, p. 5-19.

⁶¹ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 313-326.

⁶² Voir Elisabeth COQUOZ, «Montessori en Suisse romande», in *Résonances*, juin 1999, p. 1-13.

⁶³ *RL* 58, 1964, p. 97.

⁶⁴ *RGCE* 1962, p. 112.

La loi scolaire de 1962 avait déjà exigé pour les classes enfantines un «personnel enseignant spécialement formé pour cette tâche». En 1970, l'Ecole normale de Sion (suivie par Sainte-Ursule à Brigue en 1975) instaura une telle section, d'une durée initiale de trois ans, puis, de quatre ans et, dès 1979, de cinq ans. Ce diplôme ne donnait néanmoins pas droit à une maturité pédagogique.

Pour les classes germanophones, le Département avait déjà conclu précédemment un contrat avec le «Theresianum Ingenbohl» à Schwytz. Jusqu'en 1978, cet institut dut mettre à disposition chaque année six places de formation pour les Valaisannes. Afin de lutter contre la pénurie des maîtresses enfantines, Brigue ouvrit en 1975 son propre institut. En été 1979, les 23 premières candidates obtinrent leur diplôme. Parallèlement, le Département exigea dès lors la formation en cinq ans pour les deux écoles de Sion et de Brigue⁶⁵.

L'introduction des cours rapides (1963)

Les effets de la loi scolaire de 1962 et un accroissement du nombre d'élèves causèrent une grave pénurie d'enseignants. En 1963, il y eut 60 enseignants démissionnaires pour seulement 43 diplômés. Pour cette raison, le Grand Conseil décida l'organisation de cours intensifs pour l'école normale à Sion. Les candidats devaient être âgés de 18 ans et avoir terminé un apprentissage. Le premier cours (1963/1964), mixte, fut donné à l'Ecole normale des garçons. En 1967/1968, deux cours furent offerts: un pour les femmes, un pour les hommes; de tels cours eurent encore lieu en 1970/1971 et en 1972/1973. Ce fut seulement en 1976 que l'offre et la demande retrouvèrent un équilibre⁶⁶.

Le chant du cygne (1975-1983)

Danièle Périsset Bagnoud caractérise les années 1975-1983 par la devise combative «Les écoles normales ne se rendent point» et les dernières années 1984-1994 par le titre «Le chant du cygne»⁶⁷. Dès 1974, l'Ecole normale des garçons essaya, par suite d'un changement de directeur et avec l'aide d'un *Guide normalien* et d'un livre blanc, de stabiliser la participation controversée des élèves à la direction. Parents et enseignants furent plus fortement impliqués dans la coresponsabilité⁶⁸. Le prestige de l'école avait toutefois souffert dans les années précédentes et il était difficile de le rétablir. Un autre constat affectait les normaliens. A cause de la pénurie d'enseignants, les élèves de l'école normale devaient en effet souvent prendre en charge des classes avant

⁶⁵ RGCE 1979, p. 213; M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 224; BGC, session de mai 1964, p. 106 et 121-122; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 299; «L'école et la formation des filles», in *L'Ecole valaisanne*, numéro spécial, avril 1986, p. 37-38.

⁶⁶ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 327-330; RGCE 1976, p. 231-232.

⁶⁷ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 343-380, 381-410.

⁶⁸ Johann ROTEN, *Le Guide normalien. Théorie et pratique à l'école normale des instituteurs du Valais*, Sion, 1978; du même auteur, *Livre blanc, Echo normalien*, p. 15, tiré à part, Sion, 1979; L. BIOLLAZ, *La participation des élèves*.

d'avoir pu terminer leurs cinq années d'études. Depuis 1964, ces étudiants recevaient un diplôme ayant valeur de maturité pédagogique, mais que les universités rechignaient à reconnaître pour leur admission dans les facultés. Ce ne fut qu'en 1975 que les normaliens purent achever leurs études selon le règlement, et les normaliennes, seulement en 1978. Cela permit au Département de faire pression avec plus d'insistance sur les universités pour qu'elles consentent à l'admission des normaliennes et normaliens. Fribourg reconnut les diplômes en 1978⁶⁹.

Abolir l'école normale?

La pression politique sur les écoles normales s'intensifiait. Le Département dut renoncer au numerus clausus en vigueur pour l'admission dans les écoles normales et unifier les conditions d'entrée pour les garçons et les filles. Une motion du parti socialiste et d'autres interventions liées aux consultations du Grand Conseil pour le règlement de l'école normale de 1977 exigèrent la suppression de celle-ci sans autre forme de procès. Le député au Grand Conseil Claude Kalbfuss déposa la motion le 30 novembre 1978 et la développa le 24 mars 1980⁷⁰. L'école normale devait être remplacée par une formation pédagogique agréée sur le plan fédéral et qui serait effectuée après la maturité (voie fractionnée)⁷¹.

La Commission Luisier

En 1979, le Grand Conseil nomma une commission extraparlamentaire de 24 membres sous la conduite d'Angelin Luisier, ancien chef du Service de l'enseignement secondaire⁷². Le cahier des charges était volumineux. La commission devait examiner en détail la motion du parti socialiste, juger la formation des enseignants de tous les degrés, ainsi que la formation pédagogique des maîtres secondaires et les questions du perfectionnement continu des enseignants. Plusieurs groupes se formèrent pour ce travail. Ils analysèrent la voie de formation de l'école normale et aussi celle de la maturité. En guise de conclusion, ils firent deux propositions: une voie de formation continue à l'école normale, cependant d'une durée de six ans, ou une voie fractionnée avec une maturité suivie de deux ans de formation pédagogique. Un «centre pour les études pédagogiques» pourrait concrétiser les deux possibilités. La Commission Luisier déposa son rapport dans le délai imposé, et elle était prête à accepter des tâches supplémentaires de l'Etat. Le gouvernement remercia la commission de son travail, cependant les propositions tombèrent dans l'oubli. La Commission des 29, qui devait préparer la nouvelle loi scolaire de 1983, prit une autre direction⁷³.

⁶⁹ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 347.

⁷⁰ BGC, session prorogée de novembre 1979, mars 1980, p. 48-64.

⁷¹ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 347-356.

⁷² RGCE 1979, p. 194-195.

⁷³ RGCE 1981, p. 217; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 357-358.

Le plan de 1983: l'institut pédagogique supérieur

Le projet de la loi scolaire de 1983 proposait pour les écoles normales un institut pédagogique supérieur dans chaque région linguistique. La maturité devait être la condition préalable pour l'entrée dans ce lieu de formation. Les commissions parlementaires modifièrent par la suite le projet de telle façon qu'il ne s'agissait plus d'un institut supérieur. Selon le point de vue du Grand Conseil, l'école normale ne devait être prolongée que d'une année. Les écoles normales existantes s'opposèrent de leur côté au projet de loi de 1983 et à l'institut pédagogique supérieur, qui furent rejetés sur l'ensemble du canton par 53,3% des voix, et dans le Haut-Valais par 82,9%⁷⁴.

D'une direction religieuse à une direction laïque (1987)

Après ces décevants résultats de vote, les démêlés politiques continuèrent. En 1985, le Département étudia la question de savoir si, afin d'économiser des coûts, les écoles normales ne pouvaient pas être regroupées sans modification de la loi. La baisse des effectifs des élèves invitait à une telle mesure. Les directions des trois écoles normales durent collaborer plus étroitement. Elles constatèrent que l'Ecole normale des filles disposait d'assez de place pour héberger toutes les classes de la partie francophone du canton. Par la suite, la directrice de l'Ecole normale et le chef du Département signèrent une convention par laquelle les ursulines de Sion renonçaient à la direction de l'Ecole normale à la fin 1986/1987. Quelques mois plus tard, soit le 12 décembre 1986, les marianistes de Sion souhaitèrent la même solution et ils transmirent à l'Etat la responsabilité de l'Ecole normale des garçons le 1^{er} septembre 1987⁷⁵.

La suppression d'une des trois écoles normales

Entre-temps, le Conseil d'Etat avait déjà décidé, le 4 septembre 1986, de réduire le nombre d'écoles normales. Une école mixte devait voir le jour à Brigue pour le Haut-Valais, et une autre à Sion pour le Valais romand⁷⁶. Après ces décisions fondamentales, des ajustements furent nécessaires. Les Ecoles normales des filles de Sion et de Brigue prirent en charge les premières classes mixtes déjà pour l'année scolaire 1986/1987. Le Conseil d'Etat choisit en 1987 Jean-François Lovey en qualité de directeur à Sion. A Brigue, la direction demeura jusqu'en 1999 sous la responsabilité des

⁷⁴ *Bulletin officiel* 1983, n° 50, p. 1456 et suivantes; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 357-375.

⁷⁵ *RGCE* 1987, p. 119, 122; *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais* [NF], 17.06.1987, «Ecole normale. Le Conseil d'Etat remercie les Ursulines et les Marianistes»; *WB*, 20.07.1987, «Ein Stück Walliser Schulgeschichte geht zu Ende»; *WB*, 16.05.1989, «Ohne Marianisten undenkbar... neue Strasse in Sitten 'Passage des Marianistes' eingeweiht»; *NF*, 11.05.1989, p. 45, «Sion inaugure le passage des Marianistes 'Modeste remerciement'»; voir aussi François PRALONG et Léo BIOLLAZ, *150^e anniversaire des marianistes à Sion*, Sion, 1997.

⁷⁶ *RGCE* 1986, p. 129; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 384 et suivantes.

ursulines. L'école d'application de l'Ecole normale des garçons de Sion fonctionna également, dès 1988, selon la nouvelle organisation. Ainsi, les locaux de l'ancienne Ecole normale des garçons purent être utilisés à d'autres fins⁷⁷.

L'institut pédagogique supérieur, un projet intérimaire

Pendant ce temps, le Département devait régler la future organisation de la formation des enseignants au moyen d'une loi partielle. Le chômage de nombreux enseignants fut le point de départ d'un changement. En 1984, 131 enseignantes et enseignants valaisans n'avaient pas trouvé de place de travail. Lors de la session prorogée de mai de la même année, la députée Marie-Joseph Solioz soumit une motion urgente pour la modification de la formation des enseignantes de l'école enfantine et primaire⁷⁸. Le Département présenta un premier projet en 1988. Deux solutions étaient proposées: la voie fractionnée avec deux ans d'études après la maturité, ou la formation continue de l'école normale en vigueur avec une ou deux années supplémentaires. Dans la mise en consultation, le Bas-Valais soutint la voie liée à la maturité, tandis que le Haut-Valais, influencé par les exemples de la Suisse centrale, soutenait la formation continue.

L'idée d'une meilleure formation des enseignants n'était en aucun cas nouvelle. Le rapport LEMO (*Lehrerbildung von morgen*) de 1975 y faisait déjà allusion: «La formation professionnelle des enseignants doit avoir un niveau universitaire. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent intégrer l'université. Il doit être cependant décidé que la formation des enseignants doit être établie sur une base scientifique.»⁷⁹

En 1989, le chef du Département nomma une deuxième commission, qui soumit ses propositions en 1990. Elle proposa deux possibilités: soit une formation de sept ans à l'école normale, soit la voie fractionnée, c'est-à-dire la maturité fédérale reconnue et deux ans supplémentaires dans une haute école normale. La deuxième solution était moins onéreuse pour l'Etat. Les considérations financières constituèrent un argument de poids en faveur de la voie rattachée à la maturité. Sur cette base, les travaux ultérieurs commencèrent la même année encore. Au fond, cette commission avait repris partiellement les conclusions de la commission Luisier nommée en 1979.

Un nouveau concept

En automne 1993, le Département mit en consultation le concept d'un nouveau règlement de la formation des enseignants, qui représentait une révision partielle de la loi scolaire de 1962. Le futur diplôme devait habilitier à l'enseignement dans les écoles primaires et enfantines. Une maturité fédérale reconnue devint la condition préalable

⁷⁷ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice*, p. 392 et suivantes.

⁷⁸ BGC, session prorogée de mai, juin 1984, p. 264-269; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice*, p. 368 et suivantes.

⁷⁹ *Lehrerbildung von morgen* (LEMO), Hitzlirch, 1975, p. 20 et suivantes.

à l'entrée dans l'Ecole pédagogique. Contrairement à l'année 1983, marquée par l'attitude de refus des enseignantes et enseignants haut-valaisans, une attitude positive fut cette fois remarquée. En outre, les travaux préparatoires à l'ORM 95 exercèrent une influence sur le plan suisse, travaux qui ouvrirent une nouvelle voie aux branches artistiques et psychologiques au niveau gymnasial. L'assurance qu'une école dans le Valais romand et une dans le Haut-Valais allaient être créées donna satisfaction aux enseignants. Ils étaient également tous conscients de l'exigence excessive du système en vigueur pour les jeunes enseignants de 20 ans. De plus, la formation continue et le perfectionnement devaient être améliorés. Bernhard Schnidrig en fit la constatation dans sa thèse *Berufssorgen von Junglehrkräften*⁸⁰.

Dans l'environnement suisse et européen, il était clair que la future formation des enseignants devait appartenir au secteur de formation tertiaire. Par comparaison européenne, la CDIP avait déjà préconisé en 1975, et de nouveau en 1993, l'école pédagogique inscrite dans une scolarité totale de quinze ans (école primaire, maturité, trois ans de haute école pédagogique). En 1993, la conférence suisse adopta ses «Thèses sur la promotion des hautes écoles pédagogiques»⁸¹.

De l'école normale à l'institut pédagogique supérieur

Le Grand Conseil adopta la nouvelle loi sur l'Ecole pédagogique supérieure (EPS) le 17 novembre 1994⁸². Avec cette loi sur la formation des enseignants, le Grand Conseil avait accepté la voie de la formation fractionnée comme nouveau concept et esquissé ainsi pour l'avenir la formation, le perfectionnement et la formation continue des enseignants. Les dernières admissions à l'ancienne école normale eurent lieu en automne 1995. Les candidates et candidats obtinrent leur diplôme en juin 2000⁸³. Ainsi, un système de formation vieux de plus de cent cinquante ans prit fin, système qui avait créé les bases de la formation populaire, particulièrement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et durant les premières décennies du XX^e siècle. Cependant, l'école normale avait souvent aussi été la cible d'attaques. On critiquait volontiers le fait que les écoles étaient dirigées par des congrégations, et que chez les marianistes enseignaient souvent des étrangers⁸⁴. Dans chacune des trois écoles cependant, d'excellents éducateurs et éducatrices restèrent en mémoire, personnalités dont des enseignants plus âgés et plus expérimentés parlaient avec grande estime. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, beaucoup d'enseignants laïques très compétents enseignèrent également dans les trois écoles normales⁸⁵.

⁸⁰ Voir Bernhard SCHNIDRIG, *Berufssorgen von Junglehrkräften: eine empirische Untersuchung über berufliche Probleme, Problemursachenerklärungen und Problemlösemassnahmen von Deutschwalliser Primarschullehrpersonen im ersten bis dritten Dienstjahr*, Thèse, Bern, Peter Lang, 1993.

⁸¹ *Résonances*, juin 2000, p. 27 et suivantes.

⁸² BGC, session prorogée de novembre 1994, p. 588-619, rapport de la deuxième commission p. 600-602, négociations p. 603-619.

⁸³ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice*, p. 394 et suivantes; Jazinta AMBORD, in *Die Lehrerseminarien im deutschsprachigen Wallis*, Brig-Glis, 2000, p. 35 et suivantes.

⁸⁴ D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice*, p. 188 et suivantes, 269 et suivantes, 395-410; BGC, 1918, p. 180-183.

⁸⁵ Voir «École normale, c'est la fin!», in *Résonances*, juin 2000, p. 1-28.

CHAPITRE II

Des écoles moyennes aux écoles secondaires et industrielles (Cycles d'orientation dès 1974)

Au XIX^e siècle, seules quelques rares écoles de notre canton auraient mérité le nom d'«écoles secondaires». Les collèges de Saint-Maurice, Sion et Brigue avaient bien tenté d'ouvrir dans leurs quatre premières classes pré-gymnasiales une sorte de «Real-schule» ou d'«école moyenne» afin de créer les conditions nécessaires à un «apprentissage professionnel» ultérieur. Quelques exemples pourraient être relevés: en 1868, l'Ecole moyenne de Saint-Maurice était louée dans le *Rapport de gestion* du Conseil d'Etat; en 1875 y étaient mentionnées les classes supérieures de l'Ecole de jeunes filles de Sion (soit de l'Ecole primaire), les classes supérieures de l'Ecole des garçons de Martigny-Bourg, les classes de l'orphelinat de Vérollez et l'Ecole des apprentis-artisans¹. Au tournant du siècle, Brigue répertoriait l'ouverture de deux écoles moyennes, une pour les filles en 1898, et une pour les garçons en 1904.

En 1908, une statistique sur le plan suisse mentionnait en Valais 17 écoles secondaires, soit 9 pour les garçons et 8 pour les filles. L'enseignement y était dispensé par 17 personnes². En 1913, l'Etat, qui ne subventionnait que 9 écoles, convint qu'à partir des années suivantes la plupart ne seraient plus considérées comme des écoles moyennes, mais comme des écoles primaires supérieures³. Le Département devait en effet reconnaître, sur la base des résultats des examens fédéraux des recrues, que l'école secondaire valaisanne se situait en queue du classement suisse.

La loi sur l'enseignement secondaire de 1910

La loi sur l'instruction publique de 1873 avait déjà fixé la base pour l'ouverture d'écoles secondaires. Elle ne fut toutefois jamais utilisée. La loi sur l'enseignement secondaire de 1910 fut une nouvelle tentative de sa mise en application. Le résultat ne fut que partiel cette fois encore, bien que la loi demeurât en vigueur jusqu'en 1962. Ses dispositions, malheureusement confuses et insuffisantes, privèrent pendant un demi-siècle beaucoup de jeunes gens d'une meilleure formation. Le concept même

¹ RGCE 1868, p. 24; 1876, p. 6, 48-50; Jean-Philippe LONEAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice: la tradition dans la vie, la vie dans la tradition*, Mémoire, Fribourg, 1996, p. 331. Voir aussi Danielle ALLET-ZWISSIG, «La condition féminine en Valais à travers la presse et les publications officielles du canton, 1870-1880», 1^{re} partie, «De l'éducation des filles», in *Annales valaisannes*, 1987: écoles moyennes p. 84-87, orphelinat de Vérollez p. 81-83, école des apprentis-artisans p. 101-103, école de tissage de la paille p. 104-108.

² *Annuaire de l'instruction publique*, Lausanne, 1910, p. 325.

³ RGCE 1913, p. 30-31.

d'«école secondaire» manquait de netteté, et le partage des responsabilités entre l'Etat et les communes n'était pas clairement défini.

La loi de 1910 souhaitait consolider les écoles existantes plutôt que d'en ouvrir de nouvelles. Il n'est dès lors pas surprenant que seules quelques communes aient usé de la possibilité d'ouvrir une école secondaire ou une école primaire supérieure. Le Haut-Valais pouvait compter sur les classes de ce niveau au Collège de Brigue, le Valais central sur l'école industrielle inférieure en ville de Sion, et le Bas-Valais sur les écoles de Saint-Maurice et de Bagnes. La ville de Monthey fut la seule à créer une école industrielle, en 1895. Martigny abrita, dès 1889, une «école industrielle» privée, non officielle, installée au Collège Sainte-Marie. Cette école fut tour à tour école primaire supérieure, école pré-gymnasiale, école de langues, ou encore école préparatoire aux écoles normales et professionnelles⁴. Seules les congrégations religieuses et la ville de Sion se préoccupèrent de la formation des jeunes filles à ce niveau.

La «grande Ecole et Collège de Bagnes» (1766)

L'existence de cette école est inséparable de l'histoire de la formation dans l'Entremont. Le Père capucin Pierre-François Bourgoz (1720-1804), de Bruson, qui voulait doter sa vallée d'un centre de formation, rassembla avec quelque peine et résistance l'argent nécessaire, et fonda en 1766 une école pour les garçons. L'Abbaye de Saint-Maurice n'avait pas été des mieux intentionnées envers cette école pendant les dix premières années de son existence; les chanoines en assumèrent malgré tout la direction et l'enseignement à partir de 1862/1864. Les *Rapports de gestion* de l'Etat de 1888 et 1890 mentionnent que cette école disposait de classes secondaires⁵. A la fin du XIX^e siècle, l'école connut des difficultés qui conduisirent à la création de l'«Ecole libre de Bagnes»⁶, qui fonctionna séparément de l'Abbaye, de 1900 à 1943.

L'ancienne école privée, le «Collège», se transforma, à partir de 1905, en école communale et régionale. Elle proposait des classes «littéraires» et des classes industrielles inférieures. Elle fut reconnue par l'Etat du Valais et subventionnée temporairement. Elle géra aussi des classes «professionnelles», de 1903 à 1917, puis en 1941.

En 1946, Bagnes créa une école ménagère. En 1957, les communes de Bagnes et de Vollèges voulurent l'agrandir, et des divergences d'opinion sur l'emplacement du «collège» éclatèrent. Une pétition en faveur de la nouvelle école secondaire obtint le choix du site actuel, au lieu dit «Plénadzi». La construction (insérée dans la structure du cycle d'orientation après 1974) se fit en plusieurs étapes, de 1964 à 1994. En 1966, l'école secondaire mixte fut ouverte avec 113 élèves, dont le nombre passa à 161 à peine deux ans plus tard. De 1954 à 1970, le directeur fut le chanoine Edouard Zumofen, auquel succédèrent le chanoine Roger Donnet-Monnet (1970-1980), puis

⁴ *Le 100^e Anniversaire du Collège Sainte-Marie, 1889-1989*, Martigny, 1989, p. 6-7.

⁵ *RGCE* 1888, tab. XVI; 1890, tab. XVII.

⁶ Voir Sandra DESLARZES-MAY, *L'école libre de Bagnes 1900-1943*, Mémoire, Lausanne, 1997 et publié aux Editions Faim de siècle, Fribourg, 1998.



Le Cycle d'orientation de Bagnes.

le premier directeur laïque, Daniel Darbellay (1980-2001), et enfin Alain Maret depuis 2001. Le premier président de la commission scolaire de Bagnes et Vollèges fut Willy Ferrez, président de la commune de Bagnes⁷.

L'Ecole secondaire de l'Abbaye de Saint-Maurice (1838)

A l'instar des collèges de Sion et de Brigue, le Collège de l'Abbaye comprenait une école moyenne dans ses premières classes de gymnase. Saint-Maurice possédait, vraisemblablement avant la loi scolaire de 1849, sa propre école secondaire ou école primaire supérieure, indépendante du collège, et qui reçut des éloges en 1838. Le chanoine Joseph Beck en était le directeur. Il était avant tout cité dans l'*Annuaire officiel de l'Etat du Valais* comme responsable de l'école moyenne après 1850⁸. L'Etat accorda

⁷ Willy FERREZ, «Grande Ecole», in *Grande Ecole et Collège de Bagnes*, Sion, 1995, p. 41-72; AEV, Fonds 4200-2002/5, C 12: *Enquête sur le cycle d'orientation* 1990; RL 85, 1991, p. 40.

⁸ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1850, p. 30; 1852, p. 29; 1853, p. 33; 1856, p. 18; 1859, p. 32; 1860, p. 32; 1861, p. 37; 1870, p. 39; 1885/1886, p. 118; 1887/1888, p. 114, etc.

à cette école après 1913 une subvention annuelle de 3000 francs, qui fut ensuite élevée à 5000 francs et plus⁹.

Dans les années 1950, l'Abbaye accueillait dans son école secondaire des élèves venant de Monthey et d'autres communes environnantes. Le 20 janvier 1967, les communes de Collonges, Dorénaz, Evionnaz, Massongex, Mex et Saint-Maurice signèrent à leur tour une convention avec l'Abbaye pour permettre à leurs jeunes de fréquenter son école secondaire intégrée au collège. Après l'introduction du cycle d'orientation, l'Abbaye ouvrit une école privée, conçue essentiellement pour la préparation aux études gymnasiales, et envisagée en premier lieu pour des élèves venant de l'extérieur du canton¹⁰.

Horaire-programme hebdomadaire				
Branches	Ecoles de garçons		Ecoles de filles	
	1re année	2me année	1re année	2me année
Religion	2	2	2	2
Langue française	6	6	6	6
Langue allemande	3	3	2	2
Arithmétique	4	3	4	3
Algèbre	—	1	—	—
Géométrie	1	1	—	1
Comptabilité	1	1	1	1
Histoire	2	2	2	2
Géographie	2	2	2	2
Physique et Chimie	1	1	1	1
Histoire naturelle et hygiène	1	1	1	1
Calligraphie	1	1	1	1
Dessin	3	3	2	2
Chant	1	1	1	1
Gymnastique	2	2	1	1
Travaux manuels	—	—	4	4
	30	30	30	30

Plan d'études des écoles moyennes, 1910.

⁹ J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 331.

¹⁰ *Rapport annuel* du Collège de Saint-Maurice; RGCE 1965, p. 116.

L'école secondaire des filles de l'Institut Saint-Joseph de Monthey (1860)

Les deux années 1860 et 1879 peuvent être retenues comme dates d'ouverture de l'Ecole primaire supérieure des filles de Monthey. La première école fut tenue par les sœurs de Saint-Joseph de Champagnole, et la deuxième, par celles de la congrégation de Saint-Joseph d'Annecy – d'où le nom donné à l'institut. Les deux fois, les sœurs ont dirigé dans la maison «Breisacher» une «Ecole libre» qui devait se contenter de moyens très limités. En 1879, l'école, considérée comme une école moyenne, comptait en début d'année 6 élèves et trois mois plus tard 65 élèves.

Au début du XX^e siècle, durant la persécution religieuse en France, l'Institut Saint-Joseph accueillit des élèves du Pensionnat de Sallanches (1903) et de celui du Saint-Bernard à Annecy (1904), ce qui changea momentanément le caractère de l'institut, devenu international. La congrégation ouvrit en 1904 une école ménagère privée, agrandie en 1908 et officiellement reconnue par le canton en 1951. Comme un bâtiment scolaire avait été érigé à la «Louchette» (emplacement actuel de l'institut) en 1903, cette date peut marquer une deuxième fondation de l'institut. A partir de ce moment, on en parlait comme d'une école secondaire privée.

L'institut ne changea guère jusqu'en 1939, année où les élèves françaises de Sallanches et d'Annecy retournèrent dans leur patrie. Dès 1943, il hébergea une école de commerce, reconnue par l'Etat en 1954; à la demande de parents, il ouvrit même une section classique dès 1950. Cette section comptait six classes en 1962. Les filles de Monthey et des environs purent choisir de fréquenter les écoles de la ville ou celles de Saint-Joseph, dans un premier temps aux frais de leurs parents et des communes. Dès 1966, les classes secondaires de l'institut furent reconnues et obtinrent une contribution de l'Etat. Durant l'année 1968/1969, 128 filles fréquentaient les classes officielles et 37 suivaient un enseignement privé. A partir de 1974, les classes de l'Institut Saint-Joseph furent intégrées au Cycle d'orientation du Reposieux¹¹.

L'Ecole secondaire des filles de Sion (1885), à la Planta, au Sacré-Cœur, puis à Saint-Guérin

La ville de Sion disposait d'une école primaire supérieure ou d'une école secondaire des filles depuis 1885¹². Danielle Allet-Zwissig mentionne le 9 novembre 1885 comme date d'ouverture de cette école¹³ confiée à la congrégation des sœurs ursulines de Fribourg. L'administration communale de Sion signalait, dans son règlement scolaire de 1914, l'existence d'une école secondaire en deux ans (dite Ecole moyenne, dont la durée sera réduite à une année en 1930) et d'une école de commerce en trois ans. Ces deux institutions se trouvaient probablement dans le même bâtiment,

¹¹ Louis PONCET, «Quatre-vingts ans au service de la jeunesse féminine en Valais. L'activité des sœurs de Saint-Joseph d'Annecy à Monthey», in *Pages Montheyannes*, 1958, n° 4, p. 215-234; Louis PONCET, *Centenaire Saint-Joseph*, Monthey, 1978, p. 4-7; A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.1, p. 356-357. Voir aussi Pierre REICHENBACH, «Les sœurs de Saint-Joseph de Bourg-en-Bresse», in *Helvetia Sacra*, VIII/2, p. 518-534, ainsi que «Les sœurs de Saint-Joseph de Champagnole», in *Helvetia Sacra*, VIII/2, p. 535-547.

¹² RGCE 1886, p. 36 et tab. IX; 1887, tab. X; 1888, tab. XI; 1889, tab. X.

¹³ NF, 1985, n° 258, p. 3.



Le Cycle d'orientation de Saint-Guérin, à Sion.

puisque les classes secondaires et commerciales purent être insérées dans la nouvelle Ecole des filles de la Planta, en 1919¹⁴. L'Ecole moyenne déménagea au Centre scolaire du Sacré-Cœur en septembre 1955.

En 1957, la ville ouvrit dans ce centre trois classes d'école secondaire pour filles (en trois ans, après la 6^e primaire) et quatre classes d'école ménagère. L'étroitesse des locaux fournit au président de la ville, Roger Bonvin, l'argumentation nécessaire pour justifier la création d'une nouvelle école régionale. D'après lui, la ville n'avait toutefois pas les moyens de financer toute seule une telle entreprise. Comme le tiers des élèves des classes secondaires et près de la moitié des élèves de l'Ecole de commerce provenaient des environs, Roger Bonvin conçut donc une solution régionale, comme celle adoptée pour les garçons. Les représentants des communes environnantes furent invités à informer leur administration de ce projet¹⁵. Le souhait du président de Sion cependant n'aboutit point, et la ville construisit à ses propres frais une école secondaire pour les filles, et put en confier la direction aux ursulines. Ce nouveau bâtiment (1966) du Centre scolaire de Saint-Guérin accueillit également l'école secondaire germanophone de la ville¹⁶.

¹⁴ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 37. Voir aussi Danielle ALLET-ZWISSIG, «L'Ecole supérieure de commerce de la Ville de Sion 1914-1984», in *Ecole supérieure de commerce de la Ville de Sion. 75 ans d'histoire*, Sion, 1989, p. 25-92.

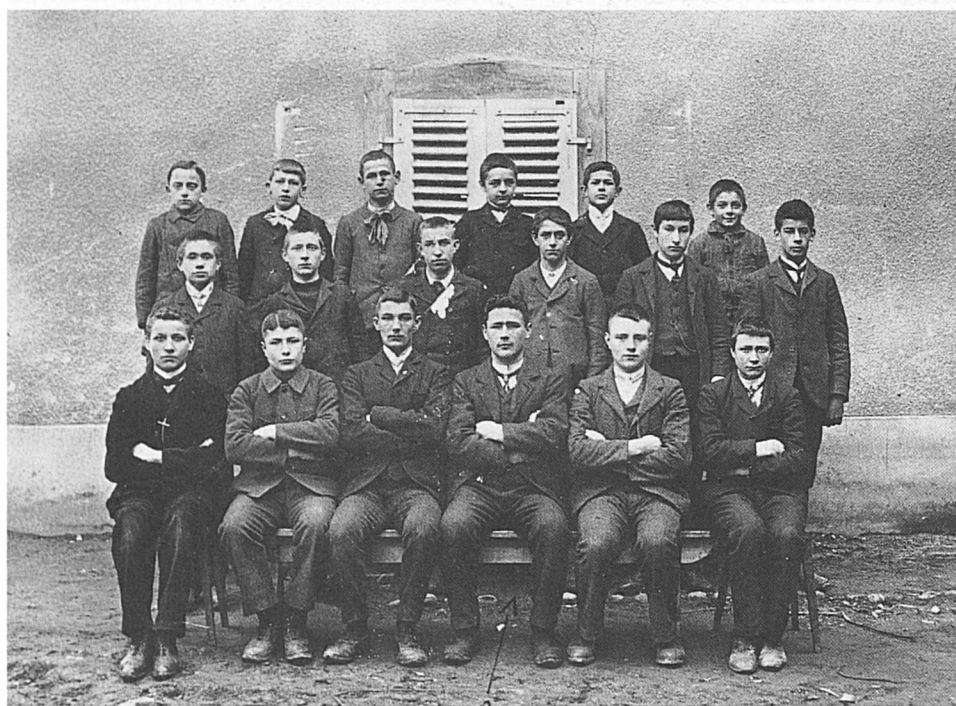
¹⁵ Protocole de la commission intercommunale du 18.12.1961.

¹⁶ *Enquête* 1990.

Après 1974, le centre devenu cycle d'orientation prospéra, et la mixité y fut introduite dès 1986. A la direction se sont succédé Sœur Gabrielle, Sœur Théophane, Lucette Mayor, Chantal Chabbey et Jean-François Guillaume.

L'Ecole secondaire des garçons de Martigny, le Collège Sainte-Marie (1889)

L'école privée des marianistes à Martigny rendit de précieux services aux jeunes gens du Valais romand. En 1889, les premières classes n'étaient considérées que comme primaires supérieures, mais elles signifiaient cependant le début d'une «école secondaire» qui devint en 1894 une école moyenne¹⁷. Au début du XIX^e siècle déjà, en 1827, le jésuite Joseph Rausis avait fondé un collège à Martigny. Après cinq premières années prometteuses, cet établissement dut fermer; en 1836, un nouvel essai fit long feu¹⁸. En 1889 et durant les années suivantes, la direction fut souple et s'adapta à de nombreux courants: en 1910, elle ouvrit une classe secondaire et proposa des cours de latin, en 1920 des cours de français, de 1935 à 1960 des cours préparatoires à l'école normale, et en 1942 ce fut l'ouverture d'une école de commerce. La congrégation des marianistes transforma et agrandit plusieurs fois le bâtiment¹⁹. Le *Rapport de gestion*



Etudiants du Collège Sainte-Marie, à Martigny, 1905.

¹⁷ F. SCHMID, «Unterrichtswesen», p. 177.

¹⁸ *Information Schweizer Marianisten*, n° 87, octobre 1989.

¹⁹ Bernard PUGIN, *Les Marianistes en Suisse*, Martigny, 1971, p. 150-151.

de l'administration cantonale évoquait en 1947 l'ouverture d'une école secondaire communale à Martigny-Ville une année auparavant²⁰.

Les marianistes conclurent en 1960 une convention avec chaque commune du district de Martigny²¹; en 1975, l'Association du cycle d'orientation du district de Martigny devint leur partenaire. Martigny gérait encore en 1963 une première et une deuxième classe secondaires qui furent toutes deux intégrées par la suite à l'école du district²². Les cours de français pour les germanophones (1920-1969), qui débutaient chaque fois après Pâques, furent définitivement supprimés. L'école comprit également des classes de promotion de 1964 à 1974 et deux premières classes latines de 1965 à 1972²³. Le premier directeur laïque du Collège Sainte-Marie fut Michel Carrier en 1988, auquel succéda Paul Gay-Crosier en 2001.

Le bâtiment scolaire connut plusieurs étapes de construction: 1907, 1951, 1957, 1964, 1980 et 1988. La commune de Martigny vota un crédit de 9 millions de francs pour l'acheter en 1996. Le Collège Sainte-Marie, qui devait encore offrir de la place à l'Office régional de placement (ORP) ainsi qu'au Centre d'information et d'orientation (CIO), reçut le soutien du Grand Conseil²⁴.

L'Ecole moyenne de Monthey (1895) et l'Ecole industrielle (1918). Le Cycle du Reposieux

L'Ecole moyenne (1895)

En 1895, les marianistes de Monthey ouvrirent une école moyenne après avoir repris les classes de l'école des garçons, dirigée auparavant par des frères de l'Ordre de la Sainte-Croix jusqu'au moment de leur retour en France en 1894.

Les deux écoles avaient le même directeur. Ces classes acquirent manifestement une bonne renommée, puisque le Département en vantait les mérites dans son *Rapport de gestion* pour 1897²⁵. L'école moyenne n'acceptait que les meilleurs élèves de l'école primaire. Après deux ans de fréquentation de l'école moyenne, les élèves disposaient de bonnes bases leur permettant de suivre des formations ultérieures dans le commerce ou l'industrie. L'école moyenne obtint une médaille d'or lors de l'Exposition cantonale de Sion en 1909²⁶.

²⁰ RGCE 1947, p. 101.

²¹ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 57.

²² RGCE 1963, p. 119.

²³ B. PUGIN, *Les Marianistes*, p. 151; Edouard MORAND, *Martigny 1940-1990: ce demi-siècle où tout a changé*, Martigny, 1993, p. 133.

²⁴ NF, 23.05.1996, p. 12.

²⁵ RGCE 1897, p. 32-33.

²⁶ B. PUGIN, *Les Marianistes*, p. 116-117.



Le Cycle d'orientation du Reposieux, à Monthey.

L'Ecole industrielle (1918), du Collège de la Gare à celui de l'Europe, puis du «Reposieux»

Au cours des années, les ressortissants non valaisans qui voulaient faire de Monthey une ville industrielle réclamèrent l'ouverture d'une véritable école secondaire qu'ils dénommaient «Ecole industrielle». Les formalités d'usage une fois remplies, cette école vit rapidement le jour sans beaucoup de discussions.

L'école tirait son origine d'une motion d'un membre du Conseil général. Elle fut examinée par une commission durant les années 1916 et 1917. En 1917 justement, le Conseil communal approuva la création d'une école industrielle inférieure, dont l'ouverture fut prévue pour l'automne 1918. Le Conseil communal reçut un don de 50 000 francs de la Société pour l'industrie chimique, destiné à l'école industrielle et à l'ouverture d'une classe froebélienne (enfantine).

L'Ecole industrielle, sous la conduite de Conrad Curiger, commença son enseignement au Collège de la Gare avec une classe, en 1918. Le *Rapport de gestion* pour 1932 annonça que l'école moyenne de Monthey avait fermé ses portes parce que son enseignement était identique à celui de l'école industrielle²⁷. Durant l'année scolaire 1956/1957, l'école, dirigée par Edmond Fallet, comprenait cinq classes secondaires et deux classes latines²⁸. Dans les années 1960, l'école secondaire de la ville dispensait l'enseignement du latin dans des classes mixtes (trois classes «Principes et Rudiments»).

A partir de 1964, l'école prit son essor au Collège de l'Europe. Entre 1970 et 1972, la ville de Monthey construisit en un temps record le bâtiment du «Reposieux», selon

²⁷ RGCE 1932, p. 7.

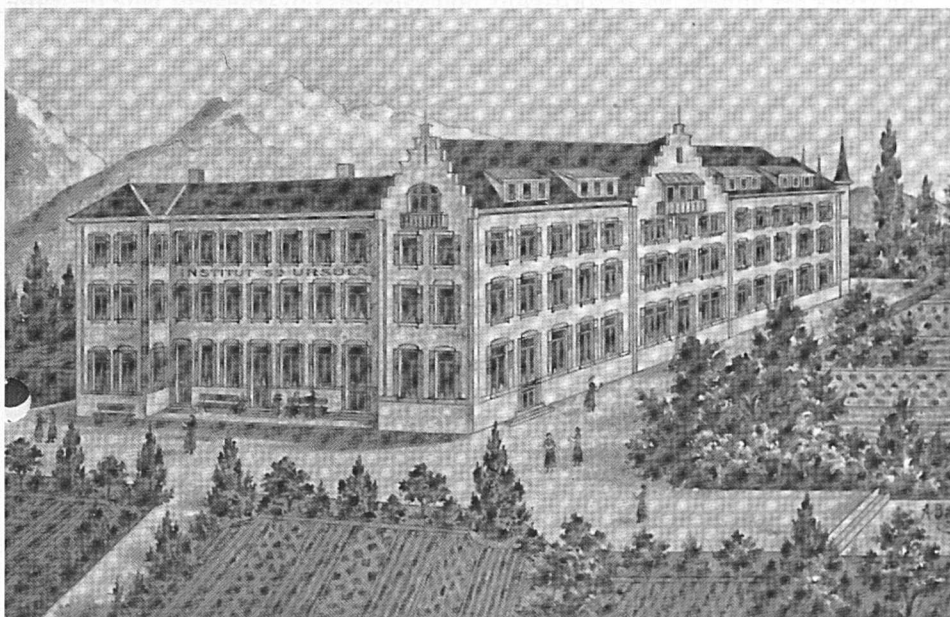
²⁸ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 62.

le système du CROCS (Centre de rationalisation et d'organisation des constructions scolaires). Agrandi en 1988, il compta cette même année 674 élèves répartis dans 35 classes mixtes. Il fut le plus grand cycle d'orientation valaisan, accueillant également les élèves de Collombey-Muraz jusqu'en 1999. Placé tout d'abord sous la conduite de Robert Savioz en 1965, le Collège du Reposieux fut dirigé ensuite par Maurice Duchoud de 1986 à 2002 (et depuis lors son directeur est Nicolas Rey-Bellet). En 2002 justement, le collège fêta ses 30 ans d'existence²⁹. Le «billet du directeur» pour l'année scolaire 2000/2001 avait révélé la bigarrure des groupes d'élèves au tournant du millénaire:

L'école compte 482 élèves (255 filles et 227 garçons). [...] Les élèves proviennent de 44 nations différentes: 62,86% sont suisses et 37,14% sont étrangers ou possèdent la double nationalité. Les confessions sont réparties comme suit: 71,16% de catholiques, 12,44% de protestants, 11,41% de musulmans et 4,9% d'appartenances religieuses autres.

L'école moyenne à l'Institut Sainte-Ursule (1898) et au Collège de Brigue (1904)

En 1898 déjà s'ouvrait une école moyenne pour les filles, dirigée par le couvent Sainte-Ursule. Cette école gagna en importance dès 1913, car elle servait également de préparation à l'école de commerce de l'institut. Elle fut même l'unique école moyenne pour les filles de Brigue et de ses environs, jusqu'au moment de la création d'une école secondaire régionale pour filles en 1964, et d'une école mixte en 1971.



L'Institut Sainte-Ursule, à Brigue. L'école et l'internat, 1914.

²⁹ Enquête 1990; RGCE 1989, p. 139.

Le Haut-Valais dut attendre jusqu'en 1904 l'ouverture d'une école moyenne pour les garçons. Cette école obtint du succès, même si le *Rapport annuel* du Collège rapportait en 1908: «Nous devons malheureusement constater que notre population ne reconnaît pas encore assez la nécessité et l'utilité de l'école moyenne.» En 1908, les trois classes réunies ne comptaient que vingt élèves. Les recteurs se plaignaient encore et toujours de ce que les élèves désertaient précocement les bancs d'école parce qu'ils avaient trouvé une place d'apprentissage³⁰.



Le Cycle d'orientation des Collines, à Sion.

L'Ecole industrielle des garçons de Sion (1911) et l'Ecole secondaire des Collines (1962)

Durant le XIX^e siècle, les associations professionnelles et industrielles poussaient continuellement l'Etat à offrir à la jeunesse une meilleure formation de base. Dans les années 1890, diverses dénominations désignaient les classes du niveau secondaire. Le *Rapport de gestion* pour 1898 mentionne l'ouverture de deux classes spéciales. La même année, le Collège de Sion offrait des classes professionnelles³¹, et son catalogue des études mentionnait, durant l'année scolaire 1897/1898, le programme de trois années d'une école moyenne³².

³⁰ *Briger Anzeiger*, 1915, n° 94, «La première décennie de l'Ecole moyenne de Brigue»; *WB*, 1915, n° 95.

³¹ *RGCE* 1898, tab. XII; 1898, p. 28 et suivantes.

³² *Programme des études*, p. 23-27.

Il faut admettre que l'école industrielle inférieure était, jusqu'en 1911, une sorte d'école de fin de scolarité primaire pour les garçons. Dirigée par la congrégation des marianistes, elle servait parfois également d'école professionnelle, et souvent elle était décrite comme une école primaire supérieure ou une école moyenne. Le 9 novembre 1911 s'ouvrit officiellement à Sion un «Collège communal industriel» comprenant seize élèves. Formellement, la première année était la transposition de la précédente classe de l'école professionnelle. La deuxième année débuta en 1912 dans l'ancien Collège des jésuites. L'école exigeait de «sévères examens d'entrée», et la ville demanda à l'Etat de lui fournir des locaux dans le Collège de Sion. Les marianistes assurèrent la responsabilité de cette école, de même que celle des écoles primaires de la ville³³. Dans l'*Annuaire officiel* de 1911/1912, l'école communale apparaît séparée de l'école moyenne³⁴. En 1933, l'école industrielle inférieure put s'établir dans la nouvelle école communale des garçons au chemin des Collines 33.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la nouvelle génération politique exigea avec véhémence une meilleure formation professionnelle, dont l'école secondaire (école industrielle inférieure) servait de condition préalable. Toutefois, les locaux manquaient cruellement en 1957 encore. Même les classes supplémentaires installées provisoirement dans l'ancien Hôpital ne suffisaient plus. Sion constata que les 35% de ses élèves provenaient de l'extérieur de la commune. Aussi la question se posa-t-elle de savoir si la ville voulait construire pour elle seule, ou si la recherche d'une solution régionale ne serait pas plus pertinente.

La commune de Sion prit les devants selon le plan qui avait été fixé. Les vingt et une communes de la région devaient être préalablement convaincues de la nécessité d'une solution régionale. Durant l'année 1958/1959, la ville introduisit une phase d'essai afin d'évaluer le plus exactement possible les coûts d'une école régionale, et elle prépara les statuts de la future collaboration scolaire. Les communes signèrent le contrat proposé par Sion en 1959.

Grâce à la convention entre la ville de Sion et les communes environnantes, la première école secondaire des garçons fut érigée durant les années 1960 à 1962, au chemin des Collines 27, et elle fut nommée «Les Collines». Elle prit la relève de l'école industrielle inférieure. De 1962 à 1976, elle fut dirigée par le marianiste Charles Enard, auquel succédèrent d'abord Antoine Fauchère, puis dès 1985 Jean-Marc Malbois. Dès les débuts, l'année scolaire comptait neuf mois. Des classes de promotion y trouvèrent place jusqu'au moment de l'introduction du cycle d'orientation. L'école fut agrandie une première fois de façon importante en 1988.

Le premier président de la commission scolaire fut Roger Bonvin (1907-1982), président de Sion et futur conseiller fédéral. Paul Mudry (1910-2004), devenu directeur des écoles de la ville dès 1956, assura leur planification et leur développement jusqu'en 1977. Bernard Amherdt prit la relève jusqu'en 1991, avant d'être remplacé par Gabriel Favre, auquel succéda Jean-Pierre Meyer dès 2005.

³³ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1909/1910, p. 118.

³⁴ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1911/1912, p. 116.



Le Cycle d'orientation de Goubing, à Sierre.

L'Ecole secondaire des garçons de Sierre: Goubing (1927), Borzuat (1951)

A partir de 1927, les garçons francophones de Sierre purent fréquenter dans l'école de Goubing l'école industrielle inférieure privée, ouverte comme école secondaire, et gérée par les chanoines de Saint-Maurice. Cette formation servait également de préparation à l'école de commerce, qui allait dispenser son enseignement dès 1929. Ce lieu de formation suffit comme «école secondaire» aux jeunes garçons de Sierre et de ses environs durant une vingtaine d'années.

En 1950, un habitant de la ville de Sierre troubla par son initiative le repos des autorités: il s'était alarmé de ce qu'à Sierre, une école secondaire publique en langue allemande allait s'ouvrir en automne 1950 avant même qu'il en existât une en français (l'école de Goubing était considérée comme privée). L'initiant craignait que le Valais romand ne restât à la traîne³⁵. Son intervention fut transmise au Conseil de district puis au Conseil d'Etat. Elle atteignit son but en automne 1951, puisqu'une première classe secondaire de langue française accueillit vingt-cinq garçons, dans le sous-sol du bâtiment construit à Borzuat. En parallèle furent ouvertes deux classes de promotion, ainsi qu'une école ménagère privée à l'Institut Beaulieu. Le directeur de la nouvelle école fut Clément Bérard et le président de la commission scolaire, Moritz Salzmann, futur président de la ville. En 1951 cependant, dans la correspondance entre l'Etat et

³⁵ Henri MARIN, *L'école au pays des barrages*, Sion, 1980, p. 37.

la ville de Sierre, l'école nouvelle était nommée «Ecole primaire supérieure» et non «Ecole secondaire»³⁶.

L'école secondaire des garçons se développa rapidement. La commune construisit en 1957 le Centre scolaire de Goubing, qui connut par la suite plusieurs transformations et agrandissements en 1971, 1974, 1983 et 1992³⁷. L'importance de ces écoles fut démontrée durant les années 1967-1969, lorsque le Conseil communal, donnant suite à une pétition de parents auprès du conseiller d'Etat Marcel Gross, sollicita le Département de faire ouvrir une troisième classe latine à Sierre. Une première classe latine en langue allemande existait depuis 1963. Les deux groupes linguistiques de la ville avaient imaginé établir par cette pétition des classes affiliées aux collèges de Sion et de Brigue. Le Conseil d'Etat rejeta toutefois la requête des Sierrois, en raison des nouvelles structures du cycle d'orientation alors en projet³⁸.

Le Cycle d'orientation de Goubing osa en 1996 un remarquable modèle d'intégration. Comme il n'existait pas à Sierre de lieu de formation pour les enfants handicapés après leur école primaire à l'Institut Notre-Dame de Lourdes, le cycle d'orientation les recueillit l'un après l'autre, en collaboration avec l'institut. Ces élèves furent intégrés dans les classes ordinaires, et bénéficièrent d'un enseignement adapté, collectif ou individuel. L'institut reçut en 1997 un prix spécial pour cette activité³⁹. En 1963, la commune réunit toutes les écoles de la ville sous la direction de Paul Germanier, qui resta en fonction jusqu'en 1992.

L'Ecole secondaire des filles de Sierre: Les Buissonnets (1928), Les Liddes (1964)

La situation des filles était analogue à celle des garçons. L'école secondaire de langue française se trouvait initialement à l'Institut des Buissonnets, où elle était gérée par les sœurs d'Ingenbohl. Il s'agissait d'une école privée qui, dès 1928, préparait ses élèves à l'école de commerce avant tout. Il est à relever que ces classes jouèrent de plus en plus le rôle d'école secondaire officielle pour la ville et les communes environnantes. En 1949, il était également possible d'y achever une école ménagère par l'obtention d'un diplôme cantonal. Dès 1951, l'Institut des Buissonnets dirigea officiellement l'école secondaire des filles, à la demande de la commune et de l'Etat.

En automne 1964, la ville demanda une subvention pour un pavillon préfabriqué abritant trois salles de classe. Durant l'année scolaire 1966/1967, six salles de classe s'avéraient déjà nécessaires aux Liddes. Les Buissonnets ne pouvaient plus absorber le nombre croissant d'élèves. C'est pourquoi la commune de Sierre s'appêta à prendre la responsabilité de cette école secondaire et à bâtir un nouveau centre scolaire aux Liddes⁴⁰.

³⁶ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 56.

³⁷ *Jubiläum 50 Jahre Sekundarschule Siders, Orientierungsschule Goubing 1950-2000*, Sierre, 2000, p. 20-21.

³⁸ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 55; *Journal de Sierre et du Valais Central*, 26.04.1968, p. 4; *Jubiläum 50 Jahre Sekundarschule Siders*, p. 20-21.

³⁹ *Jubiläum 50 Jahre Sekundarschule Siders*, p. 17, 20-21, 32, 36, 56; *Enquête* 1990.

⁴⁰ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 56.



Le Cycle d'orientation des Liddes, à Sierre.

En 1965, le canton et la congrégation des sœurs d'Ingenbohl dénoncèrent le contrat concernant la direction de l'école secondaire, et cette dernière passa sous le contrôle de la ville à partir de 1971⁴¹. Les directeurs de cette école furent successivement: Léon Monnier (1952-1963), Paul Germanier (1963-1992), Philippe Theytaz (1992-2003) et Marie-Madeleine de Chastonay dès 2003⁴².

L'Ecole secondaire des filles de Martigny (1935)

En 1909, et selon le souhait de la population, les sœurs de la congrégation de Sainte-Jeanne-Antide ouvrirent à Martigny des classes primaires et une école ménagère, avec 10 enseignantes et 180 écolières. En 1935, en pleine morosité d'avant-guerre, les sœurs créèrent une école secondaire privée pour jeunes filles, qui comptait déjà 259 élèves lors de sa première année, et qui en 1964 devint une école secondaire et ménagère publique et régionale. En 1983, elle atteignit son apogée avec 574 élèves. Rodolphe Tissières présida la commission scolaire, et Sœur Elisabeth Stoecklin assumait la direction de l'école secondaire, de 1964 à 1979.

Les onze communes du district de Martigny ainsi que celles de Salvan et Finhaut formèrent un arrondissement scolaire. Les bâtiments scolaires ne purent suivre le rythme effréné du développement, et ils durent être constamment réaménagés par la

⁴¹ *Rapport de l'école des Buissonnets 1929/1930-1970/1971.*

⁴² *Enquête 1990.*



L'Institut Saint-Jeanne-Antide, à Martigny.

congrégation, et plus tard par l'Association des communes concernées, en 1909, 1931, 1951, 1964, 1988 et 1989.

En 1979, la congrégation vendit l'école, devenue entre-temps le Cycle d'orientation de Sainte-Jeanne-Antide, à l'Association des communes du district de Martigny, et la direction fut dès lors confiée jusqu'en 1999 à René Copt, auquel succéda Jacques Vuignier. En 1988, l'école devint mixte, tout comme le second cycle d'orientation de la ville, le Collège Sainte-Marie⁴³.

Comme les élèves de Fully devaient se rendre dans les écoles secondaires de Sainte-Jeanne-Antide ou de Sainte-Marie à Martigny, le Bureau d'études sociales (B.E.S.) planifia un cycle d'orientation à Fully; ce projet fut toutefois écarté pour des questions financières, mais également en raison du peu de distance entre les deux communes⁴⁴. Cette question demeure cependant ouverte⁴⁵.

L'Ecole secondaire de Viège (1935)

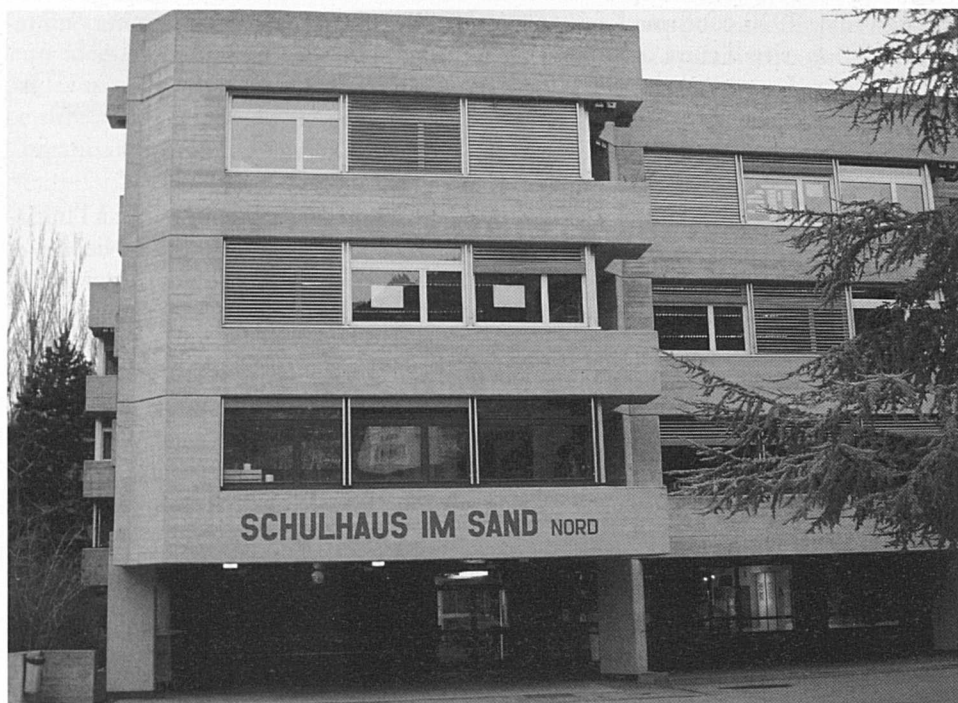
Viège détient le mérite d'avoir joué le rôle de pionnier avec la création de la première école secondaire du Haut-Valais. La commune possédait déjà de bonnes écoles, mais elle profitait aussi de la présence influente de parents provenant d'autres cantons et travaillant à l'usine de la Lonza. En 1933, le parti «libéral» demanda à l'administra-

⁴³ *Enquête* 1990; voir aussi le *Rapport* de l'Ecole supérieure de commerce de Sainte-Jeanne-Antide.

⁴⁴ *NF*, 01.06.2006, p. 31; postulat du député Roland Carron et consorts concernant les infrastructures des cycles d'orientation du district de Martigny, du 12.10.2004, in *BGC*, 2004, vol. 55 et 57; *BGC* 2005, vol. 58 I.

⁴⁵ Voir *NF*, 04.11.2006, p. 28; 11.11.2006, p. 29 (pétition de la population).

tion communale l'ouverture d'une école secondaire. L'enthousiasme n'était pas partagé par tous; la commune accepta pourtant la proposition et examina le modèle de l'Ecole industrielle inférieure de Sion. Lors de l'assemblée primaire du 17 février 1935, le président de la commune, Karl Anthamatten, fit connaître la décision d'introduire une «école moyenne» dans le cadre de l'école primaire, et la proposition fut acceptée à une large majorité. La commune engagea comme enseignant Max Raiber, âgé de 22 ans et provenant de Saint-Gall, puisque le Valais ne disposait pas de professeurs formés pour l'école secondaire. Le 1^{er} octobre 1935, l'enseignant tint sa première classe de vingt-six élèves dans le vieux bâtiment de l'école primaire. En raison de problèmes divers – insuffisance des locaux, relâchement de la discipline, attentes disparates des élèves – cette école ne fonctionna qu'avec difficulté jusqu'en 1942.



Le Centre scolaire im Sand, à Viège.

La menace, issue des milieux de la Lonza, de fonder alors une école secondaire privée qui serait dotée d'un programme étranger au canton, suscita dès 1942 un nouvel élan qui n'allait plus être freiné. En 1961, Viège ouvrit la première classe secondaire communale pour filles. Après un premier séjour dans l'ancien bâtiment de l'école primaire, cette classe des filles fut confinée des années durant dans le sous-sol de l'Hôtel de ville⁴⁶, jusqu'au moment où filles et garçons purent déménager et s'installer

⁴⁶ WB, 23.09.1949, p. 1.

d'abord dans le nouveau bâtiment scolaire «Baumgärten» en 1967, puis au Centre «Im Sand» en 1974. Le curé Leander Stoffel fut le premier président de la commission scolaire de l'école secondaire de Viège.

L'«initiative de Zurich»

Les écoles secondaires haut-valaisannes connurent longtemps une situation difficile. Contrairement à ce qui se passait fréquemment dans le Valais romand où des congrégations religieuses acceptaient de s'établir en dehors des centres principaux d'études, dans le Haut-Valais aucune congrégation ne souhaitait s'établir en dehors de Brigue pour assumer la responsabilité de telles classes. La loi sur l'enseignement secondaire de 1910 confirma l'existence du Collège de Brigue et de l'Institut Sainte-Ursule. Sinon, rien d'autre ou presque ne se passa durant des décennies.

L'«Agenda» du Haut-Valais

L'ouverture d'écoles secondaires dans le Haut-Valais fut étroitement liée à l'initiative et à la ténacité de Viktor Summermatter (1899-1985), natif de Saint-Nicolas, et de ses amis du Club valaisan de Zurich. Ces initiatives sont culturellement et politiquement tellement significatives qu'elles méritent d'être relevées.

Entre 1935 et 1939, l'imprimerie Klaus Mengis à Viège avait publié pour chaque année un «Agenda du Haut-Valais» («Oberwalliser Schreibmappe»⁴⁷) à l'intention de ses clients, comme cadeau de nouvel an. En 1939, l'éditeur opta pour le thème «Haut-Valais/Bas-Valais», et Werner Kämpfen (1914-1990) en assumait la responsabilité. Summermatter fut chargé de publier un article sur l'école secondaire, qu'il intitula «Une parole vraie et courageuse de la diaspora. Que manque-t-il à la jeunesse des vallées latérales?».

L'«Agenda» de 1939 était une plate-forme appropriée pour attirer l'attention, depuis l'extérieur du canton, sur différents problèmes, dont celui de la préjudiciable méconnaissance du français répandue chez les Haut-Valaisans. Viktor Summermatter savait de quoi il parlait, lui qui, sans formation particulière, d'aide-géomètre était parvenu par lui-même à un haut grade dans le corps de police à Zurich. Beaucoup de jeunes Valaisans doués, qui cherchaient une place hors du canton, se faisaient écarter à cause de leur formation scolaire lacunaire, tandis qu'étaient retenus les candidats qui avaient suivi une école secondaire, voie d'études implantée dans la plupart des autres cantons depuis des années déjà.

⁴⁷ Ce terme, intraduisible en français, désignait une sorte d'enveloppe assez solide dans laquelle étaient insérés différents articles et annonces, ainsi qu'un carnet de dépenses ménagères, un calendrier et du papier à lettres.

Une polémique dans la presse et un accueil critique

Même si l'interpellateur, n'accusant pas les professeurs ni ne montrant de préférence politique, ne recherchait même pas un quelconque coupable, une polémique de plusieurs années se déclencha dans la presse. Les membres du Club valaisan de Zurich furent entraînés dans un conflit avec le milieu professoral et le Département, et cette lutte déboucha en partie sur les prises de position pour la nouvelle loi de 1946 sur l'école primaire.

La circulaire de Zurich (1941)

En automne 1941, les initiateurs zurichois visèrent à une publication plus large de leurs idées, et leur circulaire – soutenue par les sept sociétés valaisannes de Genève et par les associations valaisannes de Bâle et de Berne – parut en allemand et en français. Le titre annonçait: «Pour le progrès du Valais, l'introduction d'écoles secondaires!». L'organisateur et coordinateur se trouvait être Werner Kämpfen⁴⁸, qui en outre super-

Walliser-Klub Zürich
Walliser-Verein Basel
Walliser-Verein Bern
Walliser-Club Monte Rosa, Genf
Cercle patriotique valaisan de Genève
**Fédération des sociétés valaisannes
de Genève**
**Société valaisanne de Bienfaisance
de Genève**
**Société valaisanne de secours mutuels
de Genève**
Cercle valaisan «Treize étoiles», Genève
Comona Valejane, Genève

Les sociétés signataires de la Pétition de Zurich, 1941.

⁴⁸ Werner Kämpfen fut ultérieurement directeur de l'Office du tourisme de la ville de Zurich et directeur des PTT.

visait les traductions et établissait les contacts avec la Suisse romande ainsi qu'avec la presse bas-valaisanne. Pour la première fois, la problématique trouva audience dans le Bas-Valais, notamment auprès de Denis Puippe (1904-1976), secrétaire de la formation professionnelle à Martigny.

La motion Petrig

Le 30 avril 1942, les initiateurs de Zurich avancèrent des statistiques dans leur nouvelle circulaire; elles prouvaient qu'en Suisse, un élève sur six se trouvait dans une école secondaire ou une école similaire, alors qu'en Valais la proportion tombait à un élève sur cinquante-quatre. Le moment avait été bien choisi, car en date du 15 mai allait justement être développée au Grand Conseil la motion [de Viktor] Petrig sur la nécessité des écoles secondaires, motion qui fut acceptée après de longs débats. Le *Mémorial* du parlement relève que: «La motion n'étant pas combattue, elle est prise en considération.»⁴⁹

La guerre et ses restrictions, le manque d'argent mais également une différence d'approche du problème entre le Haut-Valais et le Valais romand, qui possédait de meilleures structures pour la formation secondaire, ne permirent pas de tenir compte immédiatement de l'initiative zurichoise. Ce n'est qu'après 1946, avec l'acceptation de la loi scolaire, que cette initiative fut graduellement comprise et suivie⁵⁰, et les résultats donnèrent raison aux initiateurs.

L'Ecole secondaire de Gampel (1945)

Les débats dans la presse valaisanne sur l'établissement des écoles secondaires, les délibérations du Grand Conseil lors des préparations de la loi scolaire de 1946, ainsi que le «deuxième» démarrage de l'école secondaire de Viège en 1942 furent autant de circonstances qui jouèrent un rôle dans la fondation d'une école secondaire à Gampel. En outre, la commune de Gampel tendait à devenir une cité industrielle à l'exemple de Viège. Enfin, l'ancien recteur du Collège de Brigue, Albert Schnyder, de Gampel, donna la dernière impulsion. En 1944, c'est un Conseil communal convaincu qui décida de l'ouverture d'une école secondaire pour les garçons. Il en informa les communes voisines, mais elles n'étaient pas prêtes à collaborer. En automne 1945, le jeune professeur secondaire Moritz Zengaffinen se chargea de la première classe comprenant 23 élèves. La deuxième année, 48 élèves s'étaient inscrits, et 42 la troisième année. L'école secondaire occupa l'ancien bâtiment de l'école primaire, où elle demeura jusqu'en 1976, avant son installation dans un nouvel édifice⁵¹.

⁴⁹ AEV, Fonds Summermatter, n° 55.

⁵⁰ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 35; WB, 02.05.1947.

⁵¹ Fidelis SCHNYDER, *Chronik der Gemeinde Gampel*, Brig, 1949, p. 252-253.



Le Cycle d'orientation de Gampel.

L'école de Gampel devint une école régionale, dont le premier directeur fut Moritz Zengaffinen, auquel succéda Kurt Zengaffinen dès 1988⁵².

L'Ecole secondaire de Zermatt (1946)

Une première tentative d'ouvrir une école secondaire à Zermatt eut lieu en 1930. Le 2 juin de cette année-là, le président de la commune, Josef Aufdenblatten, avait écrit au chef du Département pour lui communiquer les intentions du Conseil communal d'ouvrir une «école de perfectionnement» («Fortbildungsschule»)⁵³.

Le souhait de la commune ne fut pourtant pas exaucé, et l'école ne fut pas ouverte, vraisemblablement en raison du manque de clarté des explications du Département et de l'insuffisance des bases légales. La situation changea une dizaine d'années plus tard. Dès 1939, la presse rapportait la nécessité des écoles secondaires dans les vallées latérales, comme le préconisaient les Valaisans de Zurich menés par Viktor Summermatter. Une nouvelle initiative, en 1945, vint du Conseil communal fraîchement élu, présidé par Othmar Julen. En 1946, ce dernier soumit à l'assemblée primaire un programme qui prévoyait la création d'une école secondaire et d'une école ménagère.

⁵² Enquête 1990; *50 Jahre Sekundar- und Orientierungsschule Gampel im Rückblick 1945-1995*, Gampel, 1995, p. 6-29; WB, 12.04.1995, «Gampjer 'Hochschule' in Jubelstimmung»; WB, 29.04.1995, «Eine Schule weckt Emotionen».

⁵³ *50 Jahre 1946-1996, Regionale Sekundar- und Orientierungsschule Zermatt*, Zermatt, 1996, p. 29-30.

La proposition fut acceptée par 106 oui contre 36 non. L'école s'ouvrit le 15 octobre 1946. Le programme comprenait même 4 heures de français et 4 heures d'anglais. Le premier maître secondaire fut Alban Lingg, originaire du Liechtenstein.

Durant les années 1961-1963, les classes durent fermer en raison de l'insuffisance des effectifs. En 1962, la commune se préoccupa de la réouverture de l'école et prit contact avec les administrations de Täsch et de Randa. Ainsi, l'école, devenue régionale, put recommencer en automne 1963, avec 26 élèves, 6 filles et 20 garçons. L'école ménagère fut maintenue. L'année scolaire 1964/1965 marqua le début de l'épanouissement de l'école, et Stephan Brantschen fut engagé comme maître secondaire. L'école comptait cette année-là 39 filles et garçons, mais un seul enseignant! Dès l'année 1970, Stephan Brantschen devint le directeur de l'école. Les degrés supérieurs comptaient à eux seuls 110 élèves, répartis dans les classes de l'école secondaire, ménagère, de promotion et d'enseignement spécialisé. L'intégration dans la nouvelle structure du cycle d'orientation se fit ensuite sans heurts. Dès 1999, Hans-Peter Perren reprit la direction de l'ensemble des écoles obligatoires.



Le Cycle d'orientation de Zermatt.

L'Ecole secondaire de Loèche (1947)

La première classe de l'Ecole secondaire de Loèche ouvrit ses portes le 1^{er} octobre 1947. Walter Kalbermatten accueillit vingt-trois garçons dans l'ancien et très inconfortable bâtiment scolaire. L'école eut de la peine à trouver des locaux suffisants et adéquats. Durant de longues années, elle dut se contenter de deux petites salles de l'ancienne école primaire, chauffées au bois et au mazout. Les élèves proches du fourneau rôtièrent, tandis que ceux qui se trouvaient à proximité des fenêtres

«gelaient»⁵⁴. Les élèves des villages voisins n'avaient pas non plus de quoi rire: ils devaient parfois parcourir un long et pénible chemin pour venir d'Albinen ou de Guttet jusqu'à Loèche. Un ancien élève écrivait que les souliers à clous, les bas et molletières en laine formaient «l'attirail normal d'un élève de la montagne». En 1964, un enseignant venu en renfort de Suisse alémanique écrivait que «le bâtiment comme son équipement faisaient davantage penser à une école du temps de Gotthelf qu'à une école moderne»⁵⁵.

En automne 1971, la commune ouvrit également une première classe de promotion, dans la maison «Clémens» sur le Ringacker. Après bien des hésitations, le Département prit la difficile décision de fixer le siège du cycle d'orientation régional à Loèche-Ville, et les préparatifs de la construction du bâtiment scolaire commencèrent. L'édifice fut achevé en 1979, ainsi que celui d'une école primaire à La Souste. Le cycle eut comme premier directeur Herbert Marty, auquel succéda en 2001 German Fussen, qui assumait également la direction des écoles enfantines et primaires de Loèche et de La Souste. Durant l'année 1993/1994, Loèche et les communes environnantes établirent dans une convention le mode de répartition des coûts de l'école régionale.

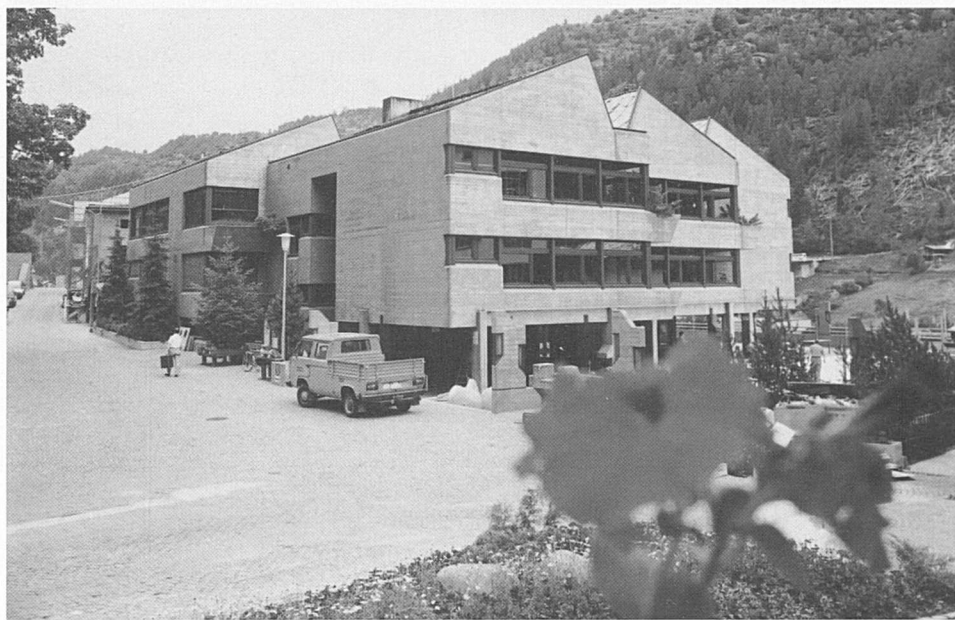


Le Cycle d'orientation de Loèche.

⁵⁴ *Regionale Schulen Leuk 1947-1997, 50 Jahre*, Leuk, 1997, p. 10, 25-26; *RGCE* 1947, p. 101.

⁵⁵ *Regionale Schulen Leuk*, p. 15, 19.

Cet institut avait été initialement géré par les sœurs de la congrégation d'Ingenbohl. Sur l'initiative de quelques familles et du couvent, les sœurs avaient ouvert en 1897 la première école ménagère du Haut-Valais. La plupart des communes valaisannes ne s'étaient que fort tardivement préoccupées des possibilités de formation pour les filles. En 1941, le Haut-Valais ne comptait que cinq écoles ménagères, dont la fréquentation n'était même pas exigée. Ce n'est qu'en 1960 que la commune de Loèche déclara l'école ménagère obligatoire, et l'Institut de la Sainte-Famille mit alors des salles de classe à disposition⁵⁶. Lorsque les ursulines de Brigue rachetèrent l'institut en 1964, elles planifièrent l'ouverture d'une école secondaire pour filles officiellement reconnue par l'Etat, parallèlement au maintien de l'école ménagère. A partir de 1966, elles transformèrent l'ancienne école ménagère privée et l'école moyenne en école secondaire officielle pour les filles. Après l'introduction du cycle d'orientation, en 1974, quelques classes restèrent provisoirement à l'institut, jusqu'à l'achèvement du nouveau centre régional, à Loèche-Ville⁵⁷.



Le Cycle d'orientation de Saint-Nicolas.

⁵⁶ *Festschrift Institut Hl. Familie Leuk-Stadt*, Leuk-Stadt, 1989, p. 8; I. VENETZ, *Die Entwicklung des hauswirtschaftlichen Unterrichts*, p. 11.

⁵⁷ Roland KUONEN, *Gott in Leuk: von der Wiege bis ins Grab – die kirchlichen Übergangsrituale im 20. Jahrhundert: ein Beitrag zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte der Schweizer Katholiken*, Freiburg (Suisse), 2000, p. 155; *Regionale Schulen Leuk*, p. 22, 31-32, 37.

L'Ecole secondaire de Saint-Nicolas (1949)

Il est aisé de comprendre pourquoi la commune de Saint-Nicolas compta parmi les promoteurs de l'école secondaire en Valais. Viktor Summermatter, bourgeois du lieu, s'en souciait depuis la lointaine Zurich; la fabrique Scintilla s'en préoccupait également, tout comme les autorités communales, convaincues. Les locaux scolaires manquèrent toutefois une vingtaine d'années durant. En automne 1949, Augustin Ruppen ouvrit la première classe de l'école secondaire dans le bâtiment du restaurant «Linde». Les bancs étaient offerts par le canton de Zurich (comme pour nombre d'écoles valaisannes de cette époque), et l'école disposait de moyens d'enseignement zurichois.

En 1965, l'admission des filles contribua à un développement bienvenu de l'école secondaire. Cette dernière satisfaisait enfin aux revendications de «l'initiative de Zurich» qui réclamait, en sus de l'ouverture d'écoles secondaires, la mixité des classes, avec une séparation des élèves non plus selon le sexe, mais selon l'âge. L'école ménagère, qui existait depuis 1956, fut intégrée à l'école secondaire. En outre, Saint-Nicolas ouvrit en automne 1968 la quatrième classe de développement du Haut-Valais, ce qui parlait en faveur de l'ouverture d'esprit de sa population.

L'école se coula dans le moule du cycle d'orientation en 1974, et après son installation dans le centre scolaire régional en 1979, elle réunit «sous un même toit» tous les degrés supérieurs de la scolarité obligatoire. Elle se développa fort bien sous la conduite de Markus Truffer. Dès le début des années 1980, elle se mit à collaborer étroitement avec l'Ecole de musique du Haut-Valais.

L'Ecole secondaire de Fiesch (1949)

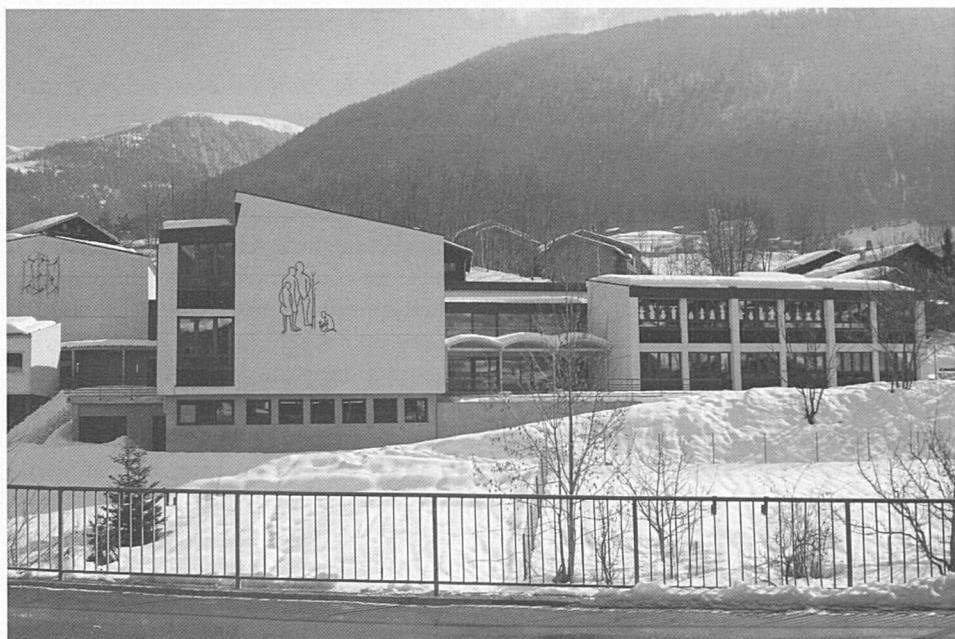
L'Ecole secondaire de Fiesch avait été conçue dès le départ comme une école régionale. Elle fut ouverte à la mi-octobre 1949 et accueillit vingt-cinq garçons. Le budget de la première année s'élevait à 8000 francs. Le maître secondaire Augustin Ruppen, de Saas-Grund, avait été appelé pour faire passer les examens d'entrée. Le premier enseignant fut Albert Stebler. La commission scolaire avait immédiatement préparé un règlement, et Fiesch devait fournir les locaux de la nouvelle école, ce qui ne fut possible que grâce à l'hôtelier Klemens Speckly qui mit la dépendance de son établissement à disposition de la commune. Il proposa aux élèves venant de l'extérieur le repas de midi pour «un ridicule petit prix»⁵⁸.

Jusqu'en 1961, l'école réunissait les élèves de toutes les communes depuis Oberwald jusqu'à Lax, communes qui contribuaient annuellement à son entretien, en fonction de leurs rentrées fiscales. Les parents s'acquittaient d'un écolage de 50 francs par élève.

Le *Rapport de gestion* pour 1949 loua tout particulièrement les efforts accomplis pour ouvrir cette école secondaire⁵⁹. Des problèmes financiers surgissaient toujours, parce que la clé de répartition des coûts d'après les rentrées fiscales était trop impré-

⁵⁸ *Rapport* de Heinrich MUTTER, 1953.

⁵⁹ *RGCE* 1949, p. 87-88.



Le Cycle d'orientation de Fiesch.

cise. Il aurait aussi fallu tenir compte du nombre d'élèves de chaque commune pour établir les décomptes. Apprécies furent les effets du parrainage assuré par des personnes issues de la vallée de Conches et habitant ailleurs. Leurs contributions abaissèrent les coûts des repas de midi et les frais de déplacements des élèves.

Dès 1955, le maître secondaire Heinrich Mutter assura la direction de l'école qui, durant les premières années, comptait entre 25 et 28 élèves. Dix ans après l'ouverture, le matériel scolaire était encore tout sauf excellent, et il fallait toujours recourir à des expédients. Un rapport des années 1955-1958 révélait que «les bancs, les pupitres et les tableaux noirs sont mendiés par le corps enseignant». Les recettes d'un loto permirent à l'école de s'offrir un atelier, et Alusuisse fit don d'un appareil de projection.

Fiesch construisit une école ménagère en 1958, puis une école de promotion pour les garçons. Dès 1961, l'école secondaire put occuper les locaux du nouveau bâtiment scolaire. Des difficultés surgirent au moment de la création d'une école secondaire à Münster, en janvier 1961.

Les écoles des deux endroits retombaient provisoirement dans la configuration la plus modeste qui soit, chacune ne disposant que d'un seul professeur qui devait assumer les branches tant scientifiques que littéraires. La responsabilité incombait à deux commissions scolaires séparées. Dès 1964, les filles furent admises à l'école.

L'école de Fiesch prit son essor dès l'introduction du cycle d'orientation en 1974. Martin Perren en assura la direction dès 1976⁶⁰, et Josef Wirthner lui succéda en 1993.

⁶⁰ Enquête 1990.



Le Cycle d'orientation de Saas-Grund.

L'Ecole secondaire de Saas-Grund (1950)

Peu de documents relatent la création de l'Ecole secondaire de Saas-Grund. Son premier directeur, German Bumann, entreprit des recherches dans les quatre communes de la vallée de Saas, pour trouver dans les procès-verbaux d'éventuelles traces de décisions. A Saas-Fee seulement, il put tirer du rapport du Conseil communal de 1950 l'intention d'ouvrir une école secondaire, de concert avec les trois autres communes. Le Conseil communal se réservait cependant le droit d'ouvrir sa propre école à Saas-Fee, en cas de difficultés. Quelques indications furent également trouvées dans le *Bulletin paroissial* de Saas-Grund⁶¹.

L'école secondaire fut ouverte le 2 octobre 1950 sous la houlette d'Augustin Ruppen, qui avait déjà enseigné auparavant à Gampel et à Saint-Nicolas. L'école comptait 20 garçons la première année, 19 la deuxième année et 13 la troisième. Le président de la commission scolaire était le curé d'alors, Konrad Imseng, de Saas-Grund. Les élèves provenaient des quatre communes de la vallée, auxquels se joignirent ultérieurement ceux d'Eisten. L'équipement était des plus modestes; un local de réserve de la coopérative locale servait de salle de classe. En 1961, un nouveau bâtiment scolaire fut mis à disposition, ce qui était devenu une nécessité car les 26 élèves «n'avaient pas plus de place que des harengs dans un tonneau», comme le rapportait le *Bulletin paroissial* en 1959.

⁶¹ RGCE 1950, p. 95.

Malgré la ferme opposition des ecclésiastiques, l'enseignement devint mixte en 1964, grâce à la pression exercée par des ingénieurs travaillant à la construction de la centrale électrique de Mattmark. En automne 1965, l'école secondaire ouvrit une troisième classe et nomma un deuxième enseignant en la personne de German Bumann, qui devint directeur en 1981. En 1974, les degrés supérieurs (classes secondaires, ménagères et classes de promotion) furent intégrés au cycle d'orientation. Dans sa décision du 21 juillet 1997, le Grand Conseil accorda un montant de 3 019 130 francs pour la rénovation et l'agrandissement du bâtiment abritant l'école primaire et le cycle d'orientation⁶². En 1998, Daniel Föhn reprit la direction du cycle d'orientation, après le décès de German Bumann.

L'Ecole secondaire de langue allemande de Sierre (1950)

En automne 1950, l'Ecole secondaire de Sierre pour les garçons de langue allemande ouvrit ses portes à 27 élèves. Son premier enseignant fut Markus Seeberger. Elle comptait 34 élèves la deuxième année, et 30 la troisième année. Entre 1965 et 1990, des enfants de Salquenen et de Varone y furent également admis. L'école fut dirigée, au cours des premières années, par le chanoine Pierre Petermann, également directeur de l'Ecole de commerce de Goubing. Durant l'année 1950/1951, l'école fut installée dans les anciens abris antiaériens du bâtiment scolaire de Borzuat, puis, de 1951 à 1957, dans l'ancienne école primaire, et dès 1957 dans le bâtiment de l'école secondaire de Goubing nouvellement construit, et auquel furent ajoutées des annexes.

Des hommes prévoyants, en particulier le futur président de Sierre Moritz Salzmann et l'enseignant Ambros Fux, eurent le mérite de la fondation de cette école, une année avant celle de l'école secondaire de langue française. Cette démarche courageuse avait déclenché en automne 1950 les protestations de quelques francophones, qui voyaient dans cette nouvelle école une tentative de renforcement de l'allemand dans leur ville. Les interventions affluèrent tant au Conseil de district qu'au Conseil municipal⁶³.

En 1963, Sierre commença de collaborer plus étroitement avec les germanophones de Sion, et une sous-section latine allemande fut instaurée pour les élèves des deux villes. En 1966, les effectifs permirent même l'ouverture d'une deuxième classe. En 1967, les filles eurent accès à l'école secondaire de langue allemande. Dès 1978, l'école fit jouer chaque année une pièce de théâtre et, à partir de 1979, elle publia annuellement la *Chronique de Goubing (Goubing-Chronik)*.

L'Ecole secondaire de Stalden (1951)

Dans sa brochure commémorative publiée à l'occasion de son quarantième anniversaire, cette école examinait avec raison les difficultés de sa fondation, ainsi que les

⁶² RL 91, 1997, p. 87.

⁶³ *Jubiläum 50 Jahre Sekundarschule Siders*, p. 20, 32; H. MARIN, *L'école au pays des barnages*, p. 37; RGCE 1950, p. 95.



Le Cycle d'orientation de Stalden.

laborieuses premières années vécues tant par les enseignants que par la commission scolaire et les conseillers communaux. La commune avait initialement planifié une école ménagère et une école secondaire. Si la commission scolaire s'était prononcée en faveur de ce projet, en revanche le Conseil communal en redoutait les coûts prévisibles. Finalement, en date du 11 mars 1951, les citoyens décidèrent de l'ouverture de l'école secondaire pour l'automne de la même année. En contrepartie, une des six classes primaires devait fermer. Le *Rapport de gestion* mentionne en 1951 l'ouverture d'une école primaire supérieure⁶⁴.

La recherche de professeurs se révéla difficile. Après trois réponses négatives, Arthur Fibicher, de Viège, accepta la charge d'enseignant pour une année scolaire, et il ouvrit en octobre 1951 la première classe avec dix-sept garçons, admis sans examen. Insuffisants étaient les locaux, sis dans l'ancien hôtel Stalden en partie rénové, mais abritant également une fabrique de salopettes⁶⁵. Le premier président de la commission scolaire fut jusqu'en 1956 le chapelain Johann Werlen.

L'administration communale commença en 1958 les préparatifs de la construction échelonnée des bâtiments scolaires. En 1965/1966 fut réalisée la première aile du bâtiment du futur cycle d'orientation; en 1966/1967 s'érigea le bâtiment de l'école primaire et, en 1968/1969, la salle de gymnastique fut achevée⁶⁶.

⁶⁴ RGCE 1951, p. 106.

⁶⁵ Paul WILLISCH, *40 Jahre Sekundar- und Orientierungsschule Stalden*, Stalden, 1991, p. 5-13; RGCE 1951, p. 106.

⁶⁶ P. WILLISCH, *40 Jahre Sekundar- und Orientierungsschule Stalden*, p. 9 et suivantes, 13 et suivantes.

En 1968, la commune ouvrit une classe de promotion. Une classe de troisième année d'école secondaire était prévue pour l'automne 1969, mais le Département refusa de donner son accord. Ainsi, les quatorze élèves, filles et garçons, durent se rendre à Viège une année durant pour suivre la troisième année secondaire, jusqu'au moment où le Département consentit enfin à l'ouverture d'une telle classe à Stalden, en automne 1970. A la rentrée scolaire de 1974, l'école comptait déjà 189 élèves répartis dans 9 classes. Elle atteignit son chiffre record de 204 élèves en 1975. Dès 1985, les élèves en difficulté purent bénéficier de cours d'appui. Le premier directeur du cycle d'orientation fut Paul Willisch en 1985⁶⁷, auquel succéda Philipp Studer, qui fut également chargé de la direction des écoles enfantines et primaires de la commune. En 2001, Remo Willisch reprit la fonction de directeur des écoles.

Le règlement de 1953

Le règlement du 23 décembre 1953 sur les écoles secondaires communales apporta enfin, après les améliorations de la loi scolaire de 1946, un progrès supplémentaire en définissant les devoirs des communes et des régions. Les élèves ne pouvaient dès ce moment fréquenter ce type d'école qu'après la sixième ou la septième année primaire, à condition d'avoir réussi l'examen d'entrée (incluant la religion) prescrit par l'Etat. Le règlement contenait également des dispositions sur la rémunération des enseignants, qui s'élevait de 7500 à 9750 francs par année. Les enseignants ne touchaient aucun salaire durant l'été. Des maîtres secondaires comme Pierre Putalaz et Rémy Zuchuat avaient fortement soutenu le DIP pour l'élaboration de ce règlement.

Plus décisifs encore furent la loi sur les finances du 6 novembre 1960 (art. 187) et le décret du 15 novembre 1960, par lesquels la contribution communale au salaire du personnel enseignant ne devait pas dépasser le 1,5% de l'encaissement des impôts. L'Etat avait calculé l'estimation sur la base de la moyenne des impôts perçus par toutes les communes. De telles prescriptions permirent ainsi un meilleur développement des écoles secondaires.

L'Ecole secondaire régionale de Mörel (1953)

L'ouverture de l'école secondaire régionale, au début octobre 1953, avait été précédée de difficiles négociations menées par le préfet du district et président de la commission scolaire, Eugen Albrecht, grand promoteur de cette école. Son zèle consciencieux fut également employé à obtenir des accords régionaux ainsi que la construction d'une école régionale. La première classe, dirigée par le maître secondaire Walter Ruppen, compta 19 élèves en automne 1953 et les deux années suivantes 22 et 23⁶⁸. Les communes de Betten, Bister, Bitsch, Goppisberg, Greich, Grengiols, Filet, Mörel et Ried-Mörel formaient l'arrondissement scolaire de l'école secondaire. L'assemblée de

⁶⁷ *Enquête* 1990.

⁶⁸ *RGCE* 1953, p. 104.



Le Cycle d'orientation de Mörel.

fondation de l'école régionale eut lieu le 28 juin 1953, cependant la clé de répartition des coûts de l'école continuait encore de poser problème en 1964/1965. Le Tribunal administratif cantonal régla le partage définitif des coûts en automne 1982. Un nouveau statut de l'arrondissement scolaire fut défini en 1983.

L'école utilisait des locaux provisoires durant ses premières années d'existence, et les cours de gymnastique se donnaient en plein air. En 1965, l'école compta 46 élèves dont, pour la première fois, 16 filles. En 1967 s'ajoutèrent 26 élèves filles inscrites à l'école ménagère, et en 1973, Mörel ouvrit même une classe de promotion comptant 17 élèves. Le nouveau bâtiment scolaire régional fut achevé durant l'année 1972/1973. Le premier directeur de l'école fut Meinrad Zurbruggen de 1979 à 1984, auquel succéda Werner Imhof, lui-même remplacé par Donald Blatter dès 1995⁶⁹.

En automne 1996, la majorité des membres du Conseil communal de Bitsch décidèrent d'envoyer leurs enfants au Cycle d'orientation de Naters, ce qui mit en danger celui de Mörel. Les parties concernées acceptèrent cependant de prolonger l'accord en vigueur jusque-là⁷⁰.

L'Ecole secondaire de langue allemande de Sion (1953)

L'école secondaire des garçons de langue allemande commença son enseignement dans la capitale du Valais en 1953. Les documents sur cette école sont peu étoffés. Ce

⁶⁹ Enquête 1990; RGCE 1953, p. 104.

⁷⁰ WB, 13.11.1996, p. 9.

qui est sûr, c'est que les conseillers communaux d'expression allemande de la ville s'étaient prononcés en sa faveur. Le président de la commission scolaire était Rudolf Taugwalder. Au même moment, en 1957, le président de la ville, Roger Bonvin, s'occupait de la construction d'écoles secondaires communales et régionales pour les élèves de langue française. En 1956, toutes les écoles de Sion furent placées sous la direction de Paul Mudry. L'école secondaire en langue allemande fut logée tout d'abord dans l'Ecole des garçons au chemin des Collines, ensuite dans l'ancien Hôpital, puis dans un baraquement Sous-le-Scex. Elle côtoya provisoirement les classes de langue française au nouveau Centre scolaire des Collines, érigé entre 1958 et 1960, avant d'être intégrée au Centre secondaire communal de Saint-Guérin. Les rapports annuels des écoles secondaires sédunoises, publiés dès 1970, ne fournissent que peu de renseignements sur cette école. Son premier enseignant fut Arthur Fibicher⁷¹.



Le Cycle d'orientation de Rarogne.

L'Ecole secondaire de Rarogne (1957)

L'Ecole secondaire de Rarogne semble ne pas avoir souffert d'un manque d'élèves au moment de sa fondation. En octobre 1957, le premier professeur, Anton Schmidhalter, (directeur dès 1986) enseigna à 25 élèves; l'année suivante, 42 élèves étaient répartis dans deux classes, et 32 l'année d'après. Les filles y furent admises en 1964⁷².

⁷¹ Enquête 1990.

⁷² AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 38 et n° 39.

Les effectifs de la troisième année suscitaient parfois des difficultés. Comme Mörel et Sierre, Rarogne dut renoncer à cette classe de troisième année en 1967. Une année plus tôt, il avait été question d'une classe commune réunissant Rarogne et Gampel. Durant ces années de pénurie d'élèves, des communes isolées s'étaient offertes pour tenir des classes à leurs propres frais. En 1974, l'école comptait six classes regroupant 71 filles et 72 garçons. Le premier président de la commission scolaire fut le futur conseiller d'Etat Ernst von Roten (1914-1999). Les communes de Rarogne, Saint-Germain, Eischoll, Niedergesteln et Unterbach fournissaient le contingent d'élèves. Après les aménagements provisoires des débuts, un nouveau bâtiment fut mis à disposition en 1977, puis rénové en 1996⁷³. Emil Steiner fut nommé directeur des écoles communales et régionales de Rarogne en 1994. Armin Zurbriggen lui succéda en 2000.



Le Cycle d'orientation d'Orsières.

L'Ecole secondaire d'Orsières (1959)

L'Ecole secondaire régionale de la vallée d'Entremont ouvrit ses portes en septembre 1959. Elle put d'emblée offrir une première classe dédoublée comportant 38 garçons; la deuxième année, ce nombre s'éleva à 44 et la troisième année à 48 garçons. Le premier directeur fut son promoteur, René Gabioud (1921-1986), qui diri-

⁷³ Enquête 1990.

gea l'école jusqu'en 1982. L'école, régionale, desservait les communes de Sembrancher, Orsières, Liddes et Bourg-Saint-Pierre. Le premier président de la commission scolaire fut le chanoine Michel Bourgeois. En février 1975, les quatre communes concernées réglèrent l'organisation de l'école régionale transformée en cycle d'orientation⁷⁴.

Dans un premier temps, c'est un bâtiment scolaire dépourvu de salle de gymnastique, et situé en plein milieu d'Orsières, qui abrita les classes de cette école. Les filles y furent accueillies en 1963. L'école disposa également dès 1968 d'une classe de promotion et ce, jusqu'à l'introduction du cycle d'orientation. A l'entrée du Val Ferret fut érigée en 1974 une nouvelle construction, qui fut agrandie en 1990. En 1978, les effectifs étudiants avaient augmenté jusqu'à 240 élèves dont 123 filles. Les directeurs ayant succédé à René Gabioud furent Guy Formaz de 1982 à 1986 et Roger Fellay de 1986 à 2001⁷⁵; Jean-Michel Tornay prit la relève dès 2001. Au printemps 2004, l'école régionale a fêté ses trente ans d'existence, et à cette occasion a été inaugurée une nouvelle salle des maîtres.



Le Cycle d'orientation de Kippel.

L'Ecole secondaire et ménagère régionale de Kippel (1960)

La population du Lötschental est friande d'instruction. La Commission cantonale des apprentis y était favorable à une école secondaire déjà en 1904. Cette initiative avait certainement été prise en collaboration avec les «écoles professionnelles» qui

⁷⁴ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 61.

⁷⁵ Enquête 1990; AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 4.

étaient mentionnées et louées dans les *Rapports de gestion* de 1905 et des années suivantes. L'école offrait aux garçons libérés de la scolarité obligatoire la possibilité de mieux se préparer à une profession. Les branches comme le calcul, la correspondance commerciale, la comptabilité, le dessin technique et à main libre ainsi que le français y étaient enseignées.

L'école régionale actuelle ouvrit ses portes au début octobre 1960. Lors de sa première année, elle accueillit 63 élèves, 34 filles et 29 garçons. Les classes séparées de l'école secondaire et de l'école ménagère étaient logées côte à côte dans le nouveau bâtiment scolaire de Kippel. L'année suivante, l'école secondaire devint mixte et compta 74 élèves. Le président de la commission scolaire était le prier Johann Siegen, et le premier enseignant, Medard Gasser. La commune de Kippel, propriétaire du bâtiment scolaire, avait conclu un contrat avec les communes de Ferden, Wiler et Blatten le 12 septembre 1972.

En 1977, Sigmund Jungkunz fut nommé directeur du cycle d'orientation régional; lui succédèrent Albert Bellwald en 1987, puis Norbert Ritler en 2005. Des cours d'après furent introduits dès 1987. En 1995 fut inauguré un bâtiment annexe, dont les 52,6% du coût total avaient été assumés par l'Etat, soit 3 290 949 francs sur un montant de 6 253 989 francs⁷⁶.

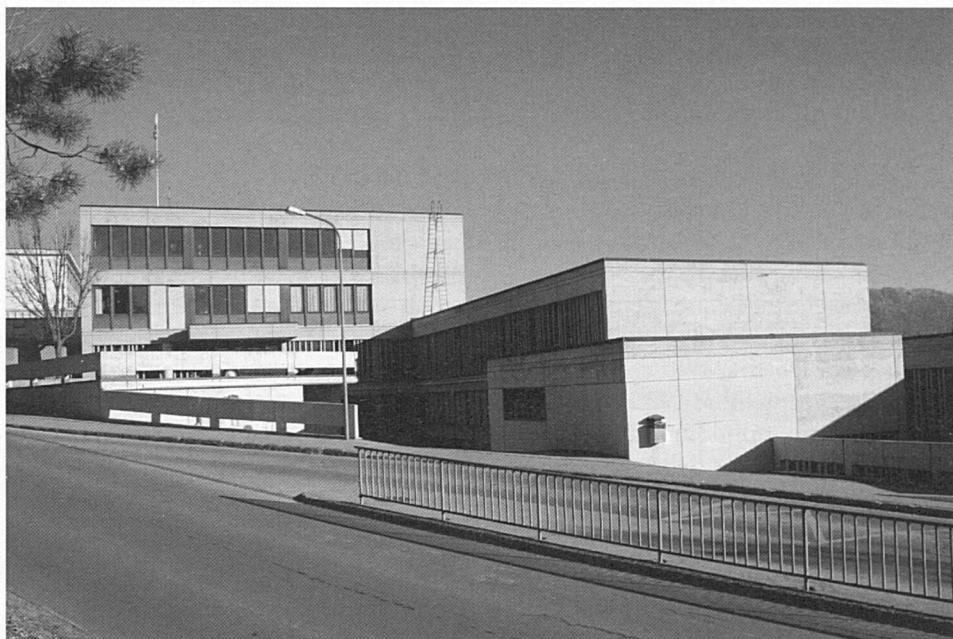
L'Ecole secondaire du Haut-Plateau: de Montana et Randogne (1960) au Centre scolaire régional de Crans-Montana (1965)

L'Ecole secondaire du Haut-Plateau de Crans-Montana résulte des heureuses initiatives de la fin des années 1950. De cette école secondaire allait naître le Centre scolaire régional de Crans-Montana. Les débuts furent vraiment modestes. Dans les années 1956-1959, les communes de Montana et de Randogne tinrent en commun une «Ecole primaire supérieure», située à Montana-Station. En 1959, elle prit le nom d'Ecole secondaire. Dans un premier temps, la Fondation privée Saint-Nicolas l'abrita dans son propre institut, «La Pépinière». Le premier directeur de l'école fut le chanoine Joseph Pasquier, de l'Abbaye de Saint-Maurice. En 1960, le Conseil d'Etat accorda l'autorisation d'ouvrir une école secondaire. L'administration communale prit donc en location les locaux de la «Pépinière» jusqu'en 1964, et dès 1965 l'immeuble «La Moubra».

Dès sa première année (1960), l'école secondaire fut mixte et compta 8 filles et 14 garçons. La deuxième année, 39 élèves (13 filles et 26 garçons) la fréquentaient, et 55 élèves (16 filles et 39 garçons) lors de la troisième année. La commission scolaire fut d'abord présidée par Emile Pralong, de Randogne, tandis qu'Arthur Masserey, promoteur du projet d'école régionale, fut le premier directeur de 1960 à 1993, avant de passer le flambeau à Hubert Bonvin.

Le 20 juin 1962, les communes de Randogne, Montana, Chermignon, Lens, Icoigne et Mollens décidèrent de créer un centre scolaire intercommunal. L'école secondaire fut transférée en 1965 au nouveau Centre scolaire de Crans-Montana, qui

⁷⁶ Décret du 14.05.1992, in *RL* 86, 1992, p. 198; *Enquête* 1990.



Le Cycle d'orientation de Montana.

abrita dès lors les classes primaires et secondaires. L'ouvrage s'acheva par une inauguration officielle en octobre 1968.

Les communes conclurent plusieurs accords en 1976, 1988 et 1989. Elles construisirent le centre scolaire en trois étapes: 1963-1966, 1972-1975 et 1983-1986. Durant l'année scolaire 1983/1984, le nombre record de 429 élèves fut atteint au cycle d'orientation. En 1982/1983, le Centre scolaire du Haut-Plateau dispensait son enseignement à 836 enfants; en 1990, il comptait 35 classes, soit 14 classes au cycle d'orientation et 21 classes dans les degrés supérieurs de l'école primaire. Les autres classes primaires ainsi que l'école enfantine étaient décentralisées à Crans (bâtiment du «Scandia»), à Montana Est («Pavillon genevois») et dans d'autres lieux encore⁷⁷.

L'Ecole secondaire d'Héremence (1961), Hérens/Euseigne (1974)

L'actuel Cycle d'orientation du Val d'Hérens, situé à Euseigne, est le résultat de deux tentatives antérieures, l'Ecole secondaire d'Evolène en 1957 et 1962, logée dans le bâtiment de «La Péniche», et celle d'Héremence, en 1961. La commune de Saint-Martin avait ouvert de son côté deux classes ménagères, ainsi qu'une classe de promotion à La Luette.

⁷⁷ Enquête 1990; Arthur MASSEREY, «Histoire des premières écoles du Haut-Plateau et de la création du Centre scolaire intercommunal de Crans-Montana», in *Centre scolaire de Crans-Montana 1966-1996, 30^e anniversaire*, Crans-Montana, 1996, p. 13-53; *RGCE* 1907, p. 109.



Le Cycle d'orientation du Val d'Hérens, à Euseigne.

En 1968, un nouveau centre scolaire à Hérémence comprenait deux classes secondaires, deux classes ménagères ainsi qu'une classe de promotion. L'initiative avait été courageuse, mais elle ne pouvait résoudre à long terme tous les problèmes liés à la vallée, les élèves devant de toute manière se rendre à Sion pour fréquenter la troisième année secondaire⁷⁸. C'est pourquoi les communes du Val d'Hérens prirent contact entre elles dès l'automne 1973, afin de rechercher une meilleure solution. En janvier 1974, le directeur de l'école, Georges Bonvin, mandaté par les communes, présenta un rapport qui allait fonder la décision de la création d'un cycle d'orientation à Euseigne pour l'ensemble du Val d'Hérens. Des négociations avec le Département s'ensuivirent, et en 1975 déjà le Conseil d'Etat accorda l'autorisation de construire le centre scolaire à Euseigne. Les travaux débutèrent en automne 1976 et l'école fut achevée le 4 janvier 1978. Elle fut agrandie en 1986.

La construction du Collège Saint-Georges à Euseigne fut une remarquable réalisation politique et culturelle des quatre communes d'Hérémence, Vex, Saint-Martin et Evolène conjuguant leurs efforts pour créer une école régionale centrée en plein cœur de leurs territoires. Le cycle d'orientation connut un développement prospère qui profita au Val d'Hérens. En 1974, 227 élèves étaient répartis dans les anciens locaux de cette école, qui enregistra durant l'année 1979/1980 le pic de ses effectifs avec 257 élèves. Le premier directeur fut Georges Bonvin (de 1974 à 1989), auquel

⁷⁸ *Collège Saint-Georges, Euseigne, Cycle d'orientation du Val d'Hérens*, Sion, 1979, p. 6 et suivantes; *RGCE* 1957, p. 109.

succéda Jean-Pierre Gaspoz, tandis que Francis Dayer fut le premier président de la commission scolaire. Les communes partenaires avaient déjà réglé en 1973 tous les frais liés à la construction, à l'entretien et au fonctionnement du centre scolaire. L'école établit une sorte d'organisation à la journée: la plupart des élèves restaient le jour durant au centre scolaire, où ils étaient nourris, surveillés, occupés et aidés⁷⁹.

Il peut être rappelé ici qu'Evolène avait voulu ouvrir une école secondaire plus tôt déjà. Le *Rapport de gestion* pour 1941 contenait l'explication suivante: «La population des campagnes prend intérêt à l'ouverture d'écoles secondaires. Pour satisfaire ce souhait, nous avons ouvert une école secondaire à Evolène.» En hiver, environ dix élèves fréquenterent cette classe, mais ils la quittèrent à l'approche de la belle saison. En raison du peu d'inscriptions nouvelles pour l'année suivante et du peu d'intérêt manifesté par la population, les autorités communales durent renoncer à une nouvelle classe pour 1942⁸⁰.



Le Cycle d'orientation de Münster.

L'Ecole secondaire de Münster (1961)

L'école se dénommait Ecole secondaire de Conches supérieure ou Ecole secondaire régionale de Münster. Elle naquit en 1961 de la séparation d'avec l'Ecole secondaire de Fiesch, et compta 13 garçons la première année, 20 la deuxième et 27 la troisième. Sur un plan purement scolaire, la séparation n'apporta aucun avantage. Fiesch ne consentait à cette nouvelle école qu'à condition de pouvoir garder ses deux

⁷⁹ Enquête 1990.

⁸⁰ RGCE 1941, p. 5; AEV, Fonds Summermatter, n° 475, 29.04.1941, et n° 479, 13.06.1941.

postes d'instituteurs. Comme cette demande avait été refusée par le Département, toutes les disciplines devaient dès lors être enseignées par un seul instituteur à Fiesch et un seul instituteur à Münster.

En 1964, les filles purent accéder à l'école secondaire; Münster créa à la même époque une école ménagère. En 1968 s'ouvrirent une classe de promotion et, en 1970, une troisième classe à l'école secondaire. Ainsi, les élèves de Conches supérieure qui parvenaient en fin de scolarité obligatoire se trouvèrent réunis sous la direction d'Odilo Schmid (nommé directeur en 1980), et leur transfert dans les structures du cycle d'orientation s'effectua sans heurts. Un nouveau bâtiment scolaire fut érigé entre les années 1978 et 1980. Dès 1979, des contrats entre les communes intéressées réglèrent la location et les droits d'utilisation des locaux scolaires⁸¹. En 1996, Silvan Jergen reprit la direction du cycle d'orientation régional. Dès 2003, il fut également chargé de la direction des écoles enfantines et primaires des communes de Münster, Geschinen, Reckingen et Blitzingen.



Le Cycle d'orientation de Grône.

L'Ecole secondaire de Granges/Grône (1962) et le Cycle d'orientation régional de Grône (1974)

L'Ecole secondaire de Granges ouvrit en septembre 1962 deux premières classes avec 43 élèves; la deuxième année, 70 élèves étaient inscrits, et la troisième année 64 élèves, dont pour la première fois 11 filles. Le premier directeur de l'école fut Raymond Genolet (de 1962 à 1993), tandis que Robert Sartoretti, préfet du district

⁸¹ Décision du Conseil d'Etat du 15.12.1976; *Enquête* 1990.

de Sierre domicilié à Granges, était nommé président de la commission scolaire. Le 27 juillet 1962, les communes de Granges et de Grône signèrent un premier accord, auquel adhéra la commune de Chalais, le 18 août 1962⁸². Après que la commune de Granges eut fusionné avec Sierre, l'école secondaire passa sous direction sierroise en 1973.

L'introduction du cycle d'orientation rendit les locaux du bâtiment scolaire de Granges trop petits, et l'école fut déplacée à Grône. En 1974, les communes de Chalais, Grône et Sierre réglèrent les conditions de leur collaboration dans un contrat auquel se rallièrent Chippis, en 1978, et Lens, en 1982, pour les villages de Flanthey, Vaas et Chelin. Une nouvelle convention suivit en 1985, et les communes associées instaurèrent un conseil administratif en 1988. Durant l'année scolaire 1986/1987, le bâtiment scolaire fut agrandi. L'école avait en effet atteint ses effectifs les plus élevés en 1984/1985 avec 326 élèves. Dans les années 1990, l'école eut l'audace de se lancer dans un nouveau type de formation pour les sportifs fréquentant le cycle d'orientation⁸³. Cette innovation servit d'exemple, et d'autres cycles d'orientation suivirent ce modèle de «Sport et études». Dans sa décision du 28 septembre 2000, le Grand Conseil accorda une subvention cantonale pour l'agrandissement du Cycle d'orientation de Grône⁸⁴, dont les nouveaux locaux purent être occupés dès l'automne 2002. Les communes de Chalais, Chippis, Lens, Sierre et Grône se partagèrent les frais de la nouvelle construction⁸⁵. Entre-temps, dès l'année scolaire 1993-1994, Patrick Rudaz était devenu le directeur du Cycle d'orientation de Grône.

L'Ecole secondaire de Naters (1962)

Dans les années 1960, quelques communes accélérèrent la réalisation d'écoles secondaires. Trois raisons influencèrent leur décision: l'article 57 de la loi scolaire de 1962 obligeait les communes de permettre à leurs enfants la fréquentation d'une école secondaire; l'enseignement était devenu gratuit; enfin, le Département autorisait la création de classes mixtes dans les communes ne possédant pas d'école secondaire pour filles⁸⁶.

L'initiative de la création d'une école secondaire pour les garçons du district de Brigue vint vraisemblablement de Ried-Brigue. Son président, Alfons Borter, pria les communes de prendre position. Ainsi naquit en 1962 l'Ecole secondaire régionale de Naters, sans la collaboration de Brigue qui participait déjà aux frais du Collège de Brigue et ne voulait pas soutenir financièrement deux écoles⁸⁷.

La première volée comprenait 36 garçons, dont 22 provenant de Naters. Oswald Zenhäusern et Marcel Salzmann enseignèrent dans deux classes logées à la Tour d'Or-

⁸² *RGCE* 1962, p. 113.

⁸³ *Enquête* 1990.

⁸⁴ *RL* 94, 2000, p. 147.

⁸⁵ *NF*, 05.05.2003, p. 17.

⁸⁶ *RGCE* 1964, p. 128.

⁸⁷ Lettre du 02.03.1962, in AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 22; Hans EGGEL, *Die Natischer Schulen 1865-1992*, Naters, 1993, p. 203 et suivantes; *RGCE* 1962, p. 113.

navasso. L'école secondaire se développa rapidement, à tel point qu'en 1969 le Conseil communal dut décider de la construction d'un bâtiment scolaire régional, qui fut inauguré en 1974. Oswald Zenhäusern fut, de 1970 à 1982, le premier directeur de l'Ecole secondaire régionale de Naters; René Salzmann lui succéda en 1992, avant de passer le relais à Walter Zenhäusern en 2000. Durant l'année scolaire 1972/1973, l'école comptait 7 classes et, lors de l'introduction du cycle d'orientation en 1974, 449 élèves répartis dans 16 classes⁸⁸.



L'Institut la Tuilerie, à Saint-Maurice.

Le Pensionnat du Sacré-Cœur, la Tuilerie, Saint-Maurice (1963)

Les sœurs de la congrégation de Sainte-Jeanne-Antide, fuyant la France en raison de la loi sur la laïcisation de l'école, avaient quitté leur couvent de la Roche-sur-Foron pour s'établir à Saint-Maurice en juillet 1904. Elles acquirent le «Domaine de la Tuilerie», aménagèrent la maison «Barman» en 1906/1907, la surélevèrent d'un étage et fondèrent le «Pensionnat des Sœurs de Charité de Saint-Maurice», le Sacré-Cœur. Le domaine fut ultérieurement réaménagé et agrandi avec l'école d'économie domestique et la chapelle en 1911-1913, une salle de gymnastique et un étage supplémentaire en 1929 et en 1960, ainsi que d'autres améliorations en 1975-1977 et en 1985-1987⁸⁹.

⁸⁸ *RGCE* 1974, p. 140-141.

⁸⁹ *NF*, 09.12.1987, p. 28.

Durant la première décennie du siècle, la Tuilerie proposa des classes ménagères non seulement pour les filles de Saint-Maurice et des environs, mais également pour des élèves internes. Dès 1963, les communes de Collonges, Dorénaz, Evionnaz, Massongex, Mex, Saint-Maurice, Vernayaz et Vérossaz purent profiter de l'enseignement dispensé dans l'Ecole secondaire des filles de Saint-Maurice. La direction de l'école était assumée par Sœur Marie-Fernande Meyenhofer et Sœur Monique Renggli. Leur succéderont Lysiane Parchet de 1975 à 2002 puis, dès cette date, Alain Grandjean. Le préfet Alphonse Gross fut le premier président de la commission scolaire.

Jusqu'en 1971, l'Institut de la Tuilerie offrit également une école de commerce pour les filles, à partir de 1969 une école de degré diplôme (EDD) – devenue école de culture générale – et, dès 1970, une «école de préparation aux professions sociales féminines» (école préprofessionnelle ou EPP)⁹⁰. En 1974, au moment de l'introduction du cycle d'orientation, les communes rompirent le contrat qui les liait à la congrégation⁹¹. Dès 1975, les classes devinrent mixtes. En 1983, l'école devint la propriété de la région, ce qui nécessita la définition d'un nouveau statut en 1985.

L'Ecole secondaire de Loèche-les-Bains (1963)

L'Ecole secondaire de Loèche-les-Bains commença son activité au début septembre 1963 en accueillant 7 filles et 9 garçons. Elle comptait 20 élèves la deuxième année, puis 11 la troisième année⁹². Les effectifs demeurèrent souvent limités les années suivantes⁹³. Le premier président de la commission scolaire fut le doyen Jean-Marie Salzmann, et le premier enseignant, Markus Truffer. Des locaux provisoires servirent de salles de classe, jusqu'à la construction d'un nouveau grand centre scolaire. En 1973/1974, 22 élèves fréquentaient l'école, qui atteignit son pic d'effectifs en 1976 avec 59 filles et garçons.

D'après la planification cantonale du Bureau d'Etudes (B.E.S.) de 1970, cette école aurait dû être intégrée dans le Cycle d'orientation de Loèche. Cependant, le transport de tous ses élèves n'était pas raisonnable, pas plus d'ailleurs que celui des seuls élèves de troisième année, comme l'aurait souhaité le Département. Loèche-les-Bains reçut donc du chef du Département de l'instruction publique l'autorisation d'ouvrir son propre cycle d'orientation pour les années 1974/1975 et 1975/1976. Ensuite, la commune participa largement au traitement des enseignants jusqu'en 1982, année à partir de laquelle l'Etat devint responsable du versement total des salaires⁹⁴. Dès 1988, l'introduction du système intégré avec des cours à niveaux facilita une organisation avec de petits effectifs. Loèche-les-Bains disposa ainsi d'un cycle d'orientation à part entière, malgré le nombre modeste des élèves. Son premier directeur fut Lothar Toffol⁹⁵ qui exerça son mandat de 1991 à 2004, et qui fut remplacé dès cette date par Dolf Grichting.

⁹⁰ Enquête 1990.

⁹¹ J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 259, 264-265.

⁹² RGCE 1963, p. 128.

⁹³ AEV, Fonds 4150-8/663 bis.

⁹⁴ Lettre du DIP du 10.02.1983.

⁹⁵ *Festschrift Schulzentrum Leukerbad*, Leukerbad, 1989.



Le Cycle d'orientation de Loèche-les-Bains.

L'Ecole secondaire des filles de Brigue (1964-1974)

L'Ecole secondaire des filles de Brigue naquit de l'école moyenne privée («Real-schule») de l'Institut Sainte-Ursule. Dès le début du XX^e siècle, le couvent tenait sous cette appellation une école moyenne en deux ans, qui dès 1913 servait aussi de préparation à l'école de commerce et à l'école normale. En 1914, 27 filles se trouvaient en première année et 13 en deuxième.

L'institut prit la direction de la nouvelle école secondaire régionale des filles en automne 1964, à la demande de la commission scolaire régionale et de l'Etat. L'école, qui comptait dès ses débuts huit classes, était dirigée par Sœur Tarzisia Jeitziner et Sœur Petra Marzetta⁹⁶. Comme les locaux faisaient largement défaut, l'école dut recourir à des lieux de fortune, comme la cure située près de l'Hôpital Saint-Antoine, l'ancien Hôtel de ville, l'école ménagère de Naters (1969-1971) et d'autres endroits encore. Une classe secondaire et les classes latines restèrent à l'institut. Une ébauche de contrat désignait comme propriétaires de l'école régionale les communes de Birgisch, Brigerbad, Eggerberg, Glis, Mund, Naters, Ried-Brigue, Simplon-Village et Gondo-Zwischbergen⁹⁷.

Le service rendu par le couvent des ursulines, durant cette difficile époque de transition, fut particulièrement remarquable, parce que l'institut ouvrit également dès

⁹⁶ Markus TRUFFER, *Chronik der Oberwalliser Sekundarlehrerkonferenz*, St. Niklaus, 1976, p. 6.

⁹⁷ M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 224; H. EGGEL, *Die Natischer Schulen*, p. 206-208; Erwin JOSSEN, *Naters, das grosse Dorf im Wallis*, Naters, 2000, p. 161; *RGCE* 1964, p. 128.

1967 les premières classes latines pour filles dans le Haut-Valais⁹⁸. En 1974, l'institut conserva une seule classe latine pour les filles⁹⁹.

L'Ecole secondaire de Tourtemagne (1965-1976)

De 1965 à 1976, la commune de Tourtemagne posséda sa propre école secondaire, qui accueillait également les enfants d'Ems, Ergisch et Agarn. Comme les communes de Loèche et de Gampel avaient construit, de leur côté, leurs bâtiments scolaires, l'école de Tourtemagne dut cesser son activité. Agarn appartient à l'arrondissement scolaire de Loèche dès 1977¹⁰⁰.



Le Cycle d'orientation de Vouvry.

L'Ecole secondaire de Vouvry (1946, 1970)

L'Ecole secondaire de Vouvry fut ouverte en 1970 pour les étudiants des communes de Vionnaz, de Saint-Gingolph, du Bouveret (Port-Valais) et de Vouvry. Le premier directeur fut Bernard Dupont. En 1971 lui succéda Albert Arlettaz, qui conserva son poste de directeur administratif jusqu'en 2004. Alain Fournier avait été, quant à lui, nommé directeur pédagogique de 1997 à 1999, avant de passer le relais à

⁹⁸ RGCE 1966, p. 109; 1967, p. 105; M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 224.

⁹⁹ RGCE 1974, p. 168.

¹⁰⁰ Décision du Conseil d'Etat du 17.08.1977.

Jacques Berlie. Depuis 2004, ce dernier occupe la fonction de directeur administratif et pédagogique. Le *Rapport de gestion* mentionnait toutefois l'ouverture d'une telle école en 1946 déjà. Il s'agissait vraisemblablement d'une classe régionale de «promotion» ou d'une classe ménagère seulement, car en 1963, il fut signalé que cette école secondaire avait été unie à celle de Monthey. Vouvry tint donc une école secondaire mixte à partir de 1970, dès l'achèvement de la construction des bâtiments scolaires. L'école fut la première du canton à posséder un laboratoire de langues¹⁰¹.

L'Ecole secondaire régionale du Sud du district de Brigue (1971, 1974)

La première tentative d'ouverture d'une école secondaire ou moyenne pour garçons à Brigue remonte vraisemblablement à l'année 1903. L'administration communale voulait en confier le gouvernail aux marianistes qui dirigeaient déjà les écoles pour garçons. Le 3 novembre 1903, une dizaine de garçons commencèrent à bénéficier de l'enseignement des frères marianistes Dillenseger, Wehrle et Volkringer. Le Département apparemment se réveillait puisqu'il créa en automne 1904 sa propre école moyenne («Realschule»), sise au collège.

A la fin des années 1940, le Département encouragea la commune de Brigue à créer une école secondaire. En 1949, les marianistes furent de nouveau priés de fonder une telle école, mais ils durent se décommander parce qu'ils avaient entre-temps repris l'école secondaire catholique des garçons à Zurich.

En 1962 s'ouvrirent à Naters les portes de l'Ecole secondaire des garçons et, en 1964, celles de l'Ecole secondaire régionale des filles, à Brigue et Naters. En automne 1971, Eduard Pfammatter, maître secondaire, dut assumer la responsabilité de dix classes secondaires, à la demande de la commission scolaire. Les filles et les garçons de Brigue étaient envoyés dans cette nouvelle école, parce que ni le Collège ni l'Institut Sainte-Ursule ne pouvaient les accueillir, faute de place. Les classes étaient aménagées de façon plus que rudimentaire. Cette solution transitoire trouva son terme en 1973 avec la nomination de Hans Venetz comme directeur d'école. L'ouverture officielle de l'Ecole régionale du Sud de Brigue suivit en automne 1974¹⁰². La même année, le Conseil d'Etat y intégra l'école moyenne («Realschule») du collège¹⁰³. Les élèves internes purent cependant rester logés à l'internat du collège.

Les communes de Brigue/Glis, Ried-Brigue, Termen, Gondo et Simplon-Village étaient toutes concernées par ce nouveau centre scolaire. Les communes divisèrent l'école secondaire en deux centres, un pour la région sud et un pour la région nord¹⁰⁴. Deux commissions scolaires autonomes furent instituées le 1^{er} janvier 1977. Un bâtiment scolaire fut érigé à Brigue entre 1974 et 1976¹⁰⁵. En 1974, l'Ecole régionale du

¹⁰¹ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 63 et 4200-2000/46, n° 117; *RGCE* 1963, p. 119; 1946, p. 101; 1947, p. 101; information d'Albert Arlettaz.

¹⁰² *Enquête* 1990.

¹⁰³ Décision du 18.04.1973.

¹⁰⁴ H. EGGEL, *Die Natischer Schulen*, p. 200.

¹⁰⁵ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 104.

Sud de Brigue comprenait 19 classes pour 442 élèves, filles et garçons, et l'année suivante 20 classes avec 460 élèves. En 1986, Adelrich Brantschen prit la direction de cette école. Lui succédèrent Paul Burgener en 1996 puis Ewald Salzmänn en 2001. Pour des raisons de santé, ce dernier transmit le flambeau, après une année de fonction, à Robert Lochmatter. Durant l'année 1996/1997, les communes partenaires firent soigneusement rénover le centre scolaire¹⁰⁶.



L'école secondaire régionale du Sud de Brigue.

¹⁰⁶ RGCE 1974, p. 140; 1975, p. 183; WB, 30.04.1997, p. 16.

CHAPITRE III

Autour de la loi sur l'instruction publique de 1962

En 1953, Marcel Gross fut nommé chef du Département de l'instruction publique. Durant son mandat de seize ans, il réussit à sortir l'école valaisanne de sa longue léthargie et à doter le canton d'un nouveau système de formation, moderne et durable. Il est vrai que le contexte social et économique de cette période facilita grandement la réalisation de ses objectifs.

La préparation de la loi et ses premières mises en application

Le canton du Valais connu, dans les années 1950, une véritable embellie économique. L'augmentation des possibilités de travail, la construction de barrages et le développement de l'industrie donnèrent à l'Etat de nouvelles ressources dont profita également le Département de l'instruction publique. En préambule au rapport sur le projet de budget pour 1962, la commission des finances du Grand Conseil écrivit:

La cadence imprimée depuis quelques années dans les divers secteurs de l'instruction publique, pour permettre un développement toujours plus moderne de notre jeunesse, continue à s'accroître. Les diverses phases de cette modernisation se trouvent plus spécialement concrétisées par la construction de nouveaux centres et d'établissements scolaires adaptés aux exigences modernes, de nouveaux centres professionnels, et par des perspectives d'adaptation de l'école normale et de nos collèges cantonaux.

La commission des finances fit remarquer qu'en 1962, sur un budget global de plus de 140 millions, 27 millions étaient prévus pour le Département de l'instruction publique, soit 5 millions de plus qu'en 1961 et 7 millions de plus qu'en 1960¹. L'ambiance au parlement laissait augurer favorablement des futurs débats sur la nouvelle loi scolaire.

L'école secondaire du 1^{er} degré, point central de la loi

L'école secondaire du 1^{er} degré fut le centre névralgique de la loi: c'est elle qui donna lieu aux discussions les plus vives. Pour le législateur, elle devait être gratuite et remplir une triple fonction: approfondir et élargir la formation reçue à l'école pri-

¹ BGC, session de novembre 1961, p. 9.

maire, permettre aux élèves d'achever la scolarité obligatoire et les préparer au choix des études secondaires du 2^e degré ou d'un apprentissage (art. 55-60). Les difficultés commencèrent avec la coordination des diverses filières de formation. Pour le gymnase littéraire classique et l'école secondaire du 1^{er} degré, le législateur envisageait de réunir, après la cinquième primaire, tous les élèves en un «tronc commun». L'école secondaire du 1^{er} degré – section générale – devait préparer les jeunes aux écoles de commerce, aux formations techniques, aux écoles normales ainsi qu'aux écoles professionnelles. Le Valais romand était plutôt favorable au tronc commun alors que le Haut-Valais s'appuyait sur ses écoles secondaires du 1^{er} degré dont certaines donnaient déjà des cours de latin. Le Valais romand imaginait de construire, dans les centres importants de la vallée, de grandes écoles secondaires, à l'image de celles de Sion et de Martigny. La problématique des articles 55 et 56 donna lieu à d'interminables discussions et fut l'occasion pour certains députés d'envoies lyriques mémorables. Les Haut-Valaisans menacèrent ouvertement de refuser la loi, si le tronc commun était obligatoire pour tous. En conséquence, les députés modifièrent l'article 55 dans les dispositions finales de la loi (art. 128):

Aussi longtemps que le Conseil d'Etat n'aura pas harmonisé les programmes de l'enseignement secondaire du 1^{er} degré, il existe deux sections dans ce cycle d'enseignement: la section littéraire et la section générale. La section littéraire est ouverte aux élèves qui ont accompli le programme de la cinquième année primaire. La section générale est ouverte aux élèves qui ont accompli le programme de la sixième année primaire. Dans les établissements cantonaux, l'enseignement littéraire durant les deux premières années incombe à l'Etat.

Les premières mises en application

Quelques dispositions de la loi entrèrent tout de suite en application: la durée de l'année scolaire en primaire passa à 37 semaines au minimum, Viège ouvrit en 1961 la première école secondaire du 1^{er} degré pour jeunes filles, les premiers inspecteurs scolaires à plein temps entrèrent en fonction en 1965 pour le Valais romand et en 1966 pour le Haut-Valais. Le Conseil d'Etat supprima les cours complémentaires en 1971, la deuxième langue nationale fit son apparition en troisième primaire à partir de 1973, les classes de promotion et les écoles ménagères furent valorisées, etc.²

Comme il s'agissait d'une loi-cadre, des difficultés surgirent lors de son application. Toute une série de règlements durent être élaborés. La création du «tronc commun» au cycle d'orientation et la réorganisation des collèges furent particulièrement ardues. C'est ainsi que le Conseil d'Etat institua en 1963 un service pour l'ensemble de l'enseignement secondaire. Le juriste Angelin Luisier, qui était secrétaire du Département de l'intérieur, dirigea de 1963 à 1968 ce service particulièrement exposé et en fixa la structure et le fonctionnement. A ce poste, il fut responsable de l'enseignement secondaire du 1^{er} et du 2^e degré ainsi que de la formation professionnelle.

² A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.1, p. 359.

Face aux écoles privées du 2^e degré, il réussit à assurer la gratuité de l'enseignement dans toutes les écoles secondaires.

Selon Henri Marin, la loi scolaire de 1962 fut le résultat d'un compromis. Dès lors, certains problèmes se firent jour, comme l'impossibilité de mettre en pratique les articles 55 et 56 de la loi et celle d'élaborer un programme pour l'enseignement du 1^{er} degré. A cela s'ajoutèrent les oppositions de tous ceux qui ne voulaient pas remettre en question le collège classique d'une durée de huit ans. La loi de 1962 devait, en plus, rendre possible une véritable démocratisation des études³.

L'esprit du temps

Il faut replacer le débat sur la loi scolaire dans le contexte culturel européen de l'époque. Les années d'après-guerre virent l'éclosion, en Europe occidentale, d'une réflexion de fond sur la question de la formation et de l'école. Les gouvernements durent constater de graves lacunes dans les domaines des techniques et des sciences naturelles. De nouvelles théories éducatives devinrent à la mode. Dans les années 1950, la Suisse, à son tour, se pencha sur ces questions et chargea plusieurs commissions d'éclaircir la situation. La «Commission Hummler» publia en 1959 un rapport sur la promotion de la relève scientifique et technique⁴. En 1963, Hans Schultz publia également un rapport de la Commission fédérale pour favoriser la relève dans les domaines des sciences humaines et médicales, ainsi que dans l'enseignement secondaire du 2^e degré, suivi en 1966 d'un rapport d'une commission fédérale sur les questions relatives aux hautes écoles⁵. Le Conseil suisse de la science et la Conférence universitaire suisse furent créés en 1965, et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, en 1969. A Lucerne, une motion demanda la création d'une université⁶.

Le renforcement de la formation technique

Les propositions d'amélioration étaient le plus souvent relativement simples: les collèges devaient être plus performants, la maturité de type C reconnue de même valeur que les autres. Les mathématiques et les sciences naturelles devaient également être valorisées. Il fallait mieux informer les parents, encourager les études universitaires et l'orientation professionnelle, offrir des bourses d'études, revoir à la hausse la rémunération des enseignants. Il s'agissait avant tout de la qualité de l'enseignement. Il fallait également créer des prégymnases, réduire de huit à sept ans la durée des études gymnasiales, décentraliser, etc.⁷

³ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 40 et suivantes; voir aussi Marie-France GUEx, *De l'Ecole moyenne au Cycle d'orientation: Dispositions légales et société valaisanne*, Mémoire, FPSE, Genève, 1988, p. 76-81.

⁴ *Bericht über die Tagung in Ouchy bei Lausanne, 12.-14.6.1959*, Bern, 1959.

⁵ Hans SCHULTZ, *Bericht der Eidgenössischen Kommission für Nachwuchsfragen auf dem Gebiete der Geisteswissenschaften und der medizinischen Berufe, sowie des Lehrerberufes auf der Mittelschulstufe*, 01.05.1963, EDMZ, Bern, 1963.

⁶ Urs ALTERMATT, *Le catholicisme au défi de la modernité*, Lausanne, 1994.

⁷ *Civitas*, 1964/1965, année 20, p. 387-434.

Les réponses à une enquête suisse de la revue *Civitas* ne furent pas très flatteuses pour l'Eglise et le monde politique. Elles créèrent des remous salutaires, également en Valais. Les trois collèges cantonaux se trouvaient sur la sellette. Des avancées importantes avaient pourtant déjà été envisagées par la loi scolaire de 1962: création du cycle d'orientation, décentralisation de l'enseignement secondaire et introduction des nouveaux types de maturité.

Le choc du Spoutnik

En réalité, ces discussions étaient aussi une conséquence du lancement du Spoutnik qui frappa les imaginations en Europe occidentale après 1957. On découvrit alors la nécessité d'assurer une meilleure formation pour les élites dans les domaines scientifiques, technologiques et industriels. Les collèges ouvrirent largement leurs portes aux mathématiques nouvelles, aux laboratoires de langues et à l'enseignement programmé.

De l'après-guerre aux années 1980, la recherche sur la formation et l'enseignement se consacra essentiellement à trois thèmes: la formation des jeunes et le développement de leurs potentialités, l'égalité des chances et la modernisation des programmes scolaires.

L'ouvrage *Politique de l'éducation et fédéralisme helvétique*, dans lequel se sont exprimées des personnalités comme Hans Hürlimann, Jean Cavadini, Armando Giaccardi, Werner Sörensen, Marius Cottier, François Bettex, ou encore Etienne Beuret, expose clairement le mouvement qui s'est répandu dans le monde scolaire durant la deuxième moitié du XX^e siècle⁸.

Les écoles évangéliques réformées en Valais

De la première école à Sion (1838) à la reconnaissance d'un statut officiel (1962)

Les écoles protestantes commencèrent modestement leurs activités dans notre canton. A Sion, trois familles protestantes obtinrent qu'un enseignant retraité de Saanen vînt en 1838 par le Sanetsch pour enseigner à sept ou huit enfants au «Cheval Blanc». Il resta à Sion jusqu'en 1843. En 1844, un enseignant fribourgeois lui succéda, et en 1848 sa classe comptait déjà vingt-quatre enfants.

Dès lors, la nécessité d'une école évangélique réformée parut admise. En 1876, la communauté protestante édifia son premier temple à Sion. Grâce à l'aide régulière accordée par les cantons de Genève, Vaud et Berne, la communauté ouvrit successivement des écoles à Martigny en 1893, à Sierre en 1910, à Montana en 1930, à Viège⁹

⁸ Publications de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, *CDIP*, vol. 10, Berne, 1985.

⁹ *WVF*, 1953, n° 31, «Das erste reformierte Schulhaus im Oberwallis».

en 1941 et à Brigue en 1947. De nouvelles écoles virent ensuite le jour à Monthey, Saxon, Vouvry, au Bouveret et à Saint-Gingolph. En 1957, la ville de Sion érigea le premier centre scolaire protestant, et en 1970 le nouveau temple fut inauguré. L'association des communautés protestantes s'était déjà constituée en 1923, et ces dernières formèrent en 1949 le Synode réformé du canton du Valais. En 1965, les écoles évangéliques réformées comptaient 18 classes dans tout le canton. Le changement de la Constitution cantonale de 1974 (art. 2) reconnut l'Eglise évangélique réformée en tant que communauté de droit public¹⁰.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi scolaire de 1962, les écoles évangéliques réformées durent être financées par les fidèles. La plupart obtenaient toutefois une subvention des communes-sièges et de l'Etat. Ainsi, le Département subventionnait déjà en 1880 les écoles protestantes de Sion et de Sierre avec 2300 francs et 1000 francs¹¹. Ce fut seulement la loi de 1962 qui apporta l'égalité des droits. Bien que jusqu'en 1974 l'Eglise protestante ne fût pas encore reconnue en tant qu'institution de droit public avec son caractère juridique propre, l'article 27 de la loi scolaire de 1962 permit déjà une amélioration. L'Etat et les communes accordèrent dès lors aux écoles évangéliques les mêmes montants qu'aux écoles publiques. Les communes pouvaient elles-mêmes mettre à disposition des locaux ou subventionner les constructions privées des églises évangéliques réformées. Lorsque les communes n'étaient pas en mesure d'assumer les charges, l'Etat prenait le relais. Ces louables conventions épargnèrent aux communautés religieuses réformées des soucis financiers jusque-là considérables. Après 1970, la caisse de l'Etat comptabilisa les salaires de leur personnel enseignant sous la même rubrique que ceux des autres écoles communales¹².

La collaboration des deux Eglises

Dans ce contexte devrait également être mentionnée la coopération, devenue naturelle depuis, entre les deux Eglises reconnues de droit public. En effet, la question de l'enseignement religieux se posait de temps à autre. Le Conseil d'Etat recevait par exemple des recours, parce que des enseignants trop enfermés dans leurs principes religieux ne voulaient pas se familiariser avec les écoliers réformés, ou parce que des parents soucieux jugeaient leur religion en péril. Les enseignants réformés des autres cantons réagirent lorsqu'ils durent se soumettre à des examens supplémentaires pour enseigner en Valais. Fait révélateur du climat du début du XX^e siècle, à Viège, un prêtre catholique refusa encore en 1903 de sonner les cloches de l'église lors de l'enterrement d'un réformé¹³. Toutefois, les autorités et les écoles protestantes de Vouvry à Brigue s'entendaient en règle générale très bien¹⁴. En 1975, le Département de l'ins-

¹⁰ François GILLIARD, *Souviens-toi du chemin...*, Plaquette éditée par la Paroisse réformée de Sion à l'occasion du Centenaire de la dédicace de son premier temple, 1876-1976, Sion, 1976, p. 10-16; Maurice ZERMATTEN, *Valais*, Sion, 1965, p. 208; Dominique DELALOYE, *La Présence des Réformés en Valais aux XIX^e-XX^e siècles*, Sierre, 2005, p. 60 et suivantes, 85 et suivantes, 97 et suivantes, 103 et suivantes, 127 et suivantes.

¹¹ RGCE 1880, p. 13.

¹² RGCE 1970, p. 160 et suivantes.

¹³ WB, 13.05.2003, p. 21.

¹⁴ AEV, Fonds 4150-8/n° 724-730.



L'Ecole réformée de Monthey, 1929.

truction publique édita un document signé par l'évêque, par le chef du Département et par le président du Conseil synodal des églises réformées. Dans ce texte intitulé *L'enfant protestant dans l'école publique du canton du Valais*, les signataires s'accordèrent sur une ligne de conduite gérant le comportement des deux confessions dans les questions délicates des prières à l'école, des activités religieuses, des signes religieux, de la préparation à la première communion et à la confirmation, de la catéchèse et des cours de religion dispensés par les enseignants, des journées de recueillement, etc. La convention tenait compte des souhaits des deux confessions et voulait, dans l'intérêt des enfants, empêcher tous les conflits, sans que l'une ou l'autre fût offensée¹⁵. Les directives de Mgr Henri Schwery, évêque de Sion, publiées dans «La catéchèse à l'école»¹⁶ s'ensuivirent. De plus, pour discuter des problèmes d'organisation de la catéchèse dans les écoles, le Conseil d'Etat, en plenum, invita à une séance le président et une délégation du Conseil synodal de l'Eglise réformée, le 1^{er} octobre 1990¹⁷.

¹⁵ *Mitteilungsblatt*, 1975, année 1, n° 1, p. 18 et suivantes.

¹⁶ *Mitteilungsblatt*, 1978, année 3, n° 4, p. 5-8 et 1985, année 10, n° 4, p. 47.

¹⁷ PV du chancelier d'Etat du 19.10.1990.

L'enseignement primaire

L'application de la loi scolaire de 1962 fut particulièrement éprouvante pour les classes terminales de l'école primaire. D'année en année, le nombre d'élèves augmentait alors que souvent celui des maîtres et des locaux ne suivait pas. C'est pourquoi il fallut créer et organiser des classes de promotion, des écoles ménagères, des classes de développement ainsi que des écoles secondaires du 1^{er} degré et les premières classes latines. Jusqu'en 1969, l'essentiel des forces fut consacré à ces travaux.

Le Département renforça par ailleurs les cours d'éducation physique. Les enseignants avaient le devoir, dans les années comprises entre la fin de l'école normale et l'obtention du certificat de capacité, de préparer pour leur classe un programme adapté d'éducation physique tout en suivant les cours régionaux de formation continue.

L'année scolaire 1962/1963 s'acheva pour la dernière fois avec les examens finaux de la scolarité obligatoire tels que prévus dans la loi de 1946, remplacés dans le futur par le certificat d'études (art. 47).

Le décret de 1971 et l'adhésion valaisanne au concordat sur la coordination scolaire

Dans les années 1970, le concordat sur la coordination scolaire a joué un rôle important dans les discussions autour de la loi scolaire en Valais et en Suisse. Il est vrai que l'on souhaitait depuis longtemps une harmonisation des structures scolaires: les directeurs cantonaux de l'instruction publique se réunissaient à cet effet depuis 1897. En 1962, avec l'accord de la Confédération, ils créèrent à Genève le Centre suisse de documentation en matière d'enseignement et d'éducation (CESDOC). Son premier directeur, Eugen Egger, décrivit ainsi les principaux objectifs à réaliser: début de l'année scolaire en automne et commencement de la scolarité obligatoire d'une durée de neuf ans, dès l'âge de 6 ans révolus. Ces objectifs prirent la forme d'un concordat qui fut accepté à l'unanimité le 29 octobre 1970 à Montreux, sous la présidence du futur conseiller fédéral Hans Hürlimann.

La finalité du concordat scolaire

Quels étaient les objectifs du concordat scolaire? Selon l'article 2, le début de la scolarité devenait obligatoire pour les élèves ayant atteint l'âge de 6 ans au 30 juillet. En Valais, l'article 14 de la loi scolaire tolérait un écart d'âge de six mois; le choix était laissé aux communes et aux parents. La durée de la scolarité obligatoire devait être fixée à neuf années et la durée annuelle minimale à 38 semaines effectives. La loi scolaire valaisanne de 1962, à l'article 14, réalisait ces conditions. En 1970, la plupart des communes avaient déjà augmenté la durée de l'année scolaire.

Les conséquences du concordat, accepté par le Grand Conseil, ne furent donc pas très importantes pour le Valais; de plus, le canton prévoyait un délai de six ans pour sa mise en application.

Il n'était en outre pas demandé de prévoir les mêmes manuels pour toute la Suisse. Le concordat ne traitait pas de l'école enfantine, et les maturités étaient déjà régies par

la Confédération. Le Grand Conseil adopta la loi sans opposition, en première lecture¹⁸, et le décret d'application en deuxième lecture, sans discussion et à l'unanimité¹⁹. Le 21 novembre 1971, le décret fut accepté en votation populaire par 17 354 oui contre 3 893 non.

L'âge d'entrée à l'école

C'est le Service de l'enseignement primaire qui dut appliquer le concordat de 1970. La question de l'entrée à l'école enfantine et à l'école primaire ne fut pas réglée sans difficultés. Le Département élaborait des directives détaillées et publia des tabelles. L'admission des nouvelles volées se fit progressivement de l'automne 1973 à l'automne 1978. Ce délai était indispensable, car il n'était pas possible d'intégrer d'un coup tous les enfants dans les classes. Alors que ce processus ne posa pas de problèmes dans le Valais romand, il se heurta à l'opposition de nombreux parents dans le Haut-Valais.

La durée de l'année scolaire

En 1968, le Département se félicita de ce que toutes les classes des écoles enfantines, primaires et ménagères présentaient une année scolaire d'une durée minimale de 37 semaines. De plus, des classes ménagères avaient été introduites dans presque tout le canton. Le Valais satisfaisait ainsi aux exigences de la loi de 1962²⁰.

Toutefois, des contrôles révélèrent que la durée de l'année scolaire continuait de poser des problèmes²¹. Il arrivait que des communes commençaient officiellement l'année scolaire en automne, mais qu'ensuite les enseignants et les élèves étaient libérés pour des vacances plus ou moins longues. C'est ainsi qu'en 1978 encore, dix communes durent prolonger l'année scolaire d'une à deux semaines.

Ensuite, la majorité des écoles passèrent rapidement à une année scolaire de 42 semaines.

Cependant, un rapport révéla que la durée de l'année scolaire était en réalité réduite de trente jours, soit six semaines de vacances²². C'est seulement lorsque le Département demanda que l'année scolaire fût comptabilisée en semaines ou en journées effectives que le système fonctionna. Cela arriva avec l'introduction générale de la semaine de quatre jours et demi. Il fallut encore les directives du Département de 1996/1997 pour que la durée de l'année scolaire fût réellement de 38 semaines d'enseignement effectif, soit un total de 167 jours d'école²³. Contrairement à d'autres cantons suisses, le Valais commençait déjà l'année scolaire en automne. Aussi était-il sur

¹⁸ BGC, session de novembre 1970, janvier 1971, p. 267-287.

¹⁹ BGC, session de mai 1971, p. 99-115; A. WEISSEN, *Schulreform*, p. 67 et suivantes.

²⁰ RGCE 1968, p. 123 et suivantes.

²¹ BGC, session de mai 1972, p. 155-159; RGCE 1972, p. 159.

²² RGCE 1977, p. 170 et suivantes; RGCE 1978, p. 217 (à déduire six semaines de vacances).

²³ Décision du 21.12.1992, chiffres 3.1 et 3.2.

ce point, à l'exception de quelques écoles privées, en avance sur d'autres cantons confédérés qui réglèrent ce problème seulement après 1985, à la suite d'une votation fédérale.

La coordination scolaire

En collaboration étroite avec la Suisse romande, le Service de l'enseignement primaire élaborait un nouveau programme pour les écoles primaires du Valais romand, et diverses commissions préparèrent programmes et matériel d'enseignement²⁴. Toutes ces réformes demandèrent bien du temps et du travail. Les programmes pour le Haut-Valais s'inspiraient, pour leur part, de plus en plus de ceux de la Suisse centrale.

La deuxième langue nationale

Une des tâches les plus ardues entreprises par l'école primaire fut l'introduction de la deuxième langue nationale en troisième année par suite de la décision du Conseil d'Etat du 8 mars 1972. Ce fut là une initiative courageuse que bien des maîtres redoutaient. Aussi le Département avança-t-il avec prudence. Dans le Haut-Valais, les régions de Viège et de Stalden furent les premières, en 1972, à relever le défi avec 18 classes et 300 élèves. Suivirent par étapes, en 1973 et 1974, toutes les troisièmes primaires et les classes spéciales. Dès 1975, toutes les communes du Haut-Valais enseignèrent le français en troisième primaire. On utilisa la méthode «Frère Jacques». A l'automne 1981, les écoles primaires testèrent une nouvelle méthode intitulée «Cours de base»²⁵.

En 1973, le Valais romand généralisa la méthode du professeur Petit, de Besançon, «Sing und spiele mit»²⁶. Le cycle d'orientation adopta une méthode d'apprentissage de l'allemand favorisant l'expression orale. Aussi le Département introduisit-il dans les cycles d'orientation des examens oraux communs basés essentiellement sur la connaissance de la langue parlée²⁷. Pour mener à bien ces expériences, les maîtres purent bénéficier d'une solide formation continue.

Les mathématiques «modernes»

Dans les années 1960 et 1970, les mathématiques «modernes», incluant la théorie des ensembles, occupèrent le Département et le corps enseignant²⁸; il fallut de nombreuses années pour stabiliser théorie et méthodes d'enseignement.

Les mathématiques modernes furent introduites dans les classes du Valais romand en trois étapes. Les premiers moyens d'enseignement firent leur apparition dans les

²⁴ RGCE 1975, p. 192.

²⁵ *Mitteilungsblatt* 1981, année 6, n° 3, p. 12.

²⁶ RGCE 1970, p. 122; 1973, p. 172; 1977, p. 176.

²⁷ RGCE 1979, p. 219.

²⁸ RGCE 1969, p. 127.

années 1960. Après une évaluation de ces outils par l'IRDP, une deuxième édition du manuel fut introduite dans les années 1980. A partir de ce moment, ce furent des «didacticiens» qui, peu à peu, s'occupèrent des méthodes et des moyens d'enseignement appropriés. Déjà dans les années 1970, le Département avait nommé deux conseillers pour les mathématiques, un par région linguistique. Se posa également à cette époque la question de l'utilisation de la calculatrice de poche dans l'enseignement des mathématiques²⁹.

Le Valais romand utilisait dans ses classes primaires la méthode de calcul belge et française «Nombres en couleur» de Georges Cuisenaire; dans les classes primaires, on parlait couramment de la «méthode Cuisenaire»³⁰.

En 1972, la Suisse romande élaborait un plan d'études commun destiné aux quatre premières années primaires, et qui fut également adopté dans les écoles valaisannes.

L'école enfantine

C'est seulement à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle que l'importance de l'éducation des jeunes enfants fut largement reconnue dans la société. Jusqu'alors, l'éducation reposait entièrement sur la famille. Un des pionniers de l'école enfantine fut Friedrich Froebel (1782-1852). En 1837, il fonda une institution où l'éducation et la formation des enfants étaient basées essentiellement sur des activités d'apprentissage autonome et sur le jeu. Dans une société industrielle et matérialiste, une telle conception de l'éducation prenait toute sa signification. Maria Montessori (1870-1952), médecin et pédagogue, pionnière de l'éducation enfantine, mettait l'accent sur l'éducation des enfants par eux-mêmes (auto-éducation) et sur la préparation à l'école. C'est ainsi que purent être détectés à temps les handicaps et les maladies des jeunes enfants (troubles auditifs ou visuels, troubles du langage, etc.). Pendant longtemps, le Valais et Fribourg formèrent leurs maîtresses enfantines dans l'esprit de la pédagogie Montessori. Avec l'évolution de la famille et la baisse du nombre d'enfants, l'école enfantine devait en plus jouer le rôle d'éducation à la vie sociale.

C'est à des initiatives privées ou communales que l'on doit la naissance des premières écoles enfantines en Valais³¹. A la lecture des rapports de gestion du Département de l'instruction publique, il est difficile de déterminer s'il s'agissait au XIX^e siècle véritablement d'écoles enfantines dans le sens actuel de ce terme ou simplement d'écoles publiques comprenant également de jeunes enfants.

Les bases légales

Avec l'arrivée du XX^e siècle, les conditions devinrent plus favorables à la création des écoles enfantines. L'article 10 de la loi de 1907 en assurait les bases légales: «A la

²⁹ RGCE 1976, p. 240; 1979, p. 219.

³⁰ NF, 22.12.2001, p. 9.

³¹ Voir D. ALLET-ZWISSIG, «La condition féminine en Valais», 1^{re} partie, 1987, p. 58-62.

demande des parents et pour autant qu'on puisse assurer la présence régulière d'au moins 40 enfants, les communes sont dans l'obligation d'ouvrir une école enfantine mixte.» De telles écoles étaient réservées à des enfants à partir de 4 ans révolus et jusqu'à 7 ans³². En règle générale, les écoles enfantines devaient comporter plusieurs divisions. Les aveugles, les sourds-muets, les débiles et les enfants avec des maladies contagieuses en étaient exclus. Dans la mesure du possible, la responsabilité devait être confiée à des maîtresses patentées (art. 24). Si le nombre d'élèves dépassait la septantaine, il fallait en règle générale diviser la classe (art. 25). L'école enfantine était gratuite et facultative, et ne pouvait s'ouvrir sans l'autorisation du Conseil d'Etat.

Cependant, peu d'écoles enfantines virent le jour à cette période et la plupart furent créées grâce à des initiatives privées. C'est ainsi qu'à Loèche, une école enfantine non obligatoire s'ouvrit dans les années 1920. La maîtresse y enseignait presque exclusivement la religion³³. Rarement, des écoles enfantines furent ouvertes dans des communes de montagne. Il faut savoir que la séparation entre les écoles enfantines et les premières années primaires n'était pas toujours très précise. C'était, par exemple, le cas à Isérables dans les années 1924-1928 où cinquante filles des niveaux de l'école enfantine et de l'école primaire étaient réunies dans une même classe. Il n'était naturellement pas possible qu'une personne toute seule s'occupât de tant d'enfants; aussi les maîtresses enfantines étaient-elles secondées par des aides³⁴. On ne trouve aucune donnée précise pour le Valais dans l'enquête *Les écoles enfantines en Suisse*, publiée en 1946. Il est seulement mentionné qu'il existe en Valais des écoles enfantines fondées par des associations privées³⁵.

La loi scolaire de 1946 ne porta guère d'attention à l'école enfantine. Il appartenait aux communes d'ouvrir une école enfantine pour les enfants de 4 à 7 ans, si les parents le demandaient et s'il y avait au moins 25 élèves. L'enseignement était généralement aux mains d'une maîtresse attitrée. Le règlement d'application, quant à lui, était muet à ce propos.

La motion Furrer

La motion [du député Philemon] Furrer fut décisive dans la création de véritables écoles enfantines en accord avec l'esprit du temps. Bien que l'article 33 de la loi de 1962 déclarât facultative la fréquentation de l'école enfantine et demandât l'élaboration d'un règlement d'application, rien de tel n'avait été fait jusqu'en 1969. Aussi Philemon Furrer déposa-t-il en 1969 une motion, qui fut développée seulement en 1972, et qui donna enfin de solides bases légales aux écoles enfantines.

La motion Furrer demandait que chaque enfant en Valais eût accès à une école enfantine. Se posa alors le problème de la formation des maîtresses enfantines, qui manquait cruellement dans le canton. Un contrat avec l'Institut d'Ingenbohl permit,

³² M. FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910», p. 16.

³³ R. KUONEN, *Gott in Leuk*, p. 71.

³⁴ Michel FAVRE, *Isérables, L'école d'autrefois*, Nendaz, 1991, p. 27 et suivantes.

³⁵ Josef MÜLLER, in *Archiv*, année 1946, p. 37-46.

entre 1968 et 1978, de former chaque année six candidates de langue allemande. En 1970, seize Haut-Valaisannes étaient en formation³⁶. Philemon Furrer demanda avec raison que la formation des maîtresses fût effectuée en Valais, ce qui fut le cas dès 1970 à Sion et 1975 à Brigue, avec l'aide des ursulines³⁷.

Les écoles ménagères et l'instruction des filles

La loi de 1962, à l'article 49, déclarait que «l'école ménagère complète la formation de la jeune fille en vue de ses tâches au sein de la famille». Cette école correspondait à l'école de promotion des garçons qui, après sept ou huit années primaires, devaient la fréquenter durant une ou deux années encore. Pour les filles, l'enseignement primaire du 1^{er} degré durant sept ans devait être complété par deux années d'école ménagère. En réalité, dans la plupart des cas, les garçons se contentaient en tout de huit années primaires.

En raison de ces nouvelles dispositions légales de 1962, ainsi que de celles de 1946, la plupart des communes valaisannes s'efforcèrent d'offrir aux jeunes filles la possibilité de fréquenter les écoles ménagères, et construisirent les infrastructures nécessaires. Ces écoles, de même que les écoles de promotion, étaient vues comme une valorisation de l'école primaire. Le programme donnait une large place à la culture générale, avec des branches comme le français, la comptabilité, l'allemand, et l'instruction civique. C'est ainsi que le *Rapport de gestion* du Conseil d'Etat décrivait l'école ménagère comme «une préparation à l'école professionnelle». C'est pourquoi les communes diminuèrent fortement l'enseignement proprement ménager: trois heures de cours de cuisine en première année et six heures en deuxième, et six heures de travaux manuels chaque année³⁸.

Ecoles ménagères contre écoles secondaires

Dans les années 1960 et 1970, deux réalités vinrent modifier l'organisation scolaire: à partir de 1962, de plus en plus de jeunes filles fréquentaient les écoles secondaires et les écoles préparatoires pour entrer au cycle d'orientation, ce qui amena à d'indispensables changements de programmes. Il était dès lors logique d'intégrer l'enseignement ménager dans les écoles correspondantes.

Cependant, en dépit des efforts considérables du Département, des enseignants, des inspecteurs et inspectrices et de la collaboration avec l'OFIAMT, les résultats restèrent bien en deçà des espérances. Il y eut toutefois de louables exceptions, avec des écoles ménagères qui donnèrent entière satisfaction aux parents et aux élèves.

En 1970, une commission pour la réforme de l'enseignement ménager, nommée par le Département, dut étudier ce problème et faire des propositions concrètes. Elle

³⁶ RGCE 1966, p. 118; 1969, p. 163-164; 1970, p. 140-141.

³⁷ Voir chapitre 1.

³⁸ RGCE 1964, p. 133-134; I. VENETZ, *Die Entwicklung des hauswirtschaftlichen Unterrichts*, p. 35-36.

déposa son rapport l'année même et proposa, de plus, une nouvelle appellation pour ces écoles. Ces propositions furent finalement intégrées dans les travaux préparatoires à la création du cycle d'orientation³⁹.

Alors qu'on comptait en 1965 encore 149 classes ménagères, elles n'étaient plus que 128 deux ans plus tard.

Durant cette période transitoire, le Département soutint les cours pour adultes: l'Etat offrit en 1964/1965 quatre-vingts cours de couture et de raccommodage d'une durée de trente à quatre-vingts heures⁴⁰.

Effectifs de l'école ménagère en 1970/1971 (détaillés pour le Valais romand):

Région	Effectifs	Nombre de classes	Région	Effectifs	Nombre de classes
<i>District de Sierre</i>			<i>District de Martigny</i>		
Chalais	12	2	Fully	24	2
Grône	19	2	Leytron	14	1
Lens	12	1	Martigny	74	5
Sierre	74	5	Riddes	24	2
Vissoie	8	1	Saxon	10	1
<i>District d'Hérens</i>			<i>District d'Entremont</i>		
Ayent	32	2	Bagnes	20	2
Héremence	17	1	Orsières	34	2
Nax	13	1	Vollèges	12	1
St-Martin	38	2			
<i>District de Sion</i>			<i>District de St-Maurice</i>		
Savièse	44	3	St-Maurice	38	2
Sion	95	6	Vernayaz	22	2
<i>District de Conthey</i>			<i>District de Monthey</i>		
Chamoson	8	1	Monthey	45	3
Conthey	35	2	Troistorrents	40	2
Nendaz	54	4	Vouvry	33	2
Total pour le Valais romand			855 élèves réparties dans 60 classes		
Total pour le Haut-Valais			494 élèves réparties dans 27 classes		
Total pour le canton			1349 élèves réparties dans 87 classes		

(AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, p. 244-249)

³⁹ RGCE 1970, p. 135-136.

⁴⁰ RGCE 1965, p. 141-142; 1967, p. 117.

La plupart des communes regroupaient leurs écoles ménagères. En 1970/1971, seules dix communes valaisannes disposaient de leurs propres écoles ménagères: Glis, Chamoson, Simplon, Agarn, Saxon, Savièse, Visperterminen, Bagnes, Ayent et Leytron. Les classes et les écoles étaient réparties en quarante-huit lieux différents⁴¹.



L'école primaire de Vionnaz.

Les classes de promotion

La création des classes de promotion fut une des innovations importantes de la loi scolaire de 1962 (art. 46-48). Un règlement devait définir le programme et fixer l'effectif des classes et les conditions de passage dans d'autres écoles. L'école de promotion complétait la formation des garçons qui avaient terminé l'école primaire du 1^{er} degré et ne poursuivaient pas d'autres études. Elle préparait progressivement aux exigences de la vie pratique et orientait vers les carrières professionnelles et l'agriculture (art. 46). Cette école était «assimilée aux écoles primaires pour la contribution des communes aux traitements du personnel enseignant» (art. 48). Le législateur mettait beaucoup d'espoir dans cette formation.

Le père de cette nouvelle école fut l'inspecteur scolaire Camille Sierro qui s'était aussi engagé dans l'élaboration de la loi scolaire de 1962. Déjà en 1963, un programme provisoire fut présenté. Il fut discuté lors de la semaine pédagogique de 1967 et officiellement adopté en 1969⁴².

⁴¹ AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier III, p. 244-249.

⁴² Michel JOURDAN, in *L'Ecole valaisanne*, 1978, 23^e année, n° 4, p. 72-74.

La formation des maîtres pour les classes de promotion

Le 17 juin 1964, le Département attira l'attention des autorités communales sur la nécessité de prévoir une formation spécifique pour les maîtres responsables des classes de promotion. Ce nouvel enseignement devait s'adapter avec souplesse à des élèves destinés avant tout à exercer des professions manuelles⁴³, et éviter d'être trop scolaire et théorique.

Les autorités scolaires et les inspecteurs proposèrent de nombreux enseignants compétents et motivés qui furent encouragés à suivre une formation complémentaire. Les candidats du Valais romand suivirent les quatorze semaines de cours exigées par le Conseil d'Etat le 9 mars 1965: deux semaines d'un cours d'introduction, deux semaines de dessin technique, une semaine de sciences naturelles et une de dessin libre, quatre semaines de cartonnage ainsi que de travail sur bois. C'est ainsi qu'en 1966, plus de cinquante enseignants se trouvaient formés pour diriger une classe de promotion. De plus, le Département mettait chaque année sur pied des cours de formation continue, par exemple en 1966 un cours de sciences naturelles et de dessin technique⁴⁴. Cependant, il fallait s'attendre à des difficultés. C'est ainsi que les maîtres du Valais romand ne suivirent pas la totalité des cours exigés. En fin de compte, seulement deux maîtres étaient formés pour enseigner les travaux manuels⁴⁵.

Pour les maîtres du Haut-Valais, les exigences étaient nettement plus élevées. La formation, qui commença en 1966, comprenait, en plus de la méthodologie et des techniques d'enseignement, des cours de dessin technique, de travail sur bois et sur métaux, etc. En outre, des stages pratiques étaient prévus.

L'ouverture des classes de promotion

L'institution des classes de promotion était une entreprise louable et justifiée. Deux difficultés majeures apparurent dès le début: le manque de locaux et la formation des maîtres. Les communes firent de gros efforts pour relever ce défi. C'est ainsi qu'entre 1963 et 1970, 47 classes de promotion furent ouvertes dans 29 lieux différents. Le Département reconnut les efforts des communes et déclara que ces classes devaient compléter la formation des garçons qui avaient terminé la sixième année primaire et ne voulaient ou ne pouvaient pas poursuivre d'autres études. L'enseignement, avant tout pratique, comportait entre autres des cours de langue maternelle, de calcul, de géographie, de seconde langue nationale, mais aussi de sciences naturelles et de travaux manuels; il devait initier progressivement aux exigences de la vie pratique et préparer les élèves à l'exercice des métiers manuels dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture⁴⁶.

En 1966, on pouvait déjà dénombrer 21 classes de promotion⁴⁷. Le Haut-Valais toutefois restait à la traîne dans ce domaine: ainsi en 1967, seul le village de Saas-

⁴³ AEV, Fonds 4150-8/628.

⁴⁴ RGCE 1966, p. 142.

⁴⁵ M. JOURDAN, in *L'Ecole valaisanne*, 1978, 23^e année, n° 4, p. 72-74.

⁴⁶ AEV, Fonds 4150-8/628.

⁴⁷ RGCE 1966, p. 143.

Grund avait ouvert une telle classe, alors que dans le Valais romand, les communes de Savièse, Isérables, Riddes et Saxon s'étaient déjà engagées dans cette voie⁴⁸.

Effectifs des classes de promotion en 1970/1971 (détaillés pour le Valais romand):

Région	Effectifs	Nombre de classes	Région	Effectifs	Nombre de classes
<i>District de Sierre</i> Sierre, Salgesch, Ayer, Chalais, Chermignon, Chippis, Granges, Grimentz, Grône, St-Jean, Veyras, Vissoie Vissoie	72	3	<i>District de Martigny</i> Fully Isérables Martigny, Martigny-Combe, Bovernier Charrat, Finhaut, Salvan Riddes, Leytron, Saillon Saxon	18 22 83 24 16	1 1 4 1 1
<i>District d'Hérens</i> Ayent Hérémenche St-Martin, Evolène	21 11 18	1 1 1	<i>District d'Entremont</i> Bagnes, Vollèges Sembrancher, Bourg-St-Pierre, Liddes, Orsières	32 26	2 1
<i>District de Sion</i> Savièse Sion, Ardon, Chamoson, Vétroz, Mase, Nax, Vernamiège, Icoigne, Lens, St-Léonard, Arbaz, Grimsuat, Salins, Veysonnaz	26 90	2 4	<i>District de St-Maurice</i> St-Maurice, Collonges, Dorénaz, Evionnaz, Massongex, Vernayaz, Vérossaz	56	2
<i>District de Conthey</i> Conthey Nendaz	22 32	1 2	<i>District de Monthey</i> Monthey, Collombey Troistorrents, Champéry, Val d'Illeaz Vouvry, Port-Valais, St-Gingolph, Vionnaz	50 27 23	2 2 1
Total pour le Valais romand Total pour le Haut-Valais Total pour le canton			658 élèves répartis dans 32 classes 283 élèves répartis dans 15 classes 941 élèves répartis dans 47 classes		

(AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier III, p. 240-244)

⁴⁸ RGCE 1967, p. 117.

La plupart des communes se regroupèrent pour ouvrir ensemble des classes de promotion. Seules huit communes possédaient leurs propres classes: Conthey, Nendaz, Ayent, Hérémence, Fully, Isérables, Saxon et Savièse⁴⁹.

En dépit de tous ces efforts, il faut bien avouer que les classes de promotion peinèrent à être reconnues par l'opinion publique. On ne peut que donner raison à Henri Marin écrivant: «La noblesse du titre (école de promotion) ne parvenait pas à masquer chez les élèves et les parents un fort sentiment d'être laissés-pour-compte.»⁵⁰

Classes terminales primaires en 1973/1974, un an avant l'introduction du cycle d'orientation:

Classes de promotion	1194 élèves	63 classes
Ecoles ménagères	1290 élèves	91 classes

A la même période, communes et institutions privées géraient 123 classes avec 1200 élèves dans l'enseignement spécialisé⁵¹.

Les débuts de l'enseignement spécialisé

Le règlement du 31 décembre 1860 sur les écoles primaires prescrivait déjà (art. 2): «Tout habitant du canton est obligé d'envoyer à l'école publique les enfants âgés de 7 ans, confiés à ses soins, à moins qu'ils ne soient pas susceptibles de développement intellectuel.»⁵² En outre, la loi scolaire de 1873 stipulait que l'élève qui, à l'âge de 15 ans, n'aurait pas acquis une instruction suffisante, pourrait être astreint à fréquenter l'école au-delà de cet âge (art. 14)⁵³. C'est seulement dans les années 1890 que se fit jour un intérêt pour les élèves handicapés ou retardés. On s'occupa d'abord des sourds-muets. C'est ainsi qu'en 1893 le Conseil d'Etat, en accord avec l'évêché, transforma le couvent de Géronde en institut pour les sourds-muets, dont la direction fut confiée aux sœurs d'Ingenbohl⁵⁴.

L'institut comprenait 23 élèves à son début, en 1894. Il était bilingue, s'étendait sur une durée de dix ans et accueillait des sourds-muets, des malentendants, des handicapés mentaux de tout le canton, mais seulement dans la mesure où ils étaient susceptibles de «développement intellectuel»⁵⁵. Le nombre d'enfants passa de 45 en 1895 à 59 en 1909.

⁴⁹ AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131; Cahier III, p. 240-244.

⁵⁰ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 42.

⁵¹ RGCE 1973, p. 183-185.

⁵² RL 10, 1857-1865, p. 203.

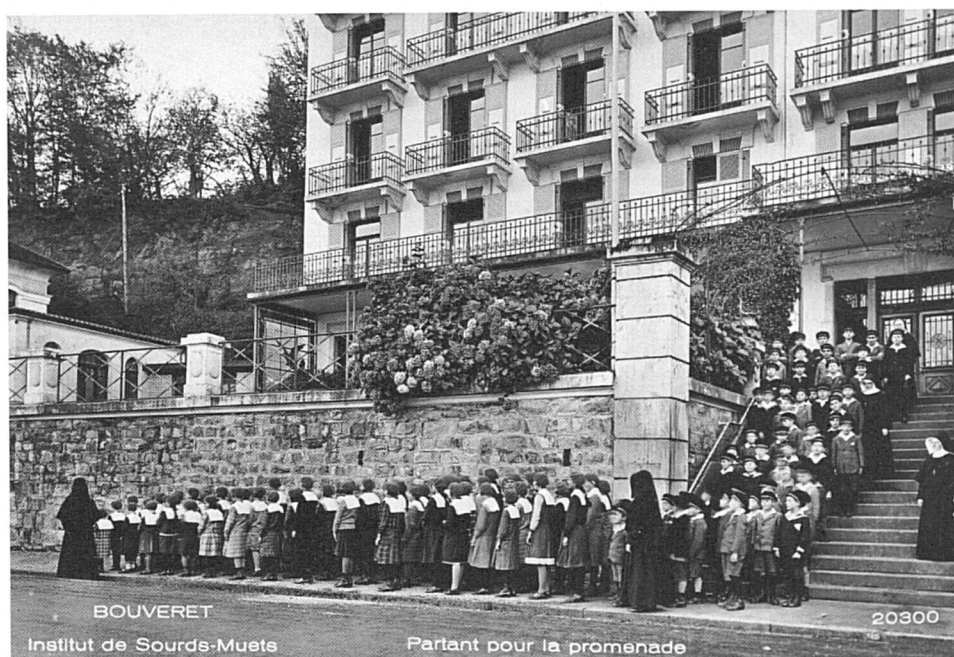
⁵³ RL 11, 1865-1874, p. 330 et 334.

⁵⁴ Décision du 24.05.1894 concernant la fondation d'une institution pour sourds-muets à Géronde, in RL 16, 1893-1895, p. 341; Marie-France VOUILLOZ BURNIER et Vincent BARRAS, *De l'hospice au réseau santé. Santé publique et systèmes hospitaliers valaisans XIX^e-XX^e siècles*, Monographic SA, Sierre, 2004, p. 101 et suivantes.

⁵⁵ RGCE 1894, p. 21-23; RGCE 1895, p. 37-38.

Les écoles spéciales

L'Institut de Gérode rendit la population valaisanne attentive aux problèmes des autres enfants souffrant de divers handicaps. La loi de 1907 établit les principes de l'enseignement primaire adapté à ces enfants (art. 46 et 47), tandis que l'arrêté du 23 août 1910 concernant la création d'écoles spéciales pour enfants anormaux en régla l'application. Les communes avaient dorénavant l'obligation d'établir, pour les enfants d'un développement intellectuel restreint, des écoles spéciales. Cela concernait les enfants ayant fréquenté sans succès pendant deux ans l'école primaire et qui avaient besoin de moyens spéciaux d'enseignement. Plusieurs communes pouvaient se réunir pour créer une école (art. 2). L'Etat de son côté ouvrit à l'automne 1910, également à Gérode, une «école-asile pour les enfants des deux sexes d'une intelligence insuffisante pour suivre les cours ordinaires de l'école primaire» (art. 7). Les frais de pension étaient supportés par les parents ou les communes de domicile des enfants.



L'Institut du Bouveret.

De l'Institut de Gérode à celui du Bouveret

Bien que les bâtiments de l'Institut de Gérode eussent été agrandis en 1902, ils se révélèrent, dans les années 1920, trop exigus et insalubres. La rumeur parlait en outre d'émissions dangereuses des usines d'aluminium de Chippis. Aussi, le gouvernement prépara-t-il, déjà en 1920, un déménagement au Bouveret⁵⁶. Toutefois, ce fut seule-

⁵⁶ BGC, session de mai 1920, p. 208-227.

ment en 1928 que la décision fut prise d'y acheter un hôtel et de le transformer en école. Cette réalisation fut l'œuvre du conseiller d'Etat Oskar Walpen (1883-1931). Ce nouvel institut trouva un large écho dans le public et dans la presse⁵⁷. Dès le départ s'y trouvaient 140 résidents⁵⁸. Plus tard, ils furent plus de 200. En 1958, les bâtiments furent rénovés. Le Conseil d'Etat publia régulièrement, dans ses rapports de gestion, le nombre et l'origine des pensionnaires. Voici quelques données:

1962	Valais romand: 145	nombre total: 197
1967	Valais romand: 136	nombre total: 186

(RGCE 1962, p. 23-24; 1967, p. 145, 147-148)

A côté des réalisations de Géronde et du Bouveret, il faut mentionner l'ouverture d'autres écoles spéciales, notamment, à Sion, d'une classe d'enfants de 7 à 10 ans tenue par des sœurs d'Ingenbohl. Toutefois, c'est la création du Service médico-pédagogique dirigé par le docteur André Repond qui donna un réel essor aux écoles spéciales⁵⁹.

Depuis l'ouverture du «Kinderheim St. Antonius» à Loèche, de la «Heilpädagogische Schule» à Brig-Glis et de semblables instituts dans le Valais romand (Monthey et Collombey-Muraz), le nombre de pensionnaires ne cessa de diminuer au Bouveret. C'est pourquoi le gouvernement décida de fermer l'Institut du Bouveret en 1986. Il ne manqua pas de remercier les sœurs d'Ingenbohl qui avaient mis leurs compétences et leur dévouement au service des enfants handicapés dès 1894 à Géronde et à partir de 1929 au Bouveret⁶⁰. Le représentant du Département de l'instruction publique, Bernard Comby, expliqua dans la presse les raisons de cette fermeture⁶¹. Le Grand Conseil accorda en 1986 une somme de 6,5 millions et l'année suivante un crédit supplémentaire de 8 millions pour la rénovation et la transformation des bâtiments qui accueillirent l'Institut hôtelier César Ritz⁶².

Le Service médico-pédagogique (1930)

Le docteur André Repond (1886-1973), directeur de l'Hôpital psychiatrique de Malévoz (Monthey), rentrant d'un voyage d'études aux Etats-Unis, projeta de créer un service spécifique pour venir en aide aux jeunes souffrant de handicaps psychiques

⁵⁷ NF, 1928, n° 97, p. 2; 1929, n° 131, p. 2, «L'achat de l'hôtel de l'Aiglon» et n° 135, p. 2; 1930, n° 285, p. 2-3; WVF, 1930, n° 102.

⁵⁸ François-Olivier DUBUIS, *Géronde, Quinze siècles d'histoire*, Sion, 1977, p. 28-30; Simone REICHENBACH, «Les institutions et l'intégration: quelques jalons d'histoire», in *Colloque AVIEA, Rôle des institutions dans un contexte de politique d'intégration*, IKB, Sion, 1995, p. 25-26; Léo BIOLLAZ, «Quelques instituts spécialisés en Valais», travail de séminaire, Genève, 1974: *Institut cantonal pour les enfants sourds-muets et débiles*, p. 23-29.

⁵⁹ S. REICHENBACH, «Les institutions et l'intégration», p. 19 et suivantes.

⁶⁰ RGCE 1986, p. 126.

⁶¹ NF, 1986, n° 51, p. 7, «Après la fermeture de l'Institut d'enfants du Bouveret: ouverture d'un Foyer d'accueil provisoire à Collombey-Muraz»; *Journal du Haut-Lac*, 1986, n° 25, p. 1.

⁶² Décret du 16.05.1986, in RL 80, 1986, p. 67; RL 81, 1987, p. 46.

ainsi que de troubles du caractère et du comportement. Dans une lettre du 21 novembre 1930 adressée au conseiller d'Etat Oskar Walpen, il définit ainsi les objectifs de ce service:

- réaliser l'information et le dépistage des troubles psychiques chez les enfants;
- proposer conseil et aide aux autorités scolaires, au corps enseignant et aux médecins scolaires;
- assurer les soins nécessaires aux élèves «anormaux».

Le docteur Repond fut entendu dans sa demande et put ainsi créer le Service médico-pédagogique en 1930.

La Maison de santé de Malévoz

Le règlement du 29 janvier 1937 sur l'organisation et l'administration de la Maison de santé de Malévoz assura une première base légale à l'enseignement spécialisé⁶³. Les articles 10*b*, 13*b* et 31-51 traitaient du Service médico-pédagogique, du Service social, du placement familial et de la prophylaxie mentale dans le canton. Une autre base légale de ce service, appelé également Service sanitaire-scolaire, se trouvait dans la loi scolaire de 1946 (art. 51, 56, 59, 60). Il fit alors partie du Service médico-pédagogique (art. 55). L'article 59*a* obligeait les communes à «assurer aux enfants qui ne peuvent suivre l'école avec profit une éducation et une instruction compatibles avec leur état et appropriées à leurs besoins». L'Etat pouvait aider financièrement les instituts qui «assuraient l'éducation des enfants malades ou anormaux» (art. 60*b*). Le règlement d'application du 6 novembre 1947 en fixa les modalités (art. 24, 31 et suivants)⁶⁴.

Un pionnier, le docteur Repond

Les travaux du docteur Repond étaient connus largement au-delà des frontières valaisannes. Dans la revue *Zeitschrift für Kinderforschung*, il exposa la situation médico-pédagogique en Valais⁶⁵. Il décrivit ses expériences de premier pédopsychiatre dans le canton. Le Valais était alors, à bien des égards, un canton retardé, essentiellement agricole, à l'écart des grandes industries et des zones d'influence de la Suisse. Le docteur Repond affirmait que les névroses enfantines, les comportements caractériels et les cas de débilité étaient toujours plus nombreux. Outre les carences familiales, biologiques et héréditaires, il fallait dénombrer toujours plus de difficultés d'adaptation aux nouvelles conditions de vie. Il convient de préciser que les premiers succès de l'activité du docteur Repond rencontrèrent en Valais scepticisme et opposition, même

⁶³ RL 35, 1935, p. 217.

⁶⁴ S. REICHENBACH, «Les institutions et l'intégration», p. 22; Cyrille PITTELOU, «L'hygiène scolaire en Valais», in *Archiv*, année 1949, p. 35-42.

⁶⁵ «Der ärztliche heilpädagogische Dienst des Kantons Wallis», in *Zeitschrift für Kinderforschung*, tome 49, Cahier 1, Berlin, 1941, p. 100-111.

de la part du clergé. Il put cependant s'appuyer sur la collaboration des enseignantes, bien plus motivées que les enseignants.

En 1941, le Service sanitaire-scolaire comptait déjà quatre assistantes. Si, dans les premières années, le nombre d'enfants pris en charge se montait à une quarantaine, ils étaient déjà 112 en 1939. Au début, les assistantes travaillaient à Monthey, mais, par la suite, elles purent assurer des consultations itinérantes dans les districts, avec, dans chaque ville, une salle de consultation à leur disposition. De novembre 1930 au 30 juin 1939, le Service sanitaire-scolaire s'occupa de 499 enfants (230 filles et 269 garçons).

Le conseiller d'Etat Cyrille Pitteloud, dans son rapport «L'hygiène scolaire en Valais»⁶⁶, fit particulièrement l'éloge des infirmières visiteuses qui, dès 1941, purent constituer un véritable service sanitaire assurant des contrôles systématiques de la santé. C'est ainsi que naquit l'idée d'une collaboration entre les médecins scolaires, les ligues anti-tuberculose, les services médico-pédagogiques et médico-sociaux.

Des classes de développement à la création d'un Office d'aide spécialisée pour enfants et adolescents

Les classes de développement

C'est la loi scolaire de 1962 (art. 42-45) qui créa les classes de développement, comprenant des classes d'observation et des classes d'adaptation ouvertes aux enfants qui ne pouvaient suivre avec profit l'école primaire ordinaire (art. 42). Les classes de développement pouvaient être communales ou régionales et elles étaient assimilées financièrement à l'école primaire (art. 44). Au cours des années 1970 et jusqu'à l'introduction du cycle d'orientation, de nombreuses classes de développement virent le jour⁶⁷.

Les classes spéciales

En plus des classes d'observation et des classes d'adaptation, la loi de 1962 prévoyait des classes spéciales. Elles étaient destinées à des enfants «éducables» qui ne pouvaient pas suivre les classes de développement. A cette fin, l'Etat pouvait passer des conventions avec des établissements privés ou publics (art. 31).

On comptait en 1970 déjà 30 classes de ce type, pour un total de 308 enfants. De ce nombre, 256 (83,8%) provenaient d'institutions privées: la «Heilpädagogische Schule» à Glis, Notre-Dame de Lourdes à Sierre, l'Institut Saint-Raphaël à Grimisuat, l'Institut Sainte-Agnès à Sion, l'Institut La Bruyère à Sierre, Sion et Martigny. Les

⁶⁶ C. PITTELOUD, «L'hygiène scolaire en Valais», p. 35-42.

⁶⁷ AEV, Fonds 1001-266/11.

autres enfants fréquentaient des écoles communales, notamment à Viège, St. Niklaus, Sion (Sacré-Cœur, Sainte-Famille)⁶⁸.

L'Office d'aide spécialisée pour enfants et adolescents

Dans son *Rapport de gestion* pour 1970, le Conseil d'Etat déplorait que le Service médico-pédagogique fût quasiment inconnu dans le Haut-Valais et demandait que cette région pût bénéficier des services d'intervenants dans le domaine de l'hygiène mentale. En effet, l'Office médico-pédagogique faisait partie de l'Hôpital psychiatrique de Malévoz, dont le directeur était en même temps médecin chef du Service médico-pédagogique. Le service était dirigé, sous sa responsabilité, par une psychologue-psychothérapeute. Jusqu'en 1970, le Service médico-pédagogique ne disposa pas de centre régional dans le Haut-Valais. En revanche, des services haut-valaisans de psychologie scolaire et de logopédie s'étaient développés durant les années 1960. Ces prestataires étaient privés et concluaient des conventions avec les communes. En 1970, par suite de diverses interventions parlementaires, le conseiller d'Etat Wolfgang Loretan – les institutions psychiatriques dépendaient alors du Département des finances – décida d'ouvrir le Centre régional de l'Office médico-pédagogique de Brigue. Ce centre, ouvert le 1^{er} septembre 1970, fut doté d'un psychologue, d'un logopédiste et d'une secrétaire à temps partiel. Le Service médico-pédagogique devint réellement cantonal avec l'ouverture d'un centre similaire à Viège, le 1^{er} mai 1972.

La législation en faveur des handicapés et la création d'un Office de l'enseignement spécialisé

En 1971, le nouvel Office de l'enseignement spécialisé (OES) assura la coordination des diverses instances⁶⁹. Avec la création en 1975 du Centre de formation pédagogique et sociale (CFPS), l'enseignement spécialisé fut doté d'une école pour la formation du personnel nécessaire. Le Conseil d'Etat créa le poste de conseiller pédagogique, en 1976 pour le Valais romand et en 1977 pour le Haut-Valais⁷⁰.

Le 12 mai 1978, le Grand Conseil approuva la loi concernant les mesures en faveur des handicapés, basée sur la loi fédérale de 1959 sur l'assurance-invalidité. Cette loi marqua un réel progrès en la matière et détermina la situation des handicapés pour longtemps⁷¹. Elle autorisa le Grand Conseil à prendre, par voie de décret, les mesures nécessaires pour l'instruction et les soins aux handicapés.

⁶⁸ AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier I, p. 77-83; «Une présentation des écoles spécialisées», in *Résonances*, octobre 1989, p. 2-30; novembre 1989, p. 3-25; décembre 1989, p. 3-37.

⁶⁹ *L'appui pédagogique dans le Valais romand de 1985 à 1989*, DIP, Sion, 1991; *BGC*, session prorogée de novembre 1977, janvier/février 1978, p. 514-516.

⁷⁰ *RGCE* 1976, p. 228 et 1977, p. 184; *Mitteilungsblatt* 1977, année 3, n° 1, p. 34.

⁷¹ *BGC*, session prorogée de novembre 1977, janvier/février 1978: message, p. 331-347, lecture p. 347-374, 453-490. La deuxième session suivit en mai 1978: *BGC*, session de mai 1978, p. 225-268; *RL* 72, 1978, p. 147.

En 1981, le Conseil d'Etat décida de séparer le Service médico-pédagogique de l'Hôpital de Malévoz. La direction du service fut transférée à Sion et confiée à M. Walter Schnyder, psychologue-psychothérapeute et diplômé en pédagogie curative. Le Service médico-pédagogique disposait ainsi de six centres régionaux qui comprenaient des psychologues-psychothérapeutes, des psychologues, des médecins psychiatres, des logopédistes, des psychomotriciens et des secrétaires.

Le décret de 1986 sur l'enseignement spécialisé

C'est le conseiller d'Etat Bernard Comby qui, dans le décret du 25 juin 1986 sur l'enseignement spécialisé, fit faire un nouveau pas décisif dans la prise en charge scolaire par l'Etat des jeunes handicapés. Diverses mesures éducatives et scolaires furent prises: des appuis pédagogiques intégrés dans l'enseignement et la formation, des classes à effectif réduit, des classes d'observation et d'adaptation du cycle d'orientation, des classes de préapprentissage et des institutions scolaires spécialisées.

Ces mesures étaient prises sur le plan communal ou régional. Normalement, il incombait aux commissions scolaires de décider en dernier recours. A cet égard, le dossier pédagogique de l'élève se révéla être d'un précieux secours.

A l'école primaire, les enfants ayant des difficultés de tous ordres étaient mélangés, dans de petites classes, à des enfants normalement doués (art. 20). Les classes de l'enseignement spécialisé de l'école primaire servaient à la fois de classes d'observation et de renforcement. Les classes d'observation répondaient aux besoins des élèves sans déficience intellectuelle, mais éprouvant de la peine à s'adapter au fonctionnement de la classe ordinaire. Ces élèves étaient ensuite susceptibles de réintégrer les structures de l'enseignement ordinaire. Tels étaient également les objectifs des classes terminales du cycle d'orientation. Les classes préprofessionnelles dispensaient un enseignement particulier en quatrième année de cycle d'orientation. Le règlement d'application pour ce décret fut adopté le 25 février 1987. La coordination de toutes ces mesures et des divers instituts constitua par ailleurs un véritable défi⁷².

Les institutions au service de l'enfant en difficulté

Le Valais dispose de plusieurs institutions accueillant des enfants en difficulté. Ces institutions ont chacune leur spécificité: enseignement spécialisé, ou éducation spécialisée, ou prise en charge d'enfants gravement handicapés, ou encore formation professionnelle de jeunes souffrant de handicaps légers ou moyens.

⁷² OECD, *Schweiz II*, p. 18-22; *L'appui pédagogique dans le Valais romand de 1985 à 1989*, DIP, Sion, 1991; *L'enseignement spécialisé en Valais, Cadre général*, DIP, Sion, 1991.



L'Institut Sainte-Agnès, à Sion.

Les institutions d'enseignement spécialisé

– L'Institut Sainte-Agnès à Sion (1967)

La création de l'Institut Sainte-Agnès est due à l'initiative privée de nombreux bienfaiteurs à la tête desquels se trouvait Emil Tscherrig (1922-2005), alors chancelier de l'évêché. Ces personnes pensaient d'abord à une fondation, puis en 1960 elles créèrent l'Association Sainte-Agnès dans le but d'ouvrir un institut pour des jeunes filles en rupture ou ayant commis divers délits, et qui favoriserait leur réinsertion dans la société. Déjà en 1934, Mgr Viktor Bieler (1881-1952), évêque de Sion, nourrissait un tel projet. La direction de l'institut fut confiée aux «sœurs du Bon Berger» d'Angers qui s'occupaient de maisons semblables à Altstätten et à Fribourg. Les dépenses étaient couvertes par l'Etat du Valais, la Confédération, des donateurs privés et divers bienfaiteurs. L'institut fut construit à Vissigen (Sion) et ouvrit ses portes en 1967. L'association dut faire face à de graves ennuis financiers, et les sœurs du Bon Berger, par manque de vocations, abandonnèrent la direction qui fut alors confiée aux sœurs augustines de Salvan. La première directrice, en 1967, fut Sœur Marie-Joseph de Brouwer.

Peu à peu cependant, on réalisa que la prise en charge de jeunes femmes délinquantes était mieux assurée à l'extérieur du canton. Aussi l'association modifia-t-elle ses statuts et consacra-t-elle son activité aux enfants en âge de scolarité présentant des difficultés⁷³. L'institut leur offrit une scolarité adaptée à leurs besoins, en vue de leur permettre l'intégration dans une filière de formation. En 2005/2006, l'institut, dirigé

⁷³ RGCE 1969, p. 153; 1970, p. 132.

par Marie-Hélène Gonnet et doté d'une trentaine de personnes spécialisées, accueillait 45 enfants de 6 à 14 ans, répartis dans 5 classes, dont 2 classes «AI». La responsabilité officielle passa du Département de justice et police au Département de l'instruction publique et, au niveau de la Confédération, au Département de l'intérieur.

– *La Bruyère à Sion, Sierre et Martigny (1962)*

Le Centre médico-éducatif La Bruyère fut l'œuvre de l'Association de parents des personnes handicapées mentales (A.P.H.M.), aujourd'hui nommée «Insieme», et il naquit en 1962 sous l'influence de Simone Reichenbach (1932-1992). Un conseil de fondation en assurait la surveillance. Des centres existaient à Sierre, Sion et Martigny. Un personnel qualifié prenait soin d'enfants en âge de scolarité dont le quotient intellectuel ne dépassait guère 60 points et dont bon nombre présentaient des troubles psychomoteurs. Les enfants vivaient chez leurs parents. La direction de tous les centres était regroupée à Sion⁷⁴.

Depuis la restructuration de l'enseignement spécialisé, ces enfants sont pris en charge dans le Haut-Valais par l'organisation «Insieme» ou par l'Ecole de pédagogie curative de Glis, et dans le Valais romand ils sont soit intégrés dans les classes AI décentralisées, soit recueillis à la Castalie à Monthey.



L'Institut Notre-Dame de Lourdes, à Sierre.

– *L'Institut Notre-Dame de Lourdes à Sierre (1941)*

Ce sont les sœurs de Marie-Immaculée, de Marseille, qui sont à l'origine de cet institut qui a ouvert ses portes en 1941 dans un ancien hôtel sierrois. Ces sœurs étaient favorables à la réintégration dans la société des sourds-muets et des aveugles. L'arrivée en 1943 d'enfants en âge de scolarité nécessita l'ouverture de classes et la création d'une fondation pour l'enfant handicapé. Plus tard, en 1959, fut fondée l'Association valaisanne pour l'enfance infirme qui prit en charge les bâtiments, les agrandit et les destina aux soins des enfants handicapés moteurs cérébraux. L'institut devint un

centre pionnier en physiothérapie Bobath, en ergothérapie et en logopédie. En 1967, les bâtiments furent à nouveau agrandis, ainsi qu'en 1971. En 1980, une piscine et une salle de gymnastique furent aménagées. Jusqu'en 1959, la congrégation dirigea l'institut qui fut alors confié à la responsabilité de l'Association valaisanne pour l'enfance infirme⁷⁵.

⁷⁴ L. BIOLLAZ, «Quelques instituts spécialisés en Valais», p. 35-39; *RGCE* 1970, p. 132; 1971, p. 162; «Institut de type semi-externat: La Bruyère», in *Résonances*, octobre 1989, p. 10-12.

⁷⁵ *NF*, 30.05.2005, p. 24 et 29.06.2005, p. 22; M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 116-117.



Le Kinderdorf St. Antonius, à Loèche.

– *Le «Kinderdorf St. Antonius» à Loèche (1972)*

Cette importante institution doit son origine au «Verein Oberwalliser Kinderhilfswerk», fondé en 1955, qui pensait d'abord construire un home pour les enfants difficiles. Cependant, la commission cantonale AI constata qu'une maison pour enfants handicapés mentaux était une priorité pour le Haut-Valais, de manière à décharger l'Institut du Bouveret qui comptait jusqu'à 190 pensionnaires⁷⁶. La construction du home débuta en 1969, et les premiers enfants purent être accueillis en 1972. Ensuite furent construites une salle polyvalente et des salles pour l'enseignement des travaux manuels et de l'économie domestique. A l'ouverture du home, on comptait déjà 54 enfants répartis en six groupes.

L'enseignement spécialisé au «Kinderdorf St. Antonius» prenait en charge l'instruction, l'éducation et la thérapie d'enfants et de jeunes en âge de scolarité, qui ne pouvaient pas suivre les cours de l'enseignement public ordinaire. Les enfants, répartis en classes de cinq à six personnes, habitaient à l'extérieur du home ou dans de petites structures familiales. Ils recevaient une formation en économie familiale, travaux manuels ou dans des classes d'orientation professionnelle⁷⁷. Les directeurs furent successivement Oskar Holzer, Arnold Steiner et Walter Niklaus (dès 2002).

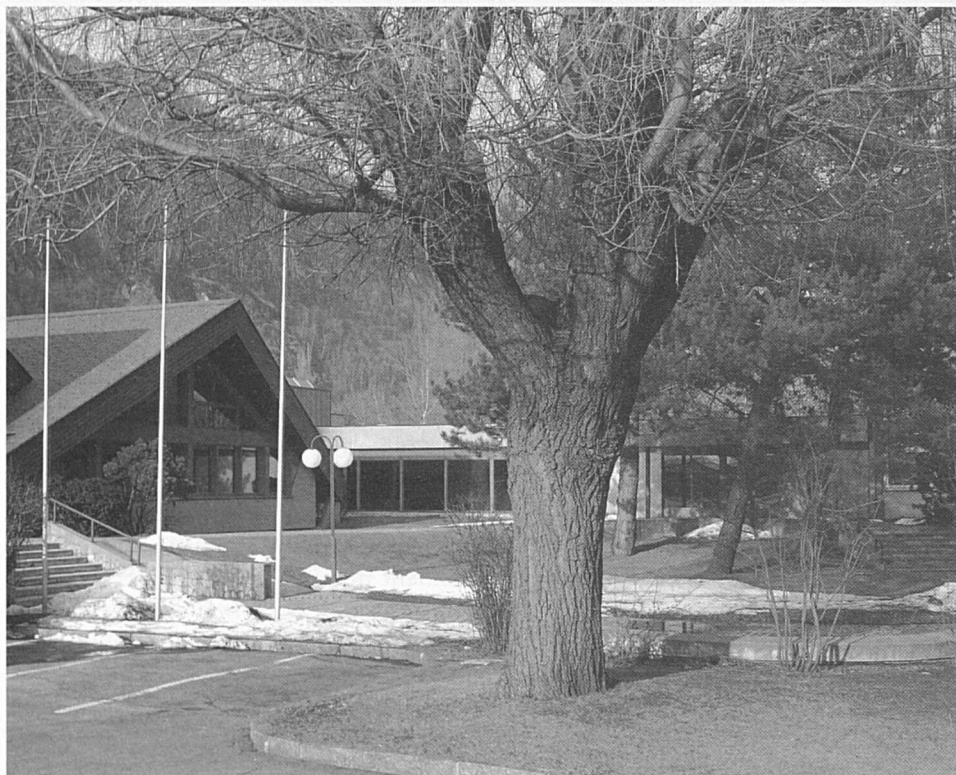
⁷⁶ RGCE 1964, p. 132; 1970, p. 131.

⁷⁷ 25 Jahre Kinderdorf Leuk, Leuk-Stadt, 1997, p. 5-12; M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 117-118.

– *L'Ecole de pédagogie curative de Glis (1964)*

L'Association haut-valaisanne en faveur des enfants handicapés est à l'origine de cette école qui fut ouverte en 1964 dans les locaux de l'Ecole d'agriculture de Viège. L'article 2 des statuts de l'association définit son champ d'activité en faveur des enfants handicapés mentaux susceptibles de recevoir une formation pratique. Il s'agissait d'une école de pédagogie curative qui comptait 18 enfants répartis en deux classes. A Glis, les travaux de construction de l'école commencèrent en 1968, et l'école ouvrit ses portes en 1969 avec 83 élèves répartis en dix classes. En 1970 fut également créé dans l'«Alten Spittel» de Viège un petit internat pour les enfants dont le domicile des parents était éloigné de la ville.

L'activité multiple de cette association fut remarquable et s'étendit sur une longue durée. Elle soutint activement et développa des stratégies et des méthodes originales dans tous les domaines concernant l'éducation, la formation scolaire et professionnelle, les soins médicaux et psychologiques en faveur des handicapés mentaux. Ce travail s'effectua également par le biais de l'éducation décentralisée pour la petite enfance. C'est ainsi qu'en 1999, cinq éducateurs et éducatrices spécialisés prirent en charge 85 enfants de 1 à 6 ans⁷⁸. Il convient de mentionner ce projet novateur intitulé



L'Ecole de pédagogie curative de Glis.

⁷⁸ *Heilpädagogische Schule Oberwallis, Eingliederungs- und Dauerwerkstätten, 1964-1974*, Visp, 1975, p. 2 et suivantes; *Rapports d'école 1999*, p. 2-13.

«Enseignement spécialisé décentralisé» dans les classes ordinaires. C'est ainsi que des ateliers furent ouverts à Naters, Viège, Bitsch, Steg et des maisons d'accueil à Glis, Naters, Viège et Gampel. Cette décentralisation des services concerna également le Service éducatif itinérant, dirigé jusqu'en 2005 par German Abgottspon, et dont le but était d'intégrer les enfants handicapés dans les classes ordinaires. L'Office fédéral des assurances sociales apporta son soutien à ces mesures d'intégration⁷⁹.

Les institutions d'éducation spécialisée

Les institutions d'éducation spécialisée disposent de 220 places en Valais. Les institutions du Valais romand prennent également en charge un nombre non négligeable d'enfants domiciliés dans d'autres cantons romands. Les enfants qui doivent être placés, alors que leur situation sociale ou comportementale n'est pas fortement péjorée, peuvent être logés dans des familles d'accueil. Environ 80 enfants bénéficient de cette possibilité.

– Fleurs des Champs à Montana et l'Ilot d'accueil à Port-Valais

Ces instituts accueillent des enfants, filles et garçons (entre 0 et 7 ans à «Fleurs des Champs» et entre 0 et 12 ans à l'«Ilot d'accueil»), dont les besoins ne peuvent momentanément être satisfaits, en raison d'une crise familiale ou de graves conflits parentaux. Les enfants peuvent être placés en urgence; leur séjour est à court ou à moyen terme.

– La Cité Printemps à Sion: de l'orphelinat des filles (1858) à la Cité Printemps (1985)

L'origine de la Cité Printemps et à chercher dans l'orphelinat pour filles, vraisemblablement fondé en 1858 par le curé de la ville, von Stockalper. Dès 1868, l'orphelinat fut géré par trois sœurs ursulines de Brigue, appelées à Sion par le chanoine Blatter⁸⁰. En 1985 fut rédigé un acte définitif donnant à la Cité Printemps, centre d'accueil et d'éducation spécialisée, un statut de fondation ecclésiastique (art. 87 et suivants du Code civil suisse).

Cet institut accueille des enfants de 4 à 15/20 ans qui peuvent être considérés en partie comme des cas sociaux. Il s'agit souvent d'enfants sous tutelle, d'orphelins, d'enfants dont les parents ont abandonné la responsabilité éducative, d'enfants de parents divorcés ou vivant dans un environnement familial moralement douteux. L'institut est bilingue et les enfants, normalement doués, fréquentent les écoles de Sion, tout en vivant en internat durant la semaine. La Cité Printemps bénéficie de l'aide d'éducateurs spécialisés, de psychologues et d'assistants sociaux. Les jeunes peuvent, selon la demande, rester comme internes à l'institut jusqu'au terme de leur scolarité⁸¹.

⁷⁹ WB, 23.06.2000, p. 24 et 07.06.2003, p. 19.

⁸⁰ Gruss, 1970/1971, n° 1, p. 10-13.

⁸¹ B. PUGIN, *Les Marianistes*, p. 92-99; L. BIOLLAZ, «Quelques instituts spécialisés en Valais», p. 18-22; *Résonances*, novembre 1989, p. 3-26; NF, 1993, n° 217, p. 9.



La Cité-Printemps, à Sion.

Deux autres instituts travaillent dans le même sens, «La Chaloupe» à Collombey et la maison «Anderledy» à Brigue.

– *L'Institut Saint-Raphaël à Champlan, Champsec et Châteauneuf (1946)*

L'Institut Saint-Raphaël est l'œuvre de l'association du même nom qui l'a fondé et le dirige encore aujourd'hui. Il accueille des jeunes en âge de scolarité ou en apprentissage, qui présentent des troubles du comportement ou appartiennent à des milieux défavorisés ou perturbés. En plus de l'école primaire, l'institut a aussi des classes du cycle d'orientation. Il comprend trois maisons avec chacune des fonctions différentes. A Champlan, où sont établies la direction et l'administration générale, peuvent être accueillis jusqu'à 120 élèves auxquels sont assurés les cours de l'enseignement obligatoire. A Sion, dans le quartier de Champsec, se trouve le Centre de préapprentissage qui accueille des jeunes de 15 à 17 ans se préparant à l'exercice d'un métier. A Châteauneuf, le Foyer pour jeunes travailleurs offre à de jeunes apprentis ou travailleurs, placés par des éducateurs, un cadre de vie proche de l'environnement familial.

C'est le Père Paul-Marie, capucin, qui fut à l'origine de cet institut. Déjà en 1943/1944, il acquit à Champlan un terrain de dix hectares sur lequel furent construits plus tard les bâtiments principaux. L'institut commença son activité en 1946 à Châteauneuf, puis, une année plus tard, à Champlan avec quelques classes dans de simples baraquements. En 1955, une première partie du «village», dont l'es-



L'Institut Saint-Raphaël, à Champlan.

sentiel avait été achevé en 1968, fut inaugurée. Le Foyer pour jeunes travailleurs vit le jour en 1970 à Châteauneuf et le Centre de préapprentissage, en 1976 à Champsec. Le premier directeur de l'institut fut le Père Léopold Rywalski, suivi, en 1964, par Pierre Mermoud, en 1976 par Roger Gaillard et en 2002 par Patrice Mabillard⁸².

– *La Fontanelle à Mex/Vérossaz*

Cet institut accueille des jeunes Suisses romands de 15 à 18 ans, en situation d'échec scolaire ou professionnel, présentant des troubles du comportement, ou ayant vécu des ruptures familiales et/ou institutionnelles fréquentes, et dont les problèmes personnels ou familiaux ont dégénéré en toxicomanie ou en actes délictueux (fugue, violence, refus de l'autorité, vol, etc.).

Garçons et filles y sont admis, mais le lieu de vie et le programme éducatif sont séparés.

Une institution médico-éducative, La Castalie (1972)

Le Centre médico-éducatif La Castalie a été créé par l'Etat du Valais en 1972 dans le sillage de l'Hôpital psychiatrique de Monthey, sur l'initiative de Simone Reichen-

⁸² Institut Saint-Raphaël, *Plaquette de commémoration 30 ans*, Sion, 1968; L. BIOLLAZ, «Quelques instituts spécialisés en Valais», p. 55-60.



Le Centre médico-éducatif La Castalie, à Monthey.

bach, première directrice, avec pour but spécifique la prise en charge des enfants handicapés mentaux profonds⁸³. Géré par le Département de la santé publique, il accueille des enfants et des jeunes de 4 à 20 ans dont le quotient intellectuel est en dessous de 50, et qui souffrent de maladies psychiques et physiques. Un personnel spécialisé – éducateurs, enseignants, infirmières, physiothérapeutes, chefs d'atelier, psychologues, logopédistes – travaille sous la supervision d'un médecin. L'enseignement dans ce centre prépare les résidents à la vie dans leur famille ou dans des ateliers protégés installés à Sierre, Sion et Saxon. L'industrie privée met également des places de travail à disposition⁸⁴.

En 2002, après trente ans d'existence, la Castalie, dirigée par Michel Giroud, comptait 167 résidents, à la limite de ses possibilités d'accueil⁸⁵.

⁸³ RGCE 1972, p. 162; NF, 13.11.2004, p. 16.

⁸⁴ L. BIOLLAZ, «Quelques instituts spécialisés en Valais», p. 45-49.

⁸⁵ NF, 17.06.2002, p. 14 et 13.11.2004, p. 16; M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 92 et suivantes, p. 118.



Le Centre ORIPH, au Pont-de-la-Morge.

Une institution de formation professionnelle pour jeunes handicapés, le Centre ORIPH (1969)

L'Office romand d'intégration professionnelle pour handicapés (ORIPH) a commencé son activité en 1969 au Pont-de-la-Morge en accueillant des jeunes de la Suisse romande. Il travaille en collaboration avec l'Ecole d'agriculture et le Service de la formation professionnelle du canton. L'internat forme des jeunes de 15 à 20 ans, pour la plupart pendant trois ans. Il s'agit de jeunes avec des problèmes psychiques et scolaires, souvent également handicapés moteurs cérébraux. Ils sont d'abord examinés par le Service médico-social et signalés à l'assurance invalidité qui, en dernier recours, décide de la prise en charge. Les jeunes sont préparés à réintégrer la vie normale et peuvent accomplir des apprentissages de mécanicien, maçon, électricien, jardinier, peintre, aide-cuisinier ou de personnel de maison. Les services sociaux s'occupent d'eux à la fin de leur formation⁸⁶.

La loi du 11 mai 2000 en faveur de la jeunesse

La loi du 11 mai 2000 en faveur de la jeunesse souhaitait réunir en un même service les différents intervenants de la protection de l'enfant et de l'aide spécialisée pour

⁸⁶ L. BIOLLAZ, «Quelques instituts spécialisés en Valais», p. 40-44.

enfants. C'est ainsi que fut créé, sous la direction de Walter Schnyder, le Service cantonal de la jeunesse, constitué de:

- un secteur de promotion de la jeunesse (avec un délégué cantonal de la jeunesse),
- un secteur pour les institutions d'éducation spécialisée et l'accueil extrafamilial à la journée,
- un secteur de protection de l'enfant (Office pour la protection de l'enfant, anciennement Office cantonal des mineurs),
- un secteur de conseil éducatif, de thérapie et de psychologie scolaire (Centre pour le développement et la thérapie de l'enfant et de l'adolescent),
- un secteur de psychiatrie infanto-juvénile ambulatoire (Unité de psychiatrie et de psychothérapie pour enfants et adolescents),
- un secteur de pédagogie curative pour les enfants handicapés de 0 à 6 ans (Office éducatif itinérant – dont il faut noter que l'activité est privée dans le Haut-Valais).

Cette nouvelle structure devint fonctionnelle avec la mise en vigueur, le 9 mai 2001, de la loi en faveur de la jeunesse⁸⁷.

La situation des enseignants après la Deuxième Guerre mondiale, une lente amélioration

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, les conditions salariales des enseignants de tous les niveaux étaient réellement mauvaises. Le décret du 26 février 1948 concernant le traitement du personnel enseignant apporta une lueur d'espoir. Il se référait à l'article 103 de la loi sur l'instruction publique de 1946 qui autorisait le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, à «adapter, par décret, les traitements aux conditions particulières ou circonstanciées». Ce décret fixa le salaire mensuel à 500 francs et à 550 francs à partir de la sixième année d'enseignement. Ces traitements correspondaient à un index du coût de la vie de 160 points. Dans le décret du 13 novembre 1953, le Grand Conseil accorda une allocation de renchérissement de 6% qui correspondait à un index du coût de la vie de 170 points. Dorénavant, à chaque augmentation de l'index du coût de la vie de 5 points devait répondre une amélioration de salaire de 3%, pour autant que ce renchérissement s'étendait sur une durée minimale de six mois. Le décret du 12 mai 1955 améliora encore la situation et celui du 1^{er} janvier 1958 permit au Conseil d'Etat d'accorder une augmentation salariale de 3%⁸⁸.

Le décret de 1963, du salaire mensuel au salaire annuel

C'est la loi scolaire de 1962 qui apporta un véritable progrès dans la situation des enseignants. Pourtant, dans le décret concernant le traitement du personnel enseignant du 11 juillet 1963, le Grand Conseil refusa encore l'égalité des salaires entre

⁸⁷ Loi du 11 mai 2000 en faveur de la jeunesse, in *RL* 95, 2001, p. 1. Voir également M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 108-111.

⁸⁸ *RGCE* 1958, p. 103.

hommes et femmes, arguant que seuls cinq cantons suisses appliquaient ce principe et que le Valais n'avait pas les moyens de réaliser cette égalité⁸⁹. Une réelle avancée fut la décision de verser à tous les enseignants à plein temps un salaire annuel, régulièrement payé par la caisse de l'Etat au nom des communes.

De nouvelles améliorations

En 1968, le personnel enseignant obtint une nouvelle amélioration de sa situation. Le Grand Conseil décida que le renchérissement de 30% (!) allait être intégré dans le traitement ordinaire qui allait augmenter de 5% à partir de janvier 1969⁹⁰. Décrets et modifications de décrets allaient suivre à un rythme accéléré. En 1971, le Grand Conseil adopta un texte au titre alambiqué: «Modifications du 25 juin 1971 du décret du 11 juillet 1963, modifié le 22 janvier 1969 concernant le traitement du personnel enseignant des écoles primaires et secondaires»⁹¹. Une année plus tard, les circonvolutions du titre étaient encore plus plaisantes: «Modifications du 22 janvier 1972, relatives au décret du 11 juillet 1963, modifié les 22 janvier 1969 et 25 juin 1971»⁹². Ces complexités législatives amenèrent de fait de réels progrès salariaux et d'autres améliorations essentielles. Les enseignantes des écoles secondaires purent obtenir, après six ans d'enseignement, le même salaire que leurs collègues masculins (art. 19). Les maîtresses d'enseignement ménager des écoles primaires reçurent également, après leur sixième année d'enseignement, le même traitement que les maîtres des classes de promotion.

Il en alla pareillement pour les enseignantes des écoles ménagères, qui obtinrent un traitement identique à celui de leurs collègues masculins et pour les maîtresses des écoles enfantines (méthode Montessori) qui virent leur salaire égaler ceux des maîtres des classes primaires (art. 31).

Le décret de 1973, la «moyenne suisse»

Le décret du 7 février 1973 concernant le traitement du personnel enseignant des écoles primaires et secondaires établit l'égalité de salaires pour les maîtres et les maîtresses des niveaux primaire et secondaire du 1^{er} degré⁹³. Cette fois, le Grand Conseil était fort bien intentionné à l'égard des demandes du corps enseignant et, en deuxième lecture, le décret ne suscita aucune discussion de détail⁹⁴. Ce décret marqua un tournant dans le traitement des enseignants, qui furent dès lors assurés d'un bon salaire. Les dispositions eurent un effet rétroactif au 1^{er} septembre 1972⁹⁵.

⁸⁹ BGC, session prorogée de mai, juillet 1963, p. 55-139, 196; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice*, p. 275 et suivantes, p. 297-298.

⁹⁰ RGCE 1968, p. 126.

⁹¹ RL 65, 1971, p. 304.

⁹² RL 66, 1972, p. 235.

⁹³ BGC, session prorogée de mai, juin 1972, p. 88-115, 210-218 et 259-262.

⁹⁴ BGC, session prorogée de novembre 1972, février 1973, p. 51-96, 513-517; RL 67, 1973, p. 97.

⁹⁵ RGCE 1972, p. 160.

Ce fut là l'œuvre du chef du Département des finances, Wolfgang Loretan, qui non seulement établit l'égalité de salaires entre les hommes et les femmes mais encore aligna les traitements sur la moyenne suisse.

Ce décret offrait d'autres avantages. Il réglait les primes de fidélité, les indemnités et les allocations de renchérissement. Les enseignants allaient enfin bénéficier des adaptations du salaire et des indemnités sociales réalisées en faveur des fonctionnaires de l'administration cantonale. La «moyenne suisse» fut par ailleurs un réel progrès social, qui ne put malheureusement pas être maintenu par la suite.

Le décret apporta des changements réjouissants tout en ouvrant de nouvelles perspectives. C'est ainsi que la «moyenne pluriannuelle» fut introduite dans l'enseignement secondaire: les enseignants recevaient ainsi un salaire complet,



M. Wolfgang Loretan.

même si le nombre d'heures annuelles ne représentait pas toujours un plein temps. Ainsi cessa, pour nombre d'enseignants, la fameuse «chasse aux heures» en vue d'obtenir chaque année le nombre équivalent au plein temps. Dès lors, la moyenne d'heures était calculée sur deux à trois années. Au nombre des améliorations de la situation des enseignants, il faut aussi mentionner l'adaptation des statuts de la Caisse de retraite et de prévoyance (30 mai 1973) qui tint compte des modifications des conditions de travail du personnel enseignant. De plus, on avait prévu pour les femmes mariées des solutions souples et adaptées à leur situation⁹⁶.

Les décrets de 1982, 1986, 1988, 1990 et 1991

Bien que l'essentiel des problèmes salariaux fût alors réglé, restait encore à aligner les traitements des enseignants des cycles d'orientation, des écoles secondaires du 2^e degré et des écoles professionnelles sur ceux des autres employés d'Etat. Cela fut fait essentiellement dans le décret du 12 novembre 1982 qui introduisit également la prime de fidélité amenant plus tard au treizième salaire (art. 6)⁹⁷.

Le décret du 16 mai 1986, introduisant les dispositions d'organisation du cycle d'orientation dans la loi du 4 juillet 1962 sur l'instruction publique, accorda aux maîtres de sixième primaire et de première année du cycle d'orientation une heure de décharge⁹⁸. De plus, le Conseil d'Etat et le Grand Conseil se montrèrent particulièrement généreux dans le décret du 29 juin 1988 qui améliora substantiellement la

⁹⁶ RL 67, 1973, p. 238 et art. 6 p. 240.

⁹⁷ RL 76, 1982, p. 75.

⁹⁸ RL 80, 1986, p. 1.

Echelle des salaires 2006

Enseignants

Indice de stabilisation: 105.2 points

Renchérissment: 1%

Sion, janvier 2006

No	Libelle	salaire mensuel		salaire annuel (y compris le 13ème salaire)	
		minimum 100%	maximum 145%	minimum 100%	maximum 145%
1	Direction centre professionnel	7'993.45	11'590.50	103'914.85	150'676.55
2	Direct. école prof./Chef sect. Uni.	7'653.05	11'096.90	99'489.65	144'260.00
3	Maître prof. 5ème classe	7'488.30	10'858.05	97'347.90	141'154.45
4	Chef section non uni. Centre prof.	7'327.00	10'624.15	95'251.00	138'113.95
5	Maître prof. 4ème classe	6'864.05	9'952.85	89'232.65	129'387.35
6	Maître prof. 3ème classe	6'430.10	9'323.65	83'591.30	121'207.40
7	Maître prof. 2ème classe	6'006.05	8'708.75	78'078.65	113'214.05
8	Maître prof. 1ère classe	5'334.60	7'735.15	69'349.80	100'557.20
9	2ème degré, prof. diplômé	7'488.30	10'858.05	97'347.90	141'154.45
10	2ème degré, prof. non diplômé	6'285.70	9'114.25	81'714.10	118'485.45
11	2ème degré, prof. débutant	5'865.35	8'504.75	76'249.55	110'561.85
12	2ème degré, trav. man. diplômé	5'727.95	8'305.55	74'463.35	107'971.85
13	2ème degré, trav. man. non diplômé	4'724.30	6'850.25	61'415.90	89'053.05
14	C.O. prof. diplômé	6'430.10	9'323.65	83'591.30	121'207.40
15	C.O. prof. non diplômé	5'593.55	8'110.65	72'716.15	105'438.40
16	Maître primaire/C.O. prof. débutant	5'272.15	7'644.60	68'537.95	99'380.05
17	C.O. gén./Trav.man.dipl./insp.ACM	5'727.95	8'305.55	74'463.35	107'971.85
18	C.O. gén. plus de 10 cours	5'593.55	8'110.65	72'716.15	105'438.40
21	C.O. trav. man. non diplômé	4'724.30	6'850.25	61'415.90	89'053.05
22	Maîtresse ACM	4'724.30	6'850.25	61'415.90	89'053.05
26	Inspecteur C.O. non universitaire	7'015.05	10'171.80	91'195.65	132'233.70
27	Directeur école de commerce	8'169.25	11'845.40	106'200.25	153'990.35
28	Recteur / Inspecteur 2ème degré	8'532.60	12'372.25	110'923.80	160'839.50
29	Inspecteur C.O. universitaire	7'488.30	10'858.05	97'347.90	141'154.45
30	Inspecteur primaire universitaire	7'015.05	10'171.80	91'195.65	132'233.70
31	Inspecteur primaire non universitaire	6'430.10	9'323.65	83'591.30	121'207.40
32	Maîtresse enfantine	4'393.30	6'370.30	57'112.90	82'813.70
36	Membre Direction HES	8'912.25	12'922.75	115'859.25	167'995.90
38	Directeur CFPS-ESIS-EST	8'532.60	12'372.25	110'923.80	160'839.50
39	Professeur CFPS-ESIS-EST	7'488.30	10'858.05	97'347.90	141'154.45
42	Professeur CFPS-ESIS-EST non dipl.	6'285.70	9'114.25	81'714.10	118'485.45
43	Professeur CFPS-ESIS-EST débutant	5'865.35	8'504.75	76'249.55	110'561.85
44	Chargé d'ens. HEP	7'653.05	11'096.90	99'489.65	144'260.00
45	Professor PH	7'993.45	11'590.50	103'914.85	150'676.55
46	Adjoint à la Direction HEP	8'532.60	12'372.25	110'923.80	160'839.50
47	Directeur HEP	9'495.00	13'767.75	123'435.00	178'980.75
81	Directeur HES	13'448.80	15'914.35	174'834.50	206'886.80
82	Directeur adjoint HES	12'328.05	14'121.00	160'264.80	183'575.80
83	Professeur HES / HES	7'993.45	11'590.50	103'914.85	150'676.55
84	Professeur HES non diplômé	6'673.25	9'676.20	86'752.25	125'790.75
85	Professeur HES débutant	6'223.30	9'023.80	80'902.90	117'309.20
86	Professeur HES	7'653.05	11'096.90	99'489.65	144'260.00
89	Professeur HES / HES + 4.45%	8'349.15	12'106.25	108'538.95	157'381.50
Parts d'expérience		Les collaborateurs reçoivent chaque année une prime d'expérience comme suit: 14 x 2,5% et ensuite 10 x 1%			
Troisième salaire		Le troisième salaire se calcule sur le traitement de base et les parts d'expérience et il est octroyé à raison de 100% au mois de décembre.			
Allocation familiale et allocation de formation professionnelle		- pour les enfants jusqu'à 18 ans: Fr. 260.- par mois - dès le 3ème enfant: 344.- par mois - pour les enfants aux études ou en apprentissage de 16 à 25 ans: Fr. 360.- par mois - dès le 3ème enfant: Fr. 444.- par mois			
Allocation de naissance		Fr. 1'500.-			
Coefficient		En 2006 le coefficient est 1 sur les parts d'expérience.			

Vous trouvez cette échelle des salaires également sur notre site internet **www.vs.ch (Bourse de l'emploi)**

situation des enseignants de tous les degrés⁹⁹. L'article 24 permit au Conseil d'Etat de décharger progressivement d'une heure hebdomadaire les maîtres titulaires des classes de deuxième, troisième et quatrième année du cycle d'orientation. L'article 32 offrit la même décharge aux enseignants du secondaire du 2^e degré. Le décret du 30 juin 1990, modifiant celui du 12 novembre 1982, concernait tous les degrés – du primaire au tertiaire – ainsi que les autorités judiciaires et les employés et fonctionnaires de l'Etat. Il admit le principe du treizième salaire qui fut appliqué progressivement¹⁰⁰. De plus, une commission permanente de classification fut créée.

Le décret du 1^{er} février 1991 fit suite à l'institution de la semaine de quatre jours et demi. L'horaire hebdomadaire des maîtres du degré primaire fut ramené à 27 heures de 60 minutes, celui des maîtres du cycle d'orientation à 26 heures et celui des enseignants du secondaire 2^e degré à 23 heures de 50 minutes (art. 15 *bis*, 24, 32). Le décret stipula également que l'année scolaire comprendrait 38 semaines effectives de classe (art. 13)¹⁰¹.

Le conseiller d'Etat Marcel Gross (1953-1969)

C'est le conseiller d'Etat Marcel Gross (1903-2000), de Salvan et de Saint-Maurice, qui fut le principal artisan de la nouvelle législation scolaire et des grandes réalisations en faveur de la jeunesse valaisanne. Il exerça son métier d'avocat et notaire à Saint-Maurice de 1928 à 1939. De 1939 à 1953, Marcel Gross fut juge d'instruction et président des tribunaux de Martigny et Saint-Maurice. Il fut colonel à l'armée et dirigea de 1947 à 1951 le Régiment 6. Il s'intéressa à la politique dès sa jeunesse. Il fut en 1934 le fondateur de la Fédération des jeunesses conservatrices chrétiennes sociales du Valais romand. Il visait avant tout à rassembler les diverses tendances opposées du parti conservateur-catholique. Lors des congrès de Vétroz en 1935 et d'Ardon en 1939, il réussit à apaiser les conflits et à rétablir l'unité parmi les cinq conseillers d'Etat¹⁰².



M. Marcel Gross.

En tant que conseiller d'Etat et chef du DIP, il créa les bases de l'école valaisanne d'aujourd'hui. A son arrivée au Conseil d'Etat en 1953, le budget du canton se montait à environ 44 millions de francs pour atteindre, en 1969, la somme d'un demi-milliard¹⁰³.

⁹⁹ RL 82, 1988, p. 60.

¹⁰⁰ RL 84, 1990, p. 57.

¹⁰¹ RL 85, 1991, p. 38.

¹⁰² *Valais demain*, 19.05.1995, p. 23; *Vallesia* IV, 1982, p. 313.

¹⁰³ NF, 17.12.1993, p. 15.

Chef du Département de l'instruction publique, il commença par restructurer la formation professionnelle, fit construire les écoles professionnelles de Sion, Viège et Brigue; une école fut aussi prévue à Monthey et sa réalisation, décidée. Il savait cependant que les écoles valent ce que valent les maîtres. Aussi travailla-t-il à relever le statut des enseignants, et d'abord à les rémunérer de manière décente. L'augmentation de la durée de l'année scolaire fut l'occasion d'accorder enfin aux enseignants un salaire annuel.

L'homme d'Etat

L'œuvre essentielle de Marcel Gross fut cependant la loi scolaire de 1962 qui nécessita de longues années de préparation et une grande habilité politique. La loi put se frayer un chemin entre rigueur des principes et souple générosité dans son application. Elle ouvrit la voie aux développements ultérieurs de l'ensemble des écoles, depuis la formation professionnelle jusqu'aux hautes écoles. C'est à juste titre que cette loi de 1962 est appelée «loi du siècle».

Marcel Gross fut l'homme fort du gouvernement d'alors. Il réussit à dégager les crédits nécessaires à ses projets, particulièrement pour la construction des bâtiments scolaires et la réalisation des écoles secondaires¹⁰⁴.

¹⁰⁴ Férid Gérald GESSLER, «Les grands problèmes de l'éducation et de la formation des jeunes: ce qui a été réalisé pendant douze ans sous la direction de M. Marcel Gross», *NF*, 28/29.12.1968, n° 226, p. 15; *NF*, 30.12.1968, n° 227, p. 13; Paul BOURBAN, «Hommage à Monsieur Gross, Chef du Département de l'instruction publique», in *LEcole valaisanne*, année 13, 1968/1969, p. 2 et suivantes; Marco VOLKEN, «16 Jahre für die Walliser Schule: ein Gespräch mit Staatsrat Marcel Gross», *WB*, 1969, n° 78; *Schweizer Schule*, 1969, année 56, n° 17, p. 664-665; *NF*, 17.12.1993, p. 15 et 23.05.2000; *Les Echos de Saint-Maurice*, n° 2, déc. 2000, p. 42; *WB*, 31.05.2000, p. 22.

CHAPITRE IV

Le cycle d'orientation, une bonne formation de base pour tous

Les écoles secondaires et latines (1962-1974)

Les efforts consentis par l'Etat et par les communes après l'adoption de la loi sur l'instruction publique de 1962 ne permirent pas de résoudre les problèmes des degrés supérieurs de l'école primaire. La situation des classes secondaires et latines était encore plus embrouillée que celle des classes de promotion et de l'école ménagère.

Comme les collèges ne pouvaient plus accueillir qu'avec peine les effectifs des premières années latines, et que de surcroît les grandes communes du Valais romand souhaitaient l'existence de classes prégymnasiales, apparurent alors des écoles secondaires pourvues de classes latines. Cette tendance s'était amorcée en 1958 déjà, lorsque Sion et les communes environnantes projetaient une grande école régionale. D'autres communes suivirent cet exemple. La situation devint confuse et contradictoire¹, ces écoles s'ouvraient les unes après les autres dans tout le canton, parfois sans grande coordination².

Des dispositions irréalisables

Les difficultés surgirent avec la mise en application de la loi sur l'instruction publique de 1962. Le Service de l'enseignement secondaire, nouvellement institué, reçut la mission de concrétiser les dispositions de l'article 55, qui prévoyait l'ouverture, après la cinquième année d'école primaire, d'une école secondaire sur deux à quatre ans. L'article transitoire 128 fixait au contraire cinq années primaires comme condition préalable d'entrée en section latine, et six années primaires avant l'entrée à l'école secondaire générale. Après avoir constaté cette complication, le Département écrivait en 1965 déjà:

Les travaux préparatoires à l'introduction du cycle d'orientation se sont poursuivis. Une solution satisfaisante exige une augmentation du personnel enseignant, des locaux nouveaux et des moyens financiers accrus. La situation actuelle ne permettra vraisemblablement pas la mise en place rapide de la nouvelle structure; il faudra adopter le principe d'une évolution progressive vers l'organisation moderne voulue par le législateur³.

¹ RGCE 1958, p. 99-100 et 1959, p. 103.

² RGCE 1960, p. 111-114; 1961, p. 115 et 1962, p. 113.

³ RGCE 1965, p. 112-114.

Cependant, les effectifs des élèves s'accroissaient rapidement dans les écoles secondaires et latines existantes⁴.

La sélection, un éternel problème

La sélection des élèves causait des difficultés. Souvent, selon le désir des parents, de nombreux garçons et filles tentaient d'abord le saut dans la section latine, une fois réussie la cinquième année primaire. S'ils n'y parvenaient pas, ils réessayaient l'année suivante, tout en passant également l'examen d'entrée à l'école secondaire. Après un nouvel échec, il ne restait comme solution que l'école ménagère pour les filles et les écoles de promotion pour les garçons. Certains abus disparurent lorsque le Département améliora les formalités de sélection et fixa au même jour la date des examens d'entrée en section latine ou à l'école secondaire; la méthode de sélection demeurerait cependant insatisfaisante parce qu'un seul examen décidait de la réussite ou de l'échec. Durant les années 1960 et jusqu'au moment de l'introduction du cycle d'orientation, les députés inondèrent le Département de toutes les interventions possibles et imaginables touchant aux questions scolaires.

Le problème des examens d'admission aux classes secondaires ou latines était si ardu à résoudre que le Département fit appel, en 1962 et 1963, à des spécialistes du canton de Genève. Le Département genevois de l'instruction publique mit généreusement à disposition un de ses experts⁵, qui proposa une admission fondée sur un test psychologique ainsi que sur des épreuves préparées soigneusement et corrigées de manière uniformisée. La collaboration des Départements de pédagogie de Lausanne et de Neuchâtel fut également assurée. Le test psychologique fut passé en janvier 1963, et les examens scolaires se déroulèrent le 2 mai suivant, avec un examen supplémentaire le 27 juin. Au total, 1359 élèves (519 filles et 840 garçons) furent sélectionnés, soit 50,10% des élèves inscrits. L'année précédente, 1293 élèves (51,19%) avaient été reçus. Les experts avaient également proposé la création d'une commission de travail et d'information, la nomination de conseils de classe, l'établissement d'un dossier de l'élève, etc.

L'attrait des classes latines et secondaires se révéla aussi dans le haut pourcentage des élèves qui entraient dans ces classes avec une année de retard. En 1970/1971, 36,5% des élèves fréquentaient une classe latine et 43,5% une classe secondaire; les garçons représentaient les 40,4% et 47% de ces chiffres. Il faut relever que, jusqu'à l'introduction du cycle d'orientation, les pourcentages d'admissions dans les écoles secondaires et latines augmentaient fortement, et davantage encore dans le Haut-Valais que dans le Valais romand:

⁴ RGCE 1966, p. 107-110; 1967, p. 104-106 et 1968, p. 113-115.

⁵ Jacques DUBOSSON, *Les examens d'entrée à l'école secondaire. Position du problème. Les rendements de 1963: Etude critique et propositions*, rapport dactylographié, Sion, 1964. Avec un texte du professeur Robert DOTRENS de l'Université de Genève: «Prendre conscience de nos responsabilités».

Admissions dans les écoles secondaires et latines:

	Candidats	Admis	%
Valais romand			
1966	2059	1125	54,6
1970	2476	1418	57,3
1972	2616	1630	62,3
Haut-Valais			
1966	907	532	58,7
1970	1042	710	68,1
1972	1407	900	64,0
Ensemble du canton			
1966	2966	1657	55,9
1970	3518	2128	60,5
1972	4023	2530	62,9

(AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier II, p. 181-183)

Cette augmentation des effectifs signifiait des difficultés accrues tant pour les enseignants que pour le Département. Il résultait de la revendication du droit aux études pour tous que certaines voies de formation étaient boudées et d'autres, engorgées. La population se plaignait naturellement de ces déséquilibres et attendait impatientement l'introduction du cycle d'orientation promis. La presse, les assemblées d'enseignants et le Grand Conseil en faisaient largement écho. En même temps, tous purent constater une dévalorisation des classes de promotion, qui pourtant avaient été instaurées avec beaucoup d'élan, puis souvent bien menées; les écoles ménagères eurent également à souffrir de cette dépréciation.

La recherche de solutions

Le Département examina plusieurs possibilités pour sortir de ces difficultés:

- Un cycle d'orientation pour tous les élèves après la cinquième année primaire aurait répondu au texte législatif de l'article 55. Le gouvernement devait cependant rapidement constater que cette solution n'était pas applicable. Selon les estimations d'alors, les communes auraient dû ouvrir 50 classes supplémentaires et mettre à disposition un grand nombre de salles, tandis que des locaux seraient restés inoccupés dans quelques villages et qu'il aurait manqué environ 60 enseignants qualifiés. L'Etat évaluait les coûts supplémentaires annuels entre 1,5 et 2 millions de francs⁶. De plus, il était inconcevable que, dans un canton topographiquement aussi varié,

⁶ BGC, session prorogée de novembre 1970, janvier 1971, p. 292-295.

tant d'enfants en âge de scolarité eussent dû déjà après cinq années primaires se déplacer chaque jour pour se rendre dans une école régionale. Les écoles primaires s'en seraient trouvées dévalorisées. Le gouvernement fut contraint de renoncer à cette solution après mûres réflexions pédagogiques, financières et organisationnelles.

- L'application de l'article 128 pouvait constituer une autre variante, à savoir:

Une entrée après la cinquième année primaire et un programme commun pendant deux ans pour les élèves de la section latine, pendant trois ans pour ceux de l'école de commerce, de l'école secondaire supérieure et de l'école normale, et pendant quatre ans pour ceux qui n'entrent dans aucune de ces filières⁷.

Ce projet fut abandonné parce qu'il était à la fois compliqué et irréalisable dans certaines régions.

- L'organisation du cycle d'orientation après la sixième année primaire fut la troisième proposition du Département. Ce projet aurait été applicable, mais il fut rejeté en raison de considérations juridiques. En effet, la loi sur l'instruction publique de 1962 prévoyait l'ouverture d'un cycle d'orientation après la cinquième année primaire.
- Enfin, la sixième année primaire aurait pu être coordonnée à la première année de classe latine du cycle d'orientation. Cependant cette solution était, elle aussi, irréaliste, parce qu'elle ne correspondait pas aux dispositions légales. Le Département dut ainsi constater que les dispositions de la loi de 1962 n'étaient pas applicables dans la forme initialement prévue⁸.

La loi de 1971 sur l'organisation du système scolaire valaisan

En mars 1969, le peuple valaisan élit au Conseil d'Etat l'ingénieur sierrois Antoine Zufferey (1928-1990), qui succédait ainsi à la tête du Département de l'instruction publique à Marcel Gross (1903-2000), père de la loi scolaire de 1962. Antoine Zufferey possédait une large formation classique, technique et scientifique ainsi qu'une vive intelligence. La reprise du Département le chargeait d'une lourde tâche. Il lui incombait en effet de réaliser et d'aménager la loi sur l'instruction publique de 1962. Dès son arrivée, il commença les travaux préparatoires avec une équipe de jeunes collaborateurs. Il devait trouver une solution flexible qui tiendrait également compte des classes de promotion et des écoles ménagères. Une «centralisation décentralisée» devait former les enfants au cycle d'orientation après la sixième année primaire. Economie familiale, travaux manuels, information professionnelle ainsi que d'autres branches composaient le programme. Le jargon scientifique parlait d'une «école globale coopérative» réunissant tous les élèves, garçons et filles, sous «un même toit» pour prévenir toute discrimination. Le projet s'inspirait du modèle du

⁷ BGC, session prorogée de novembre 1970, janvier 1971, p. 298-300 et session prorogée de novembre 1971, mars 1972, p. 82-85.

⁸ BGC, session prorogée de novembre 1970, janvier 1971, p. 292-294, 298-300.

cycle d'orientation de Genève, qui fonctionnait depuis 1962, mais qui n'était pas directement applicable à la situation valaisanne⁹.

Un problème juridique

Le projet de loi, soumis au Grand Conseil en 1970 déjà, reçut un accueil favorable, certainement aussi parce qu'il contenait dans ses fondements un avant-projet de décret sur l'introduction du cycle d'orientation, qui expliquait le concept global de ce dernier. Outre les problèmes juridiques, les débats soulevaient en premier lieu la question de l'enseignement du latin, que certains souhaitaient maintenir dès la première année. Le statut des enseignants ainsi que la crainte du dépeuplement des communes de montagne animaient également les discussions¹⁰.

Au cours de la deuxième lecture du décret, le 12 mai 1971, la question juridique prédominante fut le transfert de compétence à accorder au gouvernement pour qu'il puisse décider de l'organisation scolaire après la sixième année de l'école primaire. Le Conseil d'Etat, après la première lecture du décret, avait demandé l'avis du Tribunal fédéral, qui déclara un tel transfert de compétence conforme à la loi. De son côté, la commission du Grand Conseil proposa tout de même une durée limitée du décret, fixée à 1983 au plus tard. Au cas où la nouvelle loi ne serait pas acceptée en cours d'année, l'ancienne législation demeurerait en vigueur¹¹. Lors des votations du 21 novembre 1971, le peuple approuva la loi sur l'organisation du système scolaire, par 13 708 avis favorables contre 7 422 avis négatifs. Le même jour, le peuple acceptait également le décret concernant l'adhésion du Valais au concordat intercantonal sur la coordination scolaire¹².

Ce que la loi sur l'instruction publique de 1962 n'avait pas pu instaurer était devenu subitement possible par l'acceptation d'un unique article législatif qui permettait une solution extraordinaire. Pour éviter de soumettre une nouvelle loi au peuple, le parlement s'était borné à la solution transitoire contenue dans l'article 1: «Le Grand Conseil est compétent pour déterminer provisoirement, par voie de décret, l'organisation de l'enseignement public après la cinquième année primaire. Un projet de loi déterminant son organisation définitive doit être présenté au plus tard en 1983.»

Le décret de 1972 sur l'introduction du cycle d'orientation

Le décret du 16 mai 1972 sur l'introduction du cycle d'orientation offrit une matière à discussion bien plus ample. Durant ses deux lectures au Grand Conseil, le projet suscita de très longs débats¹³.

⁹ Quelques points mentionnés ici sont repris et développés plus loin dans ce même chapitre.

¹⁰ BGC, session prorogée de novembre 1970, janvier 1971, p. 287-289.

¹¹ BGC, session de mai 1971, p. 99-111.

¹² BGC, session de mai 1971, p. 112-115.

¹³ BGC, session prorogée de novembre 1971, mars 1972, p. 82-164; session de mai 1972, p. 165-195, 197-207.

Lors de la première lecture, personne ne s'était prononcé contre la nouvelle organisation scolaire. Quelques députés, surtout ceux qui avaient salué avec enthousiasme la loi de 1962 comme «la loi du siècle», avaient pourtant manifesté une certaine déception visible et compréhensible. La critique était souvent dure envers les classes de promotion et les écoles ménagères qui avaient été établies entre-temps. Le chef du Département dut aussi expliquer la suppression des «classes de répétition», destinées aux jeunes de 15 à 20 ans qui ne poursuivaient pas de formation à la fin de leur scolarité obligatoire. Pour des raisons évidentes, les représentants des lycées-collèges soutinrent la formation et la culture gréco-latines, et ils s'opposèrent à la réduction des classes gymnasiales latines de huit à cinq ans¹⁴.

Un pas courageux

Le 16 mai 1972, les députés acceptèrent le décret par 60 voix (!) contre une, avec quelques abstentions. Un pas important vers une nouvelle ère de l'école valaisanne venait d'être franchi: le changement d'un collège latin de huit ans en une formation discontinue de cinq ans, à inscrire dans un enseignement décentralisé. Une telle mutation eût été impensable seulement dix ans plus tôt. La rupture d'une tradition scolaire d'au moins 150 ans fut consommée. Il se peut que des circonstances extérieures aient accéléré le changement, comme l'ordonnance fédérale de 1968 sur la reconnaissance de la maturité, qui rendait possible l'entrée en faculté de médecine sans le latin. En outre, cette ancienne langue culturelle avait entre-temps perdu de son importance, puisque l'Eglise, depuis le Concile de Vatican II (1962-1965), célébrait la liturgie dans la langue vernaculaire des fidèles¹⁵.

Le règlement d'application de 1972 sur l'introduction du cycle d'orientation contenait des dispositions pratiques d'organisation. Les premières classes (1A, 1B) devaient s'ouvrir au début de l'année scolaire 1974/1975. Les classes latines après la sixième année primaire furent maintenues durant l'année scolaire 1973/1974. La période de transition put bénéficier d'une certaine souplesse. Des dispositions sur les classes pratiques, l'information scolaire et professionnelle, les cours d'appui, les cours de rattrapage, le nombre d'heures et la formation du personnel enseignant complétèrent le règlement¹⁶. A partir de l'automne 1976, le Département imposa pour la première fois à tous les élèves la fréquentation de l'école obligatoire durant neuf années. Les examens de promotion dans le cadre du cycle d'orientation remplacèrent dès lors les précédents examens d'entrée à l'école de commerce et au gymnase¹⁷.

¹⁴ BGC, session prorogée de mai 1971, mars 1972, p. 82-166.

¹⁵ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 44-45; BGC, session de mai 1972, p. 197-207.

¹⁶ Le Département informait régulièrement les parents et le public sur la nouvelle organisation, par des publications telles que: *Le Cycle d'orientation et ses possibilités de formation scolaire et professionnelle. Guide de l'Ecole valaisanne et de la formation professionnelle*, Sion, 1974; *Mieux connaître le Cycle d'orientation. Informations aux parents d'élèves et d'élèves de la cinquième et de la sixième année primaire*, Sion, 1977; *Le Cycle d'orientation*, Sion, 1987; *Cycle d'orientation, informations*, Sion, 1993, etc.

¹⁷ RGCE 1976, p. 173-179.

En automne 1974, 5374 élèves entrèrent en première année du cycle d'orientation: 44,51% d'entre eux fréquentaient la division A, 48,36% la division B et 7,12% les classes pratiques¹⁸. Le Département avait l'intention de conserver cette proportion entre les deux divisions, pour élever la qualité de l'enseignement dans la division B. La pression des parents et du public provoqua cependant un glissement constant du pourcentage des admissions dans les deux divisions, comme le montrent les chiffres suivants:

	Division A	Division B	Classes pratiques B
Valais romand			
1976	42,6%	48,7%	8,7%
1985	51,5%	40,8%	7,7%
Haut-Valais			
1976	48,8%	45,0%	6,2%
1985	56,9%	37,6%	5,5%

(Statistiques 1986 du Département de l'instruction publique)

Les objectifs et les modalités

L'orientation et le choix professionnel

Le cycle d'orientation s'était fixé des buts élevés: approfondir et développer la formation acquise à l'école primaire, permettre l'achèvement de la scolarité obligatoire et préparer les élèves aux écoles secondaires du 2^e degré, aux apprentissages ou aux écoles spécialisées. Il différait le moment du choix des études ou d'un apprentissage, et les chemins pour y accéder se réduisaient aux deux divisions A et B. Cette désignation des deux filières par les lettres A et B était mal choisie, même si le passage d'une division à l'autre demeurait ouvert aussi longtemps que possible.

Le cycle d'orientation devait aider les élèves dans le choix de leur profession par une orientation scolaire et professionnelle insérée dans le programme. La réunion des élèves des deux divisions sous un même toit et sous une même direction voulait démontrer que toutes les directions professionnelles étaient d'égale valeur. La «centralisation décentralisée» gardait plus longtemps les élèves dans leur propre commune ou dans leur région de domicile. Le cycle facilitait la fréquentation ultérieure des écoles secondaires du 2^e degré, et ses centres revalorisaient les régions. La vieille opposition entre l'école obligatoire et le collège était appelée à disparaître.

¹⁸ RGCE 1974, p. 137-142. De 1974 à 1986, les élèves du cycle se trouvaient soit en division A, soit en division B; à partir de 1986, ces deux divisions furent appelées respectivement «section secondaire» et «section générale»; voir RL 67, 1973, p. 189, art. 4, et RL 80, 1986, p. 4, art. 49.

2.6. L'HORAIRE DU CYCLE D'ORIENTATION

Etat en décembre 1973

	Division B							
	Division A							
	1A	2A	3A	1B	2B	3B	Classes terminales	
							1T	2T
Instruction religieuse	2	2	2	2	2	2	2	2
Français	6	6	5	6	6	4	4	4
Allemand	4	4	4	4	4	3	1	1
Histoire / Education civique	2	2	2	2	2	2	1	1
Géographie	2	2	2	2	2	2	1	1
Mathématique	6	6	4	6	6	4	5	5
Dessin à main levée, dessin technique	2	2	2	2	2	2	2	2
Sciences naturelles, chimie, physique	2	2	2	2	2	2	3	2
Education physique	3	3	3	3	3	3	4	3
Education musicale	1	1	1	1	1	1	1	1
Travaux manuels, économie familiale	3	3	4	3	3	6	6	8
Information scolaire et professionnelle, information générale	1	1	1	1	1	1	1	2
Branches à option	—	—	2	—	—	2	3	2
TOTAL	34	34	34	34	34	34	34	34

NOTE 1 : Les chiffres représentent le nombre de cours par semaine.

2 : Pour les classes 3A et 3B les centres choisissent 2 heures hebdomadaires parmi les branches à option suivantes: Anglais - Italien - Bureau pratique - Travaux ménagers garçons - Sciences naturelles - Autres branches.

Les cas limites

Il incombait au nouveau système scolaire la tâche quasi insoluble d'assumer la sélection. Etaient admis en division A les élèves dont la moyenne était comprise entre 5,0 et 6. Des difficultés particulières étaient causées par la situation des «cas limites», c'est-à-dire ceux dont la moyenne était comprise entre 4,6 et 5,0. Ils étaient examinés individuellement, selon leur dossier scolaire ou d'après des éclaircissements supplémentaires exigibles. Enfin, les élèves dont la moyenne (inférieure à 4,6) ne remplissait pas les conditions d'admission à l'une des deux divisions du CO, et auxquels il ne restait plus que deux ans de scolarité obligatoire étaient admis dans les classes pratiques de la division B.

Les classes d'observation et le dossier scolaire

Les écoles primaires eurent la lourde responsabilité de préparer les élèves de cinquième et de sixième année à entrer dans les différentes divisions du CO. Pour faciliter la tâche des enseignants, des examens trimestriels furent instaurés en cinquième et

en sixième année primaire (nommées toutes deux «classes d'observation»), afin de permettre aux enseignants d'évaluer les performances des élèves d'après une norme cantonale. Les résultats étaient intégrés aux notes du trimestre. Ces examens, préparés par une commission formée à la fois d'enseignants des classes d'observation, des écoles secondaires et des écoles professionnelles, se déroulaient de manière décentralisée, et n'avaient pas pour but le contrôle du travail professoral; ils servaient simplement à unifier, dans toute la mesure du possible, les pratiques évaluatives des enseignants par une notation standardisée.

Le Département introduisit en outre le dossier scolaire (dossier contenant des informations sur l'élève), ce qui ne manqua pas de soulever bien des émois.

Une école globale coopérative

Le système scolaire valaisan des années 1960 aurait pu être considéré comme une école globale additive comportant des classes de promotion et des écoles ménagères, des classes secondaires, des classes latines et des classes spéciales («Sonderklassen»), si chaque enseignement propre avait pu être assuré dans le même bâtiment scolaire. Ce ne fut cependant jamais le cas jusqu'à l'introduction du cycle d'orientation. Entre les différentes sections ne s'établissait souvent aucun lien structurel, et chaque division professorale cultivait jalousement son propre petit jardin. Pour cette raison, le cycle d'orientation proposé devait être une école globale coopérative. Les différentes formations scolaires devaient dès lors travailler de concert. La direction commune et l'école «sous le même toit» favorisaient tout à la fois une étroite collaboration, des échanges de professeurs et de moyens pédagogiques, ainsi qu'une utilisation rationnelle des installations ou des appareils (comme le laboratoire de langues). En outre, les centres régionaux devaient être le foyer d'activités culturelles.

Un souhait des partisans du cycle d'orientation était formulé ainsi: «L'école primaire est nécessaire au village, et le cycle d'orientation à la région.» Quant à l'égalité, ou plutôt l'équité des chances, la devise d'une école globale anglaise était volontiers citée: «Chacun doit recevoir une chance identique d'être différent.»

L'admission au cycle d'orientation

Un changement essentiel modifia l'admission au cycle d'orientation. Jusqu'à la fin des années 1940, l'instituteur ou le prêtre endossaient généralement la responsabilité de la promotion des élèves qui désiraient se rendre dans une école subséquente. Dans les années 1950, les écoles secondaires avaient instauré chacune pour soi de modestes examens d'entrée. A partir de 1965, elles organisèrent ces examens en commun, puis le Département en assumait la charge. Après un de ces examens, un enseignant écrivit: «Après chaque examen d'admission, j'ai d'une certaine manière l'impression d'avoir participé activement à une exécution.»¹⁹ Une fois le cycle d'orientation introduit, l'examen d'entrée fut appliqué aux cas douteux, soit à environ 20% seulement d'une

¹⁹ WB, 27.05.1967, p. 14.

volée. Les avis des parents et des élèves étaient recueillis avant tout verdict, qui était fondé essentiellement sur les résultats scolaires.

Les cours d'appui et les études surveillées

Le cycle d'orientation prévoyait des cours d'appui, sous forme d'heures supplémentaires dans les disciplines principales²⁰. Ces cours ne pouvaient pas satisfaire tous les souhaits. Les 18 heures prévues par élève avaient d'abord été conçues comme soutien en cas de difficultés imprévues, et elles ne devaient se donner que sur une brève période, sinon les horaires eussent été trop lourdement chargés. Cette aide avait le désavantage d'être proposée en dehors des heures d'école, ce qui pouvait signifier une surcharge pour les élèves. Cette mesure restait tout de même une louable tentative du Département d'offrir un enseignement différencié²¹. Une autre aide pédagogique apportée aux élèves fut l'instauration de l'étude surveillée dans les écoles communales et régionales.

Les cours de rattrapage

Le Département organisa des cours de rattrapage durant les vacances d'été pour rendre possible le passage d'une classe de la division B à une classe de la division A, ou pour éviter le redoublement d'une année scolaire. Il fallut bientôt constater que les vacances n'étaient pas le moment approprié pour pousser à de nouveaux efforts des élèves fatigués ou sollicités à l'excès. Bientôt plus aucun élève ne s'annonça pour ces cours.

Les classes pratiques

Souvent, les classes pratiques du cycle d'orientation assumaient aussi la tâche de classes d'observation, particulièrement pour les cas limites, dans le but d'aider les élèves à surmonter des difficultés temporaires. Il existait en outre de véritables classes spéciales: les classes d'adaptation et les classes de développement. Une enquête menée dans les classes d'observation du Valais romand, durant les années 1988-1991, montrait leur absolue nécessité. Seulement 28% environ des 402 enfants concernés avaient pu réintégrer la classe précédente, et 21% étaient restés plus de deux ans dans ces classes d'observation. Les objectifs d'intégration étaient difficiles à atteindre²².

²⁰ Décision du 22.04.1975 pour l'application des cours d'appui.

²¹ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 109-110.

²² Geneviève MICHELLOD et Philippe THEYTAZ, *Les classes d'observation dans le Bas-Valais*, Sion, 1991.

La planification de l'emplacement des centres

La localisation des nouveaux centres scolaires devait être déterminée selon des critères objectifs. A l'entreprise sédunoise B.E.S. (Bureau d'études sociales) fut confiée la mission d'élaborer ces critères d'après les données les plus exactes et les plus scientifiques possible. Durant les années 1971 et 1972, les responsables présentèrent en six volumineux dossiers l'ensemble du système scolaire valaisan. Les chercheurs examinèrent, pour l'année scolaire 1970/1971, le nombre d'élèves depuis l'école enfantine jusqu'à la fin de la formation dans les collèges et les écoles professionnelles. Une attention particulière fut portée aux écoles secondaires du 1^{er} et du 2^e degré. Pour la première fois probablement, les écoles privées entrèrent elles aussi systématiquement dans les statistiques cantonales. L'origine des élèves, leur milieu social, l'activité professionnelle de la mère, le sexe, la confession, les écoles suivies, etc., constituaient les objets de l'étude. Des données sur le personnel enseignant (âge, sexe, formation, chances professionnelles, etc.) formèrent un dossier supplémentaire. Enfin, une dernière partie du travail s'attacha aux écoles professionnelles.

Les principes de la planification

Les propositions d'ouverture de nouveaux cycles d'orientation, ou le choix de la réutilisation des bâtiments des écoles secondaires existants étaient de première importance pour le Département. Aussi l'étude devait-elle partir des quatre principes suivants:

1. Doivent être prises en compte les infrastructures existantes des classes de fin de scolarité: classes latines, classes secondaires, classes de promotion, classes ménagères, classes spéciales (classes de développement).
2. L'effectif idéal d'un cycle d'orientation devrait compter 250 élèves (10-12 classes), avec un minimum compris entre 80 et 120 élèves et un maximum ne devant pas dépasser 380 à 420 élèves.
3. Des données économiques, sociales et politiques doivent être prises en considération (communes de montagne, communes de plaine, concept de développement, etc.).
4. La moyenne des effectifs d'une classe devrait être de 22 élèves, avec un maximum de 32 élèves²³.

Les études du B.E.S. portèrent sur les éléments propres aux différents lieux, tels qu'ils s'étaient développés, au cours des vingt à trente années précédentes, dans les communes et les régions concernées. D'après les critères récoltés, tels que les effectifs et la grandeur des écoles, ou les conditions de transport, les chercheurs étudièrent la possibilité de créer des centres plus grands et plus «rationnels», et ils proposèrent deux variantes pour leur répartition dans différentes régions associées.

²³ AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier IV, p. 35-36 et p. 36-60.

Le Haut-Valais était mieux équipé pour les degrés supérieurs de l'école primaire que le reste du canton, ce qui était révélateur. Bien que dans ces degrés la région germanophone comptât la moitié moins d'élèves (2190) que le Valais romand (4652), elle disposait de 18 centres scolaires, contre 16 dans la région francophone. Cela signifiait que pour introduire le cycle d'orientation il fallait construire une dizaine d'écoles nouvelles dans le Valais romand, alors que dans le Haut-Valais la plupart des écoles, déjà existantes, devaient simplement être agrandies, transformées ou rénovées. Les effets de l'initiative de Zurich des années 1939-1946 se démontraient ainsi, trente ans plus tard²⁴.

Le Cycle d'orientation de Vissoie, Val d'Anniviers (1973)

Entre 1968 et 1973, les six communes du Val d'Anniviers, soit Ayer, Chandolin, Grimentz, Saint-Jean, Saint-Luc et Vissoie, soumirent leur organisation scolaire à une analyse approfondie. Le point de départ de cette étude était le constat de la diminution constante de la population, qui comptait encore 2238 habitants en 1910, pour n'en recenser plus que 2001 en 1920, 1861 en 1930, 1649 en 1950, et finalement 1610 en 1960. La survie des onze écoles réparties dans les six communes réclamait des solutions plus rationnelles. Le Bureau de planification Schwendener fut donc mandaté pour étudier l'organisation d'une école primaire commune et d'une école secondaire régionale, ainsi que pour proposer un emplacement adéquat. L'analyse, achevée en 1969, indiquait que la solution la plus appropriée consistait en un centre scolaire commun situé à Vissoie. En automne 1973, une année avant l'instauration officielle du cycle d'orientation, les communes ouvrirent, dans le Centre scolaire d'Anniviers nouvellement construit, une classe secondaire commune. Cet événement fut presque une révolution²⁵.

Le Département avait accordé, en 1971 déjà, son accord pour les préparatifs d'une organisation scolaire centralisée dans le Val d'Anniviers. Les effectifs de la première volée comptaient 18 jeunes filles et 22 jeunes garçons. Deux classes de promotion s'ajoutèrent aux classes secondaires. Les directeurs du centre furent successivement Jacqueline Perrin (1973-1977), Francis Salamin (1977-2004) et Geneviève Constantin-Zufferey dès l'année scolaire 2004/2005. Rémy Theytaz fut le premier président de la commission scolaire. Toutes les communes participèrent dès le début à la construction et au fonctionnement de l'école. Erigé en 1971/1972, le bâtiment fut agrandi en 1983, en raison de la croissance des effectifs. En 1990, l'école abritait

²⁴ Voir chapitre 2. D'autre part, certains cycles d'orientation, qui étaient les successeurs d'écoles secondaires existantes, ont été placés dans le chapitre 2.

²⁵ Peter SCHWENDENER et Bernard OGIER, *Aménagement régional du Val d'Anniviers. Implantation d'une Ecole primaire et secondaire régionale*, texte dactylographié, Sion, 1969; AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier IV, p. 35-36.

350 élèves répartis dans les 14 classes de l'école enfantine, de l'école primaire et du cycle d'orientation²⁶.

Le Centre scolaire du Val d'Anniviers introduisit dès 1996 l'horaire continu pour réduire les navettes scolaires et faciliter l'organisation de la vie familiale. Il fallut construire une annexe pour les repas pris durant la courte pause de midi. Tous les élèves rentraient chez eux au milieu de l'après-midi.



Le Cycle d'orientation de Troistorrents.

Le Cycle d'orientation de Troistorrents (1974)

Les élèves du Val d'Illiez avaient dû renoncer à la fréquentation d'une école secondaire dans leur propre vallée jusqu'au moment de l'introduction du cycle d'orientation. Quelques rares jeunes garçons suivaient une école à Monthey. En 1974, la commune de Troistorrents s'offrit pour l'implantation d'un cycle d'orientation, parce que son bâtiment scolaire, qui accueillait pour toute la vallée une école ménagère, des classes de promotion et une classe de développement, avait été agrandi durant l'année scolaire 1960/1961. L'infrastructure nécessaire existait donc déjà. En septembre 1974, 51 jeunes filles et 52 garçons formant la première volée du cycle d'orientation furent répartis entre les divisions A et B. Les classes de promotion et la classe de développement vécurent parallèlement leur dernière année d'existence. Le directeur du centre et président de la commission scolaire fut André Berrut (1974-1985). La direction fut ensuite confiée à Emile Crépin. La commune de Troistorrents, qui demeurait proprié-

²⁶ Enquête 1990; voir aussi *L'Ecole est fermée!... et alors? Les conséquences des fermetures d'écoles. Une étude de cas dans le Val d'Anniviers*, Genève, 1990.

taire de l'école, agrandi le bâtiment scolaire en 1974 et en 1981; le 6 mars 1975 fut conclu un accord avec les communes associées de Val d'Illicz et de Champéry²⁷.

Le Cycle d'orientation de Leytron (1974)

Le Cycle d'orientation de Leytron fut le résultat de la planification scolaire de 1973 dans le district de Martigny. Les locaux scolaires, construits entre 1967 et 1970 et pouvant être acquis ou utilisés à très bon compte, décidèrent du choix de l'emplacement. Le cycle d'orientation accueillit durant sa première année d'existence, en 1974, 123 filles et 120 garçons répartis dans 10 classes; 3 classes de promotion furent encore tenues en parallèle pour une dernière année. L'école compta ensuite 265 élèves en 1975, et 249 élèves l'année suivante. L'association des onze communes du district de Martigny racheta en 1974 et en 1975 des parcelles appartenant à l'école primaire de la commune de Leytron. Les locaux existants ne suffirent pourtant pas et, la première année, l'école dut utiliser des salles de classe supplémentaires à Riddes et, de Noël à Pâques, une salle de gymnastique à Charrat. A partir de 1975, les classes devinrent mixtes. Le bâtiment du cycle d'orientation fut construit en 1979, et en 1990 les communes agrandirent l'ancienne école ménagère qui servit d'annexe.



Le Cycle d'orientation de Leytron.

²⁷ NF, 10.06.1999, p. 9; *Enquête* 1990. Voir aussi: «Troistorrents: commémoration du 30^e anniversaire du cycle d'orientation», in *Résonances*, septembre 2004, p. 18-20.

La première présidente de la commission scolaire fut Gabrielle Sola, qui exerçait déjà cette même fonction à Sainte-Jeanne-Antide et à Sainte-Marie de Martigny. Le premier directeur fut Théo Chatriand (1974-1980) auquel succédèrent Jean-Michel Mathey (1980-1990) puis Charly Roth (1990-2001) et enfin Philippe Terrettaz dès 2001. Les effectifs les plus élevés furent atteints en 1983 avec 321 élèves, répartis dans 14 classes²⁸.

Le Cycle d'orientation de Savièse (1974)

D'après la planification scolaire cantonale du B.E.S. de 1970, le Département aurait dû, à vrai dire, donner la préférence à un cycle d'orientation groupant les élèves des communes de Savièse, Grimisuat, Arbaz et Ayent. Après de brefs contacts avec les communes concernées, le Département se décida en mars 1974 pour une solution qui est encore d'actualité (soit un cycle d'orientation à Savièse et un à Ayent), et qui donna de bons résultats dès le début. En septembre de la même année, le Cycle d'orientation de Savièse ouvrit ses premières classes dans des locaux provisoires, accueillant 51 filles et 41 garçons parallèlement aux classes de promotion et aux classes ménagères encore existantes. L'école compta 111 élèves la deuxième année et déjà 130 la troisième année.



Le Cycle d'orientation de Savièse.

²⁸ Enquête 1990.

Clovis Luyet, président de la commune, fut nommé premier président de la commission scolaire, et le premier directeur fut Raphy Héritier (1974-1999), auquel succédèrent Edmond Farquet (1999-2004) puis Marius Dumoulin dès l'année scolaire 2005/2006, après un intérim d'un an assuré par Augustin Genoud. En 1978, le cycle d'orientation emménagea dans un nouveau bâtiment adéquat, qui fut agrandi en 1980 et en 1981, afin de pouvoir y dispenser des cours d'économie familiale. L'année 1983 enregistra l'effectif le plus élevé avec 237 élèves répartis dans 12 classes²⁹.



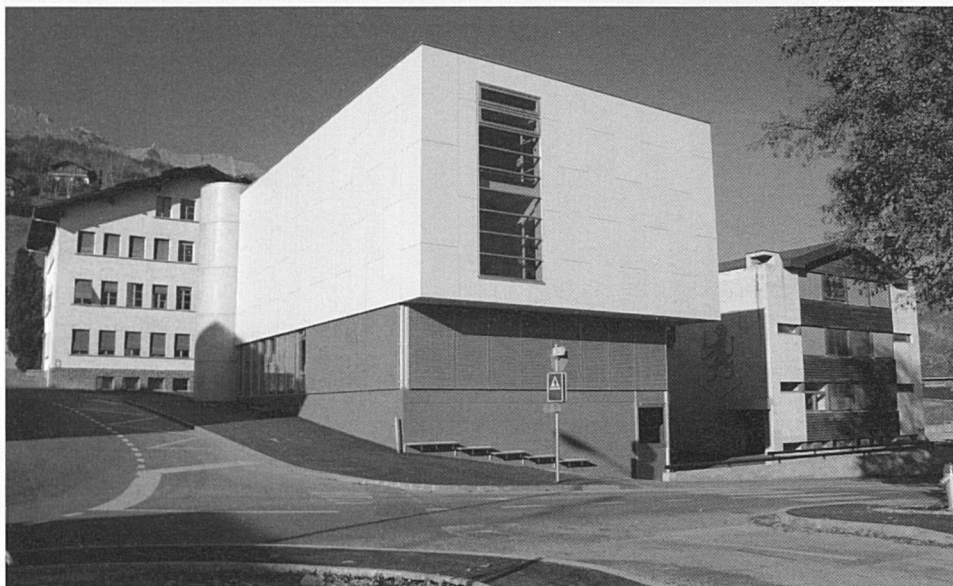
Le Cycle d'orientation de Nendaz.

Le Cycle d'orientation de Nendaz (1974)

Jusqu'à l'introduction du cycle d'orientation, les enfants de Nendaz et de Veysonnaz, comme ceux des autres communes des environs de la capitale, fréquentaient les écoles secondaires régionales de Sion, ou alors ils se rendaient à Basse-Nendaz dans les classes de promotion ou les classes ménagères, pour lesquelles la commune avait fait construire les bâtiments nécessaires durant l'année 1958/1959. Le cycle d'orientation ouvrit ses portes en automne 1974, accueillant 66 jeunes filles et 40 jeunes garçons dans les divisions A, B et les classes pratiques de la division B. La deuxième volée comptait 178 élèves et la troisième, 206. La commune de Nendaz agrandit le centre scolaire en 1974/1975. En 1976, elle conclut avec la commune de Veysonnaz un contrat fixant les conditions de collaboration financière. Le premier président de la

²⁹ Enquête 1990.

commission scolaire et premier directeur de l'école fut Michel Délèze; lui succédèrent à la direction Marie-Thérèse Glassey (1975-1977), Michel Fournier (1977-2000) et Claudy Bourban dès 2000. Les effectifs les plus élevés du centre furent atteints durant les années 1982/1983 et 1984/1985 avec 240 élèves répartis dans 12 classes³⁰.



Le Cycle d'orientation de Ayent.

Le Cycle d'orientation d'Ayent (1975)

Les élèves des derniers degrés de l'école primaire d'Ayent avaient dû fréquenter des écoles sédunoises jusqu'en 1975. Cette année-là, le Département autorisa la commune à ouvrir son propre cycle d'orientation, pour épargner à sa jeunesse un déplacement journalier. Un bâtiment à Saint-Romain/Ayent, construit en 1950 et ensuite agrandi en 1976, servit de centre scolaire. Les effectifs de la nouvelle école restèrent relativement modestes. En 1975, 26 filles et 22 garçons fréquentèrent la première année; le cycle d'orientation compta 119 élèves l'année suivante, puis 124 la troisième année. En 1983/1984 fut atteint le nombre record de 133 élèves répartis en 6 classes. Jusqu'en 1989, les élèves de la troisième année durent se rendre à Sion pour achever leur scolarité obligatoire³¹.

Le premier président de la commission scolaire fut le curé Joseph Séverin, et le premier directeur Jean-Paul Savioz (1975-2004) auquel succéda Jean-Claude Aymon³².

³⁰ Enquête 1990.

³¹ *NF*, 21.05.2001, p. 15.

³² Enquête 1990.



Le Cycle d'orientation de Simplon-Village.

Le Cycle d'orientation de Simplon-Village (1975)

Initialement, rien ne laissait prévoir la création d'un cycle d'orientation à Simplon-Village. La tentative de réunir dans une structure scolaire commune les élèves de Simplon-Village et de Gondo avait été abandonnée par crainte des avalanches. Les deux communes prirent alors part aux travaux de la Commission régionale de l'école secondaire de Brigue. Comme Simplon-Village possédait déjà une école ménagère, la nécessité d'une école secondaire pour filles s'imposa encore moins. A l'instar des garçons de Gondo, ceux de Simplon fréquentaient individuellement l'école moyenne au collège ou l'école secondaire de Brigue. Le nombre d'élèves n'augmenta qu'à partir de l'introduction du cycle d'orientation, et le besoin d'une formation scolaire secondaire pour les filles s'accrut pareillement. En 1974/1975, l'essai d'envoyer quotidiennement les élèves à Brigue ne fut pas concluant; le Département fut poussé à trouver la solution idéale, qui n'était autre que la création d'un cycle d'orientation à Simplon-Village. La faculté d'adaptation et l'engagement des deux premiers maîtres secondaires, Alfons Gerold et Lukas Arnold, permirent la réalisation sur place des objectifs du cycle d'orientation. Les élèves de Gondo, quant à eux, continuaient de fréquenter les écoles de Brigue comme externes³³.

³³ Enquête 1990.



Le Cycle d'orientation «Collège de Derborence», à Conthey.

Le Cycle d'orientation «Collège de Derborence», Conthey (1976)

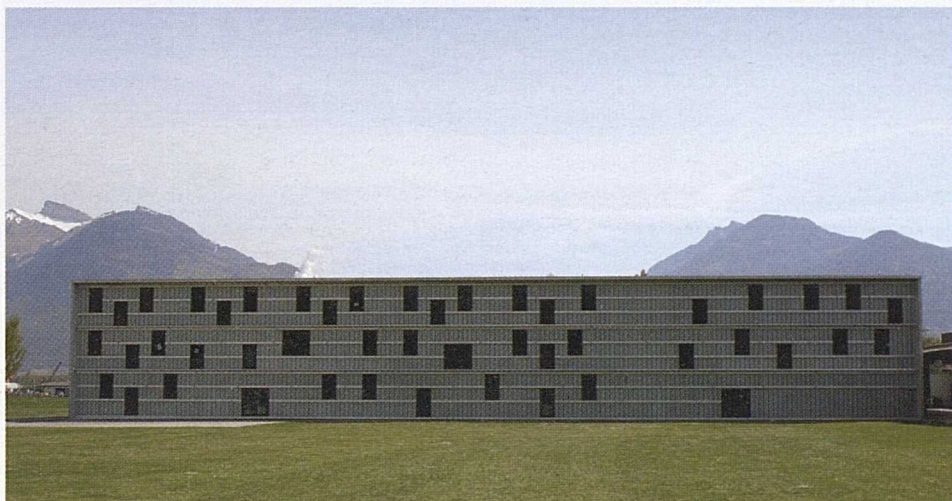
En 1961, les communes d'Ardon, de Chamoson, de Conthey et de Vétroz signèrent avec la commune de Sion une convention pour la construction et l'entretien de l'école secondaire régionale des garçons, «Les Collines». Les jeunes filles fréquentaient l'école secondaire sédunoise de Saint-Guérin. Des classes de promotion et des classes ménagères existaient à Conthey. Au moment de la création du cycle d'orientation, les communes de plaine songèrent à une décentralisation des classes de fin de scolarité obligatoire; la ville de Sion n'aurait d'ailleurs pas pu accueillir les jeunes de ces communes, malgré une planification large. C'est pourquoi le Département autorisa en 1974 la construction d'un cycle d'orientation à Conthey. La localisation fut quelque temps controversée. Un grand centre scolaire fut construit durant l'année 1976/1977, puis agrandi en 1992 et en 1995.

Les effectifs démontrèrent l'utilité de ce nouveau cycle d'orientation. En automne 1978, il était fréquenté par 469 élèves répartis dans 20 classes. Ce chiffre s'éleva à 483 la deuxième année, puis à 493 la troisième année. Le record fut atteint durant l'année scolaire 1984/1985 avec 638 élèves répartis dans 30 classes. L'école tenait également des classes spéciales. André Valentini fut nommé président de la commission scolaire, et le premier directeur fut l'ancien inspecteur scolaire Pierre Putallaz (1978-1992) auquel succéda Eddy Sauthier. Les quatre communes d'Ardon, de Chamoson, de Conthey et de Vétroz conservèrent la possession en commun du Cycle d'orientation de Conthey. Les classes devinrent mixtes à partir de l'année scolaire 1981/1982³⁴.

³⁴ Enquête 1990.

Le Cycle d'orientation de Collombey-Muraz (1999)

Dès 1960, les élèves de la commune de Collombey-Muraz fréquentèrent l'école secondaire régionale de Monthey, aménagée en 1972 dans le bâtiment du Reposieux fraîchement construit, puis agrandi en 1988. La convention qui liait les communes de Collombey-Muraz et de Monthey fut dénoncée en 1998/1999. Collombey-Muraz dut alors construire en 1998 son propre centre scolaire, le Cycle d'orientation «des Perraires», qui put accueillir en automne 1999 ses 225 premiers élèves répartis dans 11 classes. Le promoteur de ce nouveau centre était le président de la commune, Antoine Lattion; le premier président de la commission scolaire fut Arthur Zimmermann et le premier directeur, Alain Fournier. Le Grand Conseil alloua les crédits nécessaires par les décisions du 13 mai 1998 et du 22 mars 2002³⁵.



Le Cycle d'orientation de Collombey-Muraz.

Le programme

Les tâches essentielles

En été 1974, le Département de l'instruction publique publia un *Guide de l'école et de la formation professionnelle en Valais*, qui connut une large diffusion dans les deux langues. Ce document présentait avec clarté l'essentiel des tâches de l'école valaisanne, la scolarité obligatoire, les possibilités de formation après le cycle d'orientation, les services de l'Etat et donnait des renseignements pratiques et des adresses utiles.

³⁵ RL 92, 1998, p. 217 et RL 96, 2002, p. 77.

Le cycle d'orientation souhaitait prendre en compte les changements socioculturels. Dernière tranche de la scolarité obligatoire, il devait avant tout transmettre une formation de base et renoncer à toute spécialisation. Il s'agissait en outre de développer les capacités et les forces intellectuelles, psychiques et physiques des élèves. L'accent principal était mis sur la langue maternelle, la deuxième langue nationale et les mathématiques. Les questions écologiques, les médias, l'éducation routière et des informations générales sur les événements de l'actualité devaient façonner une école proche de la vie quotidienne.

Information professionnelle, économie familiale, travaux manuels, informatique, mathématiques modernes, calcul mental, emploi de la calculatrice, anglais et deuxième langue nationale, informations sur la vie (dans le Haut-Valais) et éducation à l'amour humain (dans le Valais romand), tels étaient les mots-clefs du cycle d'orientation.

La réforme de l'enseignement de l'économie familiale

La réduction de l'économie familiale à trois heures d'enseignement hebdomadaire signifiait une rupture abrupte d'avec les habitudes prises jusqu'alors. La diminution du nombre d'heures sollicita souplesse et efforts des maîtresses ménagères. Dans certaines écoles, les aménagements pour de grands effectifs faisaient parfois défaut, ce qui entravait la bonne marche des cours. En outre furent exigés des cours de cuisine pour les garçons également, ce qui donna par la suite les variantes les plus hétéroclites: en deuxième et troisième année, les filles et les garçons alternaient durant un ou deux trimestres les cours de travaux manuels et de cuisine; lorsque les salles de travaux manuels venaient à manquer elles aussi, les garçons suivaient des cours de cuisine durant toute l'année; en cas d'effectifs réduits, l'enseignement se donnait aux filles et aux garçons réunis; en cas de déséquilibre numérique entre les filles et les garçons, ces derniers pouvaient choisir entre les cours de cuisine ou les cours de travaux manuels³⁶. Ces réajustements exigèrent beaucoup de compréhension tant de la part des directeurs d'école, des enseignantes d'économie familiale que des enseignants de travaux manuels.

Tandis que les autorités scolaires, les parents et les élèves se prononçaient majoritairement en faveur de l'intégration de cet enseignement dans le programme général, d'autres se plaignaient de la perte de l'école ménagère d'autrefois, où plus de temps était accordé à l'expression artistique: bricolage, chant, modelage, etc. La pression exercée par une «égalité des chances» à réaliser, ainsi que le principe même du cycle d'orientation visant à la réunion de tous les élèves «sous un même toit» pour éviter les «discriminations» prirent le dessus dans ce conflit d'opinions.

Le Département considérait l'économie familiale et les travaux manuels non seulement comme un moyen d'assimiler des connaissances spécifiques et de développer l'habileté manuelle, mais aussi comme un procédé pédagogique appréciable pour faire contrepoids à la formation théorique et intellectuelle.

³⁶ I. VENETZ, *Die Entwicklung des hauswirtschaftlichen Unterrichts*, p. 42-47.

La formation du personnel enseignant

Les maîtres des divisions A et B

La formation du personnel enseignant pour le cycle d'orientation nouvellement institué exigea des efforts supplémentaires de la part du Département, mais les professeurs ne furent pas épargnés non plus, puisqu'ils durent suivre des cours et se préparer à la nouvelle orientation de l'école, ce qui ne se fit pas toujours sans grincements de dents. Des attentes étaient souvent détruites lorsque les souhaits salariaux n'étaient pas tous réalisés immédiatement. Pour enseigner en division A, il fallait avoir suivi à l'université une formation de maître de l'enseignement secondaire du 1^{er} degré, ou alors une formation universitaire complète (licence), et pour enseigner en division B, les professeurs des anciennes classes de promotion ainsi que les maîtresses ménagères devaient suivre de 10 à 14 cours complémentaires en cours d'emploi.

Les maîtres des classes pratiques

Les classes pratiques de la division B étaient confiées à des maîtres de l'enseignement spécialisé, formés à l'extérieur du canton. Comme le nombre de ces classes était difficilement prévisible dans les centres de petite taille, des maîtres spécialisés pouvaient se retrouver subitement sans emploi. Pour cette raison, le Département leur permit sous certaines conditions l'enseignement dans les classes B ordinaires. Leur diplôme pouvait être reconnu après trois ans de pratique dans de telles classes³⁷.

Les maîtres de dessin

Les enseignants de presque toutes les disciplines spéciales avaient besoin d'une initiation particulière. La plupart du temps, leurs effectifs en Valais étaient trop réduits pour qu'y fût créée à leur intention une voie de formation propre. Ce problème se posait particulièrement pour les professeurs de dessin et d'éducation physique au cycle d'orientation, et parfois pour ceux des écoles de l'enseignement secondaire du 2^e degré.

En 1983, une solution fut trouvée pour les professeurs de dessin du cycle d'orientation du Valais romand, lorsque fut signé avec le canton de Berne un accord permettant aux Valaisans de suivre la formation théorique de maître de dessin à l'Université de Berne (cours de pédagogie, de psychologie et cours spécifiques) tout en accomplissant les stages pratiques requis dans des écoles en Valais. Les inspecteurs scolaires valaisans, en collaboration avec leurs collègues bernois, observaient et évaluaient les candidats. Si la formation théorique demeurait du ressort du canton de Berne, les

³⁷ Dispositions du Département de l'instruction publique du 19.06.1979; Décision du 05.07.1982, art. 1-4.

épreuves de sélection pour les examens finaux se déroulaient en Valais. Les deux cantons reconnaissaient le diplôme obtenu³⁸.

Les maîtres d'éducation physique

L'ordonnance fédérale du Département militaire du 21 décembre 1972 fixait aussi les exigences pour la formation des professeurs de gymnastique. Le diplôme I de maître d'éducation physique était délivré par les universités de Bâle, Berne, Genève, Lausanne et par l'Ecole polytechnique de Zurich. La période de formation comptait au moins 4 semestres, et pouvait également s'effectuer en cours d'emploi. Le diplôme était conçu pour l'enseignement de l'éducation physique dans les écoles de la scolarité obligatoire³⁹. Toutefois, ce qui était réglé sur le papier restait souvent à l'état de simple souhait.

Le diplôme II de maître d'éducation physique, obtenu après 8 semestres d'études dans les universités de Zurich, Berne et Bâle (Lausanne seulement à partir de 1981), autorisait l'enseignement de la gymnastique dans les écoles secondaires du 2^e degré et dans les écoles professionnelles. En 1977, 51 maîtres diplômés en éducation physique enseignaient en Valais⁴⁰.

Des opinions divergentes

Les années 1970, le «Printemps du Valais»

En 1971, les jeunesses radicales démocratiques valaisannes firent paraître le *Printemps du Valais*, ouvrage qui offrait une réflexion critique sur la situation du canton, et qui suggérait des propositions pour le futur⁴¹. Outre une analyse des structures de l'Etat, de l'aménagement du territoire, de la politique culturelle et sociale, des finances, des impôts et de l'économie valaisanne, cette publication contenait des écrits déjà parus sur ces sujets, dans les deux langues.

Les considérations sur l'école valaisanne et les revendications des jeunes radicaux jouèrent, dans les années 1970, un rôle dans les débats sur l'organisation du cycle d'orientation, et elles servirent partiellement de fondement à la loi scolaire de 1983 préparée par le conseiller d'Etat Bernard Comby. A côté d'objectifs plutôt politiques, le livre contenait plusieurs esquisses et propositions, qui furent concrétisées sous des formes quelque peu modifiées. Les opinions s'appuyaient souvent sur de la littérature pédagogique, parue en France, en Belgique et en Suisse romande.

³⁸ Convention relative à l'accomplissement des stages pratiques des candidats valaisans au brevet de dessin immatriculés à l'Université de Berne, division de la formation des maîtres secondaires de langue française, Berne (03.1.01983).

³⁹ Antoine MAILLARD, in *L'Ecole valaisanne*, 1978, 23^e année, n° 4, p. 91 et suivantes; Jeannette SCHMID, *Entwicklung des Schulturnens im Kanton Wallis 1940-1993*, Diplomarbeit, Bern, 1993, p. 23-24.

⁴⁰ J. SCHMID, *Entwicklung des Schulturnens*, p. 34.

⁴¹ *Le Printemps du Valais*, Martigny, 1971, p. 91 et suivantes.

La méthode de sélection

Les auteurs du *Printemps du Valais* s'étaient particulièrement acharnés contre le mode de sélection au cycle d'orientation. La répartition des élèves en deux divisions A et B leur était insoutenable. Ils soutenaient que ce procédé n'était qu'une discrimination renforçant les différences sociales. Ils trouvaient injuste que des maîtres secondaires étaient requis en division A, alors que des maîtres primaires suffisaient pour la division B. Selon eux enfin, le passage de la division A à la division B était facile, et son contraire, trop difficile.

Les auteurs désiraient que l'amélioration du système scolaire se fit en deux étapes. Dans la première phase de la réforme, tous les élèves de 11 à 14 ans recevraient leur formation dans une école régionale. Un programme commun serait proposé dans toutes les sections ultérieures, classique, pédagogique, scientifique, commerciale, technique ou préprofessionnelle, sections qui se rapprocheraient les unes des autres dans la découverte de la profession et assureraient aux métiers techniques et manuels une relève nécessaire. Ces projets, calqués sur des modèles belges, devaient assurer une orientation objective, selon leurs promoteurs. Dans la seconde phase serait établie une école globale selon l'exemple suédois. En sixième année primaire seraient testées les capacités et les préférences des élèves; en septième année suivrait une orientation devant déterminer la voie de formation ultérieure, recherche qui serait complétée en huitième année par des conseils et de la pratique.

L'école globale et l'école unique

En 1973, une «thèse» du parti socialiste valaisan réclama également une école globale⁴². Cette brochure décrivait l'école après 1962 comme celle d'un pays sous-développé, et elle exigeait la démocratisation des études. L'enseignant y apparaissait comme le garant du maintien du régime dominant, «l'homme de l'institution: l'instituteur». La loi sur l'instruction publique de 1962 reçut tout de même l'appréciation de «remarquable progrès».

D'autres points de vue

Parallèlement à l'utopique démocratisation des études prônée par les partisans de l'école globale parurent également des théories réalistes en langue française. Sous le patronat du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe, Yves Roger publia en 1967 d'autres conceptions du cycle d'orientation⁴³. Nombre de ses notions fondamentales furent appliquées au cycle d'orientation valaisan. Deux ans plus tard, les faiblesses de quelques écoles françaises hautement renommées furent mises en

⁴² *Ecole unique: thèses du Parti socialiste valaisan concernant l'instruction publique*, Sion, 1973.

⁴³ Yves ROGER, *Le Cycle d'observation et d'orientation*, Strasbourg, 1967, p. 48, 69, 73, 75.

lumière dans l'ouvrage *Rebâtir l'école*, cosigné par Marcel Bataillon, André Berge et François Walter⁴⁴.

«L'école au pays des barrages»

Dans son livre *L'école au pays des barrages*, le maître secondaire valaisan Henri Marin traitait de la situation de l'école valaisanne avant et après l'introduction du cycle d'orientation. Le mot «barrage» pouvait aussi se comprendre dans un sens figuré. Beaucoup de barrages entravaient le passage de l'ancien au nouveau système scolaire. Lors des débats publics, les adversaires des divisions A et B parlaient d'«apartheid» et de «discrimination»⁴⁵. Tous les experts se rejoignaient dans le constat de la grande et permanente difficulté du défi représenté par les degrés scolaires recueillant les jeunes de 12 à 15 ans. Le Valais n'était pas le seul concerné. Une statistique de 1977 révélait que 46% de toutes les réformes scolaires en Suisse touchaient ce degré⁴⁶. L'on parlait en Valais du «traumatisme du cycle d'orientation». L'ambition des parents et l'exigence de la note 5 pour entrer au cycle sans examen constituaient des points sensibles. La division B était considérée par plus d'un comme dégradante. Le mode de sélection était cependant bien meilleur que par le passé, puisque seulement 20% et non plus le 100% des élèves devaient passer un examen d'entrée. Malgré tout, de nombreux mécontents désignaient la division A comme le train direct et la division B comme l'omnibus⁴⁷. Un journaliste haut-valaisan narquois insinuait que «A» signifiait «académique», «B» «Büezer» (manœuvre), et que certains enseignants désignaient leur classe pratique par un «C»...

Henri Marin, qui vivait lui-même les difficultés d'un professeur secondaire, proposa un cycle d'orientation en trois sections: une section littéraire-scientifique qui préparerait les élèves à de longues études, une section générale pour des études ou pour un apprentissage ultérieur, et enfin une section «moderne». Dans la deuxième section, la première année devait approfondir une matière couvrant grosso modo le programme d'une ancienne septième année primaire combiné à celui d'une classe secondaire. Sorte d'«assurance-risque» ou d'«appui véritable», elle devait offrir une plate-forme pour les choix qui suivraient. La troisième section était orientée vers une formation professionnelle ultérieure, et il lui fallait former des élèves dotés d'une «intelligence pratique». Henri Marin penchait pour un enseignement dans des classes homogènes dès la première année⁴⁸.

⁴⁴ Marcel BATAILLON, André BERGE et François WALTER, *Rebâtir l'école*, Payot, Paris, 1969, p. 59 et suivantes, 223 et suivantes.

⁴⁵ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 16; NF, 09.05.1980.

⁴⁶ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 27 et suivantes.

⁴⁷ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 53.

⁴⁸ H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 92-95, 101, 120-121; cf. *L'évaluation formative et l'enseignement différencié*, Berne, 1978.

Alors que les enseignants et les élèves s'étaient habitués à la nouvelle structure et s'en montraient dans l'ensemble satisfaits, le monde politique se mit à la critiquer. Au cours d'interminables discussions au Grand Conseil, partisans et adversaires s'épanchaient en discours prolixes. Il n'y eut aucune proposition concrète et réaliste supplantant celles de la Commission d'évaluation⁴⁹.

La Commission d'évaluation du cycle d'orientation

En 1976/1977, le cycle d'orientation achevait sa première boucle complète de trois ans; il comptait à ce moment-là 40 centres scolaires et 10 578 élèves répartis dans 500 classes⁵⁰. Ces premières années n'échappèrent ni aux turbulences ni aux maladies d'enfance. Il était nécessaire de dresser un premier bilan et de réviser certaines dispositions donnant lieu à des divergences d'opinion. A partir de 1974, la situation se compliqua d'une récession économique rendant difficile la recherche d'une place d'apprentissage⁵¹.

Pour ces raisons, le Département jugea à propos de nommer une sorte de commission d'évaluation qui réunirait des représentants de tous les milieux intéressés: partis politiques, associations de parents et d'enseignants, directions des écoles secondaires et professionnelles, offices d'orientation scolaire et professionnelle, et services du Département. Eugen Egger, directeur à Genève du Centre suisse de documentation et d'information en matière d'emploi, et secrétaire général de la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique, fut choisi comme expert pédagogique externe. La présidence de la commission fut confiée à Willy Gertschen, membre du Conseil de l'instruction publique et de la Commission cantonale de l'enseignement secondaire. En tout, trente-cinq personnes furent réparties dans des groupes de travail.

Une commission efficace

C'était bien la première fois que tant de personnes pourvues du sens des responsabilités et conscientes des faits s'occupaient des questions scolaires. Le Département réussit à obtenir que tous les problèmes fussent discutés ouvertement. Les milieux politiques et économiques avaient leur mot à dire. Les propositions d'amélioration furent donc réalistes. Beaucoup d'entre elles purent être appliquées, souvent de façon indirecte.

La question se posa naturellement de savoir si un plus grand pourcentage d'élèves admis en division A pourrait calmer les mécontents. Les jeunes auraient ainsi une chance de faire leurs preuves et de progresser. Cette réflexion était évidemment ten-

⁴⁹ BGC, session prorogée de novembre 1977, février 1978, p. 255-307; H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 49 et suivantes.

⁵⁰ RGCE 1977, p. 202-203.

⁵¹ RGCE 1976, p. 188.

tante, mais elle se heurta à des arguments contraires, comme l'inéluctable baisse de niveau des classes orientées vers la voie gymnasiale, d'où des difficultés à craindre pour la reconnaissance des certificats de maturité. La comparaison avec d'autres cantons montrait en outre que Genève et le Valais détenaient le nombre le plus élevé d'admissions dans l'exigeante section prégymnasiale:

Genève	55-60%	Vaud	30%	Berne	40%
Neuchâtel	35%	Fribourg	35%	Valais	45-50%

L'attitude et l'avis des maîtres secondaires

En conclusion des travaux de la Commission d'évaluation, le comité de l'Association cantonale des enseignants secondaires rédigea un rapport récapitulatif, qui fut présenté le 12 novembre 1977 à Viège lors de l'assemblée générale de cette dernière, et qui y fut approuvé. Le texte suivant rend compte de la situation:

La première phase d'existence du cycle d'orientation s'achève avec l'année scolaire 1976/1977. Il est donc possible de faire quelques réflexions sur ce que l'on peut bien appeler un système scolaire controversé. Nous, qui sommes quotidiennement au service de l'école, nous croyons pouvoir affirmer que:

- Notre cycle d'orientation présente une structure simple qui satisfait dans l'ensemble aussi bien les parents que les enseignants.
- La perméabilité entre les divisions A et B est assurée. Des corrections sont toujours possibles. Personne ne peut nier les grands avantages de cette possibilité en comparaison du système scolaire précédent. Les cours de rattrapage pendant les vacances et les cours d'appui durant l'année scolaire représentent également une amélioration.
- Le niveau des classes s'est élevé. Des élèves qui auparavant entraient au collège après la cinquième année primaire sont actuellement en division A. La division B est plus homogène, parce que délivrée des élèves les plus faibles qui bénéficient dans les classes pratiques d'un enseignement adapté [...].
- Les écoles professionnelles et industrielles ne sont pas encore en mesure de fournir des résultats définitifs, parce que ce n'est qu'en septembre 1977 qu'elles ont reçu pour la première fois des élèves de troisième année A et de troisième année B. Elles sont cependant satisfaites du niveau scolaire des apprentis, qui semblent avoir mieux cerné leur choix professionnel, ce qui est déjà un progrès essentiel [...].

Le conseiller d'Etat Antoine Zufferey (1969-1981)

Antoine Zufferey venait de Sierre, et il était fier de son origine anniviarde. Son parcours ne correspondait pas du tout à celui d'un politicien valaisan. Après des études de théologie et de philosophie, il avait entrepris une formation d'ingénieur au Polytechnicum de Zurich, puis fondé et dirigé un bureau à Sierre. Avant son élection au Conseil d'Etat en mars 1969, il fut membre du Conseil communal sierrois.



M. Antoine Zufferey.

Nommé conseiller d'Etat en 1969, il dut assumer de lourdes tâches comme chef tant du Département de l'instruction publique que de celui des affaires sociales, dès 1970.

Le cycle d'orientation

La loi sur l'instruction publique de 1962 devait être appliquée dans les faits. Sept ans après «la loi du siècle», plus personne ne savait comment avait été prévue la réalisation des articles 55 et 56 sur l'école secondaire. Même l'article transitoire 128 n'apportait aucun éclaircissement. Ce fut Antoine Zufferey qui apporta la solution avec son projet de cycle d'orientation. Le concept s'inspirait du cycle d'orientation de Genève, qui

avait montré de nouvelles voies dès 1962. Le cycle d'orientation valaisan ne fut toutefois pas une stricte copie du modèle genevois, puisqu'il devait composer avec les conditions financières et topographiques de la vallée du Rhône. Il joua d'ailleurs le rôle de précurseur auprès de la plupart des cantons, que cette solution allait influencer par la suite. C'est avec courage et conviction que le conseiller d'Etat Zufferey tint au principe du cycle d'orientation.

Dans le domaine législatif, Antoine Zufferey avait présenté pas moins de onze lois et décrets, qui furent tous acceptés par le peuple. Il développa les nouvelles écoles de culture générale et les écoles préprofessionnelles. Les écoles commerciales se muèrent en écoles supérieures de commerce; dans les lycées-collèges de l'ensemble du canton furent introduites les maturités A, B, C, D et E qui obtinrent toutes la reconnaissance fédérale.

Les constructions scolaires

Comme ingénieur, Antoine Zufferey s'intéressa naturellement de près à la construction des bâtiments scolaires. Sous sa conduite, seize bâtiments du cycle d'orientation furent érigés, douze furent agrandis ou rénovés, et cinquante écoles primaires furent construites, développées ou assainies. Le réjouirent particulièrement la construction du Collège des Creusets de Sion, de l'Ecole de commerce et de l'Ecole professionnelle de Martigny, l'achat et l'aménagement du Collège Sainte Marie des Angles, ainsi que la construction de la salle de gymnastique et de la bibliothèque du Collège de Saint-Maurice. En outre furent construites les salles à usages multiples de l'Ecole professionnelle de Brigue, ainsi que des ateliers d'apprentissage, à Sion et à Viège.

La vie quotidienne à l'école importait à Antoine Zufferey. Il créa les postes de conseillers pour l'enseignement de la deuxième langue, des mathématiques, de la langue maternelle et de l'éducation à l'environnement. Il fit œuvre de pionnier en introduisant, dès la troisième année primaire, l'apprentissage de la deuxième langue dans les deux parties linguistiques du canton. Il ouvrit l'ODIS de Brigue en 1970; il réorganisa les sections des différents services du Département et y institua le poste de conseiller pédagogique en 1971; enfin, il créa un Service administratif en 1971 ainsi que le Centre de formation pédagogique et sociale (CFPS)⁵².

Au Département des affaires sociales, il se consacra particulièrement aux offices de l'assistance publique, de la jeunesse et des personnes âgées et handicapées.

Les douze années de fonction d'Antoine Zufferey furent une réussite tournée vers l'avenir⁵³.

Le projet de loi de 1983 sur l'instruction publique

Depuis que la loi scolaire sur l'instruction publique de 1962 était entrée en vigueur, l'on parlait volontiers de «loi du siècle». Cette estimation était juste en regard de la qualité globale et de la richesse des dispositions. La loi présentait cependant un gros désavantage avec ses articles 55, 56 et 128, puisqu'elle ne permettait pas l'ouverture du cycle d'orientation dans la forme initialement prévue. C'était une loi du siècle qui, apparemment, n'était pas applicable dans des points essentiels. Pour cette raison, le Grand Conseil créa le 12 mai 1971 une nouvelle loi sur l'organisation du système scolaire valaisan, en lui fixant toutefois une durée d'application de douze ans (donc jusqu'en 1983), par crainte d'un mauvais accueil auprès du peuple.

Lorsque Antoine Zufferey mit un terme à son mandat politique en 1981, il transmit à son successeur le texte d'une nouvelle loi tenant compte des expériences acquises durant les douze années écoulées ainsi que des propositions de la Commission d'évaluation du cycle d'orientation⁵⁴. Le conseiller d'Etat Bernard Comby souhaitait cependant une loi distincte remplaçant celle que Marcel Gross avait instituée vingt et un ans plus tôt. Il suivit les lignes directrices de son parti, rédigées en 1971 dans le programme du *Printemps du Valais*.

⁵² *RGCE*, 1970, p. 128; 1971, p. 129; 1972, p. 114; règlement du 26.10.1977 du CFPS du Valais romand.

⁵³ *WB*, 02.03.1973, p. 1; *NF*, 28.02.1973, p. 10-11; *L'Ecole Valaisanne*, année 25, 1980/1981, p. 6-7; Gérald RUDAZ, «L'efficiency dans la modestie», *NF*, 1980, n° 291, p. 1, 28; *Valais demain* 1980, n° 45, p. 1, 3; *Valais demain*, 06.02.1981, p. 1; *NF*, 02.02.1981, p. 14; *WVF*, 1981, n° 103, p. 3-4; *Schweizer Schule*, 1981, année 68, p. 510-511; Hermann PELLEGRINI, «Décès de M. Antoine Zufferey, ancien conseiller d'Etat: une vocation impérieuse, servir son pays», *NF*, n° 231, 05.10.1990, p. 1, 32; *Mitteilungsblatt*, année 6, n° 4, p. 3-4.

⁵⁴ *RGCE* 1978, p. 271-272.

La Commission des 29

La commission se composait de politiciens, de directeurs et de recteurs d'écoles, ainsi que de représentants des professeurs, des parents, des églises et d'autres milieux. Elle travailla intensivement de juillet 1981 à fin février 1982. Il en résulta de mars à fin juin une enquête avec un questionnaire qui fut largement diffusé et adressé à 1336 parents, dont 412 (soit les 31%) répondirent; dans le même temps, le Département consulta 396 institutions, communes et associations, et obtint réponse de 230 d'entre elles (soit les 58%). A la fin janvier 1983, le Grand Conseil commença les délibérations⁵⁵. Après que la deuxième Commission du Grand Conseil eut soumis en été 1983 tous les articles à un second examen, la deuxième lecture fut faite durant la session de septembre⁵⁶.

Quatre thèmes allaient être âprement discutés: l'âge d'entrée à l'école, le cycle d'orientation avec des cours à niveaux insérés dans un tronc commun, l'institut pédagogique transformant l'école normale en institution du secteur de formation tertiaire après la maturité, et enfin l'introduction de la semaine de cinq jours, sans compensation. Un dossier de presse soutint le travail d'information⁵⁷.

Les raisons de l'échec

Malgré une bonne information par le Département, la loi fit naufrage. Une forte opposition s'était élevée contre les conditions d'admission au cycle d'orientation intégrant l'avis des parents, contre l'organisation du cycle d'orientation en sections ou en tronc commun avec cours à niveaux, contre la voie de formation des enseignants, et contre la semaine de cinq jours sans compensation⁵⁸. Le résultat explicite fut un rejet par 53,3% des votants; le Haut-Valais avait fait pencher la balance avec ses 82,9% d'opposants, alors que le Valais romand avait accepté la loi par 52,9% des voix.

La loi du 16 mai 1986

Les années 1980

Les années 1960 et 1970 peuvent être considérées pour la Suisse comme un temps d'euphorie pour la formation, mais il faut reconnaître que la plupart des cantons en voulaient trop d'un coup. Divers plans de réforme restèrent à l'état de projets, et des réalisations furent de surcroît contrariées par la récession économique de 1974.

⁵⁵ BGC, session prorogée de novembre 1982, mars/avril 1983, p. 7-48, 220-300, 301-591.

⁵⁶ BGC, session prorogée de mai, septembre 1983, p. 11-58, 260-344, 358-389, 402-484; M.-F. GUËX, *De l'Ecole moyenne au Cycle d'orientation*, p. 83-84; numéro spécial sur le débat concernant le projet de la loi sur l'instruction publique, in *Mitteilungsblatt* 1982, année 7, n° 3a, numéro spécial 18a; *Bulletin officiel* 1983, n° 45, p. 1304-1310.

⁵⁷ *Mitteilungsblatt* 1982, année 7, n° 3a, p. 1-59 et 1983, année 9, n° 1, p. 1-28.

⁵⁸ M.-F. GUËX, *De l'Ecole moyenne au Cycle d'orientation*, p. 87-88; J. AMBORD, in *Lehrerseminarien*, p. 35; NF, 05.12.1983, p. 1 et 7, avec la prise de position des partis politiques.

Au début des années 1980, un contre-courant se produisit. Des Etats industriels influents exigèrent une «restauration» de la bonne vieille école: «un retour aux ‘enseignements de base’: lire, écrire et compter, aux connaissances fondamentales, et à plus de ‘qualité’». Cet appel devait aussi être entendu en Suisse et en Valais. Au cours de ces années-là, la Conférence suisse des directeurs de l’instruction publique (la CDIP) réalisa l’important projet SIPRI (Situation de l’école primaire). Ce n’est pas par hasard que fut édité un aide-mémoire qui définissait les contenus élémentaires de la formation sous ce titre éloquent: «Qu’est-ce qui est important?» Durant les années 1980, l’accent fut mis sur «la réforme interne de l’école»⁵⁹, déjà entamée dix ans plus tôt en Valais avec le cycle d’orientation.

C’est dans ce contexte que le conseiller d’Etat Bernard Comby s’attela à un nouveau projet de loi, qui fut finalement réduit à l’introduction des décisions d’organisation du cycle d’orientation contenues dans la loi sur l’instruction publique de 1962, comme l’avait exigé la loi sur l’organisation de l’école valaisanne de 1971. Basée sur les travaux de la Commission des 29 et élaborée au sein du Département, la nouvelle loi du 16 mai 1986 fut acceptée par le peuple le 28 septembre 1986⁶⁰. Elle contenait en substance les modalités suivantes:

- Le cycle d’orientation proposait deux variantes: a) une nouvelle désignation des anciennes divisions A et B, qui devinrent des sections «secondaires» ou «générales»; b) des classes intégrées avec cours à niveaux en première et en deuxième année (niveaux I et II en langue maternelle, en deuxième langue et en mathématiques).
- La troisième année réunissait tous les élèves dans une classe avec cours à niveaux et branches à choix. Par la suite, les communes à majorité radicale choisirent le plus souvent le système des cours à niveaux, tandis que celles à majorité démocrate chrétienne préféraient plutôt le système des sections. Dans les plus petites écoles, où les cours à niveaux facilitaient davantage l’organisation, la direction optait pour la formule la plus avantageuse, autrement dit celle qui offrait aux enseignants le plus grand nombre d’heures. Le Département ainsi que des directions particulièrement fidèles au gouvernement donnaient la préférence au système à niveaux. Au bout de quelques années, les partisans des deux systèmes se calmèrent.

Le décret du 13 mai 1987

La loi de 1986 apporta dans l’ensemble des améliorations et un ajustement à de nouvelles nécessités⁶¹. Des ordonnances, qui appartenaient en fait au cahier des charges du Département et du gouvernement, trouvèrent place dans le décret complémentaire sur le cycle d’orientation du 13 mai 1987⁶². Ce décret ne devait pas être soumis au peuple. Le Grand Conseil détermina en détail les modalités du passage de l’école primaire au cycle d’orientation et ensuite aux écoles secondaires du 2^e degré. Les points centraux étaient la responsabilité des parents dans la promotion des élèves,

⁵⁹ CDIP, Publication SIPRI, Berne, 1976.

⁶⁰ BGC, session prorogée de novembre 1985, janvier 1986, p. 73-93, 128-136.

⁶¹ M.-F. GUEX, *De l’Ecole moyenne au Cycle d’orientation*, p. 89-95.

⁶² RL 81, 1987, p. 35.

l'admission en classe d'appui ou en classe spécialisée, etc. Le décret bâtit les fondements de l'école des vingt années suivantes⁶³.

L'évaluation globale des élèves

Le principe de l'évaluation globale des élèves, qui comprenait les résultats scolaires ainsi que l'avis des parents, des enseignants et des élèves, établit les conditions de promotion au cycle d'orientation, dès l'application de la loi de 1986 et du décret de 1987. A partir de 1994, les communes reprirent progressivement ce principe, et l'appliquèrent également aux classes primaires dès la troisième année, avec l'autorisation du Département. La décision résultait d'une expérience qui avait débuté dans le Haut-Valais en 1987. Les écoles pouvaient maintenir l'évaluation alors en vigueur, ou utiliser de nouvelles formes qui différenciaient l'évaluation formative, sommative et certificative, et qui remplaçaient les moyennes trimestrielles par les moyennes semestrielles.

En 2001, un sondage de l'ORDP auprès des parents et des enseignants révéla leurs avis favorables sur les nouvelles modalités d'évaluation des élèves⁶⁴. Le Département autorisa la généralisation de ce système, ce qui fut rapidement réalisé.

La décharge des titulaires de classes

Le Conseil d'Etat se montra généreux dans l'application de la loi de 1986. Par sa décision du 8 juillet 1987, il déchargeait les maîtres de sixième année primaire⁶⁵. A partir de 16 élèves, ces enseignants obtenaient environ 10 demi-journées de congé, selon le nombre d'élèves. Le temps libre offert aux enseignants devait toutefois être utilisé pour des tâches scolaires, comme les entretiens d'évaluation avec les parents et les élèves, en vue de la promotion au cycle d'orientation.

Un nouveau plan d'études et des réglementations améliorées

En 1987, le Département publia dans la foulée une nouvelle grille horaire pour le cycle d'orientation, avec huit heures de branches à choix. En troisième année, certaines de ces branches devaient préparer à une place d'apprentissage. Le programme promettait beaucoup, mais certains vœux restèrent sur le papier. En 1988, le Conseil d'Etat promulgua encore une fois des dispositions complémentaires relatives à l'ad-

⁶³ BGC, session prorogée de novembre 1986, janvier 1987: message p. 54-73, projet de décret p. 78-83, nouveau texte de la commission p. 83-95, débats p. 165, 222, 239-270. La deuxième lecture eut lieu en mai 1987: BGC, session de mai 1987, p. 186, 198, 213-238; RL 81, 1987, p. 35.

⁶⁴ RGCE 2001, p. 75.

⁶⁵ RL 81, 1987, p. 164.

mission au cycle d'orientation, valables dès l'année scolaire 1988/1989⁶⁶. Le Département compléta les ordonnances par le règlement général du 16 septembre 1987⁶⁷.

Avec l'adoption de ces dispositions s'achevait pour le Grand Conseil et pour le Conseil d'Etat une première étape après l'échec de la loi de 1983. Cependant, le Département dut promulguer pas moins de huit dispositions différentes pour le cycle d'orientation pendant l'année scolaire 1988/1989, ce qui montre à quel point la situation restait confuse.

De la semaine de cinq jours à celle de quatre jours et demi (1991)

Un contexte favorable

L'origine de la semaine de quatre jours et demi est liée à un avantage fait au personnel enseignant du cycle d'orientation. Après avoir octroyé une décharge horaire aux maîtres de sixième année primaire et de première année du cycle d'orientation, le Conseil d'Etat et le Grand Conseil s'étaient montrés généreux aussi envers les titulaires des classes des autres degrés du cycle en leur accordant une heure d'allègement. La pléthore d'enseignants à ce moment-là avait facilité cette réduction des horaires, introduite progressivement⁶⁸.

Le Département tenait à créer un contexte favorable au raccourcissement du temps d'école hebdomadaire. Lors des controverses sur la loi scolaire de 1983, les opposants avaient particulièrement critiqué la semaine de quatre jours et demi sans compensation. Ces constatations incitèrent le Département à rallonger l'année scolaire. Il se souvint fort à propos que le Valais n'avait pas encore rempli les conditions du concordat scolaire de 1970; en effet, sur une durée totale de 42 semaines, l'année scolaire valaisanne ne comprenait que 36 semaines effectives d'école alors que le concordat en exigeait 38. Le Département prépara donc un décret pour l'adaptation de la loi exécutive du 20 juin 1972 au concordat sur la coordination scolaire. Il voulait proposer comme compromis dans l'article 3 une année scolaire de 37 semaines effectives pour les élèves, et de 38 semaines pour les professeurs, qui seraient astreints à des cours de formation continue durant cette semaine supplémentaire!

Les débats parlementaires

Dans le message accompagnant le décret, le Département avança ses arguments en faveur de l'introduction de la semaine de quatre jours et demi. Il démontrait que les élèves valaisans demeuraient plus longtemps sur les bancs d'école que ceux des autres cantons; il proposait en outre un horaire échelonné de la semaine, selon les degrés scolaires: 22 heures en première année primaire, 24 heures en deuxième année, 25 heures

⁶⁶ Dispositions du 19.02.1988, in *RL* 82, 1988, p. 251 et suivantes.

⁶⁷ *RL* 81, 1987, p. 259; M.-F. GUÉX, *De l'Ecole moyenne au Cycle d'orientation*, p. 96 et suivantes.

⁶⁸ Décret du 29.06.1988, qui modifie celui du 12.11.1982 art. 24 et 32, in *RL* 82, 1988, p. 60.

STATISTIQUES D'ELEVES PRIMAIRES

Année scolaire 2005-2006

Récapitulation du Valais romand

Lieu d'enseignement	E1	E2	Total Enfantine	P1	P2	P3	P4	P5	P6	Total Primaire	Observation	Adaptation	Effectif réduit	Total Spécial	TOTAL
Agettes	3	4	7	1	3	3	4	3	6	20					27
Arbaz	13	8	21	11	18	15	13	11	15	83					104
Ardon	38	33	71	48	31	38	37	30	34	218					289
Ayent	29	17	46	35	30	29	32	42	35	203					249
Bagnes	79	68	147	69	76	78	70	67	91	451					598
Brig-St-Pierre	4	4	8	1	2	3		5	1	12					20
Bovernier	7	6	13	3	14	3	11	8	9	48					61
Chalais	25	27	52	38	33	49	34	38	35	227					279
Chamoson	33	28	61	26	27	50	13	29	21	166					227
Champéry	10	12	22	17	6	14	17	12	14	80					102
Charat	17	23	40	15	14	18	13	21	16	97					137
Chermignon/Mon	26	26	52	38	29	29	35	31	22	184					236
Chippis	15	24	39	15	18	22	23	32	21	131					170
Collombey-Mur.	89	81	170	120	105	112	84	100	101	622					792
Collonges-Dorénaz-Evionnaz	25	34	59	31	25	27	32	30	21	166					225
Conthey	66	74	140	72	86	90	81	65	90	484		10		10	634
Evène	12	21	33	8	11	17	18	12	15	81					114
Finhaut	2	3	5	3	4	7	4	3	4	25					30
Fully	85	86	171	95	79	98	105	102	81	560					731
Grimisuat	28	31	59	40	38	63	37	34	50	262					321
Grône	22	23	45	20	25	42	24	22	37	170					215
Herémence	12	11	23	13	8	15	15	11	17	79					102
Institut Don Bosco											10			10	10
Institut ND Lourdes (cl.fr.)											24			24	24
Institut Ste-Agnès											40			40	40
Isérables	8	7	15	11	4	6	8	9	11	49					64
Lens/cogne	20	21	41	39	25	25	22	31	29	171					212
Leytron	23	19	42	31	28	19	27	20	29	154					196
Liddes	9	9	18	9	11	6	8	17	10	61					79
Martigny	149	158	307	160	174	196	182	179	182	1073					1380
Martigny-Combe	34	5	39	18	22	25	19	33		117					156
Massongex	20	23	43	26	20	21	33	23	30	153					196
Mex	1	2	3	1	5			6		12					15

Lieu d'enseignement	E1	E2	Total Enfantine	P1	P2	P3	P4	P5	P6	Total Primaire	Observation	Adaptation	Effectif réduit	Total Spécial	TOTAL
Miéège	11	13	24	14	15	12		23	22	86					110
Montana	40	40	80	45	43	51	51	55	46	291		8		8	379
Monthey	181	159	340	159	161	168	173	200	163	1024	11	9		20	1384
Nax - Miège - Vern.	4	3	7	6	5	8	4	6	4	33					40
Nendaz	44	49	93	67	57	70	73	59	66	392					485
Orsières	40	28	68	29	33	27	45	35	45	214					282
Port-Valais	42	35	77	37	27	35	33	29	46	207					284
Randogne - Mollens	14	16	30	18	16	9	16	17	17	93					123
Riddes	23	27	50	20	34	26	27	25	28	160					210
Sallion	23	24	47	42	52		16	32	22	164					211
Salins	9	10	19	13	11	10	10	10	13	67					86
Salvan	15	11	26	11	16	11	19	10	6	73					99
Savièse	79	59	138	55	64	77	48	63	60	367					505
Saxon	37	47	84	43	43	47	34	53	48	268					352
Sembrancher	6	12	18	10	7	9	10	11	9	56					74
Sierre (cl. Fr. et bil.)	114	100	214	145	122	124	114	126	170	801			45	45	1060
Sion (cl. Fr. et bil.)	296	291	587	310	324	286	289	303	296	1808	47	37		84	2479
St-Gingolph	5	8	13	4	12	8	6	8	7	45					58
St-Léonard	17	23	40	33	29	30	28	30	23	173					213
St-Martin	11	8	19	7	4	7	10	6	9	43					62
St-Maurice/Lavey/Bex	54	47	101	46	49	47	37	54	56	289					390
Trient	3	1	4	3	4	3		4	4	22					26
Troistorrents	43	55	98	50	60	53	61	49	46	319					417
Val d'Illiez	16	16	32	11	17	12	12	10	20	82					114
Venthône	9	11	20	11	11	16	14	12	10	74					94
Vernayaz	25	24	49	22	21	25	20	27	21	136					185
Vérossaz	4	6	10	6	9	6	5	8	9	43					53
Vétroz	43	56	99	56	57	61	56	66	64	360					459
Vex	10	19	29	15	22	21	17	16	23	114					143
Veyras	17	19	36	13	14	13	18	22	19	99					135
Veysonnaz	6	5	11	5	6	5	4	8	9	37					48
Vionnaz	28	30	58	23	35	22	25	21	30	156					214
Vissoie - Anniviers	20	26	46	23	26	24	27	30	35	165					211
Vollèges	11	24	35	14	20	20	22	17	27	120					155
Vouvry	40	34	74	49	42	40	42	56	55	284					358
TOTAL	2244	2224	4468	2429	2439	2503	2371	2527	2555	14824	132	64	45	241	19533

EFFEKTIVE SCHÜLERZAHLEN

Schuljahr 2005-2006

Rekapitulation Oberwallis

Schulort	KG	KG	Total KG	P1	P2	P3	P4	P5	P6	Total Primar	Hilfsschule	Sonderschul.	Gem. Kleinklasse	Total HS	TOTAL
Agarn	8	10	18	5	16	20	16	13	8	78					96
Albinen	1	4	5	1	4	4	2	3	3	13					18
Ausserberg	8	7	15	5	13	4	5	8	6	41					56
Ernen/Mühl./Sth./Ausserblinn	3	1	4	9	5	5	10	8	6	38					42
Baltschieder	15	24	39	13	14	15	9	15	23	89					128
Bellwald	1	5	6	8	5	9	4	7	8	41					47
Beften				3	4	4	3	3		14					14
Binn				2	2	2	2			6					6
Birgisch				6	1	2	2	2		13					13
Bitsch	9	13	22	6	14	11	13	14	13	71					93
Brig-Glis	113	102	215	102	87	114	106	128	133	670	11		77	88	973
Bürchen	9	8	17	4	9	8	6	9	4	40					57
Eggerberg		6	6	4	5	8	6	6		29					35
Eischoll (KG in Unterbäch)				5	4	6	8	7	7	37					37
Eisten		2	2	2	2	7	2	3	4	20					22
Embd	2	5	7	3	7	2	4	5	2	23					30
Ergisch					4	4	3	2	3	12					12
Erschmatt-Bratsch	3	4	7	2	6	7	6	4	7	32					39
Ferden/Kippel	7	6	13	8	6	6	7	11	6	46					59
Fiesch	8	8	16	9	13	20	14	25	21	102					118
Gampel	24	17	41	21	16	19	21	19	21	117					158
Münster/Geschinen	10	6	16	27	11	4	12	12	16	82					98
Grächen	14	11	25	18	14	23	16	18	17	106					131
Grangols	7	7	14	6	3	5	11	9	8	42					56
Guttal-Feschel	8	4	12	6	5	5	6	8		30					42
Heilpädagogische Schule												40		40	40
Inden/Leukerbad	10	22	32	24	16	21	13	11	11	96		24		24	128
Institut N.-D. Lourdes (cl. All.)												18		18	24
Institut St. Antonius (nur PS)															18
Lalden	5	8	13	10	10	12	10	11	13	66					79
Leuk	19	25	44	27	35	34	43	41	41	221					265
Mörel	8	9	17	4	13	9	8	15	19	68					85
Mund	6	5	11	6	3	6	5	8	3	31					42

Schulort	KG	KG	Total KG	P1	P2	P3	P4	P5	P6	Total Primar	Hilfsschule	Sonderschul	Gem. Kleinklasse	Total HS	TOTAL
Naters	62	76	138	57	60	65	71	89	86	428	15			15	581
Niedergampel/Bratsch				3	6	5	4	7	3	28					28
Niedergesteln	9	7	16	8	12	8	4	8	5	45					61
Oberems/Unterems	7	6	13	3	5	3	5	7	2	25					38
Obergesteln/Oberw./Ulrichen	8	10	18	6	8	4	9	10	8	45					63
Randa	3	4	7	6	4	3	6	5	5	29					36
Raron	20	16	36	27	24	27	21	21	23	143					179
Ried-Brig	18	17	35	26	27	21	29	21	25	149					184
Riederalp	4	3	7	1	3	3	3	2	2	14					21
Saas-Almagell	3	3	6	4	4	7	3	5	8	31					37
Saas-Balen					5	3	4	6	3	21					21
Saas-Fee	18	16	34	14	16	21	17	15	14	97					131
Saas-Grund	15	10	25	14	11	17	14	17	10	83					108
Salgesch	17	24	41	15	16	19	10	14	14	88					129
Siders (cl. All.)	17	21	38	19	19	24	22	13	21	118					156
Simplon				2	3	5	7	3	6	26					26
Sitten (cl. All.)	14	17	31	14	20	19	22	20	19	114					145
Stalden	15	7	22	18	21	9	17	17	18	100					122
Staldenried	11	6	17	8	7	9	12	7	6	49					66
Steg	25	17	42	17	15	15	14	24	20	105					147
St-Niklaus	16	26	42	28	31	26	29	21	35	170					212
Täsch	15	15	30	10	10	8	17	8	12	65					95
Termen	7	7	14	5	8	13	9	17	11	63					77
Töbel	3	4	7	6	8	4	4	5	5	32					39
Turtmann	4	10	14	14	10	12	11	22	19	88					102
Unterbach	7	11	18	5	8	5	6	6	9	33					51
Varen	4	3	7	3	6	6	3	8	5	31					38
Visp	69	70	139	56	62	73	103	74	52	420			74	74	633
Visperterminen	9	15	24	12	12	8	9	21	10	72					96
Wiler/Blatten	11	14	25	5	11	9	8	8	9	50					75
Zeneggen	2	3	5	3	2	2	1	2	4	14					19
Zermatt	69	81	150	68	59	77	81	66	63	414					564
Zwischbergen				1	1	3			1	6					6
TOTAL	780	838	1618	824	848	929	945	988	936	5470	26	82	151	259	7347



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Service de l'enseignement

STATISTIQUES D'ELEVES PRIMAIRES

Année scolaire
2005 / 2006

Récapitulation par région linguistique

Lieu d'enseignement	E1	E2	Total Enfantine	P1	P2	P3	P4	P5	P6	Total Primaire	Observation	Adaptation	Effectif réduit	Total Spécial	TOTAL
Valais Romand	2244	2224	4468	2429	2439	2503	2371	2527	2555	14824	132	64	45	241	19533
Haut-Valais	780	838	1618	824	848	929	945	988	936	5470	26	82	151	259	7347
TOTAL	3024	3062	6086	3253	3287	3432	3316	3515	3491	20294	158	146	196	500	26880

GRILLE HORAIRE 2004

	1P	2P	3P	4P	5P	6P
	minutes	minutes	minutes	minutes	minutes	minutes
Langue maternelle	370	370	420	420	435	435
Langue 2			90	90	120	120
Mathématiques	250	250	270	270	270	270
Education physique	135	135	135	135	135	135
Musique	90	90	90	90	45	45
ACM-ACT-peinture	145	145	145	145	145	145
Dessin	30	30	30	30	30	30
Ecriture	45	45				
Religion	90	90	90	90	90	90
Environnement	90	90	170	170	170	170
Atelier thématique			45	45	45	45
Total/temps de classe	1245	1245	1485	1485	1485	1485
récréation	135	135	135	135	135	135
TOTAL/minutes	1380	1380	1620	1620	1620	1620
TOTAL/heures	23	23	27	27	27	27

en troisième année, 27 heures de la quatrième à la sixième année (heures de 60 minutes) et dès le cycle d'orientation 32 cours de 50 minutes.

Ces modifications réclamèrent l'adaptation du décret au traitement du personnel enseignant. Les projets trouvèrent un assentiment général. L'introduction de la nouvelle organisation nécessita la création de 62,5 nouveaux postes d'enseignement et coûta annuellement 5,2 millions de francs supplémentaires⁶⁹. Après de longues discussions, les députés approuvèrent tous les textes présentés, et la semaine de quatre jours et demi fut ainsi acceptée par 108 voix contre 5⁷⁰.

Une décision du Conseil d'Etat à la place d'une loi

Ainsi, l'introduction de la semaine de quatre jours et demi fut réglée par le Conseil d'Etat, qui avait adopté le principe de «cette importante innovation» déjà lors de sa séance du 6 septembre 1989, et fixé le début de son application au 1^{er} septembre 1991⁷¹. Le décret du 1^{er} février 1991 concernant le concordat sur la coordination scolaire n'ordonnait que la durée d'une année scolaire de 38 semaines effectives et entérinait les précédentes décisions du concordat de 1970⁷².

Les dispositions du décret de 1991 furent particulièrement sensibles à la condition des enseignants: la tâche hebdomadaire des enseignants primaires fut ramenée à 27 heures de 60 minutes (art. 15*bis*), celle des maîtres du cycle d'orientation à 26 leçons de 50 minutes (art. 24) et celle des enseignants des écoles secondaires du 2^e degré à 23 leçons de 50 minutes (art. 32). De plus, le décret confirma la décharge supplémentaire d'une heure octroyée aux titulaires des classes du cycle d'orientation et des écoles secondaires subséquentes (art. 24 et 32). Ces dispositions généreuses rendirent possible l'introduction de la semaine de quatre jours et demi, auparavant controversée, sans opposition du personnel enseignant.

Les semaines d'école effectives

Dans ses directives du 22 février 1991, le Département fit connaître les détails pour l'année scolaire 1991/1992; il soulignait la nécessité de rendre obligatoires dès ce moment les semaines d'école effectives, ce qui signifiait normalement une année scolaire de 44 semaines dont 6 semaines de vacances. Deux ans plus tard, le Département précisa que l'année scolaire devait compter 167 jours effectifs de classe.

Durant l'année scolaire 1991/1992, qui peut être considérée comme un moment significatif dans l'histoire du cycle d'orientation valaisan, le Haut-Valais compta

⁶⁹ BGC, session prorogée de mai 1990, septembre 1990: message p. 565-574, débats d'entrée en matière p. 590-611, débats p. 634-650.

⁷⁰ BGC, session prorogée de novembre 1990, janvier/février 1991, p. 124-144, 515-544; Décret du 01.02.1991 modifiant le décret du 12.11.1982 concernant le traitement du personnel enseignant des écoles primaires, du cycle d'orientation et des écoles secondaires du 2^e degré, in *RL* 85, 1991, p. 38-39.

⁷¹ *Mitteilungsblatt* 1989, année 15, n° 1, p. 7.

⁷² *RL* 85, 1991, p. 37. La semaine de quatre jours et demi fut acceptée en référence à la «coordination scolaire».

9 centres fonctionnant selon le système des classes intégrées, 6 centres avec des sections, ainsi que 3 centres à la forme mixte (sections et classes intégrées). Le Valais romand abritait 13 centres aux classes intégrées et 8 centres à la forme combinée.

L'école primaire et le cycle d'orientation dans les années 1990 et les mesures d'économie

Les années 1990 pourraient être qualifiées d'«ouverture suisse», au sens politico-scolaire. Au cours de l'année scolaire 1989/1990, quelques cantons, dont Neuchâtel, le Valais, Uri et Zurich soumirent pour la première fois leur instruction publique à un examen international de l'OCDE. En vue de tests à large échelle s'établirent durant les années qui suivirent les premières comparaisons internationales des performances des élèves en mathématiques, en sciences naturelles et en langues (TIMSS, PISA, etc.). Le Valais ne ressortait pas déshonoré de ces enquêtes.

Suivirent des ouvertures dans le domaine de la recherche, par exemple des méthodes de formation élargie avec l'enseignement par projets, l'enseignement par ateliers, etc.

Les mesures d'économie, Administration 2000 et Education 2000 (E 2000)

Dans un contexte de renouveau pédagogique (création de hautes écoles spécialisées, instauration de la maturité professionnelle, reconnaissance fédérale du diplôme de culture générale, etc.) le Valais commença les travaux préparatoires d'Education 2000 (E 2000), qui coïncidaient avec une récession obligeant l'Etat à de sérieux exercices d'économie. Au début des années 1990, le Grand Conseil somma le gouvernement de soumettre tous les employés de l'Etat à d'énergiques mesures d'économie. Lors de vastes enquêtes menées dans le cadre d'Administration 2000, chaque département dut lister et chiffrer ses possibilités d'économies, selon les directives du «New public management». En 1992, le Département de l'instruction publique examina les possibilités suivantes: élévation graduelle du nombre moyen d'élèves de 19 à 20 par classe, réduction des frais de matériel pédagogique, suppression des cours d'appui dans les premières classes des écoles secondaires du 2^e degré⁷³, etc.

Après de longs calculs, le personnel enseignant comme l'administration cantonale durent faire face aux mesures d'économie décidées par le parlement, notamment dans la loi du 20 juin 1995⁷⁴, et coopérer à l'assainissement du ménage financier de l'Etat.

Le Conseil d'Etat institua pour les premières années de service dans l'enseignement des paliers d'attente (art. 4^{ter}) pouvant entraîner une réduction de 6% au maximum du traitement (art. 7^{bis})⁷⁵. Il se réservait en outre la possibilité de prendre d'autres mesures d'économie si les circonstances l'exigeaient (art. 19^{bis}). En raison des

⁷³ *Le Département face aux restrictions budgétaires*, DIP, Sion, 1992, p. 19-27.

⁷⁴ *RL 89*, 1995, p. 34.

⁷⁵ *Statistique des salaires 1995* de la LCH («Schweizerischer Lehrerverein»); *LCH-Bulletin*, janvier 1999: «Le temps de travail du personnel enseignant», p. 1-9.

modifications dans la juridiction cantonale dès 1994, le décret du 12 novembre 1982 devint une loi⁷⁶. En plus des paliers d'attente, le versement du dernier 1/6 du treizième salaire fut suspendu jusqu'à l'année 2002/2003 (art. 40 bis).

Les problèmes scolaires et les revendications salariales

En octobre 1997, les enseignants craignirent une importante réduction des salaires. Les comités des associations des enseignants lancèrent une pétition et récoltèrent rapidement plus de mille signatures dans les deux parties linguistiques du canton. Lors de leur «Landsgemeinde» à Brigue, les enseignants s'opposèrent à une baisse probable de la qualité des écoles valaisannes ainsi qu'à une réduction redoutée des salaires et des acquis sociaux. Le *Nouvelliste* interpréta à tort cette action comme un rejet des travaux préparatoires d'E 2000. Les huit présidents des comités responsables du rassemblement à Brigue s'en indignèrent⁷⁷. A partir de ce moment, le projet de la nouvelle loi scolaire et les exercices d'économie de la part de l'Etat se confondirent souvent dans les discussions⁷⁸.

Les travaux d'E 2000

La préparation du projet E 2000 fut impressionnante. Elle eut le grand mérite de modifier le mandat de départ, qui aurait dû se calquer fidèlement sur le modèle et les instruments de la seule analyse des prestations, utilisée dans les enquêtes d'«Administration 2000» ou «A 2000». Trois collaborateurs scientifiques du Département, Gilbert Fournier, Kurt Grünwald et Jean-Pierre Salamin, spécialistes dans divers domaines de l'éducation, furent chargés de définir le projet d'E 2000. De novembre 1994 à avril 1995, ils en dessinèrent les contours et en délimitèrent les champs d'étude. Un certain scepticisme naquit vraisemblablement lors de la lecture des conditions fixant les cadres du projet, où il était dit que: «E 2000 est un fragment de l'analyse générale des prestations des services publics. E 2000 fait partie des projets de réforme du secteur public et doit réaliser les principes et les composants de la nouvelle culture administrative, où cela est possible.» Bien que le Conseil d'Etat eût garanti, le 8 février 1995, le maintien des postes d'enseignement et la participation active des professeurs au projet d'E 2000⁷⁹, la méfiance persista.

Les travaux d'E 2000 débutèrent en mai 1995 par la constitution de sept groupes de travail correspondant aux sept modules du projet: qualité des diverses formations dispensées par le système scolaire; planification des horaires des élèves; formation, statut, charges et traitements des enseignants et des responsables scolaires; coûts et financement; structures et filières; relations entre les écoles publiques et les écoles privées;

⁷⁶ *RL* 89, 1995, p. 39.

⁷⁷ *NF*, 26.01.1996, p. 14; *WB*, 26.01.1996, p. 9, «Für die 'Landsgemeinde' und 'Erziehung 2000'. Grosse Verwirrung».

⁷⁸ *NF*, 11.11.1996, p. 13.

⁷⁹ *Résonances*, mai 1998, p. 1-21; *Education 2000*, Info n° 1-4, 1995-1997.

enfin l'école et son environnement. Chaque groupe était formé d'enseignants de tous les degrés depuis l'école enfantine jusqu'à la formation tertiaire, de directeurs d'écoles et d'inspecteurs scolaires, de représentants tant d'associations d'enseignants, de parents d'élèves, de commissions scolaires que de milieux externes à l'école, ainsi que d'experts en analyse des prestations et du système éducatif. Chaque thème était traité par une vingtaine de personnes environ. Plus de cent cinquante individus issus de tous les milieux intéressés par l'école furent amenés à collaborer. Jamais encore le Département n'avait associé autant de monde à une réflexion globale et fondamentale sur le système scolaire valaisan.

L'appréciation fut positive dans l'ensemble. Cependant certaines mesures, comme la nouvelle organisation du cycle d'orientation et l'entrée au collège après trois ans de cycle, les crédits pour l'établissement des horaires, l'autonomie partielle des écoles, ou encore les budgets globaux aux conséquences financières rendant la réalisation incertaine, rencontraient quelque résistance. Le cycle d'apprentissage en deux ans et l'intégration de l'école enfantine dans les écoles primaires suscitèrent bien des émois⁸⁰, ces deux points furent particulièrement rejetés dans la partie alémanique du canton. Les gymnases s'opposèrent fermement à la réduction de leur cursus en quatre ans seulement.

Le projet de loi sur l'enseignement

Le projet de loi fit l'objet d'une première lecture au Grand Conseil lors de la session d'octobre 1997⁸¹. Après de laborieuses discussions, le texte fut approuvé le 17 octobre par 64 voix pour, 31 voix contre et 28 abstentions⁸². Les travaux préparatoires de la deuxième lecture requièrent également une très grande énergie⁸³. L'article 64, qui devait fixer le passage du cycle d'orientation au collège ainsi que la durée des études gymnasiales, devint l'enjeu crucial des débats. Le Grand Conseil se décida pour une durée totale de formation de treize ans répartis en six années d'école primaire, trois années de cycle d'orientation et quatre années de collège, ce qui allait donc réduire d'une année le temps des études gymnasiales. Lors du vote final, les députés acceptèrent le nouveau projet de loi par 80 voix pour, 39 voix contre et 2 abstentions. L'assemblée souhaita à l'unanimité que le texte fût soumis à une votation populaire. Alors que la loi sur l'enseignement avait été acceptée par le Conseil d'Etat et recommandée à l'approbation du peuple par le Grand Conseil⁸⁴, elle fut pourtant rejetée par les Valaisans en septembre 1998, par 58 347 non contre 20 993 oui.

⁸⁰ NF, 15.05.1997, p. 6, «Le dossier de l'école».

⁸¹ BGC, session d'octobre 1997, vol. 5: débats d'entrée en matière p. 17-56; 88-125, 366-553, 554-581, 582-648, 751-804. Les travaux parlementaires avaient commencé le 13 octobre 1997; projet de loi BGC, session d'octobre 1997, vol. 5, p. 554-581, 582-648, voir index p. 952.

⁸² BGC, session d'octobre 1997, vol. 5, p. 128-195, 197-249, 253-266.

⁸³ BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 1077-1100, texte de loi p. 883-912; BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 1156-1178, 1183-1186, voir index p. 1605.

⁸⁴ BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 52-185, 216-266.

Le projet de loi sur le statut du personnel enseignant

Ce projet de loi était demeuré dans l'ombre des discussions sur la nouvelle loi scolaire. Elaboré comme un complément au concept d'E 2000, il contenait aussi de manière indépendante des impulsions essentielles pour une nouvelle orientation de l'école. Certaines dispositions de la loi scolaire de 1962, du règlement de 1963 sur les conditions d'engagement du personnel enseignant ainsi qu'une douzaine de décrets étaient incontestablement adaptés aux nouvelles habitudes de la vie sociale et scolaire. En octobre 1997, les députés approuvèrent le texte en première lecture par 90 voix pour, 20 contre et 5 abstentions⁸⁵. Lors de la seconde lecture apparut la peur bien compréhensible d'une péjoration de la situation du personnel enseignant. Alors même que le Département recherchait davantage de transparence, certains ne soupçonnaient que des mesures d'économie. Le Grand Conseil suivit largement les propositions de la deuxième commission. La loi fut ainsi adoptée le 13 février 1998, par 62 voix contre 17 et 26 abstentions, mais elle devait aussi être soumise à une votation populaire⁸⁶. En septembre 1998, elle subit le même sort que la loi sur l'enseignement, et fut rejetée par 49 775 non contre 27 474 oui. Elle aussi pourtant avait été recommandée à l'acceptation du peuple valaisan par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil.

⁸⁵ BGC, session d'octobre 1997, vol. 5, p. 49-56, 280-305, 740-750, 761-801.

⁸⁶ BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 69-74, 318-336; projet avec les amendements de la deuxième commission p. 1209-1218, amendements p. 1230-1240, rapport de la commission p. 1241-1251.



SERVICE DE
L'ENSEIGNEMENT

Statistique des élèves et des classes du cycle d'orientation du Valais romand

Année scolaire 2005/2006

CENTRES DU CYCLE D'ORIENTATION	Système avec classes intégrées								Système à sections								Organisation particulière						TOTAL										
	1 i		2 i		3 i		Total		1 S		2 S		1 G		2 G		Total		4e CO		Ens. spéc.		Classes				Elèves						
	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	cl.	T	F	cl.	T	F	1re	2e	3e	op	T	F			
Ayent Bagnes Collombey Conthey Grône Hérens Leytron Martigny, Ste-J.-Antide Martigny, Ste-Marie Montana Monthey Nendaz Osires St-Maurice, La Tuilerie Savièse Sierra, Goubing Sierra, Les Liddes Sion, Les Collines Sion, St-Guérin Troistorrens Vissoie Vouvry	42	16	34	20	32	15	108	51																2	2	2	2	6	108	51			
	100	52	105	54	84	42	289	148																1	11	5	5	4	1	15	300	153	
	107	44	120	58	78	38	305	140															1	29	16	5	5	4	1	15	318	147	
					123	60	123	60	97	42	94	48	97	46	127	55	415	191	1	27	15	2	22	12	9	10	5	3	27	587	273		
	132	62	121	43	102	40	355	145															2	15	6	6	5	2	19	370	151		
	58	28	55	24	52	25	165	77															2	8	2	3	3	2	10	173	79		
	122	47	111	60	82	38	315	145															1	17	6	6	5	4	1	16	332	151	
	191	93	191	97	123	59	505	249															1	37	15	9	9	6	1	25	542	264	
	208	94	203	103	129	63	540	260																1	8	3	10	9	6	1	26	548	263
					59	27	59	27	71	38	55	33	52	20	60	22	238	113	1	23	14	1	10	3	6	5	3	2	16	330	157		
	202	102	176	95	111	59	489	256															5	53	22	9	8	6	5	28	542	278	
	70	26	72	40	42	23	42	23	40	19	40	22	34	10	36	16	150	67					1	10	4	4	4	2	1	11	202	94	
					73	42	73	42	76	40	61	39	59	27	77	28	273	134					1	14	6	6	7	4	1	18	360	182	
	72	44	75	41	41	21	188	106																	3	3	3	3	9	199	91		
	70	45	107	52	52	33	229	130																									
	70	40	84	42	64	42	218	124																									
					146	66	146	66	136	68	124	62	72	23	85	32	417	185															
	40	25			151	90	191	115	114	59	108	61	53	20	94	39	369	179	1	20	17	2	19	8	10	10	7	3	30	599	319		
	73	40	75	37	50	26	198	103																									
	24	12	25	17	25	11	74	40																									
	125	60	125	52	56	31	306	143																									
TOTAL	1706	830	1679	835	1732	876	5117	2541	534	266	482	265	367	146	479	192	1862	869	5	103	69	29	348	141	124	124	84	34	366	7414	3606		

i = classes intégrées; S = section secondaire; G = section générale; Ense. spéc. = enseignement spécialisé avec classe de préapprentissage; T = Total; F = Filles; op = organisation particulière

N.B. : Les élèves et les classes de l'Institut St-Raphaël (2 classes, 21 élèves, dont 4 filles) n'ont pas été pris en compte dans la présente statistique.

Schüler- und Klassenzahlen der Oberwalliser Orientierungsschulen
Schuljahr 2005/2006

SCHULE	System mit integrierten Klassen								System mit Abteilungen												Bes. Organisation								TOTAL							
	1 IK		2 IK		3 IK		Total		1 S		2 S		3 S		1 R		2 R		3 R		Total		10. Sj		wk/gk		Klassen			Schüler						
	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	T	M	KL.	T	M	KL.	T	M	1.	2.	3.	BO	T	M		
Brig-Glis									105	56	121	65	78	35	74	29	84	38	69	41	531	264	2	26	14	1	11	6	8	9	8	3	28	568	284	
	37	16	30	14	35	13	102	43																												
	63	36	60	29	52	24	175	89																												
Fiesch																																				
Gampel																																				
Kippel																																				
Leuk																																				
Leukerbad																																				
Mörel																																				
Münster																																				
Naters																																				
Raron																																				
St. Niklaus																																				
Saas-Grund																																				
Siders																																				
Simplon-Dorf																																				
Sitten																																				
Stalden																																				
Visp																																				
Zermatt																																				
Total O.v.S.	602	296	581	281	476	203	1659	780	282	146	276	139	171	86	182	76	202	96	189	103	1302	646	4	53	29	2	25	6	52	51	43	6	152	3039	1461	
Total U.v.S.	1796	830	1679	835	1732	876	5117	2541	534	266	482	265			367	146	479	192			1862	869	5	103	69	29	348	141	124	124	84	34	366	7414	3606	
TOTAL	2308	1126	2260	1116	2208	1079	6776	3321	816	412	758	404	171	86	549	222	681	288	189	103	3164	1515	9	156	98	31	373	147	176	175	127	40	518	10453	5081	

Legende: IK = Integrierte Klassen, S = Sekundar, R = Real, wk = Werkklassen, gk = gemischte Kleinklassen, T = Total, M = Mädchen, BO = Besondere Organisation
N.B. Die Schüler und Klassen des Kinderdorfes Leuk (7 Klassen, 62 Schüler, davon 21 Mädchen) sind in dieser Statistik nicht berücksichtigt.

GRILLE HORAIRE DU CYCLE D'ORIENTATION DU VALAIS ROMAND

	1CO	2CO	3CO
Branches essentielles			
Français	6	6	6
Allemand	4	3	3
Mathématique	5	5	5
Total branches essentielles	15	14	14
Br. éducatives et culturelles			
Anglais	2	3	2
Géographie	2	2	
Histoire			
Sciences	2	2	
Instruction religieuse	1	1	1
Informatique	1	1	
Éducation artistique	2	3	2
Économie familiale	3	2	2
Travaux manuels			
Éducation physique	3	3	3
Méthode de travail - EDC	1	1	
Total br. éducatives + culturelles	17	18	10
		vers diplômes et maturité professionnelle	vers apprentissages
Branches d'orientation			
Maths renforcements			1
Comptabilité		1	
EDC - français renforcements			1
Géographie-histoire		3	1
Civisme			
EDC			
Dessin technique			1
Sciences		1	1
Total branches d'orientation			5
Options			3
Total grille horaire	32	32	32

La formation professionnelle

La première loi sur la formation professionnelle (1903)

Au début du XX^e siècle, les objectifs de la formation professionnelle n'étaient pas encore clairement définis. Il est révélateur qu'à Sion, en 1902, cette formation était dispensée dans le cadre du gymnase; le directeur des classes professionnelles, William Haenni (1869-1937), était subordonné au préfet du collège. En 1904, il put toutefois se réjouir de l'augmentation des effectifs de l'«école professionnelle». Cette dernière modernisa ses cours de dessin et se mit à enseigner les langues (dont l'italien) selon la méthode intuitive. Les élèves réclamaient cependant davantage de comptabilité, de géographie commerciale et de physique appliquée. Un inspecteur de la Confédération expertisa l'enseignement et en loua la qualité. Les locaux et les équipements demeuraient néanmoins insuffisants¹.

C'est au printemps 1903 que le Département de l'intérieur prit l'initiative d'une loi sur l'apprentissage. La commission du Grand Conseil s'inspira de textes législatifs d'autres cantons ou de l'étranger, et parla tout d'abord d'une «loi de protection des apprentis», ce qui était vrai pour l'essentiel. Quelques organisations professionnelles y apportèrent leur concours, en particulier la Société industrielle des Arts et Métiers de Sion. Les bases légales du contrat de travail suscitèrent de plus longues discussions. Relevaient-elles du droit fédéral ou du droit cantonal? La commission du Grand Conseil examina soigneusement le projet de loi qu'elle put rapidement proposer une nouvelle version, qui servit de base pour la discussion au parlement. Le 21 novembre 1903, les députés acceptèrent la loi en deuxième lecture².

Les premières dispositions pour une formation professionnelle réglementée

A l'occasion des délibérations sur cette loi, le Grand Conseil publia les premières directives réglementant la formation professionnelle qui devait concerner le commerce, l'industrie et les métiers manuels. En plus des dispositions générales et transitoires, la loi contenait plusieurs chapitres sur le contrat d'apprentissage, les devoirs des patrons et des apprentis, la surveillance de l'apprentissage, les examens et les sanc-

¹ RGCE 1902, p. 22-25 et 1904, p. 19-29.

² BGC, session de mai 1903, p. 205-226; session prorogée de mai 1903, p. 17; session de novembre 1903, p. 119-137; RL 20, 1902-1905, p. 226. A la fin juin 2005, le Service de la formation professionnelle a commémoré à Sierre, avec un léger retard, le centenaire de la première loi professionnelle valaisanne, et a publié la plaquette *1904-2005: 100 ans de formation professionnelle en Valais*, Sion, DECS, 2005.

tions. Selon l'article 3, était considéré comme apprenti «tout mineur de l'un ou l'autre sexe, libéré de l'école primaire».

C'est ainsi que l'apprentissage dans le commerce, l'industrie et les métiers manuels fut placé sous la protection et la surveillance de l'Etat. Seul l'apprenti engagé à plein temps était lié par un contrat d'apprentissage.

La durée normale du travail des apprentis était de dix heures par jour. Elle pouvait s'élever à onze heures, mais pour les jeunes de moins de dix-huit ans, elle ne devait dépasser soixante heures par semaine qu'à titre exceptionnel. Le travail était interdit la nuit (entre 20 heures et 5 heures du matin), ainsi que le dimanche et les jours fériés (art. 5). Les autorités communales, en accord avec le Département, pouvaient cependant autoriser des dérogations en faveur de professions dont les conditions particulières l'exigeaient (art. 5).

Le Fonds cantonal des apprentissages

Le 21 juin 1904, le Conseil d'Etat approuva le règlement sur le Fonds cantonal des apprentissages. En dépit de la modestie des moyens financiers et de la simplicité du dossier qui ne comprenait que dix brefs articles, l'intention était louable et l'impulsion, encourageante. L'Etat alimentait le fonds par une contribution annuelle de 2000 francs, et voulait traiter plus généreusement les élèves particulièrement méritants, ou ceux qui se voueraient à un métier «dont l'introduction dans le canton serait utile» (art. 8).

Ecoles et cours professionnels, le Secrétariat cantonal des apprentissages

Le 15 novembre 1905 suivit un règlement concernant les écoles et cours professionnels³. Ces désignations – écoles et cours professionnels – ne sont plus guère compréhensibles de nos jours. Etaient considérées comme «cours professionnels» les écoles industrielles et les écoles de métiers manuels. Les «écoles professionnelles» regroupaient, quant à elles, les professions du commerce, les cours de formation continue pour les apprentis de la branche industrielle ou commerciale, et enfin les écoles d'économie domestique.

Un règlement fixant les compétences et les obligations du Secrétariat cantonal des apprentissages fut promulgué un mois et demi plus tard, le 9 janvier 1906⁴. Ce secrétariat allait devenir, durant les décennies suivantes, l'office central pour l'ensemble de la formation professionnelle du canton, et il joua en fait le rôle des actuels services de la formation professionnelle. Le premier secrétaire fut William Haenni, également membre fondateur de la Conférence des offices cantonaux de formation professionnelle de la Suisse romande et du Tessin⁵.

³ RL 21, 1905-1907, p. 161.

⁴ RL 21, 1905-1907, p. 157.

⁵ Raymond ULDREY, *75 ans de formation professionnelle 1904-1979. Conférence des Offices cantonaux de formation professionnelle de la Suisse romande et du Tessin*, Genève, 1979, p. 8.

Initiatives communales au début du XX^e siècle

La loi de 1903 sur la formation professionnelle obligeait les communes à ouvrir une école professionnelle en cas d'effectifs suffisants. Ce fut le cas dans plusieurs localités. En réalité, il s'agissait le plus souvent de simples cours d'une durée variable, et qui ne furent maintenus que quelques années en certains endroits. Cependant, dans les *Rapports de gestion* de ces années-là, le Conseil d'Etat se félicitait de l'essor des écoles professionnelles.

Le Musée industriel

Dans plusieurs cantons, les «musées industriels», qui dispensaient parfois des cours de dessin, gagnèrent de l'importance. Il fallut cependant attendre avant de pouvoir offrir aux élèves un programme établi dans toutes les branches⁶. Sur l'initiative des milieux du commerce et de l'industrie fut créé en 1904 un Musée industriel à Sion. Il offrait des revues et des ouvrages à l'intention des maîtres d'apprentissage, et restait ouvert même le dimanche. Durant l'année 1913, il prêta 542 livres, dont 112 par envoi postal. Le Musée pédagogique⁷ au Collège de Sion jouait un rôle semblable auprès des enseignants⁸.

Les écoles et les cours d'apprentissage pour les filles

Les professions féminines industrielles, à l'exception des métiers des textiles et du vêtement, ne se développèrent qu'à la fin du XIX^e siècle⁹. Les couturières, travaillant souvent à la demande, confectionnaient surtout des habits pour les jeunes filles, les femmes et les enfants, ainsi que des chemises, des draps et des taies. La population ne considérait pas vraiment l'enseignement ménager comme un enseignement professionnel. Le Département fédéral de l'intérieur avait pourtant élevé dès 1895 l'économie domestique au rang des formations professionnelles¹⁰. Au début du XX^e siècle, les possibilités de formation professionnelle en Valais étaient fort limitées pour les filles, et se résumaient essentiellement à l'économie domestique et aux travaux de couture. Il s'agissait néanmoins, vraisemblablement grâce au soutien de la Confédération, des premiers pas de la formation professionnelle des filles valaisannes. De telles opportunités se présentèrent à Monthey, Saint-Maurice, Vérollez, Collonges, Bagnes et Sierre.

⁶ Jean-Pierre TABIN, *Formation professionnelle en Suisse. Histoire et actualité*, éd. Réalités sociales, coll. Travail social, Lausanne, 1989, p. 36-37, 39 et suivantes.

⁷ Le Musée pédagogique se composait d'un office de renseignements, d'une bibliothèque et d'une salle de lecture; il possédait une collection modeste de plans de bâtiments et proposait des expositions permanentes.

⁸ RGCE 1913, p. 42-43; *Pétition* sur le développement de l'instruction industrielle et commerciale, Sion, 1904, p. 66.

⁹ Sur l'école de formation domestique (du dimanche) à Ardon, en 1880, voir aussi D. ALLET-ZWISSIG, «La condition féminine en Valais», 1^{re} partie, 1987, p. 56-57.

¹⁰ Gustav FRAUENFELDER, *Geschichte der gewerblichen Berufsbildung in der Schweiz*, Luzern, 1938, p. 107-108; R. MÉTRAILLER, *L'école primaire*, p. 74; M.-F. GUÉX, *De l'école moyenne au Cycle d'orientation*, p. 65.

Une école de couture ouvrit ses portes à Sierre en 1904. La population n'était pourtant pas convaincue de la nécessité de poursuivre la formation des filles au-delà de l'école primaire. Les parents avaient besoin d'elles pour les travaux agricoles, c'est pourquoi de nombreuses filles quittaient l'école dès le début du printemps¹¹. L'Union valaisanne des arts féminins organisa des cours d'économie domestique. En 1913/1914, pas moins de 17 «écoles ménagères» furent répertoriées dans le Valais romand et, en 1915/1916, l'Union valaisanne des arts féminins mit sur pied des cours dans trente localités¹².

L'école de Vérollez mérite une mention particulière. Pierre Reichenbach écrivit à son sujet:

En 1900, à la demande du chef du Département de l'instruction publique, Achille Chap-paz, l'atelier de couture à Saint-Maurice est transformé en école professionnelle de couture avec école ménagère annexée. Cette école, reconnue par le Département fédéral de l'intérieur, a très vite acquis une flatteuse réputation, soit par le style des modèles qu'elle réalise, soit par la qualité des travaux qu'elle exécute. Elle a délivré ses derniers diplômes en 1950. Quant à l'école ménagère, elle a cessé son activité au printemps 1962¹³.

Les arrêtés du Conseil d'Etat de 1918 à 1925

L'arrêté du 25 septembre 1918

L'arrêté du 25 septembre 1918 concernant le développement de l'enseignement professionnel régla dans le détail l'organisation du programme des cours¹⁴. Le Département de l'instruction publique pouvait dès lors obliger les communes à organiser des cours professionnels sitôt que huit élèves au moins s'étaient annoncés. Les branches imposées étaient la langue maternelle, l'instruction civique, la comptabilité, le calcul, l'établissement du prix de revient, la technologie et le dessin. Sauf autorisation du Département, l'enseignement ne devait être dispensé ni le dimanche ni au-delà de huit heures et demie du soir. La durée annuelle des cours professionnels devait compter au minimum 160 heures, réparties sur 35 semaines environ. Les élèves fréquentant une école professionnelle étaient dispensés des cours complémentaires. Par ailleurs, l'organisation de cours professionnels intercommunaux était également possible.

¹¹ RGCE 1905, p. 61-76.

¹² *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1915-1916, p. 30; M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 223.

¹³ «Les Sœurs de Saint-Maurice», in *Helvetia Sacra*, VIII/2, p. 562.

¹⁴ RL 26, 1917-1920, p. 284.

Par la loi du 17 mai 1919 sur l'organisation de l'enseignement professionnel de l'agriculture et son règlement d'application du 4 mai 1920, le canton encouragea la formation et le perfectionnement des adultes¹⁵. Il était prévu des cours de démonstration d'une durée limitée et des cours itinérants, qui furent organisés jusqu'à la fin du XX^e siècle. Les cours itinérants devaient compléter ou remplacer l'enseignement ménager de l'école primaire, tout en tenant compte des situations pratiques de la population. Dans le Valais romand, ces cours avaient officiellement débuté en 1911. De 1916 à 1922, la presse mentionna régulièrement ces nouvelles possibilités de formation continue sous le nom de «cours itinérants» ou «cours itinérants ménagers»¹⁶. Leur introduction avait été plaidée par Lucie de Courten en 1908 déjà¹⁷. Deux types de cours étaient proposés: les cours itinérants généraux d'une durée d'environ 160 heures réparties sur 10, 15, 18 ou 20 jours, et de brefs cours de démonstration d'une durée de 12 à 30 heures d'enseignement.

Le *Rapport de gestion* du Conseil d'Etat mentionna, pour 1918, 32 cours itinérants (coupe et confection, lessive, cuisine, raccommodage). Les enseignantes étaient formées à Vérollez et les examens finaux étaient supervisés par deux membres de la Commission des apprentis. La même année, le Conseil d'Etat nomma également des inspectrices pour l'enseignement ménager à l'école primaire¹⁸. Pour l'année 1932, le *Rapport de gestion* mentionna 44 cours itinérants. Durant les années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale, ces cours eurent un grand succès: c'est ainsi qu'en 1942, par exemple, 70 cours furent mis sur pied¹⁹.

Le règlement de 1925

Le 4 décembre 1925, le Conseil d'Etat édicta un règlement concernant le subventionnement et le perfectionnement des apprentissages dans les métiers de l'industrie et du commerce²⁰. Il s'agissait d'une version améliorée du règlement de 1904 sur le Fonds cantonal des apprentissages. La responsabilité en incombait au Département de l'instruction publique et non plus à celui de l'intérieur. Le but était d'encourager la formation d'ouvriers indigènes qualifiés. Le règlement du 26 octobre 1926 sur les examens d'apprentissage, valable pour les deux sexes, améliora la qualité des examens finaux. Une femme siégeait au sein de la commission d'examen²¹.

¹⁵ RL 26, 1917-1920, p. 369 et RL 27, 1920-1923, p. 50.

¹⁶ *Gazette du Valais*, 1916, n° 120; 1917, n° 118 et 120; 1918, n° 146; 1919, n° 118 et 126; 1920, n° 124; 1921, n° 104; 1922, n° 79, etc.

¹⁷ *Gazette*, 1908, n° 42, 43, 110.

¹⁸ RGCE 1918, p. 18-19.

¹⁹ M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 219-247; Viktorine HALLENBARTER-SCHÄTTI, «Der katholische Frauenbund des Oberwallis», in *Walliser Jahrbuch* 1939, p. 47; I. VENETZ, *Die Entwicklung des hauswirtschaftlichen Unterrichts*, p. 15; A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.2, p. 345-346; RGCE 1942, p. 6.

²⁰ RL 29, 1925-1927, p. 98.

²¹ RGCE 1932, p. 20-22; G. FRAUENFELDER, *Geschichte der gewerblichen Berufsbildung*, p. 246.

L'école de Vérolliez, déjà citée, témoigne du développement de la formation professionnelle des filles à la fin des années 1930. Dans le prospectus de 1937, l'institut était appelé Ecole professionnelle de couture et école ménagère. Pour être admise aux cours, la jeune fille devait produire son extrait de baptême et un certificat de bonnes mœurs. En 1937, l'école proposa:

- un cours de formation et de tenue ménagères en deux ans, à raison de sept mois de cours par année;
- un cours professionnel de broderie et de blanchisserie, de même durée, permettant l'obtention d'un diplôme de l'Union Suisse des Arts et Métiers;
- un cours de langue française avec un diplôme final;
- pour les élèves de langue allemande, des cours supplémentaires de français, et durant l'été, des cours de coupe, de broderie et de français.

Sion, ville pionnière

La réorganisation de l'école professionnelle

La législation cantonale montre clairement qu'à l'aube du XX^e siècle, la loi de 1904 fit passer la formation professionnelle sous la responsabilité à la fois du canton et des communes. Après l'ère de l'initiative privée, les communes se trouvèrent sollicitées. C'est ainsi que la Société industrielle des Arts et Métiers de Sion soutint la nouvelle «formation professionnelle communale». Le Conseil communal de Sion, quant à lui, intégra les expériences et les services de l'ancienne école de la Société industrielle dans les nouvelles structures cantonales, et proposa deux membres de ladite société au comité cantonal de surveillance.

Le programme de la nouvelle école professionnelle (du lundi au vendredi de 19 h à 20 h 30 et de 20 h 30 à 22 h) proposait l'instruction civique, l'histoire, la comptabilité, l'arithmétique, le dessin d'ornement, le dessin technique, la géographie et, dès la deuxième année, la géométrie.

L'Ecole professionnelle pour filles à Sion (1905)

Particulièrement novatrice pour l'époque fut la décision du Conseil communal de Sion, le 3 novembre 1905, d'ouvrir, pour toutes les jeunes filles désirant suivre des cours professionnels, une classe préparatoire obligatoire, qu'elles pouvaient suivre dès l'âge de 14 ou 15 ans, à condition d'avoir achevé leurs classes primaires. Ce cours durait huit mois, d'octobre à juin, et se donnait tous les jours, excepté le samedi, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h. Le programme comprenait le français, l'arithmétique, la comptabilité, l'enseignement religieux, l'histoire de la Suisse, la géographie, l'économie domestique, la cuisine, le dessin et la couture²². En 1923/1924, les cours furent

²² Franz IMHOF, in *Livret officiel du Centenaire de la Société industrielle des Arts et Métiers de Sion*, Sion, 1951, p. 57.

suivis par 39 filles, et une dizaine d'années plus tard, en 1934/1935, les classes accueillirent 30 filles.

Ce cours préparatoire était d'abord séparé de la formation professionnelle. Les effectifs de ces écoles pour jeunes filles n'augmentèrent que peu, en raison des choix professionnels limités. La ville de Sion ouvrit en outre quatre classes pour garçons dans les branches générales. Ces classes accueillirent 87 garçons en 1923/1924, et 137 en 1934/1935.

Les classes pour germanophones et les ateliers-écoles

Les *Rapports de gestion* relèvent qu'en 1924/1925, à Sion, la classe pour les apprentis de langue allemande dut être dédoublée. Quelques années plus tard, la classe fut supprimée, car le nombre d'élèves germanophones était tombé à cinq; elle put être rétablie en 1932/1933²³. Durant ces années-là, le cours de tailleur pour messieurs retint particulièrement l'attention de l'école. Le programme fut élargi de manière à pouvoir transmettre aux élèves des connaissances qu'ils n'avaient pas l'occasion d'apprendre à l'atelier. C'est ainsi que naquirent les premiers «ateliers-écoles» du canton. L'école privilégiait également le dessin. Les *Rapports annuels* commencèrent à parler également des cours de formation continue pour les maîtres. Les apprentis eurent progressivement un enseignant spécialisé pour chaque branche spécifique; l'alternance des enseignants tenait l'attention en éveil et permettait de meilleurs résultats.

L'école professionnelle dans l'ancienne école des garçons de Valère

L'année 1933/1934 marqua une étape importante de l'école professionnelle sédunoise. Alors qu'elle avait dû jusque-là donner ses cours dans des locaux dispersés, elle put disposer des bâtiments de l'ancienne école primaire des garçons de Valère, devenus vacants. Organisation et surveillance en furent facilitées. La même année, sur proposition de la Société des Arts et Métiers, les fastidieux cours du soir furent supprimés, et l'enseignement, déplacé sur un jour de semaine²⁴.

La loi fédérale de 1930

En 1874, le peuple suisse avait refusé d'accorder à la Confédération de nouvelles compétences en matière de scolarité (art. 27 de la Constitution fédérale). Aussi le Conseil fédéral s'abstint-il longtemps de toucher aux prérogatives des cantons en matière scolaire. Au début du XX^e siècle cependant, lorsqu'il devint nécessaire de proposer un article 34^{ter} sur la formation professionnelle, le Conseil fédéral communiqua laconiquement que la Confédération était habilitée à établir des directives pour

²³ F. IMHOF, in *Livret officiel du Centenaire*, p. 53-58.

²⁴ Léon IMHOFF, in *Livret officiel du Centenaire*, p. 36-37, 59-60.

les apprentissages. L'article 34^{ter} fut accepté en votation populaire le 8 juin 1908 par 232 457 oui contre 92 561 non. C'est ainsi que furent créées les conditions légales pour une nouvelle ère de la formation professionnelle. Il fallut pourtant attendre encore plus de vingt ans avant la préparation de la loi correspondante et son acceptation par les Chambres fédérales, le 26 juin 1930. De plus, la crise économique des années 1930 empêcha l'application immédiate de cette loi, qui ne devint effective que le 1^{er} janvier 1933, à l'exception des prescriptions sur les contributions fédérales pour les constructions scolaires. Deux ordonnances supplémentaires suivirent, et le canton du Valais promulgua la loi d'application en 1935²⁵.

La loi d'application valaisanne (1935) de la loi fédérale de 1930

Au début des années 1930, les progrès dans la formation professionnelle demeurèrent modestes. Preuve en est le message du Conseil d'Etat, élaboré à l'occasion de la loi d'application²⁶. Les difficultés perçues étaient de deux ordres. D'une part, le gouvernement savait d'expérience qu'il était pratiquement impossible de former des classes homogènes pour chaque métier. Comme l'organisation des cours était du ressort des communes, il manquait partout des effectifs, de sorte qu'il aurait fallu rassembler des élèves venant de plusieurs localités. C'eût été pourtant possible, puisque les cours se déroulaient durant la journée. La pénurie des enseignants qualifiés représentait une deuxième difficulté.

Les effets de la loi de 1935

La loi d'application entra en vigueur le 1^{er} mai 1936. Le canton devait assumer deux tâches importantes: constituer des classes homogènes et confier l'enseignement à un personnel qualifié.

A cette époque, le Département dénombrait environ 500 apprentis des deux sexes. Des offres d'emploi dans l'enseignement professionnel furent publiées, et des candidatures affluèrent de toute la Suisse. Une commission technique soumettait les candidats à un examen avec sélection à l'essai et nommait un responsable pour chaque école; il s'agissait le plus souvent du président de la commission locale des apprentis, du secrétaire communal ou d'un maître des classes terminales²⁷.

En 1937, la formation professionnelle compta 600 apprentis, et l'expert de la Confédération put écrire: «En cette année scolaire 1936/1937, les écoles professionnelles du Valais sont entrées dans une nouvelle ère, dont les débuts m'ont fait très bonne impression.» Dix ans plus tard, les apprentis étaient déjà au nombre réjouissant de 1600²⁸.

²⁵ R. ULDRY, *75 ans de formation professionnelle*, p. 46.

²⁶ AEV, Fonds 1001-244, session ordinaire de mai 1935, p. 21 et 1001-245, session ordinaire de novembre 1935, p. 8-18; BGC, session prorogée de mai, juin 1935, p. 1-10, 27-28.

²⁷ RGCE 1936, p. 8 et suivantes.

²⁸ RGCE 1937, p. 8; 1946, p. 100 et 1947, p. 101.

La loi d'application de 1935 créa donc en Valais les conditions requises pour une formation professionnelle harmonieuse et adaptée aux exigences du temps.

Jusqu'en 1978, la formation professionnelle réalisa des progrès inattendus. Des conditions économiques favorables et une valorisation sociale de l'apprentissage expliquaient en partie cet essor. L'amélioration de la formation professionnelle était réellement une demande de l'ensemble de la société de cette époque. Pour preuve, la Confédération édicta successivement trois lois sur la formation professionnelle, en 1930, 1963 et 1978. Les importantes contributions fédérales annuelles en faveur des cantons ne sauraient non plus être passées sous silence. Des sommes considérables furent allouées, aussi bien pour les frais d'investissement que pour les salaires des enseignants des écoles professionnelles, des écoles de commerce et de celles du secteur tertiaire en général.

La formation professionnelle à l'extérieur du canton

À côté de la formation professionnelle dispensée en Valais, l'Etat facilitait aux jeunes la fréquentation d'écoles professionnelles intercantionales dans d'autres cantons. L'Etat payait les frais d'écologie; c'était surtout le cas pour les cours qui ne se donnaient pas en Valais, ou pour lesquels trop peu d'apprentis étaient inscrits. C'est ainsi qu'en 1980, 410 apprentis fréquentèrent des écoles à l'extérieur du canton. Le Département de l'instruction publique réglait, par accords intercantonaux, la contribution de l'Etat valaisan à ces écoles²⁹.

Les cours d'introduction à l'apprentissage et les ateliers-écoles (1945)

Très tôt, il apparut que la formation en entreprise devait être complétée par de l'instruction dans des ateliers-écoles. C'est ainsi que furent créés en 1945 à Sion des cours d'introduction, qui dispensaient les connaissances fondamentales théoriques et pratiques et comblaient ainsi les lacunes de l'apprentissage. En 1950 existaient déjà des ateliers-écoles pour les tailleurs, les plâtriers-peintres, les coiffeurs, les peintres, les mécaniciens et les mécaniciens sur autos. Des ateliers modernes s'ouvrirent ensuite à Sion pour les métiers de la construction et de la métallurgie (1962), à Brigue pour la maçonnerie (1969) puis pour la menuiserie et la charpenterie (1989), et à Martigny pour la menuiserie et la charpenterie (1991)³⁰.

Les cours de préparation aux examens de maîtrise fédérale (1945 et 1946) et le dessin technique (1947)

Le Département mit sur pied pour la première fois, en 1945 à Sion et en 1946 à Brigue, des cours de préparation aux examens de maîtrise fédérale, maîtrise qui per-

²⁹ RGCE 1980, p. 291; Décisions du Conseil d'Etat du 20.05.1987; 08.11.1989; 06.07.1994; 17.08.1994, etc.

³⁰ A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.1, p. 368-371.

mettait aux diplômés de créer leur propre entreprise³¹. De plus, à partir de 1965, le canton organisa des cours de préparation pour les cours supérieurs de la maîtrise³². Comme l'enseignement du dessin était souvent lacunaire, le Département offrit dès 1947 aux apprentis, avant l'entrée à l'école professionnelle, un cours d'introduction au dessin technique. En 1948, une bibliothèque professionnelle fut créée et rattachée à la Bibliothèque cantonale³³.

Le Centre de formation professionnelle de Sion et la planification cantonale

Une nouvelle étape de la formation professionnelle en Valais commença avec la planification générale que l'Etat proposa en 1958, dans son message concernant l'octroi d'un crédit de 30 millions de francs pour l'agriculture, l'enseignement et la formation professionnelle; cette dernière requerrait 10 millions de francs. Le programme prévoyait la construction, à l'Ancien Stand, à Sion, d'un centre professionnel doté de 30 salles de classe et d'ateliers-écoles (4,75 millions de francs), ainsi que d'un centre, à Valère, de 11 salles de classe avec des locaux annexes et des ateliers-écoles pour les professions de l'alimentation (1,4 million de francs). Dans le Haut-Valais, 15 classes étaient prévues (1,7 million de francs), et à Martigny une nouvelle construction de 12 classes (1,6 million de francs).

La planification générale demandait une certaine hardiesse. Si le canton comptait 2585 apprentis en 1958, 5000 places de formation furent envisagées pour 1980, dont 500 pour des apprenties (en 1958, seulement 90 apprenties avaient conclu un contrat d'apprentissage). Ce projet clairvoyant fut l'œuvre du conseiller d'Etat Marcel Gross, qui montra, en ces circonstances, son sens politique et ses qualités d'homme d'Etat. En 1980, le nombre d'apprentis s'éleva en réalité à 6248! Dans le Valais romand, le Département de l'instruction publique répandit ces idées «révolutionnaires» par le biais d'une brochure d'information³⁴.

L'idée des ateliers-écoles fit peu à peu son chemin. Plus délicat fut le problème de la localisation du futur centre professionnel. La ville de Sion hésitait à construire ce bâtiment à l'ouest de la gare, trop près du centre ville, et pas assez éloigné des nuisances sonores de l'aéroport. La décision tomba finalement en 1958³⁵. La commune de Sion mit à disposition de l'Etat un terrain de 26 000 m² à l'Ancien Stand³⁶. Le décret du 2 février 1960 fixa à 10% la participation de la ville aux coûts de construction du Centre professionnel³⁷.

³¹ *RGCE* 1945, p. 117-118 et 1946, p. 107.

³² *RGCE* 1976, p. 217-221.

³³ L. IMHOFF et Hermann MABILLARD, in *Livret officiel du Centenaire*, p. 45-46, 63-65; *RGCE* 1976, p. 259-263.

³⁴ *L'équipement du Valais pour la Formation professionnelle*, Sion, 1957, p. 56.

³⁵ *BGC*, session de mai 1958, p. 93-155, 225-232, 244-291, 291-305; *BGC*, session prorogée de mai, juin 1958, p. 3-24; *RGCE* 1958, p. 110.

³⁶ *RGCE* 1959, p. 116.

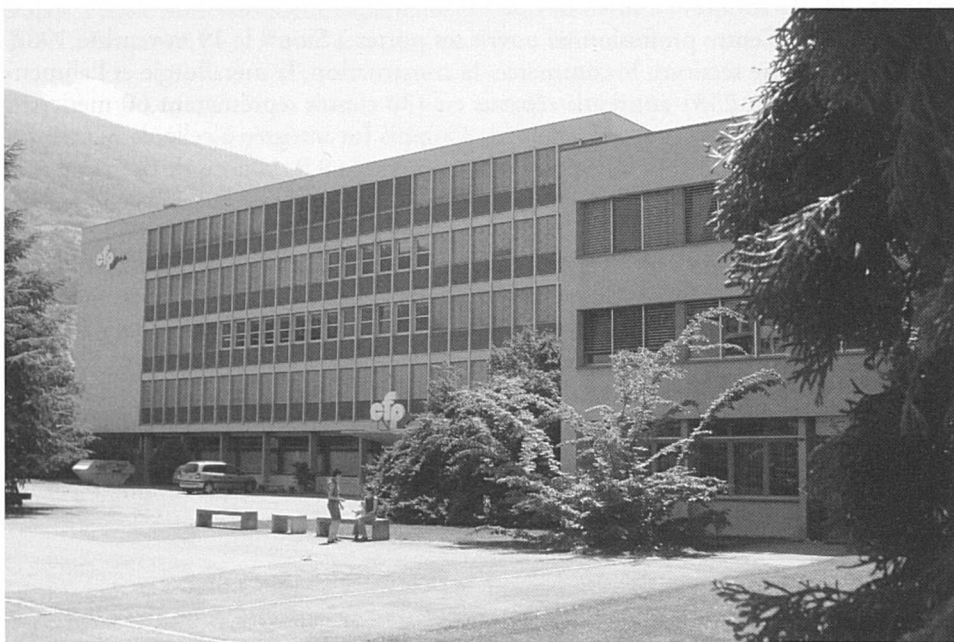
³⁷ *RL* 54, 1960, p. 91; *RGCE* 1960, p. 123.

Un crédit de 30 millions de francs

Le décret laissa en partie ouverte la question de la localisation des autres écoles professionnelles. Il était prévu que 2500 apprentis fussent formés à Sion, 1800 à Brigue ou Viège et 1000 à Martigny. Un décret aussi audacieux ne pouvait être accepté par le peuple qu'à condition d'être habilement présenté. Pour pouvoir ratisser large et mettre le plus de monde de son côté, l'Etat répartit le crédit de 30 millions entre plusieurs projets:

- 10 millions pour le financement du remaniement parcellaire et des améliorations du terrain (Département de l'intérieur);
- 10 millions pour la construction et l'aménagement de centres de formation professionnelle dans le Haut-Valais, le Valais central et le Bas-Valais, ainsi que d'ateliers-écoles à Sion;
- 5 millions pour la construction d'une école normale et pour la rénovation des bâtiments du Collège de Sion;
- 5 millions pour les constructions scolaires dans les communes³⁸.

L'unité de matière de ce décret n'était pas vraiment assurée. Le peuple l'accepta pourtant par 10 512 oui contre 1386 non, le 5 octobre 1958.



Le Centre professionnel de Sion.

³⁸ BGC, session de mai 1958, p. 225-232, 244-305.

Hermann Mabillard fut le premier chef du Service de la formation professionnelle. Il était perçu comme un homme déterminé et intransigeant. Il commença son activité au Département en 1933, en tant que délégué aux apprentis et chef de la formation professionnelle, succédant à Lukas Jost qui avait assumé ces tâches de 1913 à 1933. En 1934, selon l'*Annuaire* du Valais, Mabillard était également directeur du Musée industriel et du Secrétariat cantonal des apprentissages. De 1958 à 1964, il mit sur pied à Martigny une formation des maîtres professionnels et en assuma la responsabilité. Il choisit lui-même ses élèves et appela sa propre classe «Ecole de culture générale», laquelle fut connue plus tard sous le nom d'«Ecole des 14». Le 25 août 1958, le Conseil d'Etat nomma une commission de surveillance formée, elle aussi, de 14 personnes³⁹. Hermann Mabillard publia une brochure intitulée *Des hommes d'abord*. La plupart des 14 candidats trouvèrent par la suite un emploi en tant que maîtres professionnels reconnus par l'OFIAMT⁴⁰. Mabillard était soutenu par le journal *Combat, Journal d'action sociale et politique*, qui s'était engagé entre autres pour l'amélioration de la formation professionnelle⁴¹. Ce journal parut de 1957 à décembre 1960. En 1954 déjà, le groupement politique dont le journal était le porte-parole avait déposé une motion pour la construction d'ateliers-écoles et l'octroi de prêts sans intérêt.

Le nouveau Centre professionnel ouvrit ses portes à Sion⁴² le 19 novembre 1962. Il proposait quatre sections: le commerce, la construction, la métallurgie et l'alimentation, et accueillit 2331 apprentis répartis en 130 classes représentant 60 métiers⁴³. La même année, l'Ecole professionnelle de Chippis fut intégrée à celle de Sion⁴⁴. En 1985, le Grand Conseil vota un crédit d'engagement de 9,9 millions de francs pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les professions de l'alimentation, et qui fut inauguré en 1988⁴⁵.

Dans les années 1960, le Centre professionnel, aux effectifs toujours plus fournis, dut tracer les voies du futur. S'il possédait des locaux modernes, il fallait cependant ajuster les structures, ce qui était loin de plaire à tout le monde. Ce fut là la tâche ingrate du nouveau directeur, Casimir Rey. Ni les enseignants ni les élèves n'étaient habitués à de rigoureuses mesures d'ordre et de contrôle. Un député déposa au Grand Conseil une motion exigeant des explications, et même une enquête parlementaire, sur les méthodes d'enseignement du Centre professionnel. Marcel Gross, chef du Département de l'instruction publique, répondit que ces méthodes, évaluées par un expert de la Confédération, avaient été jugées «bien étudiées et efficaces»⁴⁶.

³⁹ RGCE 1933, p. 3 et 1961, p. 129-130; *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1934, p. 74; AEV, Fonds 4250-1987/36, A 203, A 204.

⁴⁰ E. MORAND, *Martigny 1940-1990*, p. 142.

⁴¹ *Combat*, n° 8, 05.05.1960; n° 9, 19.05.1960; n° 11, 16.06.1960; n° 12, 14.07.1960 et n° 13, 03.08.1960.

⁴² Ce n'est pas un hasard si la ville de Sion, pionnière de la formation professionnelle en Valais, possède l'unique Centre professionnel, tandis que Viège, Brigue et Martigny se contentent d'écoles professionnelles commerciales et/ou artisanales.

⁴³ BGC, session de novembre 1962, p. 33-48; RGCE 1962, p. 125 et 1963, p. 141.

⁴⁴ RGCE 1962, p. 119.

⁴⁵ RL 79, 1985, p. 87; RGCE 1987, p. 134 et 1988, p. 135.

⁴⁶ BGC, session de janvier 1969, p. 134-135; session de novembre 1969, p. 79-80.

A partir des années 1970, le Centre professionnel proposa aussi des cours de formation professionnelle continue et des cours de préparation aux examens professionnels supérieurs. Des candidats de Suisse romande toujours plus nombreux vinrent suivre ces cours.

Les cours de préparation au technicum (1965) et les écoles professionnelles supérieures (1971)

Les exigences accrues de la formation professionnelle des jeunes suscitèrent un intérêt grandissant pour une formation technique supérieure. En 1965, le canton offrit pour la première fois, à Sion, des cours préparatoires au technicum. Sion ouvrit également en 1971 une école professionnelle supérieure (EPS) prévue par la loi fédérale⁴⁷. Les apprentis pouvaient fréquenter les sections techniques et commerciales de cette école, en dehors de l'enseignement obligatoire, afin d'améliorer leur culture générale et leurs connaissances professionnelles. C'était la porte ouverte à une formation professionnelle supérieure. Plus tard, le Département adopta cette formation supplémentaire, les apprentis de certaines professions devant suivre les cours de l'école professionnelle un jour et demi, voire deux jours par semaine. Dans le Haut-Valais, l'école professionnelle supérieure eut plus de peine à s'imposer (1980 à Viège et 1983 à Brigue)⁴⁸.

La formation des enseignants

Les nouvelles exigences de la formation des apprentis entraînent celles de la formation des enseignants. Il leur fut requis de posséder soit une maîtrise fédérale, soit un diplôme d'une école technique supérieure (ETS) ou d'autres écoles similaires, soit un titre universitaire. De plus leur fut prescrite une formation pédagogique en cours d'emploi, dispensée par l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle (ISPF), dont le diplôme permettait d'enseigner dans les écoles professionnelles⁴⁹. Les écoles de Berne et de Lausanne formaient les maîtres, durant deux ans en cours d'emploi, dans les branches générales essentiellement.

L'entrée dans le nouveau millénaire

En l'an 2000, le Centre professionnel de Sion abritait cinq sections: la construction, la métallurgie, le commerce, l'alimentation et la formation continue.

S'ajoutèrent des cours d'introduction d'une durée d'une à plusieurs semaines par année d'apprentissage, pour la plupart des professions.

⁴⁷ RGCE 1972, p. 179; 1973, p. 186 et 1974, p. 196.

⁴⁸ WB, 16.09.1998, p. 11.

⁴⁹ *Résonances*, novembre 1996, p. 13.

Fréquentation des écoles professionnelles entre 1936 et 2000:

Année	Total
1936	460
1950	1666
1960	3223
1970	4105

Année	Total	Sion	Martigny	Viège	Brigue	Brigue, Ecole de commerce	Hors canton
1975	4986	2148	867	587	620	284	
1980	6248	2505	1003	798	724	500	
1985	7406	3056	1136	880	772	676	
1990	7181	3315	966	721	611	626	
1995	6265	2963	759	718	557	533	725
2000	6772	3038	839	665	476	566	909

Entre 1905 et 1935, le nombre des examens finaux passa seulement de 47 à 197 (A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, vol. 3.1, p. 368-369). L'effectif de l'année 1995 doit être complété avec le nombre de 11 étudiantes de l'Ecole ménagère rurale de Châteauneuf.

Au début du XXI^e siècle, les possibilités offertes par l'école professionnelle étaient très diversifiées. L'Ecole-club Migros de Sion, sur mandat du Conseil d'Etat et en accord avec la FMH, assura la formation d'assistante en médecine et d'assistante en médecine dentaire. Durant des années, Sion forma également des aides familiales⁵⁰.

A la direction du Centre de formation professionnelle de Sion se succédèrent Franz Imhof, Franz Hallenbarter, Casimir Rey (1962-1971), Gérard Follonier (1972-1992), Michel Logean (1992-2001), Jean-Jérôme Filliez (2001-2006) et Jean-Louis Maillard (2006-...).

Vers une nouvelle loi

La troisième loi fédérale sur la formation professionnelle de 1978 entra en vigueur en 1980. Elle était l'expression d'un développement ininterrompu de la formation professionnelle dans les branches du commerce et de l'industrie, et elle donnait la préférence à la formation au niveau tertiaire.

Au cours des années 1990 survint, contre toute prévision, une pénurie de places d'apprentissage, ce qui appela l'élargissement de la formation professionnelle. Cette dernière fut alors, en 1996, le sujet d'un rapport du Conseil fédéral. Il s'ensuivit un large débat public et politique. Le Conseil fédéral édicta deux arrêtés visant à l'amélioration des offres de places d'apprentissage, et il prévint un soutien financier de la

⁵⁰ Voir *RGCE* 1973-1988.

Confédération. L'arrêté fédéral I du 31 mai 1997 concernait les années 1997-2000. Des 60 millions de francs budgétés, 40 millions furent octroyés aux cantons, dont 1 969 000 francs au Valais. L'arrêté fédéral II du 18 juin 1999 prévoyait pour les années 2000 à 2004 un soutien de 100 millions de francs, dont 2 062 000 pour le Valais. Ces sommes devaient avant tout favoriser la tâche formatrice des maîtres d'apprentissage. La Confédération voulait en outre assurer une égalité de fait entre hommes et femmes et essayer de nouvelles formes de collaboration au sein de la formation professionnelle⁵¹.

Les Chambres fédérales discutèrent une nouvelle loi sur la formation professionnelle ainsi qu'une révision de celle de 1978. La valorisation et l'élargissement de la formation professionnelle trouvèrent leur expression dans la création de l'Office fédéral pour la formation et la technologie (OFFT), qui reprenait les tâches de l'ancienne OFIAMT et s'étendait en outre à de nouveaux domaines de formation: l'agriculture, la haute technologie (High-tech), la santé, les professions sociales et artistiques. Cette loi faisait suite au nouvel article 63 de la Constitution fédérale de 1998: «La Confédération légifère sur la formation professionnelle».

Le projet de loi de 1999

Dès 1998, un groupe d'experts prépara un projet de loi qui fut soumis en 1999 à une large consultation. Selon ce projet, la formation professionnelle devait être définie comme une tâche commune de la Confédération, des cantons et des organisations professionnelles.

Les travaux préparatoires à la loi nécessitèrent beaucoup de temps. Au cours des années 1998 à 2001, les cantons et les organisations professionnelles présentèrent les résultats de la consultation, qui devaient déboucher sur une loi cadre renvoyant les détails aux ordonnances d'exécution. La répartition du temps entre formation théorique et formation pratique devait rester flexible. L'OFFT envisagea donc davantage de souplesse, mais il dut prendre en compte de nombreuses questions encore en suspens. De l'avis général, ces réformes projetées ne resteraient pas sans implications financières. La Confédération et les cantons durent ainsi prévoir de nouvelles dépenses.

La loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 décembre 2002, une loi cadre

Les atouts de la nouvelle formation: souplesse et perméabilité

La loi entra en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Elle tenait compte de l'évolution des professions et de la formation, notamment en favorisant la perméabilité entre les différentes voies de la formation ainsi que plus de souplesse dans l'instruction en général.

⁵¹ Décision du Conseil d'Etat du 10.05.2000.

Les écoles professionnelles gagnèrent en importance. La part de l'instruction scolaire représentait plus de la moitié du temps global de la formation. Ces mesures concernaient essentiellement les écoles de commerce et les écoles pour les professions concernant la santé, le domaine social et les arts. La loi parlait plutôt de formation en général, réservant la dénomination de «professionnelle» à des domaines spécifiques. Le terme d'apprenti fut remplacé par celui d'«apprenant» ou «personne en formation», le maître d'apprentissage devint le «responsable de la formation professionnelle», et l'examen de fin d'apprentissage, une «procédure de qualification». La formation élémentaire fut abolie.

La nouvelle loi prévoyait une formation professionnelle initiale de base, en deux ans, avec attestation fédérale, et une formation élargie de trois à quatre ans avec le certificat fédéral de capacité (CFC). Les examens de brevet et de maîtrise devinrent des «examens professionnels fédéraux» et des «examens professionnels fédéraux supérieurs». Les organisations professionnelles furent appelées «organisations du monde du travail».

La maturité professionnelle

Dans les années 1990 (1993 et 1994) furent introduites, tout d'abord à Sion, les maturités professionnelles commerciales et techniques, qui pouvaient être obtenues pendant l'apprentissage, ou après le CFC en formation à plein temps.

Au tournant du millénaire, les types de maturité professionnelle suivants étaient proposés aux jeunes Valaisans:

- à Sion ou à Viège, la maturité professionnelle technique et artisanale, à plein temps, après le CFC et intégrée pendant l'apprentissage;
- à Sion ou à Brigue, la maturité professionnelle commerciale, à plein temps, après le CFC et intégrée pendant l'apprentissage.

La maturité professionnelle commerciale était également proposée par les écoles supérieures de commerce de Monthey, Martigny, Sion, Sierre et Brigue. La formation en trois ans devait être complétée par un stage de quarante-sept semaines en entreprise.

La formation commerciale par apprentissage fut revalorisée. Le temps d'apprentissage fut fixé à trois ans pour toutes les formations. Divers profils de formation spécialisée furent proposés: formation de base (profil B), formation de base élargie (profil E) et, en relation avec ce dernier, la maturité professionnelle commerciale fut rendue possible⁵².

Pour ces voies de formation à l'école professionnelle, les écoles de Sion et de Brigue offrirent des cours intensifs de deux semaines pour la préparation aux examens d'admission⁵³.

⁵² NF, 11.12.2002, p. 17; J.-P. TABIN, *Formation professionnelle*, p. 135.

⁵³ Service de la formation professionnelle, Sion, 1994, voir statistique RGCE 2005, p. 71.

Les informaticiens, électroniciens et automaticiens à l'Ecole des métiers du Valais (EMVs)

Dans la mouvance du projet de la nouvelle loi sur la formation professionnelle, les ateliers-écoles de Sion et de Viège instaurèrent, en automne 2000 déjà, les formations bilingues d'informaticien, d'électronicien et d'automaticien, d'une durée de quatre ans. La formation de base à l'école était complétée par une année et demie de stages, en troisième et en quatrième année d'apprentissage. Le 16 octobre 2004, l'Ecole des métiers du Valais, rattachée au Centre de formation professionnelle de Sion, installée dans l'ancien bâtiment Swisscom, et placée sous la direction de Joseph Métrailler, put délivrer 39 certificats fédéraux de capacité et de maturité professionnelle, 25 dans le Valais romand et 14 dans le Haut-Valais. La plupart des diplômés continuèrent leur formation à la HEVs⁵⁴. Par la suite, cette école obtint le statut de formatrice en entreprise, et elle laissa la formation théorique aux écoles professionnelles.

Une année de transition, passerelle vers les hautes écoles

A l'intention des élèves en possession d'une maturité gymnasiale et ne désirant pas entrer à l'université, l'Etat organisa dans l'EMVs une année de transition pratique vers les hautes écoles, pour les filières de la mécanique et de l'informatique et ce, dès l'automne 2001⁵⁵. Ce cours d'une année, sous la responsabilité du Service de la formation professionnelle, alliait théorie et pratique tout en tenant compte de la formation gymnasiale. La théorie était dispensée par les centres de Sion ou de Viège. Une année supplémentaire permettait l'obtention du CFC.

Après 2002

La nouvelle loi sur la formation professionnelle apporta des changements notoires dans de nombreux domaines, particulièrement dans les formations qui n'y avaient pas été soumises jusqu'alors. Furent spécialement concernées les écoles d'agriculture de Châteauneuf et de Viège, les écoles d'infirmières et d'infirmiers, l'école de physiothérapie et les écoles d'art.

L'Ecole professionnelle et artisanale de Brigue

Les étapes principales

L'Ecole professionnelle et artisanale de Brigue ouvrit ses portes en 1936, sous la responsabilité du canton. Ses débuts furent plutôt modestes. Le curé Peter Imhof (1875-1960) assumait tout d'abord à temps partiel la direction de cette école, avant de

⁵⁴ NF, 18.10.2004, p. 9.

⁵⁵ Service de la formation professionnelle, Sion, 1994; NF, 23.08.2001, p. 5.

devenir enseignant et directeur à plein temps. En 1958, le Conseil d'Etat, qui avait approuvé la planification globale des écoles professionnelles du canton, envisagea d'allouer au Haut-Valais 1,7 million de francs prélevés sur le crédit de 30 millions⁵⁶. La réalisation se fit cependant attendre, et l'argent fut affecté à d'autres fins. En 1962, l'Ecole professionnelle commerciale de langue allemande de Sierre fut intégrée à celle de Brigue. Son premier directeur fut Richard Grünwald. Viège reçut alors les apprentis en métallurgie et les laborantins, et Brigue, les autres métiers et la section commerciale⁵⁷.

A Brigue, l'organisation de l'école fut longtemps gênée par le manque de locaux⁵⁸. C'est seulement l'achat de la propriété Stockalper, dans les années 1960, qui permit l'agrandissement du Collège et la construction d'une nouvelle école professionnelle dotée d'une section artisanale et d'une section commerciale, et inaugurée en 1969.

Diverses interventions au Grand Conseil obtinrent la création à Brigue, en 1969, d'ateliers-écoles pour les maçons. Les menuisiers et les charpentiers durent attendre 1989 pour ouvrir leurs propres ateliers.



L'Ecole professionnelle et artisanale de Brigue.

⁵⁶ BGC, session de mai 1958, p. 172, 174-175; RGCE 1960, p. 123.

⁵⁷ RGCE 1978, p. 273-274.

⁵⁸ RGCE 1953, p. 119; WB, 14.03.2003, p. 15.

Au tournant du millénaire, l'Ecole professionnelle de Brigue comprenait la section artisanale et la section commerciale, qui poursuivaient toutes deux les mêmes buts et s'articulaient autour de structures semblables. Dès 1983, la section commerciale, avec une année supplémentaire, put offrir la formation d'une école professionnelle supérieure et, dès 1994, celle de la maturité professionnelle. En automne 1997 commença une classe d'assistants à l'accueil⁵⁹. Les assistantes en médecine recevaient leur formation à l'Ecole-club Migros de Brigue sur mandat du Département de la santé et en accord avec la FMH; les assistantes en pharmacie suivaient les cours à l'Ecole professionnelle de Brigue, tandis que les assistantes en médecine dentaire se rendaient à Berne, et les assistantes en médecine vétérinaire, à Zurich⁶⁰. Dès janvier 2005, les trois écoles professionnelles commerciales et artisanales du Haut-Valais à Brigue et à Viège adoptèrent une structure d'organisation commune.

L'Ecole professionnelle artisanale fut dirigée par Peter Imhof (1936-1950), Josef Imhof (1950-1979), Richard Vogel (1979-1992) et Karl Heinen (1992-2004).

La direction de l'Ecole professionnelle commerciale fut, quant à elle, assumée par Richard Grünwald (1956-1979), Albert Schmid (1979-1997), Leo Jossen (1997-2000) et Christoph Ceppi (2002-...).

L'Ecole artisanale de Viège

Les premières années

Qu'un centre industriel de l'importance de Viège abritât une école professionnelle allait de soi. Déjà dans les années 1930, la Lonza avait ouvert ses propres ateliers de formation, qui profitèrent également à l'Ecole professionnelle cantonale. Les premiers cours cantonaux de métallurgie débutèrent à Viège en 1936, sous la direction d'Oskar Clausen (1892-1972), qui fut sans doute le premier maître professionnel haut-valaisan. L'école professionnelle, également fréquentée par les laborantins, occupa d'abord les locaux inappropriés de l'ancienne Ecole d'agriculture, avant de pouvoir s'installer en 1963 dans un nouveau bâtiment, qui fut agrandi en 1977⁶¹.

L'Ecole professionnelle supérieure et le préapprentissage

Viège ouvrit en 1980 une section technique de l'Ecole professionnelle supérieure (EPS). En 1998, une classe accueillit des élèves qui voulaient être préparés à une formation pré-professionnelle dans un cadre scolaire, ou qui avaient terminé leur

⁵⁹ WB, 30.08.1997, p. 13 et 27.09.1999, p. 5.

⁶⁰ Ecol'Info, 2000, p. 5-6, 37 et suivantes; WB, 08.09.1999, p. 9.

⁶¹ BGC, session de novembre 1975, p. 79, 280; RL 69, 1975, p. 85.



L'Ecole artisanale de Viège.

scolarité obligatoire et recherchaient une place d'apprentissage, ainsi que des élèves de langue étrangère, qui ne possédaient que des connaissances rudimentaires en allemand et ne pouvaient donc pas commencer l'école professionnelle. Cette classe ressemblait beaucoup aux classes d'accueil de la scolarité post-obligatoire (CASPO), ouvertes à l'Ecole professionnelle de Martigny dès 1992. Ces élèves devaient en principe avoir arrêté leur choix professionnel et être en possession d'un contrat de préapprentissage dans une entreprise. Le travail pratique sollicitait deux à trois jours par semaine. La formation scolaire s'étendait de quatorze à vingt-trois semaines de cours. Dès 1994, l'école proposa la maturité professionnelle technique et artisanale, qui pouvait être obtenue soit pendant l'apprentissage, soit après le CFC en une année supplémentaire de formation⁶².

En automne 2000, l'école de Viège mit sur pied pour la première fois, tout comme l'école de Sion, une filière de formation dans des ateliers-écoles pour les informaticiens, les électroniciens et les automaticiens⁶³. En automne 2001, Viège organisa pour la première fois, en collaboration avec le Centre professionnel de Sion, une année de

⁶² RGCE 1973, p. 179; 1975, p. 169; 1976, p. 212; 1977, p. 230; 1979, p. 255 et 1981, p. 282; *Mitteilungsblatt*, 1998, année 23, n° 2, p. 26-30.

⁶³ WB, 27.09.1999, p. 5.

passerelle pratique pour les maturistes gymnasiaux, dans les filières de la mécanique et de l'électronique. Cet enseignement fut donné dans les deux langues.

En 2000, l'école de Viège formait les apprentis essentiellement dans les professions de la métallurgie, de la chimie, de l'électronique, de l'informatique, de la boucherie et de la boulangerie⁶⁴.

Les directeurs de l'école furent Oskar Clausen (1936-1963), Anton Zurwerra (1963-1978), René Brunner (1978-1991), Eugen Schmid (1991-1999) et Roland Kuonen (1999-...).



L'Ecole artisanale de Martigny.

L'Ecole artisanale de Martigny

Jusqu'en 1936, à l'instar de la plupart des villes de plaine, Martigny avait organisé ses propres cours professionnels. A partir de cette date, ce fut l'Etat qui prit en charge la formation des apprentis, sous la direction de Denis Puippe⁶⁵. L'école de Martigny offrit surtout des cours pour vendeurs (1953). L'enseignement s'étendait sur deux ans et avait lieu les mardis et les jeudis. Outre les métiers de la vente, Martigny proposait un apprentissage dans les métiers du bois⁶⁶.

⁶⁴ *Ecol'Info*, 2000, p. 21, 51.

⁶⁵ *NF*, 26.02.1976, n° 29; *Confédéré*, n° 10, 06.02.1976 et n° 11, 10.02.1976.

⁶⁶ *Ecol'Info*, 2000, p. 7.

L'école, initialement installée dans l'ancien bâtiment scolaire et dans des baraquements militaires⁶⁷, put emménager en 1970 dans un nouveau centre fraîchement construit⁶⁸. Celui-ci fut dès lors, en raison de la fermeture de l'Ecole professionnelle de Monthey, également responsable des cours de culture générale pour les laborantins et les opérateurs en chimie, qui purent utiliser les salles de classe de l'ancienne CIBA-Geigy à Monthey, et profiter de toute l'infrastructure de l'entreprise (classes «CIMO», à Martigny) pour les cours de technologie. La nouvelle Ecole professionnelle de Martigny ouvrit officiellement ses portes en mai 1971, et les nouveaux ateliers-écoles pour menuisiers et charpentiers furent inaugurés en 1991. Le 22 mai 1985, le Grand Conseil avait accordé un crédit de 5,8 millions de francs. Les frais d'investissement globaux se montèrent à 9,8 millions de francs⁶⁹.

A la demande du Département, l'Ecole professionnelle de Martigny prit l'heureuse initiative d'ouvrir, à partir de 1992, des classes d'accueil de la scolarité post-obligatoire (CASPO), essentiellement à l'intention des élèves de langue étrangère. Ce modèle fut suivi plus tard par d'autres écoles professionnelles.

L'école de Martigny fut au cœur des discussions dans les années 1958 à 1964, lorsque Hermann Mabillard entreprit de sa propre initiative d'y former des maîtres professionnels⁷⁰.

L'école eut comme directeurs Denis Puippe, Vital Darbellay (1970-1979), Jean-Pierre Coppex (1979-2001) et Jérôme Borgeat (2001-...).

L'Ecole artisanale de Monthey

L'Ecole artisanale de Monthey fut dirigée des années durant par Pierre Colombara, directeur des écoles primaires montheyennes. Il démissionna en 1965 et l'intérim fut assuré par Eugène Ingignoli. En 1965, l'école ne forma que 154 apprentis⁷¹. En 1966, le Service de la formation professionnelle rendit possible l'apprentissage d'opérateur en chimie à la CIBA⁷².

Les autorités communales de cette époque, qui apparemment croyaient au développement de leur école, construisirent des locaux à cet effet⁷³. Les mauvaises correspondances ferroviaires avec Saint-Maurice forcèrent toutefois l'école à organiser un service de bus. Malgré cet effort, les élèves de la Noble Contrée et du Val d'Anniviers ne pouvaient arriver que vers 9 heures. L'enseignement était donné par quatre maîtres à plein temps et dix auxiliaires. Durant l'année scolaire 1969/1970, 172 apprentis étaient inscrits. Ce fut la dernière année de l'école. A partir de l'automne 1970, les apprentis de Monthey dépendirent de l'Ecole professionnelle de Martigny⁷⁴.

⁶⁷ RGCE 1965, p. 157.

⁶⁸ AEV, Fonds 4200-1996/73, n° 131, Cahier IV, p. 21 et suivantes; A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.1, p. 370.

⁶⁹ RL 79, 1985, p. 87.

⁷⁰ RGCE 1960, p. 123 et 1961, p. 129-130; E. MORAND, *Martigny 1940-1990*, p. 142.

⁷¹ RGCE 1965, p. 157.

⁷² RGCE 1966, p. 156.

⁷³ RGCE 1967, p. 155.

⁷⁴ RGCE 1970, p. 150.

En 2003, un accord entre le Valais et Vaud ouvrit aux apprentis des deux cantons les classes de l'Ecole intercantonale de laborantins en chimie (EIL). Actuellement, l'enseignement pour les professions de la chimie est intégralement dispensé à Monthey, dans les locaux des industries.

Ecoles professionnelles en 2001:

Ecoles professionnelles	Apprentis	Formation élémentaire	Apprentissage pratique	Total	Maturité prof. à plein temps	Maturité prof. en cours d'emploi
Ecole artisanale de Brigue	450	24	2	476	–	–
Ecole de commerce de Brigue	552	14	–	566	18	89
Ecole artisanale de Viège	651	13	1	665	35	137
Centre prof. de Sion	2915	96	27	3038	66	227
Ecole artisanale de Martigny	782	43	14	839	–	–
Ateliers-écoles valaisans	111	–	–	111	–	111
Ecoles francophones hors canton	448	–	–	448	–	–
Ecoles germanophones hors canton	459	2	–	461	–	–
ECAV	110	–	–	110	–	110
EPS «service communautaire» + aides familiales et gestionnaires en économie familiale	166	–	–	166	–	–
Ecole-club Migros (Brigue et Sion)	128	–	–	128	–	–
Total	6772	192	44	7008	119	674

(RGCE 2001, p. 90)

En 2005, le total des apprentis valaisans se monta à 7814⁷⁵.

⁷⁵ RGCE 2005, p. 70.



L'Ecole d'agriculture de Châteauneuf.

L'Ecole cantonale d'agriculture, d'Ecône à Châteauneuf

Les étapes principales

En 1891, l'Etat du Valais signa une convention avec les chanoines du Grand-Saint-Bernard et leur confia la direction de la première école d'agriculture, qui s'ouvrit à Ecône en 1892⁷⁶. Pendant la Première Guerre mondiale, il devint nécessaire d'agrandir les locaux et d'y adjoindre un domaine agricole ainsi qu'une station d'essai pour l'agriculture et la viticulture. La loi de 1919 créa alors les bases légales pour la construction d'une école d'agriculture à Châteauneuf. Ce fut en grande partie l'œuvre de Maurice Troillet. L'école ouvrit ses portes le 13 octobre 1923 avec 73 élèves. La transition d'Ecône à Châteauneuf ne s'était pourtant pas faite sans difficultés. A l'automne 1922 en effet, alors que les cours devaient commencer dans le nouveau site, les locaux n'étaient pas plus prêts à être utilisés que les chanoines du Grand-Saint-Bernard n'étaient disposés à laisser partir les élèves à Châteauneuf. Il fallut se rabattre sur la Caserne de Sion, qui abrita les élèves durant le semestre d'hiver 1922/1923⁷⁷.

⁷⁶ Georges CRETOL, *Ecône, première école valaisanne d'agriculture*, Sion, 1967, p. 11 et suivantes, 58 et suivantes, 64 et suivantes.

⁷⁷ RGCE 1923, DI, p. 28-29; Geneviève MARIÉTHOZ, *Un aspect de la politique agricole valaisanne du début du XX^e siècle: l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf*, Mémoire, Genève, 1990; A. GUEX, *Troillet*, vol. 1, p. 27.

A partir de 1924, les élèves de l'école normale suivirent une formation agricole de deux mois et demi à Châteauneuf; cette formation fut commune aux candidats des deux régions linguistiques jusqu'en 1936⁷⁸. Dès cette date, l'école de Viège/Hohbrunnen accueillit les élèves du Haut-Valais.

Albert Luisier dirigea l'école de Châteauneuf de 1923 à 1959 (ainsi que celle de Viège de 1926 à 1935)⁷⁹. En 1916, l'Etat acheta la petite exploitation agricole que possédait l'Hôpital psychiatrique de Malévoz, «Les Mangettes», qui fut intégrée à l'école de Châteauneuf en 1969. C'est avant tout au domaine des «Mangettes» que se donnaient les cours d'été⁸⁰.

L'Ecole ménagère de Châteauneuf

En 1923/1924, l'Etat du Valais ouvrit à Châteauneuf une école ménagère rurale qui devint ensuite célèbre. La formation s'étendait sur deux semestres d'hiver. L'école, qui comptait une trentaine d'élèves à ses débuts, en accueillit annuellement plus de cinquante à partir des années 1930⁸¹. Ce furent les sœurs de Sainte-Croix de Menzingen qui dirigèrent l'école et l'internat, jusqu'en 1995. En février 1998, le Grand Conseil alloua un crédit de 4 646 000 francs pour la transformation et l'agrandissement de l'école ménagère⁸². En septembre 2000 fut inauguré le bâtiment rénové, et destiné à accueillir entre 120 et 140 élèves⁸³.

Cours d'agriculture et formation professionnelle

La formation agricole reposait au départ essentiellement sur les cours d'hiver, qui s'étendirent ensuite à l'ensemble de l'année. Dès 1953, le cours initial se développa en une formation professionnelle agricole de trois ans, conforme aux directives de l'OFIAMT. Les élèves pouvaient choisir l'agriculture, la viticulture, les cultures maraîchères, l'élevage ou l'administration de domaines. En 1960, l'abbé Crettol tenta de valoriser les métiers agricoles auprès des enseignants de l'école primaire. Suivant le modèle d'autres pays, les deux dernières années primaires dans les villages devaient se muer en «écoles régionales rurales», qui auraient aussi pu se nommer «écoles secondaires rurales»⁸⁴. Les dispositions fédérales développèrent la formation agricole en créant notamment le métier d'agriculteur⁸⁵.

⁷⁸ RGCE 1924, DI, p. 44.

⁷⁹ 50^e Anniversaire de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf, Sion, 1974, p. 4-23; «Le personnel enseignant de nos écoles primaires et la réorganisation de l'enseignement agricole», in *L'Ecole valaisanne*, 1959/1960, n° 5, p. 110-112 et n° 6, p. 144-145.

⁸⁰ *Rapport triennal* 1971-1974, p. 39-40.

⁸¹ *Rapport triennal* 1971-1974, p. 6; BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 1512-1519; RL 92, 1998, p. 209.

⁸² BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 1512-1519.

⁸³ Alain ALTER, «Le 75^e de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf», in *Almanach du Valais*, 1999, p. 33-36.

⁸⁴ «Le personnel enseignant de nos écoles primaires et la réorganisation de l'enseignement agricole», in *L'Ecole valaisanne*, 1959/1960, n° 5, p. 110 et suivantes.

⁸⁵ *Rapport triennal* 1971-1974, p. 15 et suivantes; RGCE 1992, p. 73-82 et 1993, p. 76-81.

A partir de 1996, les élèves de l'école d'agriculture purent opter, en plus du CFC, pour une maturité professionnelle agricole. La formation était donnée en collaboration avec le Centre professionnel de Sion. La maturité professionnelle et le CFC ouvraient la porte des écoles d'ingénieurs à Sion, Zollikofen, Changins et Lullier⁸⁶. L'agriculture se trouva enfin sur un pied d'égalité avec les autres professions. Les jeunes filles pouvaient se former à la gestion en économie familiale ou à d'autres professions du même genre⁸⁷.

En automne 1999, l'école d'agriculture et le centre ORIPH (Office romand d'intégration professionnelle pour handicapés) créèrent en commun une formation agricole⁸⁸.

En 2005/2006, l'école compta 139 élèves, qui y suivaient une formation en trois ans débouchant sur des CFC en agriculture, arboriculture, viticulture, ou culture maraîchère⁸⁹.

L'école d'agriculture fut dirigée successivement par Albert Luisier (1923-1959), Marco Zufferey (1959-1989), Arthur Darbellay (1989-2005) et Guy Blanco (2005-...) ⁹⁰.

L'Ecole et le Centre d'agriculture du Haut-Valais, à Viège

Des années 1920 à 1974

La loi de 1919 sur l'organisation de la formation agricole prévoyait la création de deux écoles d'agriculture, pourvues chacune d'un domaine agricole. Le Valais romand possédait depuis 1892 déjà l'Ecole d'agriculture d'Ecône, transférée ensuite à Châteauneuf. En 1915, il fut question de créer également une école de ce genre dans le Haut-Valais, notamment à l'instigation du conseiller national Alexander Seiler. La nouvelle école ouvrit ses portes à Viège le 17 novembre 1920. L'Etat avait acquis de la Lonza l'ancien Hôtel «Soleil», et les cours purent commencer avec 26 élèves⁹¹.

L'école, dirigée durant les premières années par des directeurs non valaisans, puis par Albert Luisier, se développa ensuite sous l'impulsion de Hans Bloetzer et de ses successeurs. Dans les années 1930, l'école de Viège donna même des cours décentralisés de perfectionnement agricole⁹². Dans son décret du 5 février 1957, le Grand Conseil alloua un crédit pour la construction d'un nouveau bâtiment qui était devenu nécessaire, et qui fut inauguré à Hohbrunnen en 1963. Ainsi, des cours d'été s'ajoutè-

⁸⁶ NF, 25.04.1996, p. 33.

⁸⁷ *Ecol'Info* 2000, p. 1-3.

⁸⁸ NF, 16.09.1999, p. 11.

⁸⁹ RGCE 2005, p. 89.

⁹⁰ NF, 15.07.2005, p. 21.

⁹¹ RGCE 1922, DI, p. 37-38.

⁹² G. FRAUENFELDER, *Geschichte der gewerblichen Berufsbildung*, p. 39.

rent aux cours d'hiver, et les élèves eurent la possibilité de se préparer aux examens professionnels fédéraux⁹³.

Dans les années 1960, l'intérêt pour la formation agricole diminua dans de nombreux villages. L'école dut s'adapter à cette nouvelle situation et, dès 1970, elle remplaça les cours d'hiver par des classes terminales agricoles, qui furent elles-mêmes changées en cycle d'orientation agricole par la décision du Conseil d'Etat du 13 mars 1974⁹⁴.



L'Ecole et le Centre d'agriculture du Haut-Valais, à Viège.

La formation dans les entreprises

Vers la fin du XX^e siècle, la formation agricole subit de profondes mutations. L'ordonnance fédérale du 28 juin 1975 rendit possible une formation de deux ans dans une entreprise reconnue. Un examen de fin d'apprentissage ouvrait les portes d'une école professionnelle. L'évolution alla encore plus loin. D'après la révision de la loi sur l'agriculture du 18 décembre 1992, l'ancienne école professionnelle et l'enseignement spécialisé pouvaient fusionner en un enseignement professionnel de trois ans, ce qui signifiait l'alignement souhaité sur les formations reconnues par l'OFIAMT. Par la

⁹³ BGC, session prorogée de novembre 1956, février 1957, p. 73-82; RL 51, 1957, p. 56.

⁹⁴ Landwirtschaftliche Schule Oberwallis Visp. 75 Jahre 1920-1995, Visp, 1995, p. 9-10.

suite, un tel examen de fin d'apprentissage put également mener à l'examen du CFC⁹⁵.

En janvier 1995, l'Ecole d'agriculture de Viège changea de nom pour s'appeler «Centre agricole Viège/Haut-Valais» («Landwirtschaftszentrum Visp/Oberwallis»). Ce fut la première école haut-valaisanne à obtenir, au printemps 2003, un certificat ISO 9001. L'Ecole professionnelle, option «soins communautaires», sous la dépendance du DECS depuis le 1^{er} janvier 2004, proposa, dès l'automne 2001, un apprentissage en trois ans dans les secteurs de la santé, de l'aide familiale, et de la gestion en intendance⁹⁶.

Ses directeurs furent Franz Buser (1920-1922), Arthur Müller (1923-1926), Albert Luisier (1926-1935), Hans Bloetzer (1935-1963), Karl Zumtaugwald (1964-1978), Albert Carlen (1979-1995), Klaus Arnold (1995-2005) et Moritz Schwery (2005-...).

L'Ecole ménagère

A l'occasion de la création de la nouvelle école d'agriculture à Hohbrunnen, les paysannes du Haut-Valais demandèrent l'ouverture d'une école ménagère reconnue par l'OFIAMT (art. 15 de la loi fédérale sur l'agriculture). Une première classe débuta le 1^{er} octobre 1963. Les élèves, sous la direction de deux maîtresses d'économie familiale, vivaient en internat. Cette école servait aussi de préparation aux professions paramédicales féminines⁹⁷.

L'Ecole d'infirmières et d'aides-infirmières de Sion (1944)

La profession d'infirmière relève également de la formation professionnelle. C'était là depuis des siècles le domaine des sœurs hospitalières, qui travaillèrent à Sion dès 1773, d'abord à l'Hôpital des Bourgeois (aujourd'hui le Conservatoire), puis à l'Hôpital régional de Gravelone, à partir de 1937. Par la suite, elles œuvrèrent efficacement dans divers hôpitaux et cliniques du Haut-Valais: à Loèche-les-Bains (de 1961 à 1986), à Viège (de 1972 à 1975) et à Fiesch (dès 1985). Elles assurèrent en même temps la formation des infirmières et des aides-infirmières. Elles dirigèrent notamment la fameuse Ecole d'infirmières de Sion, créée en 1944 sur l'initiative de Mgr Viktor Bieler et de Rudolf Taugwalder, chef du Service de l'hygiène publique de l'époque. L'école obtint la reconnaissance de la Croix-Rouge en 1951. Jusqu'en 1959, les cours se donnèrent dans les deux langues du canton⁹⁸. Par le décret du 27 juin 1952, l'Etat du Valais reconnut officiellement l'école et assura son financement. La ville de Sion participa également aux frais de construction des nouveaux locaux, en 1955⁹⁹.

⁹⁵ *Landwirtschaftliche Schule*, p. 1-14.

⁹⁶ RGCE 2005, p. 90.

⁹⁷ *Landwirtschaftliche Schule*, p. 16-18.

⁹⁸ Joëlle DROUX, *L'Ecole valaisanne d'infirmières de Sion (1944-1994)*, Sion, 1994, p. 76-98.

⁹⁹ J. DROUX, *L'Ecole valaisanne d'infirmières*, p. 99-122; *Les sœurs hospitalières de Sion*, Sion, 1997.



L'Ecole d'infirmières et d'aides-infirmières de Sion.

En 1974, un décret du Grand Conseil étendit la participation financière de l'Etat à la formation d'aide-soignante, ainsi que du personnel des professions paramédicales et sociales¹⁰⁰. L'Ecole d'infirmières de Sion a joué un rôle capital dans la formation des infirmières et des aides-infirmières tout au long de ses 50 ans d'existence. A Brigue, les sœurs dirigèrent une école d'aides-soignantes entre 1973 et 1976. Dès 1941, les soins infirmiers au Sanatorium valaisan de Montana furent également confiés aux sœurs hospitalières¹⁰¹.

L'Ecole d'aides-soignantes (1934) et d'infirmières (1964) Sancta Maria, à Viège

En 1924, les sœurs ursulines ouvrirent à Viège une école industrielle et ménagère de perfectionnement, possibilité bienvenue d'offrir à des jeunes filles une formation professionnelle¹⁰². L'école trouva d'abord un abri de fortune dans l'ancien Hôtel de ville, avant d'occuper dès 1927 un nouveau bâtiment à Pflanzetta. Le couvent changea ensuite d'orientation et ouvrit en 1934 une école d'aides-soignantes à la Clinique Sancta Maria, aventure jugée hasardeuse¹⁰³. Cette initiative peut s'expliquer par le fait

¹⁰⁰ RL 68, 1974, p. 134.

¹⁰¹ Joëlle DROUX, «Hospitalières de Sion», in *Helvetia Sacra*, VIII/1, p. 389-412 et VIII/2, p. 685.

¹⁰² *Rapport annuel Sainte-Ursule 1923/1924*, p. 4.

¹⁰³ *Regionalspital Sancta Maria*, Visp, 1973, p. 17-18; M. I. AUER, in *Gruss*, 2002, n° 6, p. 10-11 et *Gruss*, 2003, n° 2, p. 10-11.



L'Ecole d'infirmières et d'aides-soignantes Sancta Maria, à Viège.

que les sœurs ursulines, engagées dans des missions en Afrique du Sud, devaient s'y connaître en soins infirmiers. Les premiers examens se déroulèrent en 1937. La Clinique Sancta Maria, institution privée qui pouvait accueillir à l'époque entre 20 et 25 patients, fut le noyau sur lequel se construisit l'Hôpital de district de Viège, en 1936¹⁰⁴. A la demande du Service cantonal de la santé, le couvent Sainte-Ursule ouvrit en 1957, avec les responsables de l'hôpital de district, une école d'infirmières en plus de l'école d'aides-soignantes. L'hôpital mit des locaux à disposition, et des contacts fructueux avec la Croix-Rouge permirent l'ouverture d'une première classe en automne 1964. Cette nouvelle école représentait une aubaine pour les élèves haut-valaisannes qui, jusque-là, devaient fréquenter un établissement à Sion ou en dehors du canton. Le diplôme de l'école fut reconnu par la Croix-Rouge en 1967¹⁰⁵.

Dès 1976, l'école offrit aussi la possibilité d'une formation en soins généraux, concentrée sur deux ans, pour l'obtention d'un certificat de capacité délivré par la Croix-Rouge.

¹⁰⁴ M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 224; Alois GRICHTING, *Das Oberwallis 1840-1990. Politik, Wirtschaft, Kultur*, Visp, 1990, p. 307 et suivantes.

¹⁰⁵ Ines Maria NANZER, «Schule für allgemeine Krankenpflege der Briger Ursulinen am Regionalspital Sancta Maria Visp 1964-1994», in *Gruss*, 1995, n° 2, p. 16-19.



L'Ecole valaisanne de soins infirmiers en psychiatrie, à Malévoz/Monthey.

L'Ecole valaisanne de soins infirmiers en psychiatrie, à Malévoz/Monthey

A ses débuts, l'Hôpital de Malévoz, à Monthey, comptait dans son personnel soignant des religieuses pour les patientes, et des hommes, également sans formation, pour les patients. Le besoin d'un personnel spécialisé se faisait cruellement sentir. Un programme de formation fut établi en 1922, avec l'aide de la Société suisse de psychiatrie. En 1927, les premiers examens, non obligatoires, furent organisés pour les personnes formées à Malévoz, et les premiers diplômes leur furent décernés en 1928. La formation était prise en charge par le médecin directeur de l'hôpital. L'école fut reconnue par la Croix-Rouge en 1949.

En 1968, la Croix-Rouge instaura une nouvelle réglementation sur la formation des infirmiers et infirmières en psychiatrie, qui remplaçait celle de la Société suisse de psychiatrie. La formation à Malévoz fut restructurée par la direction de l'hôpital selon les directives de la Croix-Rouge, et elle fut reconnue par cette dernière en 1970. Un nouveau règlement de l'école fut publié le 6 octobre 1982; à cette date, l'EVSIP pouvait accueillir 36 élèves. La formation durait trois ans, stages compris¹⁰⁶.

A partir de 1995, l'école de Monthey fit partie de la nouvelle Ecole valaisanne de soins infirmiers (EVS), sur décision de la Croix-Rouge en 1992. Elle fonctionna sous la forme d'une association, jusqu'à son intégration dans la Haute Ecole santé-social du Valais (HEVs2), en 2001¹⁰⁷.

¹⁰⁶ M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 119.

¹⁰⁷ Décisions du Conseil d'Etat du 22 février et du 16 août 1995.



L'Ecole de physiothérapie de Loèche-les-Bains.

L'Ecole de physiothérapie de Loèche-les-Bains

En 1961 avait été créée une école de massage à Loèche-les-Bains. En 1971, à la demande de la société «Volkshelkräfte Leukerbad», elle fut transformée et devint l'Ecole de physiothérapie de Loèche-les-Bains, dans le cadre de la clinique de rhumatologie et de réhabilitation. Propriété commune des cantons de Berne, Lucerne, Zurich et du Valais, elle obtint la reconnaissance de l'Etat du Valais en 1972¹⁰⁸. Le premier *Rapport annuel* est daté de 1973/1974.

La formation de physiothérapeute durait quatre ans, dont une année de stage. L'école, bilingue, était ouverte aux candidats à partir de leur dix-huitième année révolue; des concordats furent conclus avec les cantons de Genève, du Jura, de Neuchâtel, du Tessin, de Vaud, de Fribourg et de Zoug¹⁰⁹.

L'école de physiothérapie a été intégrée dans la Haute Ecole santé-social du Valais, dès la création de cette dernière, en 2001.

Les Ecoles de nurses de Sion et de Sierre

En 1929, Rosemarie Zingg, de Bâle, créa à Sion une Fondation pour l'enfance valaisanne et elle ouvrit en 1932 l'Ecole de nurses. La formation durait dix-huit

¹⁰⁸ Décision du Conseil d'Etat du 6 février 1972.

¹⁰⁹ Règlements de 1988 et de 1996.

mois¹¹⁰. La Pouponnière valaisanne et l'Ecole de nurses occupaient toutes deux l'ancien Hôpital des Bourgeois. En 2003, l'Ecole de nurses cessa son activité¹¹¹.

A Sierre, une pouponnière et une école de nurses furent ouvertes à la Fondation de la Providence Sainte-Claire. En 1986, l'Ecole de nurses céda la place à l'Ecole des aides hospitalières, qui elle-même devint par la suite l'Ecole valaisanne de soins infirmiers¹¹².

Les nouvelles filières de formation pour les soins infirmiers (EVSI) (1994-2002, une situation transitoire)

A la fin du XX^e siècle, la formation dans le domaine de la santé connut des changements essentiels, en Valais comme dans le reste de la Suisse. Jusqu'alors, le Valais comptait les écoles d'infirmières de Viège, Sion et Monthey, ainsi que les écoles d'aides-infirmières de Viège, Brigue (1973-1976) et Sierre. De nouvelles voies de formation virent le jour. Après une formation d'aide-infirmière d'une année, le diplôme I pouvait être obtenu en trois ans, et le diplôme II en quatre ans. Le Service cantonal de la santé, responsable de cette formation, mit à exécution les directives de la Croix-Rouge. Les anciennes écoles valaisannes d'aides-infirmières et d'infirmières rejoignirent cette nouvelle organisation et, en 1994, regroupées sous le nouveau nom d'«Ecole valaisanne de soins infirmiers» (EVSI), elles furent chargées de la formation du personnel infirmier.

A partir de 2002, l'EVSI fut intégrée dans la Haute Ecole santé-social.

Statistiques des examens de fin d'apprentissage, pour l'année 2005:

	Valais romand	Haut-Valais	Total
Candidats examinés	1440	705	2145
Certificats délivrés	1256	650	1906
CFC délivrés selon l'art. 41 LFPr	74	18	92
Attestation formation pratique	14	4	18
Attestation formation élémentaire	89	26	115
Maturité prof. artisanale	3	9	12
Maturité prof. artistique	23	0	23
Maturité prof. commerciale	50	36	86
Maturité prof. technique	63	34	97
Maturité prof. santé/social	23	14	3
Total des titres délivrés	1595	791	2386

¹¹⁰ M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 123.

¹¹¹ *NF*, 15.01.2005, p. 19.

¹¹² M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 122-124.

Statistiques des effectifs dans les écoles professionnelles, pour l'année 2005:

Artisanat Brigue	Apprenants	523
Commerce Brigue	Apprenants	498
	Maturité prof. plein temps	17
	Maturité prof. intégrée	79
Artisanat Viège	Apprenants	709
	Maturité prof. plein temps	38
	Maturité prof. intégrée	205
Centre professionnel Sion	Apprenants	3022
	Maturité prof. plein temps	123
	Maturité prof. intégrée	220
Artisanat Martigny	Apprenants	1091
	CASPO	70
Ecole des métiers	Apprenants plein temps	218
	Maturité prof. intégrée	91
Santé-social	Apprenants plein temps	374
	Châteauneuf	287
	Viège	87
ECAV Sierre	Apprenants plein temps	125
	Maturité prof. intégrée	125
Assistances en médecine et soins dentaires	Apprenantes	139
Laborantins en chimie (EIL)	Apprenants	121
Apprenants d'autres cantons	Haut-Valais	456
	Valais romand	465
Art. 41 LFPr	Adultes	104
Passerelle pratique	EMVs	7
Total		7814

(RGCE 2005, p. 70-71)

L'«Allgemeine Musikschule Oberwallis» (AMO) (1964)

L'«AMO», fondée en 1964 sur l'initiative d'Eugen Meier et de Gregor Müller, est une association selon les articles 60 et suivants du code des obligations. Armand Zenhäusern (président jusqu'en 1997) et Karl Salzgeber, créateur de la formation pour les jeunes musiciens des sociétés musicales haut-valaisannes, ont joué un rôle marquant dans l'organisation et le développement de l'«AMO»¹¹³.

¹¹³ *Rapport annuel* AMO, 1996/1997, p. 1-11. Voir également Armand ZENHÄUSERN, *40 Jahre AMO, 1964-2004*, Visp, 2004.

En collaboration avec les écoles publiques, l'association offre aux jeunes un enseignement spécialisé complétant leur formation générale, et elle les prépare également à des études musicales ultérieures. Le programme inclut enseignement individuel et collectif, théorie musicale élémentaire et éducation à l'écoute. S'y trouvent également des cours d'initiation musicale, une formation vocale de groupe, une formation pour organistes et pour chefs de chœur, ainsi qu'une formation continue pour ces derniers.

L'AMO avait débuté en 1964/1965 avec 13 élèves; les effectifs augmentèrent régulièrement, pour atteindre le nombre impressionnant de 2550 élèves en 1996/1997¹¹⁴.

Cette année-là, les dépenses se montèrent à 3 718 807 francs¹¹⁵, pour passer à 4 155 000 francs en l'an 2000, tandis que l'écologie à la charge des parents se chiffrait à 2 033 000 francs.

Les communes assurent le plus souvent 25% des coûts et aident les parents, particulièrement dans le cas de familles nombreuses. Depuis 1994, le canton verse annuellement 1 120 000 francs et couvre les dépassements budgétaires. La Loterie romande et divers sponsors soutiennent également l'association par de larges contributions¹¹⁶.

L'organe faîtière de l'«AMO», constitué d'une commission musicale scolaire de seize membres et d'un comité administratif de quatre membres, bénéficie de l'expérience de conseillers pédagogiques. Dans les communes, des personnes de contact assurent la liaison avec les villages, les régions et les écoles¹¹⁷.

Se sont succédé à la présidence Werner Perrig (1964-1967), Armand Zenhäusern (1967-1997), Peter Pfammatter (1997-2004) et Hans Schwestermann (2004-...), tandis que la direction a été assumée tour à tour par Armand Zenhäusern, Paul Halter et Bruno Zenhäusern.

L'Ecole de théâtre, à Martigny

Cette école, ouverte en 1988 sous la direction de la comédienne et metteur en scène Corinne Arter, se proposait d'offrir une formation complète en trois ans, ou une formation à la carte en un an. En 2004, le Gouvernement valaisan reconnut l'école d'utilité publique et lui accorda des subventions. L'école s'ouvrit à une collaboration avec la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande. En 2004-2005, plus de 200 élèves fréquentaient les cours¹¹⁸.

L'information scolaire et professionnelle (ISP)

La responsabilité de l'Etat et les initiatives privées

Dans le souci d'enrayer un déséquilibre engorgeant certaines professions au détriment d'autres, l'ordonnance du 21 mai 1930 concernant l'orientation profession-

¹¹⁴ *Rapport annuel* AMO, 1996/1997, p. 18.

¹¹⁵ *Rapport annuel* AMO, 1996/1997, p. 6.

¹¹⁶ *Rapport annuel* AMO, 2000/2001, p. 7-13; 2001/2002, p. 6.

¹¹⁷ *Rapport annuel* 2000/2001, p. 4 et suivantes.

¹¹⁸ *NF*, 15.09.2004, p. 17 et 30.08.2005, p. 31; *Résonances*, février 2006, p. 14.

nelle, la protection et le placement des apprentis rendit l'Etat officiellement responsable de l'information scolaire et professionnelle¹¹⁹. L'article 8 de la loi d'exécution du 13 novembre 1935 sur la formation professionnelle chargea le DIP d'organiser l'information professionnelle sur le plan cantonal. Le DIP pouvait même exiger de tout apprenti le passage par un bureau d'orientation professionnelle avant son entrée en apprentissage (art. 9).

Ces dispositions de l'Etat avaient été devancées par des initiatives de l'Eglise et d'institutions privées, généralement soutenues par les communes, comme par exemple à Viège en 1902, ou à Glis en 1906. A Brigue s'était ouvert en 1921 un bureau d'orientation et de placement pour les jeunes filles, sous la responsabilité de Viktorine Hallenbarter-Schätti (1894-1961). Un bureau du même genre fut ensuite ouvert à Sierre en 1936, puis un autre à Sion en 1952.

En 1943, un Service de la jeunesse haut-valaisanne commença ses activités à Viège, avec l'appui de l'Etat. Au premier directeur, Adalbert Chastonay, succédèrent les ecclésiastiques Albert Bellwald et Adolf Hugo.

Ces organisations privées collaboraient avec le Service cantonal de la formation professionnelle.

Les cours d'orientation

En 1944, Rémy Abbet (1918-1996), engagé à l'Etat au Service de la protection des travailleurs, fut mandaté pour l'organisation de cours d'orientation. Ces cours, d'une durée de quatre semaines, regroupaient 30 à 35 jeunes hommes en internat, et offraient des tests psychologiques, des conseils individualisés, des entretiens et des informations sur les métiers. De six à neuf cours étaient organisés chaque année, et ils furent suivis par plus de 10 000 jeunes, à Sion et à Brigue, entre 1944 et 1973. Des cours existaient également pour les filles.

L'intégration des services d'orientation dans les écoles

Les services d'orientation furent intégrés dès 1963 dans les écoles professionnelles et les écoles secondaires du 1^{er} degré, dans les écoles ménagères, durant les années qui suivirent, et dans les collèges et les autres écoles secondaires du 2^e degré, dès 1968.

A partir de 1974, ce fut le cycle d'orientation (comme son nom l'indique) qui assuma systématiquement le rôle d'orienter les élèves dans leurs choix scolaires ou professionnels. Parallèlement aux services des conseillers, les élèves du cycle purent bénéficier de cours d'information scolaire et professionnelle, ainsi que de visites et de stages en entreprise¹²⁰.

¹¹⁹ RL 32, 1930/1931, p. 39.

¹²⁰ Voir «60 ans d'orientation», in *Résonances*, octobre 2004, p. 3-25; Manfred KUONEN et Daniel CORDONIER, 1904-2005, 100 ans de formation professionnelle, Service de la formation professionnelle, Sion, 2005, p. 46-47.

L'orientation des adultes

Les centres d'information et d'orientation (CIO) offrirent leurs services aux adultes toujours plus nombreux qui souhaitaient évaluer ou améliorer leurs compétences; en 2005 fut développé, en collaboration avec les écoles et les associations professionnelles, un projet de validation des aptitudes acquises par l'expérience, qui devait permettre l'obtention d'un CFC.

Les offices d'orientation en chiffres, pour l'année 2005:

Activités	Haut-Valais	Valais romand	Total
Nombre d'élèves du CO ayant participé à des séances d'information sur les métiers	2462	3454	5916
Nombre d'élèves du secondaire I et II suivis en consultation d'orientation individuelle	1454	3585	5039
Nombre de visiteurs dans les CIO	4759	25 708	30 467
Nombre de dossiers prêtés par les CIO + les écoles	2868	7866	10 734
Nombre de chômeurs aux séances d'information	811	4663	5474
Nombre de chômeurs suivis en consultation	14	1293	1307
Nombre de participants au cours d'aide à la réinsertion	346	824	1170
Total	12 714	47 393	60 107

(RGCE 2005, p. 71)

CHAPITRE VI

La formation commerciale et les écoles de commerce

Les débuts de la formation commerciale

Les écoles de commerce ne sont pas très anciennes. En Suisse, c'est à l'Ecole des beaux-arts de Zurich que s'ouvrit en 1827 un institut technique pour jeunes gens avec enseignement des branches commerciales. Les examens de fin d'apprentissage de commerce furent, quant à eux, organisés pour la première fois par la Société suisse des commerçants en 1885¹.

En Valais, les écoles des jésuites à Sion et à Brigue, le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice ainsi que quelques écoles gérées par des ordres religieux avaient enseigné dès le XIX^e siècle les rudiments des branches commerciales. Par ailleurs, la loi de 1849 (art. 27) avait introduit la comptabilité dans le programme des gymnases. A Sion, l'enseignement de celle-ci démarra après 1851, sur l'insistance de la Société industrielle de la ville.

Au début du XX^e siècle, le règlement du 15 novembre 1905 concernant les écoles et les cours professionnels fait mention des écoles de commerce. La loi sur les écoles secondaires de 1910 détaille, quant à elle, le catalogue des branches à enseigner à l'école de commerce désormais devenue section de l'Ecole industrielle supérieure cantonale de Sion. Ces branches, spécifiquement commerciales, sont les suivantes: comptabilité, arithmétique commerciale, correspondance commerciale, droit commercial et économie politique, géographie générale et économique, chimie (connaissance des marchandises), sténographie et dactylographie.

La formation professionnelle des jeunes filles

La formation commerciale ouvrait de nouvelles perspectives professionnelles aux jeunes filles. L'impulsion avait été donnée par les arrêtés fédéraux de 1884, 1885 et 1895. Cette innovation n'alla malheureusement pas de soi: partisans et adversaires de la formation professionnelle des femmes se livrèrent à des querelles de clocher.

En dépit de ces disputes, les écoles de commerce pour jeunes filles s'ouvrirent en Valais en même temps que celles réservées aux jeunes gens. La loi sur les écoles secondaires de 1910 et son règlement d'application ne mentionnant cependant nulle part

¹ R. ULDRY, *75 ans de formation professionnelle*, p. 20; J.-P. TABIN, *Formation professionnelle*, p. 38.

une formation pour les jeunes filles², la création d'écoles de commerce pour ces dernières se réalisa quasi exclusivement sur des bases privées et avec l'aide de congrégations.

L'Ecole de commerce cantonale, section de l'Ecole industrielle supérieure de Sion (1911)

Le diplôme commercial

La première véritable école supérieure de commerce cantonale digne de ce nom fut l'Ecole industrielle supérieure de Sion, basée sur les lois de 1873 et de 1910, et qui ouvrit ses portes en automne 1911 avec 21 élèves. Les effectifs augmentèrent pour atteindre 51 élèves en 1919.

Dans les années 1920, la situation était quelque peu chaotique sur le plan cantonal, par manque de coordination entre les écoles préparatoires. Pour clarifier les programmes et améliorer la préparation aux examens d'entrée aux PTT, aux CFF et à l'Administration fédérale, le Département de l'instruction publique fixa enfin les exigences pour l'obtention du diplôme commercial, dans le règlement du 17 novembre 1933 concernant l'école industrielle supérieure³.

De la maturité commerciale (1944) à la maturité socio-économique (1972)

Puisque le diplôme commercial ouvrait aussi les portes de l'université, tout au moins pour certaines facultés, l'autorité cantonale ne se sentait guère incitée à prolonger les études commerciales par un titre de maturité, même si le DIP étudiait l'introduction de la maturité commerciale en 1921 déjà⁴. Voilà pourquoi il fallut attendre 1942 pour obtenir enfin, par l'adjonction d'une quatrième année, la création d'une maturité commerciale, dont les premiers examens se déroulèrent selon un règlement établi le 6 avril 1943. En 1944, le Département fédéral de l'économie publique reconnut l'Ecole de commerce cantonale de Sion (Lycée-Collège de Sion) en même temps que les Ecoles de commerce pour jeunes filles de Brigue et de Sion, ainsi que les deux Ecoles de commerce de Sierre (Les Buissonnets et Goubing). Précisons que l'Ecole de commerce du Collège de Sion (devenu en 1979 Collège des Creusets) fut rattachée à l'Ecole de commerce de la Ville de Sion en 1992.

Dans sa décision du 18 décembre 1972, le Conseil fédéral plaça la maturité de type E au même niveau que les autres types, créant de la sorte la maturité socio-économique. Deux voies s'offraient désormais: celle du diplôme et celle de la maturité.

² Règlement du 04.12.1925 concernant le subventionnement et le perfectionnement des apprentissages dans les métiers de l'industrie et du commerce, in *RL* 29, 1925-1927, p. 98-99.

³ *Rapport* du Collège de Sion, 1918/1919, p. 26-30; Maurice MANGISCH, «L'enseignement commercial et industriel en Valais», *Gazette*, 1920, année 61, n° 74, p. 2, n° 90, p. 1-2, et n° 91, p. 1-2; *BGC*, session prorogée de novembre 1932, janvier 1933, p. 83-96.

⁴ *RGCE* 1921, p. 9-10.

Programme des Cours de l'Ecole Commerciale

	1	2	3	Total général
1. Religion, morale et lo- gique	1	1	1	3
2. Français	4	4	3	11
3. Allemand	4	4	3	11
4. Italien ou anglais . .	3	3	3	9
5. Histoire	2	2	2	6
6. Géographie et cosmo- graphie	2	2	2	6
7. Comptabilité	3	3	4	10
8. Correspondance com- merciale	—	1	1	2
9. Arithmétique commerc.	2	2	3	7
10. Géométrie	—	1	—	1
11. Algèbre	2	2	—	4
12. Physique	2	—	—	2
13. Chimie et connaissance des marchandises . .	2	2	2	6
14. Droit commercial . .	—	2	2	4
15. Economie politique . .	—	—	2	2
16. Sténographie	2	—	—	2
17. Dactylographie . . .	—	—	1	1
18. Calligraphie	1	—	—	1
19. Chant (facultatif) . .	—	—	—	—
20. Gymnastique	2	2	1	5
	32	31	30	

(1912)

Evolution des effectifs de l'Ecole industrielle de Sion:

	Etudiants en section commerciale	Etudiants en section scientifique
1927/1928	43	10
1937/1938	58	23
1947/1948	51	29
1957/1958	71	58
1961/1962	115	84

(Rapports annuels du Collège 1927-1962)

L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles de Sainte-Ursule, à Brigue (1913)

Fait étonnant, l'Institut Sainte-Ursule resta la seule école de commerce officielle dans le Haut-Valais pendant près de quarante ans. Les statistiques révèlent qu'en 1917, l'école, ouverte en 1913, réunissait 32 étudiantes et décerna 7 diplômes. Dès 1966 s'effectua le passage des diplômées de l'institut vers les classes de maturité commerciale du Lycée-Collège de Brigue. Au début des années 1990, l'effectif réduit des classes de diplôme – tout particulièrement au Collège de Brigue – ne justifiait plus la dispersion de ces élèves dans deux établissements distincts. L'unification devenait urgente. Si les négociations furent difficiles, il apparut cependant évident que les mesures d'économie des finances cantonales pousseraient le gouvernement à agir assez rapidement. C'est ainsi qu'en date du 29 mai 1992 fut attribuée à l'Institut Sainte-Ursule – la plus ancienne école de commerce pour jeunes filles du Valais – la tâche de conduire, seule, l'école de commerce mixte; ce fut une restructuration bienvenue entraînant des économies pour le ménage cantonal⁵.

L'Ecole supérieure de commerce des jeunes filles de la Ville de Sion (1914)

Le diplôme de commerce

En 1885 déjà, l'administration communale de Sion s'était adressée à la congrégation des ursulines de Fribourg pour qu'elle mît des enseignantes à disposition de la capitale valaisanne. La réponse fut positive, les sœurs participeraient bien volontiers à la création d'une école secondaire pour jeunes filles à Sion, ce qui fut fait.

L'Ecole de commerce pour jeunes filles vit le jour en 1914 lors de la réorganisation de l'école secondaire créée en 1886. Le règlement du 16 mars 1914 prévoyait une école moyenne de deux ans et une école de commerce de trois ans. En septembre 1914, 15 jeunes filles suivirent les cours de l'école de commerce dans des locaux aménagés à l'Hôtel Suisse (avenue de la Gare 20). Le Département fédéral de l'intérieur, l'Etat du Valais et la ville de Sion coordonnèrent leurs efforts afin d'obtenir la reconnaissance du diplôme de l'école.

Après les locaux de l'Hôtel Suisse, l'école occupa successivement l'Economat de l'Etat du Valais (1918, en raison de la guerre), la nouvelle Ecole des filles de la Planta (1919), l'ancienne Clinique Germanier transformée en bâtiment scolaire et en internat (1944, avenue de la Gare 21) et enfin le nouveau bâtiment au Centre scolaire de Saint-Guérin (dès 1966)⁶.

⁵ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 19 et Fonds 4200-2002/6; J. AMBORD, in *Lehrerseminarien*, p. 23; WB, 05.05.1932, n° 104, p. 9.

⁶ D. ALLET-ZWISSIG, «L'Ecole supérieure de commerce», p. 25-92; *60^e Anniversaire de l'ESCJF, 30^e anniversaire de la maturité*, Sion, 1974, p. 5-11; JFAV, 18.07.1914, cité par D. ALLET-ZWISSIG, in «L'Ecole supérieure de commerce», p. 33; *Sedunum Nostrum* 1990, n° 44, p. 4 et suivantes; NF, 16.09.1999, p. 33.



L'Ecole supérieure de commerce de la Ville de Sion, à Saint-Guérin.

Le diplôme commercial allait prendre rapidement de la valeur puisque, le 11 janvier 1922, le chancelier de l'Université de Fribourg annonça que ses titulaires pourraient désormais s'immatriculer et suivre les cours de la faculté des sciences économiques en vue de l'obtention de la licence.

Le conflit avec Sierre

En 1929, la transformation des deux écoles secondaires sierroises en écoles de commerce inquiéta les autorités sédunoises, qui firent part aux autorités cantonales de leur crainte d'une baisse dangereuse des effectifs dans les deux écoles de commerce de la capitale. Ce conflit latent resurgit en 1938 lors de la visite à Sion d'un expert fédéral chargé d'examiner la question des subventions accordées aux écoles de commerce. La trop grande proximité de Sion et de Sierre ne justifiait pas une double subvention fédérale. Il faut savoir qu'à l'époque le Valais disposait de la plus grande densité d'écoles de commerce de Suisse. Pour diverses raisons (notamment la mobilité restreinte des élèves villageois), les écoles furent cependant maintenues à Sion et à Sierre, et elles purent se développer harmonieusement.

En 1944, l'Ecole supérieure de commerce de la Ville de Sion ouvrit une quatrième classe, conduisant les étudiantes vers la maturité commerciale. L'école évolua quasiment en une institution cantonale accueillant des jeunes filles de Sierre, Martigny, Saint-Maurice, Monthey et même Brigue, et qui permit ensuite d'y obtenir la maturité socio-économique.

La belle histoire entre les ursulines de Fribourg et la capitale valaisanne prit fin en 1984 lorsque Sœur Marie Rodolphe Zotter transmit la direction de l'école à Gabriel Favre⁷. Lui ont succédé Jean-Pierre Arlettaz puis André Seppey.

L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles des Buissonnets, à Sierre (1928)

L'Ecole des Buissonnets commença son activité le 1^{er} octobre 1928 sur l'initiative du préfet de l'époque, appuyé par le Conseil de district et avec la collaboration des sœurs d'Ingenbohl. L'année suivante, l'effectif de 26 élèves passa à 60, réparties en trois classes (une classe préparatoire et deux classes commerciales).

L'école occupa d'abord le «Chalet Cerutti», puis la «Maison Lehner». L'Association créée en 1928 se transforma, dix ans plus tard, en Fondation de l'Ecole de commerce de jeunes filles du district de Sierre.

Le 12 avril 1954, les élèves déménagèrent dans un bâtiment fraîchement terminé et l'école fut nommée Nouveaux Buissonnets. Ce fut aussi l'occasion pour la direction de faire preuve d'initiatives pédagogiques remarquables (laboratoire de langues en 1965, semaine pratique dans les entreprises sierroises, méthode Montessori dans les années 1969-1978, etc.).

L'année scolaire 1977/1978 permit à la direction de tirer un bilan très flatteur de l'activité déployée depuis 1928 au service de la formation des jeunes filles de la région sierroise. En 50 ans d'enseignement, les Buissonnets avaient délivré 934 diplômes officiels de commerce, une aubaine, en particulier, pour les entreprises et les administrations du district de Sierre.

En cette même année, la planification scolaire cantonale visant à la mixité allait réunir, sur le seul site de Goubing, les deux écoles de commerce de Sierre, les Buissonnets (jeunes filles) et Goubing (jeunes gens). L'école des Buissonnets poursuivit ses orientations pédagogiques dans le secteur privé, et la congrégation des sœurs d'Ingenbohl vendit le bâtiment de la rue Saint-Georges à la ville de Sierre⁸.

⁷ Par décision du Conseil d'Etat du 28 avril 2004, la section de maturité gymnasiale fut transférée pour la fin de l'année scolaire 2005/2006 aux Collèges des Creusets et de la Planta. La Municipalité de Sion avait décidé le transfert de cette section au canton en juin 2001. André SEPPEY, «Evolution de l'Ecole de commerce en Valais et en Suisse», in *Message de l'amitié*, 2004, n° 49, p. 4; D. ALLET-ZWISSIG, «L'Ecole supérieure de commerce», p. 82 et suivantes; AEV, Fonds 4200-1982/11, vol. 7, n° 54; RGCE 1930, p. 8; *Les Nouveaux Buissonnets ont 20 ans, 1954-1974*, Sierre, 1974; *Echos des Buissonnets 1928-1954*; *Rapports de l'école 1965/1966* p. 4 et 1970/1971 p. 4.

⁸ Evelyn GARD, *Enseignement individualisé. Essai d'application à une école secondaire du premier et du second degré*, Mémoire, Fribourg, 1970, p. 5-25, 89-107; NF, 19.04.2003, p. 15.



L'Ecole supérieure de commerce de Goubing, à Sierre.

L'Ecole supérieure de commerce des jeunes gens de Goubing, à Sierre (1929)

La fondation de l'école

Il est étonnant que, malgré la présence d'Alusuisse à Chippis/Sierre et le développement du tourisme, Sierre n'ait abrité aucune école autre que primaire jusqu'à la fin des années 1920. La solution de se rendre à Sion, à Saint-Maurice ou à Brigue pour la poursuite des études donnait, semble-t-il, satisfaction.

En 1927, des contacts furent pris avec l'Abbaye de Saint-Maurice pour le recrutement de professeurs et, à la rentrée des classes en septembre de la même année, les chanoines ouvrirent dans le bâtiment Masserey (aujourd'hui Tudisco) un internat ainsi qu'une école industrielle, à laquelle s'inscrivirent quarante-cinq jeunes gens. Le programme d'études de l'Ecole industrielle inférieure se déroulait en trois ans. Les élèves haut-valaisans bénéficièrent de l'organisation du «Cours des Allemands» destiné à l'apprentissage de la langue française. Au cours des années, des jeunes de

presque tous les cantons suisses fréquentèrent cette école. Toutefois, son impossibilité de couvrir tous les besoins des jeunes gens suscita la création de l'école de commerce à proprement parler, dont l'ouverture eut lieu en automne 1929⁹.

Le bâtiment de Goubing

Sous la responsabilité des chanoines de Saint-Maurice et avec l'appui de personnalités de Sierre fut construit le bâtiment de Goubing, qui permit, dès la rentrée de 1932, de disposer d'un internat ainsi que de salles de classe mieux adaptées à l'enseignement. En 1972, la ville de Sierre et l'Abbaye de Saint-Maurice créèrent l'Association de l'Ecole de Commerce.

En conséquence de la réorganisation cantonale des écoles de commerce et de la fusion des deux écoles de Goubing et des Buissonnets, une nouvelle école vit le jour: l'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles et jeunes gens de Sierre. L'espoir fut grand d'élargir l'offre des études par des classes de maturité socio-économique. Les nombreuses interventions effectuées dans ce sens se heurtèrent au préavis négatif de l'autorité fédérale. Les efforts des élus sierrois ne demeurèrent cependant pas vains puisqu'ils aboutirent à la création, dans leur ville, de l'Ecole suisse de tourisme.

L'école de commerce sierroise se signala par un important développement dès 1997. L'année 1998 vit la première attribution d'une maturité professionnelle à 19 étudiants. Lors de cette même année, l'école ouvrit deux classes bilingues. Durant l'année 2000/2001, l'école de Goubing comptait 304 élèves répartis en 15 classes¹⁰. A la direction se succédèrent Antoine Maillard, Marcel Bornet et Eddy Beney.

L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes gens du Collège de Saint-Maurice (1929)

Ce n'est qu'en 1929 que l'Ecole industrielle inférieure prit le nom d'Ecole de commerce, bien qu'une activité dans ce domaine eût existé auparavant. A cette époque, l'école servait plutôt de préparation à l'Ecole industrielle supérieure de Sion. En raison du nombre relativement élevé d'écoles de commerce en Valais par rapport au reste de la Suisse, le Collège de Saint-Maurice n'obtint qu'en 1968 la reconnaissance de son diplôme commercial.

Lors de la réorganisation des écoles de commerce, l'Abbaye abandonna en 1978 la section diplôme commercial et se concentra sur la maturité socio-économique, à côté des autres types de maturité¹¹.

⁹ AEV, Fonds 4200-1982/11, vol. 7, n° 54; *Cinquantième anniversaire de l'Ecole de commerce des jeunes gens de Sierre 1927-1977*, Sierre, 1977, p. 7-15; Pierre CARRUZZO, *Ecole supérieure de commerce de Sierre, 75^e anniversaire*, Sierre 2002, p. 2-59.

¹⁰ *Rapports de l'école 1976/1977*, p. 34-35, et 1998-2000.

¹¹ J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 143-144; *RGCE* 1946, p. 101; 1970, p. 119-120, et 1977, p. 195-196, p. 201.

L'Ecole supérieure de commerce Sainte-Jeanne-Antide, à Martigny (1930)

Le diplôme de commerce

La congrégation de Sainte-Jeanne-Antide a été active dans les écoles de Martigny – à divers niveaux – dès 1905. En 1926, à la demande de parents, elle mit sur pied pour les jeunes filles une école enseignant la comptabilité, la dactylographie et les langues. Les résultats furent à ce point convaincants que les sœurs furent priées d'organiser des cours dont le programme serait identique à celui des écoles de commerce officiellement reconnues. L'Etat approuva le bien-fondé d'une telle ouverture et reconnut les diplômes délivrés.

La première année scolaire débuta officiellement en automne 1930, et la première volée passa les examens finaux en juin 1933, sous la direction du conseiller d'Etat Raymond Loretan et du conseiller de l'instruction publique Leo Meyer. En 1943/1944, l'institut comptait 260 élèves dont 70 qui fréquentaient les cours de l'école de commerce. Les anciennes élèves se retrouvaient ensuite par le biais de l'Association «Hirondelles», fondée en 1933.

Une nouvelle orientation

Par suite de la loi scolaire de 1962, l'institut, prenant un nouvel essor, réunit sous sa direction deux écoles: l'école de commerce et l'école secondaire des filles pour tout le district de Martigny, ainsi que quelques classes primaires. En 1970/1971, plus de 500 jeunes filles fréquentaient cet institut. Dès 1978, les jeunes filles de l'Ecole de commerce de Sainte-Jeanne-Antide et les jeunes gens de l'Ecole de commerce de Sainte-Marie furent réunis dans la nouvelle Ecole supérieure de commerce cantonale de Martigny. Les cours se déroulèrent au Collège Sainte-Marie jusqu'en 1980, puis, dès cette date, dans le nouveau bâtiment des Bonnes-Luites¹².

L'Ecole supérieure de commerce des jeunes gens de Sainte-Marie, à Martigny (1942)

Les marianistes, sollicités par l'administration communale pour apporter une solide formation à la jeunesse, ont joué un rôle déterminant dans toute la région. Venant d'Alsace, ils firent l'acquisition en 1889 de l'Hôtel de la Tour, qui devint le Collège Sainte-Marie. Les marianistes ouvrirent d'abord une école primaire supérieure avec internat. En 1890, 150 élèves fréquentaient déjà leurs cours. Il s'agissait en fait d'une sorte d'école secondaire. Des cours spéciaux étaient en outre destinés aux postulants de l'Ordre des marianistes. L'école moyenne se développa en une école

¹² *Helvetia Sacra*, VIII/2, p. 453-495, en particulier p. 481-482; AEV, Fonds 4200-1982/11, vol. 7, n° 58; RGCE 1976, p. 172, 179, 184; NF, 02.07.1997, p. 8.

industrielle avec un programme très ouvert, comprenant entre autres des cours de langues tout particulièrement appréciés par les Haut-Valaisans.



L'Ecole supérieure de commerce, aux Bonnes-Luites, à Martigny.

En 1925, deux options furent offertes – l'école industrielle d'une part et la section latine d'autre part – épargnant aux étudiants des deux premières années du lycée-collège le déplacement à Sion ou à Saint-Maurice. En 1935, une nouvelle initiative aboutit à l'ouverture d'une classe préparatoire pour l'école normale.

L'école de commerce fut, quant à elle, ouverte en 1942, et les premiers diplômes, délivrés en 1945. L'Ordre des marianistes consentit à d'importants efforts financiers pour les nombreux agrandissements et autres transformations du Collège Sainte-Marie¹³, dont les directeurs furent entre autres Eugène Claret, Fernand Frachebourg, Nicolas Bessard et Jean Coquoz.

L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles de Saint-Joseph, à Monthey (1943)

L'activité à Monthey des sœurs de Saint-Joseph, d'Annecy, remonte à l'année 1878. A cette époque, des ordres religieux français, interdits d'enseignement dans leur

¹³ RGCE 1890, p. 53, 1959, p. 101; B. PUGIN, *Les Marianistes*, p. 149-150; *Le 100^e Anniversaire du Collège Sainte-Marie, Martigny 1889-1989*, Martigny, 1989, p. 5-18, 20-22; E. MORAND, *Martigny 1940-1990*, p. 136-139.



L'École supérieure de commerce de Monthey.

pays, cherchaient à transférer leurs activités à l'étranger. Dès le début du XX^e siècle, l'Institut Saint-Joseph accueillit des élèves provenant de pensionnats savoyards (Sallanches et Annecy). La Deuxième Guerre mondiale fit perdre à l'institut son caractère international et les jeunes Savoyardes rentrèrent au pays. L'école dut chercher une nouvelle orientation.

Le besoin d'une meilleure formation, manifesté par la population du district de Monthey, fut entendu par le couvent, qui créa en 1943 une école de commerce privée pour jeunes filles. Le canton accorda sa reconnaissance l'année suivante. Le soutien financier demeura cependant très faible jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi scolaire de 1962.

En 1976, les jeunes gens eurent accès à l'école de commerce, qui fut dès l'année suivante reconnue par la Confédération et mise au bénéfice de subventions. En 1998, l'école distribua les premiers certificats de maturité professionnelle.

L'Institut Saint-Joseph, bien implanté dans la région, y a joué un rôle déterminant. Il convient aussi de rappeler son caractère éminemment international à certains moments de son histoire, ainsi que ses classes de latin de 1956 à 1974. En 2001, la congrégation vendit son bâtiment à l'Etat du Valais qui reprit l'école, avec Claude Pottier comme directeur. Les sœurs n'abandonnèrent toutefois pas Monthey, puisqu'elles poursuivirent certaines tâches à l'école et à la paroisse¹⁴.

¹⁴ AEV, Fonds 4200-1982/11, vol. 7, n° 63; *RGCE* 1959, p. 110 et suivantes; L. PONCET, «Quatre-vingts ans au service de la jeunesse féminine», p. 215-234; *NF*, 1978, n° 103, p. 23 et n° 118, p. 17; 1982, n° 245, p. 23; 20.04.2000, p. 14; Décision du Grand Conseil du 29.01.2001, in *RL* 95, 2001, p. 93.

L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes gens du Collège de Brigue (1952)

La création d'une école de commerce pour jeunes gens dans le Haut-Valais s'est heurtée à de nombreux obstacles. Entre 1904, date de la première demande de subventions pour des cours commerciaux à Brigue, lors de la discussion sur le budget au Grand Conseil, et 1952, date de la réalisation de l'école de commerce, quarante-huit ans se sont écoulés. Pourtant, au cours de cette longue période, les interventions pour la création d'une école de commerce dans le cadre du Collège de Brigue ne manquèrent pas. Citons, pour mémoire, celle de Joseph Escher en 1918 et celle de la Société haut-valaisanne des jeunes catholiques l'année suivante. Même la solution proposée par le gouvernement de subventionner une école de commerce privée, par l'intermédiaire des communes de Brigue, Glis, Naters et Viège, n'eut pas le succès escompté. L'incertitude de la situation était des plus décourageantes, et finalement seuls deux candidats pour l'école secondaire s'annoncèrent. L'école de commerce restait ainsi une illusion, le Département de l'instruction publique, ayant trouvé sa porte de sortie, paraissait satisfait, et la réalisation, renvoyée aux calendes grecques... Les difficultés économiques qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale n'arrangèrent rien et repoussèrent les projets de construction à des jours meilleurs.

Ce fut finalement en 1952 que la première classe de l'Ecole de commerce pour jeunes gens de Brigue fut ouverte. Les premiers diplômes furent décernés en 1955 et, le 23 mai 1957, la Confédération les reconnut officiellement. En 1959, le Collège de Brigue attribuait le certificat de maturité aux dix premiers diplômés de la section commerciale¹⁵.

L'Ecole supérieure de commerce pour jeunes filles du Sacré-Cœur, à Saint-Maurice

Les archives de cette institution privée, tenue par les sœurs de Sainte-Jeanne-Antide, sont peu fournies. En 1966, 15 élèves reçurent le diplôme commercial; en 1969, l'institution abritait seulement 38 élèves, réparties en deux classes¹⁶. L'école recevait trop peu de demandes d'admission, cette même congrégation dirigeant déjà une école de commerce pour jeunes filles à Martigny, et Monthey disposant de sa propre école. Non reconnue, l'institution ferma ses portes en 1970¹⁷. La congrégation poursuivit son activité avec succès dans l'organisation de l'école préprofessionnelle et de l'école de culture générale devenue par la suite école de degré diplôme, dont Sœur Monique Renggli devint la directrice. Toutefois, malgré la reconnaissance de ses mérites, l'école de degré diplôme opta ensuite pour une autre solution en rejoignant l'Ecole supérieure de commerce de Monthey en 2001.

¹⁵ BGC, session de novembre 1904, p. 55-56; AEV, Fonds 4200-1982/11 n° 18 et 22, lettres du 03.02.1951 et du 30.06.1952; *Rapports* du Collège 1952/1953, p. 3, 11, 39-43; 1953/1954, p. 22, 41-45; 1958/1959, p. 3, 46-52; Leopold BORTER, «Das Kollegium 'Spiritus Sanctus' als Staatsgymnasium 1848 bis heute», in *Festschrift 300 Jahre Kollegium Brig*, Brig, 1963, p. 61-62.

¹⁶ RGCE 1966, p. 106, et 1969, p. 129.

¹⁷ RGCE 1970, p. 119.

Les écoles de commerce «privées» et le rôle des ordres religieux

A l'exception des écoles de commerce cantonales des Collèges de Sion et de Brigue, toutes les écoles de commerce ont été créées avec l'aide de congrégations: Sainte-Ursule à Brigue, Les Buissonnets et Goubing à Sierre, Sainte-Marie et Sainte-Jeanne-Antide à Martigny, Abbaye et Sacré-Cœur à Saint-Maurice, ainsi que Saint-Joseph à Monthey. (Les ursulines de Fribourg ont fourni des enseignantes et des directrices à l'Ecole de commerce des jeunes filles de Sion, fondée et subventionnée par la ville de Sion.) Pour survivre, ces écoles privées s'étaient trouvées dans l'obligation de prélever un écolage qui, même modeste, était élevé pour certaines familles. Un grand tournant fut la loi scolaire de 1962, qui accorda des subventions à ces établissements en reconnaissance de leur rôle, libérant ainsi les élèves des écolages. Le DIP harmonisa en outre les programmes, en collaboration avec le Département fédéral de l'intérieur.

Eloges adressés aux écoles de commerce valaisannes pour jeunes filles

De tout temps, les écoles de commerce dispensèrent une formation professionnelle solide. Ce fut en particulier la voie idéale pour toutes ces jeunes filles intelligentes qui, sans pour autant aspirer au métier d'institutrice, recherchaient une profession passionnante alliée à une culture générale approfondie. Les rapports élogieux des experts fédéraux venaient confirmer, année après année, le haut niveau de ces institutions. Toutefois, l'engouement général pour les études gymnasiales provoqua une baisse des effectifs de ces écoles¹⁸. Au début du XXI^e siècle, les écoles de commerce tiendront compte des besoins des jeunes en proposant les orientations commerciale, technique, artisanale et artistique¹⁹.

La maturité professionnelle commerciale (MPC) (1994)

Une nouvelle voie de formation – celle de la maturité professionnelle – allait concourir à une remise en valeur des écoles de commerce²⁰. En 1994, le Département fédéral de l'intérieur accorda aux écoles supérieures de commerce valaisannes la reconnaissance pour délivrer des maturités professionnelles. Adaptées à la nouvelle situation, les écoles de commerce étaient désormais en mesure d'offrir aux étudiants deux voies (à choisir en première année): celle du diplôme commercial en trois ans, ou celle de la maturité professionnelle offrant trois ans d'études suivis d'un an d'activité professionnelle en entreprise, et s'achevant par un travail personnel de fin d'études.

La crainte de ne pas trouver d'employeurs pour cette quatrième année se révéla infondée. Les premières maturités professionnelles furent délivrées en 1998. Sans passer d'examen supplémentaire, il devenait possible de continuer les études auprès

¹⁸ RGCE 1964, p. 112; 1968, p. 119-120; 1969, p. 134-135.

¹⁹ A. SEPPEY, «Evolution de l'Ecole de commerce», p. 3-4; règlement du 11.04.2001 sur l'organisation de la maturité professionnelle, in RL 95, 2001, p. 191 et RL 96, 2002, p. 157.

²⁰ NF, 26.11.1998, p. 13; WB, 10.08.1996, p. 17 et 05.03.1997, p. 7; RL 93, 1999, p. 263.

d'une haute école professionnelle ou d'une haute école spécialisée, ou alors d'entrer dans la pratique. En 2004, 203 diplômes MPC furent distribués, et 198 en 2005²¹.

Les écoles de commerce pour sportifs et artistes, à Brigue et à Martigny (1986)

Concilier sport et études relève presque de la quadrature du cercle. Nombreux sont ces jeunes gens et jeunes filles qui, ayant consacré toute leur énergie à leur sport favori, se retrouvent au terme de leurs expériences ou de leurs exploits devant un avenir professionnel incertain. De mesures en mesures (1974, 1978, 1984), le Conseil d'Etat, sur proposition du DIP/DECS et après entente avec les responsables cantonaux et fédéraux des sociétés sportives, décida, le 20 novembre 1985, l'ouverture de classes pour sportifs et artistes.

La solution adoptée ne fut pas la création d'une nouvelle école avec internat. Il s'agissait tout simplement d'intégrer l'école pour sportifs et artistes dans les structures existantes des écoles de commerce avec obtention du diplôme commercial. Il convenait de prévoir un rythme d'étude plus lent ainsi qu'une adaptation des horaires. Les différents sports et autres activités musicales ne se déroulant pas selon des schémas identiques, il fallut envisager deux variantes de programme scolaire.

Les premières classes s'ouvrirent en automne 1986. Sur la période de 1986/1987 - 2000/2001, l'effectif des étudiants qui suivaient le programme spécial des deux écoles de commerce pour sportifs s'éleva en moyenne annuelle à Brigue à plus de 42 et à Martigny à plus de 48. Le besoin d'une telle filière était donc bien justifié. Le Département, ainsi que la commission du Sport-Toto, se montrèrent généreux envers cette nouvelle voie de formation. Les élèves bénéficièrent de beaucoup de liberté pour l'exercice de leur sport ou de leur art, et ils purent suivre des cours d'appui en dehors de l'horaire de l'école. En fonction des obligations d'entraînement, par exemple, les cours pouvaient se dérouler en matinée seulement (1997). Les élèves concernés étaient tenus au courant de la matière traitée et des travaux à effectuer à la maison. En général, l'activité scolaire était suspendue de fin décembre à début mars.

En 1991, une commission de travail fut chargée par le Département d'évaluer la situation de l'école durant ses premières années d'activité, et quatre cents questionnaires furent distribués tant aux élèves qu'aux parents, professeurs et représentants d'associations sportives et artistiques. L'Université de Fribourg, chargée de l'analyse, releva que les réponses au questionnaire exprimaient dans l'ensemble une satisfaction globale. Les quelques critiques portaient essentiellement sur la collaboration entre école et associations ainsi que sur le manque d'information du public.

Les élèves auraient souhaité – comme alternative – un certificat de maturité. C'était aussi le vœu des parents. Partant de ce postulat accepté par le Département, le Collège de Brigue proposa en automne 2000 une année d'introduction aux études de maturité, non sans préciser la nécessité d'un approfondissement préalable des connaissances en mathématiques et en biologie notamment. Le Centre suisse d'étude à distance de Brigue mit sur pied un programme par modules pour les branches déjà

²¹ RGCE 2005, p. 68.

mentionnées, mais aussi pour la chimie, la physique, l'anglais, le français, la musique et le chant. En juin 2003, les deux premiers étudiants de cette voie d'étude obtinrent leur certificat de maturité.

Dans une deuxième phase, le Département souhaite offrir également aux élèves plus jeunes la possibilité de mener de front sports et études. C'est ainsi que le Cycle d'orientation de Grône introduisit dès 1995 une formation sportive plus poussée, d'abord pour le tennis puis pour le football, le hockey, le ski et le karaté. Lors de l'année scolaire 2001/2002, 70 élèves s'inscrivirent à ces programmes spéciaux.

D'autres cycles d'orientation furent appelés à fournir des prestations particulières dans le domaine de Sport-Etudes. On citera, dans l'ordre chronologique, Orsières en 1999, Naters en 2000, Viège et Collombey-Muraz en 2001. De cette manière, du Chablais au district de Conches, toute la jeunesse valaisanne pouvait progresser simultanément dans son sport ou son art de prédilection et dans les études²².

Evolution des effectifs des écoles de commerce:

Année	Nombre d'étudiants
1970	1359
1980	1091
1990	1226
2000	1307
2005	1059 (52 classes)

(RGCE 2005, p. 68)

Les jeunes filles représentent presque les deux tiers du total des étudiants.

Dépenses pour les écoles supérieures de commerce en 2005:

ESC de Brigue	2 967 716.–
ESC de Sierre	3 840 647.–
ESC de Martigny	2 381 742.–
ESC de Monthey	1 976 905.–
Ecoles de commerce de Sion	3 771 407.–
Total	14 938 420.–

(Comptes de l'Etat 2005, p. 172)

²² Ecole supérieure de commerce, classes pour sportifs et artistes, DIP, Martigny et Brigue, 1985, 1992 et autres années. Programme et conditions d'admission; *Enquête sur l'école pour sportifs et artistes*, Sion, 1991; *Résonances*, mars 2000, p. 27; Christian PRALONG, *Cycle d'Orientation régional de Grône*, Grône, 1999; NF, 27.06.1998, p. 2-3; 27.04.1999, p. 12; 28.08.1999, p. 7 et 16.08.2001, p. 6; *Rapport 2000* du Fernstudien Schweiz, p. 32. Sur l'Académie de sport à Brigue, projet pilote de «Swiss Ski», voir WB, 23.3.2005, p. 7; voir également «Ecoles partenaires du sport et mesures individualisées», in *Résonances*, mai 2006, p. 9-14.

CHAPITRE VII

Du gymnase en huit ans à la réforme de la maturité de 1995

Les gymnases valaisans (1848-1910)

Après les troubles du Sonderbund en 1848, Maurice Claivaz, premier chef du Département de l'instruction publique, essaya, avec beaucoup de peine, de rouvrir les gymnases. Durant les premières années, le gouvernement radical voulut revaloriser la formation scientifique et technique, mais il dut y renoncer pour des raisons, entre autres, financières. Après que les collèges valaisans eurent passagèrement réclamé neuf années d'école (six ans de gymnase et trois ans de lycée à Sion), le Conseil d'Etat réduisit, en 1858, la durée des études de nouveau à huit ans, et le Grand Conseil décida, en mai 1859, que les Collèges de Brigue et de Saint-Maurice pourraient de nouveau ouvrir une classe de philosophie (septième année scolaire). La huitième année scolaire, la classe de physique, resta à Sion. Les gymnases se développèrent alors peu jusqu'au tournant du siècle. Ce fut seulement après 1855, lorsque la Haute école polytechnique fédérale voulut introduire dans son règlement l'admission sans examen pour certaines écoles, que les collèges du Valais remarquèrent à quel point ils étaient faibles en comparaison intercantonale. Il fallut attendre 1894 pour voir de courageux députés de notre canton exiger, dans une première pétition, un changement fondamental. Cela était devenu d'autant plus urgent que le Département fédéral de l'intérieur avait élaboré son règlement de maturité et exerçait également une pression sur les cantons¹.

Le contexte de la loi scolaire de 1910 sur l'enseignement secondaire

La loi valaisanne de 1910 sur l'enseignement secondaire naquit de la pression exercée par l'industrialisation naissante en Valais².

Lors de la séance de novembre 1904, Alexander Seiler (1864-1920), député au Grand Conseil et conseiller national qui n'était pas des moins influents, réprova – lors du débat sur le budget – la nomination de professeurs au Collège de Brigue, où «deux jeunes hommes avaient été nommés du jour au lendemain comme professeurs

¹ Jean-Pierre MEYLAN, «Die Maturitäts-Anerkennungs-Verordnung (MAV): Grundlage des ältesten schweizerischen Schulabschlusszeugnisses», in *La CDIP 1897-1997*, p. 54-59.

² Benjamin RODUIT, *Les collèges en Valais de 1870 à 1925. Tradition et modernisation*, Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 4^e série, vol. 1, Lausanne, 1993, p. 13 et suivantes, 65, 79 et 159.

de grec, d'histoire et de sciences naturelles». Il regretta ensuite que les négociations du conseiller d'Etat Achille Chappaz avec l'Ordre des bénédictins eussent échoué quelques années plus tôt, à cause du veto de l'évêque. Il fallait reprendre les discussions. Le conseiller d'Etat Henri Bioley soutint les nominations à Brigue, parce qu'en raison des mauvaises rétributions des professeurs, on ne pouvait pas être plus exigeant. Les deux enseignants auraient été extrêmement intelligents et en possession d'une maturité!³ Il faut relever que les conditions dans les Collèges de Sion et de Saint-Maurice étaient comparables, même si plus de laïcs enseignaient dans la capitale que dans les deux autres gymnases. Cela ne représentait toutefois aucune garantie pour un meilleur enseignement⁴.

De curieuses idées régnaient souvent à propos de la formation du personnel enseignant, les «professeurs». Ainsi, en 1906, trois membres du Conseil de l'instruction publique étaient d'avis qu'une «maturité» après la deuxième rhétorique (sixième année) suffisait pour enseigner dans les quatre premières classes du gymnase.

Les obstacles à la nouvelle organisation des gymnases valaisans

La nouvelle organisation des gymnases valaisans devait faire face à deux obstacles: des coûts plus élevés et la question de savoir si les gymnases devaient ultérieurement disposer d'une organisation centralisée ou décentralisée. Le Collège de Brigue se trouvait dans une mauvaise position de départ, puisqu'il ne possédait, au contraire de Sion et de Saint-Maurice, aucune classe de physique propre (huitième année)⁵. De son côté, le Département sentait la pression des autorités fédérales, qui constataient encore et toujours que les gymnases valaisans ne remplissaient pas les conditions requises pour une reconnaissance sur le plan fédéral⁶. Il s'agissait alors non seulement de la maturité classique, dont on s'était jusque-là volontiers vanté, mais encore de l'école industrielle, réclamée dans une deuxième pétition des députés, en 1904⁷.

Les discussions financières

Mis à part les soucis concernant les finances, les députés doutaient de la possibilité de maintenir un corps professoral formé et d'intéresser suffisamment d'élèves à la formation. La commission retint tout de même, à contrecœur, l'organisation proposée: elle n'était «ni satisfaisante ni progressiste». Le rapporteur mentionna la surabondance de professions libérales, de juristes et de notaires, et souhaita pour cette raison une école industrielle. La commission prévoyait des coûts supplémentaires annuels de 38 600 francs, qui monteraient même plus tard à 45 000 francs. Le canton utiliserait par conséquent 17% des dépenses totales pour l'école (1875 = 7,97% et 1905 = 14,02%). Cela correspondait dans les années 1904-1905 à 5 et 6 francs par habitant;

³ BGC, session de novembre 1904, p. 47-56; B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 118 et suivantes.

⁴ Werner KÄMPFEN, *Alexander Seiler der Jüngere*, Einsiedeln, 1945, p. 145, 174 et 190.

⁵ B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 161 et suivantes.

⁶ BGC, session prorogée de novembre 1909, février 1910, p. 97, 195 et 219.

⁷ BGC, session de mars 1909, p. 19-37.

la moyenne en Suisse s'élevait durant la même période à 16 fr. 60. Le Valais se trouvait en dernière position⁸.

Après de longues et pénibles discussions et tensions entre les régions, on se décida finalement pour des gymnases classiques à Brigue, à Sion et à Saint-Maurice, pour une école industrielle supérieure à Sion et pour des écoles industrielles inférieures à Brigue et à Saint-Maurice. La fréquentation de ces établissements scolaires cantonaux serait gratuite. Pour l'école industrielle supérieure à Sion, la loi prévoyait un «directeur spécifique». Le parlement fixa finalement la durée du gymnase qui passa alors de 7 à 8 ans. Le peuple accepta la loi par 9316 oui contre 5226 non. Le vote du Haut-

— 46 —

Programme des Cours des Ecoles Industrielles inférieures

	1	2	3	Total général
1. Religion	2	1	1	4
2. Français	6	6	5	17
3. Allemand	5	4	4	13
4. Italien ou anglais . .	—	2	2	4
5. Histoire	2	2	2	6
6. Géographie et cosmo- graphie	2	2	2	6
7. Comptabilité	1	1	2	4
8. Arithmétique	4	3	1	8
9. Algèbre	—	1	2	3
10. Géométrie	2	2	1	5
11. Physique	—	1	2	3
12. Chimie	—	—	1	1
13. Sciences naturelles et hygiène	1	2	2	5
14. Dessin	3	3	4	10
15. Calligraphie	2	—	—	2
16. Chant	1	1	1	3
17. Gymnastique	2	2	1	5
	33	33	33	

(1912)

⁸ BGC, session prorogée de novembre 1909, février 1910, p. 97-132, 195-239; deuxième lecture du 18 au 25.11.1910; BGC, session de novembre 1910, p. 126-157, 210-223, 258 et suivantes, 275-290.

Valais y fut déterminant: 73% des électeurs allèrent voter et 93,5% approuvèrent la loi⁹.

De ces discussions difficiles, résulta une curieuse situation, à savoir que les Collèges de Sion et Saint-Maurice enseignaient huit années jusqu'à la maturité, tandis que le cursus n'était que de sept ans à Brigue, suivant l'exemple de Schwyz. En 1912, le Conseil fédéral reconnut la maturité des collèges du Valais romand, alors que le Collège de Brigue dut attendre jusqu'en 1917. Les élèves de la section technique de

— 47 —

**Programme des Cours
de l'Ecole Industrielle supérieure
Section technique**

	1	2	3	Total général
1. Religion, morale et lo- gique	1	1	1	3
2. Français	4	4	3	11
3. Allemand	4	4	3	11
4. Italien ou anglais . .	3	3	3	9
5. Histoire	2	2	2	6
6. Géographie et cosmo- graphie	2	—	—	2
7. Géométrie	3	1	—	4
8. Géométrie analytique .	—	1	2	3
9. Géométrie descriptive	1	2	2	5
10. Trigonométrie	1	1	1	3
11. Algèbre	4	3	3	10
12. Physique	—	4	4	8
13. Chimie	—	3	3	6
14. Sciences naturelles .	3	1	2	6
15. Dessin	4	3	3	10
16. Chant (facultatif) . .	—	—	—	—
17. Gymnastique	1	1	1	3
	33	34	33	

(1912)

⁹ B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 203-210, 217 et suivantes.

l'Ecole industrielle supérieure à Sion devaient cependant encore se soumettre à un examen d'admission à l'Ecole polytechnique fédérale¹⁰.

La création de l'Ecole industrielle supérieure (EIS) à Sion en 1911

La loi sur l'enseignement secondaire de 1910 établit les conditions générales pour la formation mathématique, scientifique et technique dans notre canton. Pour la première fois, les associations de l'industrie et du commerce, tout comme les milieux ouverts et soucieux du développement du pays, purent s'attendre à des progrès dans l'enseignement. Les pétitions de 1894 et 1904 ainsi que les nombreuses interventions depuis les années 1880 semblaient porter leurs fruits. L'étroit rapport à l'industrie et au commerce eut aussi des répercussions sur le nom de la nouvelle institution: Ecole industrielle.

En 1914, la maturité technique fut délivrée pour la première fois aux élèves ayant suivi avec succès trois ans à l'Ecole industrielle supérieure. De cinq élèves, trois obtinrent le diplôme du 2^e degré, un, celui du 3^e degré. L'Ecole polytechnique fédérale accepta les diplômés sans examen. Toutefois, la reconnaissance de cette maturité n'était que provisoire. Dans la section commerciale, trois élèves, dont un qui put ensuite entrer à la Faculté d'économie à Lausanne, obtinrent le diplôme commercial¹¹.



Leçon de gymnastique devant le lycée-collège de Sion, vers 1905.

¹⁰ RGCE 1911, p. 3; 1912, p. 7 et suivantes.

¹¹ RGCE 1914, p. 8.

Les difficultés d'organisation

Les structures étaient claires, la bonne volonté existait; les difficultés demeuraient dans l'application. L'*Annuaire officiel de l'Etat du Valais* de 1911/1912 présentait l'Ecole industrielle supérieure, comme dotée d'une section technique et d'une section commerciale, avec William Haenni pour directeur et un corps enseignant séparé de celui du Collège de Sion. De plus, Sion abritait une école professionnelle, également dirigée par William Haenni¹². L'Etat logea l'école industrielle dans le grenier du collège, au troisième étage. Enseignants et élèves devaient y supporter des variations de températures saisonnières insoutenables. En hiver, les cours étaient donnés par 10° C, et au début de l'été par une chaleur insupportable. Le bâtiment était occupé dans l'aile ouest par le gymnase, et dans l'aile est par l'école normale avec son internat; s'y trouvaient aussi la Bibliothèque cantonale et les Archives d'Etat, le Laboratoire cantonal de chimie et le Musée d'histoire naturelle. Le manque de place dans l'école industrielle rendait son organisation presque impossible. Il n'y avait pas de salle des maîtres, pas de salle d'études pour les demi-externes, pas de laboratoire de chimie (par contre, il y en avait un au collège et un à l'école normale), pas de bureau pour le directeur, pas d'aula et naturellement pas d'internat. Cette situation dura jusqu'en 1961. En 1946, le Musée quitta les lieux en premier, puis suivirent en 1957 la Bibliothèque et les Archives. Enfin, en 1961, l'école normale emménagea dans son nouveau bâtiment. Indépendamment des défauts matériels, l'école manquait de soutien.

Le chef du Département ne faisait pas un mystère de sa préférence pour les études classiques. Selon lui, l'école industrielle ne devait pas seulement former d'excellents spécialistes, mais aussi des hommes, des citoyens, des chrétiens. L'aversion à peine cachée des membres du clergé et des marianistes se percevait également. La mauvaise réputation, due au manque de discipline de beaucoup d'élèves, attitude favorisée par les salles mal adaptées et insuffisantes dans les mansardes, était aussi en partie justifiée¹³.

Une impression en demi-teintes

L'Ecole industrielle supérieure remplissait seulement partiellement les espoirs placés en elle. En 1918, le conseiller d'Etat et chef du Département de l'instruction publique, ardent défenseur de la formation classique, pensait que lorsque les professions libérales seraient surchargées, il faudrait encourager les jeunes «à saisir de bons métiers, comme maçon, coiffeur ou cuisinier, qui étaient alors méprisés en Valais»¹⁴. Les députés au Grand Conseil ressassaient toujours le problème du choix professionnel trop unilatéral. A la session de mai 1932, l'avocat Raymond Evéquoz (1863-1945) demanda d'y remédier par une orientation tournée vers les formations techniques, et Charles Dellberg (1886-1978) exigea une école pour les maçons, parce qu'il manquait

¹² *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1909/1910, p. 113; 1911/1912, p. 113 et suivantes.

¹³ B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 275, 278.

¹⁴ Cité par B. RODUIT, in *Les collèges en Valais*, p. 313.

en Valais 200 à 300 maçons indigènes¹⁵. En conséquence, l'Etat organisa effectivement plusieurs cours d'introduction pour les maçons¹⁶. Toutefois, dans la réponse à la motion [de Camille] Crittin, le chef du Département, Joseph Escher, félicita en 1933 l'Ecole industrielle supérieure de Sion. Par rapport aux 21 élèves en 1911, les effectifs avaient constamment augmenté, pour atteindre 60 élèves dans les dernières années¹⁷.

Un esprit routinier et une organisation autonome

Soucis financiers mis à part, les cours dans les collèges se déroulaient selon la routine traditionnelle. Les changements économiques, sociaux et politiques des premières décennies du XX^e siècle et de la Première Guerre mondiale eurent peu d'incidences sur l'organisation des cours. Toutefois, les collèges défendirent avec véhémence sur le plan suisse l'autonomie cantonale dans les questions scolaires.

Les répercussions de la loi sur l'école secondaire de 1910 étaient modestes. Les gymnases valaisans ne se modifièrent que de façon minime de 1910 à 1962. La classe dirigeante et beaucoup de politiciens se limitèrent aux lamentations sur le manque de cadres techniques et scientifiques valaisans, ainsi que sur le monopole des cadres supérieurs suisses ou étrangers¹⁸. Il y avait cependant, comme partout, d'excellents professeurs et pédagogues qui firent preuve d'un engagement remarquable.

Le gymnase dans les dernières décennies du XX^e siècle

La loi scolaire de 1962

La loi scolaire de 1962 eut des conséquences sur toute la structure de formation du canton. Pour schématiser, les années 1970 et 1980 furent particulièrement marquées par un essor insoupçonné des écoles primaires, du cycle d'orientation, des écoles secondaires du 1^{er} et du 2^e degré et des écoles commerciales ainsi que de la formation professionnelle. L'amélioration de la formation de base à l'école primaire, la décentralisation des cycles d'orientation et le fractionnement de la voie des études supérieures furent à l'origine du grand tournant. De leur côté, les gymnases tirèrent profit des conditions cadres qui avaient été fixées en grande partie en dehors du canton, en premier lieu les ordonnances fédérales sur la reconnaissance des certificats de maturité (ORM) et les travaux s'y rattachant. La Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire (SSPES) et le Secrétariat de la CDIP donnèrent souvent l'impulsion. Après sa fondation en 1860, la SSPES parraina chaque ORM.

¹⁵ BGC, session de mai 1932, p. 65 et suivantes.

¹⁶ RGCE 1932, p. 10 et suivantes.

¹⁷ BGC, session de novembre 1932, janvier 1933, p. 83 et suivantes.

¹⁸ B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 328 et suivantes.

Les ordonnances fédérales sur la reconnaissance des certificats de maturité

Au XX^e siècle, après une lutte pénible, les maturités de type A, B, C et D (latin-grec, latin-anglais, scientifique et anglais-italien) réussirent à être acceptées, dans la quatrième ORM, comme conditions préalables pour les études de médecine. Avec la maturité C, un examen supplémentaire de latin était encore nécessaire après 1925. Ce fut seulement la cinquième ORM, en 1968, qui donna au type C l'égalité complète des droits. En même temps, cette ordonnance ouvrit («toléra») la formation fractionnée, comme le Valais la proposait avec le cycle d'orientation. La Commission fédérale des maturités fut, au début, encore bien réservée. Le Département de l'instruction publique valaisan insista et joua, avec Genève, un rôle de précurseur pour la formation fractionnée. Finalement, la Commission fédérale accepta, sans enthousiasme, la nouvelle formule. Ainsi, en 1977, le conseiller d'Etat Antoine Zufferey dut encore justifier dans tous les détails le caractère gymnasial présenté par les six années requises avant la maturité en Valais, même si la deuxième classe du cycle d'orientation n'était pas intégrée au gymnase¹⁹. La «voie valaisanne» ou «formation fractionnée» fut par la suite imitée dans la plupart des cantons. La sixième ORM, en 1972, créa les maturités de type D et E (langues modernes et socio-économique) et renforça ainsi la formation fractionnée.

Un service spécifique pour l'enseignement secondaire (1963)

Pour appliquer les dispositions de la loi scolaire de 1962 fut créé, en 1963, le Service de l'enseignement secondaire. Ce service suscita au début quelques oppositions. Jusque-là, un seul service était en fait responsable de toutes les écoles, mais il ne disposait cependant pas des moyens nécessaires pour se charger des écoles du 2^e degré²⁰. Au départ, le nouveau service eut un travail très ingrat à réaliser, à savoir uniformiser les exigences dans les écoles secondaires et coordonner l'entrée dans les collèges. On constata, par exemple, qu'au Collège de Sion, en 1965, 35% des élèves de première année et 34% de deuxième ne réussissaient pas l'année. Le nouveau service essaya d'améliorer cette situation au moyen d'examens d'admission et de promotion. Il uniformisa les programmes et prescrivit des méthodes d'enseignement communes. Cela ne plut pas forcément aux recteurs habitués à être indépendants, et quelques enseignants se sentirent déstabilisés et gênés par les inspecteurs.

Les programmes et horaires en 1976

En 1976, le Service de l'enseignement secondaire, en collaboration avec les recteurs, fit paraître une grille horaire et un nouveau programme communs. Ce fut un essai unique en son genre pour uniformiser les programmes de tous les gymnases et

¹⁹ Lettre du 06.04.1977.

²⁰ RGCE 1963, p. 113.

harmoniser la valeur de tous les certificats de maturité valaisans. Ces mesures, ainsi que d'autres, améliorèrent sensiblement la qualité de l'école. Les collèges durent renoncer à quelques habitudes et comforts bien appréciés et endurer des contrôles plus fréquents, mais ils se réjouirent ensuite des résultats visiblement meilleurs.

Une décentralisation des écoles secondaires?

Dans les années 1980, la question d'une décentralisation plus marquée des gymnases se posa dans certains milieux politiques et scolaires. Dès la construction du Collège des Creusets, à Sion, le Département recommanda des bâtiments scolaires pour environ 700 à 800 élèves. Des raisons pédagogiques et sociales plaidaient en faveur de la décentralisation, et la démocratisation des études suscitait bien des débats. La proximité d'un gymnase facilitait aux enfants de condition modeste l'accès aux études. Ainsi, on en vint à de longues et vives discussions au sujet d'un collège à Sierre. Le Grand Conseil approuva dans le décret du 10 mai 1989 une construction sur le terrain «Guillamo-Paradis»²¹. Cependant, une opposition relative au choix de ce lieu²² provoqua l'échec du projet de collège.

Des intervenants au Grand Conseil demandèrent un collège à Martigny. Après que le Conseil d'Etat se fut prononcé, le 9 janvier 1985, sur le principe d'une décentralisation renforcée des écoles secondaires du 2^e degré dans le canton, Martigny prépara aussi, en collaboration avec le Département, des solutions concrètes pour les maturités de type C et D. Les représentants de l'Abbaye et de la commune de Saint-Maurice s'opposèrent à ces projets dans un rapport de minorité²³.

De 1985 à 1988, les esprits à Brigue et à Viège s'échauffèrent sur la question de savoir si une partie du gymnase devait s'établir à Viège ou dans un autre lieu du Haut-Valais (Gampel/Steg, Loèche/Souste). Brigue résista alors avec véhémence, et le 29 mars 1988 les étudiants de cette ville exprimèrent énergiquement leur opposition lors d'une grande marche de protestation à travers la ville²⁴. La presse se fit l'écho de ces discussions, du début mars au début mai 1988²⁵.

Ouverture et qualité dans les dernières décennies du XX^e siècle

Ce qui était encore impensable en 1975 (pas seulement dans notre canton), soit voir les cours mixtes devenir la norme dans les écoles secondaires du 2^e degré, arriva brusquement en 1978 avec la nouvelle organisation des écoles supérieures de commerce, et après 1980 dans les Collèges de Sion, Brigue et Saint-Maurice. Les jeunes

²¹ RL 83, 1989, p. 52.

²² Association pour le développement de la région de Sierre: *Etude sur la possibilité de créer un collège à Sierre*, BGC, session prorogée de mai, juin 1987, p. 245-264; session de mai 1989, p. 242-265.

²³ AEV, Fonds 4200-1996/73, vol. 149; BGC, session prorogée de mai, juin 1987, p. 267 et suivantes, et 271.

²⁴ *Dezentralisierung der Oberwalliser Mittelschulen. Beurteilung aus der Sicht der Region Visp*, Visp, 18.2.1986; AEV, Fonds 4200-1996/73.

²⁵ NF, 1988, n° 71, p. 41 et n° 74, p. 43, 48; WB, 1988, n° 60, p. 7; n° 70, p. 13, 17; n° 72, p. 11; n° 74, p. 7 et n° 77, p. 10 et suivantes.

filles avaient toutefois déjà accès à quelques sections, en particulier les sections C et E (scientifique et socio-économique), dès 1965. Au début des années 1990, les gymnases valaisans jouissaient d'une excellente réputation. Les statistiques montrèrent que nos diplômés présentaient le plus petit quota d'échecs dans les hautes écoles. Les gymnases étaient bien dirigés et disposaient d'enseignants compétents et dévoués. La vie culturelle avec chœurs, orchestres et fanfares, était en plein essor. Les représentations théâtrales étaient de tradition à Brigue, Sion et Saint-Maurice. Tous les collèges se donnaient également de la peine pour une ouverture vers l'extérieur et collaboraient dans le cadre des écoles affiliées à l'UNESCO²⁶.

Les efforts exceptionnels fournis dans les écoles secondaires valaisannes, comme dans les écoles primaires et professionnelles, n'étaient pas concevables sans une adaptation de la rémunération des enseignants qui tint enfin compte de leur formation universitaire. Les décrets décisifs furent acceptés dans les années 1960 et 1970. Des conseillers d'Etat comme Marcel Gross, Wolfgang Loretan, Antoine Zufferey et, dans les années 1980, Bernard Comby, Hans Wyrer et d'autres furent des instigateurs déterminants. Généralement, la plupart des députés ouverts et socialement actifs les soutenaient, et le Grand Conseil approuvait leurs propositions.

En 2001, 21% des jeunes d'une classe d'âge en Valais obtinrent une maturité. Vingt ans plus tôt, ils avaient été environ 12%. Dans les hautes écoles professionnelles, ce chiffre s'éleva de 5,2% en 1997 à 9,7% en 2001.

L'ordonnance fédérale sur la réglementation de la reconnaissance des certificats de maturité (ORRM 95)

Les ordonnances en vigueur du Département fédéral de l'intérieur sur la reconnaissance des maturités se basaient sur la loi médicale de 1877 et reposaient ainsi sur une base légale déficiente, situation que la CDIP voulait changer²⁷.

Sur cette toile de fond fédérale, les règlements de maturité cantonaux se suivaient à un rythme toujours plus rapide et reflétaient les changements de situation. Les dates le prouvent: 1912, 1927, 1948, 1968, 1971, 1975 et 1991. Le changement fondamental de l'ORRM de 1995 consista en l'abandon des anciens types de maturité A, B, C, D, E. L'élève pouvait alors choisir à leur place une option spécifique et une option complémentaire parmi les sept disciplines fondamentales. Les étudiants disposaient à présent dans les disciplines fondamentales d'un tronc commun à toutes les sections. Un travail de maturité individuel complétait le cursus des études. Pour les disciplines fondamentales, le Valais prescrivit le français, l'allemand et l'anglais comme obligatoires pour tous; d'autre part, il qualifia la philosophie et la religion de «particularités» cantonales.

²⁶ *Rapports annuels* 1996/1997 des Collèges de Saint-Maurice, de Brigue et de la Planta.

²⁷ Robert UNTEREGGER, «Perspektiven», in *Schweizer Schule*, 1996, n° 7/8, p. 3-11.

HORAIRE

[illegible]

12

[illegible]

13

La protestation des élèves contre la suppression d'une année de gymnase

L'année scolaire 1997/1998 restera dans les mémoires. Avec le projet de loi sur l'enseignement s'accrut la tension entre le Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS) – nom donné au Département de l'instruction publique (DIP) dès 1997 – et les enseignants et recteurs. En Valais, le débat autour des propositions faites dans le cadre d'Education 2000 (E 2000) se mêla, de plus, avec celui lié à l'ORRM, ce qui ajouta à la confusion.

Les collèges voyaient dans un cursus en quatre ans un danger pour la qualité de la maturité. La «troisième année de cycle d'orientation axée vers la maturité» ne semblait nullement convaincante. Après de violentes querelles dans la presse, plus de trois mille élèves des quatre gymnases valaisans de Brigue, Sion et Saint-Maurice protestèrent, le 18 mai 1998, dans une impressionnante manifestation à travers les rues de Sion. La marche de protestation étonna par son organisation parfaite et la force de l'opposition. Le peuple valaisan donna raison aux gymnasiens lors du vote de la loi sur l'école et le statut des enseignants le 7 juin 1998 avec 73% d'opposants²⁸. Au sujet des raisons de cet échec, le rédacteur en chef du *Nouvelliste* écrivit: «Confuse au départ dans ses objectifs d'économie, confondue avec 'Objectif Grandir', mélangée à de douteux avis de droit, pervertie par une forme de terrorisme intellectuel et une campagne fautive des deux côtés, E 2000 est morte de sa grandeur. Qu'on l'enterre!»²⁹ Les raisons profondes de ce rejet restent cependant peu claires. La qualité de la préparation et les bonnes intentions n'avaient pas mérité un non si catégorique du peuple.



Sion, démonstration des élèves des gymnases, 18 mai 1998.

²⁸ *Rapport* 1996/1997 du Collège de la Planta, p. 5-8.

²⁹ *NF*, 08.06.1998, p. 1.

L'application de l'ORRM: avantages et désavantages

L'application de l'ORRM 95 fut parsemée d'embûches. Il manquait dans tous les collèges des salles supplémentaires, car la répartition des «classes noyaux» entre les disciplines fondamentales et les options spécifiques et complémentaires nécessitait davantage de locaux. En plus des branches spécifiques à chaque type, les collèges proposaient des matières comme l'espagnol, les arts visuels et la musique. Finalement, le choix d'une branche complémentaire parmi treize offres venait enrichir le menu. Le règlement du 9 juin 1999 sur la période scolaire au collège et sur les examens de maturité du canton du Valais contenait toutes les prescriptions de l'ORRM 95 et la transposition de celle-ci dans nos écoles secondaires. Les problèmes financiers et organisationnels furent longtemps sous-estimés.

L'année scolaire 2000/2001, 22,5% des jeunes filles et 17,5% des garçons en Valais obtinrent une maturité; c'était plus que la moyenne suisse. En juin 2002 furent diplômés les derniers étudiants valaisans issus du système des types de maturité³⁰. Dans le *Rapport annuel* du Collège de Saint-Maurice, le recteur Guy Luisier rappela les atouts de la formule qui avait fait ses preuves, tout en espérant que la nouvelle voie apporterait les avantages attendus. Une année plus tard, en juin 2003, les premiers maturistes après l'ORRM 95 achevèrent leur cursus. Les recteurs et le corps enseignant reconnurent dans leurs rapports annuels les efforts fournis durant les années précédentes. Ils exposèrent de façon objective les difficultés, les avantages et les désavantages du nouveau règlement³¹.

Sur le plan suisse, le processus de réforme est en cours d'évaluation dans le cadre d'EVAMAR (Evaluation nationale de la réforme de la maturité selon l'ORRM 95). Les résultats de la première partie, portant sur la concrétisation des objectifs de la réforme dans les cantons et les établissements, sont très positifs. Quant aux résultats de la deuxième phase visant à mesurer les acquis des élèves à la fin de leur formation gymnasiale, ils sont attendus pour 2007³².

Certificats de maturité des gymnases valaisans, la progression des filles (1975-2005):

Année	Total	Filles	Pour-cent
1975	366	119	32,5
1980	306	119	38,8
1985	484	186	38,4
1990	514	227	44,1
1995	594	271	45,6
1997	616	308	50,0
2000	706	368	52,1
2005	644	375	58,22

(RGCE 1975-2005)

³⁰ NF, 16.08.2001, p. 31.

³¹ *Rapport* du Collège de Saint-Maurice 2001/2002, p. 4; *Rapports* 2002/2003 du Collège de Brigue, p. 28-67, du Collège de la Planta, p. 6 et suivantes, et du Collège des Creusets, p. 2-5.

³² Voir «Le secondaire II», in *Résonances*, mars 2004, p. 4-29.

A titre de comparaison: 1900: 4 maturistes; 1910: 11; 1920: 23, dont 15 à Saint-Maurice; 1930: 30, dont 16 à Saint-Maurice; 1940: 87 (*RGCE*).

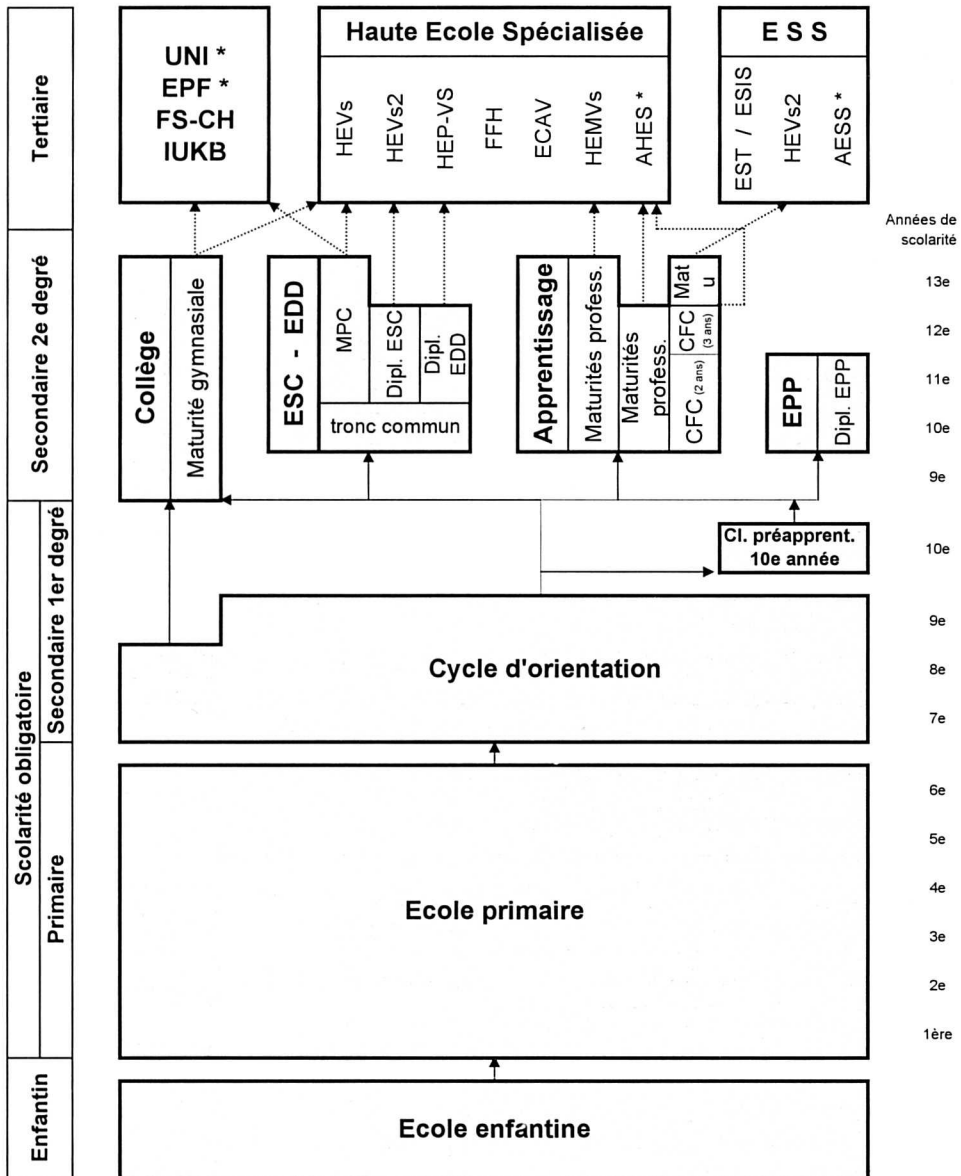
Dépenses nettes annuelles de l'Etat pour les collèges cantonaux 1910-2005:

Année	Saint-Maurice	Sion/Creusets	Brigue	Sion/La Planta	Regina Pacis
1910	13 406.-	37 468.-	28 792.-		
1920	39 550.-	103 396.-	81 566.-		
1930	35 180.-	92 561.-	83 619.-		
1940	32 850.-	78 033.-	68 913.-		
1950	98 400.-	191 117.-	159 565.-		
1960	610 929.-	431 857.-	379 923.-		
1970	1 635 503.-	1 392 074.-	1 147 226.-		
1980	3 530 083.-	3 896 488.-	4 057 141.-	1 430 842.-	551 311.-
1985	5 922 509.-	5 841 805.-	6 442 230.-	3 080 628.-	692 651.-
2000	12 847 140.-	11 798 408.-	13 262 337.-	9 171 365.-	
2005	13 794 712.-	14 716 323.-	13 929 026.-	11 223 266.-	

(J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 333-334; *Comptes de l'Etat* 1985-2005)

Offre des branches d'enseignement selon l'ORRM 95			
	DISCIPLINES FONDAMENTALES	OPTIONS SPECIFIQUES (une à choix)	OPTIONS COMPLEMENTAIRES (une à choix)
LANGUES	Langue première	Langues anciennes	
	une 2ème langue nationale	Langue moderne	
	langue ancienne ou anglais ou 3ème langue nationale		
MATHEMATIQUES et	Mathématiques normales fortes renforcées	Pysiques et Application des mathématiques	Application des maths Physique
SCIENCES	Physique et Chimie et Biologie	Biologie et Chimie	Chimie Biologie
SCIENCES HUMAINES			Géographie
			Histoire
	Histoire et Géographie et Economie	Economie-Droit	Economie-Droit
			Pédagogie-Psychologie
			Philosophie
		Religion	
ARTS	Arts visuels ou Musique	Arts visuels ou Musique	Arts visuels ou Musique
SPORT			Sport

Système scolaire valaisan (2004)



Remarque : écoles relevant du Service de l'enseignement

Légende :

EPF: école polytechnique fédérale, FS-CH: Fernstudien Schweiz, IUKB: institut universitaire Kurt Bosch, HEVs2: haute école valaisanne santé-social, HEP-VS: haute école pédagogique valaisanne, FFH: Fernfachhochschule, ECAV: école cantonale d'art du Valais, HEMVs: haute école de musique valaisanne, AHES: Accord intercantonal sur les HES, ESS: école supérieure spécialisée, EST: école suisse de tourisme, ESIS: école supérieure d'informatique de gestion, AESS: accord intercantonal sur les EES, ESC: école supérieure de commerce, EDD: école de degré diplôme, MPC: maturité professionnelle commerciale, CFC: certificat fédéral de capacité, EPP: école préprofessionnelle, *: école sise hors canton

→ accès sans examen complémentaire → accès conditionnel (se renseigner auprès de l'école)

Le Collège de Saint-Maurice

Une école dirigée par des religieux ou une école d'Etat?

La tradition du Collège de l'Abbaye était déjà solidement établie, lorsque la Révolution française interrompit l'enseignement de 1799 à 1803, se servant de l'Abbaye et de ses dépendances comme de caserne et d'écuries pour les troupes d'occupation. Le collège vivota jusqu'en 1806, où l'Abbaye, soutenue par les députés des districts de Saint-Maurice et de Monthey, reçut de la Diète l'autorisation d'ouvrir le collège «moderne»³³.

Jusqu'à la défaite du Sonderbund, l'Abbaye de Saint-Maurice géra six classes de gymnase avec un cours annuel supplémentaire en alternance pour la philosophie ou la physique, ce qu'on appelait le lycée. L'école était sous la direction des chanoines. Les trois sections du gymnase figuraient dans le *Rapport de gestion* comme «Classis superior», «media» et «infima». Durant l'année scolaire 1846/1847, l'Abbaye enseignait encore selon la formule habituelle; il en fut de même l'année suivante, mais sans la classe d'allemand. Plus tard, le collège tint toutefois des classes d'allemand et de français sous le nom de «Cursus speciales»³⁴. En février 1848, le premier chef du Département de l'instruction publique, Maurice Claivaz, pria l'Abbaye de reprendre en charge l'école avec les enseignants du collège.

Les années et décennies suivantes, l'Abbaye intervint constamment en faveur d'un gymnase complet avec deux classes de lycée, tel qu'il avait été exigé à Brigue. Par rapport aux deux autres collèges, l'Abbaye avait l'avantage de son expérience de l'internat. Celui-ci et la très bonne qualité de l'enseignement contribuèrent à la réputation de l'école au-delà des frontières cantonales, et toujours plus de parents extérieurs au canton lui confiaient leurs fils. Pourtant, l'Etat se montrait particulièrement réservé quant au soutien financier de l'école de l'Abbaye³⁵.

La convention de novembre 1885 entre l'Abbaye, la ville de Saint-Maurice et l'Etat décrivait l'école comme un institut semi-privé³⁶. L'Abbaye était responsable de l'enseignement, mettait à disposition les salles de classe, la salle de théâtre et le matériel scolaire. Elle recevait en contrepartie une subvention de l'Etat et de la ville. En comparaison des deux autres collèges, la contribution de l'Etat était souvent insuffisante.

Le Collège de Saint-Maurice prit au cours du XX^e siècle une place particulière au sein de l'enseignement en Valais. Il s'appuyait sur une forte symbiose du monastère et du gymnase. Dans les premières décennies de ce siècle, il dégagait un rayonnement spirituel et religieux impressionnant. Les relations avec la France demeuraient vivantes. Même les uniformes avec les boutons dorés issus de la période française furent obligatoires jusqu'en 1920. L'école conservait un statut spécial dans son champ d'activité entre école dirigée par des religieux et école d'Etat subventionnée. L'Etat

³³ J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 10.

³⁴ *Catalogus* 1847, p. 1-11; 1848 et 1849, p. 3-11. Sur l'histoire, voir J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*.

³⁵ J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 74 et suivantes.

³⁶ AEV, Fonds 2, DIP, p. 9.



Le Collège de Saint-Maurice.

versait une somme annuelle, qui demeurait constamment en dessous de celle allouée aux deux autres collèges. De plus, des contributions pour l'amortissement des bâtiments scolaires et des installations, ainsi que pour l'entretien notamment, faisaient l'objet de conventions. Même le statut des chanoines enseignants était de nature mixte: ils étaient sous les ordres de l'abbé, mais les décisions des lois cantonales et les décrets étaient également valables pour eux.

Les constructions scolaires et l'élan intellectuel

En 1913, l'Abbaye entreprit une urgente et nécessaire rénovation ainsi qu'un agrandissement des bâtiments, qui purent être utilisés déjà pour l'année scolaire 1914. Ce fut également le début d'une époque fructueuse pour l'école de l'Abbaye. L'abbé Joseph Mariétan (abbé de 1914 à 1931) y amena des idées nouvelles. De jeunes et dynamiques professeurs enseignaient au Collège de Saint-Maurice. Parmi eux se trouvait le chanoine Georges Rageth, qui dirigea d'une main ferme le collège de 1925 à 1944.

Des personnalités telles qu'André Maurois de l'Académie française, Georges Bernanos, Jacques Maritain et d'autres prirent la parole sur la scène de Saint-Maurice. En 1931, la démission du prétendument trop autoritaire abbé Mariétan mit fin à la «révolution d'Agaune», qui n'est pas tirée bien au clair encore aujourd'hui. Le recteur Rageth se sentit cependant le devoir de poursuivre la voie de l'ouverture spirituelle³⁷. Les années de son rectorat furent toutefois moins mouvementées. En 1930, le collège introduisit la maturité de type B (latin-anglais). Le chanoine Isaac Dayer dirigea le collège de 1944 à 1967. Il entra dans l'histoire comme «novateur traditionnel»³⁸.

Une voie originale: la maturité «latin-sciences» et la maturité de type C

Le Collège de Saint-Maurice se sentait très concerné par la culture classique. La critique à l'encontre de cette formation gymnasiale trop unilatérale était ancienne. Un tournant se fit remarquer sous le recteur Dayer. Il déposa en 1956 une demande au Conseil d'Etat pour l'ouverture d'une section «latin-sciences». Le gouvernement répondit favorablement à ce souhait. La structure de formation était simple: durant les deux dernières années de gymnase, l'Abbaye renforçait les branches scientifiques avec des attributions d'heures supplémentaires pour les mathématiques, la géométrie descriptive, l'astronomie, la chimie et la physique. Le latin était encore enseigné, mais avec moins d'heures de cours, tout comme la littérature française, la philosophie et l'histoire de l'art. Le collège voulait ainsi préparer les élèves aux études des hautes

³⁷ Fernand GAY, *La Révolution d'Agaune. Edmond Humeau à l'Abbaye et au Collège de Saint-Maurice d'Agaune*, Nyon, 1982; Yannick-Marie ESCHER, «Renouveler le catholicisme? Autour d'une Revue sociale et religieuse: *L'Eveil* (1908-1912)», in *Les Echos de Saint-Maurice*, 2002, n° 5, p. 26-44; J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 205 et suivantes, 348 et suivantes; *Les Echos de Saint-Maurice*, 1964, p. 179-193; *RGCE* 1964, p. 109.

³⁸ B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 329; J.-Ph. LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice*, p. 204, 245 et suivantes.

écoles par des connaissances scientifiques approfondies et une formation humaniste de base.

En 1963, le Conseil de l'instruction publique appuya l'ouverture de la section C. La première classe commença ainsi en automne 1964, les premiers diplômes de maturité C furent distribués en 1969, et la Confédération les reconnut en 1971.

Les classes mixtes (1969)

Durant l'année scolaire 1969/1970, les premières jeunes filles fréquentèrent la section C du collège³⁹. Le chef du Département, Antoine Zufferey, avait dû intervenir personnellement à deux reprises auprès de l'abbé à Saint-Maurice afin d'obtenir son accord. Durant l'année scolaire 1973/1974, le gymnase économique de type E ouvrit également ses portes aux jeunes filles. Pour le gymnase langues modernes, de type D, la question ne se posait même plus. La classe débuta en 1981 avec un nombre supérieur de filles. En 1986 enfin, quand le Collège des filles Regina Pacis, fermant son gymnase classique avec la maturité B, fut intégré à l'école de l'Abbaye, toutes les sections du collège furent ouvertes aux filles.

Dans la nouvelle histoire du collège, l'activité du recteur Claude Martin mérite particulièrement d'être mentionnée. Pendant vingt-six ans (1967-1993), il fut à la tête de l'école et sut allier la tradition chrétienne du centre de formation aux exigences de l'époque moderne. L'école vécut dans ces années des changements marquants. Les maturités de type C, D et E furent introduites, l'école de commerce fut supprimée, et les jeunes filles eurent le droit d'aller à l'école de l'Abbaye. Avec l'introduction de la semaine de quatre jours et demi, les habitudes de l'internat se modifièrent également.

Une équipe de direction

Deux événements marquèrent l'année, juste avant le tournant du nouveau siècle. A la fin 1994, le jeune recteur André Altermatt démissionna. L'ancien recteur Claude Martin reprit la direction pour l'année en cours. Le public attendait impatiemment la nomination du nouveau recteur, et les politiciens peu favorables au monastère espéraient qu'un laïc allait prendre la direction. L'Abbaye était consciente de sa responsabilité et proposa trois chanoines comme équipe de direction: Guy Luisier comme recteur, Jean-Paul Amoos comme prorecteur et Franco Bernasconi comme directeur administratif⁴⁰.

Rénovations et aménagements

Après les plus importantes étapes de construction de 1894, 1914, 1958-1961/1964 et 1979-1983 (salle de gymnastique et bibliothèque), le Département

³⁹ RGCE 1969, p. 133.

⁴⁰ *Le Collège-Lycée de l'Abbaye de Saint-Maurice*, Saint-Maurice, 1964; RGCE 1994; Décision du Conseil d'Etat du 16.04.1995.

accepta en 1997 une demande de l'Abbaye pour la rénovation et la transformation des installations scolaires, et soumit au Grand Conseil une loi correspondante. Le Grand Conseil traita la demande lors de la session de juin 1998⁴¹.

En octobre 1999, la population put découvrir les bâtiments rénovés⁴².

Direction du collège:

Georges Rageth	1925-1944
Isaac Dayer	1944-1967
Claude Martin	1967-1993
André Altermatt	1993-1994
Claude Martin	1995-ad intérim
Guy Luisier avec Jean-Paul Amoos et Franco Bernasconi, comme équipe de direction	1995-...

Nombre d'élèves:

Année	Elèves	Année	Elèves
1900	252	1970	842
1910	301	1975	772
1920	301	1980	714
1930	350	1985	851
1940	525	1990	957
1950	526	1995	1092
1955	522	2000	1013 (50 classes)
1960	716	2005	1092 (51 classes)
1965	730		

(RGCE 1900-2005, *Rapports annuels*)

Le Collège Regina Pacis, de Saint-Maurice

L'Institut Sainte-Clotilde, à Aigle

La congrégation de Sainte-Clotilde fut fondée à Paris après les troubles de la Révolution française et se consacra avec succès à l'éducation des filles. A la fin des années 1860 en France, la politique à l'encontre de la religion avait forcé la congrégation à trouver un champ d'activité en dehors du pays. En 1880, à la requête du chanoine

⁴¹ BGC, session de juin 1998, vol. 10, p. 29-31, 60-65, 431-439.

⁴² NF, 18.10.1999, p. 32 et 29.10.1999, p. 13; *Rapport annuel* du Collège 1999/2000, p. 5.

Joseph Beck, les sœurs s'établirent à Aigle et fondèrent dans l'ancien Hôtel Mon Séjour le Pensionnat pour jeunes filles Sainte-Clotilde. Les élèves étaient d'origine internationale; les sœurs leur donnaient des cours de français et les préparaient au baccalauréat. L'école se développa de façon réjouissante, de telle sorte qu'elle proposa dès 1938 et pendant vingt-cinq ans la formation gymnasiale complète menant à la maturité fédérale.

De la ville d'Aigle à celle de Saint-Maurice

Comme une telle école manquait dans le Bas-Valais (le Valais central abritait Sainte Marie des Anges), il fut projeté d'en fonder une à Saint-Maurice. Sœur Alice Reutti, de la congrégation de Sainte-Clotilde, et ses collaboratrices y investirent toute leur énergie et toute leur personnalité. Elles trouvèrent du soutien chez les sœurs de l'Institut Saint-Joseph à Monthey, qui, de leur côté, ne pouvaient pas proposer de formation gymnasiale complète. André Donnet (1913-1989), secrétaire du Conseil de l'instruction publique et archiviste cantonal, Marcel Gross, conseiller d'Etat, et les représentants de la commune de Saint-Maurice offrirent leur aide par la suite. L'école put commencer ses cours avec deux classes le 11 septembre 1963, toutefois dans de modestes baraquements militaires préfabriqués. La plupart des élèves et une partie du corps enseignant habitaient à Aigle et se rendaient chaque jour au «collège» en train. Pendant la journée, un seul ravitaillement rapide à midi suffisait et, à 15 heures, tout le personnel repartait à Aigle. Tout de suite, on se préoccupa de la construction d'un bâtiment scolaire. Une nouvelle école fut édifiée, avec cinq salles de classe. Elle ouvrit ses portes en 1965.

Une école prospère

Le Collège Regina Pacis acquit une bonne réputation en Valais et en dehors du canton. La direction compétente et le caractère d'une petite communauté d'une centaine d'élèves environ y contribuèrent. Afin de mieux préparer les élèves à leur vie future, la direction leur laissait déjà en 1968 une certaine autonomie⁴³. L'Etat soutenait l'école par une convention datée de 1964. Malgré cela, la situation évolua rapidement. Depuis leur ouverture en 1974, les cycles d'orientation offraient des classes mixtes et, dans les collèges, les jeunes filles choisissaient de plus en plus fréquemment une autre option que la formation classique.

La fin de l'école de latin pour les filles

Les classes de latin perdaient de leur importance. Pour cette raison, deux écoles de maturité à Saint-Maurice ne se justifiaient plus. La direction de la congrégation de

⁴³ RGCE 1964, p. 112 et 1968, p. 119.

Sainte-Clotilde décida alors, en 1985, de remettre le collège entre d'autres mains. Le Département partageait ce point de vue et remercia la congrégation de ses précieux services durant les vingt années précédentes, pendant lesquelles Regina Pacis put distribuer pas moins de 326 certificats de maturité. Dès l'automne 1986, le recteur du Collège de l'Abbaye reprit la direction des classes, jusqu'à ce qu'une nouvelle utilisation fût trouvée pour le bâtiment Regina Pacis. La plupart des enseignants trouvèrent une place au collège⁴⁴.

Les directrices furent Sœur Alice Reutti et Sœur Christilla Mengeot.

Nombre d'étudiantes:

Année	Elèves
1970	97
1975	110
1980	119
1985	101

(RGCE 1970-1985, *Rapports annuels* du Collège)

Le Collège de Sion

Ecole d'Etat et école municipale

Après la Constitution de 1848 et la loi scolaire de 1849, l'Etat assumait la responsabilité des écoles secondaires et voulut changer les structures en vigueur. En conséquence, un collège à Brigue (en allemand) et un à Saint-Maurice (en français) ainsi qu'un «lycée cantonal» à Sion dans les deux langues pour les études supérieures devaient voir le jour. Le lycée devait préparer aux hautes écoles. D'après ce texte de loi, les collèges de Brigue et de Saint-Maurice devaient gérer le premier cycle. Ces arrangements privaient cependant la ville de Sion du gymnase dont elle avait disposé jusqu'alors. Il est compréhensible que la ville se soit défendue et qu'elle ait attiré l'attention sur les mérites et les performances antérieures de son gymnase. Elle réunit tous les moyens à disposition dans les fondations anciennes et nouvelles, dans les confréries et sociétés. La bourgeoisie prêta également main-forte.

Ainsi, un gymnase municipal («Collegium Civitatis Sedunensis») put être ouvert pour les années 1849-1859. Selon le catalogue des études, le collège proposait en 1847 un lycée et, comme auparavant, des classes gymnasiales. Il comptait cette année-là 75 élèves, et 158 en 1848/1849. Il est probable qu'un certain nombre de Haut-Valaisans se trouvaient alors à Sion, puisque le Collège de Brigue, fermé en novembre 1847, ne fut rouvert qu'en octobre 1848.

⁴⁴ Communiqué de presse le 14.03.1986; *Sainte-Clotilde, Collège Regina Pacis, Saint-Maurice, 10 ans de présence en Valais, 1963-1973*, Saint-Maurice, 1973. Regina Pacis abrita dès 1988 la nouvelle Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration, et à partir de 2001 la Haute Ecole pédagogique du Valais.



L'ancien Collège de Sion, aujourd'hui Palais de justice.

Lors des discussions sur la nouvelle organisation de l'enseignement gymnasial en 1858 et 1859, le Conseil municipal sédunois se tourna vers le Grand Conseil et exigea que, par la suite, son gymnase de six ans fût pris en charge par l'Etat. Le Grand Conseil dut consentir à cette revendication. La ville mit à disposition les locaux de l'ancienne résidence des jésuites, en plus de quoi elle paya pour une première année (1859) les frais scolaires. Ainsi, le lycée enseigna de nouveau la physique et la philosophie; l'ancien système avec six ans de gymnase et deux ans de lycée fut repris. Jérôme Zimmermann expliqua cependant avec raison que ce fut seulement la loi sur l'enseignement secondaire de 1910 qui créa les bases juridiques du gymnase sédunois⁴⁵.

De l'Hôtel de Torrenté (1876) au nouveau collège (1892)

Comme l'Hôtel de Torrenté, à la rue de Lausanne 23, était libre, l'Etat, la bourgeoisie et la commune de Sion en firent l'acquisition. L'Etat le transmit au Département pour l'utiliser comme gymnase et comme école normale, et laissa à la ville les anciennes salles du collège à la rue des Châteaux. Le collège et l'école normale prirent possession de l'Hôtel de Torrenté. Cependant, le manque de place non seulement pour l'école, mais aussi pour les objets d'exposition du Musée d'histoire naturelle, suscita des désagréments dès le début. A côté de l'école normale, il fallait loger les classes du gymnase et du lycée ainsi que l'école de droit. Pour cette raison, le Musée d'his-

⁴⁵ Jérôme ZIMMERMANN, *Essai sur l'histoire du Collège de Sion (1625-1900)*, Sion, 1914, p. 151, 153, 159, notes 2 et 3.

toire naturelle fut réduit et devint insignifiant. En plus de ces problèmes de manque de place, la situation au milieu du trafic routier de la ville et à proximité de la Planta avec son animation du marché n'était pas non plus favorable aux études. Un nouveau bâtiment s'imposait.

Le 9 octobre 1888, le Conseil municipal décida de commander un avant-projet pour la construction d'un bâtiment scolaire. Ce dernier devait venir s'installer au nord de la Planta, entre la Tour des Sorciers et le Dépôt de sel, et offrir de la place au collège, à l'école normale et à l'école de droit. Le Musée d'histoire naturelle, les Archives de l'Etat et la Bibliothèque cantonale devaient également y être installés. L'architecte Joseph de Kalbermatten établit les plans, et le bâtiment vit le jour en deux ans (1891-1892). Le 26 septembre 1892, le collège y commença la nouvelle année scolaire. L'Ecole normale des garçons ainsi que l'internat occupèrent la partie est du bâtiment jusqu'en 1961, le gymnase et le lycée, la partie ouest. La maison hébergea en plus l'Ecole de droit cantonale jusqu'en 1908, les Archives de l'Etat et la Bibliothèque cantonale jusqu'en 1957.

L'imposant bâtiment attire l'attention encore aujourd'hui. Les premiers plans étaient déjà prêts en 1873; l'architecte Joseph de Kalbermatten (1840-1920) fut à l'Ecole polytechnique un élève de Gottfried Semper (1803-1879), ce que l'architecture du nouveau collège laissait transparaître. Au début des années 1980, le «nouveau collège» au nord de la Planta fit l'objet d'une rénovation approfondie et fut affecté, après des transformations appropriées, à sa nouvelle fonction de Palais de justice⁴⁶.

Le Collège des Creusets (1979)

Dans les années 1950, le collège au nord de la Planta ne satisfaisait déjà plus aux exigences de place. Tandis que la salle de gymnastique était occupée par le Musée d'histoire naturelle, les 19 classes de l'année 1958 devaient se disputer 15 salles. Le Conseil d'Etat mandata donc en 1963 une commission chargée d'élaborer un programme pour un nouveau collège.

Le programme de construction, établi en étroite collaboration entre le rectorat, les professeurs et le Département, prévoyait une construction appropriée pour environ 700 élèves: 35 salles de classe, 15 salles de classe spécifiques avec des laboratoires, des salles de préparation et de matériel, des salles d'études, une chapelle, des locaux communs, des salles de détente, une installation sportive polyvalente divisible en trois halles, une aula de 400 places, etc. Le Conseil d'Etat l'approuva le 26 février 1975 et lança un concours. Parmi les 28 projets parvenus, le jury retint celui de l'architecte Henri de Kalbermatten (1913-1989) et lui décerna le premier prix. Henri était le petit-fils de l'architecte Joseph de Kalbermatten qui avait fait les plans et construit le collège de style Art nouveau au nord de la Planta⁴⁷.

⁴⁶ Gaëtan CASSINA, «Genèse d'un bâtiment d'Etat dans le Valais du XX^e siècle», in *L'ancien Collège de Sion 1892-1980*, Sion, 1980, p. 15-17, 19-21, 33 et 25-55.

⁴⁷ BGC, session prorogée de novembre 1975, février 1976, p. 275-282.



Le Collège des Creusets, Sion.

La construction commença en 1977, et la bonne progression des travaux permit l'ouverture du collège en automne 1979. Il était fonctionnel, esthétiquement attrayant, d'un prix raisonnable, et il avait été rapidement érigé, dans les limites du crédit approuvé⁴⁸. Les coûts s'élevèrent dans la facture finale à 22 737 833 francs pour le bâtiment et les aménagements, ainsi qu'à 7 923 724 francs pour le terrain. Jean-Jacques Schalbetter, recteur du collège, le décrivait en 1999, après vingt ans d'utilisation, comme

moderne, bien conçu, disposant de places de sport, de lieux de détente et équipé de manière à répondre d'une manière optimale aux exigences d'un enseignement moderne. La salle omnisports, la proximité des installations sportives de la ville de Sion et l'accueil réservé à nos étudiants par le Foyer des Creusets, construit en même temps que le collège, ne pouvaient que nous conforter dans l'idée d'avoir fait le bon choix: c'est encore notre conviction aujourd'hui, vingt ans après!⁴⁹

⁴⁸ *NF*, 1979, n° 210, p. 1, 10-20, «Le nouveau collège cantonal de Sion: Un exemple d'édification simple, soignée, rationnelle et fonctionnelle».

⁴⁹ *Rapport annuel* du Collège 1998/1999, p. 4.

L'internat: du Petit Séminaire au Foyer des Creusets

La question d'un internat à Sion était déjà d'actualité au XIX^e siècle, de même qu'au début du XX^e siècle lors des pénibles travaux de préparation et d'installation pour un collège plus moderne et pour l'école industrielle supérieure⁵⁰. Alors que les quarante élèves des classes supérieures du gymnase étaient logés au Petit Séminaire (Pensionnat du Sacré-Cœur), et que les élèves plus jeunes étaient placés dans un internat chez les marianistes, les élèves de la nouvelle école industrielle se trouvaient dépourvus de toute commodité.

Le recteur Henri Schwery fit un premier pas courageux quand il créa la Fondation «La Sitterie» à partir du Petit Séminaire. Elle offrait, dans les années 1960 et 1970, logement, nourriture et prise en charge pour environ 100 internes et demi-externes⁵¹. Lors des discussions sur la construction du nouveau collège, la fondation se montra prête à construire et financer un internat sur un terrain des Creusets. Le Foyer des Creusets fut construit entre 1977 et 1979, et offre depuis lors à ses pensionnaires un internat confortable, ainsi que des repas de midi pour environ 350 élèves externes.

Direction du collège:

Joseph Anthonioz	1907-1913	Henri Schwery	1972-1977
John Delaloye	1914-1927	Roland Udry	1977-1989
Pierre Evéquoz	1928-1962	Jean-Jacques Schalbetter	1989-2003
Augustin Fontannaz	1962-1972	Benjamin Roduit	2003-...

Nombre d'élèves:

Année	Elèves	Année	Elèves
1900	112	1970	869
1910	128	1975	610
1920	179	1980	888
1930	136	1985	880
1940	264	1990	922
1950	340	1995	1042
1955	370	2000	902 (43 classes)
1960	498	2005	1125 (51 classes)
1965	735		

(BGC, session de mai 1958, p. 193; RGCE 1960-2005)

⁵⁰ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1911/1912, p. 116.

⁵¹ Henri SCHWERY, «Pensionnat de la Sitterie», in *Bulletin du diocèse*, 1971, n° 18, p. 306-322, et «Une maison neuve dans de vieux murs: le Pensionnat de la Sitterie, prospectus et règlement», in *Bulletin du diocèse*, 1972, n° 19.

De l'Ecole des Dames Blanches au Lycée-Collège de la Planta

En 1885, deux congrégations commencèrent en même temps leur activité à Sion: les ursulines de Fribourg, qui furent appelées par la ville, et les sœurs de la congrégation des franciscaines de Sainte Marie des Anges, fondée en France en 1871, et qui, devant fuir la persécution religieuse dans leur pays, cherchèrent en Suisse un nouveau champ d'activité. L'évêque Adrien Jardinier, le président du Conseil d'Etat et des membres du Grand Conseil soutinrent les sœurs françaises. Les débuts de la congrégation à Sion furent très pénibles. Les sœurs logeaient près de la Planta dans un bâtiment conçu autrefois comme café et local de danse. Le mobilier était très modeste. Les marianistes offrirent un banc, une table et une chaise. L'élève la plus sage avait, à titre de récompense, le droit de s'asseoir sur la chaise, les autres s'asseyaient sur le banc. Durant la nuit, la salle de classe se transformait en dortoir pour les sœurs, qui y disposaient de vieux matelas prêtés par un hôtel⁵².

Le nouveau site au Petit-Chasseur

L'école – qui peut en fait être désignée comme une école privée – se développait bien. En 1889, les sœurs louèrent la maison «Ambühl», sur le site actuel du Collège de la Planta. Le réfectoire naquit de l'ancienne cave à vins, au rez-de-chaussée. Des quelque 40 élèves, 10 étaient internes. En 1898, la maison put être achetée, transformée et agrandie. Les sœurs aménagèrent de modestes cellules de couvent au premier étage⁵³. L'école fut d'abord une école primaire de filles avec un internat. Le public parla de l'école des Dames Blanches, parce que les sœurs portaient des vêtements clairs. L'Ordre poursuivit son œuvre et s'occupa aussi des enfants pauvres, même si ce furent par la suite plutôt les meilleures familles de Sion qui lui confièrent leurs enfants.

Le premier gymnase des filles (1937)

Ainsi naquit en 1937 le premier gymnase des filles en Valais, qui préparait à la maturité B. En 1943, les deux premières candidates obtinrent la maturité fédérale à Neuchâtel. Un but important était atteint. Les inspecteurs fédéraux rendirent dès lors régulièrement visite à l'école et le Département soutint l'initiative. En 1948, les candidates passèrent pour la première fois les examens à Sion. L'Etat reconnut le diplôme. Les élèves cessèrent alors d'être examinées par des enseignants extérieurs, et les notes de l'année comptèrent pour la moitié du calcul de la note de maturité⁵⁴. Deux ans plus tard, en 1950, la Commission fédérale des maturités reconnut officiellement

⁵² *Lycée-Collège cantonal de la Planta 1885-1985*, Sion, 1985, p. 7.

⁵³ *Lycée-Collège de la Planta*, p. 9.

⁵⁴ *Lycée-Collège de la Planta*, p. 23 et suivantes, 71 et suivantes.

la maturité B du Collège Sainte Marie des Anges. Jusqu'en 1954, tous les coûts du gymnase étaient à la charge de la congrégation et des élèves, qui devaient régler mensuellement les frais de scolarité. De 1954 à 1957, l'Etat alloua une subvention de 5000 francs pour l'ensemble des classes de latin. De 1957 à 1964, il l'éleva à 1000 francs par classe, ce qui faisait au total 7000 francs⁵⁵.

La convention avec l'Etat du Valais

La nouvelle loi scolaire de 1962 amena un changement au gymnase cantonal. Dès lors, les écoles secondaires devinrent gratuites pour les étudiants. Cela signifiait cependant une participation financière supplémentaire de l'Etat pour l'entretien et l'exploitation des écoles privées. Le service compétent pour les écoles secondaires, créé en 1963, coordonnait désormais les activités de tous les gymnases et déterminait, dans des conventions, la participation de l'Etat pour chaque école privée. Sainte Marie des Anges signa un premier accord le 29 septembre 1964. Le lien étroit avec le Département apporta, outre les avantages financiers, une harmonisation renforcée avec les autres écoles secondaires du 2^e degré et une meilleure préparation des élèves aux hautes écoles. L'Etat paya dès lors les traitements du personnel enseignant⁵⁶.

Une directrice laïque (1965)

Le Collège Sainte Marie des Anges vécut encore d'autres changements. En 1968, les classes primaires privées furent supprimées à l'institut, et en 1971 les classes secondaires connurent le même sort. Par ces mutations essentielles, la congrégation des franciscaines faisait preuve de prévoyance et de discernement. En 1965 déjà, la direction du collège fut confiée à une laïque, Antoinette Bruttin. Dix ans plus tard, la congrégation résolut de proposer à l'Etat l'achat des bâtiments et du collège. Au début de l'année 1975, la mère supérieure du couvent informa le chef du Département de l'instruction publique qu'à partir de l'automne 1977, les Dames Blanches ne seraient plus en mesure d'assumer la responsabilité de l'institut. Le manque de vocations forçait les religieuses à cette décision. Le Conseil d'Etat exprima ses regrets et, au nom de la population valaisanne, il remercia la congrégation de tous les services rendus. Il assura que l'école continuerait et que les enseignants conserveraient leur emploi⁵⁷.

⁵⁵ BGC, session de novembre 1959, p. 38 et suivantes.

⁵⁶ AEV, Fonds 4200-1982/11, n° 31 et 32.

⁵⁷ *Lycée-Collège de la Planta*, p. 31-45.

Le Collège de la Planta

En 1980, les dernières élèves obtinrent leur maturité après sept ans de gymnase. Dès ce moment, la nouvelle structure avec cinq ans de collège après le cycle d'orientation entra en vigueur et, en 1981, le collège changea son nom pour devenir le Collège de la Planta⁵⁸. A Sion, le Département ouvrit en 1981 une première classe de gymnase langues modernes (type D). Le choix se porta sur le Collège de la Planta pour deux raisons. Contrairement à la section mathématiques-sciences naturelles, la nouvelle section ne requérait ni installation technique ni matériel particulier, et le collège disposait en outre d'assez de place. En conséquence, les élèves des sections B et D furent reçus à la Planta. Les recteurs départagèrent les élèves d'après les souhaits des parents et des élèves, ainsi qu'en fonction de leur lieu de résidence. A la fin des années 1980, la place devint un peu juste et une révision totale des bâtiments, qui avaient été construits en cinq étapes différentes, s'imposa. Après une préparation approfondie, le Grand Conseil, par un décret de novembre 1991, attribua un montant de 7,8 millions de francs⁵⁹. Les travaux commencèrent en 1993 avec l'édification d'une partie de raccordement dans l'ancienne cour, et un nouveau hall d'entrée lumineux fut ainsi construit. La rénovation complète fut terminée en 1996 et les bâtiments, inaugurés en mars 1997⁶⁰.



Le Collège de la Planta, Sion.

⁵⁸ RGCE 1980, p. 263; *Lycée-Collège de la Planta*, p. 40, 43, 59, 86.

⁵⁹ BGC, session prorogée de novembre 1990, janvier/février 1991, p. 365-379; session de novembre 1991, p. 520-528; Décret du 15.11.1991, in *RL* 85, 1991, p. 77.

⁶⁰ *Rapports annuels* du Collège 1994/1995, p. 8-9; 1995/1996, p. 9-10 et 1996/1997, p. 19-22.

Malgré la réussite de l'aménagement et l'agrandissement de quelques locaux, il manquait des salles de classe déjà en automne 1999. Le nombre croissant des élèves et leur nécessaire regroupement dans l'esprit de l'ORRM 95 en étaient les causes. Le collège put occuper une partie de l'ancienne Ecole normale des filles. En 1999/2000, le collège hébergeait 783 élèves, répartis dans 37 classes⁶¹.

Le 7 juin 2006, le Grand Conseil a décidé le rachat à la ville de Sion par l'Etat du bâtiment de l'école primaire de la Planta (ancienne école des filles, construite en 1919). D'autre part, il a accepté que l'Etat subventionne l'achat par la ville de Sion du bâtiment de l'ancienne Ecole normale des filles du Valais romand, propriété de la Congrégation des sœurs ursulines. Les modalités de la prise de possession de ces bâtiments seront définies d'un commun accord entre la ville et l'Etat, durant l'année scolaire 2006/2007⁶².

Direction du collège:

Sr Marie-Françoise	1933-1952	Roger Sauthier	1980-1994
Sr Marie-Colette	1952-1965	Marius Dumoulin	1994-2005
Antoinette Bruttin	1965-1980	Francis Rossier	2005-...

Nombre d'élèves:

Année	Elèves	Année	Elèves
1960	137	1985	467
1965	220	1990	530
1970	226	1995	661
1975	226	2000	815 (37 classes)
1980	250	2005	948 (43 classes)

(*Rapports de gestion 1960-2005; Rapports annuels*)

Le Collège Spiritus Sanctus de Brigue

De l'école des jésuites au gymnase d'Etat

Le Collège de Brigue doit sa fondation au grand Kaspar Jodok Stockalper, qui le bâtit en 1662 avec l'aide des dizains. Auparavant, les jésuites avaient tenu durant un temps plus ou moins long des écoles entre 1607 et 1627 à Ernen, Venthône, Sion et Brigue, en 1651 à Sierre et en 1660 à Loèche. A Brigue, ils dirigèrent le collège de 1662 à 1777, et de nouveau de 1814 à 1847. Lors de la suppression de l'Ordre des jésuites, celui des piaristes prit en charge cette école, de 1777 à 1814. Les suites des

⁶¹ *Rapport annuel* du Collège 1999/2000, p. 5-8.

⁶² *Résonances*, septembre 2006, p. 8.

troubles du Sonderbund mirent fin en 1847 à l'activité des jésuites à Brigue. Leur dernière année scolaire commença en septembre 1847, mais elle dura seulement jusqu'au 30 novembre, et en octobre 1848 l'Etat rouvrit l'école, cette fois en tant qu'institution cantonale⁶³.

Le Collège de Brigue dans la première moitié du XX^e siècle

Au XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e siècle, à Brigue comme à Sion, les professeurs religieux, qui appartenaient au clergé séculier, ne disposaient dans la plupart des cas d'aucune formation spécifique pour l'enseignement dans un gymnase, ce qui provoquait des critiques. Le public parlait de «professeurs improvisés», qui étaient envoyés au collège pour cette tâche par l'évêque, et qui y restaient fréquemment employés par la suite durant toute leur vie professionnelle. Ce n'est donc pas surprenant qu'à Brigue, comme à Sion, un appel au changement d'une telle situation se faisait de temps en temps entendre. Ainsi, les politiciens réfléchirent déjà en 1901 à la nomination dans les collèges de bénédictins de Delle, en France. Des négociations furent également envisagées avec un monastère suisse de bénédictins. Les moines de Delle pensaient déléguer à Brigue, contre l'avis de l'évêque, trois pères pour l'enseignement de la philosophie, des mathématiques et des sciences naturelles, éventuellement de la musique. En 1936, des députés exigèrent au Grand Conseil, dans le cadre des mesures d'économie, de privatiser le collège. Effectivement, sur une liste des écoles privées en Valais figurèrent en 1938: le Collège Spiritus Sanctus (!) à Brigue, l'école nouvelle Alpina à Champéry, le Collège de l'Abbaye et le Scolasticat Saint-François à Saint-Maurice⁶⁴.

Les conventions de 1925 et 1957

A Brigue et dans les autres gymnases, la question de l'existence de l'internat fut toujours problématique et dépendante de l'aide de l'Eglise. Ainsi, le 12 décembre 1925 fut signé un «accord concernant l'emploi des professeurs du Collège de Brigue et la direction de l'internat de cet établissement». Par cet accord, l'évêque s'engagea à «mettre à disposition de l'Etat, sur demande, un nombre suffisant d'enseignants religieux compétents dans cet exercice». Afin de faciliter la formation spécifique exigée de ces religieux, l'Etat promit de leur dispenser des bourses. Par contre, les professeurs nommés devaient rester en service durant trois périodes au minimum⁶⁵. Un accord similaire avec le gouvernement cantonal fut accepté le 19 juin 1957. L'évêque prit

⁶³ Ces explications ne remplacent pas les travaux déjà parus sur l'histoire du Collège de Brigue. Dionys IMESCH rédigea une brochure commémorative sur l'institution de formation haut-valaisanne existant depuis 250 ans: *Zur Geschichte des Kollegiums Brig, 1662-1912*, Brig, 1912. Cinquante ans plus tard fut publiée une *Festschrift zur Jubiläumsfeier des kantonalen Mittelschule des Oberwallis*, Brig, 1963. Dans le *Rapport annuel* du Collège de 1998/1999, le recteur Peter ARNOLD publia une vue d'ensemble des événements du collège au cours des 150 dernières années.

⁶⁴ *Archiv*, année 1938, p. 277; B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 108 et suivantes.

⁶⁵ B. RODUIT, *Les collèges en Valais*, p. 231.

derechef la responsabilité de fournir à l'Etat, sur demande, un nombre suffisant d'enseignants pour le Collège de Brigue. De son côté, l'Etat promit de «confier la direction du collège et l'enseignement dans les branches particulièrement importantes pour la vision du monde (philosophie, religion et histoire) aux professeurs religieux». Ceux-ci devaient en plus désigner au moins pour chacune des huit classes de gymnase un enseignant comme titulaire de classe.

Les événements dépassèrent bien vite le cadre de cette convention de 1957. Alors que, durant les années 1950, toujours plus de laïcs avaient trouvé une place comme enseignants spécialisés, dans les classes de la «Realschule» (anciennes écoles secondaires du 1^{er} degré jusqu'à l'introduction du cycle d'orientation) et celles de l'école de commerce, l'Etat confia pour la première fois à un professeur laïque, en automne 1958 seulement, la responsabilité d'une classe de gymnase. L'Etat n'abolit jamais la décision de 1957, cependant elle devint de facto inopérante. Le premier laïc professeur de philosophie commença son activité en automne 1982, le premier laïc professeur de religion, en 1983, et le premier recteur laïque, en septembre 1991.

La clarification des rapports de propriété de 1978 à 1992. La Fondation de l'internat

Le 30 octobre 1975, Mgr Nestor Adam (1903-1990), évêque de Sion, et le conseiller d'Etat Antoine Zufferey décidèrent de résilier pour 1977 les accords en vigueur pour les adapter aux nouvelles réalités. Le Département des finances mandata en 1978 un historien du droit afin d'examiner les rapports de propriété des biens du collège et de rendre un avis de droit. Avant de prendre sa décision, l'Etat laissa à une commission mixte Eglise-Etat le soin de clarifier les rapports de propriété et de droit presque inextricables. La commission de dix personnes était conduite par le chef du Service de l'enseignement secondaire. Le travail dura six ans⁶⁶.

En juillet 1991, la nouvelle Fondation de l'internat du Collège Spiritus Sanctus de Brigue put être érigée en institution d'intérêt public. Le cardinal Henri Schwery, alors évêque de Sion, Bernard Comby, conseiller d'Etat, et Stefan Schnyder, recteur du collège, signèrent l'acte de fondation.

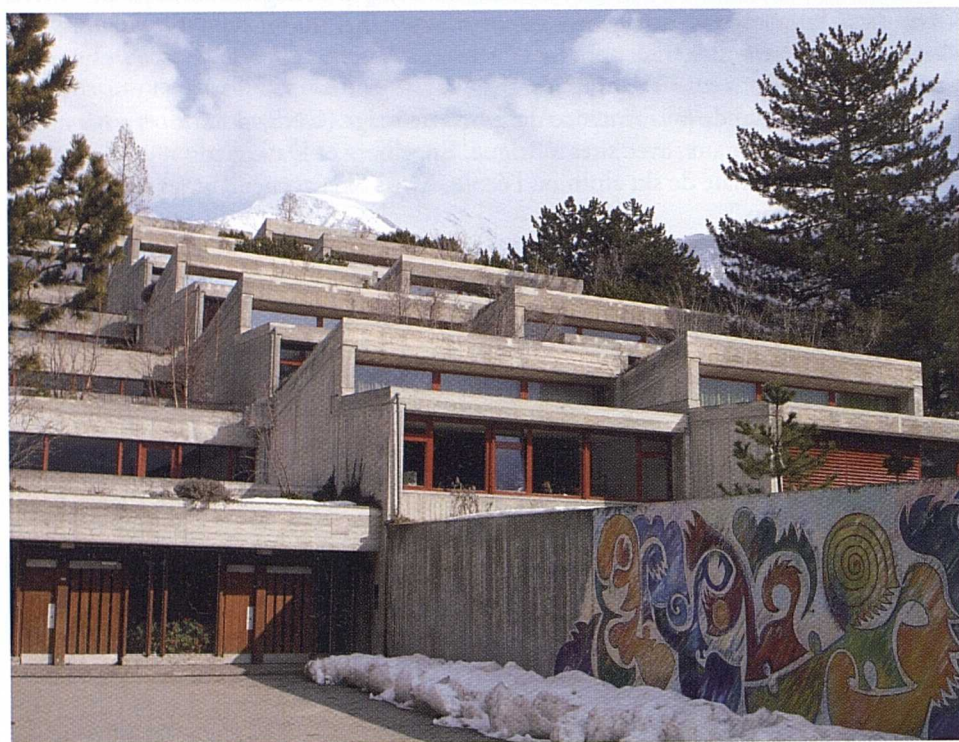
Une construction par étapes

En 1981, le recteur écrivit que le collège constituait depuis quinze ans un chantier permanent qui s'éternisait. A partir de la fin de l'automne 1980, les travaux pour la construction d'une nouvelle salle de gymnastique et la transformation de l'ancienne salle allèrent bon train. Elles furent prêtes à fonctionner à l'automne 1981. Dans le *Rapport annuel* de 1984/1985, on se réjouissait de la rénovation de l'église du collège, mais on se plaignait plus loin de la pénurie de salles⁶⁷. Des années 1980 aux années 1990, les salles de classe construites sous forme de pavillons causèrent beaucoup de

⁶⁶ *Rechtsverhältnisse: Staat Wallis, Kollegiumsstiftung, Internatsstiftung, Kirchenrektorat im Kollegium Brig*, ED, Sitten, 1992.

⁶⁷ *Rapport annuel* du Collège 1980/1981, p. 83 et suivantes; 1981/1982, p. 89 et suivantes; 1984/1985, p. 54.

soucis aux architectes et à la direction du collège, jusqu'au moment où toutes les parties non étanches furent colmatées. Pour la rénovation des bâtiments existants et leur assainissement, le Grand Conseil parla d'un crédit de 5,1 millions de francs. Une nouvelle mise au concours du projet pour l'expansion des bâtiments suivit⁶⁸. Après des années d'hésitations, le Grand Conseil approuva enfin, le 12 mai 2000, un nouveau crédit de 18 168 500 francs, dont 1 407 500 francs devaient être utilisés pour l'internat⁶⁹. Le nouveau bâtiment put être mis en service au début de l'année 2003, et toutes les installations techniques et scolaires furent terminées en février 2005.



Le Collège Spiritus Sanctus de Brigue.

La «Swiss Ski» académie/L'Académie nationale de ski alpin de Brigue

Le 1^{er} décembre 2005, le conseiller d'Etat Claude Roch ainsi que les responsables de «Swiss-Ski» ouvrirent l'Académie nationale de ski alpin de Brigue, ainsi qu'un Centre national de performance de sports de neige (CNS), où allaient être formés les meilleurs jeunes skieuses et skieurs de Suisse. «Ski Valais» participait également à l'élaboration du concept. Ainsi, Brigue abritait le troisième centre de formation de ce genre en Suisse, aux côtés d'Engelberg et de Davos. Le centre de Brigue, sous la direc-

⁶⁸ *Rapport annuel* du Collège 1993/1994, p. 10 et suivantes.

⁶⁹ *RL* 95, 2001, p. 73.

tion de Franz Hofer, bénéficiait des infrastructures existantes et des expériences acquises depuis l'ouverture des écoles de commerce pour artistes et sportifs, et il put offrir un internat. A côté d'une candidature pour la maturité ou pour un diplôme commercial, la nouveauté essentielle fut la possibilité de formation en parallèle dans une école professionnelle. A ces fins, l'Etat investit 1,9 million de francs dans des installations sportives au collège et participa aux frais d'exploitation. Les frais annuels d'écologie pour les jeunes sportifs valaisans s'élevèrent à 4000 francs. La direction stratégique de l'Académie fut assumée par une organisation de soutien, présidée par le chef du DECS, Claude Roch. A la fin 2004 déjà, le collège avait reçu du «Swiss Olympics» le label «Swiss Olympics sportschool». En 2005/2006 fut ouverte une classe de première année francophone.

Deux institutions sont à distinguer:

- le Centre national de performance de sports de neige (CNS) pour les espoirs régionaux et interrégionaux, avec sites à Brigue, Engelberg et Davos, et
- l'Académie nationale de ski alpin ou l'école «Swiss Ski» accueillant les dix meilleurs espoirs nationaux⁷⁰.

Direction du collège:

Gregor Brunner	1897-1919	Leopold Borter	1971-1983
Viktor Beck	1919-1921	Stefan Schnyder	1983-1991
Emil Pfammatter	1921-1933	Siegfried Escher	1991-1997
Albert Schnyder	1933-1945	Peter Arnold	1997-2005
Ludwig Werlen	1945-1961	Michael Zurwerra	2005-...
Albert Carlen	1961-1971		

Nombre d'élèves:

Année	Elèves	Année	Elèves
1850	38	1955	344
1860	84	1960	470
1870	76	1965	707
1880	68	1970	744
1890	62	1975	585
1900	82	1980	908
1910	139	1985	1027
1920	199	1990	862
1930	182	1995	1115
1940	250	2000	1170
1950	268	2005	1136

(300 Jahre Kollegium Brig, p. 92 [Paul Anderegg, cf. D. IMESCH, *Zur Geschichte des Kollegiums Brig*, p. 89]; RGCE 1965-2005; Rapport annuel du Collège)

⁷⁰ Une convention entre l'Etat du Valais et «Swiss Ski» fut signée le 15 mai 2006; voir NF, 16.05.2006, p. 22, «Brigue inaugure son Académie de ski», et WB, 16.05.2006, p. 11.

L'Ecole préprofessionnelle (EPP) (1964), une initiative de l'Institut Sainte-Ursule à Brigue

L'Ecole préprofessionnelle (EPP) doit sa fondation à une initiative du couvent Sainte-Ursule à Brigue, qui créa en 1964 un «cours préparatoire pour les travaux féminins sociaux», destiné aux élèves des écoles ménagères et secondaires qui suivaient une formation de puéricultrice, d'infirmière, d'aide familiale, d'infirmière pour les personnes âgées et les infirmes, etc. L'une des raisons de la création de cette école provenait certainement aussi du fait que Sainte-Ursule venait d'ouvrir, en 1964, une école d'infirmières à Viège⁷¹. Le Département reconnut et soutint l'école en 1965 et lui demanda de continuer à tenir l'école primaire et l'école ménagère. Les conditions d'admission étaient les suivantes: être âgée d'au moins 16 ans, avoir terminé l'école ménagère et avoir réussi un examen d'entrée. A cette époque, tous pensaient à une école de filles seulement.

Un modèle suivi à Sion en 1965 et à Saint-Maurice en 1969

L'initiative de Sainte-Ursule porta ses fruits. Des jeunes filles d'autres régions et leurs parents désirèrent également une telle école de préparation aux professions féminines. Ce fut le cas à Sion, où, en septembre 1965, 26 élèves s'inscrivirent à un même cours préparatoire pour les métiers féminins à l'école professionnelle. Le cours avait pour objet:

- l'information et l'orientation professionnelle,
- l'élargissement de la formation de base et des connaissances en économie domestique,
- la préparation aux professions sociales, familiales et à caractère médical.

L'année scolaire durait 42 semaines⁷².

Une année plus tard, en 1966, l'Ecole normale des institutrices proposa à Sion un cours semblable, qui fut suivi par 53 élèves⁷³. Puis elle offrit, sous la responsabilité d'un comité et sous la présidence d'un médecin, les cours préparatoires aux professions féminines. Ces derniers étaient les prédécesseurs des classes préprofessionnelles. En 1969, l'Institut du Sacré-Cœur à Saint-Maurice renonça à son école de commerce et introduisit une école pour les professions féminines sociales⁷⁴. La ville de Sion emboîta le pas la même année. Ainsi, en 1970, 19 élèves suivaient une première classe à Saint-Maurice; les ursulines à Sion tenaient trois classes regroupant 46 élèves, et Brigue comptait à la même époque 15 élèves.

⁷¹ Gruss, 1971, n° 4, p. 22; 1973, n° 3, p. 23; M. I. AUER, «Ursulinen Brig», p. 224.

⁷² AEV, Fonds 4200-1982/7, n° 52; RGCE 1965, p. 174.

⁷³ RGCE 1966, p. 162.

⁷⁴ RGCE 1970, p. 119-120.

La reconnaissance par le Département

Pour le Département, le *Rapport de gestion* de 1970 fut l'une des occasions d'attirer l'attention sur cette «école de préparation professionnelle» et de la reconnaître. Il présenta l'école comme école préparatoire aux professions féminines⁷⁵.

Ces écoles furent dès le début très efficaces. Les conditions d'admission n'étaient pas trop élevées, et les enseignants mettaient consciemment l'accent sur les valeurs éducatives et humaines; ils éveillaient et encourageaient les dispositions pour les professions sociales. Le Département avait tout d'abord séparé l'école de l'école secondaire. Ce fut seulement en 1979 qu'il la considéra comme école secondaire du 2^e degré et qu'il put ainsi rétribuer les enseignants en conséquence⁷⁶.

L'école mixte

L'école bas-valaisanne des filles, qui s'appelait Ecole préprofessionnelle féminine (EPPF), devint avec le règlement de 1979 Ecole préprofessionnelle mixte (EPP)⁷⁷. Après les succès de l'EPP à l'Institut Sainte-Ursule et dans le Bas-Valais, la commune de Viège ouvrit également une école en 1978. Conçue comme école régionale par la commune, elle acceptait des candidates et des candidats du Haut-Valais. Le Département encouragea la première école mixte de ce type et autorisa une planification souple des heures et des semaines. Le samedi était exempt de cours. L'école se considérait comme un lien entre le cycle d'orientation et l'école professionnelle. Elle envisageait un approfondissement de la formation de base, aidait à trouver une profession et facilitait une future réussite à l'école professionnelle. Les jeunes qui devaient encore patienter une année avant de telles études la suivaient avec un intérêt particulier.

Le programme était planifié sur deux ans. Cependant, les jeunes filles quittaient l'école souvent après une année seulement. Ce fut vraisemblablement la raison pour laquelle la ville de Sion proposa en 1986 d'instaurer une école sur une seule année⁷⁸. Le Département refusa tout d'abord, mais il revint ultérieurement sur sa décision, puisque dès la rentrée scolaire 2006, les écoles préprofessionnelles de Brigue, Sion, Martigny et Saint-Maurice allaient désormais suivre le nouveau programme EPP d'une année⁷⁹.

L'EPP, qui avait déjà fait ses preuves et rendu service à des milliers de jeunes filles durant une vingtaine d'années, puis à des jeunes des deux sexes dès son passage à la mixité, s'est ainsi renouvelée pour s'adapter aux changements des besoins de la forma-

⁷⁵ RGCE 1970, p. 119-120; 1971, p. 154; 1972, p. 160, 162; 1973, p. 165, 167; 1974, p. 172, 179; Gruss, 1971, n° 4, p. 22.

⁷⁶ Règlement du 05.09.1979.

⁷⁷ Règlement du 08.07.1992, in RL 86, 1992, p. 409 et suivantes.

⁷⁸ RGCE 1986, p. 136.

⁷⁹ Règlement du 30.01.2002 de l'école du degré diplôme, in RL 96, 2002, p. 157.

tion professionnelle, et se veut désormais une passerelle pratique d'une année non seulement vers le monde professionnel, mais aussi vers les ESC et les ECG⁸⁰.

En 2005, les dépenses se chiffèrent à 4 208 293 millions de francs⁸¹.

L'école de degré diplôme (EDD) (1969)

Vers une amélioration de la formation professionnelle

A partir des années 1960, toujours plus d'élèves se pressaient dans les collèges. Bien qu'on eût amélioré la procédure d'admission, beaucoup d'élèves se trouvèrent ensuite en situation d'échec, parce que les études gymnasiales duraient trop longtemps pour eux ou que l'enseignement était trop théorique. La SSPES se rendit compte de cette situation. Sur son initiative, la CDIP créa en 1969 la Commission d'experts pour l'étude de «l'école secondaire de demain». Elle commença son travail en 1970 et présenta son rapport deux ans plus tard. La commission exigea, entre autres, l'ouverture d'écoles de degré diplôme, qui devaient mener à une «maturité intermédiaire». Pendant ces années, les préparations d'une nouvelle loi sur la formation professionnelle furent également amorcées.

Une initiative des congrégations

En Valais, le mérite de la création des écoles de degré diplôme revient aux congrégations religieuses. Auparavant, les écoles privées se nommaient «écoles de formation générale», «écoles paramédicales» ou «écoles de culture générale». Le Département soutint les EDD dès le début, créa les conditions générales nécessaires, élaborait le règlement et payait le personnel enseignant après la conclusion des conventions avec les congrégations. Dans le *Rapport de gestion* pour 1970, le Département présenta ce type d'école comme école mixte de culture générale: «Le but de cette école est de fournir une formation générale et, selon leur choix, soit de préparer les élèves à l'entrée dans une haute école sociale, soit de leur fournir une formation de secrétaire.»⁸²

Saint-Maurice (1969), Sion (1970), Brigue (1973)

Les sœurs de Sainte-Jeanne-Antide jouèrent dans ce contexte un rôle de pionnières à l'Institut du Sacré-Cœur, à Saint-Maurice. Durant l'année scolaire 1969/1970, elles ouvrirent une première classe de culture générale avec 12 élèves. En 1971, elles accueillèrent déjà 20 candidates.

⁸⁰ Voir «Le secondaire II en particulier», in *Résonances*, mars 2006, p. 14-27.

⁸¹ *Comptes et budget de l'Etat* 2005, p. 81.

⁸² *RGCE* 1972, p. 130-131; 1974, p. 148.

En 1970, les ursulines du Pré d'Amédée ouvrirent également à Sion une classe de culture générale avec 21 élèves. Dès 1971, les effectifs suffisaient même pour l'ouverture d'une deuxième classe⁸³. Les écoles de Sion subirent un changement organisationnel dès l'automne 1974. Jusque-là, les ursulines avaient dirigé une école privée, avec des classes dites «paramédicales», parce qu'elles préparaient avant tout aux professions des soins infirmiers et de l'assistance sociale⁸⁴. Dès l'automne 1974, le couvent transmit la responsabilité des classes de culture générale à l'Ecole supérieure de commerce des jeunes filles de la Ville de Sion, dirigée par une ursuline de Fribourg.

A Brigue, le couvent Sainte-Ursule instaura en 1973 l'école de culture générale avec une classe de 18 élèves. Cette école naquit de la dissociation des anciens cours préparatoires pour les professions sociales féminines telles que la puériculture et les soins infirmiers, les soins aux personnes âgées et aux infirmes, les aides familiales, etc. L'école préprofessionnelle (EPP) était conçue pour des élèves de l'école ménagère; l'école de culture générale exigeait la fréquentation préalable d'une école secondaire⁸⁵.

Le nouveau type d'école de maturité «intermédiaire», l'école de degré diplôme (1987)

Pour la première fois, il fut possible de créer en Suisse un nouveau type d'école qui se situait entre le gymnase et l'école professionnelle. Il se réalisa dans un échange mutuel d'expériences entre écoles⁸⁶. Le secrétaire général de la CDIP décrit le développement de l'EDD de la façon suivante: c'était

le fruit d'une exemplaire collaboration intensive entre la CDIP, la conférence des recteurs des écoles de degré diplôme, le corps enseignant et les établissements. Cette collaboration a fait ses preuves dans trois groupes de travail successifs et a également permis une bonne acceptation lors de chacune des étapes du travail. De façon succincte, on peut dire que le projet de l'EDD était un exemple scolaire d'un fédéralisme actif et coopératif⁸⁷.

La nouvelle école de culture générale (ECG) (2000)

Pour l'année scolaire 2000/2001, le Département décida, après de longues préparations, d'aménager l'EDD sur trois ans. En même temps, il organisa en un tronc commun partiel la première classe d'EDD avec l'école supérieure de commerce (ESC) et la maturité professionnelle commerciale (MPC), afin de les administrer dans une infrastructure commune⁸⁸. Sur le plan de l'organisation scolaire cantonale, la réunion des trois types d'écoles (EDD, ESC, MPC) eut pour conséquence le déménagement

⁸³ AEV, Fonds 4200-1982/11, vol. 7, n° 53; *RGCE* 1971, p. 155.

⁸⁴ *RGCE* 1972, p. 131; 1974, p. 148.

⁸⁵ *Gruss*, 1971, n° 4, p. 22; 1973, n° 3, p. 23; *RGCE* 1973, p. 173.

⁸⁶ *Bulletin de l'EDD* 1987, n° 10, p. 7 et suivantes, 21 et suivantes.

⁸⁷ *Bulletin de l'EDD* 1987, n° 10, p. 22.

⁸⁸ *NF*, 12.04.2000, p. 18.

de l'EDD de Saint-Maurice – l'école pionnière du canton – à l'Ecole supérieure de commerce à Monthey. Les trois types d'écoles comprenaient à cette époque environ 11% des effectifs des écoles secondaires valaisannes du 2^e degré, soit 1400 élèves⁸⁹. Les écoles supérieures de commerce de Brigue, Sierre, Sion, Martigny et Monthey offraient alors cette nouvelle formation. Le nouveau diplôme ECG ouvrait, sous certaines conditions supplémentaires, la porte des HES (HEVs2), de la HEP et du «Bachelor»⁹⁰. En 2005, les dépenses se montèrent à 7 702 049 millions de francs⁹¹.

⁸⁹ NF, 02.07.1997, p. 8 et 12.04.2000, p. 18; RL 96, 2002, p. 157.

⁹⁰ Décision du Conseil d'Etat du 07.03.2000.

⁹¹ *Comptes et budget de l'Etat* 2005, p. 81.

CHAPITRE VIII

La création des écoles tertiaires et leur évolution

Le Valais ne peut pas se targuer d'avoir développé particulièrement tôt la formation scientifique des jeunes. L'idéal de la formation classique au collège était trop fortement ancré dans les mentalités. Une première tentative de créer un technicum échoua au début du XX^e siècle. En 1904, la Société industrielle des Arts et Métiers et la Société des Commerçants de Sion avaient, en effet, adressé une pétition au Grand Conseil, exigeant la création d'un collège industriel supérieur, qui aurait rempli toutes les tâches assumées aujourd'hui par les écoles d'ingénieurs. La pétition demandait également une subvention fédérale de 35 à 50%. Il est à remarquer que toutes les filières de l'actuelle Haute Ecole valaisanne y figurent déjà¹. Malheureusement, ces propositions, quoique bien intentionnées, demeurèrent lettre morte durant une longue période. La situation ne se modifia que quelques décennies plus tard, après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1950, toujours plus de citoyens suggéraient avec insistance une meilleure formation technique. La première intervention notoire pour un technicum revint au député Joseph Giovanola (1887-1967), de Monthey. Il avait hérité de son père un petit atelier de serrurerie et de forge et l'avait développé en une fabrique pour la construction métallurgique et la fabrication d'appareils. Dans ses meilleures années, il employait huit cents personnes, dont beaucoup devaient être recrutées dans d'autres cantons. C'est pourquoi, en tant que député au Grand Conseil de 1957 à 1961, il exigea à maintes reprises, mais sans succès, la création d'un technicum en Valais. Il semble que ce fut par déception que Joseph Giovanola ne se présenta pas à la réélection². Pourtant, sa proposition n'avait pas été inutile, puisque ses interventions et d'autres initiatives portèrent ultérieurement leurs fruits.

La formation professionnelle en dehors du canton

Entre-temps, et malgré les efforts consentis, tous les jeunes Valaisans apprentis ou élèves dans un technicum ne purent fréquenter une école professionnelle en Valais et durent se former à l'extérieur du canton. L'Etat s'entendait alors avec les écoles et les cantons concernés sur les montants des frais d'écologie, et inscrivait chaque année dans ses comptes la somme des dépenses pour la formation hors canton. En 1970,

¹ *Pétition* sur le développement de l'instruction industrielle et commerciale, adressée au Grand Conseil du Valais par la Société industrielle des Arts et Métiers et la Société des Commerçants de Sion, Sion, 1904, p. 60-61.

² *BGC*, session prorogée de mai 1958, p. 18 et suivantes; *EIV, 10 ans, 1988-1998*, Sion, 1998, p. 10-23.

232 Valaisans suivaient une formation professionnelle à l'extérieur du canton, à Montreux, Vevey, Lausanne, Berne, Zurich ou Interlaken³.

Frais d'écologie jusqu'en 2000 (apprentis et étudiants d'un technicum en dehors du canton, à l'exception du Technicum de Lucerne):

1970	73 798.–	1990	1 706 283.–
1975	243 421.–	1995	1 976 102.–
1980	644 090.–	2000	2 471 894.–
1985	1 098 941.–		

(*Comptes de l'Etat* 1970-2000)

Valaisans fréquentant des écoles professionnelles, des technicums et des hautes écoles en dehors du canton en 1994/1995:

Ecole technique, Lausanne	5	ETS, Bienne	13
Ecole d'ingénieurs, Lausanne	14	ETS, Lullier-Genève	3
ESCEA, Lausanne	3	ETS, Yverdon	36
ETS, Lugano	1	TS-SMT, Bâle	1
ETS, Genève	1	HTL, Brugg-Windisch	3
ETS, Fribourg	45	IBB, Muttentz	8
Ecole technique de la construction,		HTL, Rapperswil	1
Fribourg	15	ZTL, Lucerne	30
ETS du Bois, Bienne	5	Total	184

(*DECS, Service de la formation professionnelle*, Max Schmid)

Le Technicum de Suisse centrale à Lucerne/«Zentralschweizerisches Technikum Luzern» (ZTL)

Un intéressant partenariat

Le Valais n'était pas le seul canton dépourvu d'écoles techniques. Après la Deuxième Guerre mondiale, un manque de cadres moyens, particulièrement dans le domaine technique, fut ressenti en Suisse centrale tout comme dans le reste du pays. Que Lucerne prît l'initiative, à la fin des années 1950, de créer un technicum en Suisse centrale n'était donc pas surprenant. Comme le canton n'était pas en mesure d'assumer à lui tout seul les coûts d'une telle école, il chercha un partenariat avec les

³ RGCE 1970, p. 164.

cantons limitrophes pour la construction et l'entretien du technicum. Conçue dès le début comme une œuvre collective des cantons de Suisse centrale, cette école fut tout d'abord installée en 1957 dans les locaux de l'ancienne fabrique Schindler, à Lucerne. Pour des raisons compréhensibles, les jeunes Haut-Valaisans se tournèrent alors eux aussi vers cette nouvelle possibilité de formation⁴.

Le peuple et le Grand Conseil prirent conscience des demandes croissantes en matière de personnel technique, et l'Etat conclut avec le canton de Lucerne un concordat sur une participation aux coûts du technicum. Par le décret du 12 novembre 1959, le Valais s'engagea à verser un montant annuel global de 15 000 francs pour les frais d'entretien⁵. Lors de la discussion au Grand Conseil, la bonne réputation de ce technicum fut spécialement relevée. A la question de l'accès aux écoles similaires de Suisse romande, le Conseil d'Etat put répondre que l'admission aux écoles francophones de Genève, Bienne, Fribourg ou à d'autres technicums ne posait pas de problème.

Pour faciliter l'admission des étudiants haut-valaisans à Lucerne, le Département projeta d'organiser des cours préparatoires, qui commencèrent la même année déjà. En 1965, la durée du concordat avec Lucerne arriva à échéance et les bonnes expériences réalisées appelèrent sa prolongation. Le Grand Conseil valaisan vota le renouvellement du concordat le 12 novembre 1965 et autorisa le Conseil d'Etat à définir le montant annuel de la participation financière du canton⁶.

La construction du technicum à Horw/Lucerne

Comme l'emplacement du technicum n'était que provisoire, Lucerne devait réfléchir à la construction d'une nouvelle école et à la participation des cantons concernés par le concordat. Les nouveaux locaux du technicum, prévus à Horw, devaient pouvoir accueillir non plus 440 étudiants mais 600. En 1972, Lucerne fit connaître aux cantons du concordat ses exigences financières pour les frais de construction et d'exploitation. Le Conseil d'Etat valaisan fit enquêter le Département de l'instruction publique sur les besoins de places d'études. Cette investigation montra qu'à moyen terme la nécessité de nouvelles places ne se faisait pas ressentir, mais qu'à long terme, l'accès au technicum pour les élèves haut-valaisans ne pouvait être assuré que dans le cadre d'un concordat. Le technicum de Lucerne devait donc leur rester ouvert, les filières de l'électrotechnique, de la mécanique, de l'architecture, du génie civil, des techniques de chauffage, d'aération et de climatisation étant indispensables. Selon le calcul des coûts réalisé par le canton de Lucerne, les frais de construction s'élevèrent à 66 52 000 francs. Une part des dépenses de 4 425 000 francs resta à la charge des cantons du concordat, à savoir Uri, Schwyz, Nidwald, Zoug et le Valais.

⁴ Hans ROGGER, «Das Zentralschweizerische Technikum Luzern», in *Archiv*, année 1957, p. 40-42.

⁵ BGC, session ordinaire de novembre 1959, p. 120-133; *RL* 53, 1959, p. 265.

⁶ BGC, session de novembre 1965, p. 140-150, 226; *RL* 59, 1965, p. 187; *RL* 68, 1974, p. 5.

Le Valais, copropriétaire du technicum de Lucerne (1972)

La participation du canton du Valais s'élevait à 474 000 francs (art. 4 du concordat du 1^{er} décembre 1972). La commission du Grand Conseil, qui avait examiné le texte du concordat ainsi que le décret concernant l'adhésion du Valais au nouveau concordat intercantonal, conclut que ce projet devait être soutenu, bien que le canton s'apprêtât à créer son propre technicum (!). Comme ce technicum valaisan ne pourrait pas proposer toutes les filières, celui de Lucerne resterait un complément. Au Grand Conseil, le décret ne donna lieu à aucune discussion de fond. Le peuple l'accepta le 17 mars 1974 par 17 125 oui contre 11 646 non.

Le premier pas vers la formation tertiaire était ainsi réalisé. D'autres suivraient.

L'Ecole Suisse de Tourisme (EST) 1982/1983, 1985

Une nécessité pour l'économie valaisanne

Le souhait d'une amélioration de la qualité de l'offre touristique est ancien. Ce fut particulièrement après la Deuxième Guerre mondiale que la nécessité d'une formation meilleure et actualisée pour l'industrie hôtelière s'exprima régulièrement dans la presse et au Grand Conseil. Le 18 février 1970, le Conseil d'Etat donna son accord pour un projet de loi sur le tourisme⁷. Les souhaits des conseillers n'en furent cependant pas réalisés pour autant. En novembre 1971, Edgar Zufferey exigea une école hôtelière pour les cadres du tourisme. Le conseiller d'Etat Antoine Zufferey prit cette demande au sérieux et promit de trouver une solution, en collaboration avec les associations des métiers de l'industrie hôtelière et du tourisme⁸. Dans les années 1970 et au début des années 1980, d'autres personnalités s'occupèrent également du tourisme, en tenant compte principalement de son développement et de la concurrence étrangère accrue. Les débats du 8 février 1979 au Grand Conseil furent décisifs. Bernard Comby développa sa motion du 10 octobre 1977 pour la création d'un technicum du tourisme, et André Zufferey, son postulat du 9 février 1978, qui présentait les mêmes buts, mais qui proposait de développer la formation touristique davantage à partir des écoles de commerce existantes⁹.

Ecole privée ou école d'Etat?

Au départ, beaucoup d'experts du tourisme pensaient à une fondation privée, afin de souder plus fortement les associations professionnelles. Une école cantonale était toutefois plus adéquate, car selon l'article 7 de la loi scolaire de 1962 sur l'enseigne-

⁷ BGC, session prorogée de novembre 1969, février 1970, p. 101-102.

⁸ BGC, session de novembre 1971, p. 141.

⁹ BGC, session prorogée de novembre 1978, 1^{re} partie, février 1979, p. 332-338 et 338-343.

ment public, une base légale existait déjà. L'ouverture de l'école en fut accélérée. La commune de Sierre se déclara prête à fournir les locaux et les installations nécessaires (mobilier et appareils) pour les dix premières années.

Pour le canton, il fut aussitôt important de faire reconnaître la nouvelle école par l'Office fédéral de l'industrie, des arts, des métiers et du travail (OFIAMT). Pour cette raison, le Département de l'instruction publique présenta une demande officielle auprès de cet office, le 11 octobre 1981.

L'accord de l'OFIAMT

Les représentants de l'OFIAMT réagirent favorablement. Ils décidèrent que l'école pourrait être reconnue selon les dispositions générales de la formation professionnelle continue. La condition préalable était cependant, comme à l'ordinaire, un délai d'un à deux ans. En premier lieu, l'OFIAMT devait impérativement élaborer une nouvelle ordonnance, car ce type d'école n'existait pas encore en Suisse. La préparation de cette ordonnance dura quatre ans. Le Département de l'économie promulgua ensuite, en 1986, l'ordonnance sur les prescriptions minimales pour la reconnaissance des hautes écoles de tourisme, qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

Le début de l'école à Sierre (1983)

En mai 1983, au cours d'une conférence de presse, le Département présenta l'école ainsi que son programme et ses ambitions, et souhaita qu'elle pût commencer d'emblée avec une classe germanophone et une classe francophone. Des classes en cours d'emploi, réparties en quatre blocs de six semaines chacun, devaient s'ouvrir au début de l'année 1984. La ville de Sierre mit à disposition des locaux dans le bâtiment de la bourgeoisie. S'y trouvaient également les salles pour les cours destinés aux sociétés de restaurateurs et d'hôteliers. En juillet, les responsables durent toutefois constater que trop peu d'inscriptions étaient parvenues pour la classe germanophone. Une campagne d'information devait venir à la rescousse. Le délai d'inscription pour cette classe fut prolongé; le succès ne fut cependant pas au rendez-vous¹⁰. Ainsi, le 19 septembre 1983, la Haute Ecole de tourisme, sous la direction de Jean-Claude Seewer, ouvrit une classe francophone de vingt-quatre étudiants, dont deux Haut-Valaisans. Trente personnes du monde touristique furent engagées comme enseignants. Le programme comprenait 30 heures hebdomadaires, soit 1050 heures annuelles. La grille horaire affichait les cours suivants: offre et demande touristiques, tourisme et économie, gestion d'entreprise, environnement, géographie touristique, droit et législation, technique de travail, langues, etc.

¹⁰ NF, 31.05.1983; WB et WVF, 25.05.1983.

Le désintérêt des Haut-Valaisans

En avril 1984, le Conseil d'Etat nomma Martin Blatter directeur de la section germanophone, toujours plus fortement réclamée par les milieux touristiques haut-valaisans, qui ne pouvaient comprendre le peu d'intérêt du Haut-Valais pour la nouvelle école¹¹.

En automne 1984, l'école put commencer l'année scolaire avec deux classes. Par contre, la formation par blocs en cours d'emploi ne fonctionna pas. Le but ne put pas même être atteint par l'ajournement de l'ouverture à 1985 ou à plus tard encore, car il manquait toujours des inscriptions. En revanche, les autres cantons constatèrent, eux aussi, que l'idée d'une haute école de tourisme était entièrement justifiée. En hiver 1984/1985, plusieurs tentatives pour ouvrir des écoles similaires eurent lieu à Berne et à Zurich. Le Département reconnut que l'intention première de l'école, soit favoriser le tourisme en Valais, ne correspondait que partiellement à la réalité, car toujours plus de jeunes provenant d'autres cantons s'inscrivaient à l'école. Les politiciens valaisans découvrirent alors qu'ils devaient assumer une tâche à l'échelle suisse et, au début de l'année 1985, ils modifièrent le nom en «Ecole Suisse de Tourisme» (EST).

Le développement de l'EST, le Centre de recherches appliquées au tourisme (CRAT)

Les effectifs de l'EST augmentèrent ensuite très rapidement. L'ajustement des agrandissements et la résolution des problèmes pratiques demandèrent en revanche quelques efforts. Pour cette raison et d'autres encore, le Conseil d'Etat décida en 1987, sur la proposition de la commission scolaire, de créer le Centre de recherches appliquées au tourisme (CRAT). Ce dernier devait entreprendre des enquêtes dans le milieu du tourisme et élaborer de la documentation.

La crise

Depuis longtemps déjà le manque de place rendait l'enseignement difficile et surtout empêchait une bonne collaboration entre les deux sections linguistiques. Les germanophones suivaient les cours dans un autre bâtiment, et la coordination de cette école bilingue ne figurait par moments que sur le papier, même si les deux sections se mirent dès 1985/1986 à consigner leurs activités dans le même *Rapport annuel* (!). En 1988/1989, la direction accepta 116 étudiants pour la première année, 115 un an plus tard et même 131 en 1990/1991. La situation devint difficilement gérable. Il fallait enseigner dans trois bâtiments différents et les enseignants n'étaient pas assez nombreux. Au début de l'été 1990 survint ainsi une crise sérieuse qui se manifesta en juillet dans divers articles de presse.

Il fallut prendre des mesures. Dès l'automne 1990, des cours préparatoires durent être organisés pour l'entrée à l'EST. Tous les élèves furent contraints de se soumettre à

¹¹ WVF, 21.07.1983; 05.04.1984.

un examen d'admission, et le nombre d'étudiants reçus dut se limiter à deux classes par section, c'est-à-dire à environ 80 élèves pour les deux sections. La direction fut élargie. Deux vice-directeurs, un pour chaque section, entrèrent alors en fonction aux côtés du directeur. On voulait ainsi contrer le reproche selon lequel le directeur aurait négligé les classes germanophones. Durant l'année scolaire 1990/1991, la direction de l'école obligea tous les étudiants à suivre les cours dans les deux langues¹².

L'année suivante, l'EST prolongea d'un semestre la durée de formation requise. Trois semestres de formation théorique précédaient deux semestres de stage pratique, et un dernier semestre achevait la formation. Afin de remédier au manque de place, le Département fit mener une enquête qui allait aboutir à la construction, à Sierre, d'un centre scolaire pour l'EST et pour l'Ecole technique cantonale d'informatique. Grâce à ces mesures structurelles et à la promesse d'ériger de nouveaux bâtiments et de développer ultérieurement l'école en une école d'ingénieurs du tourisme, le calme revint¹³.

Un nouveau départ

Durant l'année scolaire 1990/1991, à la demande de l'Association suisse des directeurs du tourisme (ASDT), la section francophone mit sur pied un cours préparatoire pour le diplôme fédéral d'expert en tourisme (reconnu par l'OFIAMT), à l'instar de la section germanophone qui en avait déjà pris l'initiative en juin 1988. Le décret du 15 novembre 1991 fixa différentes adaptations indispensables et précisa la situation légale du CRAT au sein de l'école.

L'année scolaire 1991/1992 vit le développement de la pédagogie et de la technique, avec la mise en service d'un laboratoire de langues multimédias. L'enseignement des langues joua dès l'ouverture de l'école un rôle important. Il était en effet possible depuis 1987/1988 d'y préparer l'examen du «First Certificate» ou du «Certificate of Proficiency». Les examens d'admission fixés depuis 1991 s'étendirent à la comptabilité et aux connaissances linguistiques. Durant la même année 1991/1992, l'école relia les infrastructures informatiques existantes avec le système de réservation aéronautique SABRE. Il devint possible pour les étudiants de passer des examens dans le système de réservation IATA, et l'EST devint membre de l'Association internationale des centres de formation touristique (AICFT).

Une école bien établie

Aujourd'hui, il n'y a pas de doute que l'EST peut, par son programme, répondre aux attentes placées en elle. Elle collabore également avec la Haute Ecole de tourisme de Lucerne, l'Ecole de tourisme de Samedan, dans les Grisons, ou d'autres écoles encore. Grâce aux efforts mis en œuvre pour le bilinguisme et l'enseignement de la langue par immersion, elle garantit une formation adéquate pour un canton orienté

¹² *Rapport annuel* EST 1990/1991, p. 7.

¹³ *La Suisse*, 22.07.1990; *NF*, 25.07.1990; *WB*, 04.07.1990 et 25.07.1990.

vers le tourisme. Il est vrai que les connaissances dans les branches touristiques subissent des changements rapides et doivent être continuellement élargies.

Il restait encore un vaste champ à cultiver: la collaboration avec les cours d'hôtelières et de restaurateurs. Le savoir théorique et la prise en charge pratique des hôtes exigeaient un juste équilibre. La responsabilité des cours de restaurateurs et d'hôtelières était une tâche nécessaire mais difficile¹⁴. La première remise des diplômes eut lieu en 1999. Le diplôme d'hôtelières fut obtenu par 39 hommes et femmes, et 41 personnes terminèrent le cours de restaurateurs. Pour l'année 2000, l'EST proposa des voies supplémentaires de formation pour les assistants touristiques (d'une durée de quatorze mois, en cours d'emploi): cafetier/restaurateur, hôtelier, gérant de camping, expert en tourisme, spécialiste homme ou femme en tourisme. Le métier de «communicateur en tourisme» remplaça en 2001 celui de conseiller d'hôtes¹⁵. En 2005, l'école se mit à enseigner le russe et le chinois¹⁶.

En 1998, l'EST devint une partie de la Haute Ecole valaisanne et elle s'installa, au début de l'année 2003, au nouveau centre de la Haute Ecole à Sierre, ce qui remédia enfin au manque de place dont elle avait souffert dès le départ. L'EST resta une école professionnelle supérieure dans le cadre de la Haute Ecole valaisanne à Sierre, aux côtés de la HEVs. Son but était toutefois de devenir une haute école. En 2002, l'EST obtint le certificat ISO 9001:2000.

L'école enregistra dans les *Comptes de l'Etat* une dépense excédentaire de 1 330 381 francs en 1995, et de 1 606 694 francs en 1998. Le Centre de recherches appliquées au tourisme chiffrà ses dépenses à 278 082 francs en 1995, et à 342 962 francs en 1998¹⁷.

Les directeurs de l'école furent successivement Jean-Claude Seewer (1983-1996), Olivier Chevallaz (1996-2002), Dominik Albrecht (2002-2004) et Jaco Zuideret (2004-2006).

L'Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA) à Viège et à Saint-Maurice (1988)

Les origines de l'ESCEA, la question des sites

L'origine de cette école remonte à la motion déposée au Grand Conseil, le 28 janvier 1985, par le député Guy Voide, de Martigny. Le 24 juin 1987, lors d'une session qui se pencha sérieusement sur la question de l'avenir de la formation en Valais, le Grand Conseil accepta cette motion, sur proposition du Conseil d'Etat, et suggéra de prévoir une école à Viège pour la partie germanophone et une à Saint-Maurice pour la partie francophone. Une interpellation exigea la décentralisation des écoles secondaires du 2^e degré ainsi que la création d'un collège à Martigny, et une motion demanda que les élèves de première année du collège puissent obtenir des indemnisa-

¹⁴ WB, 11.12.1997, p. 11.

¹⁵ *Ecol'Info* 2000, p. 24-27; Hautes Ecoles du Valais, *Activités* 2000, p. 57.

¹⁶ NF, 02.09.2005, p. 28.

¹⁷ *Comptes de l'Etat* 1995, p. 45 et 1998, p. 51.

tions pour les frais de transport. Finalement, un député proposa l'élargissement des offres de formation pour adultes¹⁸. En janvier 1988 déjà, le parlement put traiter, en première et en deuxième lecture, deux projets de décret pour une HEVs¹⁹. L'école devait s'ouvrir sur deux sites: à Viège et à Saint-Maurice.

Des raisons extérieures et financières furent naturellement déterminantes pour la création des deux écoles: la générosité de la commune de Viège et l'offre d'achat avantageuse du collège Regina Pacis à Saint-Maurice.

La commune de Viège mit gratuitement à disposition, pour une durée de dix ans, des locaux équipés. Elle participa généreusement aux frais d'exploitation, qui incluaient les salaires de la direction et du personnel enseignant. La situation à Saint-Maurice semblait plus difficile. Il fallait voter un crédit de 1 500 000 francs pour l'achat du bâtiment Regina Pacis ainsi que pour l'équipement et le mobilier. Cette école privée pour jeunes filles, dont la construction avait été subventionnée par l'Etat, avait été fermée en 1986, parce que les élèves préféraient suivre les classes mixtes du Collège de l'Abbaye. La commune devait également participer à 20% pour l'achat du bâtiment, les frais de rénovation, de transformation et d'équipement. S'y ajoutait la contribution aux frais d'exploitation pour la rétribution du directeur et des enseignants.

Comme le gouvernement voulait déjà ouvrir les classes en automne 1988, il ne restait aux députés quasiment aucune autre possibilité que celle d'accepter dans l'urgence cette ouverture, même si c'était à contrecœur. En principe toutes les parties approuvaient la création de l'ESCEA, mais quelques réserves furent cependant émises quant au lieu d'emplacement. Une seule école pour tout le canton aurait également été souhaitée dans le district de Loèche, et la région de Monthey rappela sa situation jusque-là négligée dans la formation supérieure.

L'ouverture de l'école

Le 29 janvier 1988, le Grand Conseil accepta en deuxième lecture les décrets pour les deux écoles, à l'unanimité (moins deux abstentions pour Viège)²⁰. Ainsi, la voie était libre pour un dynamique travail d'organisation à Viège et à Saint-Maurice. Le 27 avril 1988 déjà, le Conseil d'Etat choisissait Peter Bumann comme directeur de l'ESCEA du Haut-Valais. C'était une chance qu'une personnalité énergique et expérimentée se présentât pour cette tâche. Sa formation scientifique, son expérience pédagogique d'enseignant au Collège de Brigue et sa charge de prorecteur annonçaient les meilleures conditions pour une réussite. Davantage de difficultés surgirent à Saint-Maurice, où un candidat qualifié venant de l'extérieur ne parvint pas à se décider, après sa nomination, à accepter la place de directeur. Le Conseil d'Etat nomma alors l'économiste Hervé Rey qui, par sa précédente activité dans l'administration cantonale, apportait une expérience pratique. Les deux directeurs se soutinrent et se complétèrent durant la phase difficile des débuts.

¹⁸ BGC, session prorogée de mai, juin 1987, p. 264-273.

¹⁹ BGC, session prorogée de novembre 1987, janvier 1988, p. 252, 468.

²⁰ BGC, session prorogée de novembre 1987, janvier 1988, p. 251, 468.

Comme pour les autres écoles analogues du secteur de formation tertiaire, un conseil d'école fut également prévu pour les ESCEA. Il devait exercer une fonction consultative et surtout entretenir les relations des écoles avec le monde professionnel et économique, ainsi qu'avec les milieux scientifiques de la formation et de la recherche.

Grâce aux subventions considérables de l'OFIAMT et des communes sièges des deux écoles, l'Etat put réduire proportionnellement sa propre contribution.

Un bon départ à Viège et à Saint-Maurice

Grâce au soutien actif de la commune de Viège, quelques travaux nécessaires de transformation du bâtiment scolaire «Im Sand» purent être terminés dans les meilleurs délais. Lors de la nomination des professeurs, il fut tenu pour primordial d'engager des personnes pourvues d'une formation de base scientifique solide et d'une expérience pratique. En juillet, dix professeurs furent ainsi nommés à temps partiel. Les inscriptions pour la première volée dépassèrent les attentes: vingt jeunes diplômés de commerce purent commencer leur formation, le 7 novembre 1988. Le lendemain, le chef du Département de l'instruction publique inaugura officiellement l'école. La présence de nombreuses personnalités ainsi que de deux cents invités souligna l'importance de cet événement. En février 1989, l'école annonça parallèlement l'ouverture d'une classe en cours d'emploi. Le programme d'enseignement de l'ESCEA s'appuyait sur les expériences d'écoles similaires, mais en y joignant consciemment des spécificités valaisannes. Un journal titrait «Un pas dans le futur»²¹. La classe en cours d'emploi put commencer le 13 février 1989 à Viège. Cette formation durait quatre ans. Selon les prescriptions de l'OFIAMT, les candidats devaient s'engager à travailler au moins 32 heures par semaine dans une entreprise et à suivre 18 à 19 périodes de cours par semaine à l'ESCEA.

A Saint-Maurice, l'ESCEA ouvrit ses portes le 10 avril 1988, et 34 étudiants commencèrent la formation, dont 22 à plein temps et 12 en cours d'emploi²². Le programme de la formation à plein temps comprenait 27 branches et 3479 leçons réparties sur trois ans. Par la création de cette école, le Valais voulait tenter un pas important, mais en aucun cas isolé, vers le futur. Les faits révélaient en effet que, de 1980 à 1985, le nombre d'ESCEA en Suisse avait plus que doublé et, aux Chambres fédérales, pas moins de trente-sept interventions parlementaires avaient été déposées en ce domaine entre 1983 et 1987.

La collaboration entre Viège et Saint-Maurice

Les délibérations au Grand Conseil soulignèrent à plusieurs reprises la nécessité d'une étroite collaboration entre les deux écoles, souhait qui fut exaucé dès le début.

²¹ NF, 09.11.1988, p. 34; WB, 09.11.1988, p. 7.

²² NF, 11.11.1988, p. 27.

Les écoles de Viège et de Saint-Maurice se développèrent de façon réjouissante dans les années après 1988, bien que les entrées fussent trop peu nombreuses comparativement aux autres ESCEA de Suisse.

La qualité de l'enseignement de l'ESCEA ainsi que l'étroite relation avec l'économie, l'industrie et l'administration permirent à l'OFIAMT d'accorder à l'ESCEA du Valais la reconnaissance fédérale déjà le 21 décembre 1991. Celle-ci fut également valable rétroactivement pour les étudiants encore non diplômés de la formation dite en cours d'emploi²³.

La formation et la formation continue

Outre la formation de base dans le domaine tertiaire, l'ESCEA s'engagea aussi pour la formation continue. Le soutien et l'encouragement de la part des cadres intéressés de l'économie, de l'industrie et de l'administration n'y étaient pas étrangers. L'école mettait les travaux de diplôme au service de l'économie et des petites et moyennes entreprises (PME), dans l'intérêt du développement économique dans son ensemble. L'école de Viège faisait des efforts particuliers dans ce domaine. Pour la formation des adultes, l'ESCEA travaillait en collaboration avec d'autres institutions. L'école gérait cependant elle-même certains domaines. Elle organisa, en 1990/1991, 13 cours avec 3760 leçons par participant, en 1991/1992 et en 1992/1993, 30 cours avec plus de 8300 leçons par participant, etc.

Le 1^{er} janvier 1995, la création en Valais de l'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS) signifia la fin des florissantes ESCEA de Viège et de Saint-Maurice. Toutes les écoles supérieures devaient désormais être regroupées sous le même «toit administratif» dans le cadre de cet établissement²⁴. L'ESCEA de Viège devait se muer en «Haute Ecole de l'économie». La commune de Viège, la plupart des députés haut-valaisans ainsi que les élèves s'y opposèrent, inutilement²⁵. L'école reçut dans le cadre de l'EEPS/HEVs le statut de haute école professionnelle le 2 mars 1998.

Les *Comptes de l'Etat* n'enregistrèrent comme excédent de dépenses pour cette école que 604 181 francs en 1995, et 996 647 francs en 1998.

L'Ecole technique d'informatique (ETI/ETC) à Sierre (1986-1988)

L'Ecole technique d'informatique doit son origine à l'initiative du conseil de l'Association pour le développement de la région sierroise (CARS). En 1984, son comité confia à deux commissions les travaux préparatoires à la création d'un centre d'informatique. Dès le début, des représentants du Département de l'instruction publique et

²³ RGCE 1991, p. 149; NF, 21.01.1992, p. 1, 13; WB, 28.06.1991, p. 11 et 09.01.1992, p. 9.

²⁴ WB, 22.06.1994, p. 7; Die HWV Oberwallis auf dem Weg in Richtung Fachhochschul-Verbund, Visp, 1996. Voir aussi WB, 12.04.1999, p. 9, 11.

²⁵ WB, 08.03.1996, p. 9.

du Département de l'économie furent intégrés dans les groupes de travail. De cette manière, les initiateurs tinrent compte des bases légales, à savoir la loi sur l'enseignement public de 1962, la loi sur la formation professionnelle de 1978 et la loi cantonale exécutive de 1984.

ICUBE / I³

Afin d'asseoir le projet sur une base plus large fut créée en février 1985 la société appelée Institut international (!) d'informatique (I³). Il s'agissait d'une association de privés, d'entreprises et de personnalités provenant des milieux politiques, et qui supporta les frais d'investissement totaux pour le matériel et le mobilier, tandis que la commune de Sierre prenait en charge la rénovation d'un bâtiment pour le mettre à la disposition de l'école. L'Etat était également impliqué. L'ICUBE, qui était le porteur légal du projet, adressa en mars 1985 une demande officielle pour le soutien et la reconnaissance de l'école auprès du Département et de l'OFIAMT. Ce dernier devait, selon les prescriptions légales, conformer sa décision à celle de l'Etat, et il ne put, par conséquent, pas encore fournir d'aide financière. Pour cette raison, les vingt communes du district de Sierre décidèrent de financer dans un premier temps l'école technique à elles seules, jusqu'au moment de sa reconnaissance par le canton et la Confédération. De son côté, la ville de Sierre renonça provisoirement à facturer la location du bâtiment. Elle assumait en outre les pertes d'exploitation durant la phase de transition. Deux classes francophones en gestion d'entreprise purent déjà s'ouvrir le 6 janvier 1986: une classe avec 16 étudiants à plein temps (tout d'abord durant quatre semestres, plus tard durant cinq semestres) et une autre de 15 étudiants suivant une formation en cours d'emploi durant huit semestres²⁶.

L'école suscita un grand enthousiasme. L'Association pour le développement de la région de Sierre demanda instamment, en mars 1987, que l'Ecole d'ingénieurs projetée fût décentralisée dans plusieurs localités²⁷. Le 20 mai 1987 déjà, le Conseil d'Etat adressa à l'OFIAMT une demande de reconnaissance pour l'école technique, et le 17 août 1987, cet office affirma que la procédure de légitimation pourrait commencer dès la nomination d'experts par l'autorité fédérale, nomination qui eut lieu le 8 janvier 1988. Les étudiantes et les étudiants pouvaient bénéficier d'une reconnaissance rétroactive de leur diplôme.

Le caractère de l'école

Le terme d'école technique n'était au début pas très parlant. Le Grand Conseil le clarifia ensuite en «Ecole technique d'informatique». Cette dernière devait être, en réalité, une nouvelle voie de formation pour la gestion d'entreprise à un niveau technique (ET). Le plan d'études s'orientait donc spécialement vers l'informatique dans la

²⁶ *Ecole technique cantonale d'informatique, Sierre*, DIR, Sion, 1988, p. 2-3.

²⁷ Ecole d'ingénieurs du Valais, *Propositions de la région socio-économique de Sierre*, Sierre, 1987, p. 1-11; *Ecole technique cantonale d'informatique*.

gestion d'entreprise. Les étudiants du Haut-Valais devaient aussi pouvoir y accéder. Dans la sphère économique valaisanne et suisse, il était aisé de constater que le développement de l'informatique, de la technique de bureau et de la télécommunication modifiait le déroulement du travail et causait souvent des difficultés aux employés et aux gestionnaires d'une entreprise. L'école voulait, de plus, familiariser les étudiants avec les dernières technologies et former sur place un personnel qualifié pour les entreprises valaisannes.

Entre certificat de capacité et technicum

Le niveau de formation de cette école technique d'informatique et de gestion d'entreprise se situait entre celui d'un certificat fédéral de capacité et celui d'un technicum ETS. Pour la formation à plein temps, l'école instaura un stage de seize semaines, qui familiarisait les étudiants avec la pratique et qui approfondissait la formation. En plus des branches générales comme les mathématiques, l'économie d'entreprise, la comptabilité, le droit et les langues, le plan d'études proposait également l'informatique, divisée en sous-catégories comme l'informatique générale, le système d'exploitation, le programme, la technique de bureau, l'analyse et la programmation, la transmission de données, la sécurité de programme et le développement de projets d'entreprises.

Les objectifs de l'école

L'école se fixa avant tout pour but de former entre quinze et vingt techniciens en informatique par année. Ces derniers devaient acquérir une formation approfondie en informatique et en gestion, afin de pouvoir seconder plus tard le directeur d'une entreprise ou, après quelques années d'expérience, d'être actifs en tant que gestionnaires dans une petite ou une moyenne entreprise. Les besoins de ces entreprises étaient prépondérants, parce que celles-ci représentaient un nombre déterminant d'employeurs potentiels dans le canton. L'école accorda une signification toute particulière à la formation professionnelle complémentaire et continue pour la pratique de bureau, l'informatique d'entreprise et l'informatique d'industrie. En outre furent instaurés des cours de recyclage pour les personnes de la branche commerciale et les chômeurs. En collaboration avec les milieux économiques, l'école établit un équilibre entre la théorie et la pratique; elle put ainsi assumer la formation informatique pour les entreprises et exécuter leurs commandes.

Le développement de l'école

L'école technique put s'équiper dès le début de matériel moderne, ultramoderne même, et elle remplaça en cours de route les vieux appareils. Le directeur, Marc-André Berclaz, s'entoura de jeunes collaborateurs compétents et dynamiques. Le nombre de professeurs s'éleva rapidement à douze personnes, qui enseignaient entre

2 et 26 heures par semaine et qui restaient étroitement en contact avec l'économie privée. Parallèlement à la formation à plein temps de cinq semestres et à la formation en cours d'emploi de huit semestres s'ajoutèrent des cours d'introduction, des cours de perfectionnement à la demande de tiers ainsi que beaucoup de cours spécialisés.

Cette formation en informatique menait au diplôme de technicien en informatique de gestion. Une année scolaire supplémentaire après une activité pratique permettait d'obtenir le diplôme supérieur en informatique de gestion²⁸. Une formation débuta ainsi en été 1989 pour l'obtention du certificat cantonal d'«utilisateur qualifié en DAO» ou «Computer aided designed» (CAD). Ces formations pouvaient être complétées par des cours continus. En 1991, les initiateurs de l'école fondèrent l'Institut de recherche en informatique et télématique (ICARE). Cette même année, l'école loua aussi des locaux au Centre Techno-pôle, avant tout pour la formation en multimédias, et les promoteurs souhaitèrent pendant un certain temps intégrer complètement l'école dans le Techno-pôle.

La reconnaissance par l'OFIAMT et les cours à Viège

Deux dates-clés sont à retenir: le 17 août 1992, l'OFIAMT rendit publique l'ordonnance décisive fixant les prescriptions minimales pour la reconnaissance des écoles supérieures d'informatique de gestion; sur cette base, le 22 mars 1993, la Confédération put officiellement reconnaître l'Ecole technique d'informatique de Sierre.

D'autres cours furent ensuite proposés. Il faut mentionner les tentatives d'ouvrir des classes en langue allemande durant cette période, comme cela avait été promis lors du traitement du décret au Grand Conseil. Au début de l'année 1989, le Département ouvrit à Viège une classe de ce genre en cours d'emploi et, durant l'été à Sierre, un cours à plein temps en allemand.

En septembre 1989, au début de l'année scolaire, de sérieuses carences transparaurent toutefois à Viège. Il manquait des professeurs de langue allemande qualifiés. De plus, une sélection scrupuleuse des étudiants n'avait pas eu lieu et les moyens d'enseignement laissaient à désirer²⁹. Des difficultés culturelles et structurelles apparurent également. Sierre avait aligné les programmes sur le modèle de la Suisse romande, ce qui ne convenait pas à Viège³⁰. La tentative resta une anecdote.

Des ajustements flexibles à Sierre

A Sierre, l'école se développait de façon réjouissante. Elle proposait de nouveaux cours, adaptés aux besoins de l'économie et de l'industrie³¹. En 1994, elle soumissionna et obtint un projet du CRES (Centre d'étude de recherches scientifiques) et le

²⁸ *Des entreprises et des hommes: industries, écoles, instituts: Valais: un réseau de compétences industrielles et scientifiques*, SODEVAL, Sion, 1992, p. 84.

²⁹ WB, 28.02.1989, p. 7.

³⁰ WB, 17.04.1996, p. 1, 5.

³¹ WB, 14.12.1993, p. 7.

1^{er} janvier 1995, elle fut rattachée à l'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS). L'ICUBE disparut alors et le nom officiel de l'école devint Ecole supérieure d'informatique de Sierre (ESIS)³². En 1996, l'Ecole d'informatique renforça sa collaboration avec l'ICARE, et elle obtint en été 1999 la reconnaissance en management qualifié selon la norme ISO 9001. Les locaux à disposition demeuraient toutefois précaires. Le Département avait organisé déjà en février 1993 un concours d'architectes pour la construction d'un nouveau bâtiment scolaire, qui devait abriter à la fois les écoles de tourisme et d'informatique. Cependant, la construction resta momentanément au stade de projet, en raison du manque d'argent des pouvoirs publics. Le 17 novembre 1999, le Grand Conseil alloua un crédit de 38 980 000 francs³³. Ce ne fut qu'en été 2000 que débutèrent finalement les travaux du nouveau bâtiment³⁴, qui fut inauguré en mai 2003.

Les *Comptes de l'Etat* enregistrèrent 3 947 840 francs de dépenses en 1995, puis 2 192 329 francs en 1998.

L'Ecole d'ingénieurs du Valais (EIV) (1988)

Une gestation difficile

Les initiatives de Joseph Giovanola, dans les années 1950, en faveur d'une formation technique pour les jeunes portèrent leurs fruits, comme cela a été mentionné en début de chapitre. Le gouvernement, avec Marcel Gross à la tête du DIP, avait rapidement pris contact avec les technicums de Fribourg, Genève et Lucerne, mais avant tout pour faciliter l'accès des jeunes Valaisans à ces écoles. La loi de 1962 créa ensuite la base légale pour la construction et l'exploitation d'un technicum en Valais. C'est ainsi qu'en 1962, le Conseil d'Etat mandata, pour l'étude des besoins et des possibilités d'un technicum valaisan, une première commission, placée sous la direction de l'architecte cantonal, Charles Zimmermann, et constituée de représentants des milieux tant économiques qu'industriels.

Un rapport fut publié déjà le 5 février 1965. La commission était d'avis qu'un technicum à part entière dans les deux régions linguistiques serait irréaliste. Une enquête révélait, en effet, que 30 candidats seulement se seraient inscrits pour l'ensemble du canton. La solution proposée fut donc un technicum partiel qui assumerait les deux premiers semestres, tandis que les semestres restants seraient accomplis hors canton. Le plus urgent demeurerait la formation dans les secteurs du bâtiment, du génie civil, de l'électricité et de la mécanique. Cette proposition toutefois ne satisfaisait pas tous les besoins.

En juin 1970, le Conseil d'Etat mandata une deuxième commission sous la direction de l'ingénieur-technicien Roger Devanthéry. Cette commission proposa la création d'un technicum complet comprenant les secteurs du génie civil et du bâtiment.

³² *Le Nouveau Quotidien*, 25.09.1995.

³³ *RL* 94, 2000, p. 121.

³⁴ *NF*, 02.10.2000, p. 11.

L'hésitation du Conseil d'Etat était en grande partie compréhensible, car les coûts occasionnés, le bilinguisme, l'absence de préparation dans les écoles professionnelles, ainsi que le manque d'intérêt des élèves pour une formation supérieure et à l'investissement si important formaient un tableau décourageant³⁵.

Deux députés donnèrent en 1984 l'ultime et décisif élan pour la fondation d'une école valaisanne d'ingénieurs. Le 27 mars, Georges Zufferey déposa un postulat afin de créer un technicum valaisan pour l'informatique³⁶. Le jour suivant, le député suppléant Klaus Zurschmitten exigea dans son postulat une formation de base et continue dans les technologies de pointe. Il prévoyait que la micro-électronique allait susciter un profond bouleversement structurel du marché de l'emploi. Un groupe de travail devait, en plus, expliquer comment le retard en formation technologique pouvait être évité³⁷. Le gouvernement partagea les points de vue des deux députés et commença les travaux préparatoires pour créer un technicum.



La Haute Ecole valaisanne (HEVs), site de Sion, ancienne Ecole normale des garçons.

Message et décret

Le message du Conseil d'Etat au Grand Conseil justifiait de façon détaillée la nécessité d'une école d'ingénieurs en Valais et plaçait le projet dans le concept étatique de promotion de l'économie et de l'industrie. Quelques pistes avaient déjà été

³⁵ AEV, Fonds 4150-180/18; AEV, 4250-1987/36, 1CS; EIV, 10 ans, p. 10-16.

³⁶ BGC, session prorogée de novembre 1983, mars 1984, p. 83.

³⁷ BGC, session prorogée de novembre 1983, mars 1984, p. 199.

tracées dans la loi cantonale de septembre 1984 en faveur de l'économie. L'industrie avait toujours plus besoin de personnel qualifié, et la commission constata que les deux tiers des cadres engagés n'étaient pas valaisans. L'Ecole d'ingénieurs du Valais, conçue comme bilingue, devait pouvoir profiter de la liberté d'organisation accordée par l'OFIAMT et suivre sa propre voie, intensifier les contacts avec d'autres écoles, comme les Ecoles d'ingénieurs d'Yverdon ou de Changins, ainsi que collaborer avec les entreprises valaisannes.

Un programme d'études moderne

Une commission du Conseil d'Etat elabora le programme d'études selon les recommandations du Conseil de l'Europe, tout en tenant compte des conditions socio-économiques du Valais. A côté des trois branches profondément ancrées dans l'économie locale, la chimie, la mécanique et l'électrotechnique, elle attacha un grand intérêt à une spécialisation appartenant au domaine de l'agro-alimentaire ou de la biotechnologie, secteurs en relation avec l'importance économique de la viticulture, de l'arboriculture et de l'agriculture, de l'industrie laitière et de l'élevage. L'Ecole d'ingénieurs du Valais devait être en Suisse le premier établissement supérieur d'enseignement technique à proposer ces branches. La commission pensait aux nombreuses possibilités d'intervention dans l'industrie alimentaire qui, grâce aux nouvelles exigences de l'hygiène et de la diététique, vivait une sorte de révolution³⁸.

Finalement, l'école devait proposer pour toutes les filières un cours commun de gestion d'entreprise d'environ 300 heures. Dans une première variante, ce cours devait être poursuivi dans toutes les filières de la première à la troisième année. La deuxième version prévoyait une quatrième année de formation supplémentaire en gestion d'entreprise aboutissant à un diplôme postgrade³⁹.

La question de l'emplacement

Pour des raisons politiques, financières, infrastructurelles et temporelles, la question de l'emplacement de l'Ecole d'ingénieurs causa bien des tourments aux commissions de préparation et au Conseil d'Etat. Le bilinguisme ne devait, en outre, pas être omis. Six villes manifestèrent leur intérêt: Sion, Sierre, Martigny, Viège, Saint-Maurice et Monthey⁴⁰. Le gouvernement se décida finalement pour un seul site central, mais il voulut décentraliser certains stages et cours spécifiques. Afin de rendre le choix de ce lieu plus satisfaisant, il promit aux villes restantes d'autres écoles décentralisées du domaine tertiaire: l'ESCEA à Viège et à Saint-Maurice, l'Ecole de tourisme et l'Ecole technique d'informatique à Sierre.

³⁸ *Des entreprises et des hommes*, p. 85-86.

³⁹ *Rapport EIV* 1988, p. 6-14, 18-24.

⁴⁰ *NF*, 15.11.1985, p. 28; 26./27.04.1986, p. 34; 09.04.1987, p. 31 et 22.04.1987, p. 1, 2; *WB*, 22.05.1987, p. 7.

Malgré ces importants travaux préparatoires et ces efforts, l'Ecole d'ingénieurs faillit rester une fois encore au stade de projet, la charge financière demeurant décidément trop lourde. La solution vint finalement d'une décision inattendue, celle de la fermeture de l'Ecole normale des garçons à Sion, en 1987. Une nouvelle affectation du bâtiment permit des économies essentielles et ouvrit la voie à l'Ecole d'ingénieurs en 1988.

L'estimation des coûts

Les travaux du Département furent ardues. Les chiffres généreusement inscrits durent parfois être corrigés vers le haut. Ce furent particulièrement les charges de l'Etat et les contributions de la ville de Sion qui, par la suite, échauffèrent les esprits et suscitèrent des tensions.

Le message proposait deux variantes. La première solution, meilleur marché, consistait en la rénovation de l'Ecole normale des garçons. Les frais de transformation étaient estimés à 5,5 millions de francs, le nouveau bâtiment, pour les laboratoires, à 9 millions de francs et les aménagements à 20 millions de francs. Les dépenses se chiffraient donc à 34,5 millions de francs, sans compter la valeur du bâtiment de l'Ecole normale construit en 1962 et qui n'était pas calculée. La Confédération subventionnerait également les bâtiments existants, et la commune de Sion devrait prendre en charge 20% des frais d'investissements, terrain inclus. Un programme d'aide momentanée de la Confédération apporterait 2 millions de francs supplémentaires. D'après ces estimations, l'Etat deviendrait avantageusement le propriétaire d'une ETS:

Contributions de la Confédération	21 945 000.—
Contributions de la commune	7 400 000.—
Contribution de l'Etat	4 855 000.—
Dépenses totales	34 500 000.—

(BGC, session prorogée de mai, juin 1987, p. 171; *Rapport* EIV 1987, p. 28-30)

La deuxième variante estimait les coûts d'un nouveau bâtiment à 27 millions de francs et les dépenses totales à 47 millions de francs. La Confédération aurait investi 19,39 millions de francs (les 2 millions de francs pour un programme d'aide limitée dans le temps auraient disparu), Sion aurait participé avec 5,4 millions de francs et mis le terrain à disposition. L'Etat aurait assumé la charge des 22,21 millions de francs restants. Il est évident que le canton et la commune choisirent la première variante.

Le message contenait aussi les pronostics des frais d'exploitation. Sur la base d'une analyse, les dépenses annuelles par étudiant étaient estimées à 30 000 francs (frais de personnel, exploitation de l'école, aménagements). Cela donnerait avec un nombre de 80, 160, 240 étudiants pour 1988/1989, 1989/1990, 1990/1991 respectivement 2,4 millions de francs, 4,8 millions de francs et 7,2 millions de francs. La Confédération prendrait en charge 47% des frais et la commune 20% pour le traitement du personnel enseignant et la rénovation des aménagements. Ces chiffres ne correspondaient en tout cas pas à ceux de mars 1987, les coûts ayant entre-temps augmenté.

Les débuts de l'enseignement

Le projet de l'Ecole d'ingénieurs du Valais se concrétisa au début de l'année 1988 avec la nomination du directeur, Eric Fumeaux, et de quatre responsables de sections. Ils organisèrent les sections requises, dont celle qui comprenait à la fois les sciences alimentaires et la biotechnologie, et qui représentait une nouveauté sur le plan suisse, exigeant par conséquent une mise en œuvre plus importante. Les bâtiments, qui englobaient un investissement de 24 millions, nécessitaient une attention toute particulière. Le choix, l'acquisition et l'exploitation d'un équipement technique complexe coûtaient 25 millions de francs supplémentaires. L'engagement de plus de 90 collaboratrices et collaborateurs réclamait également de l'attention. Durant la phase de construction (1988-1991), l'école investit 49 millions (24 millions pour l'infrastructure de base et 25 millions pour les équipements techniques). La Confédération en paya 54%, le canton 26% et la commune de Sion 20%⁴¹.

L'école commença son enseignement le 7 novembre 1988. Des personnalités de la politique, de l'économie, de l'industrie ainsi que des milieux académiques et religieux participèrent à l'ouverture officielle, le 11 novembre. Il fut constaté avec satisfaction que cette école réalisait un pas décisif pour le développement de la politique cantonale en matière d'éducation, qu'elle améliorait les possibilités de formation des jeunes et qu'elle contribuait à l'essor de l'économie. En 1988, l'école comptait 80 candidates et candidats. Durant les années suivantes, le nombre des nouveaux étudiants s'éleva à 98 (1989), 97 (1990) et 98 (1991). Dès 1988, l'EIV organisa des cours préparatoires de six mois⁴².

Le concept de formation

Le concept de formation prévoyait pour toutes les sections un tronc commun d'une année, durant laquelle les étudiants devaient se familiariser avec le nouvel environnement scientifique. Les cours de la deuxième et de la troisième année transmettaient ensuite le savoir technique. L'école voulait se distinguer par trois particularités:

- le même enseignement à toutes les sections sous la forme d'un «tronc commun général» durant la première année;
- l'apprentissage de deux langues étrangères;
- la sensibilisation à la gestion d'entreprise.

Une grande importance fut également accordée aux travaux de diplôme, réalisés en étroit contact avec la réalité industrielle. Le programme de formation en gestion d'entreprise, comprenant environ 300 heures, voulait former des ingénieurs qui établiraient un lien entre les ingénieurs d'entreprise et les autres participants au processus économique. Quant aux langues, le bilinguisme français/allemand trouvait toute sa signification en Valais et l'anglais, en Europe. Les plans d'études laissaient également ouverte la possibilité d'options. Ainsi, un étudiant en troisième année de la filière

⁴¹ EIV Valais, *Activités 1988-1991*, Sion, 1991, p. 56.

⁴² WB, 22.06.1988, p. 13; WVF, 07.10.1988, p. 12; RGCE 1988, p. 140; RGCE 1989-1991.

électrotechnique pouvait choisir entre énergie et électronique industrielle d'un côté, et télécommunication et informatique technique de l'autre.

En mai 1990, l'école employait 5 professeurs et membres du conseil de direction, 23 professeurs à plein temps, 15 enseignants chargés de cours et professeurs invités, 7 ingénieurs responsables des laboratoires et des ateliers, ainsi que 15 personnes dans les domaines de l'administration et de la technique⁴³. Le 21 décembre 1991, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz clôtura cette phase de structuration par une cérémonie officielle, où 55 ingénieurs, dont 2 femmes, purent recevoir leur diplôme.

Les frais d'exploitation

Selon les données du *Rapport trisannuel* 1988-1991, les frais d'exploitation pour l'année 1991 s'élevèrent à 11,7 millions de francs, répartis ainsi:

Personnel	9,7 millions (83%)
Matériel de cours	0,8 million (7%)
Exploitation	0,5 million (4%)
Acquisition	0,7 million (6%)

Le canton supporta ces coûts à 71%, la Confédération à 16%, la ville de Sion dut prendre en charge 12% et les étudiants 1%. Le financement de l'école exigea un grand sacrifice de la part de la ville, qui dut verser, jusqu'au 26 juin 1995, 9 667 000 francs pour les investissements et 7 263 501 francs pour les frais d'exploitation. Le conseiller d'Etat Bernard Comby dut, de son côté, demander au début de l'année 1989 un crédit supplémentaire au Grand Conseil, ce qui l'exposa aux critiques lors de la session de mars 1990⁴⁴.

Le 25 juin 2001, le Grand Conseil approuva l'agrandissement du bâtiment «F» de la Haute Ecole valaisanne de Sion, ainsi que l'acquisition du terrain «Mayoraz» pour 5,6 millions de francs, dont la Confédération paya 2 746 667 francs⁴⁵.

Les *Comptes de l'Etat* enregistrèrent pour 1995 une dépense totale de 14 390 699 francs et un dépassement de 8 643 734 francs; en 1998, les dépenses se montèrent à 8 202 811 francs.

L'Ecole d'ingénieurs du Valais s'efforça d'être une institution bilingue. Tous les documents devaient être disponibles dans les deux langues. L'intention était louable. Les premiers temps cependant, la réalité ne correspondit pas toujours aux objectifs visés. En 1994, un sondage auprès des étudiants révéla encore beaucoup d'imperfections, ce qui était compréhensible. Dans les premières années, les examens d'admission causèrent des difficultés. Une certaine tension se fit sentir parmi les étudiants du ZTL à Lucerne qui ne voulaient pas fréquenter l'EIV à Sion. En guise d'argument, ils

⁴³ EIV, *Relever les défis du futur*, Sion, 1990, p. 16; voir aussi «Formation et recherche», in EIV, *10 ans*.

⁴⁴ BGC, session prorogée de novembre 1989, mars 1990, p. 326-369, session de mai 1990, p. 177-187; Décret du 16.06.1990, in *RL* 84, 1990, p. 52; *NF*, 10.02.1989, p. 1, 39.

⁴⁵ *RL* 95, 2001, p. 102; *Ecol'Info* 2000, p. 71-74.

évoquaient la qualité de l'enseignement à Lucerne et l'excellente collaboration entre les enseignants et les étudiants. Ils critiquaient aussi la surcharge que représentait l'apprentissage supplémentaire des langues à Sion.

De l'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS) à la Haute Ecole valaisanne (HEVs)

L'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS): une solution intermédiaire (1995-2001)

En 1994, le Département prépara, en vue de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES) qui allait être promulguée en 1995, une réorganisation des structures des écoles professionnelles supérieures cantonales. Il voulait ainsi concentrer toutes les forces des écoles du domaine tertiaire. Le 1^{er} janvier 1995 fut donc créé l'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS).

L'EEPS engloba dès lors l'Ecole d'ingénieurs de Sion, les ESCEA de Viège et de Saint-Maurice, l'Ecole suisse de tourisme (EST) et l'Ecole supérieure d'informatique de Sierre (ESIS). Ainsi, l'Ecole d'ingénieurs put profiter du savoir, de l'expérience et des spécificités de ces écoles.

La Haute Ecole spécialisée de la Suisse occidentale (HES-SO) (1995)

Le 24 avril 1995, les chefs des Départements de l'instruction publique des cantons de Vaud, Genève, Fribourg, Neuchâtel, du Jura et du Valais se décidèrent pour une école commune, la Haute Ecole spécialisée de la Suisse occidentale (HES-SO). Cette solution correspondait à la nécessité de l'alignement sur les prescriptions fédérales de la loi sur les hautes écoles (LHES) du 6 octobre 1995 ainsi que sur l'ordonnance du 11 septembre 1996 qui suivrait. Ces hautes écoles envisageaient de favoriser le développement discuté depuis des années dans les milieux de l'industrie, des métiers et du travail, ou dans les prestations de service telles que l'agriculture et la sylviculture⁴⁶. En Valais, la collaboration avec la Suisse centrale ne devait cependant pas être touchée⁴⁷. Les Comptes de l'Etat enregistrèrent en 1995 des dépenses pour l'EEPS de 14 180 696 francs⁴⁸.

L'accord intercantonal pour la création de la Haute Ecole spécialisée de la Suisse occidentale (HES-SO) (1997)

Avec la création des hautes écoles spécialisées apparut en Suisse une catégorie de hautes écoles qui, à côté des universités, défendaient le principe d'être ouvertes à tous

⁴⁶ BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 1293-1295; RL 92, 1998, p. 164. Voir aussi le numéro spécial de *Résonances*, mai 2003, p. 3 et suivantes, 10 et suivantes.

⁴⁷ Die HWV Oberwallis, *Rapports annuels* 1993/1994 et 1994/1995, Visp, 1995, p. 3-6.

⁴⁸ *Comptes de l'Etat* 1995, p. 137.

les étudiants, dans la mesure où ces derniers remplissaient les conditions d'admission. Les dispositions préalables devaient être fixées dans un accord qui réglerait les contributions des cantons selon un juste équilibre des charges et qui définirait l'organisation, les structures et les obligations.

La nouvelle entité de la Haute Ecole de la Suisse occidentale naquit de cet accord intercantonal le 9 janvier 1997. Une structure administrative impressionnante était requise. Au sommet se trouvait l'organe stratégique, composé de six conseillers d'Etat, et auquel un comité de direction de onze membres était subordonné. Au moins un représentant par canton impliqué devait lui être affilié (art. 13-17). Un conseil de onze à quinze membres issus des milieux économiques et universitaires se tenait en plus à disposition du comité stratégique (art. 18, 19). De son côté, le conseil, dont un secrétaire général portait la responsabilité administrative, s'appuyait sur la collaboration de commissions scientifiques (art. 20). Le secrétariat général fut confié au canton du Jura, à Delémont.



La Haute Ecole valaisanne (HEVs), site de Sierre.

Les subventions de la Confédération, les contributions des cantons partenaires, les frais d'écologie des cantons non partenaires, les taxes des étudiants, les frais d'écologie des diplômants postgrades et les commettants de mandats devaient alimenter la HES-SO⁴⁹. La HES-SO posséda pour la première fois en 1999 son propre budget. Au total, elle comptait 18 écoles avec plus de 4000 étudiantes et étudiants. Les écoles de Fri-

⁴⁹ BGC, session de février 1998, vol. 7, p. 1263-1292.

bourg, Genève, Le Locle, Sion et Yverdon représentaient le domaine des écoles d'ingénieurs, celles de Lullier et de Changins, le domaine des sciences vertes, celles de Fribourg, Carouge, Neuchâtel et, en Valais, les anciennes hautes écoles de Saint-Maurice et de Viège (ESCEA), le domaine de l'économie, et enfin celles de Genève, Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds, le domaine des arts plastiques. S'ajoutait pour l'industrie hôtelière l'Ecole hôtelière de Lausanne.

En février 1998, les débats d'entrée en matière n'échauffèrent pas les esprits valaisans. Les députés furent en effet d'accord à l'unanimité⁵⁰.

La loi d'application sur la Haute Ecole valaisanne (1999)

Par la suite, une loi d'application cantonale s'imposa en Valais. Cette loi devait réaliser les dispositions de la loi fédérale sur les hautes écoles de 1995 et du concordat des hautes écoles de Suisse occidentale. Le texte en français décrivait justement cette tâche comme «loi d'application sur la HEVs»⁵¹.

La loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (LHES) pour les années 1999 à 2005

Suivant le modèle de l'accord universitaire existant sur les hautes écoles, la CDIP créa une formule correspondante pour les hautes écoles professionnelles. Cette formule réglait l'accès intercantonal aux hautes écoles et fixait l'indemnisation dont les cantons de domicile des étudiants devaient s'acquitter auprès des représentants des dites écoles. L'équilibre intercantonal des charges, la liberté de circulation des étudiants et l'optimisation de l'offre des hautes écoles étaient également concernés (art. 1). Une commission de neuf membres fut responsable de la réalisation du projet. Il fallait qu'au moins quinze cantons donnent leur adhésion⁵². Le Grand Conseil fit l'éloge de la voie proposée et, le 22 septembre 1999, il accepta le texte à l'unanimité⁵³. Le canton du Valais adhéra à cet accord le même jour⁵⁴.

La loi fixant la localisation des écoles cantonales du degré tertiaire et la contribution des communes sièges

Si les actes législatifs avec la Confédération, la CDIP et les cantons romands ne suscitèrent de grandes discussions ni au parlement ni dans la presse valaisanne, en

⁵⁰ BGC, session de février 1998, p. 336-337; NZZ, 18.03.1999, n° 64, p. 83. La deuxième lecture mena à l'acceptation de la loi le 13.05.1998; BGC, session de mai 1998, vol. 9: loi p. 949-951, rapport de la deuxième commission p. 951-952, négociations p. 131-136.

⁵¹ BGC, session de juin 1999, vol. 16, p. 52-58; WB, 23.06.1999, p. 9.

⁵² BGC, session de juin 1999, vol. 16, p. 49-58, 132-142, 420-449.

⁵³ BGC, session de septembre 1999, vol. 17, p. 107, 411-428, modification des demandes p. 443-456, 476-484, rapport de commission p. 413-428; RL 94, 2000, p. 15.

⁵⁴ RL 94, 2000, p. 15.

revanche la question de l'emplacement définitif des écoles tertiaires dans le canton provoqua de longs et pénibles débats. Lorsque le Grand Conseil examina en juin 1999 le projet de loi sur cette matière, le parlement avait déjà accepté, par les lois du 17 novembre 1994 et du 4 octobre 1996, la réforme de la formation des enseignants et créé la Haute Ecole pédagogique (HEP). La question de l'emplacement de l'école demeurait pourtant ouverte, à cause des violents débats ainsi que de la décision prise par le Grand Conseil de faire démarrer la HEP en août 2000 déjà (ce début dut être différé d'une année). Finalement, deux lieux furent choisis, Saint-Maurice et Brigue, mais avec l'obligation pour les participants d'accomplir un tiers de leur formation dans l'autre partie linguistique du canton.

Plus difficile encore était la détermination des sites des autres écoles tertiaires; participantes des futures hautes écoles valaisannes dans le cadre de la HES-SO, elles devaient remplir des conditions particulières, également exigées par la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées. Ces conditions concernaient l'organisation de l'administration, l'enseignement, les synergies entre les diverses écoles, la recherche et la formation continue. La presse traita la question de façon détaillée⁵⁵. Le Conseil d'Etat proposa au Grand Conseil une école à Sierre, qui comprendrait les voies d'études à un niveau HES dans le domaine de l'économie, tout comme l'Ecole d'informatique et l'Ecole de tourisme. Sion hébergerait comme jusque-là les filières techniques de la Haute Ecole valaisanne. Une école bilingue des métiers de l'électronique à Viège et à Sion devait compenser la perte de l'ESCEA de Viège.

La participation des communes abritant les sites

Une deuxième partie de la loi devait traiter de la participation des communes abritant les sites. En raison de la Constitution cantonale et de l'article 94 de la loi de 1962, le Conseil d'Etat proposa alors de charger les communes concernées d'une partie des coûts. Bien que le projet de loi ne comprît que neuf articles, il fallut compter avec de violents débats. De fait, les députés décidèrent, le 22 juin 1999, de renvoyer le projet à la commission parlementaire et de le traiter en automne⁵⁶.

Le 20 septembre 1999, le Grand Conseil reprit les négociations. Le Département avait dû entre-temps établir une nouvelle documentation, et la commission parlementaire fut renseignée par les représentants des autorités fédérales sur les prescriptions pour la reconnaissance des hautes écoles et sur les conditions y relatives. Le Département proposa cinq solutions différentes pour la question du site. La proposition du Conseil d'Etat resta finalement en discussion⁵⁷.

La deuxième lecture (il s'agissait en fait de la troisième) ne bouleversa plus les esprits. Les opinions étaient établies, le Haut-Valais devait se contenter de la Haute

⁵⁵ NF, 31.03.1999, p. 2, 3; WB, 31.03.1999, p. 9.

⁵⁶ BGC, session de juin 1999, vol. 16: débats d'adhésion p. 70-82, message p. 565-586, projet de loi p. 587-589, amendements p. 621-623, rapport de la commission p. 624-645; WB, 13.07.1999, p. 7, «Regionalismus löst keine Probleme in unserem Kanton».

⁵⁷ BGC, session d'octobre 1999, vol. 17: nouveau texte p. 495-497, amendements p. 501-503, rapport de la commission p. 504-516, négociations p. 26-38, 117-133.

Ecole pédagogique de Brigue. Viège (avec Sion) obtint en guise de consolation une école des métiers attribuée dans le cadre de l'école professionnelle. La loi fut acceptée au parlement le 11 novembre 1999 avec 77 oui et 3 abstentions. Selon l'article 5, les communes des sites devaient mettre à disposition gratuitement le terrain de construction en zone à bâtir et participer à 20% aux frais d'investissements et de location, aux acquisitions, aux rénovations ou agrandissements, aux aménagements, etc. La contribution pour les frais d'exploitation se montait à 10% pour les écoles tertiaires, et au maximum jusqu'à 3% des revenus nets des communes⁵⁸.

Les hautes écoles spécialisées en Valais

La Haute Ecole valaisanne (HEVs)

La Haute Ecole valaisanne (HEVs) vit le jour en 2000/2001, en s'inscrivant dans le sens de la loi sur les hautes écoles spécialisées de Suisse (LHES, 1995) et de Suisse romande (1999). L'Ecole d'ingénieurs (EIV) prit dès lors le nom de Haute Ecole valaisanne (HEVs). Elle avait comme précédemment son siège dans la capitale (site de Sion); y étaient enseignées la mécanique, les technologies alimentaires, la chimie et l'électrotechnique.

Les ESCEA de Viège (ancienne HWV) et de Saint-Maurice devinrent officiellement la Haute Ecole de gestion (HEG), à Sierre. L'Ecole d'informatique de Sierre (ancienne ESIS) fut nommée Ecole supérieure de gestion en informatique. Le domaine «Management et systèmes d'information» (économie et informatique de gestion) et l'Ecole suisse de tourisme furent regroupés sur le site de Sierre.

En automne 2002, les étudiants occupèrent pour la première fois les sites d'études définitifs à Sierre et à Sion. La HEVs commença, avec 675 étudiants, une année décisive, qui préparait aussi la reconnaissance par l'OFFT dans le sens de la loi sur les hautes écoles spécialisées. A Sion, douze étudiants entreprirent leur formation en biotechnologie, après qu'une halle eut été construite à cet effet, pour 5 millions de francs. En février 2003, la HEVs s'installa dans son nouveau bâtiment à Sierre, qui fut officiellement inauguré le 23 mai 2003. Les coûts de construction et des aménagements s'élevèrent à 41 millions de francs. Le canton en paya 17,2 millions, la Confédération 17 millions et la commune de Sierre 6,8 millions⁵⁹.

Pour l'année scolaire 2003/2004, la Haute Ecole valaisanne proposa des nouveautés. Elle remplaça à Sion les quatre filières existantes, l'électrotechnique, le génie mécanique, la chimie et l'agro-alimentaire, par deux pôles de formation et de recherches multidisciplinaires, avec les systèmes industriels et les technologies du vivant. C'est seulement après une année de formation de base en tronc commun que les étudiants devaient choisir leur spécialisation⁶⁰.

⁵⁸ BGC, session de novembre 1999, vol. 18: p. 592-594, 70-76, 195-201; RL 94, 2000, p. 22, art. 5 et 6.

⁵⁹ HEVs, *Haute Ecole valaisanne*, Sion, 2002; numéro spécial de *Résonances*, mai 2003; NF, 23.05.2003, p. 2-3.

⁶⁰ *Résonances*, mai 2003, p. 3 et suivantes, 10 et suivantes.

La HEVs privilégiait également les relations internationales, et son bureau MOVE (Mobilité, Valais, Etudes) coordonnait les échanges des étudiants et des professeurs⁶¹. Après la fin du cursus, il était également possible d'obtenir un diplôme postgrade en management qualifié, en Internet et intégration, ou de suivre un cours postgrade en économie («New Economy» et «E-Business») spécialement pour les diplômés de la HEVs.

A la direction de la HEVs se succédèrent Eric Fumeaux (1988-2001), Marc-André Berclaz (2001-2003) et Dominik Albrecht (2003-...).

La loi d'adhésion du 24 mai 2002 à l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AESS) (2002)

Le canton devait aussi se soucier de la reconnaissance et de l'agrandissement de ses écoles professionnelles. Pour cette raison, l'accord intercantonal sur les écoles professionnelles supérieures fut conclu presque au même moment que celui de la création des hautes écoles. Par cet accord, il était envisagé de rattacher aux structures fédérales les écoles valaisannes suivantes: l'Ecole suisse de tourisme (EST) à Sierre, l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIS) à Sierre, et deux voies de formation mixte de la Haute Ecole santé-social Valais: maître socio-professionnel et éducateur de la petite enfance. L'accord réglait les charges financières pour des écoles similaires en dehors du canton et déterminait les conditions juridiques des étudiants, etc.⁶²

De son côté, la CDIP avait déjà édicté, le 6 juin 1997, un règlement sur la reconnaissance des diplômes pour les écoles supérieures dans le domaine de la formation⁶³.

De l'Ecole pédagogique supérieure (EPS) à la Haute Ecole pédagogique (HEP) (1994-1996)

En Suisse et en Europe, il était évident que la formation future des enseignants devait appartenir au domaine tertiaire. La CDIP avait donné un avis favorable, déjà en 1975 et de nouveau en 1993, sur les hautes écoles pédagogiques comparées avec la situation européenne, et comportant une durée d'études de quinze ans au total (école primaire, maturité, trois ans d'école pédagogique). En 1993, la CDIP adopta ses «Thèses sur la promotion des hautes écoles pédagogiques»⁶⁴.

Le 17 novembre 1994, le Grand Conseil valaisan arrêta la nouvelle loi sur la formation des enseignants⁶⁵. A peine deux ans plus tard, le Département retira la nou-

⁶¹ «HTW/HEVs, Ouvert et dynamique», in *Haute Ecole valaisanne*, Sion, 2000; *RL* 94, 2000, p. 22, 274; voir aussi «Les écoles de niveau tertiaire», in *Résonances*, mai 2003, p. 1-24.

⁶² *BGC*, janvier/février 2001, vol. 31, p. 122, 199, 227-229, 790-798, 812-815; deuxième lecture, session de mai 2002, vol. 33, p. 71, 140-142, 642; loi du 24.05.2002 sur l'adhésion à l'accord intercantonal sur les Ecoles professionnelles supérieures (AEPS), in *RL* 96, 2002, p. 49-50.

⁶³ *RGCE* 1997, p. 76-77; *Mitteilungsblatt* 1997, année 22, n° 2, p. 21-23.

⁶⁴ *Résonances*, juin 2000, p. 27-28.

⁶⁵ *BGC*, session de novembre 1994: loi p. 588-593, rapport de la deuxième commission p. 600-602, négociations p. 602-619. Voir également le paragraphe sur la fin des écoles normales, au chapitre 1 du présent ouvrage.

velle institution du contexte de la loi de 1962, afin de créer, dans le cadre de la Haute Ecole valaisanne, un nouveau lieu de formation dans le domaine tertiaire. A cette occasion, les représentants haut-valaisans au Grand Conseil exigèrent deux écoles partiellement autonomes, ainsi que l'établissement de l'une des deux dans le Haut-Valais. En juin 1996, le projet de loi put être traité au Grand Conseil en première lecture. Lors des débats d'entrée en matière, plusieurs critiques se firent entendre. Certains se demandaient si le canton possédait les finances pour cette onéreuse formation. En plus du coût des écoles, des exigences salariales supplémentaires s'ensuivraient certainement, en particulier pour la nouvelle formation des maîtresses enfantines. Des divergences d'opinion apparurent également sur la question de la réelle nécessité de deux ou trois ans de haute école. La formation des maîtresses enfantines devait être clairement séparée de celle des enseignants de l'école primaire. Des parents inquiets signalèrent le risque d'une «académisation» et d'une surcharge de travail. Les députés, quant à eux, estimaient positive l'obligation future pour les candidats d'être astreints à suivre une partie de leur formation dans l'autre région linguistique du canton⁶⁶.

L'emplacement de la HEP (1996)

En octobre 1996, les députés traitèrent la question en deuxième lecture. Curieusement, il n'y eut cette fois plus qu'un seul problème: l'emplacement de la HEP. Un seul site devait-il être choisi, ou le Département allait-il attribuer une école à chacune des deux régions linguistiques? Le Conseil d'Etat s'était prononcé en faveur de deux sites; la commission préparatoire se décida pour une formulation ouverte et voulut laisser la décision au gouvernement. Comme la majorité des Haut-Valaisans plaidaient pour un lieu unique dans la partie germanophone, la séance se termina avec une pointe d'énervement⁶⁷. La loi obtint lors de la votation finale le 4 octobre 1996 seulement 62 oui, contre 22 non et 18 abstentions⁶⁸. Brigue et Saint-Maurice furent ainsi choisis comme sites de la HEP.

Le Département semblait avoir lui-même sous-estimé la rapide évolution de la formation des enseignants. Trois bonnes années plus tard, il dut de nouveau présenter un texte de loi devant le parlement. Cette fois, il fonda la nouvelle loi sur le bilinguisme désiré (et en soi déjà décidé) pour les futurs enseignants, et il proposa un nouvel article 16*bis*, selon lequel les étudiants devaient passer au moins deux des six semestres dans l'autre région linguistique. La nouvelle haute école devait rendre cette solution possible. Le Département justifia également la modification du nom «Ecole pédagogique supérieure» (EPS) en «Haute Ecole pédagogique» (HEP) par la terminologie en vigueur en Suisse. Au Grand Conseil, la loi ne fit cette fois pas l'objet de longues discussions. Elle fut acceptée à l'unanimité le 12 mai 2000⁶⁹.

⁶⁶ BGC, session de juin 1996: message p. 95-103, projet de loi p. 104-115, propositions de la première commission p. 291-293, rapport de commission p. 138-140, négociations p. 140-148, 291-316.

⁶⁷ WB, 20.06.1996, p. 7 et 05.12.1996, p. 7.

⁶⁸ BGC, session prorogée de septembre, octobre 1996: texte de loi p. 21-29, rapport de la deuxième commission p. 44-45, 818-847, négociations p. 46-53; voir aussi J. AMBORD, in *Lehrerseminarien*, p. 35-36; WB, 05.10.1996.

⁶⁹ BGC, session de mars 2000, vol. 20, p. 58-63, 269, 625-640; RL 95, 2001, p. 15.

L'école ouvrit ses portes le 1^{er} octobre 2001 à Brigue et à Saint-Maurice. A Brigue, les cours se déroulèrent dans l'ancien bâtiment de police ainsi qu'à l'Hôtel de ville, et à Saint-Maurice, dans les salles de l'ancien Collège Regina Pacis (ensuite ESCEA)⁷⁰. Le 10 juin 2002, le chef du DECS signa un contrat de location avec la commune de Brigue⁷¹.

En 2005, les objectifs prioritaires consistaient à soutenir cette école qui fondait son originalité et son attrait sur son bilinguisme et sur son implantation dans les deux régions linguistiques du Valais. En septembre de cette année-là, 88 étudiants, dont 20% d'hommes et 7% de ressortissants d'autres cantons, y furent admis en formation initiale, tandis que la première volée de 98 maîtres formateurs, issus des établissements du 2^e degré (écoles supérieures de commerce et collèges) venait de terminer sa formation. L'offre de formation continue profita à 2391 enseignants du Valais romand et à 1782 enseignants du Haut-Valais⁷². Le premier directeur fut Maurice Dirren (2001-2003). Lui succédèrent Gertrud Nottaris (2004), Roger Sauthier ad intérim (2004-2005) et Patrice Clivaz (2005-...).

La Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)

Dans les années 1990 entrèrent en vigueur des lois modifiant considérablement le paysage scolaire valaisan des hautes écoles. La loi fédérale sur les hautes écoles (LHES) de 1995 créa la base de plusieurs accords. Dans la région francophone, la Haute Ecole de la Suisse occidentale (HES-SO) fut fondée la même année déjà. Le Valais y adhéra le 13 mai 1998⁷³.

De leur côté, les directeurs des Hautes Ecoles santé-social de Suisse préparèrent un accord réunissant dans les hautes écoles helvétiques trois secteurs de formation, dix voies d'études et dix-huit formations. Les cantons de Berne, Fribourg, Genève, Vaud, Neuchâtel, du Valais et du Jura en élaborèrent les bases pour la Suisse romande. La nouvelle structure s'appela «Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande» (HES-S2).

La Haute Ecole spécialisée santé-social Valais (HEVs2)

Le 12 septembre 2001, le Grand Conseil accepta en deuxième lecture la loi qui rendait possible l'adhésion du Valais à cet accord intercantonal pour la création d'une Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande⁷⁴. La loi du 25 janvier 1989 sur la création d'un centre de formation pédagogique et sociale (CFPS) devint caduque.

⁷⁰ NF, 22.09.2001, p. 2-3.

⁷¹ WB, 11.06.2002, p. 9; *Mitteilungsblatt* 2002, n° 3, p. 14; *Comptes de l'Etat* 2001: 3 105 385 francs, p. 171.

⁷² RGCE, 2005, p. 65.

⁷³ RL 92, 1998, p. 164.

⁷⁴ BGC janvier/février 2001, vol. 25: message p. 1095, textes p. 1126-1132, négociations p. 154, 205-207; deuxième lecture, session de septembre 2001, vol. 29, p. 53-61, 85-88, 573-577; RL 96, 2002, p. 31, 49.

Les trois secteurs de formation concernés étaient les suivants:

- la section «mobilité et réhabilitation», qui comprenait les filières d'études suivantes: diététique, ergothérapie, physiothérapie, radiologie et psychomotricité;
- la section «soins et éducation en santé», à laquelle appartenaient la formation de sage-femme à Genève et à Lausanne ainsi que les écoles cantonales de soins infirmiers;
- la section «travail social», issue de la voie d'études en travail social, soit éducateur spécialisé, animateur social et assistant social.

Le Valais put proposer dans chacun des trois secteurs une ou plusieurs écoles. Les plans d'études élaborés en commun devaient, par ailleurs, permettre une formation équivalente dans chacune d'elles. Les nouveaux collèges de direction, et parmi eux le «comité stratégique», réglementaient les conditions d'admission à toutes les écoles. En Valais, les écoles de soins infirmiers à Monthey, Viège et Sion (EVSI), l'Ecole de physiothérapie à Loèche-les-Bains (PTSL) et le Centre de formation pédagogique et sociale à Sion (CFPS) étaient directement concernés et formèrent dès lors la Haute Ecole spécialisée santé-social Valais (HEVs2)⁷⁵. Les trois écoles s'unirent alors en un établissement de droit public avec le droit à l'autogestion. Un comité de direction, un conseil consultatif et la direction générale en assumèrent la responsabilité⁷⁶.

Les députés s'occupèrent aussi des coûts prévus pour la nouvelle HEVs2 et arrivèrent aux montants suivants, fixés dans le budget de 2002:

Budget ordinaire, EVSI	9 250 000.–
Budget extraordinaire (HES)	780 000.–
Ecole de physiothérapie de Loèche-les-Bains avec HES	16 000 000.–
Budget HEVs2 (anciennement CFPS), y compris HES	4 770 000.–
Coûts de la formation hors canton	2 000 000.–
Total	18 400 000.–

15,6 millions de francs de ces coûts furent à la charge du canton (*BGC*, session de mars 2002, vol. 32, p. 381, 387)

En juin 2002 furent fêtés à l'aula du Collège de Brigue les derniers diplômes du mode de formation des années 1990 en soins infirmiers (EVSI). En automne 2002, au cours d'une cérémonie officielle, le DECS inaugura la nouvelle Haute Ecole spécialisée santé-social Valais (HEVs2). La nouvelle formation dans le cadre de la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande débuta ainsi à Viège, Loèche-les-Bains, Sion et Monthey. Ces centres de formation regroupaient 319 étudiants en 1995 et 432 en 2000. Au 31 décembre 2001, l'Ecole valaisanne pour les soins infirmiers comptait au total 113 collaboratrices et collaborateurs.

⁷⁵ *NF*, 15.02.2001, p. 33; *WB*, 16.01.2001, p. 12; *Mitteilungsblatt* 1997, année 22, n° 2, p. 21 et suivantes; *RGCE* 1997 et 2001, p. 66; EVSI 2001, *Rapport annuel* p. 21 et suivantes.

⁷⁶ *BGC*, première lecture session de novembre 2001, vol. 30, p. 747, 766; deuxième lecture session de mars 2002, vol. 32, p. 32, 167, 321, 362-370; loi du 22.03.2002, in *RL* 96, 2002, p. 31, 279.

Comme la recherche ayant trait à la pratique est nécessaire pour chaque haute école, l'Ecole professionnelle supérieure en travail social avait déjà institué auparavant la section «Conseil et études en politique locale» (Cé-POL), ainsi que la recherche appliquée et des prestations externes⁷⁷. Elle se considérait comme un centre de compétences pour la politique sociale et socioculturelle locale, et elle obtint la collaboration des communes, des institutions sociales et des services cantonaux.

Le CFPS, ayant intégré la HEVs2, assuma comme auparavant la formation au niveau HES pour les assistants sociaux, les éducateurs spécialisés et les animateurs socioculturels. Les infirmiers HEVs2 furent formés dans les anciennes écoles de soins infirmiers à Viège, Sion et Monthey et les physiothérapeutes, à Loèche-les-Bains. Pour être admis, les étudiants devaient être en possession d'une maturité gymnasiale, d'une maturité professionnelle en santé et travail social ou d'un diplôme de l'Ecole de degré diplôme en orientation médicale sociale ou socio-pédagogique. Les premiers diplômes furent obtenus au bout de trois ans. La formation complète et la reconnaissance des diplômes relevaient de la compétence de l'OFFT.

A la fin novembre 2005, la HEVs2, sous la direction d'Anne Jacquier-Delaloye fraîchement nommée, délivra les derniers anciens diplômes d'infirmier, de physiothérapeute, d'animateur socioculturel, d'assistant social et d'éducateur spécialisé. En outre, le nouveau système HES compta 19 diplômes d'animateur socioculturel et d'éducateur spécialisé⁷⁸.

La «Fernfachhochschule Schweiz» (FFHS) ou Haute Ecole spécialisée suisse d'études à distance de Brigue (1998)

La création de la Haute Ecole spécialisée suisse d'études à distance de Brigue vint encore enrichir le système scolaire valaisan. En février 1997, un groupe fut mandaté par l'Union des écoles suisses d'enseignement à distance, qui existait depuis 1995, afin de travailler aux préparatifs de cette nouvelle école. Les initiateurs espéraient une reconnaissance et des subventions, dans le cadre de la loi sur les hautes écoles⁷⁹.

Le 2 mars 1998, la «Fernfachhochschule» fut reconnue par le Conseil fédéral. L'établissement, doté d'enseignants issus de hautes écoles, se proposait d'offrir dès l'automne 1998 un enseignement supérieur spécialisé en cours d'emploi. Les diplômes équivalaient à ceux d'une formation à plein temps.

Les études comprenaient 80% d'autoformation accompagnée à distance, avec possibilité de discussions et d'échanges sur une plate-forme virtuelle, et 20% de formation théorique et pratique au Centre, le samedi. Quatre filières reliées aux trois domaines de l'économie, de l'informatique et de l'ingénierie étaient proposées: d'une part, l'économie d'entreprise et l'ingénierie de gestion groupées dans la section des sciences économiques, et d'autre part l'informatique générale et l'informatique de

⁷⁷ RGCE 2001, p. 71. Sur les nouvelles écoles, voir aussi le numéro spécial de *Résonances*, mai 2003, en particulier p. 6 et suivantes et p. 21 et suivantes.

⁷⁸ NF, 28.11.2005, p. 19; WB, 01.12.2006, p. 25.

⁷⁹ WB, 28.02.1997, p. 9.



La «Fernfachhochschule Schweiz» (FFHS) ou Haute Ecole spécialisée suisse d'études à distance de Brigue.

fut approuvé officiellement par le Conseil fédéral dans sa séance du 24 septembre 2004. Grâce à ce contrat, dont la première échéance était fixée à la fin 2005, les deux écoles gardèrent leur autonomie⁸¹. Cette alliance allait permettre des échanges de professeurs, des offres interculturelles, une collaboration dans le domaine de la recherche, ainsi que l'enseignement à distance en italien.

gestion composant la section de l'informatique. Le diplôme HES était délivré après dix ou douze semestres. Après cinq semestres supplémentaires, il était possible d'obtenir un diplôme HES postgrade en ingénierie économique ou en économie de gestion d'entreprise, ainsi qu'un certificat de formation continue en informatique⁸⁰. Des centres régionaux s'ouvrirent également à Zurich, Bâle et Berne.

En 1999, la HES à distance de Brigue put déjà travailler avec un budget de 1,2 million de francs octroyés par la Confédération et par le canton.

La reconnaissance fédérale de l'école exigeait l'affiliation de cette dernière à une haute école spécialisée suisse. C'est ainsi qu'en décembre 2003 fut conclu un contrat avec la SUPSI («Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana»), qui

Le Conservatoire cantonal de musique (1949)

La fondation du Conservatoire est due à l'initiative du musicien Georges Haenni (1896-1980). Avec l'aide de quelques-uns de ses amis naquit l'Association du Conservatoire cantonal de musique. Georges Haenni recruta le personnel enseignant indispensable parmi ses connaissances. Par un accord mutuel, ces enseignants renoncèrent préalablement à 35% de leur salaire, afin de constituer un fonds pour le Conservatoire. Durant les trois premières années, le directeur lui-même travailla volontairement sans revenu; les initiateurs du projet achetèrent les instruments et le mobilier avec leurs économies ou se les firent offrir. L'Etat alloua cependant 5000 francs et la

⁸⁰ *Information FFH Brig*, p. 1-7, 12 et suivantes; *WB*, 05.11.1997, p. 1, 9; 01.12.1997, p. 7 et 1709.2002, p. 9.

⁸¹ *Jahresbericht Fernfachhochschule Brig*, 2004, p. 9.

ville de Sion mit à disposition plusieurs salles de l'ancien Hôpital. Après six mois de préparation, le Conservatoire put commencer ses cours en automne 1949, avec 82 étudiantes et étudiants⁸².



Le Conservatoire cantonal de musique, à Sion.

De l'association à la fondation

L'école se développait bien. Afin de lier les enseignants encore plus fortement à leur Conservatoire, les initiateurs transformèrent en 1953 l'association en une fondation, dont pouvaient devenir membres les professeurs ayant enseigné durant trois ans. Les enseignants créèrent ensuite l'Association valaisanne des musiciens professionnels, où seuls les musiciennes et musiciens professionnels pouvaient entrer. Le Conseil d'Etat reconnut le titre de professeur de musique et décréta qu'il devait être exclusivement porté par celui ou celle qui possédait un diplôme et qui était membre de l'association. Cette dernière fut par la suite dissoute, en raison de l'adhésion de ses membres à la Société suisse de pédagogie musicale. En revanche fut maintenue l'Association des anciens élèves et amis du Conservatoire cantonal de musique.

Depuis Sion, le Conservatoire proposait également ses services en dehors de la capitale, comme par exemple à Lourtier dès 1970. En 1972, une section du Conservatoire avec 300 étudiants fut établie à Martigny. Après 25 ans d'existence, le Conserva-

⁸² RGCE 1965, p. 148-149; Françoise VANNOTTI, *L'Hôpital de Sion à travers les siècles 1963-1987*, Sion, 1987, p. 59.

toire comptait 1822 étudiants. Avec l'aide de la ville de Sion, le problème de place dans l'ancien Hôpital fut ensuite résolu.

La fondation, soutenue par le canton, disposait au tournant du siècle des sections suivantes: musique instrumentale, théorie musicale, direction chorale et direction musicale. Elle offrait aussi des cours de danse et d'expression théâtrale.

La direction du Conservatoire fut assumée successivement par Georges Haenni, Pierre Chatton, Oscar Lagger, Michel Barras, Nicolas Waldvogel, Pierre-Alain Bidaud, et François-Xavier Delacoste dès 2005⁸³.

Vers une haute école de musique?

Le mérite du développement de l'étude du violon en Valais revient principalement à M^e Tibor Varga (1921-2003)⁸⁴. Etabli en Valais en 1956, il donna à Sion, en été 1963, des cours de violon («master classes»), début de l'Académie de musique Tibor Varga. Suivirent la création du Festival en 1964, et du Concours international de violon Tibor Varga en 1967.

En 1992, après avoir quitté le Conservatoire cantonal de musique (CCM) où il était responsable, depuis 1989, du département supérieur des archets, Tibor Varga fonda l'Ecole supérieure de musique de Sion (ESM), subsidiée par le DIP.

En novembre 1998, une première convention entre le CCM et l'ESM instaura leur collaboration dans un certain nombre de domaines. En mars 2001, les classes professionnelles des deux écoles furent réunies, par une autre convention, pour former la Haute Ecole de musique Tibor Varga, entité nouvelle apte à rejoindre la future Haute Ecole lémanique (nommée ensuite Haute Ecole de musique de Suisse romande). Les autres membres de cette dernière étaient les Hautes Ecoles de musique de Genève et Vaud, alors que Fribourg, Neuchâtel et Berne formaient la seconde école francophone. La structure valaisanne fut placée sous la compétence administrative de Pierre-Alain Bidaud, directeur du CCM, alors que Tibor Varga se vit confier la direction artistique et pédagogique de l'école pour une période transitoire d'une année (2001/2002). Au début 2002 furent réunies au sein d'une même école, appelée Conservatoire supérieur et académie de musique Tibor Varga (CSAMTV) – et sous la forme juridique d'une fondation – les classes professionnelles du CCM, l'ESM et l'Académie de musique. Cette dernière offre une formation continue, durant l'été; en 2005, elle regroupait 344 étudiants et une trentaine de professeurs. En automne 2002, une direction collégiale fut placée à la tête du CSAMTV, avec Jacques Mayencourt, Gyula Stuller et Marcio Carneiro. Tibor Varga devint alors directeur honoraire. L'école comptait cette année-là une quarantaine d'élèves, en violon, alto, violoncelle, contrebasse, piano, guitare, cuivres, direction chorale et direction instrumentale, ainsi qu'en branches théoriques. Pour élaborer un projet d'organisation d'une Haute Ecole

⁸³ Voir *NF*, 27.06.2006, «Conservatoire: Le directeur donne le ton».

⁸⁴ Pour l'ensemble du sujet, voir Robert-Frédéric RUDIN, *Tibor Varga*, Bersy-Editions, Sion, 1995; Vincent ARLETTAZ, «Tibor Varga (1921-2003)», in *Revue musicale suisse*, décembre 2003, p. 7, 9, 11 et 12; *NF*, 08.04.1992, p. 1 et 9; 26.11.1998, p. 16; 29.03.2001, p. 11; 29.08.2002, p. 5; 05.12.2003, p. 22; 20.12.2003, p. 10; 25.03.2004, p. 2-3; 15.10.2004, p. 10; 09.12.2005, p. 25; 31.01.2006, p. 25; 16.02.2006; 29.08.2006, p. 24; «HEM-Vs», in *Résonances*, mai 2003, p. 24.

de musique de Suisse romande (HEM-SR), en partant de ce qui existait déjà, la Conférence romande des chefs de Départements mandata, au printemps 2003, un groupe de travail présidé par le Valaisan Roger Sauthier. La solution retenue fut celle d'une haute école en réseau, répartie sur cinq sites. A la fin septembre 2004, les chefs des Départements concernés de Suisse romande décidèrent la création d'un domaine musical romand décentralisé (HEM romande), et le rattachement de ce domaine à la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). Le CSAMTV posa sa candidature comme unité HEM en réseau de la HES-SO, devenue depuis le 1^{er} octobre 2005 de la compétence de la Confédération. En automne 2005, l'école comptait 64 élèves. M^{me} Monica Buckland Hostetter dirigea le CSAMTV de janvier 2004 à avril 2006; Roger Sauthier assura l'intérim avant l'arrivée de Jan Dobrzelewski, en octobre 2006.



L'Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV), à Sierre.

L'Ecole cantonale des beaux arts de Sion (ECBA) (1949)/L'Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV) (1998)

L'Ecole d'art de Saxon

L'Ecole cantonale d'art est née de l'initiative du peintre Fred Fay, qui exerçait les professions de peintre, dessinateur et xylographe. Dans les murs d'une ancienne fabrique de montres, à Saxon, il ouvrit en automne 1949 une Ecole d'art. Il assumait lui-même l'établissement du programme, l'enseignement principal et la gestion de

l'établissement. Les cours duraient d'octobre à mai. Les expositions des travaux des étudiants lui permettaient chaque année d'attirer l'attention sur les performances de l'«Académie». La plupart du temps, les étudiants du Conservatoire de Sion participaient à cet événement. L'école obtint un statut presque public lorsque, à l'occasion de l'inauguration officielle en mai 1950, le président du Conseil d'Etat transmit les vœux et salutations du gouvernement. Le Conseil d'Etat permit également à l'école de porter le nom d'«Ecole cantonale des beaux arts du Valais». Le chancelier d'Etat et un représentant de la ville de Sion prirent place au conseil de l'école. Les cours étaient alors fréquentés par 32 étudiants.

De l'Ecole cantonale des beaux arts (ECBA) à l'Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV)

En 1953, l'école trouva place dans les locaux historiques du vidomnat à Sion, au Musée cantonal de la Majorie. En 1955, Oskar Kokoschka y enseigna, et c'est peut-être pour cette raison qu'elle prit alors le nom d'«Académie internationale des beaux arts du Valais». Cette année-là, l'école obtint le statut légal d'une association.

En 1973, l'Etat mit à disposition l'ancienne maison «Blatter» à la rue des Châteaux, à Sion. La Conférence suisse des écoles d'arts décoratifs admit dans ses rangs l'école valaisanne. En 1975, la direction prépara un règlement qui reçut l'approbation du Département. L'école, qui comptait 50 étudiantes et étudiants, se nomma dès lors «Ecole cantonale des beaux arts» (ECBA). Les problèmes financiers furent allégés à partir de 1980 par un accord avec le Département, qui signa les diplômes, mais sans accorder à l'école une reconnaissance étatique. Dès 1988, l'OFIAMT soutint aussi l'école, et en 1989 une fondation reconnue par l'Etat naquit de l'association. En automne 1990, le nombre d'étudiants dépassa la barre des 100, ce qui créa de nouveaux problèmes de place. La ville de Sion offrit son aide jusqu'en 1996 en fournissant, par exemple, des locaux dans l'ancienne Ecole de Don Bosco.

En janvier 1997, au milieu de l'année scolaire, l'école fut transférée à Sierre, dans l'ancien Hôpital régional, où elle trouva des salles adéquates. La vidéo et l'informatique furent introduites. Dès l'automne 1998, l'école prit le nom d'«Ecole cantonale d'art du Valais». Elle inaugura la nouvelle voie de formation aboutissant à la maturité professionnelle artistique, suivant les directives de l'OFFT, tout en maintenant l'autre voie de formation menant au diplôme supérieur en arts visuels⁸⁵. En 2001, la formation fut réévaluée. La nouvelle Ecole d'art du Valais essaya de réunir trois champs d'activité sous le concept «Designer»: une formation à la fois en graphisme, en scénographie et en arts visuels. A partir de l'année 2002, cette triple formation pouvait mener à une maturité professionnelle, qui devait donner accès aux hautes écoles artistiques en Suisse comme à l'étranger. Ce type de formation avait déjà obtenu en 1999 l'approbation de la Conférence suisse des directeurs des Ecoles d'art. En 2002, l'OFFT reconnut les premiers diplômes du projet pilote «Maturité artistique»⁸⁶. La

⁸⁵ Ecole d'Art du Valais, *Historique, Chronologie et témoignage*, Sierre, 1998, p. 5-12.

⁸⁶ *Ecol'Info* 2000, p. 20-21; *Résonances*, mai 2003, p. 23; *WB*, 30.05.2000, p. 13.

reconnaissance, sans conditions, de la filière d'études en arts visuels intervint le 29 mars 2005, à la suite de la reconnaissance sous conditions, le 2 juillet 2003, du diplôme délivré par l'ECAV.

A la direction se sont succédé Fred Fay (1949-1972), Harald Schulthess (1972-1986), Walter Fischer (1989-1997), et Georges Pfruender (1997-...).

La Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR)

La Haute Ecole de théâtre de Suisse romande, qui devait remplacer les écoles existantes de Lausanne et de Genève, commença son activité à Lausanne en 2003. Cette institution de formation supérieure, de niveau Haute Ecole spécialisée, reçut la charge d'assurer la formation professionnelle théorique et pratique des comédiens (en trois ans) et des metteurs en scène (en quatre ans). Le Valais rejoignit l'institution par la loi du 6 février 2003 sur l'adhésion à la convention intercantonale romande relative à cette école⁸⁷, convention elle-même datée du 31 mai 2001.

Le concours d'admission était ouvert à des candidats entre 18 et 30 ans, titulaires d'une maturité, d'un baccalauréat ou d'un titre équivalent, et pouvant justifier d'une formation ou d'une pratique préalable dans le domaine des arts et du spectacle⁸⁸.

Statistiques pour la formation tertiaire en 2005:

	Total (avec diplômants)
<i>HES (hautes écoles spécialisées)</i>	
Haute Ecole valaisanne (HEVs)	878
Haute Ecole pédagogique du Valais (HEP-VS)	232
Haute Ecole santé-social Valais (HEVs2)	575
Haute Ecole spécialisée à distance (FFH)	454
Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV)	61
Haute Ecole de musique du Valais (HEM-Vs)	68
Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR)	3
Total HES	2272
<i>ES (écoles supérieures)</i>	
Haute Ecole valaisanne (HEVs)	358
Haute Ecole santé-social Valais (HEVs2)	149
Total ES	507
Total HES et ES	2779

(RGCE 2005, p. 65)

⁸⁷ RL 97, 2003, p. 12.

⁸⁸ *Résonances*, mai 2003, p. 23.

Les écoles tertiaires privées avec diplôme universitaire

L'Institut hôtelier César Ritz, au Bouveret (1986) et l'International College of Hospitality Administration (ICHA), à Brigue (1992)

Ces deux écoles doivent leur existence à l'initiative de Wolfgang D. Petri. En 1982, il fonda à Brigue la société de management «Hotelconsult» et exploita dans la même ville le Collège «Schulhotel Alpina». Un an plus tard, il y rattacha le «Schulhotel Zillwald», de Lax. Dans les années 1985-1990, il créa en Suisse d'autres écoles de management hôtelier d'un niveau universitaire et établit des contacts avec des universités d'Etat d'Amérique, d'Europe et d'Australie. Il ouvrit en 1986 l'Institut César Ritz au Bouveret. L'Etat octroya 8,5 millions de francs pour l'assainissement de l'ancien établissement pour sourds-muets. Un contrat de location de vingt ans fut remis à Wolfgang D. Petri qui intégra, en 1987, les écoles de Brigue et de Lax dans l'Institut César Ritz et qui fonda, le 23 janvier 1991, l'ICHA à Brigue. Le bâtiment de Brigue fut construit avec la participation de la commune (après votation populaire) et du canton. L'inauguration eut lieu en 1992⁸⁹.



L'Institut hôtelier César Ritz, au Bouveret.

⁸⁹ WB, 1992, 23.04.1992, p. 9, «Welcome to Brig: Offizielle Eröffnung und Einweihungsfeier des Hotelconsult SHCC Colleges in Brig».

L'école du Bouveret proposait une formation de base en deux ans. L'ICHA, haute école au diplôme universitaire, offrait quant à elle une formation de quatre ans préparant aux tâches et aux hautes responsabilités de l'industrie hôtelière du monde entier⁹⁰. En décembre 1997, les étudiants de l'«International College of Hospitality Administration» de Brigue obtinrent pour la première fois le «Bachelor of Arts in Hotel Administration» délivré par la Washington State University (WSU), tandis que 61 étudiants recevaient le «Swiss Higher diploma in Hotel Management». La WSU, dont des diplômes sont distribués à Brigue, est depuis 1997 la seule université d'Etat américaine qui, avec ses propres professeurs et son programme de cours américain, prépare en Suisse au titre de «Bachelor» mondialement reconnu⁹¹. Un an plus tard, 38 diplômés se virent déjà décerner le «Bachelor of Art in Hotel and Restaurant Administration» et 73 autres le «Swiss Higher diploma in Hotel Management». En outre, 12 personnes reçurent le «Post Graduate diploma in Hotel Management»⁹². L'école, qui enseignait en anglais, prit en 1997 le nouveau nom d'«University Center César Ritz» (UCCR).

Les écoles de Brigue et du Bouveret furent reconnues par l'Etat du Valais et devinrent membres de l'Association des hautes écoles suisses des hôteliers et des restaurateurs. Wolfgang D. Petri dirigeait des écoles similaires ou partenaires en Amérique et en Australie. A la fin de l'année 1999, le fondateur et président de l'entreprise remit la présidence à Martin Kisseleff, jusque-là directeur général⁹³. Dès mars 2002, Martin Kisseleff présida également l'Association des hautes écoles des hôteliers et des restaurateurs.

En juin 2002, l'ICHA, dont la direction reposait sur les épaules de Daniel Gutzwiller, de Brigue, fêta les dix ans de sa florissante activité⁹⁴. La même année, en tant que fondateur des écoles en «Hotel Management» «César Ritz Colleges», à Barcelone, Wolfgang D. Petri obtint pour ses services le «Presidents Award» de l'EuroCHRIE, auquel appartenaient 1400 professeurs et institutions enseignant le Management en hôtellerie et tourisme à un niveau universitaire. Depuis 1982, 10 000 étudiants d'environ 50 pays ont été formés dans ses écoles⁹⁵.

L'Ecole «Les Roches» à Bluche (2000)

Cette école, reconnue par l'Association hôtelière suisse, naquit grâce à l'initiative des frères Jean et Francis Clivaz. En plus d'une école privée réputée dans la région lémanique, ils ouvrirent à Bluche de nouveaux bâtiments d'études pour l'hôtellerie. En 2000, l'école put accueillir 560 étudiants sur son propre campus. Cette école enseignait en anglais et décernait après trois ans d'études le «Swiss Hotel Association Hotel Management Diploma», ou après quatre ans le «Bachelor of Business Administration» («Hospitality BBA/BBA (Honors)»). Avec une année supplémentaire, il était

⁹⁰ *Ecol'Info* 2000, p. 5.

⁹¹ *WB*, 18.12.1997, p. 13.

⁹² *WB*, 17.12.1998, p. 12.

⁹³ *NF*, 11.12.1999, p. 14; *WB*, 11.12.1999, p. 15.

⁹⁴ *WB*, 25.05.2002, p. 15.

⁹⁵ *NF*, 07.11.2002, p. 14; *WB*, 08.11.2002, p. 17.



L'Ecole «Les Roches» à Bluche.

possible d'obtenir le «Post graduate diploma in Hospitality Management» ou le MBA en «Hospitality Finance or Marketing». Une autre formation était couronnée par le «Master of Business Administration». L'école fut, de plus, reconnue par l'Etat du Valais. En 2004, une succursale fut ouverte à Shanghai, tandis qu'une autre en Malaisie était également prévue⁹⁶.

Le conseiller d'Etat Bernard Comby (1981-1992)

Les premiers engagements

Les écoles du niveau tertiaire et les relations «Valais-Universités» ne sauraient être évoquées sans rappeler les mérites du conseiller d'Etat Bernard Comby. Originaire de Vollèges et domicilié à Saxon, il commença sa carrière politique de manière inhabituelle. Après une formation en sciences économiques, couronnée par un doctorat, il travailla de 1965 à 1966 au Service cantonal de planification à Sion; il fut ensuite engagé comme expert en aide au développement à Bogota entre 1967 et 1971, puis il dirigea le Bureau d'études économiques et sociales (B.E.S.) entre 1971 et 1979. Avant son élection au Conseil d'Etat le 3 décembre 1978, il avait été député au Grand

⁹⁶ NF, 23.02.2005, p. 21.

Conseil de 1973 à 1978. De 1979 à 1981, il dirigea le Département de justice, police et santé publique, avant de reprendre, en 1981, la responsabilité du Département de l'instruction publique et de celui des affaires sociales; il continua d'assumer la présidence du Département de la santé publique jusqu'en 1985.

Ses activités au Département de l'instruction publique commencèrent avec les préparatifs d'une nouvelle loi scolaire, qui devait remplacer celles de 1962 et de 1971, et qui fut soumise au peuple au bout de deux ans déjà. Certaines propositions avaient été influencées par le programme «Printemps du Valais» élaboré en 1971 par les Jeunesses radicales. La loi fut rejetée malgré sa pertinence et malgré son acceptation par le Valais romand.



M. Bernard Comby.

Les révisions partielles

Après ce refus, quelques propositions servirent de modèle aux révisions partielles. Il s'agissait d'abord de la loi du 16 mai 1986 sur le cycle d'orientation, qui contenait les bases de l'enseignement différencié. Ce nouveau projet élargissait les droits parentaux, encourageait les cours d'appui, créait des classes avec un tronc commun et des cours à niveaux. Dès 1985 commença aussi la formation des médiateurs scolaires, sans lesquels les écoles n'allaient plus se concevoir désormais. Les travaux préparatoires pour la deuxième révision partielle de la loi scolaire, qui prévoyait la formation des enseignants dans un institut pédagogique supérieur, furent achevés dès 1986. La même année, les classes commerciales pour sportifs et artistes ouvrirent leurs portes à Brigue et à Martigny. Le décret du 25 juin 1986 sur l'enseignement spécialisé et celui du 25 janvier 1989 sur la création d'un centre de formation pédagogique et sociale pourraient être considérés comme une autre innovation importante. En 1991, un autre succès obtenu fut celui de l'introduction de la semaine de quatre jours et demi d'école. Par contre, des plans qui prévoyaient un collège à Sierre et des gymnases décentralisés dans l'ensemble du canton échouèrent, alors même qu'ils avaient été bien conçus et solidement étayés.

Les écoles tertiaires et la commission «Valais-Universités»

Ce sont les écoles du niveau tertiaire qui allaient surtout bénéficier du travail de Bernard Comby. En 1982, il fonda à Sierre l'Ecole suisse de tourisme, nouveauté dans le paysage scolaire suisse. A partir de 1986, l'ancienne Ecole privée d'informatique de Sierre fut transformée en Ecole cantonale pour l'informatique de gestion. En 1988, trois nouvelles écoles de niveau tertiaire furent inaugurées: les Ecoles supérieures de

cadres pour l'économie et l'administration, à Viège et Saint-Maurice, ainsi que l'Ecole d'ingénieurs, à Sion.

Parallèlement à ces réalisations, Bernard Comby constitua la Commission «Valais-Universités», qui allait culminer avec la création de l'Institut universitaire Kurt Bösch. A part ces remarquables concrétisations, il ne faudrait pas passer sous silence les efforts entrepris pour la promotion des arts et de la culture, et qui débouchèrent sur la création d'un Conseil de la culture. La Bibliothèque cantonale connut une extension et une modernisation, tandis qu'était créé à Martigny le Centre valaisan de l'image et du son. Le conseiller d'Etat Comby s'impliqua également dans la lutte contre les drogues à l'école, et il encouragea dès 1991 les efforts de prévention du sida. Il accorda toute son attention au sport et à l'éducation physique, dont il renforça l'inspection par des animateurs pédagogiques.

Bernard Comby exploita habilement la situation financière favorable des années 1980 au profit de la réalisation des écoles du niveau tertiaire, ce qui aurait été impossible auparavant pour des raisons pécuniaires⁹⁷. Le *Confédéré* répertoria les mérites du conseiller d'Etat: «la réalisation du postulat de l'égalité des chances; les médiateurs jeunesse; un nouveau créneau: la formation professionnelle supérieure en Valais ou la formation des élites républicaines; la démocratisation de l'accès aux études et aux apprentissages»⁹⁸.

⁹⁷ NF, 21.02.1985, p. 34; *L'Hebdo*, 15.08.1985, p. 22-23; WB, 18.02.1989, p. 13; NF, 24.02.1989, p. 2; *Le Confédéré*, 28.02.1992, p. 9; WB, 09.03.1992, p. 9; *Résonances*, janvier 1992, p. 23-28; NF, 24.02.1994, p. 3.

⁹⁸ *Le Confédéré*, n° 62, 30.08.1991, p. 17; n° 63, 03.09.1991, p. 6; n° 68, 20.09.1991, p. 9.

CHAPITRE IX

Le Valais et les universités

Accords intercantonaux sur les contributions financières aux universités

Le décret du 13 mai 1980 concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les contributions financières aux universités

Dès la création de l'Etat fédéral, les cantons veillèrent jalousement sur leurs droits dans le domaine de la formation, selon la célèbre devise: «Les canons à la Confédération et l'école aux cantons». Les universités restèrent ainsi essentiellement une affaire cantonale. Seule l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), rejointe plus tard par l'EPFL à Lausanne, fit exception à la règle. En vertu de cette délimitation des compétences, les cantons assumèrent seuls les coûts ordinaires de leurs universités jusqu'en 1965. Il existait certes, depuis 1952, des contributions allouées par le Fonds national pour la recherche fondamentale, mais la menace d'un état d'urgence pour la formation dans les années 1950 et particulièrement dans les années 1960 (voir le rapport de la Commission Schultz en 1963, ou les recommandations de la Commission Labhardt en 1964, etc.) décida le Conseil fédéral et les Chambres fédérales à accorder leur soutien aux cantons universitaires. Par un simple ordre de transfert, 200 millions de francs furent attribués aux universités entre 1966 et 1968. Dès 1969, les contributions fixées dans la loi du 28 juin 1968 sur l'assistance aux universités augmentèrent: 1,15 milliard pour les années 1969-1974, 856 millions pour les années 1975-1977 et 926 millions pour les années 1978-1980¹.

La contribution des cantons non universitaires

Par ces subventions, la Confédération se considérait comme une sorte d'agent fiduciaire des cantons non universitaires, situation qui s'expliquait par le fait que les cantons dotés d'universités rendaient service à tout le pays. En 1975, 56% des étudiants provenaient en effet de cantons universitaires, 27% de cantons non universitaires, et 17% venaient de l'étranger. Il est vrai cependant qu'avec les contributions

¹ BGC, session prorogée de novembre 1979, février 1980, p. 13 et suivantes. Voir aussi Hans BADERTSCHER, «Les contributions aux universités, combat commun contre le numerus clausus», in *La CDIP 1897-1997*, p. 219-221.

mentionnées, la Confédération ne soutenait que 52% environ des investissements pour les hautes écoles cantonales et moins de 20% des frais d'exploitation².

Quelques cantons non universitaires, dont le Valais, essayèrent d'apporter leur soutien à cette cause. Des étudiants en troisième année de médecine furent admis dans des hôpitaux valaisans: entre 35 et 40 dans le Valais romand, et environ 20 à Brigue et à Viège. Vu l'urgence de la situation, la plupart des cantons non universitaires montrèrent leur bonne volonté en versant 2 millions de francs entre 1978 et 1980 pour l'exploitation et l'agrandissement des facultés de médecine. Le Valais participa avec un montant annuel de 101 600 francs³.

L'accord intercantonal du 26 novembre 1979 sur la participation et le financement des universités résultait d'un travail commun des Conférences des directeurs des Départements des finances et de ceux de l'instruction publique. Cet accord octroyait le même statut juridique aux étudiants des cantons signataires et à ceux des cantons universitaires (art. 2), et il établissait les montants annuels que devait verser le canton de domicile de l'étudiant⁴.

Le premier accord intercantonal

Le 22 juin 1980, le peuple valaisan accepta le décret du 13 mai 1980 concernant l'adhésion à l'accord intercantonal du 26 novembre 1979 par 13 983 oui contre 4015 non.

Coûts pour le canton du Valais:

Année	Par étudiant	Total
1981	3000.–	4 261 500.–
1985	4000.–	6 928 600.–

(BGC, session prorogée de novembre 1991, janvier 1992, p. 696-700)

Le chef du Département de l'instruction publique, Antoine Zufferey, avait vainement proposé de tenir compte de l'état des finances des cantons et d'inclure dans les calculs le nombre d'universitaires valaisans qui seraient ensuite actifs dans un autre canton, c'est-à-dire de constater les pertes migratoires élevées.

Le deuxième accord

Le premier décret demeura en vigueur jusqu'en 1986. Les 25 et 26 octobre 1984, les directeurs des Départements de l'instruction publique et ceux des Départements des finances convinrent d'un nouvel accord. Les contributions furent revues à la

² BGC, session prorogée de novembre 1979, février 1980, p. 13.

³ BGC, session prorogée de novembre 1979, février 1980, p. 12-15.

⁴ BGC, session prorogée de novembre 1979, février 1980, p. 16 et suivantes.

hausse, comme l'on pouvait s'y attendre; en échange, les universités garantirent aux futurs étudiants le libre accès à toutes les facultés ainsi que l'égalité de traitement. Une seule session, celle du 14 novembre 1986, suffit au Grand Conseil pour traiter le décret, qui fut approuvé à l'unanimité⁵.

Le 14 juin 1987, le peuple accepta à son tour le décret par 33 877 oui contre 9165 non.

Des contributions toujours plus élevées

Coûts pour le canton du Valais:

Année	Par étudiant	Total	Nombre d'étudiants
1987	5000.–	9 515 000.–	1930
1991	7000.–	15 566 250.–	2223

(BGC, session prorogée de novembre 1991, janvier 1992, p. 698)

Le troisième accord

Le troisième accord avait été conclu en deux étapes, le 26 octobre et le 7 décembre 1990. Le Valais donna son adhésion par le décret du 14 mai 1992⁶, dont la durée de validité allait s'étendre de 1993 à 1998. Le peuple accepta ce décret le 21 juin 1992 par 18 726 oui contre 3070 non.

A partir de 1993, les cantons payaient 8500 francs par étudiant. Au cours des années suivantes s'ajouta la hausse du renchérissement lié à l'indice des prix à la consommation; ainsi, les montants augmentèrent graduellement, même si les contributions de base des cantons non universitaires pour chaque étudiant demeurèrent identiques durant la période de 1993 à 1998.

Coûts pour le canton du Valais:

Année	Par étudiant	Total	Nombre d'étudiants
1993	8500.–	19 779 500.–	2327
1997	8984.–	22 987 738.–	2558

(RGCE 1997, p. 57; BGC, session de juin 1998, p. 411)

⁵ BGC, session de novembre 1986, p. 295-302; deuxième lecture, *ibid.*, p. 425.

⁶ BGC, première lecture, session prorogée de novembre 1991, janvier 1992, p. 696-700; BGC, deuxième lecture, session de mai 1992, p. 538-542.

Un douloureux compromis: le quatrième accord

Le quatrième accord nécessita de longues et pénibles négociations. Les cantons universitaires de Berne et de Zurich avaient menacé durant un certain temps d'augmenter fortement les contributions ou d'introduire le *numerus clausus*. En réponse à une interpellation au Grand Conseil, le conseiller d'Etat Wilhelm Schnyder attira l'attention sur la situation difficile des cantons non universitaires⁷, qui devaient consentir à une nouvelle hausse de leurs contributions. Jusqu'alors, les accords avaient stipulé que les contributions cantonales devaient rester les mêmes pour chacune des facultés. Elles s'élevèrent graduellement, ou s'adaptèrent dès 1994 au renchérissement annuel. Le sens de la participation des cantons associés se modifia également; initialement compensation partielle au soutien fédéral manquant, elle était devenue «un élément important de la répartition uniforme des charges entre les cantons et de la préservation de la qualité de la formation supérieure en Suisse»⁸. Le quatrième accord allait, lui aussi, demeurer en vigueur durant cinq ans, de début 1999 à fin 2003. Les sommes forfaitaires annuelles, réparties différemment selon les catégories des facultés, furent une nouveauté.

Ces contributions devaient finalement atteindre les montants suivants:

Année	Facultés catégorie I (sciences humaines)	Facultés catégorie II (sciences naturelles)	Facultés catégorie III (médecine)
1999	9500.–	17 700.–	22 700.–
2003	9500.–	23 000.–	46 000.–
2005	10 090.–	24 430.–	48 860.–

(Art. 12 de l'accord)

Les cantons demandèrent en outre de pouvoir prendre connaissance de la liste de leurs étudiants; les contributions étaient allouées sur une durée de 12 ou éventuellement 16 semestres pour les étudiants inscrits en faculté de médecine. Les négociations furent menées par Wilhelm Schnyder, chef du Département des finances, qui contribua fortement à faire aboutir l'idée des pertes migratoires élevées. Le Valais put ainsi profiter, tout comme Uri et le Jura, d'une déduction de 10% sur les importantes pertes de ce type (art. 13 de l'accord). L'adhésion à l'accord signifiait malgré tout une participation financière élevée du canton.

Les débats d'entrée en matière se déroulèrent le 22 juin 1998. La loi ne provoqua aucune discussion⁹.

⁷ BGC, session de mars 1996, p. 834-835.

⁸ BGC, session de juin 1998, vol. 10, p. 399-406.

⁹ BGC, session de juin 1998, vol. 10, p. 23-29, 60, 399; accord intercantonal sur les universités, *ibid.*, p. 400-406; la deuxième lecture et l'approbation de la loi suivirent le 28 septembre 1998; BGC, session de septembre 1998, vol. 11, p. 66-69, 212, 738-745; WB, 19.11.1996, p. 9.

Coûts effectifs après une déduction de 10% pour les pertes migratoires:

Année	Par étudiant	Total	Nombre d'étudiants
2000	11 274.–	26 495 993.–	2350
2002	12 464.–	29 926 525.–	2405
2005	12 396.–	30 260 000.–	2441

(RGCE 2000, p. 70; 2002, p. 63 et 2005, p. 66)

La question de l'exode des compétences occupa aussi la recherche. En 2003, le Gouvernement valaisan confia à l'Université de Neuchâtel, en collaboration avec des institutions privées ou semi-étatiques, une analyse qui devait élucider les raisons de cette émigration des universitaires valaisans après la fin de leurs études, de cette «exportation de matière grise»¹⁰.

Les relations avec les universités

Les contacts entre le Département de l'instruction publique et les universités existaient depuis des décennies, bien avant la mise en vigueur des accords intercantonaux. Il s'agissait le plus souvent de relations entre les professeurs d'université et leurs anciens étudiants, devenus eux-mêmes enseignants dans les collèges. Après l'introduction du conseil des étudiants dans les années 1970, des titulaires de classe et des conseillers en orientation professionnelle faisaient visiter des universités aux étudiants intéressés, toujours plus nombreux. De son côté, la Conférence des directeurs de l'instruction publique et des secrétaires de Départements facilita les relations¹¹.

Le Valais, canton «universitaire»

Le Valais avait déjà été un «canton universitaire» à trois reprises. De 1807 à 1908, Sion abrita une école de droit, ouverte aux candidats qui avaient terminé le gymnase (deuxième année de rhétorique) ou le lycée, école qui les formait au notariat en un ou deux ans¹². Durant la Deuxième Guerre mondiale, les nationaux-socialistes fermèrent l'université jésuite Canisianum à Innsbruck. Professeurs et étudiants, qui avaient pressenti la tempête au moment de l'annexion de l'Autriche, avaient déjà quitté les lieux avant le début de la guerre, pour trouver abri dans l'ancien Hôpital de Sion, entre 1938 et 1945. Ces jésuites développèrent à Sion une faculté internationale de

¹⁰ NF, 27.05.2003, p. 14; WB, 27.05.2003, p. 1, 7.

¹¹ *Les Valaisans et l'Université de Fribourg: une histoire d'amour...*, Université de Fribourg, service de presse et d'information, Fribourg, 1990.

¹² F. SCHMID, «Unterrichtswesen», p. 153 et suivantes; Jean GRAVEN, «L'école de droit valaisanne (1807-1908)», in *Annales valaisannes* 1965, série 2, tome 13, p. 177-242; AEV, Fonds 2 DIP, n° 61.

théologie; elle comptait dans ses rangs des Américains, des Hongrois, des Anglais, et des représentants d'autres pays encore¹³. En 1971, une université américaine ouvrit à Haute-Nendaz et à Super-Nendaz un campus universitaire, l'«University of the New World at Valais, Switzerland»; cependant, n'ayant pu trouver suffisamment d'étudiants, elle dut quitter le canton.

La formation des futurs prêtres

La formation religieuse conduisant à la prêtrise, après la maturité, ne peut être que mentionnée ici, car elle relève d'un domaine particulier qui mériterait d'être traité pour lui-même. Le Valais a offert ou offre encore plusieurs centres d'études aux futurs prêtres: Abbaye de Saint-Maurice, Séminaire du Saint-Bernard, à Martigny, Séminaire de Sion, Couvent des capucins de Sion, Rédemptoristes à Loèche et Mariannhill à Brigue, et Séminaire traditionaliste d'Ecône. Dès le début des années 1970, l'Université de Fribourg a pris le relais essentiel de la formation théologique.

La Commission «Valais-Universités»

Entre avril et juin 1986, le Conseil d'Etat, sur l'initiative du Département de l'instruction publique, créa une commission qui devait examiner toutes les formes de collaboration entre le canton du Valais et les universités, et retenir celles qui étaient scientifiquement, économiquement et culturellement bénéfiques pour le Valais. La commission, nommée «Valais-Universités» et présidée par Hermann-Michel Hagmann, réunissait pas moins de cent vingt personnes issues des milieux de l'administration, de l'économie, de la recherche et de la politique. De nombreuses personnalités valaisannes, dont des professeurs d'université, se laissèrent enthousiasmer par la question et offrirent leur coopération.

La commission devait notamment:

- élaborer des propositions et déterminer les cours, les conférences, les séminaires ou les travaux de recherche que les universités pouvaient décentraliser et donner ou mener en Valais;
- définir les infrastructures, les locaux et les prestations de service que le canton devait mettre à disposition;
- établir des contacts afin de concrétiser des projets¹⁴.

¹³ Louis CARLEN, «Wallis und Tirol», in *Walliser Jahrbuch* 2002, p. 20; Emil TSCHERRIG, «L'activité des jésuites autrichiens à Sion, 1938-1945», in *Le monde religieux*, n° 25 (1955), p. 65-71; F. VANNOTTI, *L'Hôpital de Sion*, p. 83; *Annales valaisannes* 1949, II^e série, 24^e année, p. 176, «Canisianum ou Collège international, Faculté américaine de théologie».

¹⁴ Gilbert FOURNIER, *Relations Valais-Universités, Rapport* 1993, DIP, Sion, 1994, p. 4-6.

Vingt-six propositions

Des 150 projets en discussion, 26 aboutirent à des résultats concrets. Ils furent intelligemment classés à court, moyen ou long terme, selon leur urgence. Quelques-uns de ces projets ont été mis à exécution depuis, d'autres suivront peut-être, alors que certains autres sont difficilement réalisables¹⁵.

Outre ces projets, la commission proposa la création d'une commission permanente, qui devait se composer de représentants de tous les Départements ainsi que de milieux valaisans officiels ou privés¹⁶.

La collaboration avec les universités: les accords

Partant de toutes ces réflexions, le Département signa, durant les années 1988 à 1991, une série d'accords avec toutes les universités de Suisse et quelques-unes de l'étranger, en vue d'une collaboration plus étroite: en 1988, avec les Universités de Lausanne (5 octobre) et de Fribourg (28 octobre); en 1989, avec les Universités de Genève (20 janvier), d'Augsbourg (11 mars) et de Berne (11 décembre); en 1990, avec les Universités de Neuchâtel (8 juin), de Bâle (27 septembre) et de Zurich (7 novembre); en 1991, avec les Universités de Pérouse (11 mars), de Grenoble (7 juin), de Saint-Gall (4 octobre) et l'Université à distance de Hagen (7 novembre); en 2000 enfin, avec l'Université de Savoie (30 octobre).

Les résultats de la Commission «Valais-Universités»

Les résultats les plus importants des travaux de la commission furent:

- l'Institut Kurt Bösch (IKB) à Sion, proposant un enseignement interdisciplinaire de niveau universitaire;
- l'Institut de recherches en ophtalmologie à Sion (IRO);
- le Centre de recherches sur les plantes médicinales et aromatiques «Mediplant» à Conthey;
- les «Fernstudien Schweiz» à Brigue et à Sierre, instituts centrés sur la formation à distance;
- le Centre universitaire de recherches sur le plurilinguisme («Universitäres Forschungszentrum für Mehrsprachigkeit» UFM), sis au château Stockalper à Brigue.

D'autres instituts ont profité des infrastructures mises en place par le Département et ont bénéficié de subventions.

L'Institut Dalle Molle d'intelligence artificielle perceptive (IDIAP), établi à Martigny, mérite une mention particulière. Spécialisé dans la gestion de l'information multimédia et des interactions entre l'homme et la machine, cet institut de pointe est reconnu au niveau mondial. Outre la recherche fondamentale et la formation de

¹⁵ G. FOURNIER, *Relations Valais-Universités*, p. 77-128.

¹⁶ G. FOURNIER, *Relations Valais-Universités*, p. 130 et suivantes.

jeunes chercheurs, l'IDIAP assure également le transfert des connaissances et des technologies auprès du monde scientifique et des milieux industriels. Créé en 1991 par la Fondation Dalle Molle pour la qualité de la vie, l'institut est devenu officiellement une Fondation de recherche en 1996, et compte comme co-fondateurs la ville de Martigny, l'Etat du Valais, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), l'Université de Genève et Swisscom. Les recherches se concentrent essentiellement sur l'intelligence artificielle et la reconnaissance vocale. L'IDIAP s'est développé surtout à partir de 1996, sous l'impulsion du Belge Hervé Bourlard, ingénieur électricien/informaticien et docteur en sciences appliquées de la Faculté polytechnique de Mons.



L'Institut Dalle Molle d'intelligence artificielle perceptive (IDIAP), à Martigny.

En 2005, l'IDIAP occupait 70 chercheurs et ingénieurs de 23 nationalités différentes¹⁷.

D'autres instituts préexistants furent intégrés au concept des centres de recherches cantonaux reconnus et subventionnés; ils purent ainsi profiter de l'infrastructure du Département, sans devoir renoncer pour autant à leur autonomie.

Dans le Haut-Valais, la commission avait déjà inclus dans le projet Valais-Universités l'Institut de recherche sur l'histoire de l'environnement alpin («Forschungsinstitut zur Geschichte des Alpenraums», FGA), aménagé au château Stockalper. De son côté, l'Université de Berne avait déjà décidé en 1983 une décentralisation partielle de l'informatique de gestion et créé à Brigue l'Institut pour la technologie et l'informatique de gestion (TEWI).

¹⁷ Prix sommet 2005, *De l'audace à la réussite*, p. 18-19.

D'autres instituts existants purent également être soutenus, comme le Centre régional d'étude des populations alpines (CREPA), auparavant Centre de recherches historiques de Bagnes (CRHB), à Sembrancher. Le Centre de recherche sur l'environnement alpin (CREALP), à Sion, fondé en 1968, fut une création commune au canton et à la capitale valaisanne. Ce centre s'occupe de la recherche géologique, hydrologique et atmosphérique¹⁸. L'Institut de recherche en informatique et télématique (ICARE) à Sierre collabore spécialement avec l'école d'informatique¹⁹. S'ajoutent encore le Centre alpin de phytogéographie (CAP), le Centre de recherche appliquée au tourisme (CRAT, dans le cadre de l'Ecole suisse de tourisme), le Centre de recherches énergétiques et municipales (CREM) et l'«Institut für Wirtschafts- und Sozialfragen» (IWS). Les centres de recherche les plus importants ont un statut juridique soit de fondation, soit d'association.

La loi cantonale du 2 février 2001 sur la formation et la recherche universitaires

Les articles 4, 7 et 120 de la loi de 1962 ont servi de base légale à la première loi valaisanne sur les hautes écoles. Cette loi est en même temps l'aboutissement des efforts entrepris dès 1986 par le conseiller d'Etat Bernard Comby avec le projet «Valais-Universités». Les instituts de recherche qui existaient à cette époque devaient être soutenus financièrement, par les décrets du 15 novembre 1991 et du 13 novembre 1992²⁰. C'est la loi de 2001 qui permet enfin une base solide pour la recherche.

Une tentative ultérieure du Département de construire une base juridique claire avait échoué par le refus de la loi scolaire le 7 juin 1998. La commission «Universités» du DIP franchit une nouvelle étape avec sa motion du 27 septembre 1998, fondée sur un avant-projet et sur un message du Département. L'année suivante, le Conseil d'Etat confia la poursuite des travaux d'élaboration à une commission extraparlamentaire²¹.

En février 2001, les débats ne suscitèrent pas de grandes discussions²².

Le contenu de la loi

La loi voulait encourager en Valais la formation et la recherche de niveau universitaire, coopérer avec les institutions y relatives, et créer au sein du canton les condi-

¹⁸ Gilbert FOURNIER, *Activités*, texte dactylographié, DECS, Sion, 1999, p. 44.

¹⁹ G. FOURNIER, *Activités*, p. 16-28.

²⁰ BGC, session de novembre 1991, p. 272-287, 595; session de novembre 1992, p. 380-387, 527.

²¹ Gilbert FOURNIER, *Genèse de la loi cantonale sur la formation et la recherche universitaires 1991-2001*, DECS, Sion, 2001. Pour l'ensemble du chapitre, voir du même auteur, *Genèse du secteur de formation tertiaire en Valais, 1950 à 2000*, DECS, Sion, 2001 et *Instituts de formation et de recherche universitaires*, DECS, Sion, 2004, avec les publications de l'année 2003.

²² Première lecture: BGC, session de septembre 2000, vol. 23; message p. 463; projet de loi p. 476; textes de la commission parlementaire et motions des députés p. 508, 523; rapport de commission p. 529; débats d'entrée en matière et débats p. 20, 143. Deuxième lecture: BGC, janvier/février 2001, vol. 25; loi p. 1022; texte de la deuxième commission p. 1038, 1054; débats p. 144, 199, 201.

tions appropriées²³. S'y ajouta la collaboration avec les universités, les hautes écoles techniques fédérales, les hautes écoles professionnelles (HES), les centres de recherche et les organisations fédérales. Par la suite, au début de chaque période législative, le Grand Conseil dut prendre connaissance des objectifs universitaires pour la formation et la recherche, et déterminer le total des montants quadriennaux à verser aux institutions concernées. En janvier 2002, le Conseil d'Etat nomma un Conseil «formation et recherche» (COFRU), constitué d'une dizaine de personnalités «éminentes»; ce conseil devait assumer des responsabilités scientifiques et financières, assurer les relations avec les offices fédéraux et promulguer les conditions d'exécution requises. Le Gouvernement valaisan pouvait reconnaître de nouveaux instituts et des voies de formation universitaire, d'après la prise de position du Conseil «formation et recherche».



L'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB).

L'Institut Kurt Bösch (IKB) (1989), l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) (1999)

Un résultat de la Commission «Valais-Universités» fut la création de l'Institut Kurt Bösch à Sion. L'idée d'un centre interdisciplinaire venait du professeur Stefan Graeser de Bâle/Binn, en association avec Werner Arber, ancien recteur de l'Université de Bâle et prix Nobel de microbiologie. Avec l'accord et la collaboration des universités suisses, ils proposèrent un centre interdisciplinaire, qui serait nommé «Institut universitaire inter- et transdisciplinaire» (IUIT).

²³ Loi du 02.02.2001 sur la formation et la recherche universitaires, in *RL* 95, 2001, p. 44.

Les dons généreux du mécène Kurt Bösch (1907-2000) permirent la concrétisation de cette idée. Bösch, originaire d'Augsbourg, était citoyen d'Ebnat-Kappel et de Winterthour. Selon ses dires, il avait une double patrie, Augsbourg et le Valais. Il avait découvert notre canton par le biais de son service militaire à Sion. Comme industriel il avait acquis une belle fortune, dont il fit largement profiter ses deux «patries». C'est ainsi que fut créée le 4 juillet 1989 une fondation de droit privé, l'Institut Kurt Bösch. Il s'agissait d'une riche donation de parcelles de terrain, de bâtiments et de capitaux, si bien que put commencer à Bramois la construction du bâtiment qui abriterait les cours, et qui fut officiellement inauguré le 7 avril 1995. La Confédération s'engagea elle aussi en faveur de l'institut, aux côtés de Kurt Bösch, de la ville de Sion, de l'État du Valais et d'autres représentants encore. L'institut fut reconnu par la Conférence universitaire le 17 octobre 1991²⁴, et par la Confédération le 11 novembre 1992. Cette reconnaissance fédérale officielle de l'IKB en tant qu'institut universitaire signifiait également un soutien financier aux investissements et aux frais d'exploitation annuels²⁵.

L'activité de l'Institut Kurt Bösch

En 1990 déjà, l'IKB, plus tard IUKB, commença ses activités avec des conférences, des séminaires et des colloques interdisciplinaires. En 1995 – après l'ouverture à Bramois du bâtiment accueillant les cours – les conférences et les séminaires se concentrèrent sur quatre grands thèmes qui allaient constituer les centres d'intérêt principaux de l'institut.

En 1992, l'IKB fonda le Centre universitaire des sciences de la vigne et du vin (CUVV), en collaboration avec l'Ecole d'ingénieurs de Sion et l'Université de Bordeaux²⁶. Le CUVV devint un institut associé à l'IKB²⁷. Un deuxième point fort de l'IKB fut l'étude approfondie des problèmes liés au troisième âge par l'«European Academy for Medicine of Ageing» (EAMA)²⁸. L'Institut universitaire âges et générations (INAG) devait poursuivre des buts similaires. En partenariat avec d'autres universités, cet institut organisa des cours de formation comme «voie d'études interdisciplinaires et universitaires en gérontologie», et étudia les questions relatives au troisième âge²⁹. Après avoir abrité un congrès de la Fondation Dr Korszak, l'IKB trouva un troisième pôle d'intérêt en créant un Institut européen des droits de l'enfant³⁰, qui devint en 1995 l'Institut international des droits de l'enfant (IDE), et dont le siège se trouvait aussi à l'IKB³¹. En 1995, l'IKB organisa deux séminaires sur l'étude du territoire alpin, ce qui constitua le quatrième point fort de ses activités³².

²⁴ RGCE 1991, p. 130.

²⁵ RGCE 1991, p. 131-132; 1992, p. 131; *Rapport annuel* IKB 1993, p. 15.

²⁶ NF, 08.03.1996, p. 14 et 26.10.1996, p. 3; *Cahier Vinea*.

²⁷ *Rapport annuel* 1993, p. 7-8; 1995, p. 6 et 2000, p. 54-57.

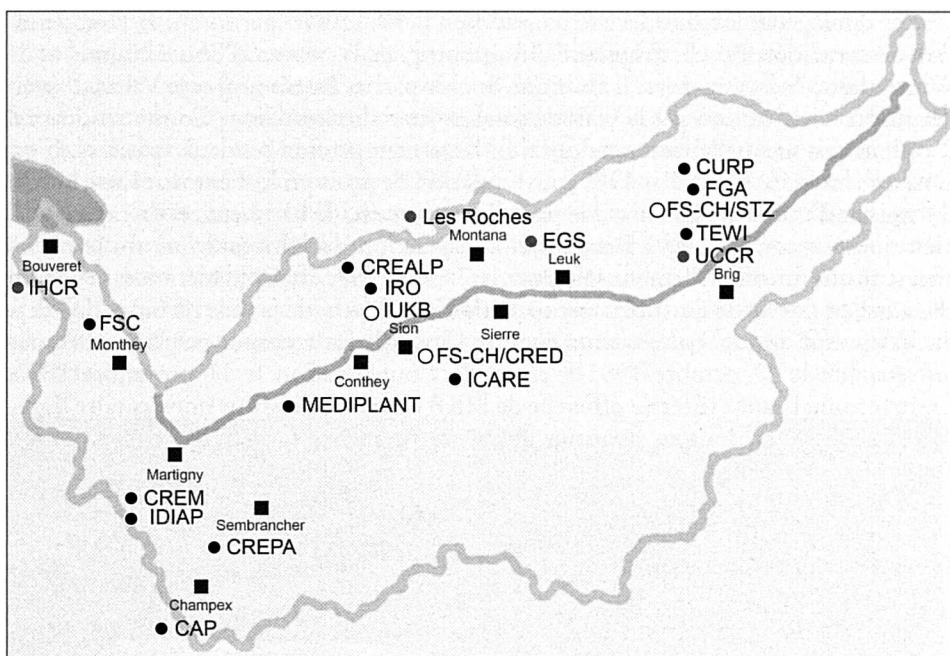
²⁸ NF, 26.08.1996, p. 16; *Rapport annuel* 1995, p. 5 et 2000, p. 53.

²⁹ *Rapport annuel* 2000, p. 49-52.

³⁰ NF, 04.11.1996, p. 13; 08.11.1996, p. 9 et 05.12.1996, p. 18-19.

³¹ *Rapport annuel* 2000, p. 46-52.

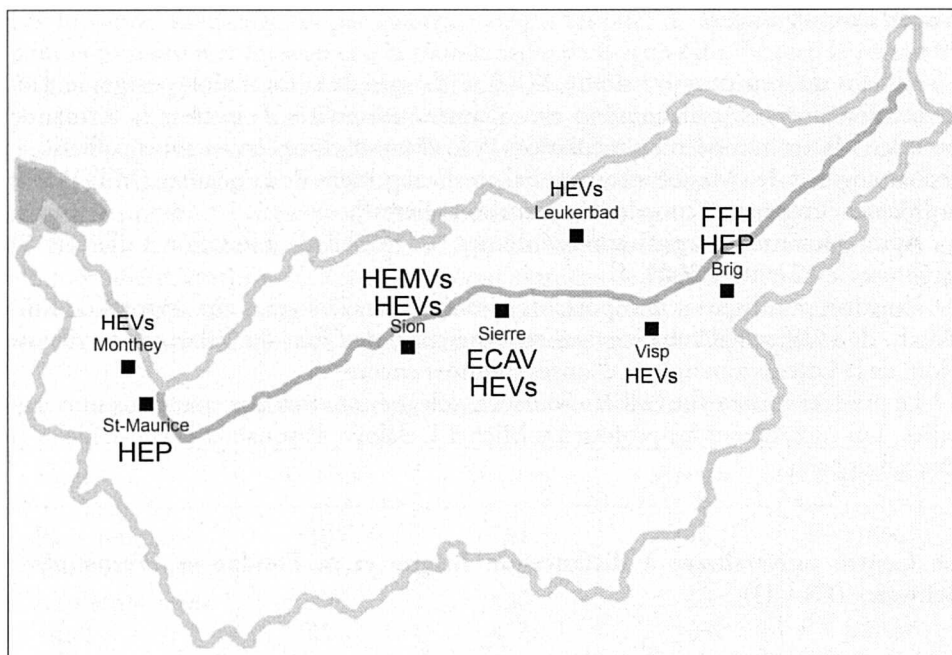
³² NF, 11.06.1996, p. 14; *Rapport annuel* 1995, p. 14.



Formation et recherche universitaire

- Instituts de formation privés
- Centres de formation universitaire
- Centres de recherche universitaire

CAP	Centre alpin de phytogéographie
CREALP	Centre de recherche sur l'environnement alpin
CREM	Centre de compétence en urbistique
CREPA	Centre régional d'études des populations alpines
CURP	Centre universitaire de recherche sur le plurilinguiste
EGS	European graduate school
FGA	Forschungsinstitut zur Geschichte des Alpenraums
FSC	Fondation Suisse pour les cyberthèses
FS-CH/CRED	Fernstudien Schweiz/Centre romand d'enseignement à distance
FS-CH/STZ	Fernstudien Schweiz/Studienzentrum Brig
ICARE	Institut de recherche en informatique et télématique
IDIAP	Institut Dalle Molle d'intelligence artificielle perceptive
IHCR	Institut hôtelier César Ritz
IRO	Institut de recherche en ophtalmologie
IUKB	Institut universitaire Kurt Bösch
Les Roches	Swiss hotel association, School of hotel management
MEDIPLANT	Centre de recherche sur les plantes médicinales et aromatiques
TEWI	Technologiezentrum Wirtschaftsinformatik
UCCR	University center César Ritz



Hautes écoles et écoles supérieures

ECAV	Ecole d'art du Valais
FFH	Fernfachhochschule Schweiz Brig
HEMV's	Haute Ecole de musique Valais
HEP	Haute Ecole pédagogique
HEVs	Haute Ecole valaisanne

Les «Masterprogrammes»

En tant qu'institut universitaire, l'IKB se chargea de la formation postgrade dans divers domaines, en collaboration avec d'autres universités. Il institua la formation pour le «Master européen en médiation»³³, le «Master européen en soins palliatifs et thanatologie»³⁴, le «Master international en management de la qualité» (MTQM) et le «Master européen en coopération transfrontalière»³⁵.

Après plusieurs réorganisations internes, le conseil de fondation raffermit les structures le 12 janvier 2001.

L'institut put disposer d'importants moyens financiers grâce aux apports de Kurt Bösch, de l'Office fédéral «Sciences et recherche», de l'Etat du Valais, de la ville de Sion, de la Loterie romande et d'autres sponsors encore³⁶.

Le premier recteur fut Gilbert Fournier, délégué cantonal aux questions universitaires. Lui succédèrent les professeurs Michel Delaloye, Pasqualina Perrig-Chiello et Eva Schüpbach.

Le Centre universitaire à distance de Brigue et la Fondation «Fernstudien Schweiz» (FS-CH)

Les études à distance offrent la possibilité d'une première formation scientifique ainsi que des structures de formation continue, sans contraindre les étudiants à renoncer à leur place de travail. Ils étudient le plus souvent de manière autonome à la maison, par l'intermédiaire de plates-formes virtuelles, et à l'aide d'un matériel didactique préparé, ou d'un software, ou de cassettes audio et vidéo. Une présence au Centre d'enseignement à distance complète les phases de l'apprentissage autodidacte chez soi. Des vidéos ou des conférences informatiques parfont l'enseignement.

Par le biais des Centres d'études régionaux de Brigue et de Pfäffikon (dans le canton de Schwyz), l'Université à distance de Hagen, en Rhénanie du Nord Westphalie, propose diverses offres de formation scientifique de base: l'électrotechnique, les sciences économiques, le droit, les sciences sociales, les sciences de l'éducation et de l'esprit, les mathématiques, ou encore l'informatique. Ces offres sont valables non seulement pour des études de base, mais également pour une formation continue ou en cours d'emploi, ainsi que pour des programmes spéciaux en vue de projets internationaux.

La fondation de la «Fern-Universität» de Brigue (1992)

La fondation en 1992 du Centre d'études («Studienzentrum») de Brigue remonte à un accord conclu en 1991 entre le Département et l'Université à distance de Hagen.

³³ *Rapport annuel 2000*, p. 10, 29-31.

³⁴ *Rapport annuel 2000*, p. 25-28.

³⁵ *Rapport annuel 2000*, p. 10.

³⁶ *Des entreprises et des hommes*, p. 99.

Les membres fondateurs et partenaires étaient l'Hôpital de Brigue, l'Office fédéral pour la formation et les sciences, la municipalité de Brigue-Glis, Naters, la région de Brigue et Rarogne oriental, la maison Philipp Morris, la Loterie romande et l'Etat du Valais. Un centre régional d'études à distance fut également implanté à Pfäffikon, et des séminaires furent décentralisés à Berne et à Bâle. Brigue était le siège de coordination pour toute la Suisse. En 1993, le Centre d'études de Brigue devint membre d'un réseau européen, l'«European Association of Distance Teaching Universities» (EADTU). Les contacts avec l'EADTU conduisirent à une refonte du centre en un «EuroStudienCentrum» (ESC). La session d'examens de l'année 1995/1996 se tint au Centre d'études de Brigue pour les domaines des sciences sociales, ainsi que des sciences de l'éducation et de l'esprit. Le premier directeur fut Per Bergamin.

Statut des étudiants qui suivaient un programme en allemand en l'an 2000:

Statut	Etudiants	Hommes	Femmes	Pourcentage
Plein temps	107	61	46	16%
Temps partiel	340	182	158	50%
Auditeurs libres	229	130	99	34%
Total	676	373	303	100%

(*Rapport annuel* 2000, p. 37) Le *Rapport annuel* 2005 indiquait un total de 881 étudiants.

En 2002, la Fondation pour la formation à distance suisse «Fernstudien Schweiz» (S.A.R.L. depuis 2004), centre de compétences ayant son siège à Brigue, fut placée sous la direction du professeur universitaire Paul Volken. Cette organisation faîtière, fondée en 1992, dirigeait le Centre d'études de Brigue, le Centre de Pfäffikon et le Centre romand d'enseignement à distance (CRED) de Sierre, qui formaient désormais une unité.

En 2004, la Fondation «Fernstudien Schweiz» fut reconnue par le Conseil fédéral comme institut universitaire³⁷.

Le Centre romand d'enseignement à distance (CRED) à Sierre (1995)

Le Centre romand d'enseignement à distance (CRED), institution similaire au «Studienzentrum» de Brigue, fut établi au Château Mercier de Sierre pour les régions francophones. Ce centre collabore avec les établissements chapeautés par la «Fernstudien Schweiz», les universités de Suisse romande et celles de Besançon, Dijon, Grenoble, Paris VIII, Saint-Denis, le Centre national d'enseignement à distance (CNED) de Poitiers, les écoles valaisannes du secteur de formation tertiaire, ainsi qu'avec la Télé Université du Québec. Durant l'année scolaire 1996/1997, le CRED proposait,

³⁷ NF, 15.11.2005, p. 5; WB, 15.11.2005, p. 12; *Rapport annuel* Fernstudien Schweiz 2004, p. 4-11, 26-30.

en formation de base et en formation continue, les mathématiques, les sciences économiques, l'histoire, la littérature moderne, la psychologie et les sciences des communications³⁸.

Pour l'année scolaire 1996, 92 étudiants s'étaient inscrits, et 55 personnes suivirent les cours de formation continue. En 1997 déjà, la presse rapportait un «bilan positif», mais également le souhait émis par l'école d'une reconnaissance fédérale. L'été 2000, l'école comptait 430 étudiants. Le budget s'élevait à 1,2 million de francs. Le CRED délivrait des certificats, des demi-licences, des licences et des maîtrises³⁹. Son appartenance à la «Fernstudien Schweiz», reconnue par le Conseil fédéral le 10 novembre 2004, permit la reconnaissance de ses filières.

La direction fut assurée successivement par Jean-Marc Page (1995-2001), Boris Kohler (2001-2003), Stéphane Pannatier (2003-2005) et Patricia Gamberoni-Medina (dès 2005).



Château Mercier, à Sierre.

³⁸ *NF*, 14.05.1996, p. 19 et 23.05.1996, p. 17; *WB*, 14.06.1996, p. 13; *Ecol'Info* 2000; *Rapport annuel Fernstudien Schweiz* 2004, p. 27; *Le Nouveau Quotidien*, 03.06.1996, p. 23, «Histoire d'un drôle de campus, qui expédie vingt tonnes de papier chaque semaine»: l'Open University, la plus grande université anglaise, pratique l'enseignement à distance depuis 15 ans. A l'heure où le Centre d'enseignement à distance de Sierre s'apprête à ouvrir ses portes, son ancêtre compte plus de 200 000 étudiants dispersés dans tout le Royaume-Uni.

³⁹ *Résonances*, octobre 2000, p. 24-25.

Statut des étudiants qui suivaient un programme en français en l'an 2000:

Statut	Etudiants	Hommes	Femmes	Pourcentage
Plein temps	46	16	30	11%
Temps partiel	172	55	117	42%
Auditeurs libres	190	76	114	47%
Total	408	147	261	100%

(*Rapport annuel* 2000, p. 40) Le *Rapport annuel* 2005 indiquait un total de 481 étudiants.

La Haute Ecole européenne pour professionnels/«European Graduate School» (EGS) à Loèche et Saas-Fee

Cette haute école établit des liens avec des instituts semblables dans quatorze pays. Elle fut placée sous le contrôle du Département fédéral de l'intérieur, et son financement fut assuré par les fonds destinés à l'éducation. La Fondation «Europäische Gesellschaft für interdisziplinäre Studien» ou EGIS («société européenne pour les études interdisciplinaires»), établie à Loèche, lui servit de représentante juridique. Un sénat académique, composé de représentants du Département et de hautes écoles, veillait à la qualité de la formation⁴⁰. Les étudiants fréquentaient l'école en cours d'emploi, durant trois ans au moins, et pouvaient choisir entre deux divisions, l'une proposant les arts, la santé et la société, et l'autre les sciences, la technique, les médias, la communication et la société. Durant l'été, le «Kinderdorf» de Loèche mettait à disposition ses locaux pour le campus de la haute école. Si l'enseignement était dispensé en anglais, les étudiants pouvaient rédiger leurs travaux en allemand, en français, en italien ou en espagnol. Cette école put s'établir en Valais grâce aux efforts de la Commission «Valais-Universités»⁴¹.

L'école fut transférée de Loèche à Saas-Fee. En été 1998, 32 candidats y reçurent le diplôme «Magister Artium»⁴². En 2001, les communes et leurs partenaires inaugurèrent au Centre culturel Steinmatte l'«Université européenne pour les études interdisciplinaires», nommée également «Europäische Universität für interdisziplinäre Studien» (EUFIS), ou «European Graduate School» (EGS). L'université, qui a pour recteur le professeur Paolo Knill⁴³, permet des études de niveau universitaire en cours d'emploi, et met ses espoirs dans des méthodes d'enseignement innovantes et créatives. Des étudiants du monde entier peuvent y obtenir, en collaboration avec les universités partenaires, un diplôme, une maîtrise, un diplôme postgrade ou un grade de docteur. Durant l'été, le centre des congrès propose surtout des cours intensifs.

⁴⁰ WB, 10.08.1998, p. 7.

⁴¹ WB, 08.08.1997, p. 7.

⁴² WB, 10.08.1998, p. 7.

⁴³ WB, 10.08.2001, p. 7 et 10.08.2002, p. 7.



M. Serge Sierro.

Le conseiller d'Etat Serge Sierro (1992-2001)

Serge Sierro (né en 1949) succéda au conseiller d'Etat Bernard Comby le 1^{er} mars 1992, et il dirigea le Département de l'instruction publique jusqu'à la fin avril 2001. M. Sierro, avocat et notaire de profession, tenait une étude à Sierre. En 1976, il fut élu au Conseil communal de Sierre, dont il devint président en 1988.

Au Conseil d'Etat, Serge Sierro fut à la tête du Département de l'instruction publique et de celui des affaires sociales de 1992 à 1997, année où le gouvernement réorganisa l'administration cantonale et créa le DECS. Les affaires sociales furent transférées au Département de la santé, des affaires sociales et de l'énergie. L'activité de Serge Sierro au Conseil d'Etat fut marquée par des restrictions budgétaires.

Au début des années 1990, en effet, la situation économique avait forcé l'Etat à des mesures d'austérité. Les écoles du domaine tertiaire généreusement ouvertes dans les années 1980, les classes à effectifs réduits dans certaines écoles primaires, ainsi que les cours à niveaux dans les cycles d'orientation grevaient lourdement les budgets. En 1994, les mesures d'économie exigées incitèrent le Département à analyser et réformer l'ensemble du système scolaire, dans le cadre de l'étude E 2000. Une année plus tard commencèrent les travaux préparatoires du projet, qui devait optimiser l'organisation et le fonctionnement de l'école dans une perspective pédagogique, et fournir des instruments permettant de garder la maîtrise de l'évolution des coûts et du financement de la formation. Le projet de loi issu de cette étude contenait beaucoup de bonnes propositions, mais il essuya en 1998 un net refus en votation populaire. Les raisons essentielles de cet échec furent le projet de réduire les études au collège de cinq à quatre ans, ainsi que le soupçon d'une majorité d'enseignants que les réformes et innovations proposées étaient davantage influencées par des préoccupations économiques que par des objectifs pédagogiques.

Les écoles du domaine tertiaire

Une partie importante de l'action du chef de Département Serge Sierro fut axée sur le domaine tertiaire. M. Sierro dut adapter les écoles des années 1980 aux évolutions sur le plan suisse, et assurer la reconnaissance de ces filières de formation par la Confédération. La loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES) de 1995 établit la base légale pour une réorientation des écoles tertiaires valaisannes. C'est pourquoi le Valais, par sage prévision, regroupa dans une première étape ses cinq écoles tertiaires dans l'Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (EEPS), le 1^{er} janvier 1995. Ainsi, les conditions étaient remplies pour une adhésion à la future Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), qui fut créée trois ans plus

tard et active dès l'an 2000. De même, la mise en place de la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2) fut préparée dans ces années-là.

De nouvelles lois

La formation des enseignants connut également des changements. L'Ecole pédagogique supérieure, en préparation depuis la fin des années 1980 et conçue comme continuatrice de l'école normale, fut approuvée par le Grand Conseil en 1994 et 1996. Elle devint la Haute Ecole pédagogique en 2000. En outre, la loi de 1996 pour la promotion de la culture, la loi de l'an 2000 en faveur de la jeunesse, la loi de 2001 pour la formation continue et celle sur la formation et la recherche au niveau universitaire sollicitèrent particulièrement le conseiller d'Etat Sierro. Ses efforts en faveur de la deuxième langue nationale dans les écoles primaires, les cycles d'orientation et les écoles secondaires du 2^e degré, de même que dans les écoles professionnelles et tertiaires, ou encore les initiatives pour le bilinguisme, l'enseignement par immersion et les technologies d'information et de communication se frayèrent un passage dans le système scolaire et auprès de la population.

Dès 1994, la maturité professionnelle couronna la formation technique, professionnelle et commerciale de l'ancienne école supérieure professionnelle⁴⁴. Pouvait être considéré comme un autre succès l'accord donné par le Grand Conseil en 1999 pour des centres d'apprentissage bilingues à Sion et à Viège⁴⁵.

⁴⁴ Décision du Conseil d'Etat du 07.04.1993; *NF*, 18.08.1993, p. 26.

⁴⁵ *NF*, 28.04.2001, p. 11, 15; *WB*, 11.09.1998, p. 9 et 23.11.2000, p. 11; *Résonances*, mai 2001, p. 40-41.

Le corps enseignant face à l'évolution de la formation continue et de la société

Les associations d'enseignants

La première tentative d'organisation des enseignants en association professionnelle semble remonter aux années 1854-1856 avec la revue *L'Ami des Régens* [sic] (en allemand *Der Schullehrerfreund*), par laquelle le conseiller d'Etat Charles-Louis de Bons voulait réunir le corps enseignant et améliorer ainsi l'enseignement. La première association d'enseignants vit le jour en 1872 à Martigny, sous le nom de «Société Valaisanne d'Education» (SVE). Elle ne regroupait que les enseignants de la partie francophone du canton, et pourtant elle se qualifiait modestement de «valaisanne»! Comme elle ne disposait pas d'un organe de publication, elle s'allia à la Société Fribourgeoise d'Education, qui éditait *Le Bulletin Pédagogique*. Cependant, les enseignants valaisans n'utilisaient guère la revue fribourgeoise; aussi créèrent-ils en 1882 leur propre revue pédagogique obligatoire pour eux tous, *L'Ecole primaire*¹, sur l'initiative de Paul Pignat, secrétaire du Département.

Les conférences des instituteurs

Le corps enseignant se consolida après 1874, à partir du moment où l'Etat se mit à convoquer des conférences d'instituteurs, selon l'article 42 du règlement du 24 octobre 1874: «Les régents d'un même arrondissement scolaire doivent se réunir au moins deux fois par an, pour s'occuper des questions relatives à l'enseignement. Ces conférences sont présidées par l'inspecteur scolaire, qui en fixe le jour.» La participation aux assemblées était obligatoire. La lecture de la presse des années 1870-1880 ne permet pas de déterminer si les institutrices y étaient conviées, mais ce n'était vraisemblablement pas le cas. Il est également impossible de savoir si elles recevaient l'ordre du jour. En 1884, lors de la discussion au Grand Conseil sur la gestion du Département, un député exigea que les enseignantes fussent également invitées aux assemblées. Cette demande ne plut probablement pas aux régents, car les inspecteurs décidèrent, en guise de compensation et à titre d'essai, de donner aux institutrices un sujet pédagogique qui serait traité individuellement par écrit et ensuite soumis à l'inspec-

¹ *L'Ecole primaire*, numéro supplément 1885: «Coup d'œil jeté sur le passé de la Société valaisanne d'éducation», p. 193-205.

teur! «L'inspecteur profitera de sa seconde visite des écoles pour en faire la critique et présenter verbalement à l'institutrice les observations nécessaires.»²

Les instituteurs et le «Congrès de l'école»

Les assemblées des instituteurs marquèrent probablement le début des organisations d'enseignants, même si les institutrices en étaient encore exclues. Puisque dans le Valais romand, la SVE ne soutenait pas assez les maîtres revendiquant une augmentation de salaire, quelques instituteurs se réunirent en 1896 et signèrent une pétition. Ils réclamaient une amélioration de la situation matérielle, une réduction des effectifs dans les classes et l'allongement sur trois ans de la formation à l'école normale. Bien que ces demandes fussent jugées équitables, le secrétaire du Département, Paul Pignat, en interdit la publication dans *L'Ecole primaire*. Le Grand Conseil accorda cependant une modeste augmentation de salaire par la loi additive du 25 novembre 1896. Ce n'était là qu'un maigre succès. La faute en incombait aussi à l'interdiction faite aux instituteurs haut-valaisans de signer la pétition³.

La Société Valaisanne d'Education ou SVE (1872) et la Société des instituteurs du Valais romand ou SIVR (1897)

C'est de ce mécontentement que naquit en 1897 la Société des instituteurs du Valais romand (SIVR). Les pétitionnaires voulaient bien rester membres de l'association des instituteurs qui existait alors, mais ils désiraient que les assemblées traitent concrètement des problèmes pédagogiques. Ils se montraient en outre favorables à l'ouverture de classes d'application. Le «groupe des 80» (Société des quatre-vingts) dut cependant faire face à de nombreuses oppositions de la part de l'opinion publique, de la presse et du Département. Dans ce climat tendu, le groupe rejoignit en 1898 les rangs de la Société pédagogique de la Suisse romande (SPR).

Certaines demandes des pétitionnaires furent tout de même satisfaites, comme d'insignifiantes augmentations de salaire en 1898, 1902 et 1909, ou le rallongement de la formation normalienne en trois ans, à partir de 1903. Aussi la SVE put-elle de nouveau se consacrer à des problèmes pédagogiques; elle demanda dans une pétition adressée au Grand Conseil l'engagement de celui-ci dans la lutte contre l'alcoolisme⁴. Les pétitionnaires n'étaient pas seuls: dès la dernière décennie du XIX^e siècle, de nombreux groupes en Suisse s'activaient en ce sens⁵.

² RGCE 1884, p. 3.

³ Pierre-Alain AYMON, *Formation-vie et destinée des instituteurs du Valais romand 1848-1909*, Mémoire, Fribourg, 1988, p. 117 et suivantes.

⁴ BGC, session de novembre, 1910, p. 200-208.

⁵ *Archiv*, 1906, p. 63-105.

L'«Oberwalliser Lehrerverein» (1890)

L'«Oberwalliser Lehrerverein», association appelée par la suite «Verein katholischer Lehrer und Schulmänner des Oberwallis», résulta de l'initiative de seize instituteurs qui s'étaient réunis à Brigue en 1888 et avaient décidé «après de longues discussions qu'il était nécessaire de travailler à l'unité des instituteurs et de resserrer les rangs». Deux raisons expliquaient cette initiative: d'abord, les décisions des conférences régionales (conférences de district) se contredisaient souvent, si bien qu'elles se neutralisaient et ne pouvaient pas être appliquées; ensuite, les instituteurs étaient livrés à eux-mêmes à leur sortie de l'école normale et n'avaient aucune possibilité de formation continue dans leur difficile métier. Une conférence générale de tous les instituteurs pouvait assurer la présence de personnalités du monde politique et ecclésiastique, clairvoyantes et intéressées par les problèmes des enseignants.

L'«Oberwalliser Lehrerinnenverein» (1909)

A l'origine de la fondation de l'«Oberwalliser Lehrerinnenverein» se trouvait l'Institut Sainte-Ursule de Brigue. C'est grâce à la sœur ursuline Luise Zuber (1878-1935), directrice de l'Ecole normale, que cette société vit le jour⁶. En septembre 1909, à la suite d'une retraite religieuse, 46 institutrices se rendirent à Sion à l'exposition cantonale. A cette occasion, elles fondèrent l'«Oberwalliser Lehrerinnenverein». Une année plus tard, le 14 septembre 1910, 49 institutrices participèrent à une conférence de trois jours; elles élaborèrent les statuts et complétèrent le comité⁷. Il est vraisemblable que les assemblées annuelles furent longtemps combinées avec une retraite⁸. En 1988, les instituteurs et institutrices du Haut-Valais s'allièrent pour constituer le «Lehrerinnen- und Lehrerverein Oberwallis».

La Société des institutrices du Valais romand (1920)

La Société des institutrices du Valais romand fut fondée onze ans plus tard par Marie Carraux (1874-1965), institutrice et assistante sociale. C'était une femme hors du commun qui enseigna en Russie au niveau secondaire et qui vécut les affres de la Révolution durant la Première Guerre mondiale. Après son retour en Suisse, elle dirigea à Monthey durant seize ans un jardin d'enfants selon la méthode de Froebel, basée sur l'enseignement par le jeu. Elle fut également à la tête de l'Union des travailleuses chrétiennes sociales de Monthey et, après sa retraite, elle œuvra comme travailleuse sociale⁹. Selon le *Rapport de gestion* du Conseil d'Etat, l'association comptait 200 membres en 1930. Chaque assemblée annuelle était ordinairement précédée d'une retraite de trois jours, comme dans le Haut-Valais.

⁶ A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.2, p. 342 et suivantes.

⁷ M. I. AUER, in *Gruss*, 2000, n° 3, p. 15-18.

⁸ *RGCE* 1936, p. 19.

⁹ A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.2, p. 344 et suivantes.

L'association bas-valaisanne accueillait également les enseignantes des écoles enfantines, ainsi que le personnel de l'enseignement manuel et de l'enseignement spécialisé du niveau primaire. Elle s'occupait des questions pédagogiques, mais également de la formation permanente et des problèmes corporatifs ou syndicaux.

La Société pédagogique valaisanne (SPVal) (1968)

La Société des institutrices du Valais romand et la Société Valaisanne d'Education (SVE) s'allièrent le 9 mai 1968 pour constituer la Société pédagogique valaisanne (SPVal)¹⁰. Cette décision avait été longuement mûrie par les enseignants primaires du Valais romand, qui s'étaient déjà exprimés lors de leur assemblée annuelle de 1963 en faveur de la création d'une seule association cantonale pour la défense de leurs intérêts professionnels. Cinq ans plus tard, le *Rapport annuel* confirma la réorganisation et la fusion des diverses organisations professionnelles en une seule entité¹¹. La Société compta finalement plus de 1200 membres, si bien que le travail fut organisé à l'échelle des districts. La SPVal, membre de la Société pédagogique romande (SPR), fêta en 1998 son trentième anniversaire. A cette occasion, elle décida de rejoindre les rangs de l'Association syndicale et pédagogique des enseignantes et enseignants de la Suisse romande (SER)¹².

La formation continue des enseignants

La formation continue en travaux manuels et ménagers

Le Département s'était penché sur la formation continue des enseignants en travaux manuels déjà vers la fin des années 1890. Le *Rapport de gestion* de 1905 faisait grand cas du «cours normal» de Vérollez destiné aux maîtresses des écoles ménagères. Ces cours existaient grâce à l'initiative du chanoine Pierre Bourban (1854-1920) qui, comme directeur de l'orphelinat de Vérollez, avait constaté qu'il fallait améliorer la formation des enseignantes pour les nombreuses écoles professionnelles féminines en Valais. (Les filles de l'orphelinat de Vérollez, fondé en 1862¹³, s'occupaient surtout, en dehors de l'école, de travaux à l'aiguille, principale ressource de cette institution, à côté de collectes et de l'exploitation de la Grotte aux Fées.) Sur la proposition du chanoine Bourban, le Département ouvrit en août 1905 un cours de deux mois à Vérollez. Neuf enseignantes le suivirent. Le programme proposait des cours de dessin technique, de coupe et d'assemblage, de couture, de dessin géométrique et de dessin libre, mais aussi des cours pratiques en atelier et des cours de raccommodage. Le temps cependant manquait pour un cours de cuisine. C'est pourquoi l'inspecteur cantonal

¹⁰ RGCE 1963, p. 134.

¹¹ RGCE 1968, p. 132.

¹² *Rapport d'activité* 1998, p. 7; NF, 06.09.2002, p. 15.

¹³ Voir D. ALLET-ZWISSIG, «La condition féminine en Valais», 1^{re} partie, 1987, p. 82-83.

William Haenni fit savoir qu'il ne pouvait pas octroyer de diplôme. Aussi les enseignantes acceptèrent-elles la proposition de poursuivre cette formation continue pendant quelques années, afin de fournir un personnel compétent pour ces «écoles professionnelles». L'Etat prit en charge la moitié des frais de pension et versa une indemnité pour les frais de direction. Les enseignantes devaient s'engager à travailler durant quelques années en Valais. En 1908, les cours de l'Association suisse pour les travaux manuels¹⁴, auxquels dix marianistes valaisans prirent part, eurent lieu à Sion¹⁵.

Dix ans plus tard, l'Etat consentit à un nouvel effort par la planification de deux cours annuels de six à huit semaines, qui devaient faciliter le travail des institutrices des classes primaires dans les branches des travaux manuels et ménagers¹⁶. L'Etat payait la moitié des frais d'écologie, tandis que le reste était à la charge des communes concernées et des candidates (art. 4). La loi du 17 mai 1919 sur l'organisation de l'enseignement agricole professionnel poursuivait des objectifs similaires. Cette loi réglementait aussi la formation des enseignants primaires¹⁷.

La formation continue des enseignants depuis 1943 et 1944

Dès 1943, le canton mit régulièrement sur pied des cours annuels pour les enseignantes et les enseignants du niveau primaire. Le *Rapport de gestion* pour l'année 1947 relatait:

Du 18 au 23 août s'est déroulé à Sion le quatrième cours cantonal de perfectionnement pour le personnel enseignant valaisan. Le nombre de participants s'est élevé à 203, répartis en 10 divisions. Avec Zurich et Berne, le Valais est le seul canton organisant des cours de perfectionnement. Ceux-ci constituent un excellent moyen d'initiation du personnel enseignant aux méthodes modernes et donnent à nos écoles une impulsion nouvelle¹⁸.

Des cours d'une journée, donnés sous forme de conférences, abordaient des questions pédagogiques ou des thèmes de culture générale. Le nombre de participants ne cessait de croître. C'est ainsi qu'en 1959, 460 personnes fréquentèrent ces cours, soit près de la moitié du corps enseignant, sans compter les enseignants qui participèrent aux «cours normaux suisses», en d'autres lieux¹⁹. Aussi les responsables ne virent-ils aucune raison de les rendre obligatoires, d'autant plus que les participants les appréciaient: «Ces cours de formation continue représentent pour nous un enrichissement du cœur et de l'esprit. Ils renforcent les liens avec les autorités et les collègues. Nous nous sentons mieux compris et soutenus, et nous retournons à notre tâche avec plus de courage et de confiance en nous», écrivait un enseignant dans son rapport.

¹⁴ Cette association s'appela ensuite momentanément «Société suisse de travail manuel et de réforme scolaire».

¹⁵ *RGCE* 1908, p. 79.

¹⁶ *Rapport annuel* Sainte-Ursule 1998/1999, p. 6; *RL* 26, 1917-1920, p. 369.

¹⁷ *RL* 26, 1917-1920, p. 284, et *RL* 27, 1920-1923, p. 50; D. PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice*, p. 208 et suivantes.

¹⁸ *RGCE* 1947, p. 104.

¹⁹ *RGCE* 1959, p. 110-111, 122.

En raison de ces heureuses expériences et convaincu de la nécessité de la formation continue des enseignants, le législatif inscrivit ces cours dans l'article 90 de la loi scolaire de 1962. C'est à partir de ce moment que la formation permanente, qui consiste en un rappel de notions déjà connues ou en l'assimilation de nouvelles connaissances du niveau scolaire enseigné, fut distinguée de la formation continue, qui vise le plus souvent à l'acquisition de nouveaux diplômes ou certificats pouvant déboucher sur une augmentation de salaire. Toutefois, cette distinction ne se fait guère aujourd'hui.

La collaboration intercantonale et les cours valaisans

La formation permanente des enseignants valaisans tira aussi grand profit des institutions suisses qui travaillaient dans le même sens. Depuis la fondation, en 1886/1892, de la Société suisse de travail manuel et de réforme scolaire (aujourd'hui «Ecole et Perfectionnement Suisse» EPCH), le Valais eut l'honneur et la tâche de mettre sur pied les cours de formation permanente pour les enseignants suisses en 1908, 1943, 1961, 1985 (à Brigue) et 2006 (à Sion). Le Valais participa en outre au groupe de travail des responsables des cours de formation permanente de Suisse centrale et de Suisse romande. Le personnel enseignant, les organisations professionnelles, les autorités scolaires locales et cantonales étaient tous convaincus de l'importance de cette formation et ils s'efforcèrent de mettre en application les nouvelles exigences. Le Département, de son côté, n'hésita pas à financer ces cours (un demi-million environ par année), afin que les enseignants fussent en mesure de répondre aux défis de leur temps.

Dans le Haut-Valais, la formation permanente et continue était étroitement liée à l'Institut Sainte-Ursule.

En 1969/1970, le Département organisa pour la première fois des cours communs pour les enseignants des écoles primaires, des écoles secondaires du 1^{er} et du 2^e degré, ainsi que pour les écoles professionnelles. Depuis les années 1970, ces cours gagnèrent en importance, et la journée d'ouverture était la plupart du temps présidée officiellement par le chef du Département ou par un autre conseiller d'Etat. En 1970 furent dénombrés dans le Valais romand 42 cours fréquentés par 1200 enseignantes et enseignants, et dans le Haut-Valais 17 cours réunissant 424 participants²⁰. La «Semaine pédagogique» qui, dès le début du cycle d'orientation en 1974, prit place à la fin de l'année scolaire ou juste avant la rentrée des classes, réunissait en Valais environ 1900 enseignantes et enseignants des écoles primaires et du cycle d'orientation.

Les directeurs des cours valaisans

Durant les premières années, les directeurs de ces cours de formation continue étaient rarement mentionnés. C'est en 1948 que, pour la première fois, le Département forma des cadres parmi les enseignants valaisans, qui pourraient par la suite être

²⁰ RGCE 1970, p. 141; 1974, p. 193; J. AMBORD, in *Lehrerseminarien*, p. 25 et suivantes.

engagés comme directeurs de cours. Les Valaisans continuèrent cependant à fréquenter également d'autres cours suisses de perfectionnement ou de formation continue. Ces contacts permirent également d'engager des responsables pour le Valais.

Ainsi, les Valaisans eurent l'occasion d'élargir leurs horizons, et de prendre connaissance des objectifs, des programmes et des préoccupations d'autres cantons et même d'autres pays²¹. Dans les années 1970, le Département entreprit avec succès d'inciter de plus en plus de Valaisans à devenir chefs de cours. Durant des années, les responsables de cours, valaisans ou confédérés, formèrent une équipe particulièrement soudée et compétente.

De nouvelles voies pour la formation permanente et continue

Dans les années 1990, pour permettre une meilleure adaptation aux besoins et aux possibilités du corps enseignant, la formation permanente fut de plus en plus dispensée dans le cadre interne de l'école. À côté des cours habituels durant l'été, des enseignants toujours plus nombreux s'inscrivirent à des cours plus spécialisés et plus exigeants. Cette formation durait souvent plusieurs mois, voire plusieurs années, et demandait de la part des participants beaucoup de disponibilité en temps et en travail. En voici quelques exemples²².

1. La formation continue interne à l'école: un groupe d'enseignants, ou l'ensemble du personnel d'un centre scolaire ou d'une région réfléchissaient aux besoins spécifiques d'une contrée ou d'une école en particulier. Ils avaient en vue un enseignement plus efficace et de meilleur niveau. Ils travaillaient en équipe, le soutien entre collègues devant faciliter la mise en pratique des idées nouvelles²³.
2. Les CDO: dans le Valais romand, le Département organisa la formation dite CDO pour «Conseillers en Développement Organisationnel des écoles».
3. Les méthodes renouvelées d'enseignement: la «réalité multiculturelle» de l'école représentait un véritable défi pour les maîtres et les responsables scolaires. Les enseignants élaborèrent, en une recherche commune, de nouvelles formes d'apprentissage et d'enseignement, sous le titre de «méthodes renouvelées d'enseignement»²⁴.
4. Le programme «Balance»: dans les années 1990, la CDIP et l'OFS (Office fédéral de la santé) s'engagèrent dans l'instauration du programme «Balance». Ce projet traitait du bien-être psychique et social (équilibre général, gestion du stress, techniques de relaxation), aussi bien que du bien-être physique, de la saine ambiance à l'intérieur de la classe ou de la culture scolaire. Le projet fut expérimenté durant trois ans²⁵.

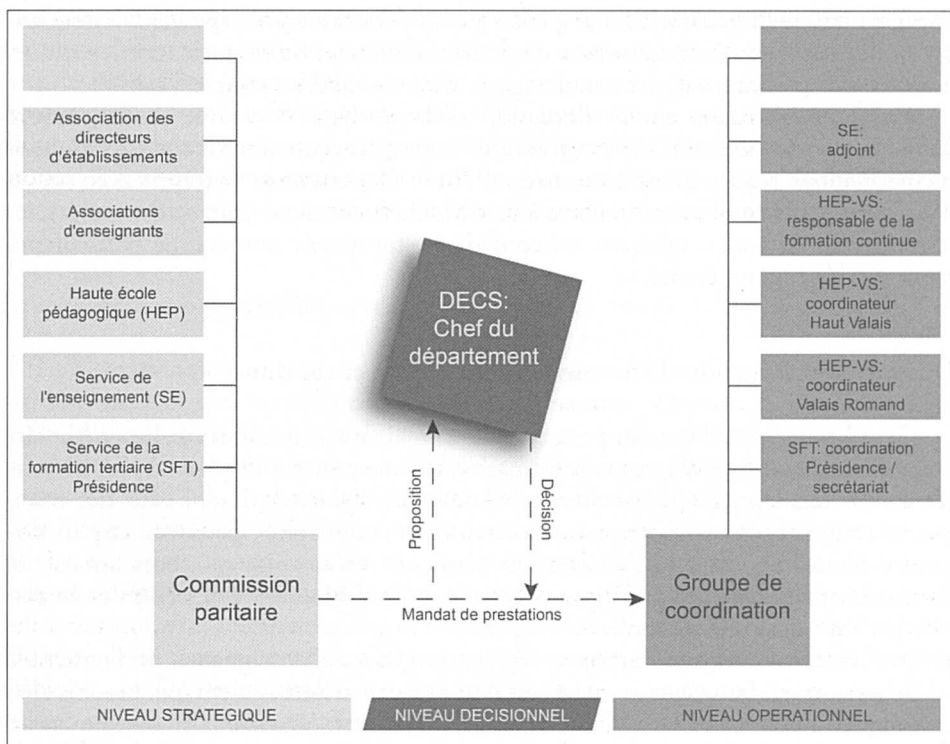
²¹ *RGCE* 1967, p. 122.

²² *Résonances*, novembre 1990, p. 3-32.

²³ *Formation continue des enseignants 2001*, DECS, Sion, 2001, p. 10.

²⁴ *Formation continue*, p. 17, 42-43.

²⁵ *Mitteilungsblatt* 1998, année 23, n° 2, p. 4-5.



Structure de la formation continue des enseignants, 2005.

5. Le «système d'autoévaluation de la qualité» poursuivait le même but. Il visait à un sérieux changement par l'évaluation personnelle et répondait à la recherche de la standardisation prônée par le monde économique²⁶.
6. Le projet R.I.S.C. (Rôle des Institutions Scolaires Cantonales), qui concernait l'enseignement spécialisé, cherchait à définir la mission des institutions spécialisées et des classes AI²⁷.
Depuis assez longtemps déjà, le programme annuel en formation continue proposait divers thèmes et méthodes comme le micro-enseignement, la dynamique de groupe, les groupes d'autoévaluation, l'entraînement sensitif, les groupes Balint, l'entraînement au travail en groupe, etc.
7. Le problème du «burn out»: au tournant du siècle, les associations d'enseignants constatèrent que de plus en plus de maîtres souffraient, vers la fin de leur carrière, du syndrome dit du «burn out», caractérisé par un épuisement précoce dû à un ensemble de situations de stress physique et psychique. En réponse à une intervention parlementaire au Grand Conseil, le chef du Département s'engagea à prêter la plus grande attention à ce problème²⁸.

²⁶ *OLLO-Aktuell* 1998, année 1, n° 6, p. 2; *Mitteilungsblatt* 1999, année 24, n° 3, p. 9.

²⁷ *RGCE* 1998, p. 71 et suivantes; 2001, p. 75; *Mitteilungsblatt* 1999, n° 3, p. 9.

²⁸ *RGCE* 1999, p. 60.

Dès l'an 2000, la Haute Ecole pédagogique s'occupa également de la formation continue des enseignants. Ainsi, pas moins de 170 cours de perfectionnement furent organisés pour l'ensemble du canton par la Haute Ecole pédagogique, le Centre romand d'enseignement à distance et le Centre universitaire de formation à distance de Brigue. Ces cours enregistrèrent 1900 participants dans le Haut-Valais et 3000 dans le Valais romand²⁹. Antoine Mudry fut nommé responsable de la formation continue et de l'Unité de recherche et de développement.

Ecole et société

L'éducation à l'art cinématographique

Il fallut au cinéma de nombreuses décennies pour perdre auprès du grand public son image de simple moyen de divertissement³⁰. L'école mit bien du temps à s'y intéresser. Le Département de l'instruction publique prit l'option d'aborder ce nouveau moyen d'information sous l'angle éducatif, plutôt qu'à la manière répressive de la commission de censure, par l'instauration de cours d'éducation cinématographique. Dans le *Rapport de gestion* de 1967 fut expliqué pour la première fois comment cet enseignement était envisagé dans les écoles: le Département estimait qu'il s'agissait d'un aspect de sa tâche éducative à l'égard de la jeunesse, qui devait apprendre à «discerner dans le septième art un mode d'expression plastique, d'investigation intellectuelle et de réflexion morale». Le cinéma devait susciter un intérêt aussi grand que la musique ou la poésie. Le Département était bien conscient des difficultés de la tâche: les horaires étaient déjà surchargés et le personnel compétent manquait. Nombre d'écoles ne disposaient ni d'une salle adéquate ni du matériel de projection³¹.

La deuxième langue dans un canton bilingue: la méthode Cuttat/«Lingua prime»

L'enseignement de la deuxième langue nationale revêt une grande importance pour un canton bilingue. Dès le début de l'école publique valaisanne, les responsables de l'enseignement lui avaient accordé tout leur intérêt, sans grand succès cependant. Cet échec s'expliquait surtout par le fait que cet enseignement fut longtemps calqué sur celui du latin et du grec, langues mortes.

Un grand tournant eut lieu dans les années 1970. En 1966, les écoles de Sion avaient introduit l'enseignement de l'allemand dès la première année primaire. La méthode portait le nom de son auteur, François Cuttat, et proposait un apprentissage ludique de la deuxième langue. La ville de Sion, pionnière en la matière, et sur l'initiative du directeur des écoles communales Paul Mudry (1914-2004), directeur de 1956

²⁹ RGCE 2000, p. 78-80; 2001, p. 68-71, 73-75; voir aussi le Règlement général concernant la formation complémentaire du 16.06.2004, in RL 98, 2004, p. 304.

³⁰ Simon DOUMONT, «La censure cinématographique en Valais (1915-1995): projections sous surveillance», in *Annales valaisannes*, 2004, p. 131-161, et Mémoire de licence, Fribourg, 2002.

³¹ RGCE 1967, p. 111-113.

à 1977, s'engagea financièrement en installant l'appareillage technique, les enregistreurs, les casques audio, et en procurant à chaque élève tout le matériel individuel nécessaire. Alors que le Département avait introduit en troisième primaire l'enseignement de l'allemand selon la méthode «Petit», les écoles sédunoises purent continuer de travailler selon leur propre méthode jusqu'en 1978.

La méthode appliquée à Sion donna en Valais le signal pour une amélioration de l'enseignement de la deuxième langue, souci d'un nombre croissant de députés au Grand Conseil. Les contacts avec des associations suisses aux buts semblables et la collaboration avec la Coordination scolaire de la Suisse romande aboutirent à des propositions concrètes.

«Frères Jacques», «Sing und spiele mit», «Bonne Chance», «Sowieso»

Après une période de formation du corps enseignant, le Valais introduisit en 1972 l'enseignement du français dans les écoles primaires de Viège et de Stalden. La méthode s'appelait «Frère Jacques». Dès 1973, cet enseignement fut progressivement introduit dans toutes les classes du Haut-Valais. L'année suivante, c'était au tour des maîtres du Valais romand de commencer l'enseignement de l'allemand selon la nouvelle méthode «Sing und spiele mit» du professeur Petit, de Besançon. Cette méthode, qui utilisait des cassettes et des images en carton, était plus vivante que celle de Cuttat («Lingua prime»). Ce n'est que plus tard que les autres cantons romands développèrent de nouvelles méthodes semblables.

Malgré un grand investissement en temps et en argent, le résultat resta mitigé. Les méthodes étaient certes bonnes, mais trop exigeantes pour bien des maîtres qui, notamment dans le Valais romand, eurent de la peine à maintenir leur motivation. De plus, les enseignants ne voulant pas mettre de notes aux travaux scolaires en deuxième langue, les élèves et les parents centrèrent leurs efforts sur les branches de promotion.

Au cycle d'orientation également, il fallut adapter les méthodes aux élèves qui arrivaient désormais avec des connaissances dans la deuxième langue. Le Valais romand disposa de son propre outil de transition pour ce degré, sous le nom de «Bindestrich», élaboré par Jean-Marc Malbois, maître secondaire et directeur du Cycle d'orientation des Collines à Sion.

Au début de l'année scolaire 1989/1990, le Département, influencé par la SPVal, décida de reporter en quatrième primaire le début de l'enseignement de la deuxième langue nationale; le Haut-Valais choisit à cette occasion la méthode bernoise «Bonne Chance».

Les linguistes et les spécialistes de l'enseignement des langues préconisaient cependant l'étude de la deuxième langue nationale dès la troisième année primaire. A partir de l'année scolaire 2004/2005, les deux langues nationales furent de nouveau introduites en troisième année primaire avec la méthode «Bonne Chance» pour le Haut-Valais et «Sowieso» pour le Valais romand. La méthode «Sowieso», venue de Suisse romande, mettait l'accent sur la langue parlée, sur les compétences langagières³².

³² NF, 16.08.2001, p. 31.

Echanges d'élèves, partenariat scolaire, séjours linguistiques

A la fin des années 1980 se multiplièrent les initiatives visant à améliorer l'enseignement des langues étrangères. Théories et tendances nouvelles s'imposèrent. Constat stupéfiant, tous les niveaux scolaires recherchèrent le changement, des jardins d'enfants aux collèges, des écoles professionnelles à l'Ecole d'ingénieurs. Curieusement, le Département ne prêta guère attention à la qualité de la formation de base de son corps enseignant. En 1990, le Département créa un bureau pour la formation et les échanges linguistiques (BEL). En 1991, les nombreuses initiatives qui voyaient le jour dans le canton commencèrent à être coordonnées. Ce fut un véritable tourbillon de propositions et de projets.

Immersion et maturité bilingue

Une manière particulière d'acquérir le bilinguisme fut l'enseignement par immersion. Les maîtres enseignaient certaines branches en allemand, d'autres en français. Le Collège des Creusets, à Sion, fit œuvre de pionnier avec des cours de géographie, de gymnastique et d'histoire de l'art en allemand. Le Collège de la Planta, à Sion, ainsi que ceux de Brigue et de Saint-Maurice lui emboîtèrent le pas. En 1998, le Collège de la Planta obtint une distinction de la Fondation CH qui, au nom de la CDIP et de la Confédération, décernait depuis 1995 des prix pour mérites particuliers³³. Le Département promulgua des dispositions pour cet enseignement bilingue et la CDIP en publia les directives. Les premières maturités bilingues furent remises à Sion en 2001. Dans l'enseignement tertiaire, l'Ecole suisse de tourisme (EST), l'Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA) ainsi que l'Ecole d'ingénieurs (EIV) s'engagèrent dans l'enseignement bilingue. L'immersion ne fut cependant pas l'apanage des collèges et du tertiaire, puisqu'elle fut également adoptée par les écoles de commerce, les écoles professionnelles, les écoles enfantines et primaires ainsi que par les cycles d'orientation.

De nouveaux essais dans les écoles primaires et les cycles d'orientation

Année après année, de nouvelles initiatives virent le jour. A titre d'exemple, l'automne 1995 vit l'ouverture de classes bilingues à Monthey, Sierre, Sion et Brigue; dans une classe de Brigue, par exemple, deux maîtresses enseignèrent alternativement en allemand et en français. L'IRDp ainsi que le Centre universitaire de recherche sur le plurilinguisme (CURP) accompagnaient ces initiatives³⁴.

Des cycles d'orientation adoptèrent également la méthode de l'immersion: Vouvry pour les cours d'histoire de deuxième année, Sierre pour une classe de quatrième

³³ NF, 08.10.1998, p. 17.

³⁴ Gaby FUCHS et Iwar WERLEN, *Zweisprachige Schule Brig-Glis. Zwischenbericht nach zwei Jahren teilimmersivem Unterricht. Schuljahr 1995/1996, 1996/1997*, UFM, Bern, 1997.

année d'orientation bilingue et Monthey pour une classe de deuxième année. Le Cycle d'orientation de Saint-Guérin à Sion et d'autres écoles firent des échanges linguistiques avec des écoles du même degré à Brigue, ouvrant ainsi la voie à d'autres échanges de ce genre.

Le plurilinguisme

L'année 1997 marqua un tournant dans la politique des langues en Suisse. Le canton de Zurich proposa un décret par lequel les élèves des écoles primaires et secondaires pourraient choisir l'anglais à la place du français. La CDIP commanda à ce sujet une étude dont les résultats furent communiqués aux cantons. Selon cette étude, il était possible de choisir l'anglais ou le français comme première langue étrangère. En automne 2003 débuta en Valais l'enseignement de l'anglais en première année du CO³⁵. Le même manuel fut utilisé dans les deux régions linguistiques.

De la réglette à Internet

Dans les années 1960, il était de bon ton de maîtriser la technique des réglottes. C'était si important que durant l'année 1969 encore, 28 apprentis de l'Ecole professionnelle de Sion consacrèrent 20 heures à se familiariser avec cet instrument³⁶. La réglette fut toutefois rapidement remplacée par la calculatrice de poche.

En 1978, le Département autorisa de manière progressive l'usage des calculatrices de poche au CO; dans les collèges, cet usage avait déjà été admis sous certaines conditions³⁷.

Le grand tournant technologique fut amorcé à la fin des années 1980. Le Conseil d'Etat, ayant pris connaissance, en juillet 1987, du rapport final déposé par une commission pour l'enseignement de l'informatique dans les classes du CO, donna le feu vert à l'achat et au subventionnement des appareils. Les deux parties du canton firent curieusement des choix différents. Le Haut-Valais opta pour un système «IBM-PC 2/30 et IBM compatible». Le Valais romand choisit majoritairement le système «Macintosh Plus», de «Apple», et le «Smaky 100», de «Epsitec». D'autres ne juraient que par «Fortran», «Bang», etc. L'Etat promit une subvention de base de 30% et une subvention différentielle de 40% selon les besoins. Pour assurer la formation des enseignants, le Département mit à disposition deux salles d'informatique, une au CO de Naters, l'autre à l'ORDP/ODIS de Sion³⁸. En 1990, le Département institua une

³⁵ Pour un résumé des essais entrepris en Valais dans l'enseignement de la deuxième langue nationale et des langues étrangères depuis 1993, voir Gaby FUCHS et Jean-Pierre MEYER, *Système scolaire et plurilinguisme dans le canton du Valais (Schulsystem und Mehrsprachigkeit im Kanton Wallis)*, Brigue-Glis, 1994. Voir également «L'enseignement bilingue en Suisse», in *Regards*, IRDP, Neuchâtel, 1996, p. 55 et suivantes; Anne-Lore BREGY et Gaby FUCHS, «Evaluation de l'exercice d'apprentissage bilingue à l'école enfantine de Sierre», in *Recherches*, IRDP, Neuchâtel, 1994.

³⁶ *RGCE* 1969, p. 191.

³⁷ *Coordination*, Bulletin de la Conférence intercantonale des chefs des Départements de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, Lausanne, 1985, n° 27, p. 17 et suivantes.

³⁸ Décision du Conseil d'Etat du 08.07.1987.

commission cantonale permanente d'informatique. En janvier 1991 entra en fonction un spécialiste pour la coordination de l'enseignement de l'informatique, nommé par le Conseil d'Etat³⁹.

L'informatique dans les premières années du collège et de l'école de commerce était du ressort des professeurs de mathématiques, qui proposaient aux directions des écoles et au Département l'achat du matériel informatique nécessaire. Certaines écoles purent compter sur l'aide de sponsors privés. Le Département confia à des enseignants le rôle de conseillers et d'animateurs en informatique. Dans les années 1990, toutes les écoles des CO, de l'enseignement secondaire du 2^e degré et des écoles de commerce disposèrent d'ordinateurs. A partir de 1995, la plupart eurent leurs propres salles d'informatique et enseignèrent l'informatique comme branche scolaire. En parallèle, la CDIP et l'OFIAMT soutinrent les efforts du canton par l'élaboration de lignes directrices.

A la fin de 1998, l'Institut du film scolaire, auparavant Centrale des films scolaires de Berne, suspendit son activité vieille de plus de 75 ans. Des décennies durant, cet organisme avait mis à disposition des écoles suisses et valaisannes du matériel scolaire pour une somme forfaitaire annuelle de 60 000 à 70 000 francs. A la demande de la CDIP et de l'OFFT (Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie), l'Institut changea de nom et devint le Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement (CTIE)⁴⁰.

Les technologies de l'information et de la communication (ICT)



l'égalité des chances, l'introduction des ordinateurs à l'école primaire s'imposait. Il ne s'agissait pas seulement de la transmission d'habiletés ou d'un certain savoir; les ordinateurs pouvaient également jouer leur rôle dans l'individuation et l'auto-apprentis-

Dans les années 1990, le Département se posa la question de l'introduction des ordinateurs à l'école primaire. Bien des jeunes utilisaient les nouvelles technologies déjà dans leur sphère privée, et leurs expériences n'étaient pas sans influence sur l'enseignement en classe. Leurs connaissances, tout comme celles des maîtres, pouvaient beaucoup varier d'une personne à l'autre. En accord avec le principe de

³⁹ *Mitteilungsblatt* 1990, année 16, n° 1, p. 12 et suivantes; *Coordination*, CDIP-SR/TI, Lausanne, 1985, n° 27, p. 18; *RGCE* 1991, p. 148.

⁴⁰ *Mitteilungsblatt* 1998, année 23, n° 2, p. 22.

sage. En l'an 2000, le Département élaborait des directives concernant l'achat et l'entretien du matériel informatique, la formation des maîtres, le contrôle et le suivi des opérations. L'Etat subventionna l'achat d'un PC pour quinze élèves, d'un PC par classe et d'un autre pour la salle des maîtres. Le coût se monta à 2500 francs pour chaque PC muni de ses périphériques, et à 500 francs pour le «software». Le Département veilla également à la formation générale et continue des enseignants et nomma un responsable des nouvelles technologies de l'information et des multimédias. L'ORDP/ODIS mit le matériel «software» à disposition des enseignants; la décision de l'utiliser ou non incombait, par contre, aux écoles, dont les initiatives et les efforts étaient soutenus par une commission cantonale.

En mars 2003, le Département publia un rapport intermédiaire sur le projet des technologies de l'information et de la communication (ICT) dans les écoles suisses, qui suscita de l'intérêt. A la fin septembre 2005, 4000 écoles étaient connectées à Internet, grâce à une action de Swisscom allant jusqu'en 2005, et visant à relier les 5000 écoles du pays à Internet⁴¹.

Les associations de parents

Selon le fameux article 3 de la loi scolaire de 1962, le rôle de l'école valaisanne consiste à aider les parents dans l'éducation et la formation des jeunes. Il est étonnant qu'un tel article n'ait pas conduit plus tôt à la création d'associations de parents. Toutefois, les commissions scolaires se sont toujours soucies d'entretenir des contacts avec les parents.

L'inhabituelle collaboration parents-école

D'après le professeur Henri Marin, la collaboration entre l'école et les parents ressemblait à ses débuts à un mariage forcé. En 1980 encore, il était rare de parvenir à un véritable dialogue, ce dernier se bornant le plus souvent à l'organisation générale, aux détails pratiques, administratifs ou disciplinaires. Dans deux assemblées sur trois, les pères étaient absents. Il suffisait d'aborder le thème de la collaboration avec les parents ou les enseignants séparément pour percevoir un profond malaise. Alors que, selon les prescriptions de la loi scolaire, l'école devait aider la famille dans son rôle éducatif, la situation était en fait le plus souvent inversée, la famille se contentant d'aider l'école. En réalité, on s'accusait mutuellement. Les incessants changements de méthode et de matériel d'enseignement ne faisaient qu'élargir les fossés culturels entre parents et enfants. Cependant, il serait abusif de parler d'une démission de la famille. La situation devenait pesante lorsque, pour un faux prestige, les parents mettaient les enfants et l'école sous pression, dès que les capacités scolaires réelles des enfants ne correspondaient pas à leurs ambitions et à leurs vœux⁴².

⁴¹ NF, 18.03.2003, p. 20; voir aussi «ICT: vers l'intégration», in *Résonances*, février 2005, p. 1-17.

⁴² H. MARIN, *L'école au pays des barrages*, p. 65-71.

La collaboration avec les parents finit par s'imposer. Au départ, les enseignants craignaient l'indiscrète intrusion des parents dans leur domaine, tandis que les parents se sentaient impuissants face à l'école. La Société pédagogique romande consacra son congrès de 1978 au thème «Relations parents-école» et tenta de délimiter les compétences de chaque partie⁴³.

C'est dans ce contexte que naquirent dans les années 1970 les premières associations de parents, essentiellement sur le plan local. Les résultats, le sérieux et l'impartialité du travail en commun étaient très variables d'une école à l'autre, dépendant essentiellement des problèmes à résoudre. Le travail reposait surtout sur les épaules des comités. Souvent il est vrai, des membres s'investissaient activement, tant qu'ils pouvaient connaître les problèmes scolaires de première source par leurs propres enfants. L'intérêt des parents se refroidissait cependant aussitôt que leurs rejetons avaient quitté l'école.

Ecole et famille

En novembre 1973 fut fondée à Brigue la «Vereinigung Schule und Elternhaus Oberwallis» (S+E). Cette association était une section régionale de la «Schweizerische Vereinigung Schule und Elternhaus» (SVSE) qui existait depuis 1954. Le but était d'encourager la collaboration entre l'école et les parents dans le domaine éducatif, et de rendre ces derniers toujours plus conscients de leurs responsabilités et de la signification première de la famille. L'association travaillait de concert avec le SAKES («Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für katholische Elternschulung»), et dès 1973 elle s'engagea activement sur la scène éducative valaisanne. Elle organisa des cours et des conférences⁴⁴. En 1998, elle fêta son 25^e anniversaire⁴⁵.

En 2002, la Fédération romande des associations de parents d'élèves du Valais comprenait vingt-trois associations de parents, de Sierre à Port-Valais. Les thèmes les plus fréquemment abordés lors des assemblées étaient: le tabac, les drogues, les enfants d'émigrés, les travaux à domicile, les vacances, les loisirs, etc.⁴⁶

L'influence des associations de parents variait d'un endroit à l'autre. Dans les grandes agglomérations, elles jouaient un rôle plus important. C'est ainsi que l'Association des parents d'élèves sédunois (APES) s'occupa sérieusement de problèmes concrets, comme le bilinguisme, les activités durant les vacances, l'organisation de l'année scolaire, l'introduction de l'anglais dans le programme scolaire, etc. Au moyen de conférences et de cours de formation continue, ainsi qu'avec l'aide des bibliothèques et des ludothèques, elle collabora au travail d'éducation et de formation⁴⁷.

Bien différentes étaient les activités des associations de parents dans le cadre des écoles secondaires du 2^e degré, puisque les préoccupations, autres, s'articulaient autour des frais de scolarité des élèves extérieurs au canton, de la violence entre élèves, de la nouvelle maturité en quatre ans, de l'information professionnelle, etc.

⁴³ «Congrès 1978», in *l'Educateur*, Société pédagogique de la Suisse romande, 30 mai 1980, n° 20, p. 612.

⁴⁴ *WVF*, n° 60, 27.03.1975.

⁴⁵ *WB*, 22.05.2001, p. 17.

⁴⁶ A. MASSEREY, «Histoire des premières écoles du Haut-Plateau», p. 99.

⁴⁷ *NF*, 05.01.2002, p. 16.

Du côté des étudiants

Visa-Centre

L'Association des anciens élèves des écoles secondaires du 2^e degré de Sion mit sur pied dès 1986 un service appelé Visa-Centre, qui proposait aux étudiants des activités estivales, des stages linguistiques et des cours d'appui. Les responsables, dont en particulier Anik Lathion-Failnot, travaillent bénévolement, en collaboration avec la direction des écoles de Sion⁴⁸.

Les associations d'élèves

En 1969, les étudiants des classes supérieures du Collège de Brigue furent plus étroitement associés aux questions scolaires. Au Collège de Sion, c'est en 1970 que fut créée la fonction de délégué de classe incitant les élèves à davantage de coresponsabilité⁴⁹. La même année, les activités d'une organisation d'élèves débutèrent au Collège de la Planta⁵⁰. Vers la fin des années 1990, tous les collèges comptaient des associations d'élèves qui collaboraient occasionnellement avec l'Union suisse des organisations d'élèves (USO).

Le conseiller d'Etat Claude Roch (2001-...)

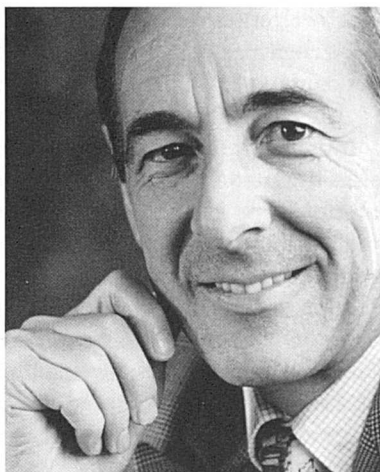
Né le 8 août 1945 au Bouveret, Claude Roch obtint une maturité au Collège de Saint-Maurice en 1964, puis une licence HEC à l'Université de Lausanne, en 1968.

De 1968 à 2001, il assuma diverses fonctions à responsabilités auprès de la société des produits Nestlé et de Nestlé S.A., en Suisse et à l'étranger.

Il fut ensuite élu au Conseil communal de Port-Valais où il siégea de 1976 à 2001, comme vice-président d'abord, puis comme président dès 1980.

Elu comme représentant du parti radical démocratique au Conseil d'Etat le 18 mars 2001, il fut réélu en 2005, et assuma la présidence du gouvernement cantonal en 2005-2006.

Son action comme chef du Département de l'Education, de la Culture et du Sport (DECS) a marqué les dicastères placés sous sa responsabilité.



M. Claude Roch.

⁴⁸ *Résonances*, mars 1998, p. 27 et suivantes.

⁴⁹ *RGCE* 1969, p. 130.

⁵⁰ *RGCE* 1970, p. 115, 118.

Dans le secteur de la jeunesse, son mandat a consisté en la mise en application de la loi en faveur de la jeunesse, dispositif novateur, large et complexe. Claude Roch a centré son activité sur la promotion des crèches et des familles d'accueil. Il a lancé un vaste programme intitulé «Education sociale et promotion de la santé», touchant divers secteurs et tous les degrés de formation. Des thèmes nouveaux et contemporains y ont été intégrés, comme les dépendances, ou encore la violence.

Au niveau de l'école obligatoire, le chef du Département a remis à jour les grilles horaires des classes primaires et du cycle d'orientation. Ce dernier a, de plus, été révisé en vue d'une meilleure orientation scolaire et professionnelle des jeunes. Procédant à une refonte des programmes, Claude Roch a rétabli l'allemand en troisième année primaire et introduit l'anglais en septième année de scolarité obligatoire. Il a voué une attention toute particulière au climat scolaire, notamment en recommandant et en soutenant l'élaboration et l'adoption de chartes d'établissement.

Dans le domaine de la formation professionnelle, il a œuvré à l'ancrage et à la consolidation de l'Ecole des métiers, et a réalisé un modèle de coopération intercantonale entre Vaud et le Valais pour les diverses formations en chimie. Par ailleurs, il a dirigé la mise en œuvre de la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle, dont les innovations ont marqué le Valais dès 2004.

Le niveau secondaire du 2^e degré a pu compter sur l'introduction réussie, en dépit des difficultés, des nouvelles maturités gymnasiales.

Au degré tertiaire, le conseiller d'Etat Claude Roch a veillé à la mise en place de la Haute Ecole pédagogique (HEP) sur les deux sites de Saint-Maurice et de Brigue; il a patronné la Haute Ecole santé-social Valais (HEVs2), qui s'est progressivement intégrée, sous sa responsabilité, dans la Haute Ecole spécialisée du Valais (HEVs). Il a assuré la mise en application de la loi sur la formation et la recherche universitaires (LFRU) du 2 février 2001, et il a œuvré à l'élargissement et à la consolidation du réseau avec les écoles polytechniques fédérales et avec les universités.

La politique culturelle lui doit le lancement des hautes écoles de musique et de théâtre de Suisse occidentale, un nouveau concept des musées, ainsi que l'instauration d'un Service de la culture visant à renforcer l'unité des prestations cantonales en la matière.

Le sport, outil de prévention et de promotion de la santé, a également retenu l'attention de Claude Roch, qui a élaboré un concept cantonal du sport pour l'ensemble de la population, qui ne se dépense pas assez physiquement. A l'intention de la jeunesse, il a, par exemple, encouragé le ski au cycle d'orientation par le projet «sport-formation», et il a participé activement à la création de l'Académie suisse de sport à Brigue.

Les objectifs généraux: qualité et clarté

A travers ces activités spécifiques se dégagent les objectifs généraux du conseiller d'Etat, qui visent au maintien de la qualité et à la maîtrise de l'évolution d'un système de formation en constante mutation, dont la gestion judicieuse et rationnelle n'est pas facilitée par les contraintes budgétaires et le contexte économique général. Dans la conduite de ses dicastères, il a introduit la méthode des indicateurs, permettant une gestion efficace et un contrôle pertinent des services publics.

Par l'élaboration d'un cahier des charges mettant l'accent sur les responsabilités de chacun, il a investi beaucoup d'énergie dans la clarification des relations entre le canton et les communes, et dans la définition du rôle des enseignants. Son mandat l'a également amené à la délicate gestion du dossier complexe et ardu de l'avenir de la Caisse de pension du personnel enseignant.

Dans les relations transfrontalières, il a présidé le Conseil du Léman et a fermement soutenu les actions culturelles associant les cantons suisses aux régions françaises lémaniques.

Claude Roch, qui a su assurer la continuité nécessaire aux actions de Bernard Comby et de Serge Sierro, ses deux prédécesseurs en charge de l'instruction publique, témoigne par ses activités une constante volonté de favoriser la confiance entre les acteurs et les partenaires de l'école, et de tenir compte au mieux des besoins de chacun, en vue de garantir une formation de qualité à tous les niveaux, et de conduire chaque jeune vers son maximum de compétences.

CHAPITRE XI

L'école et son riche environnement

La Conférence des directeurs de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CDIP-SR/TI)

La Conférence des directeurs de l'instruction publique de la Suisse romande est la plus ancienne des quatre associations régionales de ce genre en Suisse. Le 2 avril 1874, les chefs des Départements des cantons de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Vaud, du Tessin et du Valais se réunirent pour la première fois en une «Ligue de l'enseignement», pour discuter de questions pédagogiques¹. La presse valaisanne se fit l'écho de leurs assemblées annuelles déjà au XIX^e siècle, plus particulièrement lorsqu'elles se déroulaient en Valais². En 1888, tous les directeurs de l'instruction publique de Suisse romande se rencontrèrent à Sion. En 1899, Zermatt servit de lieu de rencontre; le thème principal de cette réunion fut, comme cela avait souvent été le cas durant les premières années, le *Glossaire des patois de la Suisse romande*, soutenu par tous les cantons et paraissant au Centre de recherche à Neuchâtel³.

Les congrès de Bienne de 1898 et 1962

Le coup d'envoi de la coordination scolaire en Suisse romande ne fut cependant donné qu'en 1962, par le congrès de la Société pédagogique romande (SPR) à Bienne. Au XIX^e siècle déjà, cette association d'enseignants de la Romandie tenait tous les quatre ans son assemblée plénière. En 1898, le congrès de Bienne se préoccupa de la coordination des programmes scolaires. La SPR se retrouva 64 ans plus tard à Bienne et traita du même thème. A cette occasion, des représentants de tous les cantons francophones, dont trois délégués valaisans, élaborèrent le document intitulé *Vers une école romande*, qui contenait de nombreux renseignements sur les systèmes scolaires en Suisse romande et à l'étranger, Amérique incluse. Les enseignants réclamaient de profonds remaniements des structures scolaires et des programmes, tout particulièrement en français et en arithmétique. Ils exigeaient en outre une collaboration inter-cantonale efficace dans le domaine de la formation des enseignants, la rentrée des

¹ RGCE 1874, p. 10; R. MÉTRAILLER, *L'école primaire*, p. 139 et suivantes.

² Cf. WB, n° 6, 06.02.1886; n° 26, 25.06.1887 et n° 33, 18.08.1888.

³ RGCE 1888, p. 14; 1899, p. 8.

classes en automne et le même nombre d'années de scolarité obligatoire pour tous les cantons, etc.⁴

Le congrès de Bienne eut un large écho qui se répercuta lors de l'assemblée annuelle des directeurs de l'instruction publique en 1963 déjà, à travers le point de l'ordre du jour intitulé «coordination scolaire», élevé dès lors au rang de thème principal. Les désirs des enseignants furent pris au sérieux. De nouvelles structures et des groupes de travail furent créés, comme:

- la Conférence des secrétaires généraux (CSG),
- la Conférence des chefs de service et directeurs de l'enseignement primaire (CS1),
- la Conférence des chefs de service et directeurs de l'enseignement secondaire (CS2).

CIRCE I, II, III

En premier lieu fut constituée la Commission romande interdépartementale (plus tard intercantonale) de coordination de l'enseignement, nommée CIRCE.

En 1969, le premier délégué à la Coordination romande fut choisi en la personne de Jean Cavadini, auquel succédèrent Robert Gerbex en 1976, puis Jean-Marie Boillat en 1995⁵ et Christian Berger en 2001.

La CIRCE créa de très nombreuses commissions, essentiellement formées d'enseignants qui œuvrèrent, à grand renfort de temps et de moyens financiers, à la coordination des plans d'études, de 1967 à 1986. De 1967 à 1972, la CIRCE I élaborait les programmes communs, de la première à la quatrième année primaire; de 1972 à 1978, la CIRCE II continuait l'ouvrage pour la cinquième et la sixième année primaire; de 1979 à 1986, la CIRCE III eut la délicate mission de coordonner les degrés sept à neuf achevant la scolarité obligatoire.

Dès 1976, la CDIP-SR/TI institua la Commission romande des moyens d'enseignement (COROME), qui développa progressivement les méthodes pédagogiques et cognitives fondées sur les programmes de la CIRCE.

Une grande dépense d'énergie et un travail de longue haleine

L'année scolaire 2001/2002 fit date, le Département valaisan ayant annoncé que, pour la première fois, tous les élèves de la cinquième année primaire suivraient des cours de mathématiques identiques. Le but était de disposer en quelques années du même programme pour toute la Suisse romande, de la première année d'école primaire à la fin du cycle d'orientation⁶.

A maintes reprises, la Conférence des directeurs de l'instruction publique avait tenté de répartir les congés scolaires de façon à éviter l'encombrement synchrone des

⁴ *Vers une école romande*. Rapport présenté au 30^e congrès de la Société pédagogique romande à Bienne, 1962.

⁵ Robert GERBEX, *Et les chemins toujours se croisent...* Secrétariat à la Coordination scolaire romande, Lausanne, 1994, p. 9-17.

⁶ *NF*, 16.08.2001, p. 31.

lieux de vacances. Les intérêts divergents des élèves, des parents, des enseignants et des lieux touristiques sont demeurés inconciliables jusqu'à ce jour. Cette répartition des vacances était également difficile à réaliser à l'intérieur du canton⁷.

L'avenir dira si le travail accompli durant des dizaines d'années fut réaliste. En l'an 2000, les autorités scolaires considéraient comme un succès le fait qu'en 2003, les classes de la scolarité obligatoire disposeraient du «Plan d'étude cadre». Ce modèle, synthèse de tous les plans antérieurs promulgués par étapes depuis 1972, était jugé extrêmement important pour l'harmonisation et la collaboration scolaires.

Le 30 janvier 2003, la CIIP (nouveau nom de la CDIP-SR/TI depuis 1997, soit «Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin») définit une nouvelle charte: «Finalités et objectifs de l'école publique», et promet pour l'automne 2004 la publication d'un nouveau plan d'enseignement, le plan romand d'étude cadre nommé «PECARO»⁸.

L'Institut romand de recherches et de documentation pédagogique (IRDP) (1970)

L'IRDP a été créé pour garantir à la CDIP-SR/TI une préparation soigneuse et un contrôle régulier des projets scolaires. D'après ses statuts, l'institut devait être au service des Départements pour poursuivre et assurer les efforts de coordination scolaire décidés en commun. Il commença son activité à Neuchâtel en 1970, sous la direction de Samuel Roller (1912-2003), professeur de pédagogie expérimentale aux Universités de Genève et de Lausanne et également directeur du Service de la recherche pédagogique du canton de Genève. La tâche englobait trois services: la recherche en éducation, la documentation pédagogique et les moyens d'enseignement. Le Conseil de surveillance, qui devait représenter tous les Départements, se composait de représentants d'associations d'enseignants, de directeurs de gymnases et de délégués tant des universités, du Centre suisse de coordination de la recherche en éducation, d'Aarau, que du Département fédéral de l'intérieur⁹. Les directeurs successifs de l'IRDP furent le Genevois Samuel Roller de 1970 à 1977, le Jurassien Jacques-André Tschoumy de 1977 à 1996, le Valaisan Jacques Weiss de 1996 à 2003, et le Genevois Mathis Behrens dès 2003.

À la suite de la modification des statuts de la CDIP-SR/TI, l'IRDP et le Secrétariat général de la CIIP furent réorganisés. Certains services de l'IRDP, les moyens d'enseignement notamment, furent directement rattachés au Secrétariat général. Le Service de la recherche disparut et son responsable, Jacques Weiss, fut alors nommé, en 1996, directeur de l'institut.

⁷ NF, 18.08.1993, p. 26.

⁸ *Résonances*, septembre 2000, p. 33; voir aussi: *Le passé est un prologue. 25 ans de coordination scolaire romande. Maquette pour un fédéralisme coopératif suisse et européen*, IRDP/LEP, Neuchâtel, 1994, p. 14-32. Le 15.04.2005, la CIIP a présenté une convention intercantonale scolaire romande devant être adoptée par les parlements des cantons romands.

⁹ «Coordination scolaire romande», in *L'Ecole valaisanne*, Sion, 1976, p. 30-43.

La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de la Suisse centrale (IEDK) (1965)

Les relations entre le Haut-Valais et la Suisse centrale datent de plusieurs siècles. Dès 1407, le Valais conclut avec cette dernière des alliances assurant la sécurité du pouvoir politique des sept Dizains et des Waldstätten.

A l'école primaire, la collaboration commença par l'utilisation des mêmes moyens d'enseignement. Alors qu'au XIX^e siècle les marianistes enseignant à l'école normale rédigeaient eux-mêmes des manuels et les faisaient imprimer à Sion, une coordination avec la Suisse centrale devint particulièrement nécessaire durant les premières années du XX^e siècle. Le livre de lecture pour l'école publique, publié en commun par le Valais et Schwyz en 1913, en est un exemple. Souvent aussi, le Valais se procurait uniquement les ouvrages d'enseignement imprimés par les éditions Benziger à Einsiedeln.

A partir de 1965, la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de Suisse centrale (IEDK) rassembla régulièrement les chefs des Départements de l'instruction publique. Ces derniers débattaient de thèmes comme la coordination scolaire ou la collaboration intercantonale, et aspiraient à une rénovation qualitative de l'école. Les principaux objectifs visés étaient la réforme des degrés supérieurs de l'école obligatoire, la formation des enseignants, les plans d'études, les moyens d'enseignement, etc. L'énumération de questions variées amena la Conférence à créer en 1974 un service de conseils et de planification scolaire; de là naquit le ZBS («Zentral-schweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen»).

Les apports de l'IEDK au système scolaire valaisan

La collaboration entre le ZBS et l'IEDK profita aux écoles haut-valaisannes. La Conférence travailla d'une manière non bureaucratique, efficace et peu onéreuse. En 1993, les cantons membres de l'IEDK redéfinirent les modalités de travail et les objectifs du ZBS. Les statuts de 1993 et de 1995 réglèrent les mandats, les domaines d'activités, les méthodes de travail, l'organisation, le financement et la direction. Un Secrétariat régional et une Conférence des secrétaires de Départements furent institués. Le ZBS fut élevé au rang de Centre pédagogique de l'IEDK¹⁰.

En 2001, le ZBS, devenu entre-temps le «Bildungsplanung Zentralschweiz» (BPZ), ou Centre de planification en éducation de Suisse centrale, développa un site Internet consacré à l'éducation; sous le nom de «zebis», il offrit aux enseignants des informations de haute qualité dans le domaine de la formation¹¹. Les directeurs du ZBS, puis du BPZ, furent successivement Iwan Rickenbacher, Toni Strittmatter, Félix Oggenfuss et Willi Stadelmann.

¹⁰ Robert FÄH, «Die EDK aus dem Blickwinkel der Innerschweizer EDK (IEDK)», in *La CDIP 1897-1997*, p. 155; *Mittendrin, Informationen aus dem ZBS*, 1994, n° 2, p. 3-8, «Seit 20 Jahren machen wir Schule»; Décisions du Conseil d'Etat du 23.06.1976 et du 01.09.1993.

¹¹ *Mitteilungsblatt* 2000, année 25, n° 2, p. 17-18; *Mitteilungsblatt* 2002, année 27, n° 1, p. 26.

Le 1^{er} juillet 2005, le Valais devint également membre de la région de formation du nord-ouest (NW EDK). Cette collaboration fut décidée par le DECS dans le cadre de la problématique de l'enseignement des langues. Les six cantons membres, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Soleure et le Valais optèrent pour l'obligation d'enseigner le français comme première langue étrangère¹².

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) (1897)

C'est dans une situation de tension entre la centralisation fédérale et le fédéralisme cantonal que naquit la Conférence suisse des directeurs cantonaux. Les discussions sur la Constitution fédérale de 1874 et le Kulturkampf compliquèrent d'abord toute collaboration. En 1882, le refus du «bailli scolaire», dont le rôle aurait dû être l'amélioration de l'école par la coordination, fut un revers supplémentaire. Finalement, ce fut la question de la subvention de l'école primaire par la Confédération – à l'instar de la formation professionnelle, déjà financée de cette manière – qui réveilla les esprits. Ce souhait de subvention contribua essentiellement à la création de la CDIP en 1897¹³.

L'extension de la CDIP après 1962 et le concordat scolaire de 1970

Le travail fructueux ne commença qu'en 1962. Cette année-là, Eugen Egger, professeur de pédagogie comparée à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Genève, reprit la direction du Centre suisse de documentation en matière d'enseignement et de formation (CESDOC), situé à Genève. Le CESDOC était géré et financé par la Confédération et par la CDIP. En 1968, Eugen Egger devint également le secrétaire général de la CDIP/CH. La même année, la CDIP créa à Lucerne le Centre suisse pour le perfectionnement des professeurs de l'enseignement secondaire (CPS)¹⁴.

Le concordat scolaire de 1970, créé sous une forte pression politique, apporta un changement définitif dans le paysage de l'école suisse. Nombreux furent ceux qui y virent la possibilité d'harmoniser et même d'unifier les différentes structures scolaires cantonales¹⁵, ce qui se révéla plus difficile à réaliser que souhaité. La CDIP déplaça donc son effort principal sur une collaboration intercantonale dans les questions de pédagogie, de didactique et de politique de l'éducation. Elle transmet aux cantons les résultats sous forme de recommandations formelles.

¹² RGCE 2005, p. 69.

¹³ H.-U. GRUNDER, «Du désir de coordination à la fondation», in *La CDIP 1897-1997*, p. 11-60.

¹⁴ Armand CLAUDE, «Le Centre suisse pour le perfectionnement des professeurs de l'enseignement secondaire, CPS», in *La CDIP 1897-1997*, p. 249-253.

¹⁵ Sur le concordat, voir Moritz ARNET, *Le concordat scolaire du 29 octobre 1970: genèse, historique, commentaires*, CDIP, Berne, 2000.

En 1983, le Secrétariat de la CDIP fut transféré à Berne, suivi en 1994 par le CESDOC désormais intégré à la CDIP¹⁶. Succédèrent à Eugen Egger (1968-1985) Moritz Arnet (1985-1999) et Hans Ambühl (dès 2000), tous deux juristes de formation. En 1997, les multiples activités de la CDIP furent décrites dans un ouvrage édité à l'occasion de son centenaire¹⁷. Ses structures et ses statuts furent remaniés au début des années 2000.

La CDIP dirige en outre le Centre d'information et de documentation sur le système suisse d'éducation et de formation (IDES), et elle transmet à l'échelon national des analyses sur l'évolution de la coopération éducationnelle.

Deux offices valaisans: l'Office de recherche et de documentation pédagogiques (ORDP) (1987) et l'Office de documentation et d'information scolaires (ODIS)

L'école moderne ne peut plus se passer d'offices spécialisés dans les domaines du travail et de la recherche, qui doivent soutenir le personnel enseignant et accompagner les résultats du travail pédagogique. La classification courante distingue la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement. Au niveau fédéral œuvre depuis 1974 le Centre suisse pour la coordination de la recherche en éducation (CSRE), dirigé en commun par la Confédération et les cantons¹⁸.

En Valais, la recherche en éducation fut instaurée au Département de l'instruction publique en 1971. Des tâches concrètes étaient liées à la fonction d'un conseiller pédagogique, nommé en la personne de Jean-Pierre Salamin. Ses réalisations furent notamment la préparation des examens cantonaux à partir de données scientifiques, l'élaboration d'un dossier de l'élève pour l'entrée sans examen au cycle d'orientation, la définition des fondements de l'éducation sexuelle dans les écoles sous le titre de «l'Education à l'amour humain», la proposition d'un nouveau livret scolaire, ou encore l'amélioration des méthodes d'évaluation des élèves.

L'office prit le nom de «Centre valaisan de la recherche pédagogique», en 1980, puis celui d'«Office de la recherche pédagogique» (ORP). Ces modestes commencements donnèrent finalement naissance à l'Office de recherche et de documentation pédagogiques (ORDP), en 1987.

L'ORDP, dès ses préambules en 1971, joua un rôle important dans toutes les phases capitales du développement de l'école valaisanne. Il fournissait les documents de base pour la préparation de lois scolaires, traitait des nouvelles méthodes d'appréciation du travail des élèves, aidait à l'élaboration de programmes d'études, faisait autorité pour la réalisation et l'édition d'ouvrages scolaires, et se référait aux enquêtes internationales pour évaluer l'état du système scolaire valaisan, d'ailleurs objet de nombreuses publications internes.

¹⁶ *La CDIP 1897-1997*, p. 237-242. En ce qui concerne les nombreux mérites d'Eugen Egger, voir *Politique de l'éducation et fédéralisme helvétique: mélanges en hommage au professeur Eugen Egger*, vol. 10 des publications de la CDIP, Berne-Stuttgart, 1985.

¹⁷ *La CDIP 1897-1997*.

¹⁸ Armin GRETTLER, «Le Centre suisse de coordination pour la recherche en matière d'éducation (CSRE)», in *La CDIP 1897-1997*, p. 254-259.

En 2002, les activités de l'ORDP furent transférées à la Haute Ecole valaisanne, à l'exception de la recherche, de l'information scolaire (*Résonances* et *Mitteilungsblatt*), de la formation continue des enseignants et des ouvrages scolaires, tâches qui furent rattachées au Service de planification et d'évaluation, devenu entre-temps le Service de la formation tertiaire. Le reste des activités de l'ORDP, placé dès novembre 2004 sous la responsabilité d'Antoine Mudry, fut rassemblé sous le nom d'«Unité de recherche et de développement» (URD).

Enquêtes internationales: TIMSS et PISA

En 1995, l'ORDP assumait pour le Valais la responsabilité de l'enquête internationale «TIMSS» («Third International Mathematics and Science Study»). Les enquêtes TIMSS évaluaient les compétences en mathématiques et en sciences parmi trois différentes catégories d'élèves: les élèves de 9 ans, ceux de 13 ans et les étudiants et apprentis peu avant la fin de leur formation générale et professionnelle (secondaire II). Le Valais participa ensuite à une autre enquête encore plus importante, l'étude «PISA» («Programme for international Student Assessment»), menée par l'OCDE dès l'année 2000. Les tests PISA devaient mesurer les compétences générales acquises en fin de scolarité obligatoire. Prirent part à cette étude des élèves de 15 ans, nés en 1984 et provenant de 31 pays; parmi eux se trouvaient 900 Valaisans. L'enquête portait principalement sur les connaissances en lecture, en mathématiques et en sciences. Les élèves fribourgeois et valaisans obtinrent dans les trois disciplines des résultats significativement meilleurs que ceux des autres cantons, et ils se retrouvèrent dans le peloton de tête. La Suisse, cependant, ne brilla guère en comparaison européenne; les performances en lecture étaient faibles. Les résultats de cette enquête déclenchèrent dans certains cantons suisses et à l'étranger de nombreuses discussions sur la qualité de l'école¹⁹.

En 2003, l'enquête PISA fut répétée d'après un modèle semblable (mathématiques, lecture, sciences et résolution de problèmes), avec un accent plus marqué sur les mathématiques. Quarante-deux pays participèrent à l'enquête, et vingt mille élèves de Suisse furent testés, dont près de dix mille en Suisse romande. Les résultats globaux furent identiques à ceux de la première étude. Le Valais romand et Fribourg se distinguèrent de la même façon. La Suisse obtint toutefois un meilleur score qu'en l'an 2000, avec des performances supérieures à la moyenne des autres pays pour les mathématiques et les sciences, et des résultats plutôt moyens pour la lecture.

En 2000, le maigre échantillon des élèves haut-valaisans n'avait pas été représentatif. En 2003, par contre, tous les élèves de la dernière année des cycles d'orientation et de la première année du Collège de Brigue prirent part à l'enquête. Leurs résultats

¹⁹ *Résonances*, mars 2002, p. 16-20; Urs MOSER et Philipp NOTTER, «Compétences scolaires dans le contexte international», CDIP, Etudes et rapports, 10 B, Berne, 2000. Voir aussi des mêmes auteurs, *L'école au banc d'essai. Evaluation des compétences des élèves du secondaire sur la base de l'enquête internationale TIMSS*, Berne, 2000. Voir également *PISA 2003: Compétences pour l'avenir: deuxième rapport national*, OFS/CDIP, Neuchâtel-Berne, 2005, et *Enquête PISA 2003: les résultats des élèves romands en 9^e année*, IRDP, Neuchâtel, 2005; OCDE, *Evaluation des compétences chez les jeunes de 15 ans, 2006: 3^e enquête*, OFS, Neuchâtel, 2005.

furent pratiquement identiques à ceux du Valais romand, ce qui était réjouissant vu la différence des plans d'études et des moyens d'apprentissage.

L'Office de documentation et d'information scolaires (ODIS)

L'Office de documentation et d'information scolaires se développa à partir des tâches que la loi de 1946 avait déjà confiées au Service de l'enseignement primaire (art. 75). L'office fut créé en 1947, mais ce n'est qu'en 1956 qu'il gagna en importance, en devenant l'«Office central de documentation», à l'Ecole normale. Son premier directeur fut le marianiste Eugène Claret (1912-2003), qui reprit également la rédaction de *L'Ecole valaisanne* en 1959²⁰. En 1962, l'office, devenu «Office de l'enseignement», fut déplacé dans les locaux accueillant les classes d'application de l'école normale. Il répertoriait, cette année-là, plus de 1300 ouvrages, 200 disques, 5500 diapositives et 75 films. En 1963, année de la mise en application de la loi sur l'instruction publique de 1962, le nom de l'office fut changé en Office de documentation et d'information scolaires (ODIS)²¹. Le Conseil d'Etat décida de l'autonomie de l'ODIS et encouragea son développement.

L'ODIS et la Bibliothèque cantonale: succursales régionales

Un premier résultat de cette politique fut, en 1970, l'installation à Brigue d'un office offrant documentation et conseils aux écoles haut-valaisannes, et fonctionnant comme succursale de la Bibliothèque cantonale. En 1974, une organisation analogue vit le jour à Saint-Maurice. Ces deux offices devaient collaborer avec les communes et les aider à développer leurs bibliothèques, bibliothèques paroissiales incluses. En 1971, le Conseil d'Etat sépara les tâches des ODIS de celles de la Bibliothèque cantonale²². En 2002, alors que venait d'être instaurée la Haute Ecole pédagogique, le Département réunit l'ORDP/ODIS et la Médiathèque (anciennement Bibliothèque cantonale) en une nouvelle unité. A Brigue, Sion et Saint-Maurice, la Médiathèque assumait les tâches administratives et organisationnelles, tandis que la Haute Ecole pédagogique fut chargée de la recherche.

Le siège principal de l'ODIS à Sion

En 1975, le siège principal de l'ODIS quitta l'Ecole normale pour emménager à la route de Gravelone 5, à Sion. Il était organisé comme une bibliothèque mettant gratuitement à disposition du public, et particulièrement du personnel enseignant, des

²⁰ RGCE 1959, p. 112-113; 1960, p. 118-119.

²¹ RGCE 1962, p. 119 et RGCE 1963, p. 135-137.

²² RGCE 1970, p. 128-129; 1971, p. 138; 1973, p. 174-175; Jean-Pierre SALAMIN, «Recherche pédagogique et Centre-ressource», in *Chercher ensemble: 20 ans de recherches coordonnées au service de l'école*, Neuchâtel, 1994, p. 123.

ouvrages pour toutes les disciplines scolaires, des documents didactiques et méthodologiques ainsi que du matériel audiovisuel comme des diapositives, des cassettes audio et vidéo, des disques, des films, des CD Roms, etc. En 1975 toujours, le Département rattacha à l'ODIS le Dépôt du matériel pour les activités manuelles, qui jusque-là avait fonctionné de manière autonome.

Le Centre de documentation, au fil des progrès du domaine audiovisuel, se subdivisa en deux parties: l'informatique et les moyens audiovisuels. Dès 1975, l'ODIS devint un centre de conseil pour les écoles en matière d'achat d'épiscope, de projecteurs de films et de diapositives, d'enregistreurs, de bancs de montage, de magnétophones, de téléviseurs, de rétroprojecteurs, ou d'appareils photo. En 1987, l'intégration des Centres de documentation de Sion, de Brigue et de Saint-Maurice dans l'ORDP encouragea le développement de leurs secteurs télévisuels puis informatiques (ordinateurs, logiciels, didacticiels...).

Le secteur audiovisuel se transforma progressivement en secteur «multimédias», et le centre offrit aux enseignants des cours de formation pour les techniques nouvelles de communication et d'information (ICT)²³.

Le Dépôt des ouvrages scolaires et les moyens d'apprentissage

Malgré les nouvelles techniques, le livre, moyen d'apprentissage traditionnel, demeura indispensable. Dans ce domaine, l'ORDP joua, depuis 1987, le rôle de maison d'édition. L'office conseillait les commissions travaillant aux moyens d'enseignement; il décidait de la création d'un outil spécifique pour le Valais ou de son acquisition sur le marché libre.

Parmi les prestations fournies, il faudrait citer les cours sur l'environnement dans les écoles primaires du Valais romand, et les volumes de l'Histoire valaisanne destinés aux écoles primaires et aux cycles d'orientation du Haut-Valais²⁴.

Les éditions scolaires romandes

L'Association suisse des économistes (ASV) s'efforça en 1951 déjà d'obtenir une coopération cantonale plus étroite pour la réalisation des moyens d'enseignement. En 1963, la CDIP-SR/TI ratifia donc la création d'une Commission romande des manuels scolaires, à laquelle succéda en 1971 l'Office romand des éditions scolaires (OR). En 1971 également, la Suisse romande institua la Commission romande des moyens d'enseignement (COROME), chargée d'examiner, en collaboration avec le Service des moyens d'enseignement, les propositions en la matière. L'OR analysait ensuite la possibilité d'utiliser des moyens communs, ou d'en élaborer de nouveaux. Il estimait les besoins pour l'ensemble des classes de la Suisse romande, contrôlait l'im-

²³ RGCE 1976, p. 128; Jacques CORDONIER, «De l'ORDP-ODIS à la Médiathèque Valais», in *Résonances*, octobre 2005, p. 28-29.

²⁴ A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*.

pression des nouveaux ouvrages, procédait à l'achat de documents et assurait la distribution des moyens d'enseignement. Il tenait à jour le catalogue des ouvrages romands, qui recensait 173 documents en 2002²⁵. Une Commission de surveillance, constituée de représentants des cantons concernés et de membres d'associations de professeurs, supervisait les activités de l'OR.

L'information du personnel enseignant: les publications pédagogiques valaisannes et suisses

L'Ami des Régens et Der Schullehrerfreund (1854-1856)

Les deux premières revues valaisannes, *L'Ami des Régens* et *Der Schullehrerfreund*, furent créées en 1854 par le conseiller d'Etat Charles-Louis de Bons. Elles devaient encourager la collaboration entre le gouvernement et les régents et alléger le difficile travail de ces derniers. Le chef du Département voulait

ouvrir aux enseignants une scène sans prétention, sur laquelle ils pouvaient faire entendre leur voix aux familles, exprimer leurs besoins, échanger leurs observations, établir des contacts mutuels, et ainsi promouvoir un élan perceptible qui s'observait dans plusieurs communes valaisannes depuis 1846 et qui visait à l'amélioration de l'école²⁶.

L'essai fut méritoire, l'effort, énorme, mais le résultat, décevant. Les constatations alarmantes sur la situation misérable de l'école valaisanne laissèrent la population de marbre.

La tentative prit fin après deux ans, et le dernier numéro parut le 15 mars 1856.

Le Bulletin pédagogique (1881-1882)

Le premier essai de parution d'une revue fut suivi 25 ans plus tard par le lancement du *Bulletin pédagogique*, publication commune aux cantons de Fribourg et du Valais. Un numéro destiné au Valais parut la première fois en 1881 comme *Supplément spécial pour le Valais*, supplément qui fut ensuite édité de janvier 1881 à mai 1882, sous le nom de *Supplément valaisan au Bulletin pédagogique, publié sous les auspices de la Société valaisanne d'éducation*.

²⁵ Office romand des éditions scolaires, 30 ans, 2002, p. 20.

²⁶ *L'ami des Régens*, 1854-1856; *Der Schullehrerfreund*, 1854, année 1, n° 1, p. 1. Voir aussi Jean-Pierre SALAMIN, «Revue en revue: l'histoire de *Résonances*: il était une fois...», in *Résonances*, avril 2004, p. 4-20.

L'Ecole primaire (1881-1956)

En novembre 1881 parut le premier numéro d'une revue entièrement valaisanne, *L'Ecole primaire, Organe de la Société valaisanne d'éducation*. Conçue comme continuation du *Supplément valaisan* et éditée par le secrétaire du Département, Paul Pignat, elle était publiée deux fois par mois, de novembre à mai, et à ses débuts elle comprenait 192 pages annuelles.

Der Erziehungsfreund (1898-1915)

Dans les années 1880, les autorités scolaires, s'inspirant de la tentative du *Schullehrerfreund* (1854-1856), estimèrent que les enseignants du Haut-Valais devaient disposer de leur propre revue, même si en 1885 s'imposa le constat de la difficulté d'une telle démarche²⁷. *Der Erziehungsfreund* parut tout de même de 1898 à 1915. Son initiateur et son premier rédacteur fut Leo Meyer (1870-1942), enseignant au Collège de Brigue puis archiviste et bibliothécaire à l'Etat du Valais.

L'Ecole valaisanne / Walliser Schule (1956-1959)

En 1956, le Département tenta une expérience digne de louanges, à savoir la publication d'une revue bilingue qui rapprocherait les enseignants des deux parties du canton. Cette action était un signe politique tangible de l'Etat. *L'Ecole valaisanne / Walliser Schule* devait permettre, selon les propos du conseiller d'Etat Marcel Gross, «d'intensifier les contacts intellectuels entre les deux régions linguistiques, de faire profiter chaque région des expériences de l'autre, de faire de l'école valaisanne une véritable unité d'esprit et de cœur». L'objectif parut élevé, d'autant plus que les parents et les jeunes devaient également y être intéressés, comme l'indique le titre en allemand: *Walliser Schule, Zeitschrift für Jugendbildung in Schule und Elternhaus*.

La revue éditait des textes en français et en allemand, en quantité à peu près égale. Leur compréhension était facilitée par un bref résumé dans l'autre langue. Les acquisitions de la Bibliothèque cantonale s'y trouvaient publiées parallèlement aux directives et conseils pédagogiques. Des communications du Département et des décisions du Conseil d'Etat en matière scolaire devaient renforcer la liaison entre le gouvernement et l'école.

L'Ecole valaisanne (1959-1988)

Au bout de trois ans, la publication bilingue prit fin. Dans le premier numéro de *L'Ecole valaisanne*, qui poursuivit seule le chemin, Marcel Gross remercia les deux rédacteurs de la revue bilingue, Michel Veuthey et Ernst Schmidt, pour les services

²⁷ RGCE 1885, p. 58-60; 1898, p. 55-56.

rendus durant trois ans. Le marianiste Eugène Claret reprit en 1959 la rédaction de *L'Ecole valaisanne*. La mise en page et le format changèrent, et un nouveau logo fut adopté en 1975. La revue continua de faire paraître les informations habituelles, sauf la rubrique nécrologique qui fut supprimée; des numéros spéciaux consacrés à un thème particulier furent publiés régulièrement.

Schweizer Schule (1915)

Après l'abandon de la revue bilingue, les enseignants du Haut-Valais tentèrent d'éditer leur propre *Walliser Schulblatt*. Au bout de trois années d'essai, ils recoururent à la *Schweizer Schule*²⁸, qui était l'organe bimensuel des associations catholiques suisses de l'éducation. Cette revue, éditée depuis 1915, réserva une place aux communications de l'Association des enseignants haut-valaisans²⁹, ainsi qu'aux informations officielles du Département valaisan de l'instruction publique³⁰.

Das Mitteilungsblatt (1975-...)/Bulletin d'information pour le personnel enseignant du Haut-Valais

Le magazine d'information *Mitteilungsblatt*, paru pour la première fois en 1975 sous la direction de Hugo Zenhäusern, était lié à la création de l'ODIS de Brigue; édité quatre fois par année dans un format A5, en noir et blanc, sans aucune illustration, il ne contenait que les informations officielles du Département, les lois et les règlements relatifs à l'instruction publique, ainsi que l'organisation des cours de formation continue.

En décembre 1995, le «Schulentwicklungszentrum» de Brigue reprit la responsabilité du *Mitteilungsblatt*, dont la rédaction fut alors assumée par Kurt Grünwald. Le magazine, trimestriel, adopta le format A4, devint illustré et traita de thèmes particuliers. En 1998, Rosemarie Zurwerra fut nommée rédactrice; avec l'aide d'une commission de rédaction, elle donna à la revue une apparence plus agréable.

Résonances (1988-...)

L'Ecole valaisanne cessa de paraître avec la création de l'ORDP, qui proposa une revue à la présentation actualisée et en couleurs, pour la rendre plus attractive. Elle était destinée à tous les acteurs et partenaires de l'école valaisanne, dans le canton et hors de ses frontières. Le choix du titre *Résonances* soulignait la volonté d'ouverture aux points de vue didactiques et pédagogiques les plus divers; en retour, la revue devait retransmettre les échos recueillis.

²⁸ RGCE 1959, p. 112-113; 1960, p. 118-119.

²⁹ *L'Ecole valaisanne*, 1959, n° 1, p. 1-2; RGCE 1959, p. 112-113.

³⁰ RGCE 1962, p. 119.

Après un départ un peu éloigné des préoccupations immédiates des enseignants, en particulier du degré primaire, *Résonances* trouva sa vitesse de croisière et offrit dix fois l'an un contenu attrayant, partagé entre un thème central et des informations officielles qui étaient utiles aussi bien aux enseignants, aux parents d'élèves, aux étudiants qu'aux autorités scolaires. *Résonances* survécut aux difficultés économiques des années 1990 et sut se créer une réputation enviable, non seulement en Valais mais également à l'extérieur du canton. Le mérite en revient à ses différentes rédactrices et rédacteurs: Marie-France Vouilloz (1988-1992), Jacques Darbellay (1992-1993), Paul Vetter (1993-1998), Paul Vetter et Nadia Revaz (1998-2001), Nadia Revaz (dès 2001). En 2001, *Résonances* enregistrait 3200 abonnements, tandis que *Mitteilungsblatt* en comptait 1000³¹. En 2004, la revue *Résonances* fut distribuée à environ 2000 exemplaires.

Le Jahrbuch (1887-1914)

Entre 1887 et 1914 parut en 18 volumes, sur une initiative privée, le *Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz*. Cet annuaire, fruit de l'énorme travail de l'ancien secrétaire du Département zurichois de l'instruction publique et de son successeur, peut être considéré comme le précurseur de l'*Archiv* de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

Le *Jahrbuch* donnait chaque fois un large aperçu des dispositions scolaires des cantons et publiait les lois, ordonnances et règlements nouveaux. Il présentait régulièrement des statistiques, ainsi que des rapports annuels sur la situation de l'enseignement dans les différentes régions de Suisse. Il traitait également de thèmes plus pointus, comme la gratuité des moyens d'enseignement et du matériel scolaire (1905) ou la participation de la Confédération et des communes aux frais scolaires³². Il exerça certainement une influence bénéfique sur les autres cantons.

Archiv (1915-1971) et Bildungspolitik (1972-1979), l'Annuaire de l'instruction publique en Suisse (1910-1947) et les Etudes pédagogiques (1948-1979)

En 1915, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique reprit l'*Annuaire* et publia, jusqu'en 1970/1971, l'*Archiv für das schweizerische Unterrichtswesen*. De 1972 à 1979, la publication prit le nom de *Bildungspolitik*³³. *Archiv* fut également lu en Valais, spécialement lorsqu'il exposait des statistiques des finances ou des salaires des enseignants et démontrait que les chiffres du canton étaient particulièrement insatisfaisants³⁴.

De 1910 à 1947, les cantons romands publièrent en parallèle l'*Annuaire de l'instruction publique en Suisse*, placé sous le patronage de la Conférence des chefs des

³¹ RGCE 2001, p. 75.

³² Voir par exemple années 1901, p. 1-51; 1902, p. 1-68; 1903, p. 1-71; 1910, p. 1-28, etc.

³³ Ursula ROHRER, in *La CDIP 1897-1997*, p. 34-38.

³⁴ Voir par exemple années 1916-1923, 1959; 1960, etc.; voir la liste des publications in *La CDIP 1897-1997*, p. 40-46.

Départements de l'instruction publique de la Suisse romande. En 1948, l'*Annuaire* fut intitulé *Etudes pédagogiques*, et ce nouveau nom fut conservé jusqu'à la fin de la publication, en 1979³⁵.

Les constructions scolaires

Les locaux scolaires et les bases légales de 1907

Dans ses articles 48 à 56, la loi sur l'instruction publique de 1907 traita des locaux scolaires et des dispositions y relatives. Le manquement à des devoirs communaux ou bourgeoisiaux pouvait être sanctionné par une amende. L'emplacement d'une construction scolaire devait désormais être approuvé par le gouvernement. Des prescriptions d'hygiène furent promulguées; des plans de construction et du matériel scolaire furent mis à disposition des autorités communales. L'article 59 définissait une nouvelle disposition: «Le Conseil d'Etat peut interdire, par l'intermédiaire des autorités communales, l'ouverture d'un débit de boisson dans les environs d'une école, ou même le renouvellement d'une licence pour un établissement déjà existant.» Les bourgeoisies fournissaient les écoles en bois de chauffage et «supportaient la moitié des frais de coupe des arbres, de leur apprêt en forêt ainsi que de leur transport».

Un progrès important dès 1946: les subventions différenciées

La loi scolaire de 1946 (art. 61 à 72) apporta enfin des améliorations essentielles au système des subventions de l'Etat, qui put financer dès lors 30% de l'achat du terrain et de la construction des installations. Une aide supplémentaire de l'Etat pouvait s'élever jusqu'à 40%. Un décret fixa les détails permettant aux communes de bénéficier d'une subvention différenciée³⁶. La loi invita en outre les bourgeoisies à passer à la caisse: elles devaient assumer jusqu'à 30% des coûts de construction et de rénovation des bâtiments scolaires et jusqu'à 40% des coûts de chauffage et d'éclairage. En outre, leur attention fut attirée sur de mauvaises habitudes qui s'étaient vraisemblablement installées; ainsi, le nettoyage des locaux devait être assuré par des adultes et non plus par des enfants. Ce que ces derniers ne devaient plus exécuter revenait souvent aux enseignants. Le futur adjoint au Département, Eugen Brunner, enseignant à Ried-Mörel de 1951 à 1954, se rendait ainsi à l'école à 5 heures du matin pour allumer lui-même le poêle de sa classe, afin que les élèves puissent trouver une salle chauffée à leur arrivée. A l'école secondaire, des élèves étaient souvent chargés de cette tâche.

L'augmentation de la population et conséquemment celle des constructions d'écoles primaires et ménagères entraînèrent des investissements importants. Les contributions du canton passèrent de 220 000 francs en 1948 à 3,04 millions de

³⁵ Rita HOFSTETTER, «L'Annuaire de l'instruction publique en Suisse», in *La CDIP 1897-1997*, p. 39-45.

³⁶ Décret du 03.09.1951 fixant le mode de calcul de la subvention différenciée, in *RL* 45, 1951, p. 125.

francs en 1957. Le canton ne pouvait plus payer ces charges avec le budget annuel ordinaire. Comme les communes, de leur côté, ne pouvaient pas attendre les subventions, le gouvernement dut se résoudre en 1958 à demander au Grand Conseil un crédit de 5 millions de francs pour couvrir les frais des constructions scolaires. La question devait être résolue de manière satisfaisante en 1961. Le montant annuel des besoins fut budgété par le Conseil d'Etat à 2,5 millions de francs³⁷.

La loi sur l'instruction publique de 1962, les normes et les directives du 30 juillet 1975 sur les constructions scolaires

Dans les années 1960 et 1970, certaines communes rivalisèrent de prodigalité pour bâtir des écoles. Durant cette période d'euphorie immobilière, les services de l'enseignement du Département, en collaboration avec l'architecte cantonal, élaborèrent un règlement qui allait être utile jusqu'à la fin du siècle et même au-delà. Les consignes et les directives sur les constructions scolaires du 30 juillet 1975, ainsi que leurs modifications de 1982 et 1983, constituèrent la base légale pour tous les travaux de planification des autorités communales et régionales³⁸. Durant ces années de sur-enchère et de fantaisie dans la construction, ces dispositions légales furent une bénédiction pour les autorités scolaires, les contribuables, les architectes, le personnel enseignant et les élèves. Les communes recevaient des indications claires en matière de planification. Les données relatives aux contributions cantonales, aux frais de construction, aux modifications de projet et à la répartition des charges furent des aides bienvenues pour la recherche de solutions régionales. On peut mentionner en passant que la surface prévue des salles de classe était de 64 m² à 72 m² (1,80 m² par élève et 2,80 m de hauteur); les classes spéciales pouvaient être plus spacieuses.

Dans les dernières années du XX^e siècle, les constructions furent souvent de grande qualité. Dès son entrée en fonction en 1979, l'architecte cantonal Bernard Attinger mit ses compétences au service de projets appropriés, artistiquement valables et s'intégrant dans le paysage.

Subventions de l'Etat accordées pour les constructions scolaires:

Années	Montants	Années	Montants
1950	325 337.–	1980	7 849 292.–
1955	1 050 427.–	1985	9 375 152.–
1960	3 049 421.–	1990	6 625 224.–
1965	3 334 648.–	1995	8 156 533.–
1970	7 903 240.–	2000	9 599 502.–
1975	13 000 921.–	2005	5 000 000.–

(Comptes de l'Etat 1950-2005 et RGCE annuels)

³⁷ BGC, session de mai 1958, p. 149-155, 223.

³⁸ RL 69, 1975, p. 227.

La prévention de la santé

Le Service médical scolaire

Avant la fin du XIX^e siècle, les autorités scolaires s'étaient peu préoccupées du problème de la santé. Nombre d'autres soucis passaient au premier plan. Le nouveau siècle apporta enfin des progrès essentiels, grâce à la loi cantonale du 27 novembre 1896 sur la santé publique³⁹. Le médecin de district (notion connue en Valais depuis 1834) fut nommé responsable des soins d'hygiène. La loi scolaire de 1907 introduisit le Service médical scolaire, et par lui les examens sanitaires (art. 39 à 47). Selon l'article 39, le médecin de district se devait de contrôler tous les élèves au moins une fois par année et d'examiner les conditions sanitaires des salles de classe. Il devait en établir le rapport à l'intention du Département. La caisse de l'Etat prenait en charge les coûts de ces contrôles. Dans le même temps, le médecin scolaire devait annoncer les élèves handicapés auprès des écoles de l'enseignement spécialisé (Malévoz, Géronde/Le Bouveret). Le règlement de 1910 définit les missions précises des médecins de district, des autorités scolaires et des enseignants, et consacra trente articles à «l'éducation à la santé» (art. 184 à 213). La désinfection des écoles était également prescrite.

Le règlement rappelait en outre au personnel enseignant son devoir d'«examiner l'état de propreté des enfants». Il incombait au médecin scolaire de prescrire la durée de la quarantaine pour les élèves souffrant de maladies contagieuses, comme la petite vérole, la scarlatine, la coqueluche, la diphtérie, la rougeole, la rubéole, la varicelle, les oreillons et le typhus. Chaque enfant devait posséder une attestation de vaccination avant de commencer sa scolarité.

La tuberculose, un fléau de Dieu

Le gouvernement fit un pas important en 1917 par l'institution du Service cantonal de la santé. Dès ce moment, les nouveaux «médecins cantonaux» devaient, d'après l'article 6, organiser le combat contre la tuberculose⁴⁰. Cette lutte retint l'attention des autorités pendant presque tout un siècle.

Un médecin valaisan déclara lors d'une assemblée d'enseignants en 1928: «Je connais un autre fléau de Dieu [...] Ce fléau se nomme la tuberculose. Le public l'appelle phthisie.»⁴¹ La réaction de l'Etat face à cette maladie fut lente. Bien que le peuple valaisan eût voté en 1920 un crédit de 700 000 francs pour la construction d'un établissement de soins, vingt et un ans s'écoulèrent avant l'inauguration du Sanatorium de Montana, en 1941⁴². Durant un certain temps, dans les années 1920/1921, le gou-

³⁹ Loi sur la police sanitaire, in *RL* 18, 1896-1899, p. 8.

⁴⁰ Arrêté du 23.02.1917 concernant la création d'un service cantonal de l'hygiène publique, in *RL* 26, 1917-1920, p. 14; M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 84-85.

⁴¹ Archives privées du Dr Rudolf TAUGWALDER.

⁴² Décret du 04.09.1920 en vue de la création d'un sanatorium populaire, in *RL* 27, 1920-1923, p. 95; Bojen OLSOMMER, *Petite histoire d'une grande œuvre de santé: du Sanatorium populaire du Valais au Centre valaisan de pneumonologie, 1941-1991*, Sion, 1991, p. 100-146.

vernement avait projeté d'acheter le Sanatorium genevois «Le Clairmont», à Montana⁴³.

Le premier arrêté sur le combat contre la tuberculose semble être celui du 6 mai 1924⁴⁴. Il se fondait sur la loi de 1896 sur la police de la santé, ainsi que sur les décisions du Conseil d'Etat du 17 août et du 2 novembre 1923. L'Etat promettait de favoriser toutes les œuvres d'assistance entreprises dans le canton et de les subventionner «dans la mesure où les moyens financiers le permettaient». Comme moyens d'aide furent envisagés des établissements pour le traitement de la tuberculose, la création d'une ligue contre la tuberculose, et des fondations de protection des enfants faibles et nécessiteux (colonies de vacances, distributions gratuites de lait, cures climatiques, soupes scolaires, etc.). La création d'un sanatorium cantonal fut remise à plus tard.

L'aide de la Confédération

Le combat efficace contre la tuberculose débuta en Valais avec l'entrée en vigueur de la loi fédérale de 1928. Elle obligea les cantons à effectuer des contrôles médicaux réguliers dans les écoles et soutint ce travail en prenant en charge 25% des frais. De premiers essais pour combattre la tuberculose avaient déjà été entrepris par la Confédération, en 1909. Dès cette année-là, le travail principal fut accompli par les ligues des districts, qui déployèrent leurs activités et se constituèrent en une Ligue cantonale en 1951⁴⁵. Ces ligues œuvraient tout particulièrement avec le concours d'infirmières visiteuses inspectant régulièrement les classes du canton. En 1946, le Service cantonal de la santé comptait 20 assistantes sociales. Dans le Valais romand, ces charges étaient assumées surtout par des infirmières, et dans le Haut-Valais par des femmes qui avaient suivi une école de formation sociale féminine. Certaines ligues contre la tuberculose acquirent des appareils de radioscopie. L'Etat s'était muni en 1943 d'un appareil de radioscopie transportable et, en 1946, il fit l'acquisition d'un appareil mobile de radiographie. Le dépistage obligatoire de la tuberculose rendit d'importants services, et cette pratique fut imposée dans les écoles du canton⁴⁶.

Les vaccins

Les vaccins et les mesures de prévention contre la tuberculose jouèrent, parallèlement aux examens médicaux, un rôle toujours plus important. Les tâches demeurèrent essentiellement inchangées jusqu'au-delà de la fin de la Deuxième Guerre mon-

⁴³ Simone BAGNOUD, *La lutte contre la tuberculose à Genève: le Sanatorium Populaire Genevois de Clairmont-sur-Sierre (1896-1932)*, Mémoire, Genève, 1998, p. 54-56; M.-F. VOUILLOZ BURNIER et V. BARRAS, *De l'hospice au réseau santé*, p. 95 et suivantes.

⁴⁴ *RL* 28, 1923-1925, p. 117.

⁴⁵ Nicole BONVIN, *La lutte contre la tuberculose dans le canton du Valais (1928-1961), freins et moteurs*, Mémoire, Fribourg, 1994, p. 20-21, 36, 53-86.

⁴⁶ Archives privées du Dr R. TAUGWALDER.

diale. En 1943, le docteur Rudolf Taugwalder (médecin cantonal de 1941 à 1948) déclarait:

Il n'y a pas si longtemps encore, les élèves devaient nettoyer les salles de classe après les cours. Le Service de médecine scolaire était surchargé. Le médecin venait et demandait: «Y a-t-il quelqu'un de malade?», «Montrez-moi votre langue!» Ensuite, il s'entretenait avec l'instituteur, et nous ne le revoyions plus durant toute une année. Les élèves étaient heureux quand le médecin ne leur avait fait aucune remarque. Cela voulait dire qu'ils n'étaient pas malades. Malheureusement, cette joie juvénile était parfois troublée par le décès d'un camarade d'école ou d'un camarade du cercle des amis. On ne parlait de tuberculose et de phthisie qu'à mots couverts et murmurés.

Cette «habitude» était encore constatée en 1949 par le conseiller d'Etat Cyrille Piteloud, dans son article intitulé «L'hygiène scolaire en Valais»⁴⁷.

Le médecin cantonal mentionnait comme causes de la tuberculose en Valais:

- l'hygiène déficiente dans les maisons trop exigües,
- la nourriture souvent peu variée et insuffisante,
- les salles de classe trop petites et surchargées,
- des enseignants eux-mêmes tuberculeux qui mettaient en danger les enfants,
- l'alcoolisme qui jouait un rôle néfaste. La «piquette» était souvent plus dangereuse que le vin. Cette boisson se fabriquait à partir des restes des grappes pressées, d'eau et de sucre. Cette mixture était fermentée et devenait un vin artificiel, non commercialisé, mais produisant des effets malsains⁴⁸.

Les lois scolaires de 1946 et 1962

La loi de 1946 valorisait le rôle du médecin scolaire (art. 51 à 59)⁴⁹. Il était désormais question du Service de médecine scolaire, qui était chargé de la surveillance médicale des écoles publiques et privées ainsi que de leur hygiène. La loi imposait ce service aux médecins et aux dentistes scolaires, au Service médico-pédagogique, aux assistantes sociales et à l'office chargé de la prise des radiographies. Le personnel enseignant avait l'obligation d'annoncer au Service médico-pédagogique, à l'assistante sociale et au médecin chaque enfant qui présentait un retard de développement, qui était sous-alimenté ou qui, pour d'autres raisons, n'arrivait pas à suivre l'enseignement.

La loi de 1962 conserva pour l'essentiel les structures de celle de 1946 (art. 116 et 117). Cependant, les *Rapports de gestion* contenaient aussi de nouvelles propositions. Ainsi, il fut signifié en 1963 que les contrôles individuels devaient s'étendre à un plus grand nombre d'élèves⁵⁰.

⁴⁷ *Archiv*, année 1949, p. 35-42.

⁴⁸ Archives privées du Dr R. TAUGWALDER.

⁴⁹ M.-F. GUÉX, *De l'école moyenne au Cycle d'orientation*, p. 47.

⁵⁰ *RGCE* 1963, p. 137.

Dès 1981, le Département publia annuellement des directives sur les contrôles médicaux, à l'intention des médecins, des infirmières scolaires, des enseignants et des autorités scolaires⁵¹. La Ligue valaisanne contre la tuberculose procédait aux radiographies. Le médecin scolaire se chargeait des vaccinations: le BCG (Bacille Calmette-Guérin), les vaccins contre la poliomyélite, la rougeole, les oreillons et la rubéole. Au Département de la santé publique, le Service de la santé, avec ses sections paramédicales et médico-sociales, s'occupait de toutes les formes de prévention⁵².

La prévention et l'éducation

La loi sur la santé de 1996 servit de base légale à l'activité des médecins scolaires, des infirmières scolaires et de toutes les personnes désignées par le Département sous le vocable de spécialistes⁵³. La collaboration avec le personnel enseignant pour toutes les formes de prévention gagnait toujours plus d'importance. La Ligue valaisanne contre les maladies pulmonaires et pour la prévention décrivait son action ainsi: «Le combat contre la tuberculose et les maladies pulmonaires, et la coordination avec la prévention cantonale contre les maladies contagieuses s'effectuent dans les classes avec la collaboration des enseignants.» En 1996, le Conseil d'Etat décida d'introduire le programme EPGS (Education générale et promotion de la santé) dans les écoles du Valais romand et son pendant «Eigenständig werden», dans celles du Haut-Valais⁵⁴. La collaboration de la Ligue avec le Centre de pneumologie s'intensifia⁵⁵. La Ligue s'occupa des enfants souffrant de maladies respiratoires, combattit la consommation de tabac dans les écoles, mit en place l'«Antenne Sida» et le concept d'«Education sexuelle et prévention du sida». Un projet pilote chercha à déterminer si les parents préféreraient une prise en charge de leurs enfants par le médecin de famille ou par le Service médical scolaire⁵⁶. En outre, les écoles du secondaire I et II se mirent à bénéficier de diverses actions de prévention de la Ligue valaisanne contre les toxicomanies (LVT)⁵⁷.

Les dépenses de l'Etat pour ces activités médicales et préventives s'élevèrent à un montant de 3 267 603 francs en 2001. Un soutien financier était assuré par l'Office fédéral des assurances sociales et par les droits de timbre encaissés par le canton du Valais.

⁵¹ *Mitteilungsblatt* 1981, année 6, n° 5, p. 8-12; 1982, année 7, n° 5, p. 7-11; 1984, année 9, n° 4, p. 6-8 et année 9, n° 5, p. 22-25, etc.

⁵² AEV, Fonds 4150-4/n° 1-24.

⁵³ Loi du 09.02.1996, in *RL* 90, 1996, p. 98.

⁵⁴ *RGCE* 1997, p. 63; *Mitteilungsblatt*, 1989, année 14, n° 5, p. 7-17.

⁵⁵ *RGCE* 1995, p. 70; 1996, p. 71.

⁵⁶ Ligue valaisanne contre les maladies pulmonaires et pour la prévention, *Rapport annuel* 2001, p. 17-44.

⁵⁷ Voir «Les 50 ans de la LVT: rencontre avec Jean-Daniel Barman», in *Résonances*, novembre 2004, p. 18-19.

Le Service dentaire scolaire

Le Service dentaire scolaire entra à l'école beaucoup plus tard que le Service médical scolaire. Dans ce domaine, le Valais n'était nullement en retard, mais il ne figurait pas non plus dans les cantons pionniers. En 1952, il existait en Suisse 187 cliniques dentaires⁵⁸. Les recherches scientifiques qui furent entreprises en Valais par des instances extérieures exercèrent certainement une influence favorable. Les travaux d'Adolf Roos sur la carie contribuèrent particulièrement à promouvoir les soins dentaires⁵⁹. La Société suisse de médecine dentaire, qui existait depuis 1925, et la Commission romande d'hygiène dentaire, fondée en 1935, influencèrent également l'activité des soins dentaires en Valais. Des Valaisans collaborèrent avec la Commission romande dès ses débuts. Ils apportèrent l'idée de soins dentaires systématiques en Valais. En 1950 déjà, le médecin cantonal soutint l'instauration d'un Service dentaire scolaire et, en 1952, le député Paul Meizoz déposa une motion pour l'introduction de la prophylaxie dentaire dans les écoles publiques⁶⁰.

Le décret du 24 janvier 1955 fit passer cette initiative dans les faits⁶¹. Le Département de la santé assumait la responsabilité de son application, en collaboration avec le Département de l'instruction publique. L'Etat accorda, pour chaque traitement rendu par le Service dentaire scolaire, un montant de 1 fr. 50 par élève astreint à la scolarité obligatoire et habitant en plaine, et de 2 fr. 50 par élève habitant en montagne. Le décret ne fut appliqué que jusqu'à la fin de l'année 1959. En 1961 et 1963 furent mis en vigueur de nouveaux arrêtés⁶², qui furent prolongés jusqu'à la fin de 1965, et qui élevèrent les subventions de 1 fr. 50 à 2 fr. et de 2 fr. 50 à 3 fr. 25. Le décret du 12 novembre 1965 renouvela les décisions précédentes⁶³.

De nouvelles structures

Un changement fut amené par le décret du 29 juin 1967 concernant l'organisation des mesures à prendre dans le domaine des soins dentaires pour la jeunesse⁶⁴. Les premiers buts fixés avaient été atteints. Ce fut dès lors souhaitable de confier l'avenir des soins dentaires à une institution privée. Une structure simplifiée devait poursuivre la tâche à la place d'une institution étatisée. L'Association pour l'hygiène dentaire de la région du centre du Valais, créée en 1947, en fut le précurseur⁶⁵. Le nouveau Service de soins dentaires s'occupa, comme jusqu'alors, des enfants en âge de scolarité obligatoire, mais il s'étendit dès lors également aux élèves des écoles enfantines et aux jeunes

⁵⁸ BGC, session de novembre 1952, p. 84.

⁵⁹ Ses travaux ont suscité plusieurs recherches scientifiques sur la carie dentaire dans la vallée de Conches, de 1930 à 1958.

⁶⁰ Sur les antécédents, voir Pierre CALPINI, «Les services dentaires en Valais» [période de 1930 à 1968], in *Soins dentaires scolaires en Valais 1947-1987*, Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse, Sion, 1987, p. 12-16. Le Valais central instaura en 1947 son propre système de soins dentaires à l'école, BGC, session de novembre 1952, p. 84-90.

⁶¹ Décret concernant l'introduction du service dentaire scolaire, in *RL* 49, 1955, p. 60.

⁶² *RL* 55, 1961, p. 33; *RGCE* 1962, p. 121.

⁶³ *RL* 59, 1965, p. 179.

⁶⁴ *RL* 61, 1967, p. 183.

⁶⁵ «La clinique dentaire scolaire de Sion de 1947 à 1987», in *Soins dentaires scolaires*, p. 27-33.

poursuivant des formations postobligatoires. Le service devint une «partie intégrée de l'école» (art. 3). Les communes étaient libres de recourir à la clinique dentaire scolaire, à des cliniques fixes ou ambulatoires, ou à des dentistes privés. Dans le même temps se constitua l'Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires pour la jeunesse. Elle assura les soins, qui étaient pris en charge par les communes et l'Etat, et collabora avec la Société valaisanne des médecins-dentistes. L'Etat subventionna les aménagements requis. La fondation de cette association, disposant d'une personnalité juridique propre, engagea trois Départements (Santé, Instruction et Finances) à s'occuper de l'application des buts fixés⁶⁶.

Durant les premières décennies, le Service dentaire scolaire se soucia surtout des caries. Lorsque la réussite lui fut acquise, il se consacra de plus en plus aux soins dentaires systématiques. Les corrections dentaires entraînèrent des coûts considérables, à tel point qu'un indispensable frein aux dépenses fut inscrit dans le décret de 1976⁶⁷.

Contributions de l'Etat pour les soins dentaires scolaires (années 1955-2005):

Années	Montants	Années	Montants
1955	52 901.–	1985	1 500 440.–
1965	275 269.–	1995	1 168 308.–
1975	845 662.–	2005	2 096 964.–

(Comptes de l'Etat 1955-2005)

L'aide de l'Etat à la formation

Le système des bourses d'études

Un généreux soutien accordé aux jeunes en formation va de soi aujourd'hui. L'Etat a reconnu dans ce domaine les signes des temps. Il n'en fut pas toujours ainsi, d'où le caractère récent de l'évolution: énormes furent les pas franchis en 1894, 1904, 1920, 1956 et 1960, jusqu'à la loi de 1962 et au décret de 1963. La première décision à ce sujet, datée de 1894, visait à aider les jeunes qui souhaitaient se consacrer à la profession d'enseignant dans les degrés supérieurs⁶⁸.

L'aide financière offerte aux apprentis

La situation des apprentis était légèrement meilleure. La législation agit à leur avantage au début du XX^e siècle. La Confédération montra l'exemple. Le règlement du 21 juin 1904 concernant le Fonds cantonal pour les apprentis servit de base au

⁶⁶ Soins dentaires scolaires, p. 35-117.

⁶⁷ RGCE 1981, p. 228.

⁶⁸ RL 16, 1893-1895, p. 221.

système cantonal des bourses⁶⁹. L'Etat alimentait ce fonds par un montant annuel de 2000 francs. Des contributions à fonds perdu et des prêts pour la formation devinrent possibles. Ce fonds traitait plus généreusement les professions que l'Etat voulait introduire dans le canton. Les contributions demeuraient cependant modestes. En 1923, seize apprentis durent se partager le montant annuel total de 1975 francs. L'influence de la Confédération prit l'allure d'un modèle, particulièrement après 1930. La loi cantonale d'application de 1935 créa une base légale pour le soutien aux apprentis nécessaires et pour la formation continue des enseignants concernés⁷⁰. Confédération, communes et associations professionnelles devaient aussi apporter une contribution. L'aide des communes ne devait cependant pas être une assistance ni figurer comme telle dans les comptes annuels (art. 54).

L'initiative privée et l'aide étatique

Ce n'est pourtant qu'après la Deuxième Guerre mondiale que les responsables de l'Etat et des institutions publiques reconnurent la nécessité d'une formation professionnelle dans les domaines de la technique et des sciences naturelles. Les industries privées en prirent l'initiative – ce qui était aussi dans leur propre intérêt. Les grandes industries Lonza, Alusuisse, Giovanola et Ciba-Geigy mirent à disposition durant cinq ans 30 000 francs chacune pour faciliter des prêts sans garantie et sans intérêt. L'Etat devait consentir à fournir une prestation identique.

Le Conseil d'Etat décida le 12 juin 1956 d'accorder des prêts sans intérêt, dits «prêts d'honneur», aux étudiants fréquentant une école technique⁷¹. Un candidat au prêt pouvait recevoir un maximum de 3000 francs annuels. Une des conditions d'obtention était notamment l'aptitude professionnelle évaluée par de bonnes connaissances en mathématiques et en langue maternelle. Le remboursement du prêt était scrupuleusement défini mensuellement et annuellement. Une nouvelle décision, prise le 4 août de la même année, accorda des prêts d'études sans intérêt aux futurs ingénieurs, chimistes et physiciens⁷². Ces contributions devaient soutenir «de respectables étudiants d'origine suisse». Une commission, conduite par le Département, examinait les requêtes. Des industries versant une contribution annuelle d'au moins 10 000 francs avaient le droit d'y siéger. «Le bénéficiaire d'un prêt sans intérêt s'efforcera d'exercer son activité en Valais ou de se mettre au service d'une industrie qui a financé cette mesure», disait l'article 18 de la décision du Conseil d'Etat.

Un nécessaire élargissement de ces dispositions ne survint qu'en 1957; ainsi, les communes furent-elles obligées d'indemniser les frais de déplacement des apprentis⁷³. Si le canton comptait 1808 apprentis en 1952, leur nombre s'éleva à 4000 en 1962, et 24 d'entre eux obtinrent un prêt! L'initiative «Prêt de formation sans intérêt» fut

⁶⁹ RL 20, 1902-1905, p. 336.

⁷⁰ RL 35, 1935, p. 7.

⁷¹ RL 50, 1956, p. 82, «pour la fréquentation d'un technicum suisse».

⁷² RL 50, 1956, p. 153.

⁷³ Article 38 de la loi du 14.11.1957 concernant la modification des articles 20, 37 et 38 de la loi exécutive cantonale du 13.11.1935 par la loi fédérale sur la formation professionnelle du 06.06.1930, in RL 51, 1957, p. 232.

remise au gouvernement en 1961⁷⁴. L'action était partie quelques années auparavant de l'entreprise Giovanola à Monthey et, jusqu'en 1962, elle concerna 68 étudiants en ingénierie pour un total de prêts d'honneur de 434 600 francs⁷⁵. A l'exemple des trois principales industries du canton, des communes (dont celles de Chippis, Monthey, Sierre et Viège) accordèrent à leur tour des aides de formation pour leurs jeunes ressortissants⁷⁶.

La loi de 1962

Une fois de plus, la loi scolaire de 1962 servit de fondement à la démocratisation des études. La loi aborda cette question aux articles 62 à 65. En plus des conséquences financières, les députés au Grand Conseil débattirent de questions fondamentales. Les citoyens n'avaient nullement l'intention de traiter le système des bourses avec trop de générosité. Ils pensaient plutôt aux prêts d'honneur qui devaient être remboursés, une fois les études achevées. La discussion dura fort longtemps au cours des deux lectures⁷⁷. Une certaine crainte de l'aumône charitable demeura perceptible dans le texte de la loi. Aussi le fonds devait-il servir à : «faciliter à des étudiants et à des apprentis capables et appliqués l'accès aux écoles secondaires du 2^e degré, aux études supérieures ou professionnelles, ou aux apprentissages, par des bourses, des prêts d'études et par d'autres contributions». Les députés augmentèrent de 500 000 francs à un million le montant qui alimentait le fonds, ce qui était réjouissant. Les détails d'application furent réglés par le décret de 1963 et par un règlement. Une commission, nommée par le Conseil d'Etat, examinait les requêtes, administrait et contrôlait le fonds.

Le décret de 1963

Le décret suivit la mise en application de la loi, sept mois plus tard⁷⁸, et il entra en vigueur le 1^{er} mai 1963. Dès lors, les contributions concoururent de manière essentielle à la «démocratisation des études». Les dispositions définirent trois formes de soutien : des bourses, des prêts de formation sans intérêt et des contributions. Le gouvernement alimenta annuellement le fonds par la voie du budget, ainsi que par les remboursements des prêts d'honneur. Selon l'avis du Conseil d'Etat, les bourses ne devaient pas posséder le caractère d'une assistance. Elles étaient envisagées avant tout pour les apprentis et les étudiants des écoles secondaires du 2^e degré, et les prêts, pour les étudiants des hautes écoles et des écoles techniques. Bourses et prêts ne s'excluaient pas.

Le soutien accordé par l'Etat aux élèves des écoles secondaires et aux apprentis fut un progrès important. En revanche, l'article 6 revêtait un caractère plutôt théorique :

⁷⁴ RGCE 1962, p. 122, 125.

⁷⁵ BGC, session prorogée de novembre 1962, janvier 1963, p. 218-236.

⁷⁶ RGCE 1969, p. 167.

⁷⁷ BGC, session prorogée de mai, juillet 1962, p. 126-132.

⁷⁸ Décret du 02.02.1963 sur l'octroi de bourses, de prêts pour la formation et de contributions selon la loi du 04.07.1962, in RL 57, 1963, p. 79.

«pour profiter de l'aide de l'Etat, le requérant doit se justifier personnellement de sa qualification pour la profession choisie et de son application au travail». Les bourses d'études ne devaient pas dépasser un montant annuel de 2000 francs; les prêts d'honneur étaient limités à 3000 francs par année ou à 18 000 francs pour l'ensemble de la formation. Par la suite, les contributions furent naturellement adaptées au coût de la vie.

Durant sa première année de fonctionnement, la commission de neuf membres chargée de l'exécution des modalités d'application attribua 289 prêts de formation et 158 bourses.

Prêts sans intérêt ou bourses d'études?

L'opinion publique considéra longtemps le prêt sans intérêt comme le meilleur moyen d'offrir un soutien financier aux étudiants. De plus, il existait des sources d'aide locales ou régionales, comme la Fondation César Ritz, à Niederwald, Pro Juventute, ou encore la Fondation Pestalozzi, gérée par l'Etat. Depuis des décennies, les futurs étudiants en théologie pouvaient obtenir, déjà pendant leur formation gymnasiale, un soutien financier de la part d'une fondation diocésaine. La Confédération n'allouait aucune subvention pour des prêts d'honneur; cependant, dès l'an 2000, elle participa aux intérêts des montants octroyés sous forme de prêts d'honneur⁷⁹. Au moment du changement de millénaire, la moyenne du Valais était tout à fait honorable en comparaison de celle d'autres cantons: le total des bourses et des prêts d'honneur alloués représentait un montant de 69 fr. 08 par habitant pour 42 fr. 74 en Suisse⁸⁰. D'autres cantons se montraient cependant plus généreux encore.

Même si aujourd'hui les bourses et les prêts d'honneur pour les étudiants et les apprentis ne suscitent presque plus de discussions, l'appréciation des requêtes demeure un travail fastidieux. Pour rendre l'administration toujours plus équitable, le Conseil d'Etat adapta les règlements d'application aux nouvelles demandes. L'intérêt du public se manifesta au travers des interventions parlementaires au Grand Conseil. Il suffit de mentionner celles des vingt dernières années du XX^e siècle: le postulat d'Adolf Anthamatten (1979), celui de Wilhelm Schnyder (1980), l'interpellation de Francis Pont (1980), le postulat de Gérald Jordan (1980), la motion de Maria Oester-Ammann (1997), le postulat de la Commission des finances par Yves Bagnoud (1998) et celui de César Jäger (1998).

En 2002, la section des bourses et des prêts d'honneur tira un bilan de ses quarante années d'activités. Un an auparavant, elle avait octroyé la coquette somme de 17,9 millions de francs en bourses et en prêts d'honneur⁸¹. Le traitement méthodique des bourses et des prêts d'honneur prit corps en 1971, lorsque la section fut intégrée au Service administratif du Département et qu'elle fut dès lors assumée par Jean-Paul Praplan.

⁷⁹ *Rapport d'activité* 2001 de la section des bourses et des prêts d'honneur, p. 5.

⁸⁰ Commission intercantonale des bourses 2000, juin 2001.

⁸¹ *Rapport d'activité* 2001; NF, 25.06.2002, p. 2-3.

Contributions allouées sous forme de bourses et de prêts d'honneur de 1963 à 2005:

Années	Bourses	Prêts d'honneur	Total
1963	156 171.–	703 250.–	859 421.–
1964	313 614.–	94 525.–	1 254 139.–
1965	1 381 438.–	820 450.–	2 201 888.–
1970	2 888 154.–	1 203 550.–	4 091 704.–
1980	3 080 791.–	1 250 000.–	4 330 791.–
1990	6 704 100.–	7 922 150.–	14 626 250.–
2000	9 683 600.–	8 452 375.–	17 951 775.–
2005	12 499 500.–	8 104 050.–	20 603 550.–

(*Rapport d'activité* 2001 de la section des bourses et des prêts d'honneur, p. 3-4 et *RGCE* 2005, p. 62)

Requêtes examinées par catégories pour l'année 2005:

Requêtes	Total	Accordées	Refusées
Universités et écoles polytechniques fédérales	1364	1123	241
Hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques	656	520	136
Ecoles préparant à la maturité gymnasiale	834	582	252
Apprentissages	453	237	216
Formations professionnelles supérieures	249	207	42
Ecoles professionnelles à plein temps	386	280	106
Maturités professionnelles	77	44	33
Autres formations générales	217	159	58
Formation continue	17	14	3
Total	4253	3166	1087

(*Rapport d'activité* 2005 de la section des bourses et des prêts d'honneur, p. 7)

La responsabilité politique de l'Etat et des communes

Les commissions cantonales

Au commencement était le Conseil de l'instruction publique

Le Conseil de l'instruction publique (parfois aussi nommé Conseil de l'éducation) fut longtemps un pilier de l'école valaisanne, sans lequel l'histoire de cette dernière ne saurait se concevoir. L'existence de ce Conseil remonte à l'instauration de la République helvétique. Le ministre de la Formation et des Sciences, Philipp A. Stapfer, établit en 1798 des «conseils cantonaux d'éducation». Lui et les politiciens actifs au niveau fédéral avaient institué ces conseils, parce qu'ils voulaient, par ce moyen, décharger de l'instruction publique la Chambre d'administration, ainsi que promouvoir l'école et la formation du peuple¹. En Valais, le premier Conseil de l'instruction publique fut créé par la loi scolaire de 1849².

Par la suite, ce Conseil demeura influent, même si son pouvoir de décision pour les questions importantes était plus restreint en Valais que dans d'autres cantons; il faut savoir que les compétences des Conseils de l'instruction publique variaient d'un canton à l'autre³.

En 1849, le Département de l'instruction publique, nouvellement créé, assumait la responsabilité du Conseil. La loi de 1849 prévoyait un Conseil de trois personnes, dont une qui était le chef du Département. Celui-ci pouvait convoquer les deux autres membres, «lorsque les circonstances l'exigeaient» (art. 3). Le *Rapport de gestion* du Conseil d'Etat pour 1853 mentionna non sans quelque fierté que deux membres du Conseil venaient d'être élus⁴. Le gouvernement circonscrivit en même temps leurs activités. Ils ne devaient pas s'encombrer des innombrables questions administratives, mais se charger de la question de l'admission des élèves à l'école normale et des examens finaux dans les collèges. Le chef du Département occupait lui-même la présidence, et il était assisté d'un deuxième conseiller d'Etat et d'une troisième personnalité. En 1857 et dans les années qui suivirent, le président fut Charles-Louis de Bons, encadré par les conseillers d'Etat Alexis Allet et Maurice Claivaz.

¹ M. FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910», p. 71-77; Louis BOUCARD, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII^e et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938, p. 174-207.

² RL 8, 1847-1852, p. 82, art. 3.

³ Voir Herbert PLOTKE, *Schweizerisches Schulrecht*, Haupt, Bern, 1979, p. 239-267.

⁴ RGCE 1853, p. 11.

Le Conseil de l'instruction publique après 1910

La loi de 1910 sur l'école secondaire contenait un paragraphe C intitulé «Direction générale et Conseil de l'éducation», qui élargissait les effectifs du Conseil à sept membres. Dès lors, le Conseil s'occupa essentiellement des problèmes des gymnases; il prépara également des projets de programmes, élaborâ des ordonnances et des instructions du Département, contrôla les acquisitions pour les bibliothèques, les laboratoires de chimie, les cabinets de physique et les collections scientifiques. Les membres du Conseil aimaient bien se présenter à l'inspection annuelle dans les collèges et examiner les élèves passant leurs examens finaux. La loi de 1962 transmit les tâches concrètes du Conseil à la Commission de l'enseignement primaire et à celle de l'enseignement secondaire. Le Conseil de l'instruction publique devint un organe consultatif du chef du Département. Par le règlement du 11 décembre 1985, le conseiller d'Etat Bernard Comby fit passer le Conseil de l'instruction publique à vingt-cinq membres⁵.

La Commission cantonale des apprentis

Dans le secteur de la formation professionnelle, la loi scolaire de 1903 réglementait déjà l'inspection des apprentissages. La haute surveillance incombait au Département de l'intérieur, qui élisait pour chaque période législative une commission de trois à cinq personnes devant contrôler les années d'apprentissage, promouvoir la formation professionnelle et s'occuper des examens des apprentis. En 1906 fut instauré le Secrétariat cantonal pour les apprentissages. Son secrétaire, membre de la commission, remplissait beaucoup de fonctions qui étaient assumées à l'école primaire et dans les collèges par le Conseil de l'instruction publique. Il s'acquittait en même temps de tâches qui furent ultérieurement reprises par le Service de la formation professionnelle. Il fut également chargé des inspections⁶.

La Commission de l'enseignement primaire

La loi scolaire de 1907 conserva le Conseil de l'instruction publique et institua en outre la Commission de l'enseignement primaire. Les moyens d'enseignement passèrent dès lors sous la haute surveillance du Conseil de l'instruction publique. La Commission de l'enseignement primaire libéra le Conseil du contrôle des plans d'études, du matériel et des locaux scolaires, de l'admission des candidats à l'école normale et de l'attribution des brevets d'enseignement. La Commission de l'enseignement primaire apparaissait d'ailleurs comme une sorte d'organe consultatif, car elle accueillait également des représentants du personnel enseignant des écoles normales et primaires, ainsi que des inspecteurs et des médecins. En 1911/1912, l'*Annuaire officiel de l'Etat*

⁵ RL 79, 1985, p. 233.

⁶ Ordonnance du 15.11.1905, art. 11, in RL 21, 1905-1907, p. 166.

du Valais cita pour la première fois par leurs noms les membres de cette nouvelle Commission: outre le chef du Département s'y trouvaient trois inspecteurs, un enseignant et le directeur de l'Ecole normale⁷.

La Commission de l'enseignement secondaire

La loi scolaire de 1962 amena un changement. A côté de la Commission de l'enseignement primaire fut créée une Commission de l'enseignement secondaire, qui reprit les tâches essentielles du Conseil de l'instruction publique. Le chef de service de l'enseignement primaire et celui de l'enseignement secondaire présidèrent dès lors les commissions correspondantes.

Les commissions communales

La loi de 1962 développa l'importance des commissions scolaires, qui pouvaient déléguer certaines tâches aux directions des écoles. Dans le règlement de 1967, le Département énuméra avec une remarquable méticulosité tous leurs droits et leurs devoirs⁸. Au nombre de vingt tout d'abord, les tâches s'accrurent pour passer à vingt-neuf en 1991⁹.

Les commissions communales des apprentis dans le domaine de la formation professionnelle

Cet organe d'aide et de contrôle trouvait son fondement déjà dans la loi de 1903 sur les apprentis. A côté de la Commission cantonale constituée de trois à cinq personnes, les autorités communales étaient chargées d'inspecter les apprentis. Chaque localité devait élire un comité de cinq membres, dédommagés par la commune municipale ou par les associations pour la protection des apprentis. En pratique, la tâche du comité était souvent très difficile: ou bien l'administration communale ne connaissait pas ses obligations, ou bien elle n'osait pas effectuer des contrôles et entreprendre des démarches auprès des apprentis ou des entreprises de la commune.

Les inspectrices et les inspecteurs

La fonction d'inspecteur était déjà prévue dans les lois scolaires de 1828, 1844 et 1849. Les inspecteurs entraient pour beaucoup dans les progrès des écoles. Leurs activités étaient multiples, et ils jouissaient d'un grand crédit. En 1895, il leur fut demandé d'inspecter également les écoles des apprentis¹⁰. Dans la décision du Conseil

⁷ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1911/1912, p. 118.

⁸ *RL* 61, 1967, p. 210.

⁹ Règlement du 09.01.1991, in *RL* 85, 1991, p. 291.

¹⁰ *RGCE* 1895, p. 6-7.

d'Etat du 25 juillet 1896 concernant le montant du salaire des inspecteurs scolaires et des dédommagements pour leurs frais de déplacement, quatorze arrondissements d'inspection furent dénombrés. Le Conseil d'Etat pouvait aussi nommer deux responsables par district. Durant des décennies, il était d'usage que les inspecteurs rendissent deux visites par année. En 1918, il fut mentionné que trois visites annuelles à l'improviste avaient été ordonnées depuis une année déjà¹¹.

Les inspecteurs à plein temps de l'école primaire

Un changement survint en 1962 par la nomination d'un inspecteur scolaire principal pour le Valais central, en la personne de Marcel Praplan.

En 1965, l'Etat partagea le Valais romand en quatre arrondissements d'inspection et le Haut-Valais en deux, et il nomma les quatre premiers inspecteurs à plein temps pour la partie francophone: Marcel Praplan, Camille Sierro, Lévy Pitteloud et Charles Buttet¹². L'année suivante furent élus les deux premiers inspecteurs à plein temps pour le Haut-Valais: Otto Supersaxo et Marcel Salzmänn¹³. Peu de temps auparavant, la situation – comme durant les cent années précédentes ou presque – apparaissait encore ainsi:

- sept religieux exerçant une fonction d'inspecteur à temps partiel dans le Haut-Valais,
- des religieux et des laïcs exerçant une fonction d'inspecteur à temps partiel dans le Valais romand.

Le règlement de 1967

Le règlement du 23 août 1967 définit encore plus précisément le large éventail des tâches. Il s'agissait essentiellement de contrôler l'organisation de l'école et des cours, l'observance et la coordination du programme officiel, la qualité de l'enseignement, les travaux scolaires à domicile, l'état des locaux, du mobilier et du matériel, ou encore l'exécution des dispositions légales. Il subsistait encore de l'ancienne organisation l'obligation de contrôler l'établissement et le recouvrement des amendes, ainsi que les mesures sanitaires du service médical scolaire. Le conseil pédagogique aux enseignants, la formation continue de ces derniers, les contacts avec les autorités communales et avec les commissions scolaires, ou le contrôle des occupations secondaires constituaient d'autres activités.

Vers la fin du XX^e siècle, les offices réorientèrent la tâche des inspecteurs davantage vers le conseil pédagogique. Cette tendance avait trouvé son fondement dans deux articles du nouveau règlement du 27 mars 1991 sur l'inspection scolaire, qui conte-

¹¹ RGCE 1918, p. 46, 48.

¹² A. FIBICHER, *Walliser Geschichte*, t. 3.1, p. 359-360; RGCE 1965, p. 140.

¹³ RGCE 1966, p. 140-141.

naient les bases légales de la fonction de l'inspecteur professionnel et des conseillers pédagogiques¹⁴.

L'inspection des écoles secondaires du 2^e degré et des cycles d'orientation

En 1963, les méthodes d'inspection connurent une nouvelle phase avec le développement de l'école secondaire du 2^e degré. Le chef de service, Angelin Luisier, soutint l'avis que des inspecteurs à temps partiel offraient la meilleure garantie pour un travail bien fait, puisqu'ils pouvaient effectuer les contrôles et conseiller les collègues à partir de leur propre expérience dans l'enseignement.

Dans le Haut-Valais se succédèrent au poste d'inspecteur des écoles secondaires du 2^e degré et des cycles d'orientation: le curé Leander Stoffel (1947-1957), le marianiste Rudolf Loretan (1957-1966), Marcel Salzmänn (1966-1970), Rudolf Jenelten (1971-1977), Anton Riva (1977-2000), et René Salzmänn (2000-...).

Dans le Valais romand, le poste analogue fut occupé par Michel Salamin (1956-1963), Michel Bender (1964-1970), Mario Possa (1964-1969), Hermann Pellegrini (1963-1982), Josef Guntern (1964-1968), Pierre Putallaz (1970-1978), Guy Voide (1978-2001) et Claude-Ivan Chanton (1981-1997). Gérald Grand fut inspecteur des écoles de commerce, de l'Ecole préprofessionnelle et de l'Ecole de culture générale de 1982 à 2000. Joël Grau lui succéda.

L'inspection des formations professionnelles

La formation professionnelle connut une forme d'inspection particulière et adaptée aux divers métiers. En plus du contrôle des écoles de commerce et des écoles professionnelles (visitées également par des inspecteurs de l'OFIAMT), l'inspecteur exerçait ses activités dans quatre domaines.

1. Il était responsable des contacts avec les commissions communales de la formation professionnelle, prescrites par la loi. Ces commissions devaient inspecter une fois par année les apprentis dans les entreprises, évaluer leurs conditions de travail, l'atmosphère des lieux, ainsi que la qualité des maîtres d'apprentissage.
2. L'inspecteur devait collaborer avec les commissaires professionnels, qui pratiquaient une forme d'inspection tout à fait appropriée. Ils étaient en effet des hommes du métier, nommés par le Département pour contrôler la formation relative à leur domaine propre. Ils disposaient de connaissances poussées sur la profession concernée; c'est pourquoi ils étaient qualifiés pour examiner les installations et les équipements, la sécurité, les compétences du maître d'apprentissage, le programme de formation ou encore l'application des conventions de l'enseignement.
3. Une tâche particulière de l'inspecteur était de contacter les nombreuses associations professionnelles, avec lesquelles les maîtres de la formation professionnelle travaillaient en étroite collaboration.

¹⁴ RL 85, 1991, p. 324.

4. L'inspecteur était également responsable des cours cantonaux de formation continue pour les enseignants des écoles professionnelles, et aussi des cours que les patrons devaient désormais suivre avant de pouvoir engager des apprentis.

Les inspecteurs de la formation professionnelle furent successivement Edouard Delalay (1969-1972), Lévy Dubuis (1972-1982), Anton Jenelten (1982-2000), Jean-Daniel Zufferey (2000-2004), Christina Mattmann (2004-2005) et Anton Herren (2005-...).

Les inspecteurs en éducation physique et les inspectrices en économie familiale

Dans les premières décennies qui suivirent l'introduction de l'éducation physique dans les collèges en 1874, des instructeurs militaires inspectaient les cours de gymnastique, sporadiquement et à temps partiel. En 1934, une nouvelle étape débuta avec l'apparition des premiers maîtres formés spécifiquement pour l'enseignement de la gymnastique. Le Conseil d'Etat choisit Marcel Hubert comme premier inspecteur en éducation physique. Paul Curdy (1916-2006) lui succéda et exerça cette fonction de 1942 à 1981; il fut secondé par Hans Kalbermatten entre 1948 et 1964, ainsi que par Erwin Eyer, adjoint pour le Haut-Valais, de 1969 à 1981¹⁵.

En 1981, le Conseil d'Etat supprima le poste d'inspecteur adjoint en éducation physique, et le remplaça en confiant à six maîtres de gymnastique la mission d'épauler durant six heures hebdomadaires les enseignants du lieu qui leur avait été attribué. Erwin Eyer fut inspecteur cantonal en éducation physique de 1981 à 2005. Gabriela Cotting lui succéda en 2006.

Le *Rapport de gestion* pour 1918 mentionnait déjà des inspectrices en économie familiale. Toutefois, des responsables s'étaient souciés des travaux ménagers et de l'économie familiale plus tôt encore. C'était en particulier le cas sur le plan communal. Selon la loi scolaire de 1907, les commissions scolaires pouvaient s'adjoindre un comité de trois dames au maximum pour l'inspection et la surveillance des travaux ménagers. Dans le Haut-Valais, les sœurs de Sainte-Ursule exercèrent la fonction d'inspectrices¹⁶. Dans l'application de la loi de 1946, le Conseil d'Etat nomma des inspectrices en travaux ménagers et une commission pour l'enseignement de l'économie familiale. En 1954, la Commission cantonale comprenait Sœur Angèle Vaudan, de Sion, Sœur Raphaëla Gigghi, de Brigue, et Angélique Bochatay, de Champéry. En 1967, Marie Stoffel fut la première inspectrice à plein temps en travaux ménagers et en économie familiale pour le Haut-Valais. Elle fut remplacée en 1992 par Rosemarie Zurwerra¹⁷. Dans le Valais romand, la première femme à exercer ce poste à plein temps fut Claire Curdy, à laquelle succéda Berthe Sierro Lovisa (1982-2000).

¹⁵ RGCE 1969, p. 170; *Mitteilungsblatt* 1982, année 7, n° 3b, p. 36.

¹⁶ RGCE 1918, p. 48-49.

¹⁷ *Mitteilungsblatt* 1992, année 18, n° 1, p. 3 et suivantes; *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1954, p. 45.

Les conseillers pédagogiques

L'introduction de nouvelles branches, comme la deuxième langue nationale en troisième primaire, ou encore les mathématiques «modernes», réclama un soutien supplémentaire à offrir au personnel enseignant. C'est ainsi que le conseiller d'Etat Antoine Zufferey créa dans les années 1970 le poste de conseillers pour l'enseignement de la langue maternelle, de la deuxième langue et des mathématiques. Ces conseillers secondaient les enseignants dans la préparation de leurs cours, élaboraient des examens, encadraient les maîtres à l'assurance défailante et organisaient des cours de formation continue. Quelques inspecteurs des écoles secondaires du 2^e degré et des cycles d'orientation reçurent une mission similaire en plus de leurs tâches de contrôle. Ainsi, un inspecteur assistait les enseignants lors de l'introduction de la nouvelle méthode d'enseignement de l'allemand «Wir sprechen Deutsch», tandis qu'un autre était responsable de la formation cinématographique.

Le Département nomma toujours plus de conseillers, surtout dans les années 1970 et 1980. Il en résulta le danger pour certains enseignants d'abandonner leur responsabilité à ces spécialistes. Des problèmes financiers surgirent également. Ces activités de conseillers étaient justifiées en premier lieu lors de l'introduction de nouvelles méthodes ou de nouveaux moyens d'enseignement. En 1980, le *Rapport de gestion* recensait, pour les écoles primaires de la première à la sixième année, les inspecteurs, délégués et conseillers pédagogiques suivants: six inspecteurs à plein temps, trois inspectrices en travaux manuels, un inspecteur de l'Ecole normale, deux inspecteurs en éducation physique, trois délégués pour la deuxième langue nationale, deux délégués pour l'éducation à l'environnement, un délégué pour les mathématiques, deux délégués pour la langue maternelle, et deux conseillers pour les classes pratiques et les classes spéciales. Certains n'étaient engagés qu'à temps partiel pour cette tâche, et ils fonctionnaient aussi à l'école secondaire¹⁸. Durant l'année scolaire 1986/1987, ces activités requièrent dix postes à plein temps¹⁹.

Les directions d'écoles

La loi scolaire de 1962 créa la base légale pour la mise en place de directions d'écoles. L'article 101 établit la base légale d'une modeste subvention cantonale. Le décret de 1963 concernant les salaires confirma cette charge²⁰. Cette sollicitation fit pourtant l'objet de contestations, car les juristes de l'Etat ne voulaient pas voir le Département s'immiscer dans les affaires des communes. Ils considéraient la charge d'une école avant tout comme une affaire communale que l'Etat n'avait pas à soutenir financièrement. C'est peut-être pour cette raison que l'exécution de l'article 101 ne trouva place que par une décision du Conseil d'Etat. C'est le 6 novembre 1964 que le gouvernement promulgua les dispositions, conçues pour les plus grandes communes. Les premières directions officielles d'écoles primaires furent établies à Sion, Sierre et

¹⁸ RGCE 1980, p. 292-293.

¹⁹ RGCE 1986, p. 126.

²⁰ RL 57, 1963, p. 167, art. 27.

Martigny. De leur côté, Monthey et Saint-Maurice procédèrent de même, en 1964 toujours. Sion et Monthey disposèrent également de directions pour les écoles secondaires²¹. Viège instaura une direction d'écoles officielle en 1966²². Lorsque ce poste indispensable fut institué à Naters en 1970, le Département croyait encore qu'il devait le justifier par la construction imminente de deux bâtiments scolaires²³. Durant les premières années, le Département souhaita expressément que les directeurs enseignent encore quelques heures, afin de rester en contact avec les réalités scolaires.

Le règlement général du 16 septembre 1987 sur le cycle d'orientation prévoyait les organes de direction suivants: la direction d'école, le conseil de l'école réunissant l'ensemble du personnel enseignant, le conseil de section constitué par tous les enseignants d'une section ou d'un niveau, le conseil de classe formé par tous les enseignants d'une classe, et enfin les titulaires de classe.

Ce n'est que le 11 avril 2001 que le Conseil d'Etat changea le règlement de 1974. Le directeur d'un cycle d'orientation reçut enfin un salaire basé sur celui des maîtres d'école secondaire du 2^e degré, et le directeur d'une école primaire, sur la rémunération d'un maître du cycle d'orientation (art. 11). Des écoles aux effectifs moindres pouvaient également avoir leur direction²⁴. En 2001, l'Etat du Valais accorda 292 756 fr. 35 aux directions des écoles primaires et 514 410 fr. 15 à celles des cycles d'orientation²⁵.

Deux associations de directeurs du cycle d'orientation virent le jour, une par région linguistique: la Conférence des directeurs du cycle d'orientation du Valais romand (CODICOVAR) et l'«Oberwalliser Schuldirektoren» (OSD). Elles naquirent des séances de travail auxquelles les directeurs étaient régulièrement conviés par le Département depuis les années 1970.

Les titulaires de classe

De tout temps, l'intégration dans la classe a joué un rôle important dans le développement des jeunes gens. C'est fort justement que l'on peut parler d'esprit de classe.

Les titulaires portaient une grande responsabilité. En plus des tâches éducatives et scolaires, il leur fallait assumer de plus en plus souvent des obligations administratives. Comme ces dernières devenaient toujours plus lourdes au cours des ans, le Conseil d'Etat décida d'honorer ce travail supplémentaire et de le dédommager financièrement. En 1986, les enseignants de la sixième année primaire et de la première année du cycle d'orientation furent déchargés d'une heure d'enseignement. Le décret du 29 juin 1988 sur les traitements du personnel enseignant sanctionna cette décision et l'étendit. Cette faveur était envisagée comme une compensation pour les tâches particulièrement ardues concernant le passage de l'école primaire aux écoles sub-

²¹ *RGCE* 1964, p. 136 et *RGCE* 1965, p. 143.

²² *RGCE* 1966, p. 142.

²³ *RGCE* 1970, p. 159.

²⁴ Règlement pour la direction des écoles obligatoires, in *RL* 95, 2001, p. 197.

²⁵ *Comptes de l'Etat* 2001, p. 171-172.

séquentes; elle fut également accordée aux enseignants des deuxième, troisième et quatrième années secondaires du 1^{er} degré, et à ceux des écoles secondaires du 2^e degré. Les enseignants des écoles primaires bénéficièrent de décharges partielles²⁶.

Un cahier des charges fixait les détails. Le titulaire de classe devenait ainsi le lien entre la direction et les élèves, et aussi le premier responsable de l'éducation et de l'ordre en classe. Il devait créer un climat propice au travail et à la confiance mutuelle, et contribuer ainsi au développement des élèves. Il lui fallait créer et entretenir les contacts avec les parents, servir d'intermédiaire entre les élèves et les autres enseignants, et de surcroît remplir des tâches administratives.

La médiation scolaire

Les changements dans la société, l'éclatement des familles, la perte des valeurs traditionnelles, la consommation de drogues, de tabac, d'alcool, etc. rendaient la tâche des enseignants toujours plus difficile. C'est pourquoi le Département rechercha des solutions qui devaient venir en aide aux directions d'écoles et aux commissions scolaires. Une intervention au Grand Conseil soutint ce projet. Le Département songea tout d'abord à un ou plusieurs médiateurs cantonaux, qui visiteraient les écoles à l'instar des inspecteurs. Il trouva ensuite plus approprié d'initier au rôle de médiateur des enseignants dans chaque établissement. L'activité d'enseignant du médiateur dans les écoles concernées facilitait le travail. Cependant, la médiation suscita au début des oppositions, car certains pensaient que la tâche du titulaire de classe en serait lésée.

Les tâches

Le médiateur scolaire devait avant tout exercer des fonctions préventives dans le domaine des rapports interpersonnels. Il soutenait les responsables de l'éducation au foyer parental et à l'école, proposait son aide lorsque les autres systèmes d'assistance ne suffisaient pas, et devait instaurer un climat de confiance réciproque. Le médiateur était tenu à la discrétion, tant que ne se produisaient pas des cas punissables par la loi. Le médiateur devait avoir un emploi à 50% au moins dans les écoles concernées et, si possible, il ne devait pas exercer de fonction hiérarchique. Selon la grandeur de l'école, il recevait en général une décharge de une à deux heures hebdomadaires.

L'objectif initial de la médiation scolaire avait été la création d'un outil efficace contre la drogue. Dans les années 1970/1980 furent d'abord confrontés à ce fléau les collèges et les écoles professionnelles, puis de plus en plus souvent les cycles d'orientation également²⁷. En 1984 à Brigue, cette tâche fut reprise par CONTACT, une section de la Ligue valaisanne contre les toxicomanies, association qui avait déjà établi un centre à Sion et un à Martigny, et qui se tenait à disposition des écoles²⁸.

²⁶ *RL* 80, 1986, p. 1; décret du 29 juin 1988 concernant le traitement du personnel enseignant des écoles primaires, du cycle d'orientation et des écoles secondaires du 2^e degré, in *RL* 82, 1988, p. 60-61, art. 24, 32.

²⁷ «Le médiateur scolaire», in *Résonances*, septembre 1989, p. 42-44; Walter SCHNYDER, «Vingt ans de médiations en Valais», in *Résonances*, décembre 2005, p. 46-48.

²⁸ *Mitteilungsblatt* 1984, année 9, n° 3, p. 33-34.

La formation

Le Département confia la formation des médiateurs au Service médico-pédagogique, aujourd'hui Centre pour le développement et la thérapie de l'enfant et de l'adolescent (CDTEA). L'instruction de base, d'une durée d'une année, se déroulait en cours d'emploi, en dehors des heures d'école. Au cours des deux années suivantes, les médiateurs étaient régulièrement astreints à des cours de supervision. Les échanges d'idées durant ces cours les aidaient à mieux comprendre les situations problématiques. Le Département limita à cinq ans la durée ordinaire des activités de médiateur. En 1992, le Conseil d'Etat établit les heures maximales de décharge pour cette tâche. En 1995 et 1999, le Département promulgua de nouvelles dispositions.

Les services du Département de l'instruction publique

En 1848, la Constitution cantonale subordonna le système éducatif à l'Etat, et elle instaura le Département de l'instruction publique, dont la tâche fut déterminée par la loi de 1849. (Auparavant, c'était le Département de l'intérieur qui s'occupait de ces questions.) Deux membres du Conseil étaient convoqués lorsque les circonstances l'exigeaient. S'ajoutèrent des inspecteurs scolaires à temps partiel et, dans chaque commune, une commission scolaire de trois à cinq membres.

Plus de 150 ans de modeste administration cantonale

Il ressort de ces indications que l'administration du Département de l'instruction publique, de même que celle de l'Etat du Valais en général, était fort modestement pourvue en personnel. La responsabilité de l'école reposait entièrement dans les mains des communes et du Conseil de l'instruction publique. Les *Comptes de l'Etat* ne laissaient filtrer que peu d'informations. Les quelques rares fonctionnaires étaient étroitement rattachés à l'enseignement. Les conseillers d'Etat Charles-Louis de Bons et Leo Luzian von Roten enseignèrent périodiquement au Collège de Sion en tant que membres du gouvernement, tout comme le secrétaire du Département, Adrien Mabillard, qui dirigeait en même temps, avec sa femme, l'Ecole normale des filles de Sion, et exerçait la fonction d'inspecteur dans les écoles primaires du Valais central.

Le Service de la formation professionnelle

Ce service naquit de la Commission cantonale des apprentis, qui était active depuis le début du XX^e siècle et qui, probablement, s'inspirait d'exemples d'autres cantons. Jusqu'en 1918, la formation professionnelle releva du Département de l'intérieur. Le service proprement dit dut son origine à la loi fédérale sur la formation professionnelle de 1930, ainsi qu'aux dispositions cantonales d'application de 1935, qui entrèrent en vigueur l'année suivante et qui déléguèrent une partie des tâches à la Commission cantonale des apprentis. L'*Annuaire officiel de l'Etat du Valais* pour l'an-

née 1938 entérina le lien étroit entre la Commission des apprentis et le Service de la formation professionnelle. Hermann Mabillard exerça les deux charges²⁹. En 1944, le service se composait d'un directeur et d'un adjoint; en 1947/1948, il comprenait déjà quatre personnes, cinq en 1950/1951, pour finalement compter huit personnes en 1962/1963³⁰.

A partir de 1963, Angelin Luisier réorganisa le service et créa en même temps le Service de l'enseignement secondaire.

Se succédèrent à la présidence de la Commission des apprentis et du Service de la formation professionnelle William Haenni (1904-1913), Lukas Jost (1913-1932), Hermann Mabillard (1934-1963), Angelin Luisier (1963-1968), Maurice Eggs (1968-1983), Lévy Dubuis (1983-2002) et Serge Imboden (2002-2006).

Le Service de l'enseignement primaire

Le Département se composait, probablement jusqu'en 1944, de son chef, d'un secrétaire francophone et d'un adjoint germanophone. Souvent s'ajoutait une secrétaire dactylographe. En 1944, l'*Annuaire officiel* mentionnait l'enseignant Maxime Evéquoze comme chef de service et Ludwig Imesch comme adjoint. En 1945, l'équipe fut complétée par une secrétaire et une dactylographe³¹. La base légale d'un service reposait sur la loi de 1946. En 1947, Maxime Evéquoze obtint les compétences indispensables.

En 1950, le Département disposait d'un chef de service, d'un adjoint de langue allemande, d'un secrétaire et d'une dactylographe, et de lui dépendaient encore quinze inspecteurs à temps partiel, un inspecteur en éducation physique, un adjoint, ainsi que sept inspectrices à temps partiel et membres de commissions³². Le Service de l'enseignement primaire ne compta que cinq personnes jusqu'en 1962³³. Un tournant se produisit en 1963, lorsque Maxime Evéquoze prit sa retraite et fut remplacé par Adalbert Chastonay. Anselme Pannatier fut chargé de la partie francophone du canton. De 1970 à 1995, il fut chef de service pour les écoles primaires et les écoles normales³⁴.

²⁹ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1938, p. 81.

³⁰ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1947/1948, p. 34; 1950/1951, p. 31; 1962/1963, p. 48.

³¹ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1944, p. 81; 1945, p. 40.

³² *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1950/1951, p. 31-32.

³³ *Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1947/1948, p. 34; 1950/1951, p. 31; 1954/1955, p. 45; 1958/1959, p. 45; 1962/1963, p. 45.

³⁴ *RGCE* 1963, p. 107-108.

Personnel du Département de l'instruction publique en 1978:

Services	Personnel
Service administratif et juridique	11 personnes
Service de l'enseignement primaire et des écoles normales	7 personnes et 10 inspecteurs à plein temps
ODIS à Sion	7 collaborateurs
Service de l'enseignement secondaire	7 personnes et 5 inspecteurs à temps partiel
Service de la formation professionnelle	13 collaborateurs
Orientation professionnelle du Valais romand	19 personnes
Orientation professionnelle du Haut-Valais	5 personnes

(*Annuaire officiel de l'Etat du Valais* 1978, p. 41)

Le Service de l'enseignement secondaire

Les dispositions de la loi scolaire de 1962 sur l'enseignement secondaire n'auraient probablement jamais pu être concrétisées sans un nouveau service. Aussi le Conseil d'Etat créa-t-il un Service de l'enseignement secondaire à côté de celui de l'enseignement primaire. Le chef de service assumait, en plus, à l'extérieur du Valais, les tâches d'un secrétaire de Département, puisque les autres cantons le reconnaissaient comme tel³⁵, et il assura ainsi la coordination aux niveaux romand et suisse. Le premier directeur du service fut, en 1963, Angelin Luisier. Il devait unifier les programmes et les moyens d'enseignement, établir des lignes de conduite pour les écoles secondaires du 1^{er} et du 2^e degré et s'acquitter de toutes les tâches dont le Conseil de l'instruction publique avait été chargé jusqu'alors³⁶.

Durant son mandat de cinq ans, entre 1963 et 1968, beaucoup de décisions furent prises: unification des conditions d'entrée dans les écoles secondaires du 1^{er} et du 2^e degré; suppression des frais de scolarité pour les écoles secondaires du 2^e degré, conventions avec les écoles privées du même niveau et nomination d'inspecteurs à temps partiel; reconnaissance d'écoles privées. A son successeur, Josef Guntern, échut la tâche d'introduire le cycle d'orientation et de restructurer les collèges et les écoles de commerce. En tant que secrétaire du Département, il prit en outre part à la création de l'IRDP en 1969 et à l'élaboration du concordat scolaire suisse de 1970; il collabora également avec l'IEDK.

Se succédèrent comme chefs de service et secrétaires de Département: Angelin Luisier (1963-1968), Josef Guntern (1968-1996) et Jean-François Lovey (1997-...).

³⁵ En Valais, et contrairement aux autres cantons, le poste de secrétaire du Département n'existe pas en tant que tel. Il est assumé par un chef de service mandaté tout exprès, au gré des besoins.

³⁶ *RGCE* 1963, p. 112-113.

En 1971, sur la proposition du chef du Département, le Conseil d'Etat accepta l'instauration d'un Service administratif, qui devint opérationnel dès le 1^{er} janvier 1972. Au départ, ce service fut chargé de la comptabilité, de l'octroi des bourses et des prêts d'honneur, de la surveillance des écoles privées, du soutien à la création culturelle et de la formation continue des adultes (universités populaires). A la suite de l'étude «BATTELLE» sur la restructuration de l'administration cantonale, le Dépôt des moyens d'enseignement fut transféré du Département des finances au Service administratif. Ce dernier hérita ensuite de la gestion et de la répartition du fonds du Sport-Toto, de la surveillance de la Caisse de pension du personnel enseignant et de l'Office de l'enseignement spécialisé.

Au cours des années, les missions du Service administratif et juridique s'accrurent au fur et à mesure de l'évolution des structures de l'école valaisanne. Au tournant du deuxième millénaire, il dut assumer la responsabilité du secrétariat du chef du Département, incluant la préparation de tous les dossiers tant pour les commissions que pour les séances du Conseil d'Etat ainsi que pour les sessions du Grand Conseil. Son champ d'activité s'étendit encore par le rattachement administratif au service du délégué aux questions universitaires et du conseiller culturel, tous deux subordonnés directement au chef du Département. Le service s'étoffa progressivement pour constituer l'unité d'état-major, l'aide de camp du chef du Département, la cellule d'appui, d'assistance et de conseil aux autres services dans le domaine des finances, de la traduction et de la rédaction législatives, du «controlling» et de la coordination informatique. Le mouvement Jeunesse et Sport, l'encouragement, la promotion et le soutien du sport pour tous ainsi que la supervision du Centre sportif cantonal d'Ovronnaz lui furent également attribués. Furent successivement appelés à diriger ce service depuis sa création: Pierre Bonvin (1972-1982), Jean-Pierre Rausis (1982-1992) et Jacques Darioly (1992-2007). Gilbert Fournier fut le délégué aux questions universitaires de 1987 à 2004.

Du Département de l'instruction publique (DIP) au Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS)

Dans leur rapport commun, adressé au Conseil d'Etat le 27 janvier 1993, la Commission des finances et la Commission de gestion du Grand Conseil proposèrent la réorganisation de l'administration cantonale avec, notamment, la réduction du nombre de départements de dix à cinq. Pourtant, le gouvernement, tout en retenant l'option d'une prochaine restructuration, maintint l'organisation existante et chaque conseiller d'Etat demeura en charge de deux départements. Dès le 1^{er} mai 1997, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 27 avril 1996 sur les attributions de la présidence et des départements, le Département de l'instruction publique (DIP) prit la dénomination de Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS). Le Département des affaires sociales, jusque-là couplé avec le DIP, fut alors intégré dans le nouveau Département de la santé, de l'environnement et des affaires sociales.

Le gouvernement concrétisait ainsi quelques propositions de réorganisation, préconisées dans le cadre de l'étude des projets de réforme Administration 2000, Education 2000, Justice 2000 et Institutions 2000, dans le dessein d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de l'Etat. Le regroupement des départements impliqua la recomposition de quelques services.

Le Service de l'enseignement (1997)

Le Service de l'enseignement naquit de la réunion, en une seule et même unité administrative, de deux services: celui de l'enseignement primaire et des écoles normales et celui de l'enseignement secondaire. Dès 1997 relevèrent donc de ce nouveau service l'école enfantine, l'école primaire, le cycle d'orientation, le lycée-collège, l'école de commerce, l'école de culture générale ainsi que l'école préprofessionnelle. L'Office de l'enseignement spécialisé et le Bureau des échanges linguistiques lui furent également attribués. Son champ d'activité couvrait l'ensemble du territoire cantonal – communes et régions – et impliquait de multiples partenaires – élèves, étudiants, parents, autorités scolaires – ainsi qu'une intensification des relations et collaborations tant à l'échelon intercantonal que national. C'est à ce service que furent confiés tous les dossiers relatifs à la scolarité obligatoire (HARMOS, PECARO, abaissement de l'âge d'entrée à l'école, projet de nouvelle loi sur le cycle d'orientation, enseignement des langues, introduction généralisée de l'informatique, etc.), ainsi que ceux du secondaire du 2^e degré non professionnel (transformation des écoles de commerce et des écoles de culture générale, transition du secondaire 1^{er} degré au secondaire 2^e degré, modification de la réglementation relative aux maturités gymnasiales, laïcisation progressive des écoles cantonales, etc.). Jean-François Lovey devint le premier chef de ce service, élargi en 1997. A ce titre, il fut appelé à fonctionner également comme secrétaire général du Département au sein des instances et conférences inter-cantonales.

Le Service de planification et d'évaluation (1997)

Dans la ligne de réforme projetée, le Département créa le nouveau Service de planification et d'évaluation, appelé à améliorer la conduite, la gestion, la maîtrise et l'évolution du système scolaire en le dotant d'instruments de coordination, d'appréciation et de correction adéquats. Le service se vit donc confier l'exécution de prestations dans les domaines de la documentation et de l'animation dans les écoles obligatoires et écoles secondaires du 2^e degré, de la formation initiale et continue des enseignants, des statistiques scolaires et des moyens d'enseignement. Pour remplir sa mission, le service put s'adjoindre les ressources et les compétences de l'équipe de direction du projet «Education 2000». Cependant, malgré un cahier des charges clairement défini, cette nouvelle structure organisationnelle – à la suite de l'échec en votation populaire des deux projets de lois issus d'E 2000 – ne fonctionna que deux ans, sous la responsabilité de Hans-Jörg Ruppen, avant d'être revue et remaniée.

Le Service de la formation tertiaire (2000)

Le 27 juin 2000, le Conseil d'Etat prit acte de la décision du chef du DECS de constituer le Service de la formation tertiaire (SFT), par la transformation du Service de planification et d'évaluation. Stefan Bumann, ingénieur EPFZ, fut nommé pour le diriger. Ce changement fut dicté essentiellement par le développement rapide de l'ensemble du domaine de la formation tertiaire aux niveaux national, intercantonal et cantonal, et par la nécessité de mettre en place une unité organisationnelle qui gèrerait, superviserait et assurerait le suivi stratégique et législatif de tous les dossiers de ce secteur en pleine mutation. Ainsi furent dévolues à ce service les responsabilités et tâches liées aux nouvelles écoles professionnelles supérieures du degré tertiaire, dont faisaient partie la HES-VS incluant l'ESIS et l'EST, le CFPS, la HEP-VS, les unités de formation à distance (UFAD) comprenant le Centre d'études de Brigue, le Centre romand d'enseignement à distance (CRED) de Sierre et la Fernfachhochschule Schweiz (FFH) de Brigue. Les collaborations et relations avec les instances cantonales et suisses, ainsi que le contrôle de l'application des accords intercantonaux fixant la contribution pour les étudiants valaisans qui fréquentaient des écoles de niveau HES et ESS hors canton, relevaient de son cahier des charges. Il reprit enfin les tâches de recherche, d'animation et de documentation pédagogiques, d'approvisionnement, de distribution et de gestion des ouvrages et moyens d'enseignement.

Le Service de la jeunesse (2001)

Dès la réforme de l'administration cantonale, le Service de la jeunesse, auparavant intégré au Service de l'action sociale, fut rattaché au Département de l'éducation, de la culture et du sport. Après l'adoption, le 11 mai 2000, de la loi en faveur de la jeunesse, ce service de grande envergure disposait des unités et offices suivants: section administrative, activités des délégués à la jeunesse, Centre pour le développement et la thérapie de l'enfant et de l'adolescent, unité de psychiatrie et de psychothérapie de l'enfant et de l'adolescent, office cantonal pour la protection de l'enfant, office éducatif itinérant³⁷. Un tel regroupement de forces au service de la jeunesse allait créer un effet de synergie apprécié des utilisateurs. Le développement et l'organisation du service furent essentiellement l'œuvre de Walter Schnyder. Paul Burgener fut choisi comme premier délégué à la jeunesse au début de l'année 2001³⁸.

Pour les écoles d'importance, le service participait à des projets comme l'éducation à la santé, les centres de protection de l'enfant, la supervision des socio-pédagogues et du personnel de la santé, ou encore la formation, la supervision et l'assistance des médiateurs scolaires. Le Valais romand proposait en outre un office éducatif³⁹.

³⁷ RGCE 2001, p. 62-66.

³⁸ WB, 10.02.2001, p. 7; *Résonances*, avril 2003, p. 24-25.

³⁹ RGCE 1998, p. 71-74; 2000, p. 72-74.

Organigramme du DECS au tournant du millénaire:

Services	Nombre de postes en 2001	Nombre de postes en 2005
Service administratif et juridique	26,70	26,70
Service de la jeunesse	50,45	54,95
Service de la formation tertiaire	58,56	55,60
Service de l'enseignement	29,80	29,10
Service de la formation professionnelle	57,44	59,69
Médiathèque Valais (Bibliothèque cantonale)	21,92	
Archives cantonales	6,60	47,45*
Musées cantonaux	14,80	
Total	266,27	273,49

* Le 6 juillet 2005, la Médiathèque Valais, les Archives cantonales et les Musées cantonaux ont été réunis en un Service de la culture.

Les services mentionnés ont été en partie décentralisés et répartis dans des instituts et des écoles.

(RGCE 2001, p. 58; RGCE 2005, p. 60 et Décision du Conseil d'Etat du 6.7.2005)

En guise de conclusion: la jeunesse valaisanne en 1995

Durant l'année scolaire 1994/1995, les élèves de l'Ecole de cadres à Viège, sous la direction de Roch Arnold (1968-1998), et avec la collaboration et le soutien de la Banque Cantonale du Valais (guichet de Viège ou WKB/BCV), menèrent une large enquête sur la jeunesse valaisanne intitulée «WKB futur». Les résultats furent précieux et instructifs à plusieurs égards, d'abord parce que les jeunes eux-mêmes souhaitaient un sondage, et ensuite parce qu'un nombre exceptionnellement élevé de questionnaires furent remplis. La réalisation de l'enquête fut confiée aux services du Département et aux enseignants de tous les jeunes dans la dernière année de leur formation dans les collèges, écoles de commerce et écoles secondaires du degré diplôme (écoles de culture générale et écoles préprofessionnelles), écoles normales et écoles professionnelles. Le personnel enseignant profita de l'occasion pour attirer l'attention sur l'importance croissante de l'analyse du marché dans le monde moderne. Ce furent 1100 jeunes de tout le canton qui répondirent par écrit à des questions réparties en douze thèmes, et concernant l'argent et les loisirs, la jeunesse et les journaux, Dieu et le monde, la jeunesse et le marché du travail, l'école, les joies et les soucis, la radio, la télévision, la formation, la santé, etc.

Les résultats

La presse reçut les résultats de l'enquête et rédigea de son côté des rapports et des commentaires supplémentaires. Voici un bref résumé des constatations.

La question de l'argent de poche montra que plus de la moitié des jeunes (55%) n'en recevaient qu'irrégulièrement. Les étudiants les mieux lotis, avant tout ceux des collèges, des écoles de commerce et des écoles normales, disposaient de 100 à 190 francs par mois. Les jeunes gens qui payaient eux-mêmes leurs études ou y contribuaient de manière essentielle étaient souvent haut-valaisans. Les journaux les plus lus étaient incontestablement le *Nouvelliste* (41,8%) dans le Valais romand et le *Walliser Bote* (53,7%) dans le Haut-Valais. La jeunesse du Valais romand s'intéressait surtout à la culture, aux arts et à la musique, tandis que celle du Haut-Valais lisait le plus souvent les actualités régionales. Les jeunes gens préféraient par-dessus tout les pages sportives.

Différences régionales

Les réponses concernant le comportement dans la vie de tous les jours laissèrent apparaître des différences régionales. Ainsi, plus de la moitié des jeunes Haut-Valaisans (57,7%) attachaient leur ceinture lorsqu'ils conduisaient, contre seulement 46,6% des jeunes du Valais central et 46,5% des jeunes du Bas-Valais. En moyenne, 68% des jeunes filles respectaient le port de la ceinture, contre 43% des jeunes gens. Les 54,6% des jeunes filles avaient un petit ami, 43,2% des jeunes gens une petite amie; de manière générale, 43,2% des jeunes dans les communes de montagne et 51,2% des jeunes dans les communes de plaine vivaient une relation amoureuse.

Les filles fumaient plus que les garçons, et les jeunes du Valais romand plus que ceux du Haut-Valais. Les 31,8% des jeunes se rendaient souvent ou très souvent à la messe dominicale. Pratiquement un jeune sur deux dans les communes de plaine (48,1%) ne se rendait jamais à la messe, contre 32,7% des jeunes dans les communes de montagne. Dans le Haut-Valais, le pourcentage des jeunes pratiquants était presque deux fois plus élevé que dans le Valais central et le Bas-Valais (respectivement 25,3%, 13,5% et 16,3%). Les jeunes germanophones parlaient mieux le français que les jeunes francophones l'allemand. Seuls 32% des francophones prétendaient pouvoir se faire comprendre bien ou très bien dans l'autre langue, contre 45% des germanophones.

Les médias

Les jeunes Valaisans écoutaient le plus souvent les radios Couleur 3 (30% des francophones) et DRS 3 (41% des germanophones). Venaient en deuxième place Radio Rhône dans le Valais romand (15%) et Radio Rottu dans le Haut-Valais (27%). Les jeunes des communes de montagne écoutaient la radio locale davantage que ceux de la plaine. Des différences apparaissaient également dans le temps d'écoute. Plus des 30% des jeunes Haut-Valaisans écoutaient la radio plus de deux heures par jour, contre seulement 16% des jeunes du Valais romand. Toutefois, la majorité de la jeunesse valaisanne n'allumait pas la radio au-delà de 15 minutes quotidiennes.

Les programmes télévisés étrangers avaient la cote. RTL et TF1 étaient les chaînes les plus prisées de la jeunesse valaisanne. Près de la moitié des jeunes Haut-Valaisans

regardaient très souvent RTL, et les 47% des jeunes du Valais romand se laissaient séduire par TF1. La majorité des jeunes Valaisans passaient 30 à 60 minutes quotidiennes devant le petit écran, les garçons plus longtemps que les filles. Les films et les séries récoltaient le plus de suffrages, de même que les émissions sportives auprès des garçons⁴⁰.

⁴⁰ WB, 30.06.1995, p. 13. L'enquête fut menée par Roch Arnold.

Abréviations

Domaines touchant l’instruction, l’éducation et la recherche

ACEEPT	Association des centres européens d’éducation professionnelle en tourisme
ACM	Activités créatrices manuelles
ACT	Activités créatrices textiles
AESS	Accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées
AHES	Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées
APHM	Association des parents de personnes handicapées mentales
ARTES	Association romande des travailleurs de l’enseignement spécialisé
ASOSP	Association suisse pour l’orientation scolaire et professionnelle
AVECO	Association valaisanne des enseignants du cycle d’orientation
AVIEA	Association valaisanne des institutions pour enfants, adolescents et adultes en difficulté
AVPEHP	Association valaisanne de parents d’enfants à haut potentiel
AVPES	Association valaisanne des professeurs de l’enseignement secondaire
CAP	Centre alpin de phytogéographie
CASPO	Classes d’accueil de la scolarité post-obligatoire
CATARO	Catalogue romand des moyens d’enseignement
CCM	Conservatoire cantonal de musique
CCO	Conférence des chefs des offices d’orientation scolaire et professionnelle
CDECS	Conférence des directeurs d’écoles de commerce de Suisse
CDGS	Conférence des directeurs de gymnases suisses
CDIP/EDK	Conférence des directeurs de l’instruction publique (voir CIIP)
CDO	Conseiller en développement organisationnel des écoles
CDTEA	Centre pour le développement et la thérapie de l’enfant et de l’adolescent
CEDD (CDEDD)	Conférence suisse des directeurs d’écoles de degré diplôme
CESDOC	Centre suisse de documentation en matière d’enseignement et d’éducation (voir IDÉS)
CFC	Certificat fédéral de capacité
CFHES	Commission fédérale des hautes écoles spécialisées
CFPS	Centre de formation pédagogique et sociale
CHES	Conseil des hautes écoles spécialisées
CIIP	Conférence intercantonale de l’instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (depuis 1996, auparavant CDIP-SR/TI)
CIO	Centre d’information et d’orientation
CIRCE	Commission intercantonale romande pour la coordination de l’enseignement
CODICRE	Conférence des directeurs de centres de développement scolaire et de recherche en éducation
COFRU	Conseil de la formation et de la recherche universitaires

CORECHED	Conférence suisse de coordination pour la recherche en éducation
COROME	Commission romande des moyens d'enseignement
COSP	Conseiller en orientation scolaire et professionnelle
CPS	Centre suisse pour le perfectionnement des professeurs de l'enseignement secondaire
CREALP	Centre de recherche sur l'environnement alpin
CRED	Centre romand d'enseignement à distance (Sierre)
CREM	Centre de compétence en urbistique
CREPA	Centre régional d'études des populations alpines
CROCS	Centre de rationalisation et d'organisation des constructions scolaires
CSAMTV	Conservatoire supérieur et académie de musique Tibor Varga
CSHEP	Conférence suisse des recteurs des hautes écoles pédagogiques
CSHES	Conférence suisse des hautes écoles spécialisées
CSRE	Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation
CURP/UFM	Centre universitaire de recherches sur le plurilinguisme/ Universitäres Forschungszentrum für Mehrsprachigkeit
DECS	Département de l'éducation, de la culture et du sport (dès 1997)
DI	Département de l'intérieur
DIP	Département de l'instruction publique (jusqu'en 1996)
ECAV	Ecole cantonale d'art du Valais
ECG	Ecole de culture générale (depuis août 2004, auparavant EDD)
ECH/LCH	Association faîtière des enseignantes et enseignants suisses
EDC	Education des choix
EDD	Ecole de degré diplôme (jusqu'en 2004)
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
EDMZ	Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale (voir OCFIM)
EEPS	Etablissement d'enseignement professionnel supérieur (1995-1999)
EIL	Ecole intercantonale de laborantins en chimie
EIV/IVS	Ecole d'ingénieurs du Valais
EMVs	Ecole des métiers du Valais
ENBIRO	Enseignement biblique romand
EPCH	Ecole et perfectionnement suisse
EPFL	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
EPFZ	Ecole polytechnique fédérale de Zurich
EPP	Ecole préprofessionnelle
EPS	Ecole professionnelle supérieure
ESC	Ecole supérieure de commerce
ESCEA/HWV	Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration (1988-1999)
ESIS	Ecole supérieure d'informatique de gestion
ESM	Ecole supérieure de musique de Sion
ESS	Ecole supérieure spécialisée
EST	Ecole suisse de tourisme (Sierre)
ET	Ecole technique (Sierre)
EVAMAR	Evaluation de la réforme de la maturité gymnasiale
EVSI	Ecole valaisanne de soins infirmiers

FFH (Fernfachhochschule)	Haute Ecole spécialisée à distance (Brigue)
FMEF	Fédération des magistrats, des enseignants et des fonctionnaires
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
FVAP	Fédération valaisanne des associations pédagogiques
HARMOS	Harmonisation de l'école obligatoire
HEG	Haute Ecole de gestion
HEM	Haute Ecole de musique
HEM-SR	Haute Ecole de musique de Suisse romande
HEP	Haute Ecole pédagogique
HES	Haute Ecole spécialisée
HES-S2	Haute Ecole spécialisée santé-social
HES-SO	Haute Ecole spécialisée de la Suisse occidentale
HETSR	Haute Ecole de théâtre de Suisse romande
HEVs	Haute Ecole valaisanne
HEVs2	Haute Ecole santé-social Valais
ICARE	Institut de recherche en informatique et télématique (Sierre)
IDES	Centre information, documentation, éducation, Suisse (anciennement CESDOC)
IDIAP	Institut Dalle Molle d'intelligence artificielle perceptive
IEDK	Innerschweizerische Erziehungsdirektorenkonferenz
IKB (ou IUKB)	Institut universitaire Kurt Bösch
IRDP	Institut de recherche et de documentation pédagogique
IRO	Institut de recherches en ophtalmologie
LCH	(voir ECH)
LEP	Editions Loisirs et pédagogie
LFP	Loi fédérale sur la formation professionnelle
LHES	Loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées
MAPS	«Master of arts in public sphere»
Maturités	A – Gymnase classique, latin-grec B – Gymnase classique, latin-langues modernes C – Gymnase scientifique D – Gymnase langues modernes E – Gymnase économique
MEDIPLANT	Centre de recherches sur les plantes médicinales et aromatiques
MOVE	Mobilité Valais études
MPC	Maturité professionnelle commerciale
MPT	Maturité professionnelle technique
MVS	Médiathèque Valais
NTIC ou TIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OCFIM	Office central fédéral des imprimés et du matériel (voir EDMZ)
ODIS	Office de documentation et d'information scolaire (voir ORDP)
OFES	Office fédéral de l'éducation et de la science
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (voir OFFT)
OFS	Office fédéral de la statistique

OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (auparavant OFIAMT)
OLLO	Oberwalliser Lehrerinnen- und Lehrerorganisation
OR	Office romand des éditions et du matériel scolaires
ORDP	Office de recherche et de documentation pédagogiques (auparavant ODIS)
ORIPH	Office romand d'intégration professionnelle pour handicapés
ORM	Ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité
ORP	Office régional de placement
ORRM 95/ MAR 95	Ordonnance fédérale et règlement de reconnaissance des certificats de maturité
OSP	Office d'orientation scolaire et professionnelle
PECARO	Plan d'études cadre romand
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves (en anglais: Programme for international student assessment)
PTSL	Physiotherapie Schule Leukerbad
Ra & D	Recherche appliquée et développement
R.I.S.C.	Rôle des institutions scolaires cantonales
RESEDOC	Réseau suisse de documentation éducative
SER	Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche
SER	Syndicat des enseignants romands
SPVal	Société pédagogique valaisanne
SSTMRS	Société suisse de travail manuel et de réforme scolaire
TIC	Technologies de l'information et la communication (en anglais: ICT)
TIMSS	Third international mathematics and science study
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture/United nations educational, scientific and cultural organisation
URD	Unité de recherche et développement
USAM	Union suisse des arts et métiers
ZBS	Zentralschweizerischer Beratungsdienst für Schulfragen
ZET	Zentrum für Entwicklung und Therapie
ZUF	Zentrum für universitäre Fernstudien (Brigue)

Bases légales importantes de 1848 à 2001

- 1848 Constitution du canton du Valais du 10 janvier (création du Département de l'instruction publique), *RL* 8, 1847-1852, p. 25
- 1849 Loi du 31 mai sur l'instruction publique, *RL* 8, 1847-1852, p. 82
- 1873 Loi du 4 juin sur l'instruction publique, *RL* 11, 1865-1874, p. 330
- 1903 Loi du 21 novembre sur l'apprentissage, *RL* 20, 1902-1905, p. 226
- 1907 Loi du 1^{er} juin sur l'enseignement primaire et les écoles normales, *RL* 22, 1907-1908, p. 119
- 1910 Loi du 25 novembre sur l'enseignement secondaire, *RL* 23, 1909-1912, p. 336
- 1930 Loi du 15 novembre concernant les conditions d'engagement du personnel enseignant des écoles primaires et des cours complémentaires, *RL* 32, 1930, p. 93
- 1935 Loi d'exécution du 13 novembre sur la formation professionnelle, *RL* 35, 1936, p. 7
- 1946 Loi du 16 novembre sur l'enseignement primaire et ménager, *RL* 42, 1947, p. 33
- 1962 Loi du 4 juillet sur l'instruction publique, *RL* 61, 1962, p. 196
- 1971 Décret du 12 mai portant sur l'adhésion du canton du Valais au concordat sur la coordination scolaire (concordat du 14 décembre 1970), *RL* 65, 1971, p. 318
- 1982 Loi du 10 novembre concernant la création d'une école suisse de tourisme, *RL* 76, 1982, p. 49
- 1987 Décret du 26 juin concernant la création de l'Ecole d'ingénieurs ETS du canton du Valais, *RL* 81, 1987, p. 47
- 1988 Décret du 29 janvier concernant la création de l'Ecole supérieure de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA) à Viège et à Saint-Maurice, *RL* 82, 1988, p. 15 et p. 19
- 1988 Décret du 25 mars concernant la création de l'Ecole technique cantonale en informatique à Sierre (ETC), *RL* 82, 1988, p. 37
- 1991 Décret du 1^{er} février sur la coordination scolaire, *RL* 85, 1991, p. 37
- 1995 Loi fédérale du 6 octobre sur les hautes écoles spécialisées (LHES), *RL* 91, 1997, p. 52
- 1996 Loi du 4 octobre concernant la Haute Ecole pédagogique (HEP), *RL* 92, 1998, p. 52
- 1998 Loi d'adhésion du 13 mai au concordat intercantonal créant la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale, *RL* 92, 1998, p. 164
- 1999 Décision du 18 mai concernant un crédit pour l'ouverture d'une filière «Ecole de métiers» bilingue intégrée aux écoles professionnelles valaisannes pour les professions d'automaticien, d'électronicien et d'informaticien, *RL* 93, 1999, p. 90
- 1999 Règlement du 9 juin concernant les études gymnasiales et les examens de maturité dans le canton du Valais, *RL* 93, 1999, p. 250
- 1999 Loi d'adhésion du 22 septembre à l'accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) pour les années 1999 à 2005, *RL* 94, 2000, p. 15
- 1999 Loi du 11 novembre fixant la localisation des écoles cantonales du degré tertiaire et la contribution des communes-sièges, *RL* 94, 2000, p. 22
- 2001 Loi du 2 février sur la formation et la recherche universitaires, *RL* 95, 2001, p. 22
- 2001 Loi d'adhésion du 12 septembre à la convention intercantonale créant la HES santé-social de Suisse romande, *RL* 96, 2002, p. 11

Sources et bibliographie

Abréviations

AEV	Archives de l'Etat du Valais
BGC	<i>Bulletin des séances du Grand Conseil du canton du Valais</i>
NF	<i>Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais</i>
RGCE	<i>Rapport de gestion du Conseil d'Etat du canton du Valais</i>
RL	<i>Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais</i>
WB	<i>Walliser Bote</i>
WVF	<i>Walliser Volksfreund</i>

Sources

1. Archives

Archives de l'Etat du Valais:

Fonds 2 DIP.

Fonds 1001-138/10 et 11; 1001-139/20 et 54; 1001-244, 245, 261 à 266, 271, 308 à 310.

Fonds 4150-4/n° 1 à 24; 4150-8/628, 8/663 *bis*, 8/n° 724 à 730; 4150-180/18.

Fonds 4200-1982/7, n° 52; 4200-1982/11, n° 4, n° 18, n° 19, n° 22, n° 22/2, n° 31-32, n° 37-39, n° 53-58, n° 61-63 et n° 104; 4200-1996/73, n° 131, Cahiers I, III et IV; 4200-1996/73, vol. 149; 4200-2000/46, n° 117; 4200-2002/5, C 12: *Enquête sur le cycle d'orientation* 1990; 4200-2002/6.

Fonds 4250-1987/36, A 203, A 204, 1 CS.

Fonds Summermatter, n° 55, n° 475 et n° 479.

2. Publications officielles générales

Annuaire de l'instruction publique, Lausanne, 1910-1938.

Annuaire officiel du canton du Valais, Sion, dès 1848.

Annuaire statistique du canton du Valais, dès 1839.

Bulletin des séances du Grand Conseil du canton du Valais, dès 1847.

Bulletin officiel du canton du Valais, Sion, 1803-1811, puis dès 1816.

Comptes et budget de l'Etat, dès 1849.

Rapports de gestion du Conseil d'Etat, dès 1850.

Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais, 1802-1810, puis dès 1815.

3. Principaux journaux, revues et périodiques

L'ami des Régens, [*Der Schullehrerfreund*] 1854-1856.

Archiv für das schweizerische Unterrichtswesen, 1915-1979.

Civitas, Monatschrift für Politik und Kultur, dès 1945/46.
Coordination, Bulletin de la Conférence intercantonale des chefs des Départements de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, Lausanne, 1975-1997.
Le Confédéré, dès 1861.
Les Echos de Saint-Maurice, dès 1899.
Ecol'Info, dès 1998.
L'Ecole primaire, 1882-1956.
L'Ecole valaisanne, 1956/1957-1987/1988.
L'Educateur, Société pédagogique de la Suisse romande, dès 1865.
Education 2000, Info n° 1-4, 1995-1997.
Gazette du Valais, 1855-1922.
Information Schweizer Marianisten, dès 1973.
LCH-Bulletin, dès 1990.
Mitteilungsblatt, dès 1975.
Mittendrïn, *Informationen aus dem ZBS*, dès 1989.
Nouvelliste et Feuille d'avis du Valais, dès 1968.
OLLO-Aktuell, dès 1997/1998.
Regards, IRDP, Neuchâtel, 1986-1999.
Résonances, dès 1988/1989.
Der Schullehrerfreund, 1854-1856.
Schweizer Schule, 1915-2000.
Valais demain, dès 1970.
Vallesia, dès 1946.
Walliser Bote, 1840, 1851, puis dès 1869.
Walliser Volksfreund, 1920-1989.

4. Publications d'instances officielles, rapports, chroniques, enquêtes et programmes divers

Les rapports annuels, catalogues, palmarès, etc. des diverses écoles et qui ont été utilisés pour le présent ouvrage ne sont pas détaillés ici. Ils sont signalés dans les notes de bas de page.

Sans nom d'auteur:

L'appui pédagogique dans le Valais romand de 1985 à 1989, DIP, Sion, 1991.
Bericht über die Tagung in Ouchy bei Lausanne, 12.-14.6.1959, Bern, 1959.
Le Collège-Lycée de l'Abbaye de Saint-Maurice, Saint-Maurice, 1964.
Collège Saint-Georges, Euseigne, Cycle d'orientation du Val d'Hérens, Sion, 1979.
CDIP, Publication SIPRI, Berne, 1976.
Le Département face aux restrictions budgétaires, DIP, Sion, 1992.
Dezentralisierung der Oberwalliser Mittelschulen. Beurteilung aus der Sicht der Region Visp, Visp, 18.02.1986.
Ecole d'Art du Valais, Historique, Chronologie et témoignage, Sierre, 1998.
Ecole d'ingénieurs du Valais, Propositions de la région socio-économique de Sierre, Sierre, 1987.
L'Ecole est fermée!... et alors? Les conséquences des fermetures d'écoles. Une étude de cas dans le Val d'Anniviers, Genève, 1990.

Ecole supérieure de commerce, classes pour sportifs et artistes, DIP, Martigny et Brigue, 1985, 1992 et autres années.

Ecole technique cantonale d'informatique, Sierre, DIP, Sion, 1988.

Ecole unique: thèses du Parti socialiste valaisan concernant l'instruction publique, Sion, 1973.

Enquête PISA 2003: les résultats des élèves romands en 9^e année, IRDP, Neuchâtel, 2005.

Enquête sur l'école pour sportifs et artistes, Sion, 1991.

L'enseignement spécialisé en Valais, Cadre général, DIP, Sion, 1991.

L'enseignement tertiaire en Suisse. Examen des politiques nationales d'éducation, OCDE, 2003.

Des entreprises et des hommes: industries, écoles, instituts: Valais: un réseau de compétences industrielles et scientifiques, SODEVAL, Sion, 1992.

L'équipement du Valais pour la Formation professionnelle, Sion, 1957.

Evaluation des compétences chez les jeunes de 15 ans, 2006: 3^e enquête, OFS, Neuchâtel, 2005.

L'évaluation formative et l'enseignement différencié, Berne, 1978.

Formation continue des enseignants 2001, DECS, Sion, 2001.

Die HWV Oberwallis auf dem Weg in Richtung Fachhochschul-Verbund, Visp, 1996.

Histoire, identité et perspectives de coordination pour la recherche en éducation (CSRE), Aarau, 1989.

Lehrerbildung von morgen (LEMO), Hitzlirch, 1975.

PISA 2003: Compétences pour l'avenir: deuxième rapport national, OFS/CDIP, Neuchâtel-Berne, 2005.

Politique de l'éducation et fédéralisme helvétique: mélanges en hommage au professeur Eugen Egger, vol.10 des publications de la CDIP, Berne-Stuttgart, 1985.

Le Printemps du Valais, Martigny, 1971.

Rechtsverhältnisse. Staat Wallis. Kollegiumsstiftung. Internatsstiftung. Kirchenrektorat im Kollegium Brig, ED, Sitten, 1992.

Regionalspital Sancta Maria, Visp, 1973.

Les sœurs hospitalières de Sion, Sion, 1997.

Les Valaisans et l'Université de Fribourg: une histoire d'amour..., Université de Fribourg, service de presse et d'information, Fribourg, 1990.

Vers une école romande. Rapport présenté au 30^e congrès de la Société pédagogique romande à Bienne, 1962.

Avec le nom de l'auteur:

Moritz ARNET, *Le concordat scolaire du 29 octobre 1970: genèse, historique, commentaires*, CDIP, Berne, 2000.

Hans BADERTSCHER, éd., *La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, 1897-1997: sa création, son histoire, son œuvre*, [La CDIP 1897-1997], Haupt, Berne, 1997 [avec des contributions de Hans BADERTSCHER, Armand CLAUDE, Robert FÄH, Armin GRETLER, Hans-Ulrich GRUNDER, Rita HOFSTETTER, Jean-Pierre MEYLAN, et autres].

Jean-Luc BAGNOUD, «La Charte des étudiants de l'école normale», in *Echo normalien*, 1974, n° 30, p. 5-19.

Anne-Lore BREGY et Gaby FUCHS, «Evaluation de l'exercice d'apprentissage bilingue à l'école enfantine de Sierre», in *Recherches*, IRDP, Neuchâtel, 1994.

Jacques DUBOSSON, *Les examens d'entrée à l'école secondaire. Position du problème. Les rendements de 1963: Etude critique et propositions*, rapport dactylographié, Sion, 1964. Avec un

texte du professeur Robert DOTTRENS de l'Université de Genève: «Prendre conscience de nos responsabilités».

Gilbert FOURNIER:

Relations Valais-Universités, Rapport 1993, DIP, Sion, 1994.

Activités, texte dactylographié, DECS, Sion, 1999.

Genèse du secteur de formation tertiaire en Valais, 1950 à 2000, DECS, Sion, 2001.

Genèse de la loi cantonale sur la formation et la recherche universitaires 1991-2001, DECS, Sion, 2001.

Instituts de formation et de recherche universitaires, DECS, Sion, 2004, avec les publications de l'année 2003.

Gaby FUCHS et Iwar WERLEN, *Zweisprachige Schule Brig-Glis. Zwischenbericht nach zwei Jahren teilimmersivem Unterricht. Schuljahr 1995/1996, 1996/1997*, UFM, Bern, 1997.

Robert GERBEX, *Et les chemins toujours se croisent...* Secrétariat à la Coordination scolaire romande, Lausanne, 1994.

Urs MOSER et Philipp NOTTER:

«Compétences scolaires dans le contexte international», *CDIP*, Etudes et rapports, 10 B, Berne, 2000.

L'école au banc d'essai. Evaluation des compétences des élèves du secondaire sur la base de l'enquête internationale TIMSS, Berne, 2000.

Pétition sur le développement de l'instruction industrielle et commerciale, par la Société industrielle des Arts et Métiers et la Société des Commerçants de Sion, Sion, 1904.

Johann ROTEN:

Le Guide normalien. Théorie et pratique à l'école normale des instituteurs du Valais, Sion, 1978.

Livre blanc, Echo normalien, p. 15, tiré à part, Sion, 1979.

Hélène RUEDIN, *Historique de l'école normale des élèves institutrices françaises du canton du Valais à Sion*, document dactylographié, Sion, 1913.

Hans SCHULTZ, *Bericht der Eidgenössischen Kommission für Nachwuchsfragen auf dem Gebiete der Geisteswissenschaften und der medizinischen Berufe, sowie des Lehrerberufes auf der Mittelschulstufe*, 1.5.1963, EDMZ, Bern, 1963.

Peter SCHWENDENER et Bernard OGIER, *Aménagement régional du Val d'Anniviers. Implantation d'une Ecole primaire et secondaire régionale*, texte dactylographié, Sion, 1969.

Henri SCHWERY:

«Pensionnat de la Sitterie», in *Bulletin du diocèse*, 1971, n° 18, p. 306-322.

«Une maison neuve dans de vieux murs: le Pensionnat de la Sitterie, prospectus et règlement», in *Bulletin du diocèse*, 1972, n° 19.

Markus TRUFFER, *Chronik der Oberwalliser Sekundarlehrerkonferenz*, St. Niklaus, 1976.

5. Textes commémoratifs (domaine de l'éducation)

Sans nom d'auteur:

Collège Regina Pacis, Saint-Maurice, 10 ans de présence en Valais, 1963-1973, Saint-Maurice, 1973.

100^e Anniversaire du Collège Sainte-Marie, 1889-1989, Martigny, 1989.

Le passé est un prologue. 25 ans de coordination scolaire romande. Maquette pour un fédéralisme coopératif suisse et européen, IRDP/LEP, Neuchâtel, 1994.

- 50^e Anniversaire de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf, Sion, 1974.
- «Le 75^e de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf», Alain Alter, in *Almanach du Valais*, 1999, p. 33-36.
- Cinquantième anniversaire de l'Ecole de commerce des jeunes gens de Sierre 1927-1977, Sierre, 1977.
- 60^e Anniversaire de l'ESCJF, 30^e anniversaire de la maturité, Sion, 1974.
- Ecole supérieure de commerce de la Ville de Sion. 75 ans d'histoire, Sion, 1989.
- EIV, 10 ans, 1988-1998, Sion, 1998.
- Festschrift Institut Hl. Familie Leuk-Stadt, Leuk-Stadt, 1989.
- Festschrift 300 Jahre Kollegium Brig, Brig, Leopold BORTER, «Das Kollegium 'Spiritus Sanctus' als Staatsgymnasium 1848 bis heute», 1963, p. 43-77.
- Festschrift Schulzentrum Leukerbad, Leukerbad, 1989.
- Heilpädagogische Schule Oberwallis, Eingliederungs- und Dauerwerkstätten, 1964-1974, Visp, 1975.
- Institut Saint-Raphaël, *Plaquette de commémoration 30 ans*, Sion, 1968.
- 40 Jahre AMO, 1964-2004, [Armand Zenhäusern], Visp, 2004.
- 25 Jahre Kinderdorf Leuk, Leuk-Stadt, 1997.
- 50 Jahre 1946-1996, Regionale Sekundar- und Orientierungsschule Zermatt, Zermatt, 1996.
- 50 Jahre Sekundar- und Orientierungsschule Gampel im Rückblick 1945-1995, Gampel, 1995.
- Jubiläum 50 Jahre Sekundarschule Siders, Orientierungsschule Goubing 1950-2000, Sierre, 2000.
- Landwirtschaftliche Schule Oberwallis Visp. 75 Jahre 1920-1995, Visp, 1995.
- Lycée-Collège cantonal de la Planta 1885-1985, [Françoise Bruttin, Gaëtan Cassina] Sion, 1985.
- Les Nouveaux Buissonnets ont 20 ans, 1954-1974, Sierre, 1974.
- Office romand des éditions scolaires, 30 ans, 2002.
- Regionale Schulen Leuk 1947-1997, 50 Jahre, Leuk, 1997.
- Soins dentaires scolaires en Valais 1947-1987, Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse, Sion, 1987.
- Avec le nom de l'auteur:
- Pierre CARRUZZO, *Ecole supérieure de commerce de Sierre, 75^e anniversaire*, Sierre, 2002.
- Joëlle DROUX, *L'Ecole valaisanne d'infirmières de Sion (1944-1994)*, Sion, 1994.
- Manfred KUONEN et Daniel CORDONIER, 1904-2005, 100 ans de formation professionnelle, Service de la formation professionnelle, Sion, 2005.
- Arthur MASSEREY, «Histoire des premières écoles du Haut-Plateau et de la création du Centre scolaire intercommunal de Crans-Montana», in *Centre scolaire de Crans-Montana 1966-1996, 30^e anniversaire*, Crans-Montana, 1996, p. 13-53.
- Ines Maria NANZER, «Schule für allgemeine Krankenpflege der Briger Ursulinen am Regionalspital Sancta Maria Visp 1964-1994», in *Gruss*, 1995, n° 2, p. 16-19.
- Louis PONCET:
- «Quatre-vingts ans au service de la jeunesse féminine en Valais. L'activité des sœurs de Saint-Joseph d'Annecy à Monthey», in *Pages Montheyssannes*, 1958, n° 4, p. 215-234.
- Centenaire Saint-Joseph*, Monthey, 1978.
- François PRALONG et Léo BIOLLAZ, 150^e anniversaire des marianistes à Sion, Sion, 1997.
- Jean-Pierre SALAMIN, «Recherche pédagogique et Centre-ressource», in *Chercher ensemble: 20 ans de recherches coordonnées au service de l'école*, Neuchâtel, 1994.

Walter SCHNYDER, «Vingt ans de médiations en Valais», in *Résonances*, décembre 2005, p. 46-48.

Raymond ULDRY, *75 ans de formation professionnelle 1904-1979. Conférence des Offices cantonaux de formation professionnelle de la Suisse romande et du Tessin*, Genève, 1979.

Paul WILLISCH, *40 Jahre Sekundar- und Orientierungsschule Stalden*, Stalden, 1991.

Bibliographie

Danielle ALLET-ZWISSIG, «La condition féminine en Valais à travers la presse et les publications officielles du canton, 1870-1880», 1^{re} partie, «De l'éducation des filles», in *Annales valaisannes*, 1987.

Urs ALTERMATT, *Le catholicisme au défi de la modernité*, Lausanne, 1994.

Jazinta AMBORD, in *Die Lehrerseminarien im deutschsprachigen Wallis*, Brig-Glis, 2000, p. 35 et suivantes.

Maria Immaculata AUER, «Ursulinen Brig», in *Helvetia Sacra*, VIII/1.

Pierre-Alain AYMON, *Formation-vie et destinée des instituteurs du Valais romand 1848-1909*, Mémoire, Fribourg, 1988.

Emma Lucia BÄHLER:

«Die allgemeinen Fortbildungsschulen für Jünglinge in der Schweiz», in *Archiv für das schweizerische Unterrichtswesen*, année 1925.

«Die staatsbürgerliche Erziehung der schweizerischen Jugend in den Jahren 1939/1940», in *Archiv*, année 1940.

Marcel BATAILLON, André BERGE et François WALTER, *Rebâtir l'école*, Payot, Paris, 1969.

René BERTHOD, *Main basse sur l'école*, Renouveau rhodanien, Sion, 1981.

Léo BIOLLAZ:

La participation des élèves à l'école normale des instituteurs du Valais 1966-1974, Genève, 1974.

«Quelques instituts spécialisés en Valais», travail de séminaire, Genève, 1974: *Institut cantonal pour les enfants sourds-muets et débiles*, p. 23-29.

Nicole BONVIN, *La lutte contre la tuberculose dans le canton du Valais (1928-1961), freins et moteurs*, Mémoire, Fribourg, 1994.

Louis BOUCARD, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII^e et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938.

Paul BOURBAN, «Hommage à Monsieur Gross, chef du Département de l'instruction publique», in *L'Ecole valaisanne*, année 13, 1968/1969, p. 2 et suivantes.

Pierre CALPINI, «Les services dentaires en Valais» [période de 1930 à 1968], in *Soins dentaires scolaires en Valais 1947-1987*, Sion, 1987, p. 12-16.

Louis CARLEN, «Wallis und Tirol», in *Walliser Jahrbuch* 2002, p. 17-21.

Gaëtan CASSINA, «Genèse d'un bâtiment d'Etat dans le Valais du XX^e siècle», in *L'ancien Collège de Sion 1892-1980*, Sion, 1980.

Elisabeth COQUOZ, «Montessori en Suisse romande», in *Résonances*, juin 1999, p. 1-13.

Jacques CORDONIER, «De l'ORDP-ODIS à la Médiathèque Valais», in *Résonances*, octobre 2005, p. 28-29.

Georges CRETOL, *Ecône, première école valaisanne d'agriculture*, Sion, 1967.

Dominique DELALOYE, *La Présence des Réformés en Valais aux XIX^e-XX^e siècles*, Sierre, 2005.

- Sandra DESLARZES-MAY, *L'école libre de Bagnes 1900-1943*, Mémoire, Lausanne, 1997, publié aux Editions Faim de siècle, Fribourg, 1998.
- Simon DOUMONT, «La censure cinématographique en Valais (1915-1995): projections sous surveillance», in *Annales valaisannes*, 2004, p. 131-161, et Mémoire de licence, Fribourg, 2002.
- Joëlle DROUX, «Hospitalières de Sion», in *Helvetia Sacra*, VIII/1, p. 389-412 et VIII/2, p. 685.
- François-Olivier DUBUIS, *Géronde, Quinze siècles d'histoire*, Sion, 1977.
- Hans EGDEL, *Die Natischer Schulen 1865-1992*, Naters, 1993.
- Yannick-Marie ESCHER, «Renouveler le catholicisme? Autour d'une Revue sociale et religieuse: *L'Eveil* (1908-1912)», in *Les Echos de Saint-Maurice*, 2002, n° 5, p. 26-44.
- Maxence FARQUET, «L'Ecole valaisanne de 1830 à 1910. Histoire et organisation», in *Vallesia* 1949, t. 4, p. 75-230.
- Michel FAVRE, *Isérables, L'école d'autrefois*, Nendaz, 1991.
- Willy FERREZ, «Grande Ecole», in *Grande Ecole et Collège de Bagnes*, Sion, 1995.
- Arthur FIBICHER, *Walliser Geschichte*, 3 tomes, Sitten, 1983-1995.
- Gustav FRAUENFELDER, *Geschichte der gewerblichen Berufsbildung in der Schweiz*, Luzern, 1938.
- Gaby FUCHS et Jean-Pierre MEYER, *Système scolaire et plurilinguisme dans le canton du Valais (Schulsystem und Mehrsprachigkeit im Kanton Wallis)*, Brigue-Glis, 1994.
- Evelyne GARD, *Enseignement individualisé. Essai d'application à une école secondaire du premier et du second degré*, Mémoire, Fribourg, 1970.
- Fernand GAY, *La Révolution d'Agaune. Edmond Humeau à l'Abbaye et au Collège de Saint-Maurice d'Agaune*, Nyon, 1982.
- Férid GÉRALD GESSLER, «Les grands problèmes de l'éducation et de la formation des jeunes: ce qui a été réalisé pendant douze ans sous la direction de M. Marcel Gross», in *NF*, 28/29.12.1968, n° 226, p. 15.
- François GILLIARD, *Souviens-toi du chemin...*, Plaquette éditée par la Paroisse réformée de Sion à l'occasion du Centenaire de la dédicace de son premier temple, 1876-1976, Sion, 1976, p. 10-16.
- Jean GRAVEN, «L'école de droit valaisanne (1807-1908)», in *Annales valaisannes* 1965, série 2, tome 13, p. 177-242.
- Alois GRICHTING, *Das Oberwallis 1840-1990. Politik, Wirtschaft, Kultur*, Visp, 1990.
- André GUÉX, *Le demi-siècle de Maurice Troillet: essai sur l'aventure d'une génération*, 3 vol., Martigny, 1971, vol. 2.
- Marie-France GUÉX, *De l'Ecole moyenne au Cycle d'orientation: Dispositions légales et société valaisanne*, Mémoire, FPSE, Genève, 1988.
- Erwin JOSSEN, *Naters, das grosse Dorf im Wallis*, Naters, 2000.
- Emil KLÖTI, «Der Kampf um die eidgenössische Schulschubvention», in *Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz*, 1901, année 15, Zürich, 1903, p. 1-51.
- Roland KUONEN, *Gott in Leuk: von der Wiege bis ins Grab – die kirchlichen Übergangsrituale im 20. Jahrhundert: ein Beitrag zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte der Schweizer Katholiken*, Freiburg (Suisse), 2000.
- Jean-Philippe LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice: la tradition dans la vie, la vie dans la tradition*, Mémoire, Fribourg, 1996.
- Rudolf LORETAN, «Das Lehrerseminar in Sitten», in *Walliser Schule* 1958/1959, année 3, p. 198.
- Antoine MAILLARD, in *L'Ecole valaisanne*, 1978, 23^e année, n° 4, p. 91 et suivantes.

- Maurice MANGISCH, «L'enseignement commercial et industriel en Valais», in *Gazette du Valais*, 1920, année 61, n° 74, p. 2, n° 90, p. 1-2, et n° 91, p. 1-2.
- Geneviève MARIÉTHOZ, *Un aspect de la politique agricole valaisanne du début du XX^e siècle: l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf*, Mémoire, Genève, 1990.
- Henri MARIN, *L'école au pays des barrages*, Sion, 1980.
- Richard MÉTRAILLER, *L'école primaire en Valais durant la deuxième partie du XIX^e siècle et son processus de popularisation jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale*, Mémoire, Fribourg, 1978.
- Geneviève MICHELLOD et Philippe THEYTAZ, *Les classes d'observation dans le Bas-Valais*, Sion, 1991.
- Edouard MORAND, *Martigny 1940-1990: ce demi-siècle où tout a changé*, Martigny, 1993.
- Bojen OLSOMMER, *Petite histoire d'une grande œuvre de santé: du Sanatorium populaire du Valais au Centre valaisan de pneumonologie, 1941-1991*, Sion, 1991.
- Hermann PELLEGRINI, «Décès de M. Antoine Zufferey, ancien conseiller d'Etat: une vocation impérieuse, servir son pays», in *NF*, n° 231, 5.10.1990, p. 1, 32.
- Danièle PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régent, institutrice: jeux et enjeux autour des écoles normales du Valais romand (1846-1994)*, Thèse de doctorat, Genève, 2000, et *Cahiers de Vallésia* n° 10, 2003.
- Cyrille PITTELOUD, «L'hygiène scolaire en Valais», in *Archiv*, année 1949, p. 35-42.
- Roger PITTELOUD et René BERTHOD, *L'école à tous les vents*, Renouveau rhodanien, Sion, 1982.
- Herbert PLOTKE, *Schweizerisches Schulrecht*, Haupt, Bern, 1979.
- Christian PRALONG, *Cycle d'Orientation régional de Grône*, Grône, 1999.
- Bernard PUGIN, *Les Marianistes en Suisse*, Martigny, 1971.
- Pierre REICHENBACH, «Les sœurs de Saint-Joseph de Bourg-en-Bresse», in *Helvetia Sacra*, VIII/2, p. 518-534, ainsi que «Les sœurs de Saint-Joseph de Champagnole», in *Helvetia Sacra*, VIII/2, p. 535-547.
- Simone REICHENBACH, «Les institutions et l'intégration: quelques jalons d'histoire», in *Colloque AVIEA, Rôle des institutions dans un contexte de politique d'intégration*, IKB, Sion, 1995.
- Benjamin RODUIT, *Les collèges en Valais de 1870 à 1925. Tradition et modernisation*, Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 4^e série, vol. 1, Lausanne, 1993.
- Yves ROGER, *Le Cycle d'observation et d'orientation*, Strasbourg, 1967.
- Elisabeth ROUX, *La vie politique en Valais 1875-1905*, Mémoire, Fribourg, 1976.
- Gérald RUDAZ, «L'efficiency dans la modestie», in *NF*, 1980, n° 291, p. 1, 28.
- Jean-Pierre SALAMIN, «Revue en revue: l'histoire de *Résonances*: il était une fois...», in *Résonances*, avril 2004, p. 4-20.
- Ferdinand SCHMID, «Geschichtliches über das Unterrichtswesen im Kanton Wallis», in *Blätter aus der Walliser Geschichte*, vol. 2, 1896-1901, p. 97-198.
- Bernhard SCHNIDRIG, *Berufssorgen von Jungelbrkräften: eine empirische Untersuchung über berufliche Probleme, Problemsachenerklärungen und Problemlösemassnahmen von Deutsch-walliser Primarschullehrpersonen im ersten bis dritten Dienstjahr*, Thèse, Bern, Peter Lang, 1993.
- André SEPPEY, «Evolution de l'Ecole de commerce en Valais et en Suisse», in *Message de l'amitié*, 2004, n° 49, p. 4.

- Jean-Pierre TABIN, *Formation professionnelle en Suisse. Histoire et actualité*, éd. Réalités sociales, coll. Travail social, Lausanne, 1989.
- Emil TSCHERRIG, «L'activité des jésuites autrichiens à Sion, 1938-1945», in *Le monde religieux*, n° 25 (1955), p. 65-71.
- Françoise VANNOTTI, *L'Hôpital de Sion à travers les siècles 1963-1987*, Sion, 1987.
- Ines VENETZ, *Die Entwicklung des hauswirtschaftlichen Unterrichts im Oberwallis 1828-1987*, Diplomarbeit, Visp, 1988.
- Marco VOLKEN, «16 Jahre für die Walliser Schule: ein Gespräch mit Staatsrat Marcel Gross», in *WB*, 1969, n° 78.
- Marie-France VOUILLOZ BURNIER et Vincent BARRAS, *De l'hospice au réseau santé. Santé publique et systèmes hospitaliers valaisans XIX^e-XX^e siècles*, Monographic SA, Sierre, 2004.
- Andreas WEISSEN, *Schulreform und sozioökonomischer Wandel im Kanton Wallis*, Mémoire, Brig, 1985.
- Oswald ZENHÄUSERN, *150 Jahre Walliser Schule*, Brig, 1978.
- Maurice ZERMATTEN, *Valais*, Sion, 1965.
- Jérôme ZIMMERMAN, *Essai sur l'histoire du Collège de Sion (1625-1900)*, Sion, 1914.

Index des noms de personnes

A

Abbet Rémy, 210
Abgottspon German, 116
Adam Nestor, 260
Albrecht Dominik, 276, 294
Albrecht Eugen, 72
Allet Alexis, 375
Allet-Zwissig Danielle, 43, 47-48, 98, 177,
216, 218, 334
Alter Alain, 199
Altermatt André, 247-248
Altermatt Urs, 91
Ambord Jazinta, 41, 156, 216, 295, 336
Ambühl Hans, 354
Amherdt Bernard, 54
Amoos Jean-Paul, 247-248
Andereggen Paul, 262
Anthamatten Adolf, 372
Anthamatten Karl, 59
Anthonioz Joseph, 254
Arber Werner, 320
Arlettaz Albert, 86-87
Arlettaz Jean-Pierre, 218
Arlettaz Vincent, 301
Arnet Moritz, 353-354
Arnold Klaus, 202
Arnold Lukas, 144
Arnold Peter, 259, 262
Arnold Roch, 390, 392
Arter Corinne, 209
Attinger Bernard, 363
Auer Maria Immaculata, 32, 37, 85-86, 178-
179, 203-204, 263, 333
Aufdenblatten Josef, 63
Aymon Jean-Claude, 143
Aymon Pierre-Alain, 332

B

Badertscher Hans, 18, 311
Bagnoud Jean-Luc, 36
Bagnoud Simone, 365
Bagnoud Yves, 372
Bähler Emma Lucia, 21, 27

Barman Jean-Daniel, 367
Barras Michel, 301
Barras Vincent, 105, 113-114, 119, 121,
205, 207, 364-365
Bataillon Marcel, 151
Beck Joseph, 45, 249
Beck Viktor, 262
Behrens Mathis, 351
Bellwald Albert, 77, 210
Bender Michel, 379
Beney Eddy, 220
Bérard Clément, 55
Berclaz Marc-André, 294
Bergamin Per, 325
Berge André, 151
Berger Christian, 350
Berlie Jacques, 87
Bernanos Georges, 246
Bernasconi Franco, 247-248
Berrut André, 139
Bessard Nicolas, 222
Bettex François, 92
Beuret Etienne, 92
Bidaud Pierre-Alain, 301
Bieler Viktor, 112, 202
Bioley Henri, 230
Biollaz Léo, 36-37, 39, 107, 113, 116, 118-
120
Blanco Guy, 200
Blatter Donald, 73
Blatter Franziskus, 116
Blatter Martin, 274
Bloetzer Hans, 200, 202
Bobath Bertha, 113
Bochatay Angélique, 380
Boillat Jean-Marie, 350
Bons Charles-Louis de, 331, 358, 375, 384
Bonvin Georges, 79
Bonvin Hubert, 77
Bonvin Nicole, 365
Bonvin Pierre, 387
Bonvin Roger, 48, 54, 74
Borgeat Jérôme, 196

Bornet Marcel, 220
 Borter Alfons, 82
 Borter Leopold, 224, 262
 Bösch Kurt, 321, 324
 Boucard Louis, 375
 Bourban Claudy, 143
 Bourban Paul, 126
 Bourban Pierre, 334
 Bourgeois Michel, 76
 Bourgoz Pierre-François, 44
 Bourlard Hervé, 318
 Brantschen Adelrich, 88
 Brantschen Stephan, 64
 Bregy Anne-Lore, 342
 Brouwer Marie-Joseph de, 112
 Brunner Eugen, 362
 Brunner Gregor, 262
 Brunner René, 195
 Bruttin Antoinette, 256, 258
 Buckland Hostetter Monica, 302
 Bumann German, 69-70
 Bumann Peter, 277
 Bumann Stefan, 389
 Burgener Joseph, 17, 27
 Burgener Paul, 88, 389
 Buser Franz, 202
 Buttet Charles, 378

C

Calpini Pierre, 368
 Carlen Albert, 202, 262
 Carlen Louis, 316
 Carneiro Marcio, 301
 Carraux Marie, 333
 Carrier Michel, 50
 Carron Roland, 58
 Carruzzo Pierre, 220
 Cassina Gaëtan, 252
 Cavadini Jean, 92, 350
 Ceppi Christoph, 193
 Chabbey Chantal, 49
 Chanton Claude-Ivan, 379
 Chappaz Achille, 17, 178, 230
 Chastonay Adalbert, 210, 385
 Chastonay Marie-Madeleine de, 57
 Chatriand Théo, 141

Chatton Pierre, 301
 Chevallaz Olivier, 276
 Claivaz Maurice, 229, 244, 375
 Claparède Edouard, 21
 Claret Eugène, 222, 356, 360
 Claude Armand, 353
 Clausen Oskar, 193, 195
 Clivaz Francis, 306
 Clivaz Jean, 306
 Clivaz Patrice, 296
 Cocatrix Xavier de, 15
 Colombara Pierre, 196
 Comby Bernard, 107, 111, 149, 155, 157,
 238, 260, 272, 288, 307-309, 319, 328,
 348, 376
 Constantin-Zufferey Geneviève, 138
 Coppex Jean-Pierre, 196
 Copt René, 58
 Coquoz Elisabeth, 36
 Coquoz Jean, 222
 Cordonier Daniel, 210
 Cordonier Jacques, 357
 Cottier Marius, 92
 Cotting Gabriela, 380
 Courten Lucie de, 179
 Crépin Emile, 139
 Crettol Georges, 198-199
 Cretton-Deslarzes Cilette, 25
 Crittin Camille, 20-22, 235
 Cuisenaire Georges, 98
 Curdy Claire, 380
 Curdy Paul, 380
 Curiger Conrad, 51
 Cuttat François, 339-340

D

Darbellay Arthur, 200
 Darbellay Daniel, 45
 Darbellay Jacques, 361
 Darbellay Vital, 196
 Darioly Jacques, 387
 Dayer Francis, 80
 Dayer Isaac, 246, 248
 Delacoste François-Xavier, 301
 Delalay Edouard, 380
 Delaloye Dominique, 93

Delaloye John, 254
 Delaloye Michel, 324
 Delamuraz Jean-Pascal, 288
 Délèze Michel, 143
 Dellberg Charles, 234
 Deslarzes-May Sandra, 44
 Devanthéry Roger, 283
 Dillenseger Louis, 87
 Dirren Maurice, 296
 Dobrzelewski Jan, 302
 Donnet André, 249
 Donnet-Monnet Roger, 44
 Dottrens Robert, 128
 Doumont Simon, 339
 Droux Joëlle, 202-203
 Dubosson Jacques, 128
 Dubuis François-Olivier, 107
 Dubuis Lévy, 380, 385
 Duchoud Maurice, 52
 Dumoulin Marius, 142, 258
 Dupont Bernard, 86

E

Eggel Hans, 82, 85, 87
 Egger Eugen, 95, 152, 353-354
 Eggs Maurice, 385
 Enard Charles, 54
 Escher Joseph, 224, 235
 Escher Siegfried, 262
 Escher Yannick-Marie, 246
 Evéquo Maxime, 385
 Evéquo Pierre, 254
 Evéquo Raymond, 234
 Eyer Erwin, 380

F

Fäh Robert, 352
 Fallet Edmond, 51
 Farquet Edmond, 142
 Farquet Maxence, 18, 20-21, 23, 31, 99, 375
 Fauchère Antoine, 54
 Favre Gabriel, 54, 218
 Favre Michel, 99
 Fay Fred, 302, 304
 Fellay Roger, 76

Ferrez Willy, 45
 Fibicher Arthur, 21, 47, 71, 74, 90, 179, 183, 188, 196, 333, 357, 378
 Filliez Jean-Jérôme, 188
 Fischer Walter, 304
 Föhn Daniel, 70
 Follonier Gérard, 188
 Fontannaz Augustin, 254
 Formaz Guy, 76
 Fournier Alain, 86, 146
 Fournier Gilbert, 168, 316-317, 319, 324, 387
 Fournier Michel, 143
 Frachebourg Fernand, 222
 Frauenfelder Gustav, 177, 179, 200
 Froebel Friedrich, 18, 98, 333
 Fuchs Gaby, 341-342
 Fumeaux Eric, 287, 294
 Furrer Philemon, 99-100
 Fussen German, 65
 Fux Ambros, 70

G

Gabioud René, 75-76
 Gabrielle (Sœur), 49
 Gaillard Roger, 118
 Gamberoni-Medina Patricia, 326
 Gard Evelyne, 218
 Gaspoz Jean-Pierre, 70
 Gasser Medard, 77
 Gay Fernand, 246
 Gay-Crosier Paul, 50
 Genolet Raymond, 81
 Genoud Augustin, 142
 Gerbex Robert, 350
 Germanier Paul, 56-57
 Gerold Alfons, 144
 Gertschen Willy, 152
 Gessler Fédid Gérald, 126
 Giaccardi Armando, 92
 Gigghi Raphaëla, 380
 Gilliard François, 93
 Giovanola Joseph, 269, 283
 Giroud Michel, 119
 Glassey Marie-Thérèse, 143
 Gonnet Marie-Hélène, 113

Gotthelf Jeremias, 65
 Graeser Stefan, 320
 Grand Gérald, 379
 Grandjean Alain, 84
 Grau Joël, 379
 Graven Jean, 315
 Gretler Armin, 354
 Grichting Alois, 204
 Grichting Dolf, 84
 Gross Alphonse, 84
 Gross Marcel, 36, 56, 89, 125-126, 130,
 155, 184, 186, 238, 249, 283, 359
 Grunder Hans-Ulrich, 19, 353
 Grünwald Kurt, 168, 360
 Grünwald Richard, 192-193
 Guex André, 20-21, 23, 198
 Guex Marie-France, 91, 156-157, 159, 177,
 366
 Guillaume Jean-François, 49
 Guntern Josef, 379, 386
 Gutzwiller Daniel, 306

H

Haenni Georges, 299, 301
 Haenni William, 175-176, 234, 335, 385
 Hagmann Hermann-Michel, 316
 Hallenbarter Franz, 188
 Hallenbarter Schätti Viktorine, 179, 210
 Halter Paul, 209
 Heinen Karl, 193
 Héritier Raphy, 142
 Herren Anton, 380
 Hofer Franz, 262
 Hofstetter Rita, 362
 Holzer Oskar, 114
 Hubert Marcel, 380
 Hugo Adolf, 210
 Hummler (Commission), 91
 Hürlimann Hans, 92, 95

I

Imboden Serge, 385
 Imesch Dionys, 259, 262
 Imesch Ludwig, 385
 Imhof Franz, 180-181, 188
 Imhof Josef, 193

Imhof Peter, 191, 193
 Imhof Werner, 73
 Imhoff Léon, 181, 184
 Imseng Konrad, 69
 Ingnoli Eugène, 196

J

Jacquier-Delaloye Anne, 298
 J  ger C  sar, 372
 Jardinier Adrien, 255
 Jeitziner Tarzis  , 85
 Jenelten Anton, 380
 Jenelten Rudolf, 379
 Jergen Silvan, 81
 Jordan Gérald, 372
 Jossen Erwin, 85
 Jossen Leo, 193
 Jost Lukas, 186, 385
 Jourdan Michel, 102-103
 Julen Othmar, 63
 Jungkunz Sigmund, 77

K

Kalbermatten Hans, 380
 Kalbermatten Henri de, 252
 Kalbermatten Joseph de, 252
 Kalbermatten Walter, 64
 Kalbfuss Claude, 38
 Kämpfen Moritz, 21-22
 Kämpfen Werner, 60-61, 230
 Kisseleff Martin, 306
 Kl  ti Emil, 19
 Knill Paolo, 327
 Kohler Boris, 326
 Kokoschka Oskar, 303
 Korczak Janusz, 321
 Kuonen Manfred, 210
 Kuonen Roland, 66, 99, 195

L

Labhardt André, 311
 Lagger Oscar, 301
 Lamon Augustin, 26
 Lathion-Failnot Anik, 346
 Lattion Antoine, 146
 Lingg Alban, 64

Lochmatter Robert, 88
 Logean Michel, 188
 Lonfat Jean-Philippe, 43, 46, 84, 220, 242, 244, 246
 Loretan Raymond, 21, 27, 221
 Loretan Rudolf, 31, 34, 36, 379
 Loretan Wolfgang, 110, 123, 238
 Lovey Jean-François, 39, 386, 388
 Luisier Albert, 199-200, 202
 Luisier Angelin, 38, 40, 90, 379, 385-386
 Luisier Guy, 241, 247-248
 Luyet Clovis, 142

M

Mabillard Adrien, 384
 Mabillard Hermann, 184, 186, 196, 385
 Mabillard Patrice, 118
 Maillard Antoine, 149, 220
 Maillard Jean-Louis, 188
 Malbois Jean-Marc, 54, 340
 Mangisch Maurice, 214
 Maret Alain, 45
 Marie-Colette (Sœur), 258
 Marie-Françoise (Sœur), 258
 Mariétan Joseph, 246
 Mariéthoz Geneviève, 198
 Marin Henri, 55, 62, 70, 91, 105, 132, 136, 151-152, 344
 Maritain Jacques, 246
 Martin Claude, 247-248
 Marty Herbert, 65
 Marzetta Petra, 85
 Masserey Arthur, 77-78, 345
 Mathey Jean-Michel, 141
 Mattmann Christina, 380
 Maurois André, 246
 Mayencourt Jacques, 301
 Mayor Lucette, 49
 Meier Eugen, 208
 Meizoz Paul, 368
 Mengeot Christilla, 250
 Mermoud Pierre, 118
 Métrailler Joseph, 191
 Métrailler Richard, 15, 23, 34, 177, 349
 Meyenhofer Marie-Fernande, 84
 Meyer Jean-Pierre, 54, 342

Meyer Leo, 221, 359
 Meylan Jean-Pierre, 229
 Michellod Geneviève, 136
 Monnier Léon, 57
 Montessori Maria, 21, 36, 98, 122
 Morand Edouard, 50, 186, 196, 222
 Moser Urs, 355
 Moulin Joseph, 34
 Mudry Antoine, 339, 355
 Mudry Paul, 54, 74, 339
 Müller Arthur, 202
 Müller Gregor, 208
 Müller Josef, 99
 Mutter Heinrich, 67-68

N

Nanzer Ines Maria, 204
 Niklaus Walter, 114
 Nottaris Gertrud, 296
 Notter Philipp, 355

O

Oester-Ammann Maria, 372
 Oggenfuss Félix, 352
 Ogier Bernard, 138
 Olsommer Bojen, 364

P

Page Jean-Marc, 326
 Pannatier Anselme, 386
 Pannatier Stéphane, 326
 Parchet Lysiane, 84
 Pasquier Joseph, 77
 Paul-Marie (père capucin), 117
 Pellegrini Hermann, 155, 379
 Périsset Bagnoud Danièle, 31-32, 34-41, 122, 335
 Perren Hans-Peter, 64
 Perren Martin, 68
 Perrig Werner, 209
 Perrig-Chiello Pasqualina, 324
 Perrin Jacqueline, 138
 Petermann Pierre, 70
 Petit Jean, 97, 340
 Petri D. Wolfgang, 305-306
 Petrig Viktor, 21, 62

Pfammatter Eduard, 87
 Pfammatter Emil, 262
 Pfammatter Peter, 209
 Pfruender Georges, 304
 Piaget Jean, 21
 Pignat Paul, 331-332, 359
 Pitteloud Cyrille, 21-22, 108-109, 366
 Pitteloud Lévy, 378
 Plotke Herbert, 375
 Poncet Louis, 47, 223
 Pont Francis, 372
 Possa Mario, 379
 Pottier Claude, 223
 Pralong Christian, 227
 Pralong Emile, 77
 Pralong François, 39
 Praplan Jean-Paul, 372
 Praplan Marcel, 378
 Pugin Bernard, 49-50, 116, 222
 Puipe Denis, 62, 195-196
 Putallaz Pierre, 72, 145, 379

R

Rageth Georges, 246, 248
 Raiber Max, 59
 Rausis Jean-Pierre, 387
 Rausis Joseph, 49
 Reichenbach Pierre, 47, 178
 Reichenbach Simone, 107-108, 113, 118-119
 Renggli Monique, 84, 224
 Repond André, 107-108
 Reutti Alice, 249-250
 Revaz Nadia, 361
 Rey Casimir, 186, 188
 Rey Hervé, 277
 Rey-Bellet Nicolas, 52
 Rickenbacher Iwan, 352
 Ritler Norbert, 77
 Riva Anton, 379
 Roch Claude, 261-262, 346-348
 Roduit Benjamin, 229-230, 232, 234-235, 246, 254, 259
 Roemer Adolf, 27
 Roger Yves, 150, 271
 Rogger Hans, 271

Rohrer Ursula, 361
 Roller Samuel, 351
 Roos Adolf, 368
 Rossier Francis, 258
 Roten Ernst von, 75
 Roten Johann, 37
 Roten Leo Luzian von, 384
 Roth Charly, 141
 Roux Elisabeth, 15
 Rudaz Gérald, 155
 Rudaz Patrick, 82
 Rudin Robert-Frédéric, 301
 Ruedin Hélène, 31
 Ruppen Augustin, 67, 69
 Ruppen Hans-Jörg, 388
 Ruppen Walter, 72
 Rywalski Léopold, 118

S

Salamin Francis, 138
 Salamin Jean-Pierre, 168, 354, 356, 358
 Salamin Michel, 379
 Salzgeber Karl, 208
 Salzmann Ewald, 88
 Salzmann Jean-Marie, 84
 Salzmann Marcel, 82, 378-379
 Salzmann Maurice, 55, 70
 Salzmann René, 83, 379
 Sartoretti Robert, 81
 Sauthier Eddy, 145
 Sauthier Roger, 258, 296, 302
 Savioz Jean-Paul, 143
 Savioz Robert, 52
 Schalbetter Jean-Jacques, 254
 Schmid Albert, 193
 Schmid Eugen, 195
 Schmid Ferdinand, 15, 32, 49, 315
 Schmid Jeannette, 149
 Schmid Max, 270
 Schmid Odilo, 81
 Schmidhalter Anton, 74
 Schmidt Ernst, 359
 Schnidrig Bernhard, 41
 Schnyder Albert, 62, 262
 Schnyder Fidelis, 62
 Schnyder Stefan, 260, 262

Schnyder Walter, 111, 121, 383, 389
 Schnyder Wilhelm, 314, 372
 Schulthess Harald, 304
 Schultz Hans, 91, 311
 Schüpbach Eva, 324
 Schwendener Peter, 138
 Schwery Henri, 94, 254, 260
 Schwery Moritz, 202
 Schwesternmann Hans, 209
 Seeberger Markus, 70
 Seewer Jean-Caude, 273, 276
 Seiler Alexander, 200, 229, 231
 Semper Gottfried, 252
 Seppey André, 218, 225
 Séverin Joseph, 143
 Siegen Johann, 77
 Sierro Camille, 102, 378
 Sierro Serge, 328-329, 348
 Sierro Lovisa Berthe, 380
 Sola Gabrielle, 141
 Solioz Marie-Joseph, 40
 Sörensen Werner, 92
 Speckly Klemens, 67
 Stadelmann Willi, 352
 Stapfer Philipp Albert, 375
 Stebler Albert, 67
 Steiner Arnold, 114
 Steiner Emil, 75
 Stockalper François, 116
 Stockalper Kaspar von, 21
 Stockalper Kaspar Jodok, 258
 Stoecklin Elisabeth, 57
 Stoffel Leander, 60, 379
 Stoffel Marie, 380
 Strittmatter Toni, 352
 Studer Philipp, 72
 Stuller Gyula, 301
 Summermatter Viktor, 60, 63, 67
 Supersaxo Otto, 378

T

Tabin Jean-Pierre, 177, 190
 Taugwalder Rudolf, 74, 202, 364-366
 Terrettaz Philippe, 141
 Théophane (Sœur), 49
 Theytaz Philippe, 57, 136

Theytaz Rémy, 138
 Tissières Rodolphe, 57
 Toffol Lothar, 84
 Tornay Jean-Michel, 76
 Troillet Maurice, 20-21, 23, 198
 Truffer Markus, 67, 84-85
 Tscherrig Emil, 112, 316
 Tschoumy Jacques-André, 351

U

Udry Roland, 254
 Uldry Raymond, 176, 182, 213
 Unteregger Robert, 238

V

Valentini André, 145
 Vannotti Françoise, 300
 Varga Tibor, 301
 Vaudan Angèle, 36, 380
 Venetz Hans, 87
 Venetz Ines, 34, 66, 100, 147, 179
 Vetter Paul, 361
 Veuthey Michel, 351
 Vogel Richard, 193
 Voide Guy, 276, 379
 Volken Marco, 126
 Volken Paul, 325
 Volkringer (frère marianiste), 87
 Vouilloz Burnier Marie-France, 105, 113-114, 119, 121, 205, 207, 361, 364-365
 Vuignier Jacques, 58

W

Waldvogel Nicolas, 301
 Walpen Oskar, 20, 107-108
 Walter François, 151
 Wehrle Kaspar, 87
 Weiss Jacques, 351
 Weissen Andreas, 15, 96
 Werlen Iwar, 341
 Werlen Johann, 71
 Werlen Ludwig, 262
 Willisch Paul, 71-72
 Willisch Remo, 72
 Wirthner Josef, 68
 Wyer Hans, 238

Z

Zengaffinen Kurt, 63
Zengaffinen Moritz, 62-63
Zenhäusern Armand, 208-209
Zenhäusern Bruno, 209
Zenhäusern Hugo, 360
Zenhäusern Oswald, 82-83
Zenhäusern Walter, 83
Zermatten Maurice, 93
Zingg Rosemarie, 206
Zimmermann Arthur, 146
Zimmermann Charles, 283
Zimmermann Jérôme, 251
Zotter Marie Rodolphe, 218
Zuber Luise, 333
Zuchuat Rémy, 72

Zufferey André, 272
Zufferey Antoine, 130, 153-155, 236, 238,
247, 260, 272, 312, 381
Zufferey Edgar, 272
Zufferey Georges, 284
Zufferey Jean-Daniel, 380
Zufferey Marco, 200
Zuideret Jaco, 276
Zumofen Edouard, 44
Zumtaugwald Karl, 202
Zurbruggen Armin, 75
Zurbruggen Meinrad, 73
Zurschmitten Klaus, 284
Zurwerra Anton, 195
Zurwerra Michael, 262
Zurwerra Rosemarie, 360, 380

Crédit des illustrations

Abbaye de Saint-Maurice, 245

Chab Lathion, Couverture et 290

DECS, HEVs, 284 (Robert Hofer)

DECS, ICT, 227, 343

DECS, SFT, photos des bâtiments scolaires (Jacques Dussez)

DECS, SFT, schémas, 322, 323

DECS, Service de l'enseignement, autres schémas

Médiathèque Valais-Martigny, 33 (Ecole ménagère), 94 (Charles Siebenmann), 235
(Pantaléon Binder)

NF, 242

Privés, 123 (Wolfgang Lorétan), 125 (Marcel Gross), 154 (Antoine Zufferey), 308
(Bernard Comby), 328 (Serge Sierro)

Sainte-Ursule, Brigue, 52

Cahiers de Vallesia / Beihefte zu Vallesia

disponibles auprès des Archives de l'Etat / *erhältlich beim Staatsarchiv*
rue des Vergers 7, 1950 Sion / Sitten
tél. 027 606 46 00 / fax 027 606 46 04 / archives@admin.vs.ch / www.vs.ch/aev

- N° 1 Pierre DUBUIS, *Une économie alpine à la fin du Moyen Age. Orsières, l'Entremont et les régions voisines 1250-1500*, Sion 1990, 2 vol. (299 + 274 p.). – Fr. 85.–
- N° 2 Gregor ZENHÄUSERN, *Zeitliches Wohl und ewiges Heil. Studien zu mittelalterlichen Testamenten aus der Diözese Sitten*, Sitten 1992, 480 S. – Fr. 70.–
- N° 3 Théodore KUONEN, *Histoire des forêts de la région de Sion du Moyen Age à nos jours*, Sion 1993, 686 p. – Fr. 75.–
- N° 4 Janine FAYARD DUCHÊNE, *Les origines de la population de Sion à la fin du XVIII^e siècle*, Sion 1994, 528 p. – Fr. 75.–
- N° 5 Anton GATTLEN, *Lebenserinnerungen des Hauptmanns Christian Gattlen*, Sitten 1996, 303 S. – Fr. 65.–
- N° 6 Albert JÖRGER, *Der Miniaturist des Breviers des Jost von Silenen. Ein anonymes Buchmaler um 1500 und seine Werke in Freiburg, Bern, Sitten, Ivrea und Aosta*, Sitten 2001, 658 S. – Fr. 85.–
- N° 7 François-Olivier DUBUIS et Antoine LUGON, *De la mission au réseau paroissial. Le diocèse de Sion jusqu'au XIII^e siècle*, Sion 2002, 367 p. – Fr. 65.–
- N° 8 Collectif, *Vercorin. La mémoire des âges*, Sion 2002, 271 p. – Fr. 68.– (disponible auprès de Monographic SA à Sierre).
- N° 9 Collectif, *De la Bibliothèque cantonale à la Médiathèque Valais (1853-2003). 150 ans au service du public*, Sion 2003, 269 p. – Fr. 55.–
- N° 10 Danièle PÉRISSET BAGNOUD, *Vocation: régente, institutrice. Jeux et enjeux autour des Ecoles normales du Valais romand (1846-1994)*, Sion 2003, 454 p. – Fr. 65.–
- N° 11 Josef GUNTERN, *Die Walliser Schule im 20. Jahrhundert. Von der Sechsmonatsschule zur Hochschule Wallis*, Sitten 2003, 621 S. – Fr. 70.–
- N° 12 Danielle ALLET-ZWISSIG et Katia CHEVRIER, *Charles Haenni, musicien et compositeur valaisan (1867-1953)*, Sion 2005, 538 p. – Fr. 70.–
- N° 13 Autorenteam, *Ulrich Ruffiner von Prismell und Raron. Der bedeutendste Baumeister im Wallis des 16. Jahrhunderts*, Sitten 2005, 272 S. – Fr. 55.–
- N° 14 Marie-France VOUILLOZ BURNIER, *Le financement des hôpitaux valaisans au XX^e siècle. Le mariage raisonné des ressources cantonales avec la santé publique / Die Finanzierung der Walliser Spitäler im 20. Jahrhundert. Vernunftfebe zwischen kantonalen Ressourcen und Gesundheitswesen*, Sion/Sitten, environ 400 p. – Fr. 65.–
- N° 15 Josef GUNTERN, *L'école valaisanne au XX^e siècle. De l'école de six mois aux hautes écoles spécialisées et universitaires* (traduction et adaptation du Cahier de Vallesia n° 11), Sion 2006, 420 p. – Fr. 65.–

Des enseignants, des directeurs d'écoles de tous les degrés et diverses personnalités des milieux scolaires souhaitaient une édition française du onzième volume des *Cahiers de Vallesia*, *Die Walliser Schule im 20. Jahrhundert*. C'est ainsi qu'est né cet ouvrage, fruit d'un réjouissant travail en commun d'enseignants et de connaisseurs de l'histoire valaisanne.

Au cours du XX^e siècle, les changements de la société ont marqué de leur empreinte l'école valaisanne qui, en retour, reflète les attentes de la population.

Le présent ouvrage expose l'ensemble de cette évolution et le rôle qu'y ont joué la population et les politiciens. Les différents types d'écoles en Valais sont passés en revue, de l'école enfantine aux hautes écoles, en passant par l'école primaire, le cycle d'orientation, le collège, l'école normale, les écoles spécialisées et les écoles professionnelles.

Dans cet inventaire figurent aussi les écoles d'aides-soignants, les écoles d'agriculture, les écoles de degré diplôme et les voies de formations artistiques. Durant la seconde moitié du XX^e siècle, c'est surtout l'attention donnée au cycle d'orientation, aux écoles secondaires, aux écoles tertiaires, aux écoles universitaires et aux centres de recherche qui transparait.

Ne sauraient être passées sous silence les diverses facettes de l'environnement scolaire, telles que le service médical, les soins dentaires, les bâtiments, les bourses et les prêts d'honneur, la formation continue des enseignants ou encore l'orientation professionnelle.

Le Valais n'a pas toujours progressé uniquement par ses propres forces, car il a bénéficié du soutien de la Confédération et il a collaboré avec la Suisse romande, la Suisse centrale et la Conférence des directeurs de l'instruction publique. Les activités de l'Etat, la participation des parents, les enseignants et les élèves n'ont, bien sûr, pas été oubliés.